

UNIVERSITÉ DE NEUCHÂTEL
FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

L'image de la Chine
dans la conscience collective
américaine

THÈSE

PRÉSENTÉE À LA FACULTÉ DE DROIT ET DES SCIENCES ÉCONOMIQUES
POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR ÈS SCIENCES POLITIQUES.

PAR

FERDINAND A. MEYER

IMPRIMERIES RÉUNIES S.A., LAUSANNE SUISSE
1975

Monsieur Ferdinand A. MEYER
est autorisé à imprimer
sa thèse de doctorat ès sciences politiques
intitulée
"L'image de la Chine
dans la conscience collective américaine".
Il assume seul la responsabilité des opinions énoncées.

Neuchâtel, 22 juillet 1975

Le doyen
de la Faculté de droit
et des sciences économiques

Paul Burgat

"Les dirigeants de Washington, à la suite d'un revirement spectaculaire, en sont venus à rejeter comme faux le monument de préjugés, de phobies et d'inhibitions qui, pendant vingt ans, a été l'élément moteur de toute la politique asiatique de trois administrations démocrates et d'une administration républicaine".

Alexandre Casella
Le Journal de Genève
14 août 1972, p. 1

Avant-propos

On a souvent tendance à considérer la politique étrangère comme une série de réactions à des stimuli extérieurs plutôt qu'en tant que variable dépendante de facteurs internes aux sociétés. A priori, les événements, les réalités objectives et les processus de décision au niveau des gouvernements sont les déterminants essentiels de la politique étrangère. En fait, les événements et les réalités objectives importent moins que ce qui en est perçu. Le matériel brut est modifié par le percevant en fonction de ses perceptions précédentes selon les schémas de la perception et de la rétention sélectives. Chaque nouvelle perception laisse à son tour une empreinte sur le fond commun des expériences accumulées.

On convient aujourd'hui que des expériences partagées amènent une perception comparable d'un même phénomène alors que des expériences différentes entraînent des divergences perceptuelles. Chaque phénomène est perçu différemment par des sujets provenant d'environnements socio-culturels différents. Ce sont donc les prédispositions socio-culturelles qui, dans une grande mesure, déterminent la réaction d'un individu ou d'un ensemble d'individus à un phénomène donné. Dans bien des cas, cependant, et notamment dans le domaine de la politique étrangère, le matériel brut n'est pas directement observable et l'individu ne le perçoit que par le biais d'un flux d'information partant d'un observateur. Les recherches sur le flux d'information nous apprennent que des filtres perceptuels et d'autres obstacles (barrières sémantiques, par exemple) interviennent aux niveaux de l'observation du phénomène, de sa description (mise en mots ou en images déterminées par les capacités de l'observateur et les caractéristiques du canal de communication utilisé) et au moment de la réception du message et de son décodage.

Cette étude a pour but d'éclairer quelques éléments sous-jacents

à la politique américaine à l'égard de la Chine et d'en permettre une meilleure compréhension. Partant d'une hypothèse admise - c'est l'image de la Chine et non pas la réalité objective qui détermine attitudes, opinions et réactions à son égard - on a cherché à étudier le processus de formation de l'image et l'effet qu'elle peut exercer sur le climat de l'opinion et sur les gouvernants. Les principales sources de communications consacrées à la Chine ont été identifiées. Le contenu des messages a été analysé. Les caractéristiques des canaux de communication ont été étudiées. On a tenté de déterminer quelles prédispositions affectaient la réception du message. Enfin, l'effet des communications a été évalué.

Je ne saurais mettre un terme à ces propos sans exprimer ma gratitude à l'égard de tous ceux qui participèrent à la conception et à l'élaboration de cette étude. Je remercie tout particulièrement Monsieur le Professeur Maurice Erard, directeur de thèse, pour ses encouragements bienveillants et ses conseils éclairés. Je pense également à Monsieur le Professeur Kenneth Janda, "Chairman" du département de sciences politiques de "Northwestern University", à Evanston et Chicago, qui voulut bien m'accueillir et mettre à ma disposition toutes les ressources de cette remarquable institution, ainsi qu'aux professeurs et chercheurs de "Northwestern University" qui ne se montrèrent avares ni de leurs temps, ni de leurs connaissances. Enfin, je tiens à remercier mon épouse, Stephanie, qui voulut bien relire, corriger et dactylographier ce texte et qui contribua à son élaboration en faisant de fréquentes et utiles suggestions.

**A mes parents
To Stephanie**

1

Premiers contacts: le système tributaire
et l'établissement du régime des traités inégaux

C'est en 1784 que le premier navire marchand américain, l'"*Empress of China*", jeta l'ancre dans la rade du port de Canton. Les armateurs de la côte Est des Etats-Unis n'avaient pas perdu de temps dans leur quête du commerce avec la Chine. Dès que la nouvelle du traité de paix, conclu à Paris entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, parvint aux vainqueurs, le navire fut armé et dépêché en toute hâte pour prendre part au commerce chinois. Jusqu'alors, la participation américaine au commerce avec la Chine avait été empêchée par le monopole accordé par la Couronne, dans tout l'Empire britannique, à la "*East India Company*" (Compagnie des Indes orientales). Les intérêts commerciaux de la côte Est espéraient retirer de gros profits de leurs opérations commerciales avec l'Extrême-Orient. C'était, en quelque sorte, une compensation pour la perte du commerce avec les possessions anglaises des Caraïbes qui avait été très profitable.

Jusqu'à vers les années 1830, les intérêts américains en Chine furent exclusivement commerciaux. Pendant les soixante premières années des relations sino-américaines, le gouvernement des Etats-Unis joua un rôle très restreint, en accord avec un principe fondamental de la politique américaine de l'époque, celui de chercher à développer le commerce extérieur en tâchant, autant que possible, d'éviter toute complication politique. (1)

En fait, le commerce avec la Chine fut développé et établi par la seule initiative et les seuls efforts des négociants de la côte Est. Dès 1789, quinze vaisseaux américains faisaient, plus ou moins régulièrement, le trajet entre le port de Canton et la Nouvelle-Angleterre. Cependant, les activités commerciales des négociants occidentaux se limitaient au port de Canton. La raison de cette restriction découle de l'ancien système tributaire chinois. (2)

Le système tributaire trouve son origine dans le concept de la supériorité de la culture et de la civilisation chinoises. Pour les Chinois, la Chine est

"... l'Empire du Milieu qui reçoit par priorité l'influence bénéfique du ciel, lequel est rond, tandis que la terre est carrée. Il est bien évident que les peuples qui sont logés dans les angles (et les angles sont également le domaine

des quatre mers, par où les marins occidentaux abordent la Chine au XIX^{ème} siècle) ne peuvent être au même degré que les habitants de l'Empire céleste, policés et civilisés." (3)

Selon la doctrine confucéenne, le prestige et la vertu de l'empereur de Chine, comme la supériorité de la culture et de la civilisation chinoise, attirent irrésistiblement les barbares qui cherchent à bénéficier de sa bienveillance. Une fois que le barbare a reconnu la position privilégiée du "Fils du Ciel", il devient indispensable de démontrer sa soumission par l'offrande de présents et un rituel approprié. Le "Tribut" est, dès lors, un rite important à la Cour chinoise et lorsque les Européens atteignirent la Chine, ils durent se plier à ces formalités. Le fait est que les représentants des puissances européennes n'apprécièrent guère le rituel, sur le moment, mais ses conséquences leur semblaient, par la suite, encore plus insupportables. En effet, la cérémonie du "Tribut" leur déniait par la suite toute possibilité de traiter sur un pied d'égalité avec les autorités chinoises. Le "Tribut" était le signe de l'acceptation de la supériorité chinoise et de soumission au bon vouloir de l'empereur de Chine. Dès lors, tout était interprété en termes de soumission de la part de l'étranger et de bienveillance compréhensive de la part des autorités chinoises. Le système en vigueur à Canton, cependant, était une variante du système tributaire. Le système tributaire était devenu un instrument de commerce. Si des marchands étrangers venaient en Chine et leur souverain voulait promouvoir le commerce avec l'Empire, rien de plus simple, il pouvait payer tribut. Les états de l'Asie orientale et de l'Asie du Sud-Est commerçant avec la Chine payaient tribut à la Cour pour préserver le commerce et les bonnes relations et étaient, dès lors, considérés comme investis du statut tributaire. Certains ports et marchés leur étaient alors attribués.

Les premiers marchands européens qui atteignirent la Chine furent immédiatement et automatiquement investis du statut tributaire. Canton fut le seul port qui leur fut alloué. Ils eurent, de plus, à se plier aux réglementations chinoises en matière de commerce et ne purent traiter qu'avec une seule catégorie de commerçants chinois, une douzaine de firmes patentées - les "Hong" - qui étaient responsables du commerce et des commerçants étrangers auprès des autorités impériales. (4)

Le Congrès des Etats-Unis reconnut relativement rapidement l'intérêt du commerce avec la Chine. Les commerçants purent compter sur une politique douanière compréhensive, en particulier, en ce qui concerne les importations de thé. Ils obtinrent également le privilège de se choisir un consul, officiellement reconnu par le Département d'Etat. Ledit consul n'était, cependant, investi d'aucun pouvoir diplomatique et ne percevait aucun salaire. Il ne s'agissait pas de chercher à nouer des relations diplomatiques avec les autorités chinoises,

mais bien d'établir un statut particulier vis-à-vis des autres négociants étrangers établis à Canton. (5)

Il n'y avait aucun contact, aucun traité, aucune mission diplomatique, aucune relation diplomatique entre la Chine et les Etats-Unis. La première tentative de régulariser les relations avec la Chine par la conclusion d'un traité eut lieu en 1830, pendant la présidence d'Andrew Jackson. L'objectif de Jackson était le développement du commerce extérieur. Un certain Edmund Roberts fut envoyé en mission pour négocier des traités de commerce avec les états d'Asie. Il atteignit Canton en 1832, mais il reçut l'ordre de lever l'ancre sans avoir pu établir de contacts avec les autorités chinoises.

C'est également dans les années 1830 que les premiers missionnaires firent leur apparition à Canton. L'effort missionnaire fut tout d'abord limité. Cependant, ce devint le point de départ d'une nouvelle et importante dimension de l'intérêt américain pour la Chine. A l'intérêt commercial venait s'ajouter un intérêt spirituel, un désir foncièrement humanitaire de permettre aux Chinois de parvenir au "Royaume de Dieu" qui, avec le temps, devait jouer un rôle croissant dans l'élaboration de la politique américaine à l'égard de la Chine et dans l'interprétation populaire de cette politique. Les missionnaires se virent tout d'abord obligés d'opérer dans la clandestinité pour échapper à la mort par strangulation - la peine requise contre quiconque cherchait à propager le christianisme. Ils jouèrent donc le rôle de commerçants. (6)

C'est à cette époque que les négociants commencèrent à avoir de plus en plus de difficultés à trouver des produits susceptibles de trouver acheteur à Canton. Les fourrures, le santal, et le ginseng n'avaient pas une valeur d'échange suffisante pour les produits chinois que les Occidentaux cherchaient à obtenir. Comme les Britanniques, les Américains dépendaient de plus en plus du commerce de l'opium.

Vers la fin des années 1830, ce commerce devint un problème critique pour le gouvernement chinois. Les officiels chinois étaient, bien sûr, préoccupés par les effets physiques et moraux de la drogue. Mais, en plus, la commercialisation de l'opium en Chine donnait aux Occidentaux un bien facile à échanger sur le marché et dont le produit des ventes dépassait la valeur des achats de produits chinois par les négociants étrangers. Ceci tendait à créer un déséquilibre financier difficile à résoudre. Le commerce avec l'Ouest qui avait permis à la Chine de maintenir une balance des paiements favorable devenait maintenant source de pertes de capitaux. Les Chinois n'avaient pas d'autre alternative que de tenter d'empêcher l'importation de l'opium. (7)

Pendant les premières années du commerce avec Canton, la politique américaine à l'égard de la Chine fut celle dictée par les Américains résidant à Canton. Ceux-ci étaient satisfaits de leur situation et leur seule préoccupation était de préserver les relations commerciales existantes. Nous avons déjà noté que cette tendance était en accord

avec les principes de la politique étrangère américaine de l'époque. C'était le même principe qui était en vigueur à l'égard de l'Europe.

A la fin de son second mandat, le président Washington avait exprimé ses vues concernant la politique à suivre en matière d'affaires étrangères:

"The great rule of conduct for us in regard to foreign nations is, in extending our foreign relations to have with them as little political connection as possible." (8)

Les Etats-Unis désiraient éviter tout imbroglio politique pouvant mener à une guerre européenne (dans le cas de la situation en Asie, à une guerre asiatique). L'isolationisme politique qu'ils revendiquaient ne les empêchait cependant pas de poursuivre une politique d'engagement dans l'économie des nations étrangères. L'on espérait, à la fois, "Paix" et "Profit". Cette conception de la liberté commerciale datait de la révolution. Les colons avaient espéré que l'indépendance leur permettrait d'exploiter de nouveaux marchés. On avait hâte de se libérer du lien britannique et des contraintes commerciales qu'il impliquait, et l'on n'aimait guère le système politique de l'Europe avec ses alliances.

La conception américaine de la liberté commerciale découlait également du caractère particulier de la colonisation américaine. Les immigrants avaient certaines conditions existant en Europe, la tyrannie politique et religieuse, la misère, les guerres continuelles. L'impulsion de quitter l'Europe pour le "Nouveau Monde" était en quelque sorte le rejet d'un mode de vie et d'une société corrompue. Les immigrants cherchaient à s'isoler de tous ces maux, et, en particulier, de la guerre. (9)

De 1842 à 1943, la Chine fut soumise à un régime de traités inégaux dont la principale conséquence fut de hâter la désintégration de l'administration mandchoue et l'évolution anarchique des institutions chinoises. Les traités inégaux furent établis pendant la période allant de 1840 à 1860 et résultèrent plus ou moins directement de deux guerres sino-britanniques. Les Britanniques avaient cherché à développer leur assise commerciale en Chine en tentant d'obtenir des autorités chinoises un statut d'égalité. Deux missions diplomatiques avaient été dépêchées à Pékin, à cet effet, sans succès. La Chine était satisfaite de sa position de supériorité et de son principe d'isolement en matière de relations extérieures.

En 1839, le conflit à propos de l'opium s'envenima. Le gouvernement impérial prit la décision d'interdire catégoriquement l'importation de l'opium et ordonna la remise immédiate des stocks disponibles à Canton en mains des autorités chinoises. Les marchands anglais décidèrent de résister aux injonctions chinoises et firent appel à la marine britannique, tout en se repliant sur Macao. Il n'y eut pas, à proprement parler, de déclaration de guerre, mais les hostilités durèrent

de 1840 à 1841. Les forces navales et militaires britanniques détruisirent les ports défendant Canton et longèrent la côte vers le Nord, prenant les ports de Amoy, Ting-haf, Ching-haf, Ning-po, et Chang-haf. C'est seulement lorsque Nankin se vit menacée du même sort que le gouvernement impérial capitula et demanda la paix.

Le traité de Nankin, le 29 août 1842, força le gouvernement chinois à reconnaître l'égalité de la Grande-Bretagne avec la Chine; à permettre aux ressortissants britanniques de commercer, non seulement à Canton, mais aussi dans quatre autres villes côtières - Amoy, Ning-po, Fou-tcheou, et Chang-haf; à accepter, pour chacun de ces ports, la nomination d'un consul, chargé d'y protéger les intérêts britanniques. Enfin, la Chine devait payer de lourdes indemnités et céder l'île de Hong Kong à la Couronne britannique.

Pendant la période critique menant à l'éclatement du conflit sino-britannique et pendant la guerre elle-même, les Américains installés à Canton se gardèrent de manifester une quelconque préférence quant à l'issue du conflit. Ils observèrent la plus stricte neutralité. Les activités commerciales américaines à Canton ne furent pour ainsi dire jamais interrompues. Les négociants américains profitèrent plutôt de l'absence momentanée des Britanniques pour s'emparer de leur part du commerce. (10)

Les nouvelles de la guerre de l'opium qui atteignirent les Etats-Unis incitèrent le Congrès à examiner de plus près le statut des Américains résidant à Canton. A la veille des hostilités, divers mémoires furent soumis à l'attention du Congrès par les négociants américains résidant en Chine et leurs centrales aux Etats-Unis. Ces mémoires demandaient que des initiatives soient prises pour protéger les intérêts commerciaux américains en Chine. La tendance des membres du Congrès était de chercher à ne pas être associé, aux yeux des Chinois, aux initiatives britanniques. Les sentiments des membres du Congrès étaient, en effet, plutôt défavorables au point de vue britannique. L'on avait tendance à simplifier les termes du conflit. La guerre de l'opium - en Angleterre comme aux Etats-Unis - était un symbole de l'impérialisme commercial occidental (l'avidité et la violence cherchant à exploiter et à démoraliser un peuple inoffensif). Le fait que les commerçants américains exerçaient également le commerce de l'opium échappait à la majorité des Américains. (11)

A cela s'ajoutait une certaine anglophobie résultant des difficultés rencontrées pour résoudre les questions frontalières du Maine et de l'Oregon, et une interprétation des intérêts américains en Extrême-Orient que l'on retrouvera tout au long des relations sino-américaines. Cette interprétation était la suivante: il fallait chercher à éviter la monopolisation du commerce par les Britanniques ou par toute autre puissance. La "politique de la porte ouverte" existait donc déjà dans l'esprit des législateurs et des commerçants américains. L'on peut noter une certaine ambiguïté dans la position américaine. D'un côté, la guerre de l'opium est condamnée pour des raisons essentiellement

morales; d'un autre côté, il convient de se prémunir contre toute monopolisation du commerce par les Britanniques, en cas de campagne victorieuse, d'exploiter le conflit pour s'emparer d'une plus grande part du marché, et de faire en sorte que tout avantage acquis par les Britanniques soit également concédé aux Américains. L'idéalisme et le réalisme s'affrontent en champ clos, comme souvent dans la politique américaine.

Le seul opposant à la condamnation unanime de la politique britannique fut John Quincy Adams. En de nombreux discours à la tribune du Congrès, et un exposé fait à une session de la "Massachusetts Historical Society" que la "North American Review" refusa de publier, il déclara que l'intérêt supérieur des nations occidentales était de comprendre et de soutenir l'effort britannique pour obtenir la reconnaissance des droits égaux des nations indépendantes face à l'absurde et insolent sentiment de supériorité du gouvernement chinois. (12)

Claude Julien, dans son livre "L'Empire américain" présente une image particulièrement faussée du sentiment américain au moment de la guerre de l'opium lorsqu'il cite John Quincy Adams sans préciser que son point de vue n'était pas partagé et qu'il était même rejeté par la majorité des Américains:

"L'obligation morale de procéder à des échanges commerciaux entre nations est fondée entièrement, exclusivement sur le précepte chrétien qui nous demande d'aimer notre voisin comme nous-mêmes. Mais la Chine n'étant pas une nation chrétienne, ses habitants ne se sentent pas liés par le précepte chrétien d'aimer son voisin comme soi-même. Son système est hargneux et anti-social. Le principe fondamental de l'Empire chinois est anti-commercial. Il ne reconnaît pas l'obligation de procéder à des échanges commerciaux avec d'autres pays. Il est temps que soit mis un terme à cette énorme atteinte aux droits de la nature humaine et au premier principe du droit des nations." (13)

Claude Julien suggère que cette opinion est le reflet de l'opinion américaine et cherche à prouver que, de tous temps, les Etats-Unis ont épousé un point de vue impérialiste. Si, comme nous l'avons souligné auparavant, le point de vue américain est terriblement ambigu, il n'en reste pas moins que l'opinion américaine penchait du côté humanitariste dans le conflit de l'opium. (14)

A la suite de la conclusion du traité sino-britannique de Nankin, les intérêts commerciaux américains considérèrent qu'il était nécessaire d'essayer d'établir de manière indéniable l'égalité des droits américains avec ceux des Britanniques. Dans leurs efforts pour le développement du commerce avec la Chine et la reconnaissance des droits égaux, les commerçants américains se virent appuyer fortement par les missionnaires. Depuis 1830, ceux-ci avaient vainement cher-

ché à propager le christianisme en Chine. Malgré leurs efforts continuels, ils ne réussissaient pas à atteindre leurs buts. Le nombre des prosélytes était maigre. De plus, la foi des nouveaux chrétiens était souvent colorée par la culture chinoise à tel point que l'on ne pouvait plus parler de christianisme. Aux yeux des missionnaires, cependant, le grand obstacle à la christianisation de la Chine et la raison de leur échec n'étaient pas les différences foncières existant entre les deux cultures ou le caractère essentiellement étranger du christianisme à la culture chinoise, mais plutôt la politique d'exclusion à l'égard des étrangers de la dynastie mandchoue. Nous avons déjà noté que les missionnaires étaient interdits de séjour en Chine et qu'ils devaient cacher leur identité et la vraie raison de leur présence en Chine en travaillant pour des commerçants étrangers établis à Canton. Ils exerçaient donc leur ministère dans des conditions particulièrement pénibles. Il n'est pas étonnant qu'ils aient cherché à libéraliser les termes de la pénétration culturelle comme les commerçants cherchaient à libéraliser les termes de la pénétration commerciale. (15)

Les missionnaires, dans leur intense désir de propager la foi chrétienne, associèrent donc leurs intérêts aux intérêts commerciaux et participèrent activement à la négociation des traités, jouant souvent un rôle décisif dans le gain des privilèges accordés aux étrangers vivant en Chine. (16) Le 3 juillet 1844, Caleb Cushing, ancien membre du Congrès, et nouveau commissaire du gouvernement américain en Chine, conclut, dans le petit village de Wanghia, un traité "de paix, d'amitié et de commerce" avec la Chine. Les termes du traité assuraient aux Etats-Unis les mêmes privilèges que ceux qui avaient été consentis à la Grande-Bretagne, à l'exception de la cession de l'île de Hong Kong. Les citoyens américains jouissaient, dès lors, du droit d'accès aux quatre nouveaux ports, comme les Britanniques. En fait, le traité allait plus loin que le traité de Nankin. Il y était stipulé qu'un crime commis en Chine par un citoyen américain était du ressort du consul américain (sauf en cas de délits liés au commerce de l'opium ou en cas d'opérations commerciales menées en dehors des zones attribuées). Les controverses survenant entre citoyens américains devaient également être résolues par les autorités américaines. (17)

Cette clause qui n'était pas une nouveauté - la pratique de l'extraterritorialité fut pendant longtemps considérée comme le moyen le plus efficace de maintenir l'ordre parmi la population cosmopolite des ports commerciaux (par exemple, dans l'Empire ottoman, dans les états arabes de l'Afrique du Nord, etc.) - devait contribuer, avec le temps, à miner la capacité des institutions chinoises à contrôler la situation. L'extraterritorialité, sous la pression des puissances occidentales, en particulier de la France, devint un moyen d'étendre l'immunité aux commerçants et missionnaires, à leurs propriétés, aux prosélytes chinois et à toute une série de parasites cherchant à échapper à la justice chinoise. (18)

Trois missionnaires assistèrent Cushing dans ses négociations: Peter Parker, Samuel Wells Williams, et Elijah C. Bridgman. (19) Les missionnaires tendaient à penser que la guerre de l'opium était injuste, mais, comme l'admettait Samuel Wells Williams, le résultat de l'injustice, dans ce cas, était bénéfique:

"It is the prerogative of the Governor of Nations to educe good out of evil, and make the wrath, the avarice, and the ambition of men serve his purpose and advance his own design, though their intentions may be far otherwise."
(20)

Ce sont les Français qui obtinrent du gouvernement chinois, en 1844, la proclamation d'"Edits impériaux", véritables addenda au traité de Nankin, garantissant aux chrétiens le droit de construire des églises et la liberté de culte dans les limites des cinq portes attribués au commerce occidental.

Les principes du traité de Nankin ne furent pas vraiment respectés avant la conclusion d'une deuxième guerre entre la Chine et une alliance franco-anglaise. L'empereur et les autorités chinoises n'avaient pas vraiment accepté les conséquences de la guerre de l'opium. Les officiels chinois cherchaient à éviter de se plier aux obligations impliquées par le traité. Les émissaires étrangers n'étaient pas autorisés à se rendre à Pékin pour négocier directement avec l'empereur. Toute communication entre autorités chinoises et représentants des puissances occidentales était rendue impossible. La deuxième guerre avec la Chine était, étant données les circonstances, inévitable et eut pour résultat la signature du traité de Tientsin.

C'est pendant l'insurrection "Taiping" que les nations occidentales commencèrent à exercer des pressions sur le gouvernement impérial pour obtenir une révision des traités conclus à la suite de la "guerre de l'opium". Si la politique américaine jusqu'à la signature du traité de Tientsin ne s'éloigna guère de la ligne traditionnelle de Washington, il ne manquait cependant pas d'Américains en Chine qui cherchaient à promouvoir une politique plus hardie à l'égard de la Chine. Peter Parker, par exemple, après avoir été le premier médecin missionnaire, embrassa la carrière diplomatique et devint secrétaire de légation en Chine. Il conseilla, en 1854, au commissaire Robert McLane de plaider pour une politique plus hardie et plus ferme en Chine. En janvier 1856, après avoir été nommé commissaire, il retourna en Chine où un autre missionnaire occupait maintenant le poste de secrétaire de légation, Samuel Wells Williams. Leur opinion des Chinois était qu'ils étaient affligés d'un sentiment de supériorité déplacé et qu'ils avaient tendance à flouer les étrangers avec perfidie. Parker, à son arrivée à Canton en tant que nouveau commissaire, tint ce discours à une assemblée des marchands américains:

"My course with this government will be friendly, but firm. The time for nonsense is past, and trifling will be endured no longer." (21)

Il était convaincu que la Chine ne pourrait retrouver son bon sens qu'à coup de canonniers. La meilleure des politiques, selon lui, était de faire en sorte que l'Angleterre, la France et les Etats-Unis se présentent à l'embouchure du Peiho et qu'ils menacent d'aller planter le drapeau français en Corée, le drapeau britannique à Chusan, et le drapeau américain à Formose si l'accès de Pékin leur était toujours refusé. Ces territoires seraient rendus à la Chine si des arrangements satisfaisants étaient garantis pour l'avenir. Dans les mois qui suivirent, il proposa même que les Etats-Unis prennent possession de l'île de Formose de manière permanente. Selon lui, la possession de l'île procurerait de remarquables avantages. Formose était riche en ressources minérales et agricoles. Elle pouvait devenir une base navale importante. Enfin, elle représentait un élément positif du principe de l'équilibre des forces en Asie. (22)

Mais le Département d'Etat désapprouva les suggestions d'intervention armée et d'annexion de territoires chinois. Washington reconnaissait la nécessité de réviser les traités, mais l'on ne devait, en aucun cas, recourir à la force. Des propositions en ce sens de la France et de l'Angleterre avaient été rejetées. Le gouvernement américain avait décidé de poursuivre une politique de neutralité bienveillante à l'égard de la Chine. En 1857, Peter Parker fut rappelé par l'administration Buchanan. Ses plans d'Empire américain différaient par trop de la politique du Département d'Etat. (23)

Au printemps de 1858, les forces navales franco-britanniques se présentèrent à l'embouchure du Peiho. Ni la Russie, ni les Etats-Unis ne participèrent à la campagne militaire. Mais les deux pays furent représentés aux négociations de Tientsin. William B. Reed fut le représentant américain à Tientsin. Il était assisté de deux missionnaires, Samuel Wells Williams et W.A.P. Martin. Les questions religieuses n'avaient joué aucun rôle dans le conflit, mais la révision des traités fut tout aussi favorable aux intérêts missionnaires qu'aux intérêts commerciaux. Onze nouveaux ports étaient ouverts au commerce extérieur, et les nations occidentales obtenaient le droit de naviguer sur le Yangtzeu. Les étrangers obtenaient le droit de voyager à l'intérieur de la Chine, les missionnaires et les prosélytes se voyaient reconnaître la liberté du culte sur tout le territoire chinois. Les droits de douane étaient fixés à 5%. Le commerce de l'opium était légalisé de facto en plaçant la drogue sur la liste des produits imposables. Enfin, le gouvernement chinois était obligé d'accepter que les diplomates étrangers résident à Pékin. Pour les missionnaires, l'ouverture de nouvelles villes à la résidence d'étrangers, et le droit de circuler librement à l'intérieur de la Chine étaient d'une inestimable importance. Le traité ne donnait pas aux étrangers le droit d'acquérir des propriétés en

dehors des zones portuaires, mais les autorités chinoises autorisèrent l'acquisition de propriétés par des étrangers sur toute l'étendue du territoire assez rapidement, rendant ainsi possible l'établissement de stations missionnaires à l'intérieur des terres. (24)

Les traités inégaux enlevèrent aux Chinois toute protection contre l'exploitation étrangère. En particulier, le gouvernement chinois se vit dépouillé de ses moyens de contrôle de l'économie par la réglementation des droits de douane et de l'ordre public par les clauses d'extraterritorialité. (25)

La question de l'immigration chinoise en Amérique

Dans les années qui suivirent les négociations du traité de Tientsin, le peuple américain fut trop préoccupé par les développements de la guerre de Sécession pour s'intéresser de très près à la situation en Chine. Pendant cette période et l'immédiate après-guerre, cependant, le ministre américain en Chine fit un effort particulier pour regagner la confiance du gouvernement chinois qui avait été sérieusement ébranlée par les développements des deux décades précédentes. Entre 1861 et 1868, les Etats-Unis furent représentés à Pékin par un homme qui éprouvait la plus grande des sympathies pour la Chine et les Chinois, Anson Burlingame. Il chercha à introduire dans les relations sino-américaines un esprit de cordialité qui devait atteindre son sommet en 1868, à Washington, lors des négociations d'un amendement au traité de Tientsin de 1858.

Les termes du traité de Washington, conclu entre le secrétaire d'Etat Seward et un émissaire chinois, ne différaient guère des termes du traité de Tientsin, à une seule exception près. Une clause additionnelle était introduite par laquelle les deux nations acceptaient de reconnaître mutuellement

"...the inherent and inalienable right of man to change his home and allegiance, and also the mutual advantage of the free migration and emigration of their citizens and subjects, respectively, from one country to the other, for purposes of curiosity, of trade, or as permanent residents." (1)

Il est important de noter que la clause ci-dessus, insérée dans le texte du traité à la suggestion du secrétaire d'Etat Seward et non pas de l'émissaire chinois, démontre clairement l'absence d'objections officielles à l'immigration chinoise aux Etats-Unis. En fait, le principal objectif du traité était de promouvoir une telle immigration. (2)

Avant 1894, les Américains n'avaient eu que très peu d'occasions de contacts directs avec les Chinois. Les expériences des commerçants, des missionnaires et des diplomates étaient passées relativement inaperçues. L'apparition des travailleurs chinois sur la côte Ouest fut le catalyseur de la prise de conscience des réalités chinoises. (3) Les travailleurs chinois vinrent s'installer sur la côte Ouest pour tirer parti des conditions de plein emploi et de hauts salaires

existant à l'époque. La découverte de l'or en Californie et le développement des activités minières, la construction des lignes de chemin de fer, l'exploitation des ressources agricoles nécessitaient une main-d'oeuvre abondante. Les Chinois furent donc tout d'abord les bienvenus. Ils occupaient les emplois qu'aucun autre ne voulait accepter. Ils acceptaient, sans rechigner, les tâches les plus ingrates et les plus dangereuses et étaient extrêmement laborieux. Ils jouèrent ainsi un rôle très utile dans les communautés de la côte Ouest.

L'immigration chinoise se développa d'une manière précipitée et anarchique. Cinquante-deux Chinois arrivèrent à San Francisco en 1853; 3000 à 4000 en 1855. En 1882, juste avant l'entrée en vigueur de la loi d'exclusion de la même année, 40.000 d'entre eux firent leur entrée aux Etats-Unis. (4) Il convient, cependant, d'être particulièrement prudent en ce qui concerne l'évaluation de la population chinoise aux Etats-Unis. Les statistiques diffèrent souvent selon les auteurs. Il est donc difficile de se faire une image un tant soit peu objective des dimensions prises par l'immigration chinoise aux Etats-Unis. Foster Rhea Dulles, par exemple, parle d'une cinquantaine de Chinois, dans tout le pays, en 1848, de 25.000 en 1855, de 90.000 en 1868. (5) D'autres auteurs citent d'autres chiffres et comme le fait justement remarquer Sunyowé Pang, les estimations de la population chinoise aux Etats-Unis, à cette époque, variaient largement et reflétaient généralement le point de vue de l'analyste. (6)

Les Chinois ne furent pas les bienvenus très longtemps. Le traité de Washington venait à peine d'être ratifié par le Congrès que les sentiments anti-chinois commençaient à se manifester sur la côte Ouest. Lorsque la construction de la ligne de chemin de fer transcontinentale fut achevée, des milliers de travailleurs se trouvèrent sans emploi. Les Chinois furent alors obligés d'entrer en compétition avec les travailleurs américains et les immigrants blancs (en particulier les Irlandais) sur le marché du travail. Dès lors, l'hostilité anti-chinoise s'accrut très rapidement. Ce ressentiment prit naissance parmi les membres de la classe laborieuse, mais s'étendit rapidement à toutes les couches de la population de la côte Ouest. Les qualités qui avaient été les atouts des Chinois, leur frugalité, leur ardeur au travail, étaient devenues une menace pour les autres travailleurs.

Le sentiment de la classe laborieuse de la côte Ouest à l'égard de la main-d'oeuvre chinoise fut rapidement capté et amplifié par des agitateurs qui organisèrent des manifestations de masse et exhortèrent les travailleurs blancs à défendre leurs emplois et leurs logis contre le péril chinois, et exploité par les politiciens, aussi bien sur la côte Ouest qu'à Washington. La Californie et l'Oregon étaient généralement considérés comme des états pouvant, en période électorale, facilement basculer d'un côté comme de l'autre de la barrière politique. L'incertitude quant à l'issue des campagnes électorales accrut donc l'importance de la question chinoise qui, de problème local qu'elle était, devint rapidement un problème national. (7)

L'attitude anti-chinoise s'étendit bientôt au reste du pays. Le fait que les immigrants chinois, étant des paysans, représentaient la classe la plus pauvre et la plus ignorante de Chine, qu'ils acceptaient de travailler pour des salaires qui n'auraient pas permis à un travailleur blanc de subsister, qu'ils ne cherchaient pas à se mêler à la société américaine, mais tendaient à rester entre eux, qu'ils continuaient à observer le mode de vie et les coutumes chinoises, permit de leur trouver un grand nombre de caractéristiques indésirables. Si leurs défauts faisaient l'objet de nombreuses exagérations dans les descriptions circulant dans le pays à leur sujet, les indéniables qualités dont ils étaient dotés, par contre, n'étaient jamais prises en considération.

Les caractéristiques indésirables des Chinois, et le sentiment que leur ethnocentrisme rendait toute assimilation impossible, firent l'objet de publications dans tout le pays. Cette question joua un rôle important dans la formation du sentiment populaire américain à l'égard de l'immigrant chinois. En général, en effet, les Américains attendaient des nouveaux venus qu'ils adoptent le mode de vie de leur pays de résidence et s'intègrent à la société américaine. L'attachement des immigrants chinois à leur mode de vie traditionnel fut, dès lors, interprété comme une menace pour l'"American way of life." Le sentiment populaire est résumé dans le texte suivant :

"During their entire settlement in California, they have never adapted themselves to our habits, modes of dress, or educational system; have never learned the sanctity of an oath, never desired to become citizens, or to perform the duties of citizenship, never discovered the differences between right and wrong, never ceased to worship their idol gods, or advanced a step beyond the traditions of their native hive. Impregnable to all the influences of Anglo-Saxon life, they remain the same stolid Asiatics that have floated on the rivers and slaved in the fields of China for thirty centuries of time." (8)

Les quotidiens, les hebdomadaires, les revues mensuelles, les suppléments dominicaux de la grande presse publièrent des articles sur le sujet et contribuèrent ainsi à étendre l'attitude anti-chinoise à tout le pays et à toutes les couches de la société. Des magazines littéraires comme "Scribner's", "Century", "The Atlantic Monthly", décrivait dans leurs articles le vil caractère des Chinois. Des journaux, jouissant d'une solide réputation d'honnêteté et d'objectivité comme "Outlook" ou "The Independent" partageaient ce sentiment anti-chinois. Même certains journaux, de tendance libérale-réformiste, généralement à l'avant-garde du mouvement progressiste, comme "Arena" favorisaient l'exclusion chinoise. Des journaux professionnels tels que l'"Engineering Magazine", l'"American Architect", le "Political Science Quarterly", publiaient des articles soutenant le point de vue

anti-chinois. Les magazines religieux (y compris les publications missionnaires), les hebdomadaires populaires, les revues mensuelles comme la "Review of Reviews", et "Forum" se faisaient les avocats de l'exclusion chinoise et propageaient le sentiment d'hostilité à l'égard de la population chinoise. (9)

La présence des Chinois, en nombre toujours croissant, l'agitation anti-chinoise sur la côte Ouest (émeutes, lapidations et meurtres), les publications sur le sujet, les intérêts électoraux dans les états de la côte Ouest, incitèrent les politiciens à se préoccuper du problème et à en tirer parti. On commença à étudier les éventuels effets de la présence chinoise sur les institutions sociales et économiques américaines et, bientôt, il apparut que le seul remède au problème était une législation d'exclusion.

Les politiciens de la côte Ouest furent les premiers à aborder le problème. Les deux partis politiques s'entendirent pour promouvoir une législation anti-chinoise. L'assemblée parlementaire de l'Etat de Californie accepta une série de lois discriminatoires qui ne pouvaient cependant résoudre le problème, le contrôle de l'immigration étant de la compétence du Congrès des Etats-Unis, à Washington. En 1876, le Sénat californien demanda au Congrès des Etats-Unis d'élaborer une politique nationale d'exclusion. Le Congrès décida alors d'envoyer une commission parlementaire d'enquête pour étudier le problème chinois sur la côte Ouest. Le rapport de la commission fut une violente condamnation des Chinois, de leur dégradation, de leur immoralité et de leurs vices. La commission recommanda une modification du traité de Washington tendant à interrompre l'immigration chinoise. Le Congrès se trouva, cependant, divisé au moment de légiférer. Les états de l'Ouest voulaient une interdiction immédiate de l'immigration, les états de l'Est étaient bien moins catégoriques. Le compromis qui émergea de ces débats fut la "Fifteen-passenger Bill", adoptée en 1879. Cette loi stipulait qu'aucun navire ne pouvait amener aux Etats-Unis plus de quinze passagers chinois par voyage. Le président Hayes qui y était opposé utilisa immédiatement son droit de veto et la loi resta lettre morte. (10)

Pendant la campagne pour les élections présidentielles de 1879-1880, les résultats des élections en Californie et en Oregon apparaissaient, encore une fois, particulièrement incertains. Le contrôle du sentiment anti-chinois sur la côte Ouest devenait, dès lors, d'une importance cruciale. Les républicains furent les premiers à rechercher le soutien du sentiment populaire de la côte Ouest. Ils envoyèrent une commission parlementaire en Chine pour étudier le problème de l'immigration et chercher à obtenir la révision du traité de 1868. (11) Les instructions que les membres de la commission avaient reçues étaient assez vagues; la mission atteint son but lorsque la Californie et l'Oregon votèrent pour le parti républicain.

En 1881, les termes du traité de 1868 furent modifiés avec le consentement de la Chine. Les Etats-Unis, selon les modifications

apportées au traité, pouvaient réglementer, limiter ou suspendre l'immigration chinoise, mais ne pouvaient en aucun cas l'interdire. De plus, ces limitations ou suspensions ne devaient concerner que la classe des travailleurs et ne devaient affecter en rien le droit des autres Chinois de résider ou de voyager aux Etats-Unis. Enfin, les Chinois déjà installés en Amérique se voyaient confirmer leurs droits de résidence, sans modifications. A la suite des ratifications américaines et chinoises des modifications apportées au traité de Washington, une loi fut adoptée par le Congrès en 1882, suspendant l'immigration chinoise pour 10 ans. (12)

Cependant, l'adoption de ces lois d'exclusion ne mit pas fin à l'agitation anti-chinoise sur la côte Ouest. Pendant les années qui suivirent, les émeutes étaient fréquentes et les autorités locales adoptèrent des réglementations anti-chinoises très strictes. (13) Il était clair, dès lors, que la suspension temporaire de l'immigration chinoise n'était pas une solution suffisante. En 1888, un nouveau traité renforçant les restrictions à l'immigration fut proposé à la Chine. Ce traité, contenant une clause d'exclusion de vingt ans, fut conclu. Encore une fois, pourtant, les contraintes de la politique intérieure - la campagne pour les élections présidentielles - furent trop fortes. Les deux partis saisirent la première occasion qui leur était offerte de démontrer aux électeurs de la côte Ouest leur détermination à interdire l'immigration chinoise. Saisissant le prétexte que le gouvernement chinois prenait trop de temps pour ratifier le traité, ils proposèrent une nouvelle loi d'exclusion, qui fut adoptée sans délai. (14)

Le sentiment anti-chinois de la côte Ouest demeurait, cependant, particulièrement virulent. Les journaux publiaient régulièrement des articles et des éditoriaux concernant la question chinoise. Le contenu était, dans la majorité des cas, défavorable à la présence chinoise et, conséquemment, soutenait tout effort de promotion d'une législation d'exclusion. D'autre part, le reste du pays avait tendance à accepter le point de vue des habitants de la côte pacifique:

"The Pacific coast understands the Chinese question better than the rest of the country." (15)

Le climat politique de la côte Ouest rendait impossible toute éventualité de libéralisation des lois d'exclusion, bien au contraire. Et, lorsque, Thomas J. Geary, membre de la Chambre des représentants pour la Californie, introduisit une proposition de loi réaffirmant les termes de la loi d'exclusion de 1882 et y ajoutant d'autres restrictions, l'agitation anti-chinoise redoubla de virulence sur la côte Ouest, et le soutien populaire fut enthousiaste (moindre sur la côte Est). Dans un éditorial du 10 avril 1892, intitulé "Chinese Exclusion", le "San Francisco Call" exprimait le point de vue suivant:

"It ought to be understood at Washington by Republicans

that a failure upon the part of the Senate to assist in the passage of an effective restriction law will deeply affect the future prospects of that party upon the coast. Our citizens are so deeply imbued with the idea that the Chinese are injurious to our civilization that they will sacrifice party obligations to get rid of them."

Les termes de la loi Geary prorogeaient la loi de 1882 pour une autre période de 10 ans et élargissaient la définition de "travailleurs" à un point tel que seuls les marchands, les enseignants, les étudiants, les représentants officiels du gouvernement et les touristes se voyaient accordés l'autorisation d'entrée. De plus, les Chinois résidant en Amérique devaient se soumettre à une procédure d'identification avec photographie, sous peine d'emprisonnement et de déportation. (16) Dans son éditorial du 15 novembre 1894, le "San Francisco Chronicle" proclama son soutien enthousiaste à la loi "Geary" en exprimant l'idée qu'il serait impossible de contrôler l'immigration chinoise sans utiliser la photographie, les Chinois se ressemblant tous et étant impossible à reconnaître les uns des autres.

L'argumentation de Geary en faveur de l'exclusion était la suivante: les Chinois étaient indésirables car ils acceptaient de travailler pour des salaires extrêmement bas. Le travailleur américain ne devait pas être obligé d'entrer en compétition avec les Chinois sur le marché du travail, sous peine d'en souffrir grandement, par l'abaissement de son niveau de vie. (17) Dans un autre de ses articles, Geary tenta les propos suivants:

"American interests in the far west, the maintenance of American civilization and the just protection of American labor from Chinese competition is of more consequence than the profits of the Chinese trade, or the maintenance of missionary stations in China." (18)

La loi "Geary" fut adoptée en 1892. Les Chinois tentèrent de s'y opposer en mettant sa constitutionnalité en doute. Ils interjetèrent appel devant les tribunaux. Mais la réaction chinoise ne fut pas appréciée par l'opinion générale et fut interprétée comme une preuve supplémentaire de la fourberie et de l'absence de sens civique des Chinois. (19) La loi fut généralement considérée comme une des meilleures adoptées par le Congrès de l'époque et le sentiment général fut que les Chinois auraient été mieux inspirés de ne pas y avoir fait opposition et d'y avoir obéi, sans restrictions. (20) Le gouvernement chinois dénonça amèrement la loi d'exclusion de 1892. Mais rien n'y fit. En 1901, les débats concernant l'exclusion reprirent. La loi d'exclusion fut prorogée et, cette fois, indéfiniment. Cette décision du Congrès devait provoquer un immense ressentiment en Chine et amener le boycott des produits américains de 1904 et 1905 et une vague

d'anti-américanisme.

L'opinion publique américaine, cependant, avait été clairement résumée par un pasteur de Rockford, en Illinois:

"There is little doubt that Chinese exclusion will be reenacted. Organized labor demands it almost to a man, legislators of both political parties favor it, and in doing so express the sentiment of their constituents." (21)

Les lois d'exclusion devaient rester en vigueur jusqu'en 1943. La suspension, pour une période indéterminée, de l'immigration chinoise calma la situation. L'invasion était enrayée, et les craintes de la classe laborieuse peu à peu s'estompèrent.

L'opposition de la côte Ouest à la présence chinoise était fondée sur le sentiment populaire que les Chinois représentaient une race inférieure et qu'ils étaient moralement, économiquement et socialement indésirables. L'aspect économique de cet antagonisme découlait de la croyance, largement répandue dans la population, que les Chinois acceptaient de travailler pour des salaires inférieurs à ceux que pouvaient accepter les autres travailleurs. (22) La population craignait de voir les Chinois envahir toutes les branches de l'industrie et y remplacer progressivement la main-d'oeuvre blanche. Les porte-paroles de la classe laborieuse donnaient en exemple le cas des manufactures californiennes où les jeunes filles et les femmes avaient été supplantées par les Chinois, de l'agriculture où de plus en plus de Chinois étaient employés aux récoltes, des fabriques de cigares, de chaussures, d'habits et de chemises, des entreprises minières de surface où les travailleurs chinois avaient pris la place de la main-d'oeuvre blanche.

Terence V. Powderly, commissaire général à l'immigration, exprima la crainte de la classe laborieuse américaine en ces termes:

"No graver danger has ever menaced the workingmen of America than that which faces them when the possibility of lowering the bars at our sea-ports and border-lines to the Chinese is presented." (23)

Non seulement les Chinois, dans l'esprit de la population, éliminaient la main-d'oeuvre blanche dans de nombreuses branches de l'économie, mais encore les méthodes utilisées pour supplanter les autres travailleurs lui semblaient particulièrement perfides. (24)

Les craintes de la classe laborieuse face à la compétition chinoise étaient la raison initiale invoquée en faveur des législations d'exclusion. Mais l'opposition à la présence chinoise était également fondée sur une évaluation défavorable de la moralité chinoise. La fréquentation des Chinois, par exemple, était déconseillée aux blancs, particulièrement aux femmes blanches, à moins qu'elles ne soient déjà cor-

rompues. Une controverse fit rage, pendant quelques années, au sujet de l'effort d'évangélisation des Chinois dans les écoles du dimanche. Dans bien des cas, l'enseignement y était dispensé par des jeunes filles et lorsque certaines d'entre elles épousèrent leurs "élèves" chinois, la majorité de la population fut d'avis que la "corruption" de jeunes filles blanches était un prix trop fort à payer pour la rédemption de quelques âmes païennes. (25)

L'immoralité chinoise, réelle ou imaginaire, faisait que l'on doutait de la possibilité de convertir les Chinois au christianisme. Frederick J. Masters, un missionnaire en Californie, estimait que les Chinois étaient

"... irredeemably and irretrievably had and vile, as a rule, and all efforts to christianize them only makes them greater hypocrits than ever." (26)

Selon Lyman Abbot, un pasteur de tendance libérale, les Chinois avaient les caractéristiques d'un peuple

"... of a persistently servile and alien population, whose presence is injurious to the standards alike of American labor and American citizenship." (27)

Un pasteur baptiste, dans un article publié par la "Baptist Quarterly Review", conclut que l'exclusion chinoise était nécessaire au vu du terrible danger moral que représentait pour la civilisation américaine la présence chinoise. (28)

La presse quotidienne n'était pas en reste quant aux descriptions défavorables de la moralité chinoise. Les journaux de la côte Ouest publiaient des articles et des éditoriaux dont le contenu et les termes étaient particulièrement appuyés. Les Chinois étaient

"opium-sodden". (29)

Ils représentaient un peuple de

"barbarians". (30)

Leurs caractéristiques, leurs

"fatuous ignorance",
"treacherous mendacity",
"heathenish ways"

les plaçaient en dehors du monde civilisé. (31) A Denver, au moment de la rébellion des Boxers, le "Rocky Mountain News" estima que les actions dirigées contre les Occidentaux en Chine représentaient

"The most atrocious crime against humanity and civilization that has been committed since the barbarians sacked Rome in the fifth century." (32)

Et, le "Los Angeles Times" avait l'opinion suivante des Chinois:

"The Chinaman is never moved by the suffering of others... He is callous, cowardly, treacherous, a puzzle to the western mind." (33)

Le danger moral représenté par la présence chinoise, les craintes de la classe laborieuse face à la compétition asiatique sur le marché du travail firent du Chinois le plus indésirable, parce qu'inassimilable, des immigrants:

"...the most undesirable of immigrants, because, ... they cannot assimilate socially or morally with Americans..." (34)

Le mode de vie chinois ne correspondant pas à l'idéal américain, il devenait, dès lors, inévitable que cet aspect de la culture chinoise soit également invoqué pour soutenir le point de vue de l'exclusion. Pour les Américains, la vie dans les enclaves chinoises, les "Chinatowns", représentait le contraire de leurs aspirations. Les conditions de pauvreté, de surpopulation, de saleté qui y régnaient, l'exotisme étrange et fascinant des ruelles étroites et sombres, de l'architecture orientale, des diverses sensations que le visiteur éventuel pouvait éprouver (les odeurs, la nourriture, la manière de s'habiller, le deuil en blanc, les mariées en rouge, les nattes encore portées par les hommes), tout contribuait à confirmer les craintes des Américains face à un monde inconnu et à une culture si complètement différente.

Une importance considérable fut accordée aux dangers que la présence chinoise était censée représenter pour la santé publique. Le département de la santé publique de la ville de San Francisco, par exemple, publia plusieurs rapports concernant les problèmes sanitaires posés par la présence chinoise. James D. Phelan, qui devint maire de la cité par la suite, exprimait sa pensée à ce sujet en ces termes:

"The greatest single threat to the health and welfare of our city." (35)

Il faisait allusion aux conditions de surpopulation et de saleté du quartier chinois de San Francisco.

La controverse au sujet des Chinois et de leur mode de vie incita certains à caractériser plus "scientifiquement" les différences existant entre les cultures. La capacité d'endurer des conditions de vie qui semblaient inhumaines à chacun, leur endurance et leur résistance à

la douleur étonnaient les observateurs. L'explication la plus largement acceptée à la fin du siècle dernier fut celle proposée par un missionnaire, Arthur H. Smith, auteur d'un livre fameux, "Chinese Characteristics". Dans un chapitre intitulé "The absence of nerves", il développa l'argument que si les Chinois avaient des nerfs comme tous les autres êtres humains, il n'en était pas moins vrai que:

"Nothing is plainer than that they are nerves of a very different sort from those with which we are familiar." (36)

Les capacités remarquables qu'avaient les Chinois d'endurer la douleur, de rester très longtemps dans des positions très inconfortables, de ne pas sembler souffrir de la surpopulation, étaient simplement dues au caractère nettement moins développé de leur système nerveux. (37)

Le rejet des Chinois n'est pas fondé sur des caractéristiques entièrement imaginaires. Les Chinois qui choisissaient d'immigrer aux Etats-Unis étaient effectivement de la classe des coolies et leurs manières n'étaient donc pas des plus raffinées. Ils entraient en compétition avec les travailleurs blancs sur le marché de l'emploi, ils se contentaient de salaires minimes par rapports aux autres travailleurs, ils ne cherchaient pas particulièrement à s'assimiler à la population américaine. Dans la plupart des cas, ils étaient venus pour profiter des conditions de plein-emploi, sans leurs femmes et leurs enfants, et n'avaient pas l'intention de devenir des résidents permanents, mais envisageaient simplement de retourner en Chine, après avoir amassé un petit pécule. Il n'était donc pas tellement étonnant de les voir se regrouper et vivre entre eux, observant les coutumes et le mode de vie chinois, dans des quartiers séparés. Ils fumaient l'opium et la prostitution n'était pas rare dans les "Chinatowns". Il y avait donc une part de vérité dans les accusations de la population blanche, mais les Chinois n'avaient pas le monopole des caractéristiques indésirables. D'autres immigrants n'étaient pas moins ignorants et guère plus raffinés. Les vices et les défauts des Chinois furent exagérés, amplifiés et exploités par des agitateurs et des démagogues qui voyaient dans la question chinoise un moyen facile de gagner le soutien populaire en plaidant en faveur de l'exclusion.

L'étude de cette période de l'histoire de l'immigration américaine, parallèlement à l'étude des relations extérieures des Etats-Unis, éclaire d'un jour nouveau l'ambiguïté des positions du gouvernement de Washington. Nous avons déjà noté que la politique américaine pendant la période d'établissement et de consolidation du régime des traités inégaux (1840-1860) avait tenté de concilier idéalisme et réalisme - une tendance que l'on retrouve tout au long de l'histoire de la politique étrangère américaine. L'on s'était maintenu à l'écart des opérations militaires proprement dites, mais on avait mis tout en oeuvre pour obtenir les mêmes avantages que les "agresseurs", soit en partici-

pant directement aux négociations des différents traités, soit en invoquant la clause de la nation la plus favorisée.

A partir de 1860, l'objectif de la politique américaine à l'égard de la Chine est de faire admettre, par le gouvernement impérial, le droit des ressortissants étrangers de voyager à l'intérieur des terres ou d'établir résidence afin de commercer ou d'évangéliser, sans aucune restriction. Mais, sur le front de la politique intérieure, les parlementaires américains utilisent tous les moyens constitutionnellement disponibles pour limiter et, par la suite, suspendre indéfiniment l'immigration chinoise et le libre mouvement des Chinois à l'intérieur des Etats-Unis.

Sur le plan du sentiment populaire, l'on note une analogie frappante entre le rejet des immigrants chinois par les Américains et le rejet des Occidentaux par les Chinois. Les deux mouvements d'opinion seront utilisés par les autorités, dans l'histoire des relations des deux pays.

Le résultat des débats concernant la question chinoise fut la formation, dans l'esprit de certains Américains, d'une image de la Chine et des Chinois particulièrement bien définie. Nous verrons plus loin quels furent les mécanismes qui entrèrent en jeu dans la formation de cette image et des attitudes américaines vis-à-vis de la Chine. Il convient dès maintenant de noter, cependant, que les images de la Chine et les attitudes américaines se modifièrent avec le temps. Comme le fait justement remarquer Harold R. Isaacs, l'attitude américaine vis-à-vis de la Chine passa par différents stades, oscillant sans arrêt entre deux sentiments extrêmes, essentiellement favorable ou entièrement défavorable. La classification qu'il en donne est la suivante:

"The age of respect (18th century)
the age of contempt (1840-1905)
the age of benevolence (1905-1937)
the age of admiration (1937-1944)
the age of disenchantment (1944-1949)
the age of hostility (1949-)"

(38)

L'on pourrait, aujourd'hui, mettre une date, 1972, mettant un terme à l'âge de l'hostilité.

Un aspect essentiel, si l'on veut comprendre le processus d'acquisition et de transmission dans une société donnée d'images stéréotypes des autres cultures, est que l'antagonisme anti-chinois, le stéréotype se développe à partir d'un désert conceptuel. La population américaine n'avait aucune notion précise de la Chine et des Chinois avant l'arrivée des immigrants sur la côte Ouest. Bien sûr, les commerçants de la côte Est avaient fait entendre leurs voix, à de nombreuses reprises, en faveur du peuplement de la côte pacifique en arguant des possibilités de commerce avec la Chine. Mais leur tribune avait été le Congrès des Etats-Unis et le sentiment populaire n'avait

pas été affecté. Bien sûr, quelques missionnaires avaient été mêlés de très près aux activités diplomatiques liées à l'ouverture de la Chine à la pénétration étrangère, mais le gigantesque mouvement de renouveau spirituel de la fin du XIXème siècle n'avait pas encore pris naissance, et l'on ne prêchait pas encore dans les églises le soutien des missions en Chine. Bien sûr, le Congrès et le gouvernement avaient discuté et analysé certains aspects de la politique étrangère américaine envers la Chine. Mais ces débats n'avaient pas capté l'attention du grand public. Seule une "élite", avant 1860, avait considéré la Chine comme une zone d'intérêts commerciaux, culturels, religieux et stratégiques digne d'attention.

La première occasion offerte aux Américains de prendre conscience des réalités chinoises fut la question de l'immigration chinoise. La deuxième occasion prit corps après que les craintes américaines furent calmées. Les rapports des missionnaires, les exhortations des politiciens américains en faveur de l'ouverture de nouveaux marchés firent que les attitudes négatives cédèrent la place à des sentiments nettement plus favorables.

III

Les observateurs américains en Chine

durant la seconde moitié du XIX^{ème} siècle

Trois grandes motivations régissent le développement des relations américaines avec la Chine: 1) les intérêts économiques américains cherchaient à tirer parti des possibilités de commerce avec la Chine; 2) l'intérêt national semblait impliquer la nécessité d'un engagement américain dans le Pacifique; 3) le sentiment populaire exigeait de l'Amérique qu'elle remplisse sa mission spirituelle et accomplisse son rôle humanitaire, favorisant ainsi le gigantesque effort d'évangélisation et de rédemption consenti pour sauver les Chinois de la damnation et de la misère. (1)

L'empreinte, dans la conscience américaine, des efforts missionnaires en Chine est sans doute la plus profonde. Les histoires, les anecdotes et les descriptions de la vie en Chine que les missionnaires rapportaient d'Extrême-Orient et racontaient aux paroissiens assemblés pour les cultes dominicaux, aux enfants des écoles du dimanche, et aux assemblées publiques d'évangélisation, leurs exhortations en faveur des missions et de leur rôle salvateur et civilisateur contribuèrent à élaborer l'édifice d'incompréhension, de préjugés et d'ignorance qui caractérise les attitudes et les opinions américaines à l'égard de la Chine jusqu'à ces dernières années. Les missionnaires ne furent cependant pas les seuls à exercer une influence sur la formation, dans la conscience populaire, d'images stéréotypées de la Chine et des Chinois.

Dans ce chapitre, nous verrons de quelle manière les observateurs américains perçurent les réalités chinoises pendant la période allant de la signature du Traité de Tientsin à la tentative de partage de la Chine par les puissances étrangères. Nous aborderons ensuite l'étude de l'effort missionnaire, pendant la même période, et de ses répercussions sur l'opinion publique américaine. Le troisième volet sera consacré à l'évaluation du rôle joué par les intérêts économiques dans le développement des relations sino-américaines et la formation de l'attitude américaine à l'égard de la Chine. Enfin, nous tâcherons de saisir les dimensions du rêve américain de domination du Pacifique et l'importance qu'il faut y accorder dans le cas qui nous occupe.

1. Les observateurs américains en Chine

Les premiers Américains résidant en Chine furent les commerçants et les missionnaires. Cependant, au fur et à mesure de l'ouverture de la Chine à la pénétration étrangère, d'autres catégories de visiteurs firent leur apparition en Extrême-Orient. Après que les retombées politiques, économiques et sociales de la guerre de Sécession se furent dissipées, les Américains joignirent le flot croissant de voyageurs occidentaux en Chine. Pour la majorité d'entre eux, leur présence était temporaire. Ils étaient journalistes, ingénieurs ou architectes, médecins ou chirurgiens, étudiants, professeurs, fonctionnaires en mission ou simples touristes. Les descriptions de leur expérience chinoise étaient, dès leur retour, publiées dans les journaux et les magazines de tout le pays. L'image de la Chine qui transparait à la lecture de ces articles est celle d'un pays barbare où la civilisation n'a pas encore droit de cité, dont la population, terriblement cruelle, est d'une race inférieure. Les lecteurs américains voyaient ainsi se confirmer les attitudes négatives acquises à la suite des débats concernant la question de l'immigration chinoise.

Les voyageurs eux-mêmes avaient tendance à percevoir la Chine et à évaluer son degré de civilisation selon des critères et en termes qui leur étaient familiers. Les réalités chinoises étaient, consciemment ou non, comparées aux coutumes, aux pratiques et au mode de vie américains. Le sentiment de la supériorité de la culture américaine rendait impossible toute évaluation objective d'un mode de vie si radicalement différent. Les coutumes qu'ils observaient et les pratiques qu'ils décrivaient leur semblaient tellement étranges et tellement différentes des coutumes et des pratiques américaines que les observateurs américains étaient incapables d'en apprécier la valeur ou d'en comprendre le sens. (2)

Les premières impressions des voyageurs qui atteignaient les ports orientaux étaient un mélange confus d'odeurs étranges et répugnantes et d'images exotiques et surprenantes. Les femmes en pantalons, les hommes en longue tunique, les travailleurs au torse nu, les ruelles étroites, les détritrus dans tous les coins, les égouts au milieu des rues, l'architecture, l'apparente pauvreté de chacun, tous les éléments du puzzle chinois se liguèrent pour surprendre et choquer l'étranger. Il n'est donc pas tellement étonnant que l'évaluation et l'interprétation des réalités chinoises par les observateurs occidentaux, et en particulier américains, aient été essentiellement défavorables. Tellement défavorables, en fait, qu'il n'était pas rare de voir des articles dépeindre les Chinois comme des êtres inférieurs et les comparer à des animaux comme le porc, par exemple. (3)

Le sentiment que les Chinois étaient les représentants d'une race inférieure était général. Les dirigeants de l'"American Federation of Labor" fondaient leur propagande anti-chinoise sur l'idée de l'infériorité de la race chinoise amplement démontrée, selon eux, par son

mode de vie. (4) Henry Cabot Lodge s'était fait le porte-parole des préjugés américains lorsqu'il s'était écrié à la tribune du Congrès:

"The Chinese are of the great Mongol Family. We are of the Aryan race ... with a different language, a different past, a different hope and a different future ... Theirs is the Mongol race; and when Chinese labor is brought into competition with our labor, our labor can not meet it on the standard and in the environment that the Chinaman creates and lives ... It is a question of dealing with a people utterly alien to us, who never can become a part of our civilization."

En d'autres termes, avait-il ajouté, la raison profonde de l'opposition du pays à la présence chinoise est le sentiment de l'infériorité de leur race. (5)

Un autre élément du caractère chinois qui semblait démontrer l'infériorité de la race chinoise et qui répugnait aux Américains était la cruauté dont, disait-on, faisaient preuve les Orientaux à l'égard de toutes choses vivantes, animaux ou êtres humains. Les descriptions des tortures chinoises dans les journaux et les magazines amenaient les lecteurs américains à penser que les Chinois n'éprouvaient aucun respect pour la vie humaine. Ces articles étaient souvent accompagnés d'illustrations particulièrement choquantes. Les lecteurs ne pouvaient échapper à un sentiment de dégoût. L'analyse du droit pénal chinois, dans ses aspects anecdotiques, la possibilité de substituer à un criminel un autre individu qui, contre une certaine somme d'argent versée à sa famille, plaiderait coupable et serait condamné à la place du vrai coupable, ou le droit d'acheter une peine moins sévère, la crucifixion en place de l'écartèlement, par exemple, poussait les journalistes américains à exprimer un point de vue extrêmement défavorable quant aux institutions judiciaires chinoises. (6) La cruauté était censée représenter un aspect essentiel du mode de vie et de l'éducation chinoise. On tendait à penser qu'ils étaient cruels depuis le berceau et que les plaisirs sadiques étaient particulièrement appréciés par les enfants et la jeunesse.

Le système judiciaire avec ses modes d'exécution et la pratique généralisée de la torture n'était pas le seul aspect de la cruauté chinoise que l'on pouvait trouver dans les pages des publications quotidiennes, hebdomadaires ou mensuelles américaines. Le comportement des troupes chinoises, pendant le conflit sino-japonais de 1894-1895, fit l'objet de nombreux articles indignés décrivant la sauvagerie des soldats chinois sur les champs de bataille. La manière dont la soldatesque mutilait, torturait et achevait les blessés et les mourants japonais fut rapportée avec force détails par les observateurs. L'impact de ces témoignages sur l'opinion populaire américaine ne peut laisser place à aucun doute. Le sentiment général était pro-Japonais.

La Chine n'avait pas adhéré au traité de Genève instituant l'Organisation internationale de la Croix-Rouge et promulguant les clauses humanitaires en ce qui concerne le traitement des prisonniers de guerre. En conséquence, le lecteur voyait se former sous ses yeux une image où les Japonais faisaient figure de représentants de la civilisation et les Chinois de sauvages et de barbares. (7)

La couardise des soldats est un autre aspect du caractère chinois qui fut révélé au public pendant la guerre de 1894-1895. D'innombrables articles décrivaient la fuite désordonnée des Chinois pendant les batailles. Les représentants du gouvernement américain en Chine reconnaissaient, en général, que les Chinois avaient horreur de la guerre et l'on avait tendance à penser qu'ils étaient inaptes au service militaire. (8)

Encore une fois, les Américains évaluaient la société chinoise et ses valeurs selon les critères en vigueur dans leur propre société. Ils étaient incapables de percevoir et de comprendre les valeurs de la culture chinoise en matière militaire. Le fait que la société chinoise honorait le savant, le lettré, mais pas le soldat leur échappait complètement. Il convient de noter, d'ailleurs, que l'anti-intellectualisme est une dimension essentielle de la culture américaine. (9)

Le point de vue chinois est résumé par John King Fairbank en ces termes:

"Good iron is not used to make a nail nor a good man to make a soldier." (10)

En fait, les soldats étaient redoutés et considérés comme des bandits. L'on avait tendance à les rejeter de la société. Même les officiers étaient au bas de l'échelle sociale. Ils ne pouvaient espérer accéder au statut social qu'atteignaient les lettrés qu'en suivant la filière des études classiques. (11)

Les lettrés, dans la tradition chinoise, étaient au pouvoir et s'y maintenaient par leurs pratiques vertueuses qui assuraient au souverain "prestige moral" et "Mandat du Ciel". Le concept de "Mandat du Ciel" date de la période Chou (1027 à 770 avant Jésus-Christ). D'après les textes de l'époque, la corruption du dernier souverain de la dynastie Chang amena le ciel à donner "Mandat" aux Chou de détruire et de remplacer sa dynastie. Cette ancienne idée devint très tard le droit de rébellion, dernier ressort du peuple contre la tyrannie d'un gouvernement. Tant que le souverain était juste et vertueux, il conservait le "Mandat du Ciel". Mais s'il était corrompu et tyrannique, le "Mandat du Ciel" lui était retiré et le peuple pouvait essayer de le déposer, s'il le pouvait. Conséquemment, toute rébellion couronnée de succès devait manifestement avoir obtenu le "Mandat du Ciel" et donc le droit de gouverner. (12)

Les lettrés étaient donc au pouvoir et cherchaient à en éliminer les militaires qui ne pouvaient gouverner que par la force (un élément

ne pouvant assurer le prestige moral du souverain, dans la pensée chinoise) et non par la sagesse. S'il est bien vrai que chaque dynastie chinoise fut établie par la force, il n'en reste pas moins que dès qu'une faction avait atteint le pouvoir impérial, un gouvernement civil était établi. Un soldat fondait une dynastie, mais il choisissait invariablement de gouverner par l'intermédiaire des lettrés. (13)

L'organisation militaire chinoise était fortement critiquée par les observateurs américains. C'était un fait que l'armement n'était pas des plus modernes et que le commandement n'était pas assuré de manière efficace. Curieusement, l'un des critères utilisés à l'époque pour juger du degré de civilisation des Chinois était la capacité comparée à acquérir des moyens militaires de destruction sophistiqués et à les utiliser. (14)

Le sentiment de la couardise chinoise, généralisé parmi les observateurs, n'empêchait pas ceux-ci de faire remarquer l'étonnante capacité des Chinois d'endurer des souffrances physiques et des conditions de vie jugées insupportables. Nous avons déjà noté que les Occidentaux pensaient que cela était dû au caractère inférieur de leur système nerveux. Le flegme et la patience des Chinois pendant les opérations chirurgicales faites sans anesthésie étonnaient les observateurs et confirmaient la croyance générale en l'"absence de nerfs". (15) Lors d'une expérience médicale, l'on compara les dimensions des cerveaux d'un Chinois, d'un Blanc et d'un chimpanzé. Les résultats de l'expérience furent que le cerveau d'un Chinois pesait moins que le "cerveau normal moyen" d'un adulte blanc. Il était également moins complexe. Le rapport des dimensions des lobes frontaux à celles du cervelet était de 8 à 1 chez le Blanc, de 5 3/4 à 1 chez le chimpanzé, de 5 à 1 chez le Chinois. La conclusion de l'expérience était évidemment que les Chinois étaient d'une race inférieure. (16) La capacité démontrée par les Chinois à rester pendant des heures dans des positions inconfortables, à s'adapter à des conditions de vie difficiles, à supporter les conditions de surpopulation et les travaux fatigants et monotones confirmait l'impression générale que les Chinois s'étaient adaptés au cours des siècles, par un processus d'évolution de type Darwinien, aux circonstances difficiles de la vie en Chine.

Non seulement le contenu des articles écrits à propos des Chinois et publiés en Amérique était profondément défavorable, mais encore les termes utilisés pour décrire la vie en Chine et les Chinois étaient chargés de connotations négatives. L'un des mots les plus fréquemment utilisés était le terme "barbarian". Il exprimait la sauvagerie, la dépravation morale, le sous-développement et l'infériorité des Chinois. Les conditions d'habitation et le caractère de la vie de famille fournissaient la preuve du caractère primitif de la race chinoise. Les voyageurs américains trouvaient les huttes des paysans chinois primitives dans leur architecture, leur construction et leur ameublement. Les habitations des villes étaient dépeintes comme des taudis sales, misérables et surpeuplés. Les maisons des riches Chinois ne déga-

geaient pas la même impression défavorable, mais les détails de l'architecture, comme l'absence de portes, l'arrangement non-linéaire des passages entre les différentes chambres (afin d'éviter le libre passage des mauvais esprits d'une chambre à l'autre), les fenêtres en papier, les lits durs et inconfortables, témoignaient, aux yeux des Occidentaux, d'une ignorance profonde des principes rationnels d'architecture. L'on insistait fréquemment, également, sur les conditions déplorables de saleté et de misère existant dans les villes. Les conditions sanitaires y étaient jugées répugnantes. L'absence d'un réel système d'évacuation des eaux usées ou de destruction des immondices, le grand nombre de rats que l'on pouvait trouver dans les villes, semblaient être les causes des fréquentes épidémies de choléra ou de peste, et soulignaient l'incapacité des Chinois à atteindre un niveau de vie convenable. (17)

Le rôle et le statut de la femme en Chine était une source d'amusement, d'étonnement, et d'indignation. Les traditions et réglementations sociales qu'elle devait observer, son statut inférieur, la pratique des pieds bandés et les réelles souffrances qui en résultaient, semblaient particulièrement inacceptables à la femme américaine. L'infanticide, surtout pratiqué si l'enfant était une fille, indignait les Occidentaux. L'indifférence des Chinois face à la mort, le suicide des femmes désirant rejoindre leur époux ou leur amant dans le monde des esprits, ainsi que tous les autres éléments de la vie chinoise étaient incompréhensibles pour des Occidentaux, et les différences culturelles, régulièrement interprétées comme des indices de l'infériorité chinoise, empêchaient les Américains de percevoir les aspects positifs de la culture chinoise. Nous verrons que les missionnaires ne développeront pas une meilleure image de la Chine que les voyageurs, et qu'eux aussi, malgré la longueur de leurs séjours, ne percevront la Chine qu'au travers de verres teintés par leur ethnocentrisme.

2. Les missionnaires américains en Chine

Nous avons déjà vu, précédemment, que les missionnaires, dans leur désir de promouvoir le christianisme en Chine, avaient pris une part active aux négociations des traités inégaux. Ils avaient énergiquement demandé l'extension aux Américains des privilèges accordés à la France et à l'Angleterre. Ils s'étaient faits les avocats de la politique de la "cannonnière", qui consistait à envoyer des troupes et un bateau spécial à fond plat, armé d'un canon, en soutien des efforts missionnaires - qu'il s'agisse de construction d'église ou d'établissement de stations missionnaires - chaque fois que les Chinois semblaient vouloir s'opposer au projet. Un bon exemple du point de vue missionnaire est fourni par Paul A. Varg. Deux missionnaires méthodistes, désireux de louer un terrain, jetèrent leur dévolu sur le lieu de naissance de Confucius, lieu sacré dans la pensée chinoise. Lorsque les autorités chinoises refusèrent aux missionnaires le droit de louer ou d'ache-

ter le terrain, ceux-ci firent appel à la légation américaine et demandèrent l'aide de la troupe. Le consul refusa. Les missionnaires firent alors directement appel au gouvernement américain qui soutint le point de vue du consul. (18)

Les missionnaires étaient peu à peu devenus les alliés des intérêts commerciaux. Ils furent les instigateurs et les bénéficiaires des campagnes militaires pour ouvrir la Chine à l'influence "bénéfique" de la culture occidentale. (19) Les premiers missionnaires américains en Chine, David Abeel et Elijah C. Bridgman, arrivèrent à Canton en 1830. Ils étaient employés par une compagnie commerciale et leurs activités missionnaires devaient s'opérer dans la clandestinité. Ils furent bientôt rejoints par d'autres missionnaires américains. En collaboration avec les Britanniques, ils commencèrent à traduire la bible en chinois, à créer des écoles et à distribuer des tracts parmi la population. Parmi ces premiers évangélistes, l'on trouve Samuel Wella Williams, W.A.P. Martin, Peter Parker, et Issachar J. Roberts dont l'un des "disciples" devait devenir le chef de la rébellion Taiping. (20)

Due en partie aux conditions de misère extrême, de sécheresses et d'inondations, de famines et d'épidémies, et à l'incapacité du gouvernement à y porter remède, et en partie à la perte de prestige impérial à la suite de la guerre sino-britannique de 1842, la rébellion Taiping éclata en 1850, dans la région de Canton. Il est relativement aisé de comprendre pourquoi la rébellion éclata dans les provinces du sud de la Chine. La région de Canton et son arrière-pays avait eu depuis longtemps de nombreux contacts avec les commerçants de l'Asie du Sud-Est et les Occidentaux. De plus, cette région avait été la dernière conquise par les Ch'ing, et la mainmise militaire des Mandchous y était relativement faible. (21)

Le chef de la rébellion, Hung Hsiu-chuan, était un lettré manqué qui s'était présenté par trois fois aux examens provinciaux de Canton, sans succès. Il avait, par la suite, fait la connaissance du missionnaire Issachar J. Roberts. Il interpréta les visions qui lui venaient pendant ses crises d'épilepsie comme des révélations du ciel et devint convaincu qu'il était le deuxième fils de Dieu, le frère cadet de Jésus-Christ. Hung Hsiu-chuan "établit une dynastie rivale de la dynastie mandchoue, avec Nankin pour capitale. Le 'Royaume Céleste de la Grande Paix' ..." (22) Les forces de l'Empire mandchou furent, pour un temps, débordées par les forces rebelles qui dominèrent bientôt la vallée du Yang-tseu, menacèrent Chang-hai et même Pékin.

L'attitude des Occidentaux fut tout d'abord favorable aux rebelles. La nature tyrannique du gouvernement de Hung Hsiu-chuan et les excès qui avaient marqué l'avance de ses troupes vers le nord étaient compensés, dans leur esprit, par l'idée que les Taipings avaient réellement adopté la foi chrétienne et que leur triomphe signifierait une ouverture plus grande encore de la Chine aux influences occidentales. Les cercles missionnaires, en Chine et aux Etats-Unis, étaient particulièrement favorables aux Taipings. Les professions de foi de Hung

Hsiu-chuan étaient prises très au sérieux. Le fait qu'il avait demandé à Issachar J. Roberts de venir à Nankin "to assist in establishing the truth" était interprété comme une preuve de la sincérité du chef des rebelles. (23)

Le commissaire américain en Chine de l'époque, cependant, voyait la situation d'un moins bon oeil. Il n'était pas favorable au régime mandchou, mais il craignait que le succès des rebelles n'amène le chaos en Chine et provoque ainsi la division du territoire en zones d'influence par les puissances étrangères. (24) Le gouvernement américain se rendit à ses arguments et décida de soutenir le gouvernement mandchou contre les rebelles. La position américaine força les autres puissances à modifier leur attitude et à soutenir finalement le gouvernement impérial. (25) Encore une fois, la position américaine avait été de protéger les intérêts commerciaux américains en évitant le partage de la Chine. Cinquante ans avant l'envoi des notes diplomatiques de John Hay, la politique de la porte ouverte était déjà une réalité avec laquelle il fallait compter. L'intérêt des missionnaires pour le mouvement Taiping se dissipa bientôt. L'on avait finalement compris que la rébellion n'avait pas un caractère chrétien et que la théorie politique de Hung Hsiu-chuan n'épousait guère les principes occidentaux.

Au coeur du XIXème siècle, la théologie missionnaire considérait que l'homme était un misérable pécheur, en rébellion contre Dieu dans un monde impur. L'homme ne souhaitait ni n'était capable de réunion avec Dieu. Il avait été doté de raison, mais la raison était l'esclave des désirs, de l'orgueil et de passions humaines aveugles. C'était uniquement par la venue du Fils de Dieu sur la terre que l'homme s'était trouvé libéré d'un monde corrompu et avait pu être sauvé. L'individu était tiraillé entre les idéaux d'amour pour le prochain et ses propres désirs. Le péché, dès lors, était l'incapacité de l'homme à vivre sa foi. La tension résultant de l'écart entre le comportement de l'individu et son idéal était décrite comme l'état de "misery of sinners". (26)

Les missionnaires américains qui allèrent en Chine au XIXème siècle exprimaient ces croyances d'une manière autoritaire et doctrinaire. On ne cherchait pas à adapter le message à la culture et à l'expérience chinoise. La doctrine chrétienne était la "vérité", elle était vraie parce que fondée sur l'enseignement divinement inspiré et infallible de la bible que les missionnaires interprétaient d'une manière littérale, avec dogmatisme et intolérance. La plupart d'entre eux, en effet, avaient été formés dans des séminaires où l'aspect primordial de l'enseignement était la bible. Il n'est donc pas étonnant qu'ils aient eu tendance à imaginer les Chinois en termes bibliques, comme ceux, par exemple, de la description faite par saint Paul des incroyants:

"Full of envy, murder, debate, deceit, malignity; whisperers. Backbiters, haters of God, spiteful, proud, boasters, inven-

tors of evil things, disobedient to parents,
Without understanding, covenant breakers, without natural
affection, implacable, unmerciful." (27)

Telle était l'image de la Chine dépeinte aux futurs missionnaires. (28)

Ceux-ci, une fois en Chine, voyaient leurs préjugés confirmés par leurs expériences. Ils avaient tendance à ne percevoir que le mauvais côté des choses et à se considérer comme des réformateurs destinés à apporter à la Chine non seulement les bienfaits de la foi chrétienne, mais aussi ceux de la culture occidentale. Sermons et distributions de bibles et de tracts étaient les méthodes les plus fréquemment utilisées. Le fait que les missionnaires ne cherchaient pas à adapter leur enseignement à la culture chinoise rendait le message particulièrement confus et l'efficacité de leurs efforts à peu près nulle. En effet, le symbolisme de la bible, la terminologie employée et les coutumes décrites n'avaient aucun sens pour la plupart des Chinois. De plus, l'absence de notes explicatives dans les bibles distribuées, due au fait que la publication des bibles était financée non pas par une église mais par l'ensemble des églises américaines et que l'on ne voulait offenser aucune d'entre elles par la rédaction de notes qui ne correspondraient pas aux dogmes et à l'interprétation de l'une ou de l'autre, ne permettait pas de résoudre ce problème. Le prophète, par exemple, est une notion dont les Chinois n'avaient jamais entendu parler auparavant. Les paysages bibliques ne leur étaient pas familiers. Les allusions fréquentes au "berger", au "bon berger" ne pouvait qu'ajouter à la confusion car la plupart des Chinois n'avaient jamais vu de moutons. Dans les rares régions du pays où il y avait des moutons, ils étaient considérés comme les plus vils des animaux, et le terme de "berger" n'avait pas un sens très plaisant. La référence biblique aux pressoirs (à vin) ne signifiait rien pour les Chinois car ils ne font pas de vin à partir du raisin. Les coutumes bibliques comme "le baiser de paix" ou "le lavage des pieds" leur semblaient particulièrement surprenantes. De plus, dans bien des cas, les coutumes chinoises sont diamétralement différentes des coutumes occidentales. La place d'honneur, lors d'un banquet, est à gauche, la couleur du deuil est le blanc. Le fait que le serpent, dans la mythologie occidentale, est associé au mal, le dragon à Satan, était également une source de confusion, le dragon étant, pour les Chinois, le symbole de l'intelligence, de la bienfaisance et de la puissance, et l'emblème national. Enfin, l'idée du péché dont l'importance était primordiale dans le message missionnaire est une notion complètement étrangère à la pensée chinoise. (29)

Il n'est donc pas surprenant que le nombre des prosélytes ait été très limité. Le message chrétien, tel qu'il était délivré, ne correspondait à aucune des prédispositions culturelles chinoises et ne répondait à aucun besoin spirituel. Les rares prosélytes avaient, de plus, une tendance à adapter le message aux réalités chinoises et, ce faisant, changeaient le caractère de l'enseignement missionnaire à tel

point que l'on ne pouvait plus parler de christianisme. La religion "Taïping", par exemple, créée par Hung Hsiu-chuan, était un mélange de christianisme et de confucianisme. Certains éléments de l'ancien testament, la notion d'un Dieu unique et tout puissant, l'efficacité de la prière, le baptême, le sabbat, les dix commandements, la possibilité d'être récompensé par le ciel pour de bonnes actions, l'histoire de la création, le déluge, la fuite d'Egypte, étaient présents dans la nouvelle religion. Mais les notions d'amour pour le prochain, de pardon des offenses n'y avaient aucune place. Le concept du péché originel était rejeté et remplacé par l'idée essentiellement chinoise de la bonté fondamentale de la nature humaine. Les Taïpings accordaient beaucoup d'importance aux concepts moraux traditionnels: l'importance du maintien des distinctions sociales, du comportement approprié au statut et au rôle social, le fatalisme, et l'idéal de la grande harmonie. La religion "Taïping", en fait, malgré un cadre conceptuel semblant emprunter beaucoup au christianisme, déformait ses préceptes et les adaptait aux prédispositions culturelles chinoises. (30)

Les missionnaires se rendirent compte relativement rapidement que leur enseignement était déformé par les prosélytes et adapté aux caractéristiques de la vie chinoise. Mais ils ne parvenaient pas à en saisir le sens. Ils étaient choqués par le manque de patriotisme des nouveaux convertis, par leur absence d'intérêt pour le bien-être de la société, par leurs conceptions différentes des liens du mariage, et par le fait que le devoir envers la famille l'emportait sur les obligations à l'égard de l'Eglise. Ils attribuaient ces différences culturelles aux influences païennes inhérentes au système chinois d'idées et valeurs. Ils avaient, dès lors, tendance à considérer qu'il était nécessaire, pour pouvoir remplir leur rôle, de détruire en premier lieu ce système d'idées et valeurs. En ce sens, ils s'adjudèrent une position de supériorité qui évolua rapidement jusqu'à devenir, chez beaucoup d'entre eux, un sentiment de supériorité raciale:

"The head of a Chinese is broad behind and narrow in front when compared with the general standard of Europeans. If, according to general opinion, the forepart of the head represents intellectual capability, the advantage is in our favor; a conclusion which is warranted by everything that research brings to light." (31)

L'enseignement reçu dans les séminaires américains, le sentiment de leur supériorité culturelle, la nature de leurs expériences chinoises, l'approbation de leur effort par l'opinion publique américaine, tout ceci contribua à former dans la conscience des missionnaires une image particulièrement défavorable de la Chine et des Chinois. Les résultats du mouvement missionnaire en Chine ne furent jamais particulièrement brillants. Mais ils étaient quasiment nuls avant 1890. Le nombre des prosélytes était maigre et la nature de leur foi douteuse.

Les traités inégaux dont les termes semblaient si favorables aux intérêts missionnaires n'avaient pas eu les résultats escomptés. Le mouvement missionnaire allait cependant voir son développement s'accélérer sous l'impulsion du renouveau spirituel de la dernière décade du XIXème siècle. S'il n'y avait que 513 missionnaires américains en Chine en 1890, il y en avait plus de 1000 en 1900, et le mouvement missionnaire se transforma en une véritable croisade nationale. (32)

L'économie américaine s'était développée extrêmement rapidement depuis la fin de la guerre de Sécession. L'industrialisation posait de nombreux problèmes politiques, économiques et sociaux. La grande crainte américaine de l'époque était de voir le pays s'enfoncer peu à peu dans la stagnation, aussi bien économique que spirituelle. Des personnalités importantes du monde religieux, et même politique, comme Théodore Roosevelt, exprimaient leurs préoccupations de voir leurs compatriotes devenir par trop matérialistes et le pays perdre de sa vitalité spirituelle. (33) L'effort missionnaire américain se développa donc, à partir de 1890, sur les bases d'une véritable croisade pour le renouveau spirituel du pays. Les théories économiques de l'époque (au vu de la dépression de 1893-1897) soutenaient que la conquête de nouveaux marchés feraient s'évanouir les dangers de stagnation économique et, selon les mêmes principes, le monde religieux pensait que les croisades d'évangélisation à l'étranger empêcheraient une stagnation spirituelle, une baisse de la ferveur religieuse en Amérique. (34)

La croisade pour le renouveau spirituel eut pour point de départ l'activité de certains évangélistes américains, comme Dwight L. Moody. Moody était un évangéliste qui s'adressait à l'audience populaire. Aussi n'était-il pas particulièrement profond dans ses sermons et ses exégèses. Il présentait à ses milliers de fidèles une image stéréotypée de la religion chrétienne et concentrait son attention sur les problèmes et les préoccupations religieuses de l'Américain moyen. La damnation et la rédemption, le bien et le mal, la conversion des païens étaient les sujets qu'il abordait le plus fréquemment. (35) Par le moralisme simpliste de ses sermons, Moody répondait à la demande populaire. L'idée de la damnation était un point essentiel de la pensée religieuse américaine de l'époque. Les mouvements de renouveau spirituel abordaient constamment cette question et, dans l'esprit des gens, l'effort missionnaire avait pour objectif primordial et initial la conversion et la rédemption des païens:

"In this field the work to be done is to 'preach the Gospel'. Men are rebels to be brought into allegiance; sinners to be saved." (36)

Le point essentiel de la théorie missionnaire jusqu'au début du XXème siècle était que la damnation des païens devait être considérée comme une certitude tout aussi réelle que le dogme de l'existence

de Dieu. Parlant devant un auditoire de candidats aux missions, Hudson Taylor, fondateur de la "China Inland Mission", s'exclama :

"The Gospel must be preached to these people in a very short time, for they are passing away. Every day, every day, oh how they sweep over ... There is a great Niagara of souls passing into the dark in China. Every day, every week, every month, they are passing away! A million a month in China are dying without God!" (37)

Certains groupes religieux étaient révoltés à l'idée que, selon la doctrine chrétienne, les païens qui n'avaient jamais entendu l'évangile étaient cependant tenus pour responsables et damnés. Ces groupes cherchèrent donc à élaborer une théorie selon laquelle les païens auraient une seconde chance, après leur mort, de connaître l'évangile et de gagner leur rédemption. Mais les candidats missionnaires qui adoptaient ce mode de pensée se voyaient éliminés et rejetés du mouvement missionnaire.

Les mouvements de renouveau spirituel, l'importance accordée, dans la pensée religieuse populaire, aux notions de damnation et de rédemption, provoquèrent la création, un peu partout dans le pays, de groupes religieux prêchant l'évangélisation du monde. Les assemblées populaires d'évangélisation se firent de plus en plus fréquentes. Les orateurs qui prêchaient la rédemption et la conversion des païens à leurs fidèles n'avaient pas pour but de s'engager dans une analyse poussée des textes bibliques ou dans une discussion approfondie des dogmes chrétiens, mais de créer une atmosphère propice à l'expression de la foi. On exhortait les individus à témoigner publiquement de leur foi. Presque inmanquablement, les assemblées atteignaient une sorte d'extase religieuse débouchant sur un enthousiasme délirant. Les hymnes, au rythme incantatoire, les exclamations répétées, tout était mis en oeuvre pour capter l'attention et subjuguier les audiences. Voici, par exemple, comment certains évangélistes créaient l'ambiance :

"I simply ask in this opening hour, quietly, each one alone, to forget everybody else, to be just as though Christ and you were alone here in this hall together and everything else just silence and emptiness round about us ... Would that here, during these first moments, we could realize that there is the fact - that over against each one of us the Lord is standing, the Lord with a thorn-crowned head and the nail-pierced hands and the pleading voice of His infinite love calling to us, calling. Surely we can almost hear His voice calling to us. How can we hold back from that call?" (38)

Les mouvements de renouveau spirituel injectèrent un nouvel en-

thousiasme dans la vie des églises américaines. Mais l'intensité même des émotions religieuses provoquées par les appels des évangélistes populaires présentait le grand danger, si aucun moyen n'était trouvé pour capter et utiliser cet enthousiasme, d'une immanquable baisse d'intérêt et d'une renaissance de l'apathie religieuse. Certains libéraux pensaient que la lutte pour la justice économique et sociale était une cause susceptible de canaliser les énergies. Mais la majorité des hommes d'église, comme l'Américain moyen, considéraient que la misère et les problèmes sociaux étaient les produits du péché et non pas de l'injustice sociale. La réponse au problème de l'inévitable baisse d'intérêt religieux fut le développement des mouvements missionnaires. Henry Van Dyke, illustre professeur de théologie à Princeton, se fit le porte-parole des autorités religieuses lorsqu'il écrivit:

"Missions are an absolute necessity, not only for the conversion of the heathen, but also, and much more, for the preservation of the church." (39)

L'intérêt pour l'effort missionnaire prit des proportions nationales. Des mouvements comme les "Student Volunteers for Foreign Missions" furent fondés dans tout le pays. (40) La conversion des païens devint partie intégrante du credo américain. Les étudiants, en grand nombre, se destinèrent au travail missionnaire. Les hommes d'affaires se sentirent, eux aussi, appelés à répandre la bonne parole. L'Américain moyen se voyait exhorté à participer au mouvement d'évangélisation par le versement régulier d'oboles permettant la publication de bibles et de tracts. La commission centrale des missions demanda bientôt que chaque paroisse devienne le soutien financier et spirituel du mouvement.

Le mouvement missionnaire dépendant du soutien financier des paroisses et des particuliers, il était particulièrement important d'établir, sans aucun doute possible, dans l'esprit des fidèles, la nécessité du gigantesque effort entrepris en Chine et le besoin que l'on avait de leur soutien. Les missionnaires décrivirent donc les Chinois comme des êtres dépourvus de toute moralité ayant désespérément besoin de la rédemption chrétienne. (41) Lors de leurs séjours en Amérique, ils étaient souvent invités à venir faire part de leurs expériences chinoises à des assemblées paroissiales. Les impressions qu'ils faisaient partager à leurs auditeurs étaient immanquablement anecdotiques et exotiques. Ils parlaient de la cruauté des Chinois, du rôle de la femme et de son statut inférieur, de la pratique des pieds bandés, des infanticides, des villes surpeuplées, des famines et des épidémies, et des coutumes étranges et incompréhensibles encore en vigueur en Chine. Les images choisies pour dépeindre la Chine rendaient impossible toute perception objective et nuancée et provoquaient inévitablement chez les Américains un fort sentiment de supériorité.

La population américaine, qui était ainsi exposée à un flux d'in-

formations présentant une image défavorable de la culture chinoise et des Chinois, voyait donc, au travers du contenu des communications venant de Chine, se confirmer ses préjugés. Qui plus est, la source des communications venant de Chine était dotée d'un statut particulièrement prestigieux. Les missionnaires, en effet, aux yeux de la population américaine, représentaient les meilleurs éléments de sa culture se sacrifiant au profit de malheureux païens. L'image convoyée ne pouvait être mise en doute.

L'image fournie par les missionnaires poussa les Américains à aborder la Chine dans l'optique de réformateurs dont le rôle consisterait à transformer la société chinoise et à y injecter les idées et valeurs occidentales. Les missionnaires ne se préoccupèrent pas seulement d'évangélisation. Le peu de succès rencontré dans cette phase de leur activité les amena peu à peu à réorienter leurs efforts. Au XXème siècle, l'objectif primordial sera de plus en plus une activité humanitaire. A la fin du XIXème siècle, l'objectif principal resta l'évangélisation, mais l'éducation et les soins médicaux prennent peu à peu de l'importance.

Les missionnaires s'engagèrent dans la voie de l'éducation relativement tôt. Ils construisirent des écoles primaires et secondaires dans le but de permettre aux enfants des prosélytes de se soustraire à l'influence d'un environnement païen. Ils créèrent même des collèges (de niveau universitaire). Il y avait cinq collèges chrétiens en Chine en 1890. Initialement, il s'agissait plutôt de séminaires destinés à la formation de ministres du culte chinois. Ces écoles étaient des anachronismes culturels dans un univers de culture chinoise et l'enseignement dispensé était le reflet des vues religieuses des églises occidentales. L'importance accordée à l'instruction religieuse y était très grande.

Le troisième élément des activités missionnaires en Chine fut l'élément médical. Ce fut l'élément qui fut le plus facilement accepté par la population et les autorités chinoises. Le nombre des prosélytes était minimes, mais les hôpitaux et les dispensaires ne désespéraient pas. Des milliers de Chinois se firent traiter dans ces établissements. Mais, si les besoins chinois en matière médicale étaient grands, les missionnaires de l'époque continuaient à considérer l'évangélisation comme l'objectif primordial de leur présence en Chine, et, conséquemment, les soins médicaux que l'on procurait aux Chinois n'étaient qu'un moyen de gagner la confiance des païens afin de pouvoir les convertir et non pas une fin en soi. (42)

Malgré les efforts répétés des missionnaires, l'hostilité chinoise à leur égard était bien réelle et ne baissa pas de ton. L'hostilité des masses populaires était due au fait que la religion chrétienne leur était essentiellement étrangère. Mais les lettrés n'étaient pas moins hostiles, quoique pour d'autres raisons. Ils sentirent dès le début de la pénétration occidentale que les missionnaires représentaient un danger pour le statu quo. Le fait que les missionnaires exerçaient leur ministère parmi les couches les plus déshéritées de la population qui

représentaient le danger le plus grand de révolution avait éveillé leurs soupçons. De plus, les missionnaires trouvaient l'état de choses en Chine tellement discutable et contraire à leur sens de la justice qu'ils avaient énormément de peine à ne pas rejeter ouvertement le système politique, économique et social chinois. En fait, leur opposition au statu quo en Chine se fit, au cours des ans, de plus en plus virulente.

Le rejet par les missionnaires de tout le système chinois, de l'ordre établi, de la hiérarchie basée sur la maîtrise des classiques confucéens, provoqua chez les officiels chinois, issus directement de ce système, beaucoup de ressentiment. Ils se rendaient également parfaitement compte qu'en attaquant la philosophie confucéenne, les Occidentaux minaient l'édifice sur lequel était fondé l'ordre social chinois. Le désir du gouvernement mandchou de maintenir le statu quo à tout prix le poussa à chercher à échapper à ses responsabilités en matière de protection des missionnaires et des prosélytes chinois de la persécution populaire. (43) Les missionnaires étaient donc obligés de compter sur le soutien des représentations diplomatiques occidentales à Pékin pour la protection dont ils avaient besoin. Les sociétés secrètes organisaient des émeutes contre la présence étrangère en Chine et le soutien populaire de ces mouvements apparaissait partout particulièrement clairement.

L'opposition chinoise aux missionnaires n'était pas infondée. Les résultats des activités missionnaires ne pouvaient être interprétés par les Chinois que d'une manière négative. Les prosélytes chinois, par exemple, étaient tiraillés entre deux philosophies. Ils se voyaient obligés de choisir entre la culture chinoise et l'observation de ses coutumes et de ses rites, et la religion chrétienne qui rejétait la majorité des aspects de cette culture. Le prosélyte ne participait plus au culte des ancêtres, ne contribuait plus aux festivités locales qui étaient considérées par les missionnaires comme des coutumes païennes. Les voisins du nouveau converti devaient donc contribuer financièrement à sa place. L'influence missionnaire, aux yeux des Chinois, avait donc un caractère nettement négatif. De plus, le fait que de nombreux Chinois, auteurs de délits et de crimes, venaient se placer sous la protection des missionnaires en embrassant soudainement la foi chrétienne pour échapper à la justice chinoise, n'était pas un élément favorable à leur image. Enfin, les indemnités que les localités chinoises se voyaient obligées de verser aux missionnaires en cas de dommages à la propriété ou d'atteintes à leur sécurité ne contribuaient pas à assurer leur popularité. Jusqu'à la révolte des Boxers, les missionnaires réagirent vigoureusement aux attaques et aux menées xénophobes chinoises. Ils demandèrent constamment le soutien des autorités diplomatiques et des forces navales et militaires occidentales. Ils insistèrent pour que les enquêtes sur les menées anti-missionnaires et les émeutes ne soient pas le fait de commissions bilatérales (sino-américaines ou sino-occidentales), mais soient entreprises par les représentants occidentaux uniquement, ce qui avait régulièrement pour résultat que

les Chinois se voyaient condamnés sans possibilités de recours. Les missionnaires firent tout ce qui était en leur pouvoir pour faire respecter leurs droits inégaux et appuyèrent sans réserve la politique impérialiste des puissances occidentales. (44) Pendant la dernière décade du XIX^{ème} siècle, les missionnaires eurent à faire face à une multitude d'émeutes locales. C'est la grande révolte des Boxers qui les amena à envisager un changement dans l'orientation de leurs efforts et à réviser leur attitude à l'égard de la Chine et des Chinois.

L'attitude des missionnaires à l'égard de la population qu'ils cherchaient à toucher reflétait un paradoxe difficile à dissimuler. Le premier principe de l'évangélisation était la nécessité de faire entendre aux incroyants la parole de Jésus-Christ. Plus le besoin d'évangélisation des païens se faisait sentir, plus les efforts consentis pour prêcher la "bonne parole" étaient grands. Si les sacrifices consentis étaient considérables, les évangélistes étaient invariablement réconfortés par l'idée que leurs efforts étaient nécessaires. Un problème se posait lorsqu'il fallait faire face aux conséquences de l'activité évangélique. Quand les misérables êtres dépravés, dénués de toute moralité, qu'étaient censés être les Chinois se convertissaient à la foi chrétienne, ils devenaient immédiatement les égaux de tous les autres chrétiens. Le Chinois, avant sa conversion, était un sauvage et un barbare, mais devenait immédiatement l'égal des Occidentaux après son évangélisation. L'utilisation de deux critères différents pour juger les ressortissants d'un même peuple provoqua une confusion extrême et des réactions d'antagonisme anti-missionnaires et anti-prosélytes. (45)

Nous avons déjà noté que les missionnaires communiquaient aux auditoires des assemblées paroissiales, des écoles du dimanche ou des assemblées publiques de leur pays d'origine une image particulièrement défavorable des Chinois. Le caractère des images et des attitudes émises provenait de l'incapacité des missionnaires à comprendre les rites et les coutumes chinoises et même à essayer d'étudier objectivement les valeurs et le système chinois. Leur manière d'aborder la Chine et sa culture était essentiellement ethnocentrique. Les critères utilisés pour évaluer le mode de vie étaient ceux de leurs pays d'origine. Il était inévitable que leur attention soit captée par l'anecdote et l'exotisme, que leur perception se limite à ce qu'ils croyaient pouvoir interpréter, et que le contenu des messages transmis à leurs compatriotes restés au pays soit défavorable. Les pratiques religieuses chinoises, par exemple, étaient incomprises et confondues les unes avec les autres. Le Taoïsme, le Bouddhisme, et le Confucianisme n'étaient pas perçus comme des systèmes distincts d'idées et valeurs, mais comme un système confus dont la logique était peu claire. Il était, dès lors, relativement facile de dénoncer la doctrine comme typiquement païenne.

Le culte des ancêtres semblait être, aux yeux des missionnaires, l'une des causes essentielles de la dépravation morale chinoise. Cette

pratique qui était un aspect particulièrement important de la vie quotidienne en Chine représentait le lien entre le naturel et le surnaturel, entre le monde des vivants et celui des esprits, entre les hommes et les dieux. Les Chinois y incorporent trois concepts essentiels. Le premier est que les vivants doivent leur état de fortune ou d'infortune en bonne partie à leurs ancêtres. Un homme peut être un mendiant en raison de sa paresse, mais si ses ancêtres avaient accumulé assez de bonnes actions durant leurs vies, ils n'auraient probablement jamais été affligés d'un descendant aussi paresseux. Un haut fonctionnaire peut accumuler les honneurs, mais sa réussite même est le signe de la grande vertu de ses ancêtres. Le second est que tous les ancêtres, comme les esprits et les autres dieux, ressentent des besoins qui ne sont pas différents de ceux des êtres vivants. En conséquence, pour éviter que ses ancêtres deviennent des vagabonds spirituels, dénués de tout, le Chinois doit leur fournir tout ce qui est nécessaire à une vie confortable, nourriture, représentations symboliques en papier de meubles, d'habits, de serviteurs, d'animaux domestiques, etc. C'est pourquoi les Chinois qui meurent sans descendance sont les objets de la pitié de leurs voisins et amis. Leurs esprits sont condamnés à mener une vie errante et sont entièrement dépendants, pour la satisfaction de leurs besoins, de la charité d'autres familles ou des restes laissés par d'autres esprits plus fortunés. Le troisième est que les ancêtres continuent à intervenir dans la vie quotidienne de la famille. Ils s'efforcent de faire en sorte que la situation sociale et économique de la famille s'améliore, car les esprits bénéficient tout autant que les vivants du bien-être matériel et de la position sociale de la famille. (46)

Si les missionnaires pouvaient discerner certains aspects méritoires dans la pratique chinoise d'honorer les membres de la famille, le fait que les ancêtres devenaient un objet d'adorations cultuelles leur semblait condamnable. Le culte des ancêtres excluait, selon eux, la possibilité d'adorer un Dieu qui serait situé en dehors du cercle familial. (47) Cette pratique était considérée comme la source de tous les maux de la Chine. L'on pensait que cette coutume favorisait la polygamie, le concubinage, et la tendance des Chinois à se marier très tôt, ce qui avait pour conséquence la surpopulation et la pauvreté générale. (48) De plus, la diffusion de la responsabilité pour la situation matérielle d'un individu entre vivants et morts, entre descendants et ancêtres, était un concept qui s'opposait radicalement à la notion de responsabilité individuelle si répandue aux Etats-Unis. Pour les Américains, la situation d'un individu dépendait de ses actions et la pauvreté et la misère n'étaient que la punition de ses péchés. Les missionnaires, dans leurs efforts d'évangélisation, se heurtaient donc aux pressions des traditions familiales, et les succès étaient rares.

Mais l'incompréhension des missionnaires n'était pas limitée à l'aspect proprement religieux de la culture chinoise. Les structures politiques étaient perçues de manière tout aussi peu claire. Pour les observateurs occidentaux, la Chine était une nation. Le contrôle du

gouvernement central devait donc s'étendre à tout le territoire et englober toutes les phases de la vie chinoise. Peu d'observateurs réalistes, à l'époque, que le lien qui maintenait l'unité chinoise n'était pas de nature politique, mais culturelle, que la Chine n'était pas une nation au sens occidental du terme, mais une civilisation, que le gouvernement central de Pékin n'était qu'une entité symbolique dont les pouvoirs étaient loin d'égaliser ceux des gouvernements des puissances occidentales. (49) Les missionnaires ne firent aucun effort pour essayer de comprendre les problèmes politiques de la Chine. Pendant les périodes de famine, ils avaient tendance à se révolter contre le manque de charité humaine et l'apparente indifférence du gouvernement impérial, mais ils ignoraient complètement les gigantesques problèmes de transport causés par l'étendue des territoires et les difficultés topographiques. (50)

L'échec missionnaire en Chine était, nous semble-t-il, inévitable. Les missionnaires abordaient la Chine comme un pays barbare, peuplé par une race inférieure, où la civilisation était inexistante. Ils avaient, dès lors, tendance à considérer qu'ils apportaient les bienfaits de la civilisation et que tous les moyens étaient bons pour introduire en Chine un nouveau système d'idées et valeurs. L'idée que, peut-être, la culture chinoise n'était pas inférieure à la culture occidentale ne leur vint pas à l'esprit. Leur dogmatisme et leur autoritarisme, leur sentiment de supériorité, leur paternalisme à l'égard des prosélytes firent que les Chinois éprouvèrent de plus en plus de ressentiment et d'hostilité à leur égard. L'agitation anti-missionnaire et xénophobe allait atteindre son sommet lors de la révolte des Boxers.

S'ils n'étaient pas particulièrement appréciés en Chine, les missionnaires jouissaient d'un grand prestige en Amérique. Nous avons déjà noté, précédemment, que la population américaine tendait à interpréter le mouvement missionnaire comme une action charitable et humanitaire. Le missionnaire faisait un sacrifice extrême, un véritable don de soi, en faveur des peuples déshérités. Le soutien de l'effort missionnaire était général. Il ne provenait pas seulement des paroisses éparpillées dans le pays, mais aussi des politiciens et des hommes d'Etat qui n'hésitaient pas à exprimer l'espoir que la conséquence des efforts des missionnaires serait l'introduction en Chine des valeurs de la civilisation occidentale, ce qui ne pourrait que faciliter les échanges commerciaux et les bonnes relations diplomatiques. Dans la conscience américaine, le mouvement d'évangélisation était identifié à un gigantesque effort consenti pour apporter la civilisation et ses bienfaits technologiques, politiques, économiques et sociaux à la Chine. Si le sentiment populaire fut forgé, en partie, par les expériences californiennes et par le contenu du message missionnaire en provenance de Chine, il fut également influencé par l'existence du mythe de l'importance du commerce avec la Chine pour l'économie américaine.

3. Le mythe de l'importance du marché chinois pour l'économie américaine

Nous avons vu que les premiers contacts sino-américains avaient été le fait des armateurs de la côte Est, désireux d'exploiter les possibilités de commerce avec la Chine. Pendant la période des conflits armés menant à l'établissement du régime des traités inégaux, les hommes politiques avaient lentement pris conscience du potentiel commercial que représentait le marché chinois. Mais la tradition américaine en matière de politique étrangère avait été respectée. On cherchait à obtenir les mêmes privilèges commerciaux que les autres puissances occidentales, sans cependant avoir recours à la force, et sans chercher à établir d'empire colonial de type européen. De 1860 à 1880, les Américains furent trop préoccupés par la guerre de Sécession et la reconstruction d'après-guerre pour s'intéresser de très près à la situation chinoise. Si le secrétaire d'Etat Seward envisageait l'expansion américaine dans le Pacifique et négocia, à cet effet, l'acquisition de l'Alaska, chercha à obtenir les territoires de la Colombie britannique, et fit en sorte que Hawaii passe, en 1875, sous contrôle américain, ce n'est que dans les années 1880 que certains visionnaires commencèrent à montrer un intérêt nouveau pour le marché chinois et son potentiel économique. (51)

Dès 1885, les diplomates en poste à Pékin et les intérêts ferroviaires américains cherchèrent à obtenir la concession d'une ligne de chemin de fer dont la construction aurait été financée par des capitaux américains. Les matériaux de construction devaient provenir des Etats-Unis et la réalisation du projet devait se faire sous la supervision d'ingénieurs américains. Malgré l'échec des négociations, les représentants des intérêts américains restaient convaincus que la Chine représentait "a vast market for commerce not satisfactorily exploited". (52) Non seulement certains diplomates et missionnaires pensaient que la Chine offrait à l'économie américaine un vaste marché pour les produits et les investissements américains, mais la crainte de voir l'économie entrer dans une période de stagnation économique à la suite d'une possible crise de surproduction industrielle provoqua un fort mouvement expansionniste. (53) La rapide expansion de l'économie, la croissance accélérée de la production industrielle avait coïncidé avec la fin de l'expansion vers l'Ouest. La colonisation de nouveaux territoires sur le continent nord-américain n'était plus possible. L'épopée de l'"American Frontier" était terminée. Les possibilités de développement des marchés domestiques ne semblaient plus illimitées. La conquête de nouveaux marchés semblait donc absolument nécessaire. (54) Frederick Jackson Turner essaya d'exprimer la logique expansionniste et impérialiste américaine de la manière suivante:

"Having colonized the Far West, having mastered its internal resources, the Nation turned to deal with the Far

East, to emerge in world-politics of the Pacific ocean." (55)

Le problème majeur, selon les penseurs américains de l'époque, semblait bien être la surproduction industrielle. Dans un livre fameux et qui exerça une grande influence sur les contemporains, "Recent Economic Changes and their Effects on the Production and Distribution of Wealth and the Well-Being of Society", David Wells avait montré les dangers du développement technologique pour l'économie globale. (56) Les économies occidentales paraissaient avoir grand besoin de nouveaux marchés pour écouler leurs surplus, et le commerce américain n'était pas en reste:

"... a large and increasing foreign market seems to this country ... an absolute necessity..." (57)

Le marché chinois semblait offrir le plus d'occasions de profit pour le commerce américain, et, dans l'esprit de certains, le développement et l'exploitation de ce marché était une "world necessity". (58) Les Etats-Unis devaient donc chercher à tirer parti du marché chinois sous peine de voir les autres puissances occidentales y établir un régime de monopoles et en exclure les intérêts économiques américains.

Les années de dépression de 1893 à 1897 confirmèrent les craintes américaines de surproduction industrielle et de stagnation économique, et l'intérêt pour les marchés étrangers s'accrut d'autant. On cherchait surtout à atteindre les marchés d'Amérique latine et d'Europe, mais l'espoir du développement du marché chinois était toujours présent. Certains arguaient de la nécessité de chercher à toucher les marchés où la puissance économique des pays développés n'avait pas encore mis trop fermement le pied. (59) William Sulzer, représentant de l'Etat de New York à la Chambre des représentants exprimait le sentiment de beaucoup lorsqu'il présenta le point de vue suivant à la tribune du Congrès au sujet de l'annexion de Hawaii:

"Let me say to the businessmen of America, look to the land of the setting sun, look to the Pacific! There are teeming millions there who will ere long want to be fed and clothed the same as we are. There is the great market that the continental powers are to-day struggling for ... In my judgment, during the next hundred years, the great volume of trade and commerce, so far as this country is concerned, will not be eastward, but will be westward; will not be across the Atlantic, but will be across the broad Pacific." (60)

Ce point de vue était largement répandu. Une des raisons de l'acceptation généralisée de la croyance en l'importance du marché chinois

pour l'économie américaine était que les exportations de certains produits avaient effectivement augmenté. Les exportations d'huile d'éclairage avaient presque quadruplé en six ans. Les exportations de cotonnades semblaient également croître constamment. (61) Les augmentations des exportations de ces produits étaient un fait bien réel, et si le commerce avec la Chine ne représentait qu'une infime partie du commerce extérieur américain, certains politiciens étaient de plus en plus convaincus qu'un marché substantiel pouvait être trouvé en Chine, et que l'économie américaine pourrait y atteindre une position de prédominance pour peu que l'on adopte des méthodes de production et des procédures de commercialisation efficaces. (62) Cet optimisme, ce sentiment de confiance en l'avenir de l'économie américaine en Chine, cependant, reposait sur une perception faussée et une interprétation déficiente des possibilités commerciales réelles.

Si les exportations de cotonnades avaient réellement augmenté, les marchés (le Nord de la Chine et la Mandchourie) étaient menacés par l'expansion russe. Le fait est que les exportations américaines vers la Chine ne s'accroissaient que très faiblement ou même pas du tout (voir tableau, ci-dessous), mais personne ne prêta une quelconque attention à la réalité. (63)

The American Economic Stake in China, 1890-1904

Year	U.S. Exports to China in Million \$	Percentage of Total U.S. Export Trade	U.S. Invest- ment in China in Million \$	Percentage of Total U.S. Investments Overseas
1890	3	0.3		
1891	9	1.0		
1892	7	0.7		
1893	4	0.5		
1894	6	0.7		
1895	4	0.5		
1896	7	0.8		
1897	12	1.1		
1898	10	0.8		
1899	14	1.1		
1900	15	1.1		
1901	10	0.7		
1902	25	1.8	19.7	1.2
1903	19	1.3		
1904	13	0.9		

(64)

Le fait est que seule une infime partie de la Chine, les villes côtières et quelques ports fluviaux étaient ouverts au commerce et qu'en conséquence le marché de 400 millions d'habitants que l'on se représen-

tait en Amérique n'était autre qu'un mythe, et qu'il resterait un mythe tant que les Occidentaux ne pourraient pénétrer plus avant vers l'intérieur des terres.

L'absence d'un réseau de transport adéquat restreignait grandement le flux des produits occidentaux en Chine. A l'exception du trafic fluvial, les moyens modernes de communication étaient inexistants. De plus, les produits occidentaux ne répondaient pas aux besoins chinois. La farine, les cotonnades, l'huile d'éclairage, le bois de construction trouvaient preneurs sur les marchés de Chine, mais la grande majorité des produits occidentaux ne correspondait pas aux coutumes, aux modes de vie ou aux méthodes de travail des Chinois. La Chine n'était pas une société industrielle. La majorité de la population était représentée par les paysans qui n'avaient nul besoin des produits sophistiqués que l'Occident cherchait à introduire en Chine. La pauvreté chinoise était un autre obstacle majeur au succès de la commercialisation des produits occidentaux. Cette pauvreté apparaît clairement si l'on considère que l'animal domestique traditionnel était le porc. D'autres animaux d'élevage étaient extrêmement rares, car, pour les nourrir, il fallait que la famille se prive d'éléments nutritifs essentiels. Le porc, se nourrissant de déchets, était l'animal le plus économique. Enfin, la balance commerciale était défavorable. Les importations chinoises étaient bien plus importantes que les exportations et, en conséquence, les moyens de paiement internationaux étaient restreints. Le marché chinois, limité à la ceinture côtière, peu intéressé par les produits occidentaux, pauvre et affligé d'une balance des paiements déficitaire était de plus l'objet d'une compétition internationale intense. L'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, la Russie et le Japon dépendaient beaucoup plus que les Etats-Unis de la conquête de nouveaux marchés, et leurs gouvernements soutenaient leurs entreprises commerciales plus fermement et largement que le gouvernement des Etats-Unis ne soutenait les entreprises américaines. Les intérêts économiques des autres puissances occidentales agissaient d'une manière beaucoup plus énergique et entreprenante. (65)

L'économie américaine devait donc faire face à un grand nombre de handicaps dans sa quête du marché chinois. Non seulement l'existence d'un marché intéressant pour les produits occidentaux était douteuse, non seulement les efforts des entreprises commerciales engagées dans la quête d'une part de marché n'étaient pas vraiment appuyés par le gouvernement des Etats-Unis, mais l'approche utilisée par les hommes d'affaires américains pour essayer de commercialiser leurs produits était inadéquate. Le nombre de commerçants américains familiarisés avec les coutumes et les valeurs chinoises était très restreint. Les hommes d'affaires ne voyaient aucun intérêt à l'acquisition des connaissances qui auraient permis une meilleure compréhension de la culture chinoise et, par suite, une sensibilisation aux besoins spécifiques du marché. Rien de bien surprenant à cela, les conceptions du rôle de l'entreprise, à l'époque, étaient encore de ven-

dre ce que l'on produisait et non pas de se préoccuper de ce que le client désirait ou avait besoin. Il s'agissait de trouver le moyen d'écouler la marchandise, sans plus. (66) Les diplomates américains, cependant, se plaignaient souvent de l'apparent manque d'intérêt et de la négligence des commerçants américains. Bien souvent, les emballages des produits exportés n'étaient pas assez résistants pour la traversée du Pacifique et les réclamations des marchands chinois pour les dommages subis étaient régulièrement rejetés. La réputation des commerçants américains continuait également à baisser par le fait que les commandes ne recevaient pas toute l'attention souhaitable et que les livraisons étaient souvent incomplètes, les factures inexactes, et que les réglementations chinoises à l'importation n'étaient pas observées.

Les efforts, aussi limités qu'ils aient été, des hommes d'affaires américains étaient annihilés par leur incompréhension de la langue et des coutumes chinoises. Les tracts publicitaires, par exemple, largement distribués aux marchands chinois étaient rédigés en anglais, langue que la plupart d'entre eux ne comprenaient pas. L'importance accordée par les Chinois aux couleurs et au graphisme n'était pas prise en considération. Un dragon rouge, imprimé sur un emballage, pouvait avoir une influence sensible sur les ventes d'un certain produit, alors que l'utilisation d'une couleur comme le blanc - couleur de la mort - ou d'un dessin symbolisant un élément menaçant ou portant malheur enlevait toute chance de succès à un produit sur le marché. (67) En résumé, l'importance quantitative du commerce avec la Chine était minime, le gouvernement américain ne soutenait pas les efforts des entreprises américaines désireuses de s'y engager, les pratiques commerciales employées tendaient à ruiner la réputation des commerçants américains, et les méthodes de commercialisation ne prenaient pas en considération les variables culturelles de la Chine. Enfin, les investissements américains en Chine étaient minimes ou inexistantes.

En fait, à l'exception de la dernière décade du XIX^{ème} siècle, et, en particulier, des années de la grande dépression de 1893-1897, l'intérêt témoigné par le monde des affaires pour le marché chinois était minime. Dès le début du XX^{ème} siècle, les industries américaines tournèrent leur regard vers le gigantesque marché domestique et, ne craignant plus de crise de surproduction, oublièrent la Chine:

"They state frankly here that the cotton-goods market in the United States is so great, its demands so steady, the prices it pays so good, and its consumption so broad, that American manufacturers will give no more than passing interest to any foreign market and will not make the effort necessary to secure foreign business until home conditions turn against them." (68)

Malgré le manque d'intérêt pour le marché chinois, l'absence de

soutien gouvernemental en matière commerciale, la rhétorique américaine ne cessait de souligner l'importance du marché chinois pour l'économie. Le sentiment populaire semblait peu touché par la question du commerce avec la Chine. Les avocats de l'expansion américaine dans le Pacifique, comme Albert Beveridge, se plaignaient du fait que les Américains

"paid little attention to this immeasurable and near-by market and to this uncouth and interesting people." (69)

Les cotonnades et l'huile d'éclairage représentaient, bon an, mal an, le 50% des exportations américaines vers la Chine. Les autres produits d'exportation étaient les rails et les locomotives destinées à la construction et à l'exploitation des lignes de chemin de fer, le blé et la farine, et les machines (en quantité très limitée). (70) L'ambiguïté de l'attitude américaine à l'égard de la Chine apparaît particulièrement clairement. D'une part, les Américains, ou certains d'entre eux, construisent une image de la Chine à partir de la notion qu'au-delà du Pacifique existe un peuple si nombreux que son potentiel commercial peut affecter le destin de la nation, que sans le marché chinois, la croissance économique, et donc la prospérité de l'Amérique est impossible. Charles Denby, ministre américain à Pékin, par exemple, pensait que la Chine était "the greatest market of the world." (71) D'autre part, le monde économique ne semble pas répondre de manière particulièrement forte aux appels des politiciens en faveur de l'exploitation de ce potentiel commercial et se désintéresse du développement du marché chinois.

Cette différence entre le mythe du marché chinois et la réalité s'explique par le fait que l'image du potentiel commercial et des occasions de profit n'est pas présentée par les hommes d'affaires, les commerçants, ou les entrepreneurs, mais par les politiciens, missionnaires, et autres qui rêvent d'une Amérique étendant son autorité dans le monde. L'appel à l'exploitation des marchés d'Extrême-Orient est un moyen de promouvoir le concept de la destinée américaine dans le Pacifique. Ce n'est pas le désir de commercer qui pousse ces hommes à plaider la cause de l'engagement américain en Extrême-Orient, mais une vision de l'Amérique, prophète du progrès par le développement industriel, et évangéliste d'un nouvel ordre politique, économique, et social.

4. Les Etats-Unis et le Pacifique: "The New Manifest Destiny"

Nous avons déjà noté que l'intérêt américain pour la Chine date de la fin du XVIIIème siècle. Il est le fait des marchands, puis, à partir de 1830, des missionnaires. Nous avons vu que l'intérêt de l'opinion publique pour le mouvement d'évangélisation est largement répandu.

mais, que, curieusement, les intérêts économiques ne cherchent pas à développer activement le marché chinois. Comment concilier, dès lors, l'incroyable déluge de communications exhortant l'Amérique à s'engager sur le front des marchés d'Extrême-Orient et l'absence d'intérêt lémoigné à ce sujet par le monde économique? C'est là qu'interviennent les avocats d'un nouvel impérialisme, les politiciens désireux de voir les Etats-Unis devenir les maîtres du Pacifique.

Depuis la guerre d'indépendance, les Etats-Unis avaient cherché à poursuivre une politique d'isolation. Lorsque le 2 décembre 1823, le président Monroe décida de préciser la position américaine vis-à-vis des puissances européennes dans son message annuel sur l'état de l'Union au Congrès, le paragraphe traitant de la politique étrangère posa un certain nombre de principes qui devaient prendre le nom de "Doctrine de Monroe". La crainte de voir les états européens venir menacer l'indépendance de l'Amérique latine avait poussé le président à prévenir les nations européennes qu'aucune ingérence de leur part dans les affaires du continent américain ne serait tolérée:

"At the proposal of the Russian Imperial Government, made through the Minister of the Emperor residing here, a full power and instructions have been transmitted to the Minister of the United States at St. Petersburg to arrange by amicable negotiations the respective rights and interests of the two nations on the northwest coast of this continent...

In the discussions to which this interest has given rise and in the arrangements by which they may terminate, the occasion has been judged proper for asserting, as a principle in which the rights and interest of the United States are involved, that the American continents by the free and independent condition which they have assumed and maintain, are henceforth not to be considered as subjects for future colonization by any European powers...

We owe it, therefore, to candor and to the amicable relations existing between the United States and those powers to declare that we should consider any attempt on their part to extend their system to any portion of this hemisphere as dangerous to our peace and safety..." (72)

Il est important de noter que le président Monroe avait été assisté, dans l'élaboration du message, par John Quincy Adams, son secrétaire d'Etat et fils de l'ancien président John Adams, qui pensait que le continent nord-américain était destiné à être peuplé par une nation, parlant la même langue, professant un seul système de principes politiques et religieux, et observant les usages et les coutumes d'une seule culture.

Dans les vingt années qui suivirent, la doctrine de Monroe fut plus ou moins oubliée par les législateurs et les membres du gouver-

nement. On avait tendance à l'interpréter comme l'expression d'une politique et non pas comme l'énoncé d'un principe de politique étrangère. (73) Lorsque la rumeur de desseins européens en Oregon et en Californie se fit entendre, la doctrine de Monroe fut ravivée et prit allure de principe s'opposant à la colonisation en Amérique. Le président Polk, dans son message annuel, rappela que les Etats-Unis ne permettraient pas d'ingérence européenne sur le continent nord-américain, et que si l'on attentait à la sécurité du continent, les Etats-Unis seraient prêts à résister:

"It is due alike to our safety and our interests that the efficient protection of our laws should be extended over our whole territorial limits, and that it should be distinctly announced to the world as our settled policy that no future European colony or dominion shall with our consent be planted or established on any part of the American continent." (74)

Le sentiment américain, dès 1820, était que les Etats-Unis avaient le "droit" de posséder tout le continent. John Quincy Adams avait vu ses idées nationalistes se répandre et être largement acceptées par ses collègues du Congrès et la population. Il semblait bien que c'était la "destinée manifeste" des Etats-Unis d'acquiescer la Californie et l'Oregon afin de contrôler tout le continent. Et, un éditorial de 1845 exprimait clairement le sentiment populaire lorsqu'il parlait de:

"... the right of our manifest destiny to overspread and possess the whole of the continent which providence has given us for the development of the great experiment of liberty and federated self-government entrusted to us." (75)

L'objectif de Polk avait été d'obtenir l'Oregon de l'Angleterre, la Californie du Mexique, et d'annexer le Texas. Son interprétation de la doctrine de Monroe empruntait beaucoup plus à la pensée de John Quincy Adams qu'à celle de son prédécesseur à la présidence. Le concept de la "Manifest Destiny" des Etats-Unis à coloniser et à contrôler tout le continent américain jusques aux rives du Pacifique découlait directement des idées de l'ancien secrétaire d'Etat. Polk parvint à ses fins. Il obtint l'Oregon par la négociation, et la Californie à la suite de la guerre avec le Mexique. La côte Pacifique était maintenant entre les mains des Etats-Unis. La destinée manifeste de l'expansion américaine était partout victorieuse. Les politiciens tournaient maintenant leurs yeux vers le Pacifique lui-même.

Parlant devant le Sénat, en 1850, William H. Seward, de l'état de New York, décrivit ainsi l'avenir des Etats-Unis:

"The world contains no seat of Empire so magnificent

as this, which, while it embraces all the varying climates of the temperate zone, and is traversed by the wide-expanding lakes and long branching rivers, offers supplies on the Atlantic shores to the over-crowded nations of Europe, while on the Pacific coast it intercepts the commerce of the Indies. The Nation thus situated, and enjoying forest, mineral, and agricultural resources unequalled, if endowed also with a government adapted to their character and condition, must command the empire of the seas, which alone is real empire...

The Atlantic States, through their commercial, social, and political affinities and sympathies, are steadily renovating the governments and social constitutions of Europe and Africa; the Pacific States must necessarily perform the same sublime and beneficent functions in Asia. If, then, the American people shall remain an undivided nation, the ripening civilization of the west, after a separation growing wider and wider for four thousand years, will in its circuit of the world, meet again, and mingle with the declining civilization of the east on our own free soil, and a new and more perfect civilization will arise to bless the earth, under the sway of our own cherished and beneficent democratic institutions..."

(76)

Seward allait devenir le personnage central de l'impérialisme américain du XIX^{ème} siècle. Son discours de 1850 contient tous les ingrédients de la pensée impérialiste américaine: l'influence bienfaisante de la démocratie américaine sur les structures sociales et politiques, la mission civilisatrice de l'Occident, et l'idée de la domination du Pacifique - fondement de l'Empire américain. Il avait bien compris la nature et la direction de l'expansion américaine, dans les Caraïbes, au nord du continent et dans le Pacifique. Il fut l'artisan de l'acquisition de l'Alaska et des îles Aléoutiennes qu'il considérait comme la clé de la domination du Pacifique.

Le général Banks se fit l'avocat de Seward pendant les débats concernant l'acquisition de l'Alaska. Selon lui, l'Alaska était la clé du Pacifique:

"We have in our grasp the control of the Pacific ocean, and may make this great theatre of action for the future whatever we may choose it shall be." (77)

Il faut dire que Seward avait bien besoin d'un avocat pour plaider sa cause. La nouvelle de l'acquisition de l'Alaska fut accueillie avec dérision par ses collègues du Congrès et le public. Néanmoins, l'activité déployée par les supporters de Seward au Congrès en faveur de la ratification du traité d'acquisition fut couronnée de succès. L'opposition était divisée et ses sarcasmes ne pouvaient détruire les arguments

des membres de la Chambre des représentants et des sénateurs favorables à l'acquisition, avec leurs grandioses visions d'Empire américain et de destinée de l'Union. Le ministre américain à St-Petersbourg exprima le point de vue qu'il était impossible de surestimer l'importance de

"... our ownership of the western coast of the Pacific in connection with the vast trade which was springing up with China and Japan and the Western Islands." (78)

Un autre membre du Congrès exprima l'opinion suivante:

"The ultimate struggle for command of the commerce and exchanges of the world is to be decided mainly upon the Pacific, and, the acquisition of Alaska, including the Aleutian Isles, has immeasurably strengthened our position in that ocean." (79)

Un membre de la Chambre des représentants pensait qu'un beau jour:

"The civilization of this world will be transferred from the Atlantic to the Pacific..."

et que les Etats-Unis jouiraient alors d'une position de

"... commercial and naval supremacy on the Pacific as complete as Great Britain has for two centuries enjoyed on the Atlantic ocean."

Pour lui, l'Alaska représentait "but a part of our Pacific system." (80) Seward ne s'arrêta pas en si bon chemin. Il chercha à annexer Hawaii, sans succès, cependant. Mais, en 1875, par la signature d'un traité de réciprocité, Hawaii passait sous protectorat américain.

L'expansion américaine, sur le continent d'abord, puis, dans le Pacifique, amena certains Américains à réexaminer la position et le rôle des Etats-Unis. Des hommes comme Henry Cabot Lodge, Theodore Roosevelt, Alfred Thayer Mahan, Albert J. Beveridge, Brooks et Henry Adams présentèrent une vue nouvelle de la responsabilité américaine. L'heure était venue, selon eux, de rompre l'isolement et de se mêler aux affaires mondiales. La Chine semblait offrir l'occasion idéale de promouvoir le progrès moral et matériel et d'établir par là même le rôle prépondérant des Etats-Unis dans le monde.

L'Amiral Alfred Thayer Mahan, historien et stratège naval, donna le coup d'envoi de la campagne néo-impérialiste américaine avec la publication, en 1890, de son livre "Influence of Sea Power on History, 1660-1783". Il y plaçait la cause du développement de la puissance navale américaine et de l'acquisition de bases navales outremer, afin de

d'obtenir le contrôle des océans qui, selon lui, était la clé de la domination et de la puissance mondiale. Son point de vue influença grandement le développement de la marine de guerre américaine. De plus, sa plaidoirie en faveur de l'acquisition de bases navales et du développement du commerce international impressionna les politiciens et excita les imaginations. La publication de son livre marqua le début d'une ère nouvelle de la politique étrangère américaine:

"indications are not wanting of an approaching change in the thoughts and policy of Americans as to their relations with the world outside their own borders ... The interesting and significant feature of this changing attitude is the turning of the eyes outward, instead of inward only, to seek the welfare of the country. To affirm the importance of distant markets, and the relations to them of our own immense powers of production, implies logically the recognition of the link that joins the products and the markets, - that is, the carrying trade; the three together constituting that chain of maritime power to which Great Britain owes her wealth and greatness. Further, is it too much to say that, as two of these links, the shipping and the markets, are exterior to our own borders, the acknowledgment of them carries with it a view of the relations of the United States to the world radically distinct from the simple idea of self-sufficingness?

We shall not follow far this line of thought before there will dawn the realization of America's unique position, facing the older worlds of the East and West, her shores washed by the oceans which touch the one or the other, but which are common to her alone ... Whether they will or no, Americans must now begin to look outward. The growing production of the country demands it. An increasing volume of public sentiment demands it. The position of the United States, between the two old worlds and the two great oceans, makes the same claim, which will soon be strengthened by the creation of the new link joining the Atlantic and the Pacific. The tendency will be maintained and increased by the growth of the European colonies in the Pacific, by the advancing civilization of Japan, and by the rapid peopling of our Pacific States with men who have all the aggressive spirit of the advanced line of national progress." (81)

Mahan avait immédiatement saisi l'importance de la Chine. Elle était en mutation et, si elle voulait devenir membre à part entière de la grande communauté des nations, elle devait s'ouvrir aux bienfaits spirituels et matériels de l'Occident. Bien sûr, le christianisme avait

sa place dans l'élaboration d'une Chine nouvelle:

"If the advantage to us is great of a China open to commerce, the danger to us and to her is infinitely greater of a China enriched and strengthened by the material advantages we have to offer, but uncontrolled in the use of them by any clear understanding, much less any full acceptance, of the mental and moral forces which have generated, and which in large measure govern, our political and social action." (82)

Mahan n'était pas le seul des philosophes de l'impérialisme à prêcher l'expansion dans le Pacifique. Brooks Adams était profondément préoccupé par l'importance croissante des valeurs matérielles dans la vie américaine et par le déclin apparent de l'individualisme. Dans son livre, "The Law of Civilization and Decay", il exprima sa crainte de voir la civilisation américaine perdre son énergie et sa vigueur. Selon lui, les Etats-Unis se trouvaient dans une période de stagnation spirituelle où les énergies se consacraient à maintenir le statu quo et ne se préoccupaient plus du progrès de la civilisation. La société américaine était exténuée et avait besoin de nouveaux objectifs pour raviver son énergie et survivre. La Chine, dès lors, semblait offrir une occasion de revitalisation pour l'économie américaine. (83) De plus, son analyse de l'équilibre international faisait de la Chine l'élément décisif du contrôle et de la domination du monde. Pour Brooks Adams, le XIXème siècle avait été dominé par la puissance économique de la Grande-Bretagne. Mais l'Empire britannique était en voie de désintégration. Les mutations des structures du marché mondial, le déclin de l'importance des Caraïbes, le développement industriel en Allemagne, l'innovation que représentait la betterave à sucre, signifiaient que le centre économique du monde se déplaçait vers l'Est. L'émergence de la Russie menaçait d'autant plus l'équilibre mondial des forces. La solution de ce problème était l'intervention américaine en Chine. Les développements en Chine décideraient du sort de la civilisation occidentale. (84)

Henry Adams, comme son frère Brooks, était préoccupé par l'évolution des valeurs dans la société américaine. Lui aussi croyait que la Chine représentait une occasion inespérée de régénération pour les Etats-Unis. Pour l'un et pour l'autre, la compétition économique internationale devait amener la fin de la société américaine, et, pour éviter cette calamité, les Etats-Unis devaient chercher à établir un empire en Asie:

"Our geographical position, our wealth, and our energy pre-eminently fit us to enter upon the development of Eastern Asia, and to reduce it to a part of our economic system... The Chinese question must therefore be accepted as the

great problem of the future, as a problem from which there is no escape; and as these great struggles for supremacy sometimes involve an appeal to force, safety lies in being armed and organized against all emergencies." (85)

Le marché chinois devint bien plus qu'une possibilité commerciale. Il fut le symbole de la capacité de la nation à assumer son rôle de puissance mondiale. Les avocats de l'expansion dans le Pacifique dépeignaient en termes glorieux les occasions commerciales qui s'offraient à l'économie américaine. Il semblait clair que la Chine était un pays qui n'attendait que l'arrivée des Etats-Unis. L'expansion américaine semblait aller de soi. C'était la nature du caractère américain de chercher constamment à avoir plus de territoires, plus de puissance, plus de marchés:

"Our fingers itch for the world's commerce, and we are reaching out for it in the wake of old glory." (86)

L'esprit des temps soutenait la cause de ceux qui accordaient une importance primordiale à la Chine. Le conflit pour le contrôle des îles Samoa, l'établissement du protectorat à Hawaii, et la campagne pour la libération de Cuba, étaient les signes d'un profond désir américain de sortir des limites continentales et de s'engager dans les affaires mondiales.

La campagne pour la libération de Cuba qui aboutit à la conquête des Philippines était, en fait, une tentative délibérée d'obtenir une position favorable dans la Pacifique, afin de participer de plus près à l'exploitation du marché chinois. Nous avons vu, déjà, que le sentiment d'une crise de surproduction durable avait poussé les intérêts économiques américains à chercher de nouveaux débouchés. Beveridge, Brooks Adams, son frère Henry, Mark Hanna, et beaucoup d'autres soutenaient la nouvelle orientation que semblaient prendre le capitalisme américain. La Chine, selon eux, nous l'avons vu, offrait un grand marché potentiel, capable d'absorber la surproduction américaine. La construction du canal de Panama, l'annexion de Hawaii, la possession des Philippines donneraient aux Etats-Unis un grand avantage sur les autres puissances occidentales pour la conquête du marché chinois. Théodore Roosevelt, jeune secrétaire adjoint à la marine, partageait ces sentiments. Son désir de voir les Etats-Unis jouer un rôle majeur dans les affaires mondiales le poussait à faire en sorte que la politique américaine soit énergique et agressive. Les Etats-Unis devaient enfin faire sentir au monde le poids de leur puissance. Il joua un rôle non négligeable dans l'élaboration de la politique américaine à l'égard de l'Espagne. Il fut, en effet, le premier officiel américain à considérer qu'une guerre avec l'Espagne ne présentait pas que des inconvénients et pouvait aussi offrir de multiples avantages. Les colonies espagnoles dans le Pacifique avaient été depuis longtemps l'objet de ses

aspirations. Il avait intrigué fort adroitement pour obtenir la nomination de Dewey à la tête de la flotte du Pacifique. Roosevelt et Dewey voulaient la guerre, et il était entendu à l'avance que Dewey attaquerait les Philippines et prendrait Manille quelles que soient les raisons et les circonstances de la guerre. (87)

L'attention des politiciens américains avait été attirée par les événements qui se déroulaient à Cuba dès 1895. Les Cubains s'étaient insurgés contre l'autorité coloniale espagnole et la répression était particulièrement sanglante et cruelle. L'opinion publique américaine était profondément troublée par les nouvelles en provenance de l'île paraissant dans la presse et décrivant les souffrances et les misères du peuple cubain. Qui plus est, la presse ne chercha pas à présenter une image vraiment informative de la situation dans l'île, mais prit violemment parti pour les insurgés et amena l'opinion publique. (88) Le 21 avril 1898, le Congrès déclara la guerre à l'Espagne. En dix semaines, tout fut dit. Les Etats-Unis obtinrent le contrôle de Porto-Rico, de Guam, de Cuba et des Philippines. L'expansion américaine dans le Pacifique, par l'acquisition des Philippines, permettait maintenant d'envisager pour les Etats-Unis un rôle prépondérant en Extrême-Orient. Les Philippines représentaient une base idéale pour l'expansion du commerce avec la Chine.

Or, au moment même où les Etats-Unis paraissaient enfin être à même de prendre part de manière extensive à l'exploitation des marchés d'Extrême-Orient, les autres puissances occidentales semblaient devoir leur refuser ce privilège. Les puissances occidentales cherchaient à diviser la Chine en zones d'influence de type colonial, ce qui impliquerait inmanquablement l'exclusion des marchands et des investissements américains. Entre 1895 et 1899, les activités des nations européennes n'avaient laissé place à aucun doute. Mais en 1898, c'est la curée. Elles se disputent les régions côtières: la France veut s'installer au Sud-Ouest, l'Angleterre dans la vallée du Yang-tseu et la péninsule de Chan-tong, la Russie en Mandchourie. Le Japon avait déjà pris possession de Formose, de la Corée, et des îles Pescadores, à la suite de la guerre sino-japonaise de 1894-1895. Tout d'abord, les Etats-Unis ne cherchèrent pas à intervenir et les propositions britanniques en faveur d'une action concertée pour sauvegarder le principe de la "porte ouverte" furent rejetées par le président McKinley. (89)

Néanmoins, le danger de voir les monopoles européens exclure les Américains du marché chinois réveilla l'intérêt de certains pour le potentiel commercial qu'il était censé représenter. Nous avons déjà noté que les échanges commerciaux entre la Chine et les Etats-Unis étaient relativement peu importants. Les vieilles firmes américaines, pionnières sur le marché chinois, avaient fait faillite ou s'étaient retirées des affaires. Mais les réalités économiques n'empêchèrent pas les intérêts commerciaux américains de réagir contre la mainmise étrangère sur les territoires chinois et pour préserver leur accès au marché:

"Now the people of the United States are just awaking to the fact that we are capable of occupying a dominant position in the commerce of Asia. But almost as this consciousness takes possession of us comes the announcement that the door is about to be closed, and that soon will ring the cry, 'too late, too late, ye cannot enter now.' We say with a full conviction of the seriousness of our words, that no policy, however drastic, which our government finds it necessary to pursue in order to guarantee equal trade rights to everybody in China, should be neglected." (90)

Si le gouvernement américain semblait vouloir s'abstenir et rester à l'écart des événements chinois, les diplomates en poste à Pékin avaient un point de vue nettement plus interventionniste. Le ministre américain en Chine, Charles Denby, témoignait de beaucoup de sympathie à la cause chinoise, et si son successeur E.H. Conger avait une opinion beaucoup plus réaliste, il n'en plaidait pas moins la cause de l'intervention américaine. Il pensait que le démembrement de la Chine aurait un effet très défavorable sur les intérêts économiques américains

"...because it removes from American capital extremely rare opportunities for profitable investment, and by just so much takes from us permanent and potent channels of trade possibilities and political influence. There has never been a time in our political or commercial history, when such a loss meant so much to our people." (91)

Une série d'articles dans la "North American Review" fit en sorte que l'attention américaine se porte sur les événements chinois. La dépression de 1893-1897 n'était pas encore oubliée et la campagne dans le Pacifique de Dewey avait laissé entrevoir aux Américains un avenir glorieux de puissance militaire et d'autorité morale. La présence américaine dans les Philippines permettait d'envisager une politique plus audacieuse. Tel était le point de vue d'un sénateur qui s'exprima en ces termes:

"The booming guns of Dewey's battleships sounded a new note on the Pacific shores, a note that has echoed and re-echoed around the world, and that note is that we are on the Pacific, that we are there to stay, and that we are there to protect our rights, promote our interests, and get our share of the trade and commerce of the orient." (92)

Seuls quelques politiciens s'étaient faits les avocats de l'expansionnisme américain. Mais le mouvement continu vers l'Ouest, l'acquisition de l'Alaska, l'établissement du protectorat, en 1875, puis

l'annexion en 1898 de Hawaï, et finalement la mainmise sur les Philippines, avait fait prendre conscience aux milieux d'affaires américains, d'abord opposés à l'aventure expansionniste, de la position privilégiée lentement acquise dans le Pacifique. Le contrôle du Pacifique permettait d'envisager la domination du marché extrême-oriental, le monde des affaires s'en rendait maintenant clairement compte. Les journaux d'affaires et les magazines commerciaux comme le "Journal of Commerce" ou le "Banker and Tradesman" exprimaient maintenant l'opinion que la prise des Philippines rendait possible une participation plus active des Etats-Unis à la politique asiatique. Mark Hanna répondait aux critiques qui pensaient qu'il était foncièrement égoïste et immoral de fonder un régime colonial dans les Philippines à seule fin de contrôler le commerce avec la Chine, en ces termes:

"If it is commercialism to want the possession of a strategic point giving the American people an opportunity to maintain a foothold in the markets of that great eastern country, for God's sake let us have commercialism." (93)

Malgré les appels et les exhortations des expansionnistes, l'opposition était particulièrement forte. L'intervention dans les affaires extrême-orientales semblait injustifiée et injustifiable à beaucoup. L'opinion était divisée au Congrès comme dans tout le pays. L'argument des anti-impérialistes était que la possession de colonies n'était pas conciliable avec les idéaux démocratiques américains et que, de plus, la possession des Philippines ne pourrait promouvoir la croissance des échanges commerciaux avec la Chine. Le sénateur Caffery, par exemple, pensait qu'il était absurde de chercher à écouler les surplus américains en Chine, alors que le marché européen était quantitativement tellement plus important. Les Chinois ne voulaient pas des produits américains ou n'en avaient pas besoin. Dès lors, s'exclama-t-il:

"It is manifest that if we wanted markets for our surplus manufactures, our surplus cereals, all that we cannot consume, we must send them to the people who will consume them." (94)

Mais les arguments anti-impérialistes étaient trop négatifs pour représenter une quelconque menace pour le point de vue expansionniste. Le principe de la destinée américaine et du rôle des Etats-Unis dans le monde tel qu'il fut exprimé par Albert J. Beveridge, sénateur de l'Indiana, dans un discours qui eut un effet retentissant et fut reproduit dans tous les journaux du pays, reflétait bien l'atmosphère et l'opinion de la majorité:

"The Philippines are ours forever ... And just beyond the Philippines are China's illimitable markets. We will not

retreat from either. We will not repudiate our duty in the Archipelago. We will not abandon our duty in the orient. We will not renounce our part in the mission of our race, trustee, under God, of the civilization of the world... The Pacific is our ocean... And the Pacific is the ocean of the commerce of the future. Most future wars will be conflicts for commerce. The power that rules the Pacific, therefore, is the power that rules the world. And, with the Philippines, that power is and will forever be the American Republic." (95)

Le mythe de l'importance du marché extrême-oriental reste présent dans l'argumentation des expansionnistes. Et c'est pour préserver les intérêts commerciaux et industriels que le Département d'Etat interviendra en Chine. Cette intervention sera interprétée par les Américains comme le signe de l'autorité morale exercée par les Etats-Unis dans les affaires mondiales.

A la fin de l'été 1898, le président McKinley annonça la nomination au poste de secrétaire d'Etat de John Hay, ancien ambassadeur à Londres. Le Département d'Etat, à l'époque, n'avait pas de division pour l'Extrême-Orient ("Far Eastern Division"), et John Hay n'était pas au courant des problèmes qui se posaient dans cette partie du monde. En conséquence, il fit venir à Washington un de ses amis, W.W. Rockhill, ministre des Etats-Unis en Grèce. Rockhill avait passé de nombreuses années en Chine et exerça une grande influence sur la pensée de Hay. Ce n'est cependant qu'une année après la division de la Chine en zones d'influence que les Etats-Unis cherchèrent à intervenir. Le 28 août 1899, William Rockhill prépara le memorandum suivant pour le secrétaire d'Etat:

"We find today in China that the policy of 'the open door', the untrammelled exercise of the rights insured to treaty powers by the treaty of Tientsin, and other treaties copied on it or under the most favored nation clause, is claimed by the mercantile classes of the United States and other powers as essential to the healthy extension of trade in China. We see, on the other hand, that the political interests and the geographical relations of Great Britain, Russia, and France to China have forced those countries to divide up China proper into areas in which they enjoy special rights and privileges, the ultimate scope of which is not yet determined, and that at the same time Great Britain, in its desire not to sacrifice entirely its mercantile interests, is also endeavoring to preserve some of the undoubted benefits of the 'open door' policy, but 'spheres of influence' are an established fact, this cannot be too much insisted on... Such then being the conditions of things, and in view of the probability of complications soon arising

between the interested powers in China, whereby it will become difficult, if not impossible for the United States to retain the rights guaranteed them by treaties with China, what should be our immediate policy? To this question, there can, it seems, be but one answer, we should at once initiate negotiations to obtain from those powers who have acquired zones of interest in China formal assurance that

(1) they will in no way interfere within their so-called spheres of influence with any treaty port or with vested rights in it of any nature;

(2) that all ports they may open in their respective spheres shall either be free ports, or that the Chinese treaty tariff at the time in force shall apply to all merchandise landed or shipped, no matter to what nationality belonging, and that the dues and duties provided for by treaty shall be collected by the Chinese government; and

(3) that they will levy no higher harbor dues on vessels of other nationalities frequenting their ports in such spheres than shall be levied on their national vessels, and they will also levy no higher railroad charges on merchandise belonging to or destined for subjects of other powers transported through their spheres than shall be levied on similar merchandise belonging to its own nationality.

In other words, we should insist on absolute equality of treatment in the various zones, for equality of opportunity with the citizens of the favored powers we cannot hope to have, in view of the well-known methods now in vogue for securing privileges and concessions, though we should continually, by every proper means, seek to gain this also. Such understandings with the various powers, and it is confidently believed that they could be reached at present, would further remove dangerous sources of irritation and possible conflict between the contending powers, greatly tend to re-establish confidence, and prepare the way for concerted action by the powers to bring about the reforms in the Chinese administration and the strengthening of the imperial government recognized on all sides as essential to the maintenance of peace." (96)

Il y accepta promptement les suggestions de Rockhill. Le 6 septembre 1899, le secrétaire d'Etat envoya des notes diplomatiques identiques à l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la Russie. Trois autres notes diplomatiques furent envoyées à la France, à l'Italie et au Japon, un mois plus tard. Chacune des puissances se voyait priée d'observer les principes suivants:

"First: (that it) will in no wise interfere with any treaty port or any vested interest within any so-called 'sphere of influence' or lessed territory it may have in China.

Second: that the Chinese treaty tariff of the time being shall apply to all merchandise landed or shipped to all such ports as are within said 'sphere of influence' (unless they be 'free ports'), no matter to what nationality it may belong, and that duties so leviable shall be collected by the Chinese Government.

Third: that it will levy no higher harbor dues on vessels of another nationality frequenting any port in such 'sphere' than shall be levied on vessels of its own nationality, and no higher railroad charges over lines built, controlled, or operated within its 'sphere' on merchandise belonging to its citizens or subjects of other nationalities transported through such 'sphere' than shall be levied on similar merchandise belonging to its own nationals transported over equal distances." (97)

Les notes de septembre 1899, donc, reconnaissaient l'existence des sphères d'influence, n'abordaient pas le problème de l'intégrité territoriale ou de la sauvegarde de l'indépendance de la Chine. L'on se préoccupait, avant tout, de problèmes douaniers et du libre accès au marché. Les puissances ne devaient pas chercher à porter atteinte à l'intérieur de leurs zones d'influence aux intérêts des autres états. Les taxes douanières ne devaient être perçues que par le gouvernement chinois, et selon le tarif chinois et, enfin, les nationaux d'une puissance possédant une zone d'influence ne devaient pas, à l'intérieur de cette zone, se voir accorder de traitements préférentiels en matière de taxes portuaires ou de tarifs de transport ferroviaire. (98)

Il est intéressant de comparer ces trois points avec l'interprétation offerte par Claude Julien du sens des notes diplomatiques de septembre en particulier en ce qui concerne la perception des taxes douanières:

"Le Secrétaire d'Etat John Hay envoie alors aux puissances européennes une note (1899) dans laquelle il énonce les principes de la 'politique de la porte ouverte': à l'intérieur de sa propre zone d'influence en Chine, chaque pays respectera les intérêts des autres puissances; une commission dirigée par Européens et Américains collectera les droits de douane à l'entrée des ports chinois." (99)

En fait, Richard Van Alstyne semble exprimer le même point de vue, lorsqu'il écrit:

"... and it was they (Rockhill and Hippisley) who devised

the plan for the American government to address the powers, asking them to respect the treaties and allow the Customs Service to function in their several spheres of influence."

(100)

Julien et Van Alstyne font allusion au "Chinese Imperial Maritime Customs Service". Le personnel du service des douanes était étranger, mais soumis plus ou moins directement à l'autorité du gouvernement chinois. En d'autres termes, le service des douanes chinois n'était pas assuré par des ressortissants chinois. (101) L'on peut se demander, dès lors, si John Hay avait compris le sens profond des dépêches diplomatiques de septembre. Bon nombre d'auteurs pensent que non. La manière dont la "politique de la porte ouverte" fut élaborée fit l'objet d'un grand nombre d'études. Brièvement, Rockhill avait reçu les conseils d'Alfred E. Hippiisley, un de ses amis, commissaire au service des douanes chinois, l'un des plus proches collaborateurs de Robert Hart qui fut, pendant presque quarante ans l'inspecteur général des douanes en Chine. Le mémorandum que Rockhill avait envoyé à John Hay reflétait la pensée de Hart et de Hippiisley. Le contenu des notes diplomatiques représentait, vraisemblablement, le point de vue du service impérial des douanes. (102) Quoiqu'il en soit, il semble bien que l'objectif des dépêches diplomatiques aient été de préserver l'existence d'un marché libre. La politique de la "porte ouverte" telle qu'elle fut formulée en 1899 n'était que l'expression de principes qui avaient guidés la politique étrangère américaine depuis le milieu du XIXème siècle.

La réponse des gouvernements concernés fut évasive. Cependant, Hay n'hésita pas à annoncer, le 20 mars 1900, qu'il avait reçu des assurances satisfaisantes de la part de toutes les puissances et qu'il considérait ces assurances comme "final and definitive". (103) Il donna ainsi l'impression au public américain que les puissances européennes avaient été tenues en échec par l'intervention opportune du gouvernement des Etats-Unis et qu'il s'agissait là d'un triomphe diplomatique. L'opinion se montra particulièrement favorable à une politique étrangère qui semblait à la fois promouvoir les intérêts commerciaux américains et démontrer au peuple chinois la bienveillance amicale des Etats-Unis. La presse se fit l'écho de l'approbation populaire. De nombreux articles et éditoriaux enthousiastes propagèrent dans tout le pays le sentiment de l'importance et de la noblesse de la nouvelle orientation prise par la politique étrangère américaine. (104)

Dès janvier 1900, le Département d'Etat avait annoncé au public que la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la Russie, le Japon et l'Italie avaient promis de faire parvenir au gouvernement des Etats-Unis des documents diplomatiques exprimant leur accord au principe du maintien de la "porte ouverte". La réaction dans la presse avait été élogieuse. Le "New York Journal of Commerce" remarquait qu'il s'agissait là de "one of the most important diplomatic negotiations of our

time". Le "Chicago Times-Herald" allait jusqu'à dire que:

"There has never been a more brilliant and important achievement in diplomacy."

Les journaux soulignaient que les puissances avaient accepté de maintenir la liberté de commerce dans leurs zones d'influence et que, par conséquent, la Chine pouvait envisager l'avenir avec confiance. Son intégrité avait été préservée. De plus, le commerce américain avec la Chine pouvait maintenant entrer dans une phase d'expansion qui était la bienvenue. Le "Philadelphia Press" écrivait, par exemple:

"The Spanish-American war bulks large in the public imagination, but when the results of President McKinley's Administration come to be valued in history it may easily be that the agreement announced yesterday by Secretary Hay in regard to Chinese trade will seem the larger achievement and the more important triumph."

Le "Boston Herald" qui généralement critiquait les choix de l'administration McKinley, cette fois, ne manquait pas de féliciter le secrétaire d'Etat:

"We wish to heartily commend him for what he has done, and do so with all the more warmth for the reason that there is a good deal in the policy of the present Administration which merits only condemnation."

Quant au "Boston Transcript", il écrivait:

"It is understood that certain of the European powers more than hinted that it would be as well for us and more agreeable to them if we would take some Chinese territory and start a 'sphere of influence' for ourselves. With this proposal, the acceptance of which would indeed have constituted a new departure in our diplomacy, our Government was too wise to agree. As a result of refusing it, we have an infinitely wider scope in the Chinese markets than we should have had with a 'sphere of influence' in competition with half a dozen other 'spheres'."

Le "New York Tribune" avouait son incapacité totale de comprendre pourquoi certaines nations étaient désireuses de s'emparer de territoires chinois et d'assumer ainsi le contrôle politique de millions de nouveaux sujets. Un égoïsme bien compris, y lisait-on, permettait de comprendre qu'il était plus profitable de contrôler le commerce en laissant les Chinois se gouverner eux-mêmes. Le "New York Commer-

cial Advertiser" pensait que l'accord ne serait pas difficile à mettre en pratique:

"The really large fact is that we have succeeded in binding the powers to the principle of the open door to trade - that is, of equal opportunity for commerce among all nations - not only as to us, but among themselves. This was a natural result which all desired, but it has an important consequence. It gives every power strong interest in preserving the status quo in China, in order to prevent the closing of any part of it to the trade of the world by taking it out of the scope of this general agreement. Powers that have been eager for dismemberment of China in order to secure the trade of part of it, will be eager now to prevent dismemberment in order to keep the trade of the whole."

Le "Philadelphia Record", quant à lui, présentait le bilan des échanges commerciaux mondiaux avec la Chine. Ce bilan montrait que le volume et la valeur en "taels" des échanges entre la Chine et l'Inde, l'Angleterre, le continent européen, Macao, les possessions britanniques en Amérique, etc. accusaient une baisse sensible, alors que ce qui concernait les Etats-Unis, le volume et la valeur des échanges croissaient. Le quotidien en concluait que:

"If Americans shall not get their full share of trade under the new arrangement, they will have themselves to blame."

Le "Boston Journal" faisait remarquer qu'un tel triomphe diplomatique n'aurait jamais pu avoir lieu si les Etats-Unis n'avaient pas eu, récemment, l'occasion de démontrer l'efficacité de leur puissance militaire dans la guerre avec l'Espagne. Pour le "Chicago Evening Post", la simple présence des Etats-Unis en Extrême-Orient et dans les Philippines ajoutait à la crédibilité de la position américaine. Quant au "New York Sun", il écrivait que certaines des puissances concernées pouvaient être tentées de rompre leur engagement mais que:

"... before that time arrives we shall have naval fortresses in the harbor of Manila and elsewhere in the Philippines, and it will be the fault of our Navy Department and of Congress if we do not also possess a navy adequate to the enforcement of our treaty rights in China, and of fidelity to written agreements on the part of foreign powers." (105)

Lorsque l'annonce fut faite en mars que les réponses des puissances avaient été reçues et qu'elles pouvaient être considérées comme satisfaisantes, la presse renouvela ses commentaires élogieux. Le "Philadelphia Press" écrivit:

"Once accepted by all nations, this declaration will, as past precedents show, be enforced by all nations. Important to each European nation, this concession is of paramount value to the United States, whose Pacific-coast line is the greatest on that ocean, whose posts encircle and cross it, and whose trade is destined to be greater than that of any other nation. During the twentieth century this new 'doctrine' established for China is destined to be as important as the Monroe doctrine has been for the Americas in the past century. It protects the present, it safeguards the future, and it establishes the United States in an impregnable position antagonizing no nation, entangled with none, and demanding for all and of all equal rights guaranteed by past treaties and accepted by this new 'declaration.'"

Le "New York Evening Post" ajouta:

"This is a noble work of peace. Mr. Hay has extended the saying that he serves his party best who best serves his country, and converted it into the larger truth that he serves his country best who best serves the whole world."
(106)

Quelques quotidiens, cependant, ne voyaient pas les choses d'un oeil aussi favorable. Le "New York Press", ou le "Springfield Republican", par exemple, s'inquiétaient de savoir comment les Etats-Unis pourraient faire respecter les accords. Et les puissances n'allaient-elles pas demander l'application du principe de la porte ouverte aux Philippines? Quelle serait la réponse du gouvernement américain dans un tel cas? Quant à l'"Atlantic", il exprimait le point de vue que l'envoi de notes par les puissances impérialistes au gouvernement américain ne représentait en aucun cas une assurance que, le cas échéant, elles ne chercheraient pas à s'écarter du principe de la porte ouverte.
(107)

Il se trouve que l'annonce triomphante de John Hay coïncida presque exactement avec le début de la rébellion des "Boxers". Les pressions continuelles des puissances occidentales, les divisions du territoire en zones d'influence, la constante ingérence étrangère dans les affaires intérieures de l'Empire chinois provoquèrent finalement une véritable explosion xénophobe. Des bandes de paysans, de petits artisans et d'éléments marginaux (mendicants, charretiers, batelliers, etc.) prirent les armes afin de libérer le pays de l'emprise étrangère. Le massacre de milliers de chrétiens chinois et de 242 missionnaires et autres étrangers, le siège du quartier des légations à Pékin par les troupes rebelles fanatisées poussèrent les puissances à envoyer une armée internationale composée de contingents britanniques, français,

allemands, russes, japonais et américains pour protéger leurs légations et leurs ressortissants. La rébellion des Boxers semble être un phénomène relativement difficile à évaluer. De mouvement anti-dynastique, elle évolue jusqu'à devenir un mouvement pro-dynastique soutenu, encouragé, voire dirigé par les lettrés ou les fonctionnaires. Le gouvernement impérial, en fait, voit d'un bon oeil cette "insurrection". Il ira jusqu'à ordonner aux Boxers de résister aux troupes des puissances parties à l'aide de la colonie étrangère de Pékin. Au début de l'été 1901, la dynastie déclare même la guerre aux puissances impérialistes. (108)

John Hay, face au dilemme chinois, chercha à éviter que la révolte des "Boxers" ne devienne prétexte à démembrement plus sévère encore du territoire. C'est dans cet état d'esprit qu'il envoya une seconde note diplomatique aux puissances concernées, le 3 juillet 1900:

"In the critical posture of affairs in China it is deemed appropriate to define the attitude of the United States as far as present circumstances permit this to be done. We adhere to the policy initiated by us in 1857, of peace with the Chinese nation, of furtherance of lawful commerce, and of protection of lives and property of our citizens by all means guaranteed under extraterritorial treaty rights and by the law of nations. If wrong be done to our citizens we propose to hold the responsible authors to the uttermost accountability. We regard the condition at Peking as one of virtual anarchy, whereby power and responsibility are practically devolved upon the local provincial authorities. So long as they are not in overt collusion with rebellion and use their power to protect foreign life and property we regard them as representing the Chinese people, with whom we seek to remain in peace and friendship. The purpose of the President is, as it has been heretofore, to act concurrently with the other powers, first, in opening up communication with Peking and rescuing the American officials, missionaries, and other Americans who are in danger; secondly, in affording all possible protection everywhere in China to American life and property; thirdly, in guarding and protecting all legitimate American interests; and, fourthly, in aiding to prevent the spread of the disasters. It is, of course, too early to forecast the means of attaining this last result; but the policy of the Government of the United States is to seek a solution which may bring about permanent safety and peace to China, preserve Chinese territorial and administrative entity, protect all rights guaranteed to friendly powers by treaty and international law, and safeguard for the world the principle of equal and impartial trade with all parts of the Chinese Empire." (109)

La doctrine de la porte ouverte défend essentiellement deux principes: l'intégrité de la Chine et l'égalité de traitement pour tous les étrangers y résidant. Le principe de l'intégrité territoriale chinoise avait pour but d'empêcher les autres puissances de s'adjuger des zones d'influence et d'en exclure les Etats-Unis. L'opinion américaine interpréta l'envoi des dépêches de la "porte ouverte" comme le signe de la bienveillance des Etats-Unis à l'égard de la Chine, de la nouvelle puissance américaine résultant de sa victoire dans la campagne des Philippines et comme un coup de maître diplomatique. Le sentiment populaire était que les Etats-Unis avaient sauvé la Chine de la rapacité des puissances européennes et qu'ils étaient devenus son protecteur. L'évolution des attitudes populaires à la fin du XIXème siècle et au début du XXème siècle est liée à la naissance du concept de la responsabilité américaine dans le monde. (110) Cette interprétation du sens des dépêches de septembre 1899 et de juillet 1900 contribua à former une image, non seulement de la Chine, mais également des Etats-Unis et de leur rôle dans le monde.

Jusqu'à ces deux dernières décades, l'attitude américaine envers la Chine fut une combinaison de sentimentalisme et de paternalisme. D'une part, les Chinois, sous-développés, soumis à des conditions naturelles souvent désastreuses comme les crues, les sécheresses et les famines, ne pouvaient inspirer que pitié et sympathie. D'autre part, les Américains étaient fiers d'avoir sauvé la Chine de l'agression européenne, d'avoir fait preuve de retenue en matière de gains territoriaux et de s'être engagés dans la voie des travaux philanthropiques. On considérait donc qu'il était immanquable que les Chinois éprouvent amitié et reconnaissance. Ceux-ci ne faisaient cependant pas de différence entre Américains et autres étrangers. Si le gouvernement impérial avait fait savoir à celui de Washington qu'il lui était reconnaissant de l'envoi de la note circulaire du 3 juillet 1900, la population chinoise ne ressentait aucun sentiment de reconnaissance ou d'amitié.

Les événements de la fin du XIXème siècle et du tout début du XXème et l'interprétation qu'on en donna devaient exercer une influence prépondérante sur la formation de l'image de la Chine dans la conscience collective américaine. La Chine, jusqu'à cette époque, avait été ignorée par la majorité des Américains. Mais les débats concernant le problème de l'immigration chinoise sur la côte Ouest, les récits des missionnaires revenant de Chine, la campagne du Pacifique pendant la guerre avec l'Espagne et les discussions concernant l'impérialisme qui s'ensuivirent, l'envoi des dépêches diplomatiques de Hay firent se tourner l'attention vers l'Extrême-Orient. Pendant quelques années encore, les images transmises de Chine restèrent défavorables. Les diplomates américains qui cherchaient à obtenir réparation pour les dommages causés à la propriété ou à la vie des ressortissants américains à la suite des émeutes anti-missionnaires ou de la rébellion des "Boxers" continuaient à être exaspérés par les lenteurs de l'administration chinoise. Le consul américain à Fou-tcheou, par exemple,

ne pouvait supporter davantage les lenteurs de l'administration, l'hostilité et le manque de respect des Chinois à l'égard des Américains:

"They must be taught the lesson of force." (111)

Le consul à Han-k'ou pensait de même:

"The only way to deal with a Chinese is with a club..." (112)

Les missionnaires, eux aussi, avaient décrit la Chine et les Chinois en termes peu favorables. Mais, peu à peu, on commença à présenter une image différente - celle du potentiel de développement des Chinois convertis au christianisme. A la suite de la guerre des Boxers de nombreux livres furent publiés décrivant avec émerveillement les actes héroïques des chrétiens chinois. Des livres comme "China's Book of Martyrs: a Record of Heroic Martyrdom and Marvelous Deliverances of Chinese Christians during the Summer of 1900", par Luella Miner (Philadelphie, 1903), "China in Convulsion", par Arthur H. Smith (New York, 1901), ou "Fire and Swords in Shansi: the Story of the Martyrdom of Foreigners and Chinese Christians", par E.H. Edwards (New York, 1903), présentaient au public américain une nouvelle image de la Chine, celle d'un pays plein de promesses et dont on pouvait espérer que les habitants accepteraient les valeurs américaines.

Si l'image de la Chine, dans la conscience américaine, semble, dès le début du XXème siècle, évoluer et devenir nettement plus favorable, il n'en reste pas moins qu'une ambiguïté de taille subsiste. Les Américains ressentent amitié et sympathie à l'égard du peuple chinois, mais l'opposition à l'immigration est toujours aussi forte. Le sénateur Henry Cabot Lodge, parlant, devant le Sénat, en avril 1902, en faveur de la loi d'exclusion, explique qu'il souhaite cependant que le Sénat n'oublie pas que

"... It is one of the visions and the dreams of my public life to see American commerce spread over the Pacific and become the leading commerce of the orient." (113)

Les observateurs américains, les missionnaires, les hommes d'affaires, les diplomates, évaluèrent les réalités chinoises en termes profondément ethnocentriques. Les uns et les autres comparèrent la Chine, son mode de vie et ses valeurs, au mode de vie et aux valeurs en vigueur dans leur propre pays. Ils ne cherchèrent pas à comprendre la Chine et sa culture. Les missionnaires ne cherchèrent pas à adapter leur message aux prédispositions culturelles chinoises. Les hommes d'affaires n'essayèrent pas de comprendre les besoins du marché afin d'y mieux répondre. En d'autres termes, l'on ne cherchait pas à apporter quelque chose de neuf et d'utile à la Chine, l'on cherchait à profiter de ce que la Chine pouvait apporter à l'Amérique.

Et la Chine, dans l'esprit de certains, pouvait apporter beaucoup. Elle pouvait apporter de nouveaux marchés sur lesquels la surproduction industrielle et agricole pouvait être écoulee. Elle pouvait fournir le moyen de maintenir intact le sentiment religieux américain, en captant les enthousiasmes et en dirigeant les énergies vers le travail missionnaire. Enfin, elle donnait à l'Amérique l'occasion de s'affirmer en tant que puissance mondiale. Peu importe que l'effet des dépêches diplomatiques de John Hay ait été minime. Peu importe que le principe de la porte ouverte ait été d'origine britannique et qu'il ait été en vigueur depuis de décennies. L'opinion publique américaine salua l'envoi des notes circulaires comme un coup d'éclat diplomatique imposant aux puissances mondiales le respect d'un principe américain.

L'un des éléments essentiels de l'image de la Chine pendant la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle, résulta des premiers contacts avec les immigrants chinois sur la côte Ouest des Etats-Unis. Les réactions hostiles à la présence chinoise furent exploitées par les politiciens. Les Chinois furent accusés d'être une main-d'oeuvre à bon marché et d'avoir un comportement immoral. Ces accusations furent répercutées dans tout le pays par les articles et les éditoriaux présentant les Chinois comme des criminels, menaçant la civilisation américaine de dégradation. Les Américains qui allèrent en Chine arrivèrent à des conclusions analogues. Les commerçants et les missionnaires qui vivaient dans les quartiers réservés aux étrangers où ils avaient tous les avantages de la technique occidentale à disposition, comparaient leur situation ou celle de leur pays aux conditions de vie chinoises et acquiesçaient rapidement un fort sentiment de supériorité. Les missionnaires s'écartèrent du mode de vie purement occidental au fur et à mesure de leur pénétration plus avant vers l'intérieur des terres. Mais leur interprétation de la vie chinoise ne changea pas outre mesure. Les Chinois demeuraient des êtres inférieurs affligés de nombreux vices et défauts. L'image transmise au public américain par les voyageurs, les diplomates, les commerçants ou les missionnaires correspondait au sentiment qui régnait à l'intérieur des Etats-Unis. Tous insistaient sur les aspects défavorables de la civilisation chinoise. Les récits de cruauté, de misère et de débauche représentaient pour beaucoup la vraie image de la Chine.

Un autre des éléments essentiels de l'image de la Chine était l'attitude des Américains envers leur propre pays. La deuxième partie du XIX^{ème} siècle fut la période pendant laquelle la conception du rôle des Etats-Unis dans un monde en mutation faisait l'objet de multiples réexamens. Beaucoup cherchaient à présenter une image des Etats-Unis, prophète d'un nouvel ordre politique, économique, et social, étendant son autorité morale et ses principes de justice et de liberté au monde entier. La "bataille des concessions" allait se révéler l'occasion pour les Etats-Unis d'agir enfin comme une puissance mondiale. Pour les disciples de Mahan et des hommes comme Albert Beveridge ou Charles Denby, la Chine était un marché potentiel incomparable. La réalité,

cependant, était bien moins favorable. Le commerce avec la Chine ne représentait qu'une infime portion du commerce extérieur des Etats-Unis. En fait, la politique de la porte ouverte protégeait un commerce inexistant. Le monde religieux, également, considérait la Chine comme une chance unique d'affirmer sa vigueur. L'on parlait de la responsabilité des églises chrétiennes à évangéliser la Chine. C'était l'occasion pour les églises américaines de prendre la tête du mouvement missionnaire mondial. Les porte-parole de la supériorité anglo-saxonne pensaient que l'exemple chinois fournissait la preuve que les Américains étaient d'une race supérieure et étaient destinés à jouer un rôle essentiel dans le développement des races inférieures.

La politique américaine à l'égard de la Chine était, en fait, de protéger la vie et la propriété des Américains:

"We have no policy in China except to protect with energy American interests, and especially American citizens and the legation." (114)

La seule intervention américaine eut lieu lors de la rébellion des Boxers pour protéger la vie des missionnaires et des diplomates assiégés dans Pékin. L'importance accordée aux dépêches concernant la "politique de la porte ouverte" n'était due qu'à l'exagération par l'opinion du rôle joué par les Etats-Unis dans les affaires mondiales. La clé de la politique américaine à l'égard de la Chine est le mythe de l'infériorité chinoise. Ce point de vue fit place, peu à peu, à la notion de responsabilité américaine à l'égard de la Chine. Les Chinois étaient toujours considérés comme des êtres inférieurs, mais la mission des Etats-Unis était de les mener sur les chemins de la civilisation et du progrès.

De l'insurrection des "Boxers" à la révolution, 1900-1911

La "bataille des concessions" et les premières notes diplomatiques de John Hay, la rébellion des "Boxers" et la deuxième circulaire envoyée aux chancelleries des grandes puissances représentent pour le régime Ch'ing et la politique extrême-orientale américaine un tournant historique. Les événements de la fin du XIXème siècle et du début du XXème, et les interprétations qui en furent données affectèrent fortement l'image de la Chine dans la conscience collective américaine. Nous examinerons, dans ce chapitre, quel fut le rôle joué par la diplomatie américaine pendant la période critique menant au renversement du régime mandchou et l'instauration de la république; comment les attitudes des missionnaires évoluèrent pendant la même période; et, comment une nouvelle image de la Chine vint à se fixer dans la pensée américaine.

1. Le cadre de la diplomatie américaine à l'égard de la Chine

Le mythe de l'existence, en Chine, d'un gigantesque marché pour les produits américains joua un rôle particulièrement grand en ce qui concerne la question de la domination russe en Mandchourie. Environ 90% des produits américains exportés vers la Chine étaient destinés à la Chine du Nord et à la Mandchourie. Les initiatives russes dans cette région étaient donc observées avec une attention scrupuleuse par les autorités de Washington. Les diplomates américains en poste dans les régions concernées étaient particulièrement préoccupés par ces développements:

"We thus see that our best market, not only for oil, but for all our products, is in imminent danger; for no one believes that the Russians will not soon control the markets for the sale of their products - oil, cotton, etc. - in all the territory north of this..." (1)

Lorsque les "Boxers" et les troupes régulières chinoises attaquèrent, pendant l'été 1900, les colons russes en Mandchourie, détruisant les lignes de chemin de fer et le matériel ferroviaire, le gouvernement russe intervint énergiquement, en envoyant environ huit fois plus de troupes (160.000) qu'il n'y en eut pour lever le siège de Pékin.

Lorsque la rébellion fut matée, la Russie exprima clairement son intention de ne pas retirer ses troupes avant d'avoir assuré la sécurité de ses intérêts en Mandchourie. Selon le gouvernement russe, l'affaire devait se régler entre la Chine et la Russie, directement. Ces développements éveillèrent les appréhensions et la Russie fit figure de rival principal des intérêts diplomatiques et économiques des Etats-Unis en Extrême-Orient. De plus, Washington craignait que le contrôle de la Mandchourie n'amène une domination russe sur le gouvernement chinois à Pékin, ce qui était une menace potentielle pour la sécurité des états de la côte Pacifique.

Le protocole d'accord du 7 septembre 1901 entre les puissances industrielles et la Chine régla le problème de l'insurrection des "Boxers". La Chine se voyait imposée des réparations particulièrement lourdes. Elle devait accepter de payer une indemnité totale, en 39 versements annuels, de \$ 330.000.000, à 4% d'intérêts, le versement de cette indemnité étant garantie par les revenus des douanes. (2) Les vainqueurs obtenaient également le droit de maintenir des garnisons à l'intérieur du quartier des légations à Pékin, et à Tientsin, et se voyaient accordées encore plus d'avantages commerciaux qu'auparavant. (3)

Mais les troupes russes n'ayant pas évacué la Mandchourie, le problème se posait de savoir si la Russie permettrait aux autres nations de commercer en Mandchourie. Comme nous l'avons déjà souligné, les produits américains étaient beaucoup plus répandus dans cette région de la Chine que dans n'importe quelle autre région. L'"American Asiatic Association", regroupant les intérêts commerciaux engagés dans les opérations d'import-export et les industries textiles, se fit le porte-parole de tous ceux qui voulaient préserver les intérêts américains en Mandchourie. Le "Journal of Commerce and Commercial Bulletin" répercutait dans ses colonnes le point de vue de l'association. Le marché de Mandchourie était, selon l'association, un secteur d'une importance vitale pour l'industrie textile américaine. La Russie voulant interdire l'accès de cette région aux intérêts commerciaux et financiers américains, il convenait donc de prendre position et de chercher à préserver le principe de la porte ouverte. Roosevelt et Hay furent sensibles aux arguments des membres de l'"American Asiatic Association" et cherchèrent à éviter une détérioration encore plus nette de la position commerciale des Etats-Unis en Mandchourie, en concluant un traité avec le gouvernement chinois en octobre 1903. Ce traité reprenait toutes les clauses relatives au principe de la porte ouverte et de la liberté de commerce assurée à toutes les puissances étrangères sur tout le territoire chinois et affectait deux villes mandchoues, Moukden et Antoung, au trafic commercial avec les Etats-Unis. Le traité de commerce de 1903 était peu de chose, face à l'expansion russe en Chine du Nord. Mais c'était manifestement la seule chose que l'on pouvait espérer obtenir. Hay s'en rendait parfaitement compte. (4)

Roosevelt qui avait accédé à la présidence en septembre 1901, à la suite de l'assassinat de McKinley, était moins réaliste que son se-

crétaire d'Etat. Son point de vue, face à l'expansion russe en Chine du Nord, est exprimé dans une lettre à John Hay, du 18 juillet 1903:

"I have not the slightest objection to the Russians knowing that I feel thoroughly aroused and irritated at their conduct in Manchuria; that I don't intend to give way and that I am year by year growing more confident that this country would back me in going to an extreme in the matter." (5)

Un peu plus d'une semaine plus tard, cependant, il se montrait un peu plus réservé:

"And I wish, in Manchuria, to go to the very limit I think our people will stand. If only we were sure neither France nor Germany would join in, I should not in the least mind going to 'extremes' with Russia." (6)

Roosevelt accepta cependant, assez rapidement, les réalités de la situation. Les Etats-Unis n'avaient ni le désir, ni les moyens de faire respecter leur point de vue par la Russie. Le président abandonna bientôt l'idée d'imposer la conception américaine par la force dans cette région du monde.

Le Japon se trouvait également dans une position difficile. L'expansion russe en Mandchourie menaçait ses intérêts en Corée. Le gouvernement nippon chercha donc à négocier un traité avec la Russie sur la base des accords commerciaux intervenus en 1903 entre les Etats-Unis et la Chine. Ce que les Etats-Unis avaient obtenu, à savoir l'ouverture au trafic commercial américain de deux villes mandchoues, les Japonais jugeaient raisonnable de l'obtenir également. Les négociations furent rompues, en février 1904, par le Japon qui attaqua la flotte russe à Port-Arthur, deux jours avant de déclarer la guerre. Roosevelt fut tout d'abord favorable au Japon. Dans une lettre à son fils du 10 février 1904, il confia ses sentiments:

"I am greatly interested in the Russian and Japanese war. It has certainly opened most disastrously for the Russians... For several years Russia had behaved very badly in the Far East, her attitude toward all nations, including us, but especially toward Japan, being grossly overbearing. We had no sufficient cause for war with her. Yet, I was apprehensive lest if she at the very outset whipped Japan on the sea she might assume a position well-nigh intolerable to us. I thought Japan might whip her on the sea, but I could not be certain; and between ourselves - for you must not breathe it to anybody - I was thoroughly well pleased with the Japanese victory, for Japan is playing our game." (7)

Les Etats-Unis n'avaient pas conscience, à l'époque, des ambitions impérialistes japonaises. Tokyo avait apparemment accepté le principe de la "porte ouverte". Les Japonais n'avaient pas cherché à obtenir de la Chine des privilèges territoriaux ou autres, à la suite de l'insurrection des "Boxers". L'attaque contre la Russie, par conséquent, fut interprétée comme une tentative de préservation de l'indépendance chinoise. L'opinion américaine était clairement pro-japonaise:

"Japan is not only fighting the battle of progress and civilization, she is standing as the champion of commercial rights in whose maintenance no nation is so vitally interested as the United States." (8)

Nous voyons donc que les Américains partageaient l'avis de leur président. Il semblait bien que le Japon jouait le jeu des Etats-Unis. La dimension même de la victoire japonaise, cependant, préoccupa Roosevelt:

"The Japs interest me and I like them. I am perfectly well aware that if they win out it may possibly mean a struggle between them and us in the future; but I hope not and believe not. At any rate, Russia's course during the past three years has made it evident that if she wins she will organize Northern China against us and rule us absolutely out of all the ground she can control." (9)

Il commença à penser qu'il serait profondément préjudiciable aux intérêts américains de voir la Russie expulsée d'Extrême-Orient:

"Togo's smashing of Rojestvensky was so complete that the Russian case is absolutely hopeless. I should be sorry to see Russia driven out of East Asia, and driven out she surely will be if the war goes on. Accordingly I have urged her to let me propose to both combatants that they meet and negotiate for peace." (10)

Une victoire totale japonaise établissant la suprématie du Japon en Asie de l'Est lui semblait une solution très peu satisfaisante. Il chercha donc à préserver l'équilibre des forces entre la Russie et le Japon:

"While Russia's triumph would have been a blow to civilization, her destruction as an eastern asiatic power would also in my opinion be unfortunate. It is best that she should be left face to face with Japan so that each may have a moderate action on the other." (11)

La médiation de Roosevelt dans le conflit russo-japonais fut donc

due à son désir de préserver les intérêts américains en Asie de l'Est par le maintien d'un équilibre des forces entre les puissances concernées. Ses "bons offices" aboutirent à la signature du traité de Portsmouth, New Hampshire, le 10 août 1905. La Russie se voyait obligée de se retirer entièrement de Corée, de céder la moitié des "Sakhaline", les territoires loués dans la péninsule de Leao-tong, tout le réseau ferroviaire de Mandchourie du Sud, et la base navale de Port-Arthur. Elle se voyait, cependant, exemptée du versement d'indemnités. Enfin, la souveraineté chinoise sur les territoires concernés, c'est-à-dire la Mandchourie et la péninsule de Leao-tong, était réaffirmée. (12) La médiation de Roosevelt qui allait lui valoir le prix Nobel de la paix, l'année suivante, fut saluée aux Etats-Unis comme on avait salué l'envoi des notes diplomatiques de Hay. Aux yeux du peuple américain, les Etats-Unis avaient encore une fois affirmé leur puissance, leur autorité morale dans le monde, et leur bienveillance à l'égard de la Chine. L'opinion populaire japonaise ne voyait pas les choses d'un oeil aussi favorable. A la suite de la guerre russo-japonaise et des négociations de Portsmouth, le Japon était devenu, d'un seul coup, une puissance mondiale occupant une position lui permettant d'exercer sa suprématie sur toute l'Asie de l'Est. Mais le pays était au bord de la banqueroute, et les Japonais avaient fortement compté sur une indemnité pour remettre leurs finances à flot. Déçus de ne pas avoir obtenu d'indemnité, ils manifestèrent en masse devant la légation américaine de Tokyo pour protester contre les clauses du traité de Portsmouth.

L'objectif de Roosevelt avait été de poursuivre la politique de John Hay, de préserver le libre accès du marché chinois et de promouvoir une paix qui assurerait l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Chine. Mais Roosevelt ne réussit pas à préserver les droits de la Chine sur son territoire et ne put éviter la substitution du contrôle japonais au contrôle russe en Mandchourie du Sud. En fait, Washington ne chercha même pas à s'opposer à l'expansionnisme japonais. On ne présenta aucune objection lorsque le Japon obligea la Chine à signer de nouveaux traités reconnaissant le droit du Japon aux anciens privilèges et aux anciennes possessions russes. Les Etats-Unis n'intervinrent pas plus au sujet de la Corée. Au début du conflit russo-japonais, la Corée avait déclaré son indépendance, mais n'avait pris aucune mesure pour la défendre, comptant sur les Etats-Unis et les puissances occidentales. Lorsque le Japon établit son protectorat en Corée, les Etats-Unis acquiescèrent et se résignèrent à abandonner le principe de la porte ouverte dans cette partie de l'Asie:

"We can not possibly interfere for the Koreans against Japan. They couldn't strike one blow in their own defense."
(13)

En fait, en juillet 1905, William Howard Taft, secrétaire de la guerre,

et le ministre japonais des affaires étrangères Katsura signèrent un mémorandum secret. Les Etats-Unis reconnaissaient la suzeraineté japonaise sur la Corée en échange d'une promesse de non-agression dans les Philippines. (14) Et, trois années plus tard, l'ambiguïté de la position américaine apparut encore plus clairement. L'échange de notes, en 1908, à Washington, entre le secrétaire d'Etat Elihu Root et l'ambassadeur Takahira avait pour objet la reconnaissance et l'acceptation par les deux parties du statu quo en Extrême-Orient. Le principe du statu quo, appliqué à la Mandchourie du Sud, reconnaissait implicitement la position privilégiée du Japon dans cette région de la Chine. (15)

En réalité, Roosevelt, tout en soutenant publiquement le principe de la porte ouverte, avait opéré une prudente retraite devant l'agressivité japonaise et avait abandonné le principe de la défense de l'intégrité territoriale et administrative de la Chine. Sa politique dans le Pacifique découlait d'une analyse objective de la situation. La Mandchourie et la Corée ne semblaient pas d'une importance vitale pour les Etats-Unis. La part de commerce américaine y était négligeable et la population des Etats-Unis n'était pas prête à soutenir un dur effort de guerre pour des raisons purement idéalistes. Le Japon, au contraire, accordait une importance extrême à l'établissement de zones privilégiées en Mandchourie et en Corée. Il y avait déjà, par deux fois, maintenu et étendu ses intérêts par la force. Une troisième guerre pour le même motif n'apparaissait pas improbable. Roosevelt pensa qu'un retrait stratégique était peu de chose en échange d'un accord général de paix dans le Pacifique.

Dans une lettre qu'il envoya, en 1910, à son successeur, William Howard Taft, il exprima l'opinion que le principe de la porte ouverte n'était valable que si l'on pouvait le défendre par la diplomatie, à l'exclusion de tous autres moyens. La situation en Mandchourie démontrait amplement, écrivait-il, que le principe était impraticable dès qu'une nation forte, comme le Japon, préférerait courir le risque d'un conflit plutôt que de le respecter. Les Etats-Unis devaient éviter de prendre une position qu'ils ne pourraient soutenir militairement, par la suite. Enfin, une guerre à propos de la Mandchourie ne servirait guère les intérêts américains et le potentiel militaire ne permettait pas d'envisager une telle alternative. En conséquence, pensait l'ex-président, les Etats-Unis devaient se montrer conciliants et chercher à éliminer les divergences de vue avec le Japon:

"Our vital interest is to keep the Japanese out of our country and at the same time to preserve the good will of Japan. The vital interest of the Japanese, on the other hand, is in Manchuria and Korea. It is therefore peculiarly our interest not to take any steps as regards Manchuria which will give the Japanese a cause to feel, with or without reason, that we are hostile to them, or a menace - in however slight a degree - to their interests. Alliance with China, in view of

China's absolute military helplessness, means of course not an additional strength to us, but an additional obligation which we assume; and as I utterly disbelieve in the policy of bluff, in national and international no less than private affairs, or in any violation of the old frontier maxim, "never draw unless you mean to shoot," I do not believe in our taking any position anywhere unless we can make good; and as regards Manchuria, if the Japanese choose to follow a course of conduct to which we are adverse, we cannot stop it unless we are prepared to go to war, and a successful war about Manchuria would require a fleet as good as that of England, plus an army as good as that of Germany. The "Open-Door" policy in China was an excellent thing, and will I hope be a good thing in the future so far as it can be maintained by general diplomatic agreement; but as has been proved by the whole history of Manchuria, alike under Russia and under Japan, the "Open-Door" disappears as soon as a powerful nation determines to disregard it, and is willing to run the risk of war rather than forego its intentions." (16)

Cette lettre à son successeur explique la politique Rooseveltienne. En fait, Roosevelt avait laissé les mains libres au Japon. La Corée fut annexée le 29 août 1910.

Entre-temps, un autre problème particulièrement délicat menaçait les bonnes relations entre le Japon et les Etats-Unis. Les habitants de la côte Ouest des Etats-Unis cherchaient à exclure les immigrants japonais comme ils avaient exclu les Chinois. L'agitation anti-japonaise - émeutes raciales, législations restrictives passées au niveau local, boycotts contre les produits japonais - poussa finalement le gouvernement de Tokyo à protester énergiquement auprès de Washington. La situation était si sérieuse qu'une guerre entre les Etats-Unis et le Japon semblait, aux yeux des observateurs étrangers, une alternative possible. Roosevelt tenta de persuader le gouvernement japonais de conclure un traité d'exclusion mutuelle. Mais Tokyo n'accepta pas cette solution. Finalement, une série d'accords furent conclus, connus sous le nom de "Gentlemen's agreement". Les autorités américaines n'interdiraient pas l'entrée de ressortissants japonais sur le territoire de l'Union, et les autorités japonaises retireraient volontairement leur passeport aux travailleurs japonais désireux d'immigrer aux Etats-Unis. L'opinion du président et son objectif semblent avoir été de chercher à éviter les inconvénients de l'immigration japonaise, mais pas à n'importe quel prix. (17) Il fallait défendre les intérêts de la population américaine sur la côte Ouest en s'efforçant toutefois de ne pas offenser les autorités japonaises, et de ne pas risquer un conflit armé entre les deux pays.

Roosevelt était un réaliste. Généralement dépeint comme un homme

déterminé à promouvoir les intérêts américains à n'importe quel prix, il se révèle, dans sa politique extrême-orientale, très prudent et opposé à tous risques inutiles. Il exprimait déjà un point de vue très nuancé dans une lettre à Henry Cabot Lodge du 5 juin 1905 :

"... I have no doubt that some Japanese, and perhaps a great many of them, will behave badly to foreigners. They cannot behave worse than the State of California, through its legislature, is now behaving toward the Japanese... These Pacific Coast people wish grossly to insult the Japanese and to keep out the Japanese immigrants on the ground that they are an immoral, degraded and worthless race; and at the same time that they desire to do this for the Japanese and are already doing it for the Chinese they expect to be given advantages in oriental markets; and with besotted folly are indifferent to building up the navy while provoking this formidable new power..." (18)

Il exprimait le même point de vue dans une lettre du 8 février 1909, à Philander Chase Knox, secrétaire d'Etat de William Howard Taft. Il était cependant plus précis en ce qui concerne l'exclusion japonaise :

"Our task therefore is on the one hand to meet the demands which our own people make and which cannot permanently be resisted and on the other to treat Japan so courteously that she will not be offended more than is necessary; and at the same time to prepare our fleet in such shape that she will feel very cautious about attacking us." (19)

Si la situation des immigrants japonais sur la côte Ouest des Etats-Unis n'était pas acceptable aux yeux des autorités japonaises, la situation des Chinois était ressentie en Chine de manière particulièrement forte. La Chine avait vainement protesté contre les législations d'exclusion passées par le Congrès. Lorsqu'en 1902, le Congrès étendit le principe de l'exclusion à toutes les possessions américaines, y compris les Philippines et Hawaii, et qu'en 1904, les clauses du traité d'exclusion furent prorogées pour une durée indéterminée, la Chine réagit par un boycott systématique des produits américains qui dura de mai à septembre 1905. A Washington, Roosevelt était pris entre deux feux. L'opinion publique des états de la côte Pacifique réclamait le maintien des lois d'exclusion, alors que les intellectuels et les groupes religieux, depuis la guerre des "Boxers", cherchaient à libéraliser les termes de ces lois qu'ils jugeaient injustes. Le président chercha donc à poursuivre une politique susceptible de satisfaire les deux points de vue. Il ordonna aux membres du service d'immigration de traiter les Chinois admissibles sur le territoire des Etats-Unis avec respect et

courtoisie, mais, en même temps, dans un discours politique, à Atlanta, il exprima sa conviction que le plus grand devoir moral d'une nation est d'assurer sa survie par la préservation des intérêts et du bien-être de ses travailleurs. L'exclusion des travailleurs chinois était, selon lui, nécessaire au bien-être des travailleurs américains:

"The greatest of all duties is national self-preservation, and the most important step in self-preservation is to preserve in every way the well-being of the wage-worker. I am convinced that the well-being of our wage-workers demands the exclusion of the Chinese coolies, and it is therefore our duty to exclude them..." (20)

Il n'oublia cependant pas d'en appeler à la décence et à la courtoisie des Américains et de demander que les Chinois résidant en Amérique soient mieux traités à l'avenir. Il reconnaissait qu'un autre devoir moral s'imposait aux Américains, celui de respecter les droits des ressortissants chinois. Dans le passé, ajouta-t-il, le comportement de la population américaine à l'égard des Chinois ne respecta pas les principes de la justice et de l'équité. Si les Etats-Unis, comme la Chine, ont le droit d'interdire l'accès de leur territoire aux ressortissants d'autres nations jugés indésirables, il n'en reste pas moins que

"... we should not only operate the law with as little harshness as possible, but we should show every courtesy and consideration and every encouragement to all Chinese who are not of the laboring class to come to this country." (21)

Roosevelt, donc, nous l'avons vu, avait manœuvré de manière à satisfaire les deux partis. Il avait maintenu le principe de l'exclusion tout en exprimant ouvertement une opinion partagée par une part grandissante de la population, à savoir que le boycott des produits américains en Chine était dû à la manière indigne dont les citoyens américains traitaient les immigrants chinois. L'exclusion restait une nécessité, mais la manière dont la loi était appliquée ne devait pas détruire la réputation de justice et d'équité des Etats-Unis. En d'autres termes, l'on avait le droit d'exclure les Chinois, mais pas de les maltraiter ou de les insulter. (22)

William Rockhill, entre-temps, s'était déjà prudemment engagé sur la voie d'une politique de conciliation avec le gouvernement chinois. Il avait cherché à préserver le principe de la porte ouverte et plaidait maintenant, auprès du président, la cause de la renonciation américaine à l'indemnité de l'insurrection "Boxer". C'est Rockhill lui-même qui avait négocié les clauses du protocole d'accord de 1901, forçant le gouvernement chinois à verser une indemnité aux Etats-Unis. Cette indemnité, dans son esprit, cependant, devait être utilisée à des fins de réformes et pour promouvoir le progrès économique, politique

et social en Chine. Ce devait également être le moyen de maintenir la porte ouverte aux investissements américains et au commerce. La part américaine de l'indemnité, soit 24 millions des 333 millions de dollars, dépassait de 11 millions de dollars le montant des dommages réels subis par les ressortissants américains en Chine. La grande crainte de Rockhill était de voir le surplus rendu à la Chine sans aucun contrôle, permettant ainsi à l'impératrice douairière de se l'adjuger. Pour prévenir cet inconvénient, Rockhill proposa que les Etats-Unis renoncent à l'indemnité, sans pour autant devoir remettre les sommes dans la trésorerie chinoise. Le surplus pourrait ainsi être alloué au financement de l'éducation d'étudiants chinois dans les universités américaines. (23) Roosevelt n'était pas particulièrement favorable à l'idée de Rockhill. Il n'éprouvait que peu de sympathies pour les Chinois. Le boycott des produits américains et les problèmes en Chine de l'"American China Development Company" l'avait profondément irrité.

En 1898, cette compagnie obtint un contrat pour la construction d'une ligne de chemin de fer entre Canton et Han-k'ou. Peu après, cependant, les propriétaires américains vendirent leurs parts à des capitalistes belges et français. En 1904, un autre groupe d'Américains racheta les parts. En dehors de ces transactions, la compagnie montrait peu d'intérêts aux travaux proprement dits. En 1905, seulement 27 miles de voies avaient été installés, au coût de 3 millions de dollars. Le gouvernement chinois intervint alors et chercha à annuler le contrat. Les négociations qui s'ensuivirent avec l'"American China Development Company", maintenant contrôlée par J.P. Morgan, aboutirent au rachat par la Chine des droits de la compagnie pour la somme de \$6.750.000. (24)

Les négociations pour le rachat des droits n'avaient pas été engagés avec le gouvernement des Etats-Unis. Roosevelt et Rockhill étaient donc assez mal informés de ce qui se passait. Cette mauvaise information du président est reflétée dans la correspondance avec J.P. Morgan, Rockhill et d'autres. Les hésitations de Roosevelt quant à la remise de l'indemnité, son opinion des Chinois au vu du boycott et de la probable annulation du contrat pour la construction de la ligne de chemin de fer de Canton à Han-k'ou, sont clairement exprimées dans une lettre à William W. Rockhill, du 29 août 1905:

"...I enclose a clipping about the boycott. I am very much dissatisfied with the Chinese attitude.

The Hankow railway people have made up their minds that as the Chinese Government themselves have been acting with such duplicity and evidently intend to take away their franchises, the risk is too great for them to go on. I cannot blame them, for I do not know enough about the situation to be able to guarantee to hold them harmless in case trouble comes with China. But I am in very great doubt how far to go in returning the indemnity to China." (25)

L'ignorance dans laquelle était maintenu le président quant aux négociations entre J. P. Morgan et la Chine fit qu'il se sentit très concerné par ce qu'il considérait comme un coup très rude porté au prestige américain. En fait, il s'agissait pour Morgan d'une fructueuse opération financière. Si le coup était rude pour le prestige américain, le prix extorqué des Chinois pour le rappel de la concession devait coûter beaucoup plus cher qu'une simple perte de prestige. Lorsque trois années plus tard, les Etats-Unis entrèrent dans la compétition pour le contrôle des chemins de fer en Chine centrale, les Chinois devaient se rappeler l'expérience précédente.

Entre-temps, Roosevelt avait surmonté ses hésitations quant à la remise de l'indemnité des "Boxers". En 1908, les Etats-Unis ayant remboursé tous les dommages et payé toutes les réparations, retinrent deux millions de dollars pour les possibles ajustements ultérieurs et renoncèrent au reste de l'indemnité, soit \$10.785.286. La Chine devait cependant continuer à effectuer les versements, mais les sommes seraient régulièrement rendues à la Chine. Ces fonds devaient être utilisés pour financer l'éducation d'étudiants chinois dans les universités américaines. En 1924, les Etats-Unis renoncèrent, cette fois, sans condition, à l'indemnité. Cette remise de dette par le gouvernement des Etats-Unis fut interprétée par l'opinion comme un signe supplémentaire de la bienveillance américaine à l'égard de la Chine. L'on oubliait que l'argent était chinois à l'origine, extorqué en tant qu'indemnité pour une insurrection parfaitement compréhensible, et que ces fonds devaient être dépensés aux Etats-Unis. En fait, beaucoup pensaient pouvoir obtenir de multiples avantages commerciaux et exercer une influence subtile sur la Chine par la domination spirituelle et intellectuelle de ses futurs leaders éduqués aux Etats-Unis. (26)

Roosevelt, en fait, n'a pas réussi à maintenir le principe de la porte ouverte. Qui plus est, il conseilla à son successeur, William Howard Taft, de poursuivre une politique particulièrement prudente à l'égard du Japon, une politique analogue à la sienne qui avait abouti à l'accord Root-Takahira. L'accord Root-Takahira, comme l'accord Taft-Katsura, ne fut jamais ratifié par le Sénat, et, en conséquence, selon la pratique américaine, ne liait que l'administration qui l'avait négocié. Le gouvernement japonais en était conscient et fort préoccupé, mais il se rassurait en se disant que Taft serait inmanquablement le nouveau président et qu'il poursuivrait la politique rooseveltienne. Taft, pourtant, successeur désigné par Roosevelt lui-même, s'écarta diamétralement des principes de son prédécesseur et raviva avec vigueur la doctrine de la porte ouverte et de l'intégrité territoriale chinoise. (27)

Taft devint président en mars 1909. Il désigna au poste de secrétaire d'Etat Philander Chase Knox. Si sa politique fut radicalement différente de celle de son prédécesseur, elle n'en fut pas couronnée de succès pour autant. En fait, elle convainquit le Japon que les Etats-Unis représentaient l'obstacle principal à son expansion. Taft chercha

à promouvoir l'expansion commerciale américaine par tous les moyens. En Mandchourie, comme dans le reste de la Chine, la fameuse "diplomatie du dollar" prêta son soutien actif aux initiatives des intérêts commerciaux et financiers américains. Si Roosevelt avait interprété l'intérêt national en termes stratégiques, Taft et Know l'interprétèrent en termes de l'intérêt du monde des affaires. Il n'y avait rien de bien surprenant à cela, car Taft était fier de ses relations étroites avec les intérêts économiques américains. Taft et Knox cherchèrent à favoriser les investissements américains à l'étranger, et la Chine ne devait pas être une exception. Ils désiraient grandement voir le taux d'investissements américains en Chine s'accroître sensiblement. (28)

La "diplomatie du dollar" prend naissance pendant la présidence de Théodore Roosevelt. Au lendemain de la guerre russo-japonaise, le grand financier, armateur et constructeur de lignes de chemin de fer, Edward H. Harriman, qui contrôlait une grande partie de la marine marchande du Pacifique et rêvait d'un système mondial de transport contrôlé exclusivement par les Etats-Unis, négocia l'achat d'une majorité des parts du chemin de fer de Mandchourie du Sud avec le gouvernement japonais. Après la conclusion du traité de Portsmouth, le Japon rejeta l'arrangement qui, d'ailleurs, n'avait jamais été signé. Harriman avait fait part de ses ambitions à Willard Straight, à l'époque consul des Etats-Unis à Moukden, qui devait devenir, par la suite, secrétaire d'Etat adjoint dans l'administration Taft. Si les accords Root-Takahira empêchèrent toute initiative en Mandchourie pendant la présidence de Roosevelt, l'administration Taft n'était pas liée par ces accords. Lorsque Taft vint au pouvoir, les idées de Straight et Harriman obtinrent le soutien immédiat de Knox et du président. Knox pensait pouvoir neutraliser la politique menaçante du Japon en injectant de nouveaux capitaux en Chine, préservant ainsi le principe de la porte ouverte et l'intégrité territoriale chinoise. C'est ainsi que, lorsque la Chine conclut un accord avec des banquiers français, anglais et allemands pour financer la construction d'une ligne de chemin de fer en Chine centrale, l'administration Taft demanda qu'un groupe de banquiers américains soient admis à participer au financement des opérations. La requête américaine de participation fut présentée à Londres, le 7 juillet 1909, aux trois puissances concernées. L'opposition des puissances occidentales semblant inébranlable, Taft télégraphia alors directement au régent de l'Empire chinois, le Prince Chun, pour lui demander son accord à la participation américaine au consortium financier du chemin de fer de Hukuang. (29) Finalement, la participation américaine au consortium fut acceptée en mai 1910.

Straight qui, entre-temps, avait quitté l'administration Taft pour travailler pour le groupe de banquiers américains en question, cherchait, avec Harriman, à acheter à la Russie le "chemin de fer de Chine orientale" afin de pouvoir entrer en compétition avec les Japonais et de les forcer à vendre le chemin de fer de Mandchourie du Sud. Mais, lorsqu'Harriman mourut, en septembre 1909, Straight dut cher-

cher à obtenir le soutien d'autres financiers américains. L'administration Taft craignait de voir le Japon contrôler le commerce, les mines, et les transports en Mandchourie. C'est pourquoi, en octobre 1909, le secrétaire d'Etat Knox fit part au groupe de banquiers américains de son intention de proposer la neutralisation des chemins de fer de Mandchourie. Il voulait qu'un consortium international prête la somme nécessaire à la Chine pour racheter toutes les lignes de chemin de fer de Mandchourie. L'exploitation des lignes devait se faire sous la supervision du consortium tant que le prêt n'était pas remboursé. (30) Le plan de Knox fut rejeté par toutes les puissances à l'exception de l'Allemagne. En fait le Japon et la Russie firent cause commune contre la proposition américaine. A la suite de cet échec, le groupe bancaire américain menaça de se retirer de Chine. La "diplomatie du dollar", destiné à maintenir la liberté commerciale en Chine, avait virtuellement fermé la porte aux investissements américains. Les représentants des intérêts économiques s'en rendaient bien compte et aucune personnalité de l'envergure de Harriman n'était là pour raviver l'idée d'un engagement américain en Chine.

Malgré tout, Taft n'abandonna pas sa politique. La Chine était toujours intéressée par une réforme monétaire. Le 22 septembre 1910, le gouvernement chinois demanda un prêt aux fins de réforme monétaire et de développement industriel en Mandchourie. Ce prêt devait provenir de source exclusivement américaine. Mais Knox vit dans la demande chinoise une nouvelle occasion de faire d'une pierre deux coups, soit d'injecter du capital américain en Chine, d'une part, et de restaurer l'autorité du gouvernement chinois en Mandchourie, d'autre part. Il accepta la demande chinoise et invita la France, l'Angleterre et l'Allemagne à y participer. Le Japon et la Russie s'opposèrent immédiatement à ses projets. Si un accord fut conclu, il ne put jamais être mis en vigueur. La révolution chinoise de 1911 qui renversa la dynastie mandchoue empêche la réalisation des projets du Département d'Etat. (31)

La "diplomatie du dollar" en Asie fut un échec total. Au lieu de diviser la Russie et le Japon et d'ouvrir la porte à la participation financière américaine en Mandchourie, elle avait amené un rapprochement entre les deux rivaux, converti leur rivalité en solidarité, et interdit l'accès de la Mandchourie aux intérêts commerciaux et financiers américains. A la place d'avoir renforcé la suzeraineté chinoise sur la Mandchourie, elle l'avait affaiblie. Enfin, les financiers américains qui étaient censés être les bénéficiaires de la "diplomatie du dollar" - accusèrent le gouvernement d'annihiler leurs efforts en provoquant de nouvelles frictions avec la Russie et le Japon, et menacèrent de se retirer de Chine si le Département d'Etat ne cessait pas de les utiliser comme outil d'une politique aussi agressive. (32) Où Roosevelt avait abandonné tout espoir de maintenir la porte ouverte, Knox avait élaboré un système compliqué de neutralisation des chemins de fer mandchous qui aurait amené l'internationalisation de la Mandchourie, et

Taft avait pressé le gouvernement chinois de faire appel au capital américain. Les deux approches aboutirent à des échecs, ébranlant sérieusement le prestige et l'influence des Etats-Unis.

Pendant que Roosevelt et Taft cherchaient à adapter, avec des méthodes différentes, la politique étrangère américaine aux nouvelles réalités du XX^{ème} siècle, la population américaine avait continué à se montrer peu concernée et peu intéressée par les événements d'Extrême-Orient. Les Américains avaient salué l'envoi des notes diplomatiques de la "porte ouverte" comme un triomphe diplomatique, ils avaient applaudi à la médiation de Roosevelt dans l'affaire russo-japonaise de 1904-1905, ils avaient accepté la remise de l'indemnité "Boxer", mais, à l'exception de réactions à des événements spécifiques, l'attitude générale était une grande indifférence à la situation mondiale. La révolution chinoise devait réveiller un peu leur intérêt.

La révolution chinoise et la chute du régime mandchou annihilèrent les efforts de Knox et de Taft. La "diplomatie du dollar" devait d'ailleurs être rejetée par Wilson lorsqu'il arriva au pouvoir en 1913. Toute la politique extrême-orientale des Etats-Unis s'était développée, depuis 1898, avec en toile de fond la croissance d'un mouvement révolutionnaire qui allait aboutir à la naissance de la République de Chine. Les dangers de démembrement de la Chine par les grandes puissances impérialistes précipitèrent l'apparition de mouvements réformateurs. Au lendemain des grandes rébellions du milieu du XIX^{ème} siècle (Taipings, par exemple), certains lettrés chinois proposèrent une alternative au radicalisme des rebelles. Il s'agissait, dans la plupart des cas, de combiner Confucianisme et technologie de type occidental. Mais ces réformateurs restaient attachés au principe de la prédominance de l'agriculture dans l'économie chinoise. Le concept de la croissance économique et du commerce restait incompris. Entre 1860 et 1898, les autorités chinoises cherchèrent à renforcer la dynastie par l'imitation des méthodes occidentales. On construisit des arsenaux et des navires modernes. On traduisit les oeuvres scientifiques, technologiques et juridiques occidentales. C'était encore des efforts bien timides.

En 1898, cependant, un mouvement chercha à s'écarter plus radicalement de la tradition chinoise et à établir des principes nouveaux. L'un des leaders de ce mouvement fut K'ang Yu-wei. Son étude "Confucius, réformateur" proposait une nouvelle interprétation des oeuvres du vieux maître: le peuple a le droit de contrôler les hommes au pouvoir. L'argument principal de K'ang Yu-wei était que la Chine devait réformer ses structures et réviser ses objectifs ou périr. Il ne cherchait pas à détruire la dynastie. Ce n'était pas un révolutionnaire. Il proposait une voie constitutionnaliste. Il organisa, pour propager ses idées, un parti politique rudimentaire. Son collaborateur Liang Ch'i Ch'ao éditait un journal exprimant les opinions de ce parti. K'ang gagna la confiance de l'empereur et fit adopter en juin 1898 son programme de réformes. Il y proposait la révision du système d'éducation,

de l'administration et des institutions juridiques, la création d'un parlement à Pékin et d'une assemblée nationale, l'adoption d'une constitution et du principe de la séparation des pouvoirs. En d'autres termes, il proposait un système de monarchie constitutionnelle. Pendant 103 jours, du 11 juin au 20 septembre 1898, une cinquantaine de décrets furent proclamés. Ils touchaient à l'éducation, au code pénal, à la médecine, à l'agriculture, à la police, au service postal, aux exploitations minières, à l'armée, à la marine, au commerce, à la protection des inventions, aux études à l'étranger, etc. L'épisode des 103 jours sema la consternation et le désarroi dans les cercles lettrés conservateurs. Le programme de K'ang, malgré le vigoureux soutien du jeune empereur Kuang-Hsü, se heurta à l'opposition passive des officiels des administrations locales, régionales, et centrale.

L'impératrice douairière Ts'eu-hi qui, depuis 1889, s'était apparemment retirée de la vie politique, mais qui gardait un strict contrôle des affaires chinoises, n'était pas opposée aux réformes mais elle pensait que l'abandon des valeurs traditionnelles chinoises pouvait représenter une menace et que, si elle pouvait accepter une réorganisation modérée des structures politiques, elle ne pouvait tolérer un changement radical des institutions qui saperait son autorité personnelle. Elle ne pouvait donc que rejeter l'expérience réformatrice. Le coup d'Etat du 21 septembre 1898 mit fin à l'expérience. L'impératrice douairière déposa le jeune empereur, se proclama régente de l'Empire, et annula tous les décrets passés par les réformateurs. (33) Au lendemain du coup d'état, la rébellion des Boxers et l'écrasement de la Chine par les grandes puissances causa un profond traumatisme dans la conscience chinoise. L'impératrice saisit toute l'étendue du désastre qui menaçait la Chine et décida, à son tour, de s'engager sur le chemin des réformes. Elle endossa la responsabilité de l'insurrection Boxer et annonça sa détermination de réformer les institutions. Les réformes proposées différaient fort peu de celles de 1898. L'impératrice reconnaissait maintenant que la Chine ne pouvait survivre qu'au prix d'une réorganisation totale. (34) Le programme annoncé était très ambitieux, mais, comme nous l'avons déjà noté, l'impératrice n'était pas particulièrement favorable aux réformes radicales. Elle avait annoncé un programme de réformes essentiellement pour sauvegarder la dynastie. Trois améliorations concrètes seulement eurent lieu entre 1901 et 1905: l'abolition du système des examens pour le fonctionariat, la création d'écoles modernes, l'envoi d'étudiants à l'étranger.

En 1905, la victoire du Japon dans la guerre russo-japonaise provoqua la prise de conscience de la valeur du constitutionnalisme. Une grande puissance aristocratique avait été vaincue par un petit pays jouissant d'un régime de monarchie constitutionnelle. Les radicaux et leur chef de file, Sun Yat-sen, pendant ce temps, répudiaient le concept d'une monarchie constitutionnelle en Chine, ils considéraient qu'il était indispensable de renverser la dynastie mandchoue et d'instaurer une république. L'impératrice qui était moins défavorable au constitu-

tionnalisme qu'à l'idée de la république décida alors de soutenir le mouvement constitutionnaliste. Le modèle suivi par les Chinois, dès 1901, fut celui du Japon. Le constitutionnalisme y avait été mis en pratique par l'oligarchie au pouvoir, depuis au moins une génération. Les Mandchous créèrent une commission de dignitaires chargée d'étudier les régimes politiques des différentes puissances. Les institutions japonaises, selon la commission, étaient celles qui correspondaient le mieux à la situation chinoise. La commission proposa donc à la Cour l'adoption, dans les cinq ans, d'une constitution, de type japonais. Une décision en ce sens auraient trois avantages essentiels, était-il souligné: le premier avantage serait la préservation de la dynastie Ch'ing, le second serait la réduction des frictions avec les puissances étrangères, enfin, le troisième avantage serait de pouvoir réprimer plus facilement les rébellions. Les recommandations furent acceptées par l'impératrice en septembre 1906. Mais elle négligea de préciser une date de promulgation. En fait, la douairière considérait que la constitution pouvait être un moyen de se concilier l'opinion sans pour autant compromettre l'étendue de ses pouvoirs. Les Mandchous y voyaient une occasion de centraliser le gouvernement aux dépens des gouverneurs généraux des provinces qui étaient chinois. Le constitutionnalisme, dès lors, devenait un moyen d'exclure les Chinois des cercles gouvernementaux.

En 1906, une réorganisation du gouvernement introduisit le système des cabinets ministériels. Ce n'était autre que le remplacement de six offices par onze ministères. Le résultat fut un accroissement de la représentation mandchoue dans l'administration et le gouvernement. Le Grand Conseil et les onze ministères étaient maintenant formés de sept Mandchous, quatre Chinois, un Mongol, et un banneret chinois. Auparavant, les pouvoirs étaient répartis également entre les diverses ethnies. En 1907, une restructuration des gouvernements provinciaux aboutit à la consolidation des pouvoirs entre les mains des Mandchous. La Cour nomma directement les commissaires provinciaux pour la police, la justice, l'agriculture, le commerce et l'industrie, retirant par là même une grande partie de leurs pouvoirs aux gouverneurs généraux. (35) La réforme de 1907 fut suivie en 1908 de la proclamation d'une série de principes tendant à l'instauration d'un gouvernement constitutionnel à la suite d'une période préparatoire de 9 ans. On proposait d'instituer des assemblées provinciales et centrales à voix consultatives. Les principes constitutionnels du régime Ch'ing donnaient beaucoup plus de pouvoirs au souverain que le modèle japonais. Il était spécifié que les pouvoirs exécutifs, législatifs et judiciaires résidaient entre les mains de l'empereur, dont la personne était sacrée et inviolable. Le Parlement pouvait étudier les problèmes et les questions gouvernementales, mais n'avait aucun pouvoir de décision. Les lois et règlements que le Parlement acceptait ne pouvaient entrer en vigueur sans la ratification de l'empereur. Les droits des Chinois, enfin, n'étaient pas particulièrement clairs, ce qui rendait possible tous les abus. L'impératrice douairière n'avait jamais vraiment favorisé un ré-

gime constitutionnel en Chine. La proclamation des principes constitutionnels était un moyen de consolider le pouvoir entre ses mains et de prolonger la dynastie mandchoue. (36)

La dernière décennie de la dynastie Ch'ing fut une période de profonds changements, de transformations politiques - de l'autocratie à la monarchie constitutionnelle - mais aussi de changements dans la vie économique, sociale et intellectuelle. Les agressions impérialistes avaient fini par éveiller chez les Chinois un sentiment nouveau et profond, le nationalisme. Les Chinois voulaient regagner leur souveraineté. Ils voulaient se libérer du système des traités inégaux. Les humiliations successives de la Chine avaient fait croître la xénophobie et la haine des Mandchous. Enfin, la centralisation des pouvoirs entre les mains des Mandchous, par la réorganisation des structures administratives excita l'antagonisme chinois pour la dynastie d'origine étrangère. Lorsqu'en 1909, les assemblées provinciales furent organisées et qu'elles entrèrent en fonction en 1910, elles devinrent immédiatement les tribunes de l'opposition au régime. Le sentiment révolutionnaire s'étendit à toutes les couches de la population. La cause de quelques isolés prêchant dans le désert devint une cause nationale. Certains individus avaient cherché depuis longtemps à renverser la dynastie et à promouvoir la république. L'un d'entre eux était Sun Yat-sen, le père de la révolution chinoise.

Les portraits que l'on esquisse de Sun Yat-sen diffèrent selon les auteurs. Lucien Bianco en fait un personnage "opportuniste et changeant, superficiel et peu cohérent." (37) Harold Z. Schiffman en fait un réaliste doté d'une grande flexibilité tactique et "proficiency at focusing simultaneously upon conflicting goals." (38) La carrière révolutionnaire de Sun Yat-sen commença fort tôt. Il naquit près de Canton en 1866. Il étudia d'abord à Honolulu, puis fit de la médecine à Canton et à Hong Kong. En 1895, il organise une société secrète, "Hsing-chung hui", qui se composait de Chinois très occidentalisés par leur éducation ou leurs professions. (40) La société décida de tenter, en octobre 1895, un coup de main à Canton avec trois mille hommes. L'on cherchait à installer une base révolutionnaire dans cette région de la Chine. Le complot échoua, et quarante-huit personnes trouvèrent la mort dans l'épisode. Sun Yat-sen se réfugia à Hong Kong, puis gagna Honolulu pour essayer de promouvoir l'idée de la révolution. Mais ses efforts, au lendemain de l'échec de Canton, se heurtèrent à l'indifférence de ses compatriotes installés à l'étranger. Il gagna alors Londres où il fut "enlevé" par des membres de la légation de Chine, le 11 octobre 1896. Ayant pu faire parvenir un message à des amis anglais, il réussit à amener la presse britannique qui révéla au grand public l'enlèvement en termes virulents. Le "Foreign Office" intervint auprès de la légation pour obtenir sa remise en liberté. Sun Yat-sen était devenu célèbre, du jour au lendemain. Il symbolisa, dès lors, le mouvement révolutionnaire démocratique et anti-dynastique chinois. Après être retourné au Japon, Sun, entre 1900 et 1911, fomenta une

série d'insurrections. Au total, dix insurrections furent organisées si l'on compte celle de Canton de 1895. Ces tentatives de soulèvement, si elles ne furent pas couronnées de succès, permirent néanmoins de renforcer la conscience révolutionnaire dans le pays. Les rangs révolutionnaires s'augmentèrent de toute la masse des mécontents, des étudiants de retour de l'étranger, des lettrés déçus par l'incurie du pouvoir, des officiers progressistes de l'armée et des fonctionnaires qui se voyaient peu à peu écartés de la Cour.

Ces quinze années de troubles révolutionnaires et d'activités clandestines permirent à Sun d'élaborer un ensemble de principes concernant la conduite de la révolution, l'établissement de la république et le gouvernement de la Chine. Brièvement, il ajouta aux principes du nationalisme et de la démocratie un troisième concept, celui d'une révolution sociale. C'est sur cette base qu'il développa sa théorie politique du "San-minchu-i" ou "les trois principes du peuple". Ces trois principes étaient la conscience nationale du peuple, c'est-à-dire le nationalisme ("Min-tsu"), les droits du peuple, ou démocratie ("Min-Ch'üan"), et les besoins vitaux du peuple, ou socialisme ("Min-sheng"). (41) Les trois principes du peuple devinrent la philosophie de la révolution. Le principe du nationalisme réclamait le renversement de la dynastie mandchoue et la suppression du joug impérialiste. Celui de la démocratie cherchait à promouvoir les quatre droits du peuple - initiative, référendum, élection, déposition - et les cinq pouvoirs du gouvernement - exécutif, législatif, judiciaire, contrôle et supervision (censure), et examen (pour le fonctionariat). Enfin, le socialisme insistait sur la nécessité d'une égalisation des droits fonciers et de la réglementation des transactions commerciales et financières. L'influence de Henry George et de John Stuart Mill se fait sentir dans l'idée de Sun que tout accroissement de la valeur foncière doit revenir au gouvernement. (42)

Une tentative révolutionnaire en avril 1911, à Canton, se termina par l'exécution de 72 étudiants, "la fleur du parti", qui venaient de rentrer du Japon. Une autre insurrection était prévue à Han-k'ou pour le 11 octobre 1911. La découverte accidentelle du complot précipita les événements du 10 octobre. Wou-tch'ang tomba rapidement aux mains des insurgés. Deux jours plus tard, Han-yang et Han-k'ou subissaient le même sort. Emeutes et révoltes éclatèrent dans tout le pays. Les uns après les autres, les provinces, sous l'impulsion des gouverneurs militaires de la nouvelle armée et des membres (commerçants, fonctionnaires, nobles) des parlements provinciaux, déclarèrent leur indépendance. En un mois et demi, quinze provinces, soit les deux tiers de la Chine, avaient fait sécession. La dynastie mandchoue, dans un dernier sursaut, fit appel à Yuan Che-k'ai. Celui-ci était un haut dignitaire qui avait permis à Ts'eu-hi d'écraser le mouvement réformateur de 1898 en mettant son armée à son service. Le premier novembre, il devint donc premier ministre. Il poursuivit alors une politique qui devait mener au pourrissement de la situation. Puis, contre la

promesse des révolutionnaires de lui réserver la présidence de la nouvelle république, il força le régent à abdiquer. (43) Le 13 février 1912, Sun Yat-sen, qui avait été nommé président provisoire de la république, démissionna et céda son poste à Yuan Che-k'ai. La cérémonie d'investiture eut lieu à Pékin le 10 mai. Le 11, Sun Yat-sen promulgua une constitution provisoire de 56 articles.

La révolution chinoise, malgré l'émergence de la république, restait incomplète. Elle était née de la combinaison de multiples éléments de la société chinoise n'ayant en commun qu'une grande hostilité envers la dynastie. La révolution s'effectua au nom du nationalisme. Mais, les deux autres principes de Sun Yat-sen, à savoir la démocratie et le socialisme, furent négligés par la majorité. C'est que, au sein du mouvement révolutionnaire qui renversa les Mandchous, les disciples de Sun Yat-sen représentaient une infime minorité. Le mouvement révolutionnaire qui renversa la dynastie fut l'aboutissement d'une longue période de troubles et de mécontentement des masses chinoises. Ce mécontentement avait déjà trouvé son expression dans la révolte des "Taipings" et l'insurrection des "Boxers". Incapable d'opposer une quelconque résistance aux exactions des puissances étrangères et d'adapter la Chine aux réalités du monde moderne, la dynastie, depuis cent ans, avait graduellement perdu autorité et prestige. Depuis la révolte des "Boxers", des efforts avaient été entrepris pour réformer les structures de l'empire et s'engager dans la voie d'un régime parlementaire. Mais ces efforts avaient été entrepris trop tard, et la mise en vigueur des nouveaux principes était trop hésitante pour mériter et obtenir la confiance des Chinois. Le parti révolutionnaire était convaincu que la seule issue était le renversement de la dynastie et l'établissement d'une république.

Les autorités américaines ne se rendirent pas clairement compte des raisons profondes de la révolution de 1911. L'importance de la question du contrôle et de l'exploitation de la Chine par les puissances étrangères dans le développement de la conscience révolutionnaire chinoise fut négligée par les analystes du Département d'Etat. La politique américaine à l'égard de la Chine continua sur les mêmes bases qu'auparavant. L'on continuait à penser à Washington que la modernisation de la Chine passait par le développement du commerce extérieur et l'adoption du système d'idées et valeurs occidental. Le sentiment de bienveillance et d'amitié ressenti par la majorité des Américains à l'égard de la Chine continua à s'exprimer en termes paternalistes, incapables de répondre aux aspirations et aux besoins des Chinois. En d'autres termes, l'aspect nationaliste et anti-impérialiste de la révolution échappa totalement aux autorités américaines de l'époque, et à la majorité de la population. (44)

2. Evolution de l'attitude missionnaire à l'égard de la Chine

Nous avons noté, dans la première partie de ce chapitre, que la politique extrême-orientale des Etats-Unis était de chercher à préserver le principe de l'égalité commerciale des puissances étrangères en Chine, et que cette politique ne fut pas particulièrement couronnée de succès. Quoiqu'il en soit, la politique de Roosevelt et de John Hay avait été accueillie très favorablement aux Etats-Unis, surtout parce que l'envoi des dépêches de 1899 et 1900 et la médiation de Roosevelt dans le conflit russo-japonais avaient semblé, aux yeux des Américains, être le signe de l'autorité américaine dans le monde. En fait, l'intérêt des Américains pour les affaires chinoises, sauf en ce qui concerne les deux événements dont nous venons de parler, était très limité. L'image de la Chine dans la conscience américaine évolua cependant sensiblement pendant cette période. C'est que, encore une fois, les missionnaires exercèrent une grande influence sur la manière dont le grand public perçut les réalités chinoises. Les messages en provenance de Chine, transmis par les missionnaires, avaient changé de caractère. Ils devenaient de plus en plus favorables aux Chinois au fur et à mesure de leur occidentalisation. Le message devenait un message d'espoir. La Chine semblait s'engager sur le chemin de la démocratie, du progrès technologique et de la civilisation chrétienne. La rébellion des "Boxers" fut le facteur essentiel dans la révision par les missionnaires de leurs attitudes et de leurs objectifs en Chine. Cette révision fondamentale allait se répercuter, aux Etats-Unis, selon les mêmes schémas que précédemment. Les missionnaires revenant de Chine s'adressèrent aux auditoires paroissiaux ou publics avec une ferveur communicative. Et des millions d'Américains se prirent à rêver de l'autorité morale américaine prenant en charge la destinée de la Chine et menant les Chinois sur les chemins du Paradis sur terre, l'"American way of life".

La rébellion des "Boxers" poussa certains Américains à analyser la situation et le rôle joué par les étrangers en Chine d'un oeil critique. La question des activités missionnaires en Chine fit l'objet d'une attention considérable. Les critiques des missionnaires n'hésitèrent pas à se demander de quel droit les missionnaires cherchaient à imposer leur religion aux Chinois. Certains journaux et magazines comme "Arena" ou "The Nation" exprimèrent le point de vue que si les missionnaires ressentaient le besoin de prêcher leur foi aux païens, ils devaient accepter de le faire à leurs risques et périls sans constamment chercher à se retrancher derrière la protection de la puissance militaire des nations occidentales. Quel droit avaient donc les Américains de penser que leur système était supérieur à d'autres? Les Chinois, eux aussi, avaient leurs convictions. Et les chrétiens étaient loin d'être parfaits. Qui pouvait dire quelle était la meilleure religion? (45) Le "New York Times" qui présentait à ses lecteurs un point de vue particulièrement critique de l'activité missionnaire en

Chine révéla dans un éditorial du 10 juin 1900 que le gouvernement des Etats-Unis faissait l'objet de pressions par les églises, à tel point qu'un membre de l'administration s'était laissé aller jusqu'à dire:

"They seem to think that the United States can post a regiment in front of every missionary in China." (46)

Le fait que les missionnaires exigèrent le paiement de lourdes indemnités fut également fortement critiqué. L'on citait en exemple le fait que les prêtres bouddhistes japonais avaient renoncé à collecter des indemnités. (47) Mark Twain se joignit aux critiques. Dans ses articles "To the Person Sitting in Darkness" (48) et "To my Missionary Critics" (49), il raconta comment certains missionnaires avaient extorqué des Chinois des indemnités dont le montant était jusqu'à treize fois supérieur au montant réel des pertes et des dommages subis par les chrétiens chinois pour lesquels ils cherchaient à obtenir réparation. Le surplus devait être utilisé pour le travail missionnaire. Twain appelait les missions "The Blessings-of-Civilization Trust".

Alors que les critiques exerçaient leur verve, les missionnaires commencèrent à envisager la possibilité d'une révision des objectifs, des méthodes, et de l'approche utilisée. Leur insistance à faire respecter les droits obtenus lors des négociations des traités inégaux fit place à une attitude malade et apoloétique. La Chine devait être gagnée au christianisme, certes, mais par l'amour et la bienveillance et non pas par la force et la crainte. Si certains missionnaires continuèrent à penser qu'il fallait utiliser la canne pour mater les païens récalcitrants, le point de vue humanitaire et tolérant d'une nouvelle génération obtint chaque année davantage de soutien, (50) En plus du profond sentiment de malaise des missionnaires face aux critiques que, bien souvent, ils savaient justifiées, la théologie missionnaire elle-même était en pleine transformation. De plus en plus, l'idée de la damnation des païens était rejetée - par le public comme par les nouvelles générations de missionnaires. Les nouveaux courants qui se faisaient jour dans la pensée missionnaire étaient en accord avec la popularité grandissante du progressisme et le développement rapide du sentiment humanitaire aux Etats-Unis. Déjà Henry George ("Progress and Poverty", 1879), Edward Bellamy ("Looking Backward", 1888), et bien d'autres avaient dépeint les abus du libéralisme américain et les misères qui en découlaient. Le progressisme et l'importance accordée aux concepts de dignité humaine, de bien-être et de progrès, exercèrent bientôt une grande influence sur la pensée missionnaire. Le rôle des missions tendit à être interprété en termes de régénération du monde. L'objectif devenait d'améliorer la société, de supprimer les maux traditionnels, et de favoriser l'introduction d'idéaux réformateurs. Le Révérend James S. Dennis qui présentait, précisément, ce point de vue dans son livre "Christian Missions and Social Progress: a Sociological Study of Foreign Missions", obtint un succès retentis-

sant et se vit invité à présenter ses idées dans les salons, à donner des conférences et des cours dans les séminaires théologiques. (51) Dennis n'était pas le seul à présenter un point de vue nouveau en ce qui concerne le travail missionnaire. D'autres théologiens déclaraient:

"The world needs to be saved from want and disease and injustice and inequality and impunity and lust and hopelessness and fear..." (52)

Si dans les grandes lignes, l'objectif du travail missionnaire avait évolué, si le concept de la nécessité de sauver les païens de la damnation avait fait place à un idéal humanitaire, s'il ne s'agissait plus de concentrer ses efforts à la sauvegarde de l'individu, mais de s'atteler à la régénération de la société chinoise, la méthode employée restait la même. La régénération sociale devait être atteinte par la conversion des Chinois au christianisme.

La majorité des missionnaires commençait à penser que la situation chinoise ne pouvait s'améliorer sans une restructuration complète de la société, de ses institutions et la transformation des coutumes qui y étaient encore observées. Selon eux, le christianisme était l'élément majeur d'une régénération sociale. C'était le facteur essentiel de la supériorité occidentale. Cette supériorité se manifestait par un plus grand respect de la vie humaine, par le respect des droits de chacun et de la femme en particulier, par la manière de traiter les enfants, et par les valeurs morales supérieures de la société américaine. Les missionnaires voulaient remplacer la religion et l'éthique chinoise par la religion chrétienne et les valeurs occidentales. En pensant que les valeurs et les institutions occidentales étaient supérieures aux valeurs et institutions chinoises, et en croyant que le système occidental d'idées et valeurs pouvait être imposé à une civilisation orientale, les missionnaires et les autres Occidentaux qui cherchaient à transformer la Chine ne saisissaient pas le sens profond du concept de différence culturelle. Rien de bien étonnant à cela, car la notion de "culture" commençait à peine à être étudiée par les historiens, les anthropologues et les sociologues. Aujourd'hui, le concept de culture, développé par les anthropologues, nous permet de comprendre que chaque société possède ses propres institutions, son propre système d'idées et valeurs, que les coutumes en vigueur dans une société ont une raison d'être et que les aspects d'une certaine culture ne peuvent se transmettre à une autre sauf si ce qui est transmis correspond aux besoins, aux prédispositions et aux expériences des membres de la société réceptrice. (53) Dès que les missionnaires s'attelèrent à la régénération de la société chinoise, ils s'intéressèrent de plus près à la nation chinoise. La sauvegarde des individus devint liée au progrès de la nation, aux réformes des institutions, et à la question de savoir quelle Chine émergerait du chaos.

La mutation de la Chine était évidente, il ne faisait aucun doute

qu'elle regagnerait un jour sa puissance. La question était de savoir si la Chine deviendrait une puissance oeuvrant en faveur de la paix et de la fraternité mondiale ou un dragon utilisant la technologie occidentale et ses propres ressources humaines pour détruire la civilisation occidentale. Pour beaucoup, le réveil chinois présentait de grands dangers. Si la Chine semblait offrir de magnifiques occasions de développement spirituel et commercial, elle représentait aussi une menace. Peut-être était-il possible de convertir une civilisation si différente de la civilisation occidentale par sa langue, ses coutumes, sa religion, aux valeurs occidentales, mais si les missionnaires échouaient dans leur tentative d'inculquer aux Chinois les valeurs morales qui faisaient la grandeur de la civilisation américaine, la Chine, dès lors, deviendrait le plus grand péril du XXème siècle. Le concept du "péril jaune" devint un des thèmes primordiaux de l'époque. Il avait été popularisé par l'empereur Guillaume II. Une de ses peintures représentant les hordes mongoles guidées par Confucius, juché sur un dragon crachant le feu, menaçant les populations européennes, retranchées derrière l'Archange Gabriel, avait exprimé les craintes de l'empereur de manière particulièrement claire. Le concept ne fut jamais vraiment accepté en tant que tel, mais provoqua de multiples discussions qui débouchèrent généralement sur une prise de conscience de la nécessité du travail d'éducation accomplis par les missionnaires.

Qu'advient-il du monde si la Chine tombait sous une mauvaise influence, l'influence néfaste d'un pays aussi autocratique et peu civilisé que la Russie, par exemple?

"The yellow race will remain the menace of the world. It lies on the shore of Asia, a huge club, only waiting to be picked up by some Hercules. China is the world's problem for the twentieth century. Who will seize this club?..."

It is a bear standing on the trail. His posture does not change his nature. If Russia appropriates and assimilates China, we are face to face with the most powerful Empire ever known among men. The world problem is this: shall Russia be allowed to absorb China?" (54)

Il semblait, bien sûr, préférable aux Américains que la Chine s'engage sur la voie du progrès et de la civilisation à la suite des Etats-Unis. Si la Chine n'était pas perçue comme une menace imminente, le sentiment qu'elle pourrait représenter, un jour, une énorme menace potentielle poussait les Américains à chercher à en faire une amie et une alliée plutôt qu'une ennemie. Tout naturellement, les missionnaires devenaient donc les instruments d'une politique destinée à préserver les intérêts nationaux américains. Leur nouvel objectif était de faire de la Chine un état démocratique et moderne, converti aux valeurs chrétiennes et lié aux Etats-Unis par des relations amicales.

L'importance accordée aux idées de réforme et de progrès poussa

les missionnaires à se lancer dans la direction d'une politique d'éducation. Les missionnaires cherchaient toujours à implanter le christianisme en Chine, mais l'évangélisation avait fait place à l'enseignement. Les missionnaires organisèrent de nombreuses écoles en Chine. Ils firent savoir aux Etats-Unis que la Chine avait grand besoin de professeurs d'anglais et de sciences, et qu'il s'agissait là d'une excellente occasion d'y établir des écoles et des collèges chrétiens:

"It is Western education that the Chinese are clamoring for, and will have. If the Church can give it to them, plus Christianity, they will take it; otherwise they will get it elsewhere, without Christianity - and that speedily." (55)

La grande majorité des missionnaires cherchait à favoriser l'établissement d'écoles chrétiennes en Chine car ils étaient persuadés qu'il convenait d'accorder une grande importance à la formation d'une élite chinoise de religion chrétienne capable de prendre en charge les destinées de la nation chinoise.

La création d'universités semblait être le problème le plus urgent. Il en existait déjà quelques-unes. Aux cinq établissements d'enseignement supérieur déjà existant, on ajouta, entre 1900 et 1917, six nouvelles universités. Le niveau de ces établissements était comparable à celui des meilleures universités américaines ou européennes. (56) Le développement de nombreux programmes d'éducation primaire et secondaire devait également avoir une grande place dans l'activité missionnaire. Le besoin d'écoles primaires et secondaires en Chine était particulièrement aigu. Fondées à l'origine pour les enfants des familles chinoises chrétiennes, il ne fut bientôt plus possible d'en limiter l'accès aux seuls chrétiens. En 1915, 36% seulement des élèves provenaient de familles chrétiennes, ce qui rendait la préservation d'une atmosphère chrétienne dans ces écoles pratiquement impossible. L'évangélisation y devenait de plus en plus difficile. L'objectif primordial des missionnaires, dès lors, ne pouvait être atteint.

Pendant cette même période d'expansion du rôle éducatif des missions, les missionnaires développèrent un nouvel aspect de leur activité, l'assistance médicale et sanitaire. Ils construisirent des hôpitaux et des dispensaires, et introduisirent la notion de médecine préventive. Un grand nombre de médecins et d'infirmières furent envoyés en Chine. Le progrès apporté par ces programmes médicaux fut considérable. Les hôpitaux et dispensaires construits représentaient une amélioration sensible par rapport à ce qui existait auparavant. Bien sûr, si l'on cherchait à comparer les facilités offertes aux médecins et infirmières par les hôpitaux et dispensaires missionnaires en Chine avec celles des hôpitaux européens ou américains, il fallait bien convenir que bien des choses étaient inadéquates. Il n'en reste pas moins que la nouvelle orientation suivie par le mouvement missionnaire était très utile et apportait à la population des services qu'elle n'avait ja-

mais connus auparavant. Le coût de ce programme médical était, cependant, très élevé et quasiment prohibitif. Si la générosité américaine permettait de mettre sur pied des établissements médicaux, le soutien financier à longue échéance, servant à couvrir les frais d'exploitation de ces établissements, était difficile à obtenir. En conséquence, ces institutions ne purent jamais vraiment offrir aux Chinois plus que des soins de qualité très moyenne, voire médiocre. (57)

Les Américains considéraient que les missionnaires, comme nous l'avons déjà noté, avaient un rôle essentiel à jouer en Chine. Les messages présidentiels reflétaient fréquemment ce point de vue. Theodore Roosevelt, par exemple, demanda au peuple américain de soutenir l'effort missionnaire en Chine, car l'oeuvre des missions permettait d'éviter l'émergence de troubles révolutionnaires et guidait les Chinois sur le chemin de la paix et de la justice. (58) Taft, également, n'était pas indifférent à l'activité missionnaire. Aucun homme, pensait-il, ne pouvait étudier la dynamique de la civilisation moderne sans réaliser que le christianisme et son expansion représentait le seul espoir de la civilisation. Ceci l'amena à considérer les missions d'un oeil particulièrement favorable. Woodrow Wilson fut sans doute le président qui fut le plus enthousiaste quant au rôle des missions. Parlant à un groupe de pasteurs, il s'écria:

"This is the most amazing and inspiring vision - this vision of that great sleeping nation suddenly awakened by the voice of Christ. Could there be any greater contribution to the future momentum of the moral forces of the world than could be made by quickening this force, which is being set afoot in China? China is at present inchoate; as a nation it is a congeries of parts, in each of which there is energy; but which are unbound in any essential and active unit, and just as soon as unity comes, its power will come in the world. Should we not see that the parts are fructified by the teachings of Christ?" (59)

L'enthousiasme de Wilson pour les missions découlait de son interprétation du rôle des Etats-Unis dans les affaires mondiales. Selon lui, les Etats-Unis avaient le devoir de guider le monde sur les chemins de la paix et de la justice.

L'idée de réformes en Chine plaisait à beaucoup d'Américains. Ils avaient tendance à imaginer une progression linéaire de la culture chinoise traditionnelle à une république démocratique mettant à profit les enseignements de l'Ouest. On peut distinguer trois optiques différentes à l'égard des événements chinois de l'époque. Un petit segment du monde des affaires était profondément intéressé par la situation chinoise et les occasions commerciales et financières qu'elle semblait promettre. Quelques missionnaires et intellectuels avaient une vision réaliste du phénomène se développant sous leurs yeux et cherchaient

sincèrement à comprendre et à saisir la portée des aspirations chinoises. Enfin, les rédacteurs et les journalistes des meilleurs journaux et magazines, à l'exception de ceux qui se spécialisaient dans les problèmes asiatiques, ne prêtaient pas attention à la Chine. La grande majorité des publications commerciales et financières considéraient que la Chine ne représentait pas, aux yeux de leurs lecteurs, un problème susceptible de justifier une attention approfondie de la part de leurs rédacteurs. Le "Commercial and Financial Chronicle", par exemple, fit allusion à la Chine à sept occasions seulement entre 1905 et 1910. Et, encore s'agissait-il de sujets d'intérêt général et non pas de traitements de problèmes spécifiques. (60)

D'autres périodiques, au contraire, cherchaient à aborder et à traiter tous les aspects des affaires internationales. L'on y pouvait trouver des informations concernant l'état des échanges commerciaux internationaux, des analyses des exportations américaines, des articles sur le développement économique en Europe et en Asie. Ces publications reflétaient généralement l'opinion de leurs lecteurs que le commerce était un facteur qui établissait des liens amicaux entre les nations et permettait ainsi de limiter les dangers d'une conflagration. Elles se faisaient les ardentes avocates des traités réciproques de commerce et de l'abaissement des barrières douanières. Le "Journal of Commerce", par exemple, aborda le problème des conséquences de la guerre russo-japonaise de 1905 pour la Chine, la question de l'immigration chinoise sur la côte Ouest des Etats-Unis et du boycott des produits américains par la population chinoise, ouvrit ses colonnes aux Américains résidant en Chine susceptibles de pouvoir fournir une analyse des développements sur place, et publia régulièrement des éditoriaux ayant trait à la situation chinoise. Si l'attention prêtée à la situation en Chine et à ses développements peut suggérer que les quelques périodiques cherchant à présenter une image relativement complète de la situation mondiale accordaient une importance primordiale à la Chine, il n'en était rien. La Chine restait en marge des intérêts américains. La sécurité dans le Pacifique et la nécessité des échanges commerciaux étaient les raisons essentielles de l'attention américaine aux événements chinois. (61)

L'intérêt pour la Chine découlant presque exclusivement, pour les milieux d'affaires, des occasions commerciales que l'on avait cru déceler en Asie, il était immanquable que chaque accroissement des exportations vers la Chine fasse l'objet d'une interprétation très optimiste des possibilités offertes par le marché. Mais, l'illusion ne dura pas longtemps. Comme nous pouvons le voir dans le tableau ci-contre, les exportations américaines vers la Chine ne cessèrent de décroître entre 1905 et 1910. D'autre part, l'importance relative du marché chinois par rapport au reste du monde baissa, puis se stabilisa à un niveau très faible. En 1910, les espoirs d'un grand marché chinois s'étaient estompés. Les commerçants et entrepreneurs américains étaient trop intéressés par le marché domestique pour accorder

The American Economic Stake in China, 1905-1919

Year	U. S. Exports to China in Million \$	Percentage of Total U.S. Export Trade	U. S. Investment in China in Million \$	Percentage of Total U.S. Investments Overseas
1905	53	3.5		
1906	44	2.5		
1907	26	1.4		
1908	22	1.2		
1909	19	1.1		
1910	16	0.9		
1911	19	0.9		
1912	24	1.0		
1913	21	0.8		
1914	25	1.0	49.3	1.4
1915	16	0.6		
1916	32	0.6		
1917	40	0.6		
1918	53	0.9		
1919	106	1.3		

(62)

une quelconque attention à un marché extérieur. De plus, les financiers n'étaient pas très intéressés, non plus, à s'engager dans des opérations qui pouvaient se révéler moins profitables que les opérations financières faites aux Etats-Unis mêmes.

Les missionnaires et les intellectuels qui cherchaient à comprendre la Chine étaient motivés par des raisons différentes. L'importance de la Chine pour les Etats-Unis ne les concernait que très peu. Leur intérêt se concentrait sur la Chine elle-même, la situation dans laquelle elle se trouvait à l'époque et les mutations qu'elle était en train de subir. Comme nous l'avons vu, ces mutations avaient toute leur approbation. Chaque réforme leur semblait être un pas de plus vers la modernisation de la nation chinoise et de ses structures:

"A people counting one in four of the world's population; an immense territory of unlimited resources; national characteristics of an extraordinary type - sobriety, patience, industry, cheerfulness, resourcefulness; a national feeling powerful, tho in the past unorganized. Childish superstitions, crude arts and a cramping educational system have dwarfed its life. But their spell is broken." (63)

L'enthousiasme des missionnaires face à l'éveil de la Chine s'exprima dans de multiples articles et conférences, discours et publications de toutes sortes. Les missionnaires cherchaient à exhorter les lecteurs à témoigner de beaucoup de patience et de compréhension à son égard. Après tout, la Chine avait de bonnes raisons d'en vouloir aux étrangers, et si les mutations devaient être accompagnées de violence à l'égard des ressortissants des puissances impérialistes, c'était bien compréhensible. De toute manière, elle était en voie de transformation radicale. De nouvelles lois, un gouvernement plus juste, une nouvelle religion, un système éducatif plus démocratique, une civilisation moderne étaient ses objectifs. Il ne fallait plus concentrer son attention sur le conservatisme, les superstitions, l'ignorance, les coutumes barbares comme le bandage des pieds, mais il fallait prêter l'oreille à la Chine nouvelle. (64)

D'autres missionnaires, comme Arthur H. Smith, avertissaient leurs lecteurs que la Chine ne tolérerait plus d'humiliations telles que celles qu'elle avait subies auparavant. L'Occident ne pourrait plus se permettre de la traiter comme un pays barbare, sous-développé et sans fierté nationale. Elle était en train de s'industrialiser, de fonder une armée moderne, de se construire des voies de communication, des chemins de fer, de développer sa marine marchande, d'améliorer l'administration des postes, et de créer des écoles d'arts et métiers. La Chine nouvelle méritait le respect. (65) W.A.P. Martin, d'autre part, dans son livre "The Awakening of China", saluait l'entrée de la Chine dans l'ère moderne. (66) Pour ces porte-parole de la pensée missionnaire à l'aube du XXème siècle, la Chine, consciente de ses besoins et cherchant à s'occidentaliser, inspirait espoir et sympathie.

Les intellectuels partageaient les opinions et les espoirs des missionnaires et demandaient aux Américains de faire preuve d'un peu plus de compréhension à l'égard des Chinois. Des hommes comme le professeur Jeremiah Jenks, de l'Université de Cornell, pensaient que les différences culturelles expliquaient, en grande partie, les préjugés et les attitudes défavorables des Américains à l'égard des Chinois. (67) La Chine était en train de se développer suivant le modèle occidental. Edward Alsworth Ross, un professeur de sociologie, lui aussi, présentait une image particulièrement favorable des Chinois. Dans son livre "The Changing Chinese: the Conflict of Oriental and Western Cultures in China", (68) Ross s'efforçait de convaincre ses compatriotes des capacités remarquables des Chinois, de la valeur de leurs efforts pour se détacher progressivement d'une certaine vénération du passé, et de leur potentiel à progresser rapidement sur la voie de la modernisation. (69)

Si les missionnaires et les intellectuels qui s'étaient familiarisés avec la question chinoise étaient particulièrement enthousiastes et optimistes en ce qui concerne l'avenir de la Chine, leurs vues n'étaient pas partagées par le grand public, ni par la majorité des périodiques d'intérêt général. Un magazine comme "The Review of Reviews" ne

publiait que très peu d'articles concernant la Chine. Les éditoriaux traitant des problèmes chinois s'accordaient généralement à l'opinion générale: la politique chinoise des Etats-Unis était censée être dictée par les bons sentiments à l'égard de la Chine. Paul A. Varg remarque que "The Review of Reviews" était divisée en trois parties: une partie traitant de la situation courante dans le monde intitulée "The Progress of the World", une deuxième partie composée d'articles, et une troisième représentant une sélection des meilleurs articles du mois. Varg fit l'analyse de la première section pour l'année 1907:

"... two hundred and forty-six column inches were devoted to the domestic railroad question, one hundred and fifteen to Great Britain, eighty-four to Germany, one hundred and seventy-three to France, one hundred and fifteen to Japanese immigration, seventy-seven to Japan itself, and eighteen to China."

Il note que jusqu'à 1911, au moment de la révolution chinoise, la Chine occupa peu d'espace dans la première section du magazine. En 1911, par contre,

"...the railroad question in American politics gave way to discussion of other domestic issues; consequently, it now occupied only sixty column inches. Domestic happenings in France and Germany, now less dramatic than earlier, received thirty-five and thirty-two inches respectively. However, international diplomacy replaced European domestic affairs and in consequence Europe continued to serve as the focus of attention. Moreover, developments in Great Britain now crowded in to the extent of one hundred and seventy-nine column inches. China, thanks to the outbreak of the revolution in October, occupied seventy-nine inches."

Varg fait une remarque supplémentaire. Dans chaque numéro, l'on pouvait trouver de cinq à six articles de fond. Aucun article de fond ne fut consacré à la Chine avant 1911. (70)

Un autre périodique, "The Outlook", caractérisait, par son traitement analogue des affaires chinoises, la tendance de l'époque. Non seulement les informations et les articles concernant la Chine y étaient rares, mais encore le point de vue exprimé ne variait guère. L'on soulignait généralement la progression régulière de la Chine sur la voie de la modernisation et de la civilisation et le rôle essentiel que les Etats-Unis étaient censés avoir joué pour sauvegarder son intégrité territoriale et administrative. La conviction que John Hay avait sauvé la Chine et que la politique américaine dans cette région du monde était inspirée par les bons sentiments américains était partagée par la

plupart des rédacteurs: .

"...Mr. Hay saved the Empire's geographical, political, and commercial integrity. He did more, he preserved the Chinese government from the imposition upon it of a rapacious indemnity for alleged losses by the powers during the rebellion and in payment for their services in ending it." (71)

Au lendemain de la rébellion des "Boxers" et de l'envoi par John Hay des dépêches diplomatiques demandant aux puissances impérialistes de maintenir la porte ouverte en Chine, les attitudes américaines à l'égard de la Chine évoluèrent quelque peu et l'image qu'ils avaient des Chinois et de leur pays se transforma. Les missionnaires insistaient de plus en plus sur les possibilités de développement et de modernisation de la Chine. L'ancienne image essentiellement critique fit place à un message d'espoir. Les Chinois, après tout, n'étaient pas dénués de qualités et il était probable que, avec l'aide des Etats-Unis, ils feraient de rapides progrès et s'occidentaliserait. La conception américaine du rôle des Etats-Unis dans le monde évolua très sensiblement pendant cette même période. La prise des Philippines, l'envoi des dépêches aux chancelleries, l'annonce par John Hay de l'accord des puissances au principe de la porte ouverte, la médiation de Roosevelt dans le conflit russo-japonais, tout contribuait à donner l'impression que les Etats-Unis étaient devenus un facteur avec lequel il fallait compter dans le domaine international et qu'ils jouissaient d'une autorité morale inégalée dans le monde.

En dépit de tout ceci, en dépit de la multitude de messages de toutes sortes insistant sur l'importance de la Chine et de son marché pour les Etats-Unis, sur le rôle civilisateur des Etats-Unis dans le monde, sur la responsabilité américaine à l'égard de la Chine, l'intérêt des Américains pour la Chine resta très limité. A l'exception de quelques missionnaires et intellectuels, de quelques publications spécialisées, et de quelques commerçants et financiers, les Américains ne prêtèrent pas attention à la Chine. Si le sentiment général de bienveillance fut souvent exprimé, il ne se traduisit pas dans la politique de Washington qui resta essentiellement réaliste. La révolution chinoise provoqua un regain d'intérêt de la part des Américains. L'enthousiasme des missionnaires pour la révolution ne connut pas de bornes. Ils s'attendirent à voir le gouvernement des Etats-Unis reconnaître la nouvelle république et s'engager avec diligence sur la voie d'une politique de coopération. Nous verrons dans notre prochain chapitre ce qu'il advint, en réalité.

L'échec de la république

et la politique américaine à l'égard de la Chine de 1912 à 1925

La révolution chinoise fut bien accueillie par l'opinion et la presse américaines. Le mouvement révolutionnaire semblait être exclusivement anti-dynastique. Les débordements xénophobes étaient rares. La personne et les biens des étrangers étaient respectés par les insurgés. Le fait que les révolutionnaires cherchaient à éviter tout incident avec les étrangers et faisaient même de leur mieux pour protéger les intérêts des puissances impérialistes incita les analystes du Département d'Etat à interpréter les événements chinois comme une insurrection strictement anti-mandchoue. L'aspect anti-impérialiste et nationaliste du mouvement échappa aux responsables de la diplomatie américaine. Dans ce chapitre, nous étudierons la réaction américaine à la révolution et la politique suivie par le gouvernement des Etats-Unis à l'égard de la Chine pendant la période troublée qui nous occupe. Nous verrons comment l'administration Taft s'en tint à une politique de non-reconnaissance et de neutralité, et comment Wilson, guidé par des principes de moralité internationale, effectua des choix qui se révélèrent peu favorables aux intérêts de la Chine.

Depuis la rébellion "Boxer" et son écrasement par les grandes puissances, le sentiment révolutionnaire chinois avait mûri. Les diplomates américains en Chine n'avaient pas manqué de s'en apercevoir. Ils avaient signalé, à de nombreuses reprises, au Département d'Etat l'apparition de signes avant-coureurs d'un mouvement révolutionnaire ou, tout au moins, de troubles insurrectionnels. Les communications diplomatiques en provenance de Chine faisaient part, en général, du profond désir des Chinois de se libérer des clauses des traités inégaux et de recouvrer l'intégralité de leurs droits. L'on y soulignait, d'autre part, qu'un prêt du consortium bancaire à la dynastie mandchoue se heurterait à une forte opposition populaire. Le prêt auquel l'on faisait allusion devait permettre une industrialisation plus rapide de la Mandchourie et une réforme monétaire. Le secrétaire d'Etat Knox avait cherché à mettre sur pied un consortium bancaire international à cet effet. (1) Le Département d'Etat, cependant, ne tint pas compte des avertissements de ses représentants en Chine. L'opposition chinoise aux opérations du consortium fut attribuée à l'hostilité traditionnelle des Chinois pour les étrangers et non pas à un quelcon-

que désir d'empêcher les puissances impérialistes de gagner le contrôle économique de la Chine. En bref, on ne prenait pas, à Washington, les rumeurs de révolution au sérieux. (2)

Lucien Bianco, dans son "Les origines de la révolution chinoise", montre bien quelle était l'importance de la motivation nationaliste et anti-impérialiste dans le déclenchement de la révolution chinoise. Selon lui, on peut raisonnablement émettre l'hypothèse que la révolution est née de l'opposition de la population et des classes dirigeantes traditionnelles à la nationalisation des chemins de fer provinciaux. En défendant les intérêts provinciaux, les Chinois avaient conscience, selon Bianco,

"... de se dresser contre l'emprise impérialiste et contre un gouvernement qui 'vend le pays' aux intérêts étrangers: la nationalisation signifie l'invasion des capitaux occidentaux dans une affaire qui devait rester purement chinoise et provinciale." (3)

En fait, comme le dit Bianco, le mouvement révolutionnaire est anti-occidental en intention, anti-mandchou dans les faits. C'était justement ce nationalisme naissant de la population chinoise que les diplomates s'obstinaient à dépeindre au Département d'Etat sans résultats marquants. La première préoccupation du secrétaire d'Etat Knox, lorsque la nouvelle de troubles révolutionnaires en Chine lui parvint, fut de savoir ce qui advenait des personnes et des biens américains sur place. Les rapports des diplomates semblaient indiquer que les insurgés avaient la situation bien en main, que la population était en faveur des révolutionnaires et que les intérêts étrangers avaient été respectés. (4)

Les diplomates en poste à Pékin n'éprouvaient que peu de sympathies pour le mouvement révolutionnaire. Ils craignaient que la déposition des Mandchous n'ait des conséquences désastreuses. Ils sentaient que le seul lien existant entre les diverses factions du mouvement était la haine commune de la dynastie. Une fois l'objectif commun - le renversement des Mandchous - atteint, pensaient-ils, la coalition d'éléments disparates de la société composant le mouvement révolutionnaire ne pouvait que se dissoudre. (5) Leur analyse de la situation n'était pas dénuée de fondements. Lucien Bianco dépeint avec beaucoup de clarté la conjonction de deux oppositions de types radicalement différents: celle des étudiants d'outre-mer, des officiers de l'armée nouvelle, des hommes d'affaires des ports ouverts, et du "T'ung-meng hui", (6) d'une part, et celle des notables et de la classe dirigeante traditionnelle, d'autre part. Comme le dit Bianco:

"Il n'y a pas lieu de s'étonner que les produits récents, extrêmement minoritaires et fragiles, de ces transformations en cours aient été insuffisants pour faire une révo-

lution et que seul l'appoint massif d'une partie de la classe dirigeante traditionnelle ait permis d'emporter la victoire. Mais il l'a compromise aussitôt que permise..." (7)

Au Département d'Etat, on n'était pas beaucoup plus favorable que les diplomates à Pékin au "mouvement pour le recouvrement des droits de la Chine", mais il eut été difficile de chercher à s'y opposer. Le gouvernement des Etats-Unis choisit donc de ne pas intervenir et de poursuivre une politique de neutralité. Lorsque Yfian Chek'ai devint premier ministre et demanda aux puissances étrangères de lui accorder un prêt, les diplomates américains appuyèrent sa demande auprès du Département d'Etat. Mais Knox maintint sa politique de neutralité et de non-intervention dans les affaires intérieures de la Chine. Si la situation en Chine évoquait de manière déplaisante aux yeux des diplomates, les développements en Chine étaient accueillis avec beaucoup d'optimisme par la presse. Les quotidiens croyaient distinguer une nette influence américaine sur l'esprit de la révolution chinoise et ils exprimaient l'espoir qu'elle entraînerait une amélioration des conditions en Chine.

Le mouvement différait radicalement des rébellions xénophobes comme celle des "Taipings" ou celle des "Boxers". Le "Boston Transcript" écrivait que cette insurrection se situait dans une classe à part:

"In the first place, it is not reactionary but progressive, and, therefore, not anti-foreign; and secondly, it seems empire-wide and is conducted by men of intelligence, not by blundering fanatics who strike wild blows."

Le "New York Tribune" expliquait:

"Beginning as a protest against the policy of the Government in giving railroad and other concessions to foreigners, it has now developed into an extensive and formidable uprising against the Manchu dynasty and even against the monarchical form of Government."

Le journal ajoutait que, selon l'un des chefs du mouvement, le but de l'insurrection était de fonder un système gouvernemental de type américain. Le "St. Louis Globe-Democrat" écrivait:

"While Washington, Hamilton, and Madison, in the Philadelphia Convention of 1787, thought they were framing a model which all civilized peoples ultimately would adopt as their policy, a Republic of China was not dreamed of in their philosophy."

Le "Washington Times" pensait que les Chinois avaient démontré qu'ils étaient parfaitement capables de se gouverner eux-mêmes:

"The deliberations of the first Chinese legislative body, called together ahead of its expected time, demonstrated a striking aptitude for employing the machinery of parliamentary government."

Quant à l'"Indianapolis News", il ne tarissait pas d'éloges sur les Chinois:

"One can not, indeed, but be impressed with the plans for the republic. It has its arsenal; it has \$ 2,000,000 money and gold notes printed in English, and in its statement to the world it serves notice that all foreign treaties, loans, and concessions now in force will be recognized by the new government, and it prays for friendship if not recognition. Care has been taken to protect foreigners and their families. And on top of all this is the declaration that if the revolution is successful, the military government that might be temporarily necessary shall not be continued beyond three years and that for a period of six years there shall be instruction of the people in self-government, and at the expiration of nine years will come the formal establishment of a republic in which the vote shall be extended to all men and women alike who conform to certain educational requirements. The plan and campaign alike are the work of educated men, not of a mob."

D'autres publications étaient nettement moins enthousiastes et exprimaient l'opinion que le républicanisme en Chine était un concept inapplicable et que, tôt ou tard, la révolution déboucherait sur un échec. Pour le "Washington Star", par exemple, une république en Chine était impensable. Il était de l'intérêt de tous de supprimer l'insurrection chinoise et de permettre ainsi au pays de poursuivre une évolution moins rapide, mais plus sûre. Le "Wall Street Journal" était du même avis:

"The present uprising upsets the railway concessions, endangers the currency reform, interrupts trade, and imperils the lives and property of American citizens in China."

Le quotidien concluait qu'il n'était pas difficile, étant donné les circonstances, de discerner quelles étaient ses sympathies. (8)

D'autres concentraient leur attention sur les conséquences probables du cataclysme. Le "Louisville Courier-Journal" exprimait l'opinion suivante:

"If China should eventually become a republic, and a successful one, its example would exercise a profound influence upon Asia, especially upon tax-ridden Japan, where unquestioning loyalty to a Mikado ruling by divine right is giving place to a spirit of inquiry into the question of the right of monarchies to impoverish the people in furtherance of schemes for military and naval renown. It would also have a tremendous effect upon India's 300,000,000."

De toute manière, observait le "New York Journal of Commerce", les relations entre la Chine et le reste du monde ne pourraient jamais plus être les mêmes qu'avant:

"As was stated in the annual report of the American Asiatic Association, the relations of Asia to the rest of the world constitute the most difficult problem of the twentieth century, and the somewhat bewildering forms which a new sentiment of nationality has assumed in an awakened China do not tend to make the problem any simpler. It is the judgment of the association, as it must be of every fair-minded man, that there must be a readjustment of the relations existing between the Orient and Occident - a better understanding, a reciprocal surrender of suspicion and prejudice - unless the acquisition of modern aptitudes by the teeming populations of Asia is to become a menace to the rest of mankind. That the United States has many qualifications to serve as an interpreter between the two is as obvious as that our people must divest themselves of a good deal of ignorant and narrow-minded prejudice before they can adequately discharge any such responsibility."

Quant au quotidien socialiste de New York, le "Daily People", il écrivait que les événements chinois n'étaient que les prémisses de la future révolution socialiste mondiale:

"So also may it be confidently expected that the present revolution in China, bourgeois tho that revolution is and need must be, is the raising of the portals for the awakening proletariat of China to thread, and, merging with their fellows the proletariat of the world, join in the overthrow of the last vestige of Class Rule on earth, and rear in their own country, according to their own genius, the Socialist or Industrial Republic, the sister of the Socialist or Industrial Republics of all other climes and peoples." (9)

Les missionnaires étaient optimistes et approbateurs. Ils croyaient déceler chez les Chinois un grand désir de progrès. De plus, le main-

tien à l'écart de la "bataille des concessions", la politique de la "porte ouverte", la médiation aboutissant à la signature du traité de Portsmouth, la remise d'une partie de l'indemnité "Boxer" et son utilisation au financement des études de jeunes Chinois aux Etats-Unis, l'activité des missionnaires en Chine dans les domaines de l'éducation et de la santé, tout cela ne pouvait engendrer, selon eux, qu'un profond sentiment de reconnaissance à l'égard des Etats-Unis. Ils espéraient donc que leur activité ne serait pas affectée outre mesure par les développements et qu'ils pourraient, au contraire, étendre leur influence. Ils étaient d'ailleurs persuadés que l'idéal américain correspondait aux aspirations des révolutionnaires. L'Evêque James Whitford Bashford pensait même que l'instauration d'une république en Chine était le plus grand compliment que pouvaient recevoir les Américains. (10)

Le retour de Sun Yat-sen à Chang-hai, en décembre 1911, et son élection à la présidence provisoire de la république par l'assemblée révolutionnaire de Nankin sembla indiquer que les Chinois s'étaient résolument engagés sur le chemin menant à l'instauration d'un régime démocratique. L'élection de Sun Yat-sen fut très favorablement accueillie aux Etats-Unis. La presse ne tarda pas à exprimer l'espoir de voir la Chine devenir la nation la plus occidentalisée d'Orient:

"... Japan will no longer be the most occidental nation in the Orient, it is remarked, if the Chinese succeed in establishing a federal republic modeled upon the Government of the United States, with leaders imbued with western ideas through their education in Europe and America. The press of this country are looking with wonder at the establishment ... of the world's youngest but biggest republic." (11)

Le "San Francisco Post" remarquait:

"The 400,334,000 have awakened, and the last sound to be heard from the strongest line of rulers in history is the wail of a baby."

Le "Minneapolis Journal" rappelait à ses lecteurs que ce qui se passait en Chine ne pouvait être comparé qu'à

"... the discovery of America, the crusades, the fall of Rome, the defeat of the Persians at Salamis."

Le "New York Journal of Commerce" pensait que la réorganisation de l'Empire chinois en république représentait

"... one of the most stupendous experiments of all history, and perhaps the most remarkable event that has occurred since ... there passed away the Empire of Rome."

Si la politique de la nouvelle république, ajoutait-on,

"... is to be shaped by men combining unselfishness with honesty and a clear perception of the needs of the people with both, the beneficent influence of the new order ought to be very quickly felt."

D'autres journaux exprimaient l'espoir que l'instauration de la république fût couronnée de succès. Le "St. Louis Post-Dispatch" déclarait, par exemple:

"The republican leaders of China are succeeding ... before the generation closes which saw the allies set fire to Tientsin and leave a trail of massacre along the road to Peking, the United States of China may open the way for the redemption of Asia."

Le "St. Paul Pioneer Press", quant à lui, ne doutait pas des capacités des Chinois à développer une démocratie viable:

"The Chinese appear from a period antedating the dawn of reliable history, to have possessed in a peculiar degree the instinct of self-government ... The provinces, or states, already have local parliaments and a fully equipped machinery for local self-government. They are financially independent for certain purposes and have many of the specific special rights now enjoyed by the various States in this country ... China already possesses the essentials of democratic liberty and this will be manifested in her future, whatever the actual label attached to her government may be."

Enfin, le "New York Commercial" écrivait que les Chinois étaient en un sens le peuple le mieux éduqué du monde:

"Every coolie can read and write his own complicated language, and the news can be spread throughout China once the way is opened to distribute papers. Illiteracy therefore will not bar a campaign of self-government and the way to elect representatives."

Rien ne semblait s'opposer, concluait le "New York Commercial", au succès de la république en Chine.

Quelques quotidiens soutenaient pourtant que les chances de succès de la république étaient très restreintes. Le "New Orleans Times-Democrat", le "Philadelphia Public Leader", le "Providence Journal", par exemple, pensaient que les Chinois n'étaient pas prêts pour la

démocratie. L'instauration d'une république en Chine semblait difficile à imaginer au "Boston Globe". Pour le "New York World", c'était une absurdité. Quant au "New Orleans Picayune", une telle éventualité lui semblait simplement "preposterous". Enfin, quelques journaux craignaient une désintégration territoriale de la Chine et une intervention étrangère. Le "New York Tribune", le "New York Sun", et l'"Atlanta Journal" partageaient ces craintes. (12)

Dès son élection à la présidence provisoire, Sun Yat-sen avait cherché à obtenir la reconnaissance de la république par les puissances étrangères et avait engagé des négociations avec YÜan Che-k'ai. Il espérait que YÜan Che-k'ai pourrait unifier le pays et consolider le nouveau régime. Lorsque l'empereur abdiqua et que Sun Yat-sen céda la présidence provisoire à YÜan Che-k'ai, la presse et le public américain accueillirent la nouvelle avec intérêt et satisfaction. (13) Le gouvernement des Etats-Unis, quant à lui, avait répété son intention de ne pas intervenir. Dans une note au gouvernement allemand, le secrétaire d'Etat Knox avait exprimé l'opinion du gouvernement qu'au vu de la promesse des républicains de respecter la personne et les biens des étrangers, il n'y avait aucun besoin d'intervenir:

"There happily has thus far been no reason for interference on the part of the foreign powers, inasmuch as both imperialists and republicans have guaranteed the life and property of the foreign population, and the latest reports tend to strengthen the belief that it is improbable that future developments will necessitate such interference ... this Government has felt to be a corollary of the policy of strict neutrality, hitherto pursued by common accord with respect to loans to China, to look with disfavor upon loans by its nationals unless assured that such loans would be of neutral effect as between the contending factions ... " (14)

Nous voyons donc que la conception de la neutralité des Etats-Unis allait très loin. Knox ajouta que l'éventualité d'un prêt à la Chine ne pourrait être prise en considération qu'une fois installé un gouvernement provisoire représentant l'ensemble du pays. (15) Des copies de cette note furent envoyées aux autres puissances concernées.

La réaction de la presse à la politique de Knox fut très favorable. Le "St. Louis Globe-Democrat" remarqua:

"It will please the Americans to know that their Government is taking a leading part in the endeavor to keep China intact."

Le "New York Sun" se félicita du fait que les Etats-Unis cherchaient, par une concertation avec l'Allemagne, à préserver l'intégrité territoriale de la Chine:

"Neither desires territorial possessions, in contrast to the ambitions of Japan and Russia. The maintenance of the territorial integrity of China and the 'open door' policy in trade are of the most vital importance to both Germany and the United States. It was this common interest which has enabled the two Governments to act in the greatest harmony in the present situation. Secretary Knox's enunciation of policy in regard to foreign loans to either faction in China is believed to mark a new epoch in international law ... And if incidentally the cooperative action of Germany and the United States for the salvation of China and the formation of a door to her markets open to everybody on equal terms should result in an ever closer friendship between the two countries, all the better for both countries, and all the better for the peace and the commerce of the world."

Le "Philadelphia Public Ledger" soulignait l'importance de la thèse de la neutralité financière. Et le "Springfield Republican" écrivait à ce sujet:

"The further development of the principle to all nations, however powerful, should be demanded. The idea that loaning money to a belligerent for war purposes should be an unneutral service as much as enlisting armies for him, has been slowly making its way in the world - too slowly, indeed, owing to the obvious needs in war-time of militaristic Powers. But this Chinese precedent now in the making should facilitate the adoption of the principle in its broadest and completest aspect at the next international peace congress at The Hague."

La réaction de l'opinion à la démission de Sun Yat-sen trouvait son expression dans les articles laudatifs parus dans la presse. La démission semblait indiquer une grande unité de vue en Chine. La presse était très impressionnée par le fait que les changements radicaux intervenus avaient entraîné relativement peu de violence. Le "New York Press" estimait que

"... it is not likely that an Empire ever fell more gently."

Quant au "New York Times", il pensait, comme beaucoup d'autres quotidiens,

"... there has been nothing so tremendous in itself or so pregnant with possible consequences in the history of the world in many generations."

Le "Springfield Republican" envisageait l'avenir du pays avec espoir:

"... isolated from the beginning of time, China now steps upon the stage of world history, and its part there will be great."

Enfin, le "New York Evening Post" écrivait que l'érection de la république en Chine ne pouvait manquer d'avoir une profonde influence sur les autres monarchies du monde:

"... the records of the next few years may very well show a new democratic movement in Russia, or perhaps even in Germany, urged on by the example of China."

Le "New York Tribune" remarquait que l'instauration de la république était maintenant assurée et que

"... it seems probable that it will be a far more democratic republic than any in the western world."

Le journal ajoutait que la démission de Sun Yat-sen était un bon signe et que le choix de Yüan Che-k'ai comme président de la nation réunifiée permettait d'entrevoir une consolidation des nouvelles institutions chinoises.

Certains quotidiens tempéraient cependant leur enthousiasme. Le "Philadelphia Public Ledger" déclarait, par exemple:

"Facing an empty treasury, the threat of secession by the Mongol princes, the discontent of those who have fattened upon the corruption of the Imperial house and its satellites, and having to deal with unknown quantities in the provincial and national legislatures, the new government has an appalling task before it."

Quoiqu'il en soit, le climat général était à l'optimisme. Le "New York Times" reconnaissait que l'on ne pouvait nier

"... that there are some signs of a success that a few months ago seemed inconceivable."

Le mouvement républicain, continuait le journal, semblait jouir du soutien populaire. Les observateurs ne rapportaient aucun signe d'anarchie. De plus, le comportement remarquable des républicains à l'égard des étrangers était de bon augure pour l'avenir des relations entre la nouvelle république et les autres pays du monde. (16)

Pendant les six mois qui suivirent la chute de l'empire et la proclamation de la république, le problème essentiel fut de savoir s'il

convenait de reconnaître la république de Chine ou pas. Les sentiments exprimés dans la presse, nous l'avons vu, étaient particulièrement bienveillants. La réaction quasi générale avait été un mélange de sympathie paternaliste et d'admiration. Nous disons quasi générale, car l'administration Taft se montrait réservée. Rappelons que la ligne officielle de la politique de Knox était de ne pas intervenir sauf si la protection des intérêts étrangers exigeait une action concertée de toutes les grandes puissances concernées. L'arrivée de Yfan Che-k'ai au pouvoir devait maintenant permettre, cependant, de suivre une ligne plus active.

L'administration se voyait pressée de toute part de reconnaître la république de Chine. La presse, le public, les missionnaires, le Congrès, tous étaient en faveur d'une reconnaissance rapide. Le Congrès avait clairement indiqué son état d'esprit lorsqu'il avait décidé d'envoyer une note de félicitations au peuple chinois à l'occasion de la proclamation de la république. Le gouvernement avait longuement hésité, puis avait envoyé la note en question au ministre des Etats-Unis à Pékin en insistant bien qu'il ne s'agissait aucunement d'une reconnaissance de la nouvelle république. L'attachement de Knox au principe d'une politique concertée avec toutes les puissances étrangères le poussait à ne pas tenter d'initiatives unilatérales. Il craignait que les autres gouvernements n'interprètent une quelconque action séparée des Etats-Unis avec suspicion. Le secrétaire d'Etat, pressé qu'il était de reconnaître la république, s'enquit des vues des autres gouvernements à ce sujet. Leurs réponses négatives l'incitèrent à différer sa décision.

Le mouvement d'opinion en faveur de la reconnaissance immédiate de la nouvelle république était composite. Les chambres de commerce locales et l'organisation centrale des chambres de commerce américaines, les "Rotary Clubs", l'"American Asiatic Association", les présidents de certains collèges et universités, les membres de la "Young Men's Christian Association", les clubs féminins, les églises et les sociétés missionnaires firent parvenir des pétitions, des lettres personnelles, des résolutions à la Maison-Blanche demandant de reconnaître la république de Chine. (17) Les églises et les sociétés missionnaires furent les organisations qui appuyèrent le plus fortement le mouvement en faveur de la reconnaissance de la nouvelle république. Jusqu'à la révolution de 1911, le point de vue des missionnaires en ce qui concernait la politique à suivre à l'égard de la Chine ne différa pas outre mesure de celui du gouvernement. Les dépêches de la "porte ouverte" et la politique attentiste pratiquée par le gouvernement firent l'objet de commentaires élogieux de la part des missionnaires. Mais, maintenant que la Chine semblait s'engager sur le chemin du progrès et des réformes, ils cherchèrent à soutenir les réformateurs. La nouvelle attitude, nous avons pu le noter, s'était lentement formée à la suite du cataclysme "Boxer". Les missionnaires avaient de moins en moins fait appel à la force pour résoudre leurs problèmes. Ils s'étaient de plus en plus abstenus de chercher à exercer des pressions

sur le gouvernement américain. Ils étaient très favorables au courant moderniste et réformateur chinois du début du XXème siècle et, comme ils pensaient que le gouvernement des Etats-Unis n'était pas défavorable aux aspirations nationalistes chinoises, il n'y avait aucune raison de chercher à influencer une politique qui était en accord avec leur propre point de vue. Cette acceptation passive de la politique américaine fit cependant place, après la déposition des Mandchous à un enthousiasme déclaré pour la révolution et les promesses qu'elle impliquait:

"That regime is now, happily, shorn of its power to cripple the development of a virile people. It can never again chill China's hot yearnings after freedom, nor stand in the way of its peoples' intelligent hearing and unfettered choice of the truth as presented in the message of our gospel." (18)

Dans une lettre aux étudiants de "Mount Holyoke College", une autre missionnaire, Alice Seymour Browne, rapportait que le nouveau président (Yüan Che-k'ai) avait promis la liberté religieuse et décrivait à ses correspondants une manifestation de chrétiens chinois à Pékin où un message de Yüan Che-k'ai avait été accueilli aux cris de:

"Ten Thousand Years to the Republic!
Ten Thousand Years to President Yüan!
Ten Thousand Years to the Church of Christ!"

et elle ajoutait:

"... As I sat there and listened to the patriotic speeches and hymns and prayers and looked at the two thousand Christians that made up the enthusiastic audience, and thought of the significant words sent by President Yüan ... - well, - the world seemed a rather wonderful place to be living in, just now." (19)

Lorsqu'en mai 1912, deux Chinois plaidèrent la cause de la nouvelle république à la "General Conference of the Methodist Church", à Minneapolis, le "Christian Advocate" décrivit la scène de la manière suivante:

"It was a thrilling moment when these leaders from far-off China stood before their brethren and pleaded for the 'infant republic'. Patriotism and Christianity met and flowed on together, gathering power until the entire conference was upon its feet, cheering, shouting, and waving handkerchiefs. Hearts swelled and eyes grew dim as, in the midst of Dr. Wang's speech, someone started,

'My Country 'Tis of Thee'. How the great anthem bellowed and surged throughout the auditorium. The first republic and the last joined hearts and voices in a mighty burst of patriotic fervor as the audience rose to its feet and sang, as only Methodists can sing, 'Sweet Land of Liberty.'" (20)

Si les missionnaires faisaient part de leurs expériences chinoises et de leurs espoirs pour la nouvelle république en termes optimistes et enthousiastes, aux dires de l'un d'entre eux, l'Evêque Bashford, il semble qu'ils aient même cherché à influencer le gouvernement des Etats-Unis, en entrant directement en rapport avec le président Taft. Paul A. Varg raconte que Bashford, dans son journal et dans une lettre au futur président Wilson, datée du 28 novembre 1912, soutient avoir rencontré Taft le 14 avril 1912 pour lui demander de reconnaître la nouvelle république et d'user de son influence auprès des autres puissances pour qu'elles fassent de même. (21) Toujours selon Varg, Bashford explique que Taft lui posa un grand nombre de questions à cette occasion et finit par accepter de reconnaître la république. Mais il ajouta qu'il était lié à la Grande-Bretagne, la France, la Russie, le Japon, et l'Allemagne par un accord bannissant l'intervention unilatérale de l'une des six puissances. Taft demanda à Bashford de présenter ses remarques par écrit et de revenir quatre jours plus tard pour rencontrer le secrétaire d'Etat Knox. Lorsque l'Evêque vit Knox, le secrétaire d'Etat aurait dit:

"In case the other five powers would not act soon, the U. S. would recognize China alone." (22)

Y-a-t-il vraiment eu accord de Knox? Varg signale qu'aucune trace d'un quelconque accord n'a jusqu'à présent été découverte par les historiens. Les événements suggèrent d'ailleurs que Taft et Knox étaient surtout motivés par leur désir de promouvoir le consortium bancaire pour aider à la réorganisation de l'administration chinoise.

Qu'en était-il de ce consortium bancaire? Rappelons que le consortium bancaire international prend naissance avec les négociations d'un emprunt pour la construction de la ligne de chemin de fer du Hukuang entre la Chine, d'une part, et la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne, d'autre part. Taft imposa l'admission américaine au consortium en télégraphiant au prince régent pour lui demander d'appuyer la candidature d'un groupe bancaire américain. Le consortium à quatre signa l'accord final avec le gouvernement chinois en 1911, quelques mois avant la révolution. Les banquiers devaient prêter six millions de livres sterling au gouvernement chinois. La révolution empêcha toute mise en pratique de l'accord en question. Rappelons également que le gouvernement chinois fit appel, en 1910, au gouvernement américain pour obtenir un prêt aux fins de réforme monétaire et d'accélération de l'industrialisation de la Mandchourie. Les fonds devaient, ini-

tialement, provenir de sources uniquement américaines. L'administration Taft accepta, mais demanda aux puissances intéressées au consortium pour la construction du chemin de fer du Hukuang de participer à parts égales dans le financement des projets du gouvernement chinois. Les groupes bancaires des quatre puissances acceptèrent de prêter une somme de dix millions de livres sterling. L'accord fut conclu en avril 1911. Mais, là encore, la révolution empêcha sa mise en vigueur.

Lorsqu'en 1912, le nouveau gouvernement qui se trouvait dans une situation financière particulièrement difficile chercha à financer la réorganisation de l'administration, il fit tout naturellement appel au consortium bancaire des quatre. Du milieu de février au mois de juin, le consortium consentit de multiples avances destinées à couvrir les besoins immédiats en liquidités. En juin, à l'insistance de la France et de la Grande-Bretagne, le Japon et la Russie entrèrent dans le consortium. En admettant la Russie et le Japon, les puissances reconnuent les sphères d'influence établies en Mongolie et en Mandchourie par les deux nouveaux membres. (23) Dès lors, les négociations concernant le prêt pour la réorganisation de l'administration se concentrèrent sur les procédures de supervision et de contrôle à adopter par le consortium à l'égard de la Chine.

Les termes et les conditions proposés par le consortium indignèrent Sun Yat-sen et les républicains. Ils craignaient que les termes de l'emprunt ne menacent l'autonomie financière et administrative de la Chine. L'opposition était si forte que le gouvernement chinois se vit forcé de renoncer à conclure l'accord. Jusqu'à la fin de l'administration Taft, les négociations continuèrent sans aboutir à un résultat positif. Les incessants conflits d'intérêts entre les membres du consortium et l'opposition du gouvernement chinois aux termes proposés empêchèrent d'aboutir à une entente. Le groupe bancaire américain fit bientôt savoir au Département d'Etat que ses membres considéraient l'éventualité d'un retrait du consortium, les Européens semblant exclusivement préoccupés par des considérations politiques et impérialistes. Telle était la situation lorsque le nouveau président, Woodrow Wilson, et son secrétaire d'Etat, William Jennings Bryan, entrèrent en fonction. La république de Chine n'avait pas été reconnue malgré la pression de l'opinion, et le groupe bancaire désirait se retirer du consortium financier.

Dès que Wilson entra à la Maison Blanche, les missionnaires lui conseillèrent de reconnaître la république de Chine et les banquiers lui firent savoir qu'ils ne continueraient à participer aux négociations du consortium qu'à sa requête expresse. Le 19 mars 1913, Wilson annonça qu'il ne ferait pas une telle requête, les conditions exigées par le consortium menaçant l'indépendance administrative de la Chine, et le 2 mai, le gouvernement des Etats-Unis reconnut la république. L'annonce du 19 mars poussa les banquiers américains à se retirer du consortium. La réaction de la presse fut partagée, mais une lé-

gère majorité s'exprima en faveur de la nouvelle orientation prise par Wilson. Le "Springfield Republican" résumait le point de vue de la nouvelle administration en ces termes:

"Banking houses making foreign loans cannot have Uncle Sam as their collecting agent."

Quant au "New York World", il faisait remarquer que le nouveau président était

"... for the open door, but not one forced open by the jimmy of guns and landing parties in support of private interests."

et le quotidien ajoutait que l'administration était en faveur de

"... the largest and most intimate trade relations with China, but as won naturally and not compelled."

Le "Springfield Republican" exprimait son opinion que la nouvelle orientation de la politique étrangère américaine formulée par le président Wilson était

"... of immediate as well as historic importance."

L'administration Wilson

"... would be the friend of all nations, but it is not ready to take a hand in enforcing the claims of any group of citizens which might end in a situation antagonistic to another and friendly country."

Le quotidien continua par une répudiation de la politique de Knox qui ne prenait en considération que les intérêts des Etats-Unis et perdait de vue le bien-être des Chinois. (24)

La presse, en fait, avait tendance à interpréter l'action de Wilson comme un tournant extrêmement important de la politique américaine à l'égard de la Chine. L'on n'hésitait pas à comparer le message du 19 mars aux dépêches de John Hay. Comme le note le "Literary Digest" du 5 avril 1913:

"The people of this country, so far as their opinion can be traced in newspaper utterances, appear generally to favor the Wilson doctrine."

Une approbation unanime était exprimée dans les éditoriaux de journaux de toutes tendances politiques. Le "Chicago Record-Herald"

(républicain), le "Chicago News" (indépendant), le "Philadelphia Record" (démocrate), le "New York Daily People" (socialiste-travailleuse), le "Baltimore News" (progressiste), le "Milwaukee Free Press" (républicain), le "Louisville Herald" (progressiste), le "Houston Post" (démocrate) s'accordaient pour soutenir la nouvelle orientation. Ni le capitalisme américain, ni la Chine ne pouvaient souffrir de cette politique et les Etats-Unis ne pourraient que bénéficier d'un retrait relatif du système d'alliances étrangères. Le retour aux anciens principes isolationnistes était accueilli très favorablement. Un désengagement américain devait d'ailleurs permettre de préserver l'intégrité chinoise d'une manière beaucoup plus efficace, pensait le "New York Sun" qui ajoutait:

"Once the bargain with the five other Powers had been entered into, the bargain would have to be kept. Possible eventualities might have put this country in the position of being a party in a scramble for Chinese territory. The Administration desires to remain able, if such a scramble comes, to deter these ambitious Powers acting as the friends of the new Republic."

Des journaux comme le "New York Commercial", le "Wall Street Journal", ou le "Commercial and Financial Chronicle" exprimaient le point de vue que l'action du nouveau gouvernement permettrait de maintenir la porte ouverte. La participation au consortium n'aurait pas apporté de grands avantages à l'économie américaine. Les conditions du prêt irritaient les Chinois et le gouvernement de Pékin n'y semblait pas favorable. Pour le "St. Louis Globe-Democrat", la ligne du nouveau gouvernement permettait aux banquiers d'agir indépendamment en Chine, ce qui devait avoir des conséquences favorables à l'influence politique et sociale américaine dans la nouvelle république:

"Acting independently, our bankers will probably contribute something toward China's exchequer, and will thus be in a position to maintain and extend our country's social and political influence in the big Republic." (25)

Le "Wall Street Journal" était satisfait de l'abandon de la diplomatie du dollar qui représentait, selon lui,

"... one of the least desirable legacies of the last administration at Washington ... " (26)

Certains quotidiens adoptèrent cependant une position nettement plus réservée. Des journaux comme le "Detroit Free Press", ou le "New York Evening Mail" pensaient que le retrait du groupe bancaire américain du consortium marquait la cessation de la protection de la

Chine par les Etats-Unis. Le "New York Journal of Commerce" craignait que Wilson n'ait fermé la porte aux intérêts commerciaux et financiers américains en Chine. Le "Boston Transcript", le "New York Globe", le "New York Herald", et même le "New York Sun" partageaient cette crainte. Dans un article d'un autre de ses rédacteurs, le "New York Sun" présentait un point de vue radicalement différent de celui exprimé par ailleurs (voir, page précédente). Ce qui restait de la politique de John Hay, pouvait-on y lire, était maintenant .

"... no more than a grinning skeleton without vital organs or muscles." (27)

A l'exception de quelques quotidiens, l'opinion fut favorable à l'initiative de Wilson. Les messages de félicitations s'accumulèrent sur son bureau. Ils exprimaient généralement l'opinion que la nouvelle politique à l'égard de la Chine était le signe d'un haut sens moral, découlait d'une vision particulièrement claire de la situation, qu'elle permettrait à la Chine de se libérer de l'emprise étrangère, qu'elle restaurerait le prestige et l'influence américaine en Extrême-Orient, qu'elle assurerait aux Etats-Unis une place de choix dans la course au développement économique, et que la nouvelle administration, par sa proclamation, avait gagné la confiance du public. (28) Le retrait du consortium, comme les autres comportements politiques américains à l'égard de la Chine, fut interprété par l'opinion comme l'expression de la bienveillance, de la sympathie et du sincère intérêt des Etats-Unis pour la Chine. Encore une fois, les Américains croyaient mériter la gratitude chinoise. William Jennings Bryan, par exemple, écrivit à Wilson que la reconnaissance de la Chine lui était acquise:

"I have yet to find the first man who dissents from your position on the Chinese loan and I believe you have won the lasting gratitude of China." (29)

Le gouvernement chinois exprima effectivement sa gratitude pour l'attitude juste et magnanime de la nouvelle administration. Curieusement, cependant, Yuan Che-k'ai, un mois plus tard, accepta les conditions du consortium des cinq puissances. Entre-temps, les élections parlementaires avaient eu lieu. Le parti nationaliste avait remporté une majorité de sièges au Sénat et à la Chambre. Le président de la république chinoise vit dans la victoire du parti nationaliste une menace. Il avait des ambitions personnelles diamétralement opposées aux aspirations des républicains siégeant au Parlement. Peu à peu, la situation allait évoluer vers un antagonisme déclaré entre les deux factions.

Wilson et Bryan étaient favorables à la reconnaissance rapide de la république, mais ils hésitaient à reconnaître le gouvernement de Yuan Che-k'ai. Il s'agissait de reconnaître le nouveau régime sans

fortifier la position personnelle du président. A une séance de cabinet du 1er avril 1913, Wilson considéra que la première réunion de l'Assemblée nationale chinoise qui devait avoir lieu le 8 avril fournissait une bonne occasion pour une reconnaissance officielle de la république. Il demanda donc à Bryan d'envoyer une note aux représentants diplomatiques à Washington des nations intéressées à la situation chinoise, annonçant l'intention du gouvernement des Etats-Unis de reconnaître la république le 8 avril:

"The President wishes me to announce to you, and through you to your Government, that it is his purpose to recognize the Government of China on the 8th of April upon the meeting of its constituent Assembly. He wishes me to say that he very earnestly desires and invites the cooperation of your Government and its action to the same effect at the same time." (30)

Entre-temps, la situation en Chine s'était détériorée. Un des leaders du Kouo-min-tang avait été assassiné. Wilson et Bryan en étaient fort préoccupés. Les rapports en provenance de Chine semblaient indiquer que l'assassinat avait été fomenté par Yüan Che-k'ai. (31) A la séance de cabinet du 4 avril, il fut décidé d'attendre d'avoir de plus amples informations sur les événements en Chine. L'Assemblée nationale se réunit le 8 avril, mais les Etats-Unis ne reconnurent pas le gouvernement chinois, comme il avait été prévu. Le Brésil et le Pérou, par contre, qui avaient accepté d'agir conjointement avec les Etats-Unis, et qui n'avaient pas de représentants à Pékin, recevant la nouvelle de la réunion de l'Assemblée et croyant que les Etats-Unis avaient pris l'initiative, reconnurent la république de Chine. Wilson hésitait. La presse américaine souligna le fait et fit remarquer que, vraisemblablement, le gouvernement attendait que certaines conditions soient remplies. Certains quotidiens attiraient l'attention de leurs lecteurs sur l'instabilité de la situation en Chine et se demandaient s'il convenait de reconnaître la république. Le "Philadelphia Telegraph", et le "New York Sun", par exemple, recommandaient la prudence en la matière. La grande majorité des quotidiens, cependant, si elle reconnaissait que la situation était incertaine, n'en estimait pas moins que la reconnaissance du gouvernement chinois était un geste de justice internationale qui renforcerait la position de la nouvelle république. (32)

Une dizaine de jours plus tard, alors que Wilson hésitait toujours, Yüan Che-k'ai lança un appel aux églises de Chine pour qu'elles observent une journée de prières pour le pays. Cet appel fut répercuté par la presse dans le monde entier, mais il eut un effet particulièrement considérable aux Etats-Unis:

"China Asks for Prayers.
Government makes a formal appeal to all Christian Churches.

Peking, China, April 17 - An official appeal was made today by the Chinese Government to all the Christian Churches in China to set aside April 27 as a day for prayer that China may be guided to a wise solution of the critical problems besetting her. This act of Government is regarded here as striking evidence of the extraordinary changes which have taken place in the nation since the revolution.

The appeal was distributed broadcast by telegraph today to the governors and high officials within those jurisdiction Christian communities are to be found. It was also sent to the leaders of various missions. Prayer was requested for the National Assembly, for the new Government, for the President of the Republic, who is yet to be elected; for the Constitution of the Republic, for the recognition of the Republic by the Powers, for the maintenance of peace, and for election of strong and virtuous men to office.

The representatives of the provincial authorities are instructed to attend the services." (33)

Wilson, semble-t-il, fut particulièrement impressionné et touché par l'appel du président de la république chinoise. Toujours est-il que la reconnaissance de la Chine ne fut plus discutée en séance de cabinet par la suite. Le 2 mai 1913, E.T. Williams présenta au président de la république de Chine un message du président Wilson reconnaissant la république. La réaction de la presse américaine à l'appel aux prières fut naturellement très favorable. La presse religieuse interprétait l'événement comme la justification des efforts missionnaires et un encouragement au développement de nouvelles activités. Le "Zion's Advocate" de Portland (Maine), une revue baptiste, écrivait:

"China has invited her own evangelization; the missionary enterprise will henceforth stand on a very different footing in that old land."

Le "Cleveland Evangelical Messenger" considérait qu'il s'agissait là d'un événement

"... prophetic of the coming supremacy of the principles of the Christian religion in China."

Le "Boston Congregationalist" indiquait:

"... in the province of Kwantung, the chief city of which is Canton, sixty-five per cent of the Government officials

are Christians, and in the new National Assembly there is also a good proportion of Christians."

Quant au "New York Evening Mail", il faisait remarquer que

"Praying for China is a proof that the American people have the sort of sentiment for the Chinese people upon which enduring friendship may be founded." (34)

L'administration était, bien sûr, au courant des développements fâcheux en Chine. Quelques jours avant la reconnaissance officielle du nouveau gouvernement par les Etats-Unis, Yüan Che-k'ai qui avait désespérément besoin de fonds avait conclu un accord avec le consortium des cinq, acceptant les conditions mêmes que Wilson avait considérées indésirables car menaçant l'indépendance administrative de la Chine. Qui plus est, il avait omis d'en référer au Parlement. L'opposition était virulente. Sun Yat-sen avait demandé au Parlement de rejeter cet emprunt qu'il considérait "illégal", sur quoi, les troupes de Yüan Che-k'ai encerclèrent l'édifice où se déroulaient les débats et le premier ministre du gouvernement provisoire déclara que la conclusion de l'accord était un fait accompli et, qu'en conséquence, la discussion était close. Les nationalistes répliquèrent en déposant le gouvernement. Yüan releva alors de leurs fonctions les gouverneurs militaires des provinces du Kiang-si, Kouang-tong et An-houei, où les nationalistes étaient fortement implantés, et il prépara son armée à une campagne contre le Sud. En juillet et août 1913, sept provinces firent sécession, donnant ainsi le coup d'envoi de ce que l'on appelle généralement la "seconde révolution". Les armées des provinces du Sud étaient cependant trop mal équipées et mal entraînées pour pouvoir résister aux armées de Yüan Che-k'ai qui n'eurent aucun mal à les écraser. En automne, tout était terminé, et les généraux de Yüan prirent possession, en tant que "Seigneurs de la Guerre", de la région du Yang-tseu. La voie était maintenant libre pour Yüan. Rien ne s'opposait plus à ce qu'il devienne président à vie, puis, comme il l'espérait, empereur de Chine. Dès octobre, il fut élu président à vie par le Parlement et le gouvernement provisoire devint le gouvernement régulier. Dans les six mois qui suivirent, le parti nationaliste fut dissous, les mandats de 438 parlementaires furent révoqués. Le Parlement se trouva dans l'impossibilité de légiférer, faute de quorum. L'opposition avait été anéantie, la Constitution et le Parlement balayés et Yüan Che-k'ai était devenu le dictateur de la Chine. L'expérience républicaine avait échoué. Le président exerçait maintenant le pouvoir d'un empereur, s'il n'en avait pas le titre. Son ambition, cependant, le poussait à vouloir être le monarque de jure, autant que de facto. Il allait faire tout son possible pour combler son désir.

Entre-temps, la situation mondiale avait évolué de manière menaçante pour les intérêts chinois. La première guerre mondiale préoccu-

paît profondément le gouvernement. L'on redoutait, en effet, d'être entraîné dans le conflit. De plus, le Japon, intéressé qu'il était à d'éventuels gains territoriaux sur le continent asiatique, était lié par des accords militaires offensifs et défensifs à la Grande-Bretagne. Le gouvernement japonais pouvait invoquer ce prétexte pour attaquer les positions allemandes en Chine. Dans l'éventualité d'un conflit armé entre les différentes puissances possédant des concessions ou des portions de territoires en Chine, il semblait bien au gouvernement que le meilleur moyen d'éviter d'être entraîné dans le conflit était de persuader les belligérants de s'engager à ne pas entreprendre d'opérations militaires sur le territoire chinois. Yüan Che-k'ai demanda donc aux Etats-Unis, seule puissance neutre capable de faire respecter la neutralité chinoise, d'intervenir en ce sens auprès des puissances concernées. Le ministre des affaires étrangères chinois présenta au chargé d'affaires américain à Pékin, John V.A. MacMurray, la requête que le gouvernement américain

"... endeavor to obtain the consent of the belligerent European nations to an undertaking not to engage in hostilities either in Chinese territory and marginal waters or in adjacent leased territories." (35)

Quelques jours plus tard, le gouvernement chinois proclamait sa neutralité dans le conflit. Le gouvernement américain fut favorable à la proposition chinoise. Lorsque MacMurray demanda l'autorisation de participer aux négociations pour la neutralisation des concessions étrangères, à l'exception des territoires loués, l'autorisation lui fut donnée sans aucune hésitation. Il chercha même à sonder les opinions des représentations diplomatiques à Pékin quant à l'éventualité d'une préservation du statu quo en Chine. Les résultats des initiatives du chargé d'affaires furent tout à fait négatifs. Pour le Japon, les propositions chinoises étaient inacceptables. Le seul obstacle sérieux à l'ouverture d'hostilités sur le territoire chinois même par les forces japonaises résidait dans la position américaine. Les forces américaines allaient-elles intervenir pour sauvegarder la neutralité chinoise? Une telle éventualité avait sérieusement été prise en considération à Tokyo. Mais les Japonais s'aperçurent rapidement que le gouvernement américain n'avait vraiment aucune intention de maintenir le statu quo par la force en Chine. Dès lors, les efforts américains pour maintenir l'Extrême-Orient en dehors de la zone des combats étaient condamnés à l'échec. Au bout de quelques temps, le gouvernement chinois, confronté aux stériles efforts diplomatiques des Etats-Unis et à l'indomptable détermination japonaise, retira sa proposition de l'exclusion de l'Extrême-Orient de la zone de conflit.

Les craintes du gouvernement chinois se révélèrent fondées. Le Japon saisit bientôt toutes les possessions allemandes dans le Pacifique et lança un ultimatum à Berlin, demandant au gouvernement alle-

mand de céder au Japon les concessions de Kiao-tcheou et du Chan-long. Lorsque le gouvernement allemand rejeta l'ultimatum, le Japon attaqua les positions allemandes, en faisant la sourde oreille aux protestations du gouvernement chinois. L'administration Wilson ne chercha guère à intervenir, malgré les requêtes renouvelées de la Chine. L'on pourrait penser qu'une fois les positions allemandes en Chine balayées de la carte, le Japon s'estimerait satisfait. Tel ne fut cependant pas le cas. Le 18 janvier 1915, le ministre japonais à Pékin, Eki Hioki, présenta à Yüan Che-k'ai une série de propositions, les fameuses vingt et une demandes. Le document était divisé en cinq groupes de propositions. Les quatre premiers groupes demandaient que le Chan-long, la Mandchourie, la Mongolie intérieure, la côte Sud-Est de la Chine, et la vallée du Yang-tseu passent sous contrôle japonais. Le cinquième groupe de propositions faisait virtuellement passer la Chine sous protectorat japonais. Des conseillers japonais devaient prendre en main et contrôler l'administration politique, économique, militaire et judiciaire du pays. De plus, le gouvernement chinois devait accepter d'acheter 50% de son approvisionnement en munitions au Japon.

La manière dont les vingt et une demandes furent présentées au président de la république chinoise mérite mention. Le ministre du Japon en Chine s'adressa directement au président, sans passer par le ministère des affaires étrangères. Durant l'entrevue, il fit remarquer à Yüan que les propositions du gouvernement japonais devaient rester secrètes sous peine des plus graves conséquences pour la Chine. Il ajouta que le peuple japonais était particulièrement hostile à Yüan à cause de sa politique pro-occidentale, pro-américaine en particulier, et anti-japonaise. Il insinua qu'une décision pro-japonaise pourrait influencer les Japonais à reconsidérer leur point de vue à l'égard de Yüan, mais que si le gouvernement chinois tardait trop à répondre favorablement aux demandes japonaises, il deviendrait particulièrement difficile pour les autorités nipponnes de contrôler les éléments nationalistes chinois réfugiés au Japon et qui ne rêvaient que de renverser Yüan Che-k'ai. En d'autres termes, Hioki utilisa la menace de troubles internes comme moyen de persuasion. Malgré l'injonction japonaise de garder le secret, le gouvernement chinois fit publier la nouvelle. Les réactions aux Etats-Unis et dans le reste du monde obligèrent le gouvernement japonais à publier une version modifiée du texte présenté au gouvernement chinois. Sur quoi, les Chinois publièrent le texte intégral des propositions japonaises. Ceci déclencha une longue série de manœuvres diplomatiques entre la Chine, le Japon et les Etats-Unis. (36)

Wilson était fort préoccupé de ce qui passait entre le Japon et la Chine. Il pensait que les 21 demandes présentées au gouvernement chinois par le Japon étaient incompatibles avec l'indépendance administrative de la Chine. Il écrivit à Bryan:

"In short, I feel that we should be as active as the circumstances permit in showing ourselves to be champions of the sovereign rights of China, now as always, though with no thought of seeking any special advantage or privilege for ourselves." (37)

Mais l'effort diplomatique américain eut peu d'effets tangibles. Le 7 mai 1915, le Japon adressa un ultimatum au gouvernement chinois qui accepta les demandes japonaises le 9. Le 25 mai 1915, la Chine et le Japon signèrent deux traités. Le gouvernement chinois reconnaissait les droits spéciaux des Japonais dans le Chan-tong, en Mandchourie, en Mongolie intérieure, sur la côte Sud-Est, et dans la vallée du Yang-tseu. La cinquième partie des propositions japonaises du 18 janvier n'était pas incluse dans les clauses des traités. Yüan Che-k'ai avait constamment refusé d'aborder la discussion des propositions de la cinquième partie. La patience et la détermination du gouvernement chinois en la matière, les réactions de l'opinion publique, aussi bien en Chine que dans le reste du monde, les délais savamment ménagés, avaient finalement permis de reporter à date ultérieure la prise en considération de ces clauses. Par la suite, le fait que le Japon dut avoir recours à un ultimatum pour forcer les Chinois à accepter leurs propositions fut invoqué par la délégation chinoise à la conférence de la paix de Versailles, en 1919, pour demander l'abolition des traités de 1915. De plus, ces accords ne furent jamais ratifiés par le parlement chinois, ce qui les rendit invalides aux yeux de la population chinoise elle-même.

La politique de l'administration Wilson à l'égard de la Chine et du Japon apparaît très ambiguë. Le gouvernement américain poursuivit une politique de stricte neutralité. Wilson et Bryan ne voulaient en aucun cas provoquer l'ire du Japon en s'opposant à ses initiatives belliqueuses contre les positions allemandes sur territoire chinois. Tout en plaidant pour l'intégrité territoriale de la Chine, l'administration était beaucoup plus intéressée, semble-t-il, à la stabilité intérieure de la nouvelle république. L'ambiguïté de la position américaine est révélée par les communications contradictoires émanant des membres du gouvernement. Le président Wilson, par exemple, ne se contenta pas d'exprimer l'opinion qu'il était du devoir des Etats-Unis de promouvoir et de préserver activement les droits souverains du peuple chinois, il fit également remarquer, dans un message au ministre des Etats-Unis en Chine, Paul A. Reinsch, qu'il ne voyait aucune possibilité d'intervention en Chine:

"I have had the feeling that any direct advice to China, or intervention in her behalf in the present negotiations, would really do her more harm than good, inasmuch as it would very likely provoke the jealousy and excite the hostility of Japan ..." (38)

Robert Lansing avait exprimé le même point de vue au même Paul A. Reinech dans un message éclairant la politique du Département d'Etat et instruisant les diplomates de la position américaine en la matière:

"The United States desires China to feel that American friendship is sincere and to be assured that this Government will be glad to exert any influence, which it possesses, to further, by peaceful methods, the welfare of the Chinese people, but the Department realizes that it would be quixotic in the extreme to allow the question of China's territorial integrity to entangle the United States in international difficulties." (39)

La note envoyée par le secrétaire d'Etat Bryan à l'ambassadeur japonais à Washington, le 13 mars 1915, après qu'il eut reçu le texte intégral des vingt et une demandes, est révélatrice de la prudence du Département d'Etat en la matière. Il y faisait remarquer que les Etats-Unis avaient un certain nombre de droits acquis par traités avec la Chine qui l'obligeait à présenter des objections aux propositions japonaises concernant le Chan-tong et la Mandchourie. Il se voyait, cependant, obligé de reconnaître que la proximité des territoires en question créait des relations spéciales entre le Japon et ces régions:

"While on principle and under the treaties of 1844, 1858, 1868, and 1903 with China the United States has ground upon which to base objections to the Japanese (demands) ... nevertheless the United States frankly recognizes that territorial contiguity creates special relations between Japan and these districts." (40)

Sa position concernant le cinquième groupe de demandes n'était pas plus ferme:

"The American Government is glad to learn ... that the 'requests' were not presented to China as 'demands' but that they were but 'wishes' for which 'friendly consideration' was asked on the part of China. The American Government understands from this distinction between the 'demands' and the 'requests' that the latter are not to be pressed if the Chinese Government should decline to consider them." (41)

Deux mois plus tard, le 11 mai 1915, dans une seconde note à l'ambassadeur japonais à Washington, Bryan présenta plus clairement la position américaine:

"The Government of the United States ... cannot recognize any agreement or undertaking which has been entered into or which may be entered into between the Governments of Japan and China, impairing the treaty rights of the United States and its citizens in China, the political or territorial integrity of the Republic of China, or the international policy relative to China commonly known as the open door policy." (42)

Pendant les deux années qui suivirent, diplomates américains et japonais continuèrent à se mesurer au sujet du statut de la Chine. Le gouvernement de Tokyo employa tous les stratagèmes concevables pour faire reconnaître sa position spéciale en Chine, et l'administration Wilson continua à chercher à s'opposer aux desseins japonais. Une fois encore, cependant, le fait que la Chine représentait une question vitale pour le Japon et qu'elle n'éveillait que peu d'intérêt aux Etats-Unis, fit que le Japon vit son influence sur le gouvernement chinois s'accroître progressivement.

Pendant ce temps, la position de Yüan s'était renforcée au point qu'il pensait pouvoir envisager la transformation de la nouvelle république en empire. Il avait fondé un mouvement pro-monarchique qui se faisait l'avocat de la sauvegarde de la Chine par la restauration d'une monarchie constitutionnelle. En août, une société pour la nomination de Yüan comme empereur fut organisée. En novembre, l'Assemblée nationale approuva la restauration de la monarchie. Le 11 décembre, les représentants des provinces firent parvenir au président de la république une pétition lui demandant de consentir à devenir empereur. Le lendemain, il déclara qu'il acceptait le trône et que 1916 marquerait la première année de son règne. L'opposition, cependant, s'était organisée. Sun Yat-sen qui avait fui la Chine, après la seconde révolution, et qui s'était réfugié au Japon, réorganisa le parti nationaliste. Il fonda le "parti révolutionnaire chinois" ("Chung-kuo ko-ming tang"), le 8 juillet 1914. Un peu plus d'une année après la naissance du nouveau mouvement, Sun fut prêt à s'opposer au mouvement monarchique. L'assassinat du gouverneur militaire de Chang-hai, en novembre 1915, puis la prise d'un navire de guerre gouvernemental, en décembre, marquèrent le début de la guerre contre Yüan Che-k'ai. Dans le Yunnan, une armée de protection nationale vit le jour. Le 23 décembre, le Yunnan envoya un ultimatum à Yüan lui donnant deux jours pour dissoudre le mouvement monarchiste et renoncer à se faire proclamer empereur. Lorsqu'il refusa, le Yunnan proclama son indépendance et son armée, forte de 10.000 hommes, se mit en campagne. Le 27 décembre, le Kouei-tcheou proclama également son indépendance. Le 15 mars 1916, le Kouang-si en fit de même. Dans le même temps, une nouvelle armée anti-monarchique se forma dans le Chan-tong. Yüan chercha tout d'abord à mettre sur pied une résistance armée, mais ses généraux refusèrent de mener une campagne contre l'armée de

protection nationale. Il se vit alors forcé d'abandonner ses rêves monarchiques. Il espérait, cependant, conserver la présidence de la république. Tel ne fut pas le cas. Le Kouan-tong proclama l'indépendance le 6 avril, le Tché-kiang, le 12. En mai, les divers mouvements révolutionnaires s'unifièrent. Le Chen-si, le 9, le Se-tchouan, le 22, et le Hou-nan, le 27 mai, proclamèrent, à leur tour, l'indépendance. Le 6 juin, Yüan mourut.

Le vice-président de la république, Li Yüan-hung assumait les fonctions de président dès le lendemain. Le 1er août, le Parlement qui avait été dissous par Yüan fut rétabli dans ses fonctions. Le premier ministre de Yüan, Tuan Ch'ï jui, fut confirmé dans ses fonctions. La question de savoir si la Chine devait participer au conflit mondial domina bientôt la scène politique chinoise. Le premier ministre déclara la guerre à l'Allemagne le 14 mai 1917, sans avoir, au préalable, obtenu l'accord du Parlement ou du président de la république. Le président Li chercha alors à forcer Tuan à se démettre de ses fonctions. A la suite de quoi, un certain nombre de provinces proclamèrent leur indépendance du gouvernement central et formèrent une armée pour marcher sur Pékin. Li fit alors appel au gouverneur militaire de l'An-houei, Chang Hsün qui investit Pékin, en juin, avec 5000 soldats. Une fois sur place, Chang demanda la dissolution du Parlement et tenta, avec la complicité secrète de Tuan, de réinstaller le dernier empereur mandchou, Peu-yi, sur le trône. Tuan, n'ayant reçu aucun poste ministériel dans le nouveau cabinet, regroupa les troupes qui lui étaient favorables et chassa les partisans de la restauration de Pékin. A nouveau, il se retrouva premier ministre. Ses partisans cherchèrent alors à reconstituer une république où il aurait la haute main. Sun Yat-sen et les nationalistes y étaient opposés et, une fois encore, la Chine s'enfonça dans le chaos et la guerre civile. Entre 1917 et 1925, les diverses factions et les seigneurs de la guerre s'opposèrent en des conflits stériles qui dévastèrent la Chine. Pendant cette même période, cependant, les Chinois, ou certains d'entre eux prirent conscience du gigantesque effort de réorganisation qui était nécessaire. Divers mouvements politiques, comme le parti communiste chinois ou le parti nationaliste, furent fondés ou réorganisés. Des mouvements intellectuels, comme le mouvement du quatre mai, prirent naissance et influencèrent l'avenir de la république de Chine. Nominale, comme l'écrivit Bianco, la république continue à exister. (43) Mais le pouvoir échappe au gouvernement central. Il s'exerce, en fait, dans les provinces gouvernées par les "Seigneurs de la guerre". (44)

Au début de l'année 1917, le gouvernement des Etats-Unis rompit les relations diplomatiques avec l'Allemagne et, dans un message du président Wilson, invita les pays neutres à faire de même. Cette invite ne concernait pas la Chine. L'administration Wilson craignait bien trop qu'une diversion des gigantesques tâches de reconstruction et de développement ne provoque des troubles internes et une intervention encore plus affirmée du Japon dans les affaires chinoises. A la récep-

tion du message, cependant, le ministre des Etats-Unis en Chine, Paul A. Reinsch, demanda immédiatement une audience au président et au premier ministre pour les persuader de rompre les relations diplomatiques avec l'Allemagne. Li et Tuàn désiraient obtenir un certain nombre de garanties financières, militaires, et administratives en échange de la rupture. Ils désiraient également pouvoir compter sur le soutien américain à l'éventuelle conférence de la paix. Reinsch se trouva dans l'incapacité de communiquer avec les autorités gouvernementales à Washington, un câble sous-marin ayant été endommagé. Il prit donc sur lui d'assurer les deux hommes d'Etat chinois que le gouvernement des Etats-Unis ferait le nécessaire. Lorsque les communications télégraphiques furent rétablies et que le Département d'Etat eut vent de ce qui se tramait à Pékin, le nouveau secrétaire d'Etat, Lansing, caba à Reinsch d'éviter de faire des promesses ou de donner des assurances au gouvernement chinois. Lorsque la Chine rompit les relations diplomatiques avec l'Allemagne, Lansing exprima sa gratitude pour le soutien chinois à la politique américaine, mais demanda à Reinsch d'inciter le gouvernement chinois à la prudence en ce qui concernait une déclaration de guerre. Le problème essentiel qui se posait à la diplomatie américaine était que le Japon s'était toujours montré franchement hostile à une intervention de la Chine dans la guerre. Le Département d'Etat hésitait, dès lors, à exhorter la Chine à se ranger aux côtés des Etats-Unis, par crainte de l'hostilité japonaise à une telle initiative. Mais, à la fin de février de 1917, l'opposition japonaise à la participation chinoise à la guerre cessa. Le Japon venait, en effet, de recevoir les assurances de ses alliés concernant ses droits dans le Chan-tong et la possession des îles allemandes.

La déclaration de guerre des Etats-Unis à l'Allemagne, le 6 avril 1917, ne changea pas la position américaine à l'égard de l'intervention chinoise dans la guerre. Le Département d'Etat continua à penser qu'il valait mieux pour la Chine qu'elle se préoccupe de ses affaires intérieures. Lansing envoya d'ailleurs un message en ce sens, le 6 juin 1917, aux autorités gouvernementales chinoises:

"The principal necessity for China is to reassume and continue her political entity and to proceed along the road of national development on which she has made such marked progress." (45)

Lorsque la clique militariste de Tuàn déclara la guerre à l'Allemagne, les craintes américaines se réalisèrent. La Chine sombra dans l'anarchie et ne put se préoccuper de son développement.

La situation était particulièrement complexe en ce qui concerne les relations américano-japonaises. Le Japon, nous l'avons noté, avait obtenu un remarquable succès diplomatique lorsque ses alliés avaient reconnu dans une série de traités secrets ses acquisitions territoriales dans le Pacifique et sur le continent asiatique. Le fait que les Etats-

Unis et le Japon étaient maintenant alliés contre l'Allemagne semblait offrir une occasion unique pour le Japon d'obtenir la même reconnaissance des Etats-Unis. A cet effet, le gouvernement japonais envoya un émissaire extraordinaire, l'ambassadeur Ishii, aux Etats-Unis, pendant l'été de 1917. L'ambassadeur et le secrétaire d'Etat passèrent en revue toute la question des relations américano-japonaises. Du 6 septembre au 2 novembre 1917, Ishii et Lansing s'affrontèrent dans une série de conversations, d'échanges de notes, de propositions et de contre-propositions. Ishii cherchait à faire accepter par les Etats-Unis l'importance primordiale pour le Japon d'une position privilégiée en Chine. Lansing voulait obtenir une reconnaissance du principe de la porte ouverte. Aucun des deux diplomates ne céda. Le résultat des entretiens Ishii-Lansing fut un compromis qui ne pouvait satisfaire personne. L'accord Lansing-Ishii réaffirmait l'adhésion des deux pays au principe de la porte ouverte, et reconnaissait l'existence d'intérêts spéciaux du Japon en Chine, particulièrement en ce qui concernait les territoires contigus. Un protocole secret fut ajouté soulignant que ni l'une, ni l'autre des parties ne chercherait à tirer avantage des conditions existantes en Chine pour obtenir des droits spéciaux ou des privilèges. Cette dernière clause ne fut pas annoncée. Elle était considérée comme superflue. L'interprétation de l'accord varia selon qu'elle provenait de sources japonaises ou de sources américaines. Ishii maintint qu'il s'agissait d'une reconnaissance pleine et entière par les Etats-Unis des nouvelles concessions japonaises en Mandchourie et dans le Chan-tong. Lansing insista qu'il n'en était rien et que l'objet de l'accord était de réaffirmer l'adhésion des deux puissances au principe de la porte ouverte. (46) Les Chinois furent profondément déçus par les résultats des entretiens entre Ishii et Lansing. Cela ne les empêcha cependant pas de forcer les participants à la conférence de Versailles à aborder le sujet des traités de 1915 et des concessions extorquées par le Japon.

Le gouvernement japonais, depuis le début de la première guerre mondiale, avait eu le champ libre en Chine. Les Européens n'avaient pas abandonné la défense de leurs intérêts en Asie, mais le conflit les avait forcés à consacrer leur attention à l'effort de guerre. Ils se voyaient, par exemple, dans l'impossibilité de prêter des fonds à la Chine qui en avait pourtant bien besoin. Dans ces conditions, le seul obstacle à l'hégémonie japonaise était représenté par les Etats-Unis. La conclusion des accords Lansing-Ishii, cependant, avait semblé faire disparaître cet obstacle aux ambitions japonaises. L'accord fut interprété par les Japonais et même par les Chinois comme l'indication d'un retrait américain de Chine. (47) La politique américaine à l'égard de la Chine pouvait sembler confirmer une telle impression. Le retrait du consortium à six avait eu pour résultat que les banquiers ne cherchaient plus à s'engager dans des opérations financières avec la Chine. La raison majeure de cet état de choses était que les financiers n'étaient guère intéressés par les possibilités d'investissements

en Chine et qu'ils préféraient de loin financer l'effort de guerre des alliés.

Le Département d'Etat avait cherché, à de nombreuses reprises, à stimuler l'intérêt des groupes bancaires, des commerçants et des industriels pour les occasions d'investissements que pouvait offrir la Chine, sans résultats probants. Lorsque de rares emprunts industriels furent négociés, en 1916, l'opposition des autres puissances fut telle que les travaux projetés ne purent jamais être entrepris. La situation de la Chine était quasiment désespérée. Elle dépendait d'apports financiers extérieurs que les Européens ne pouvaient plus lui offrir. Le gouvernement américain, d'autre part, ne parvenait pas à persuader les groupes bancaires à prêter des fonds et, lorsque des prêts étaient accordés, l'opposition des autres puissances en empêchait l'utilisation. (48) Le Japon avait les mains libres. La Chine ne pouvait que s'adresser à Tokyo pour obtenir une aide financière. En fait, le gouvernement de Tokyo soutint la clique militariste de Pékin par des prêts secrets. Pour s'opposer à cet état de faits, les alliés cherchèrent, dès décembre 1916, à obtenir de Wilson que les Etats-Unis acceptent de participer à nouveau à un consortium, à quatre cette fois. Wilson, peu à peu, se rendit compte qu'il ne pouvait faire opposition au monopole financier japonais s'il ne forçait pas la main des groupes bancaires américains. En automne 1917, Wilson décida que les financiers américains participeraient à nouveau à un consortium financier. Le consortium des quatre devait être, pour les Etats-Unis, un instrument plus politique qu'économique. Il s'agissait avant tout de tenter de bloquer les initiatives expansionnistes japonaises sur le continent asiatique. (49)

L'offensive wilsonienne contre l'expansion japonaise prit quatre formes; celle d'un effort pour lier les investissements japonais aux règles coopératives du consortium, celle de participer à l'intervention militaire alliée en Sibérie pour empêcher le Japon de détacher les provinces maritimes de la Russie et de se les approprier, celle de faire pression pour que le Chan-tong soit rendu à la Chine et celle de faire codifier les principes de la politique extrême-orientale américaine et les idées wilsoniennes de non-agression et de sécurité collective dans le Pacifique et en Asie par un traité. La majeure partie de ce programme fut accomplie à la conférence de Versailles et à la conférence de Washington de 1921-1922. L'organisation du consortium et l'intervention en Sibérie eurent lieu quelques temps après la conclusion des accords Lansing-Ishii. La combinaison de ces quatre stratégies constituait le corps de la tentative américaine d'opposition à l'expansion de l'influence économique et politique japonaise sur le continent asiatique. (50)

A la conférence de la paix de Versailles, le Japon lança une offensive diplomatique de grande envergure pour obtenir les anciennes possessions allemandes dans le Chan-tong. Les alliés, en 1917, dans une série de traités secrets, avaient promis au Japon de reconnaître ses intérêts en Chine, de lui concéder une part dans les chemins de

fer de Chine orientale et les fameuses possessions allemandes dans le Chang-tong. Wilson, à Versailles, avait proposé l'organisation de la Société des Nations et, devant faire face aux objections et aux propositions d'amendement, il se débattait pour en sauvegarder l'essentiel. L'Italie, déçue, avait déjà annoncé son intention de ne pas participer à la SdN. Le Japon menaça également de se retirer de la conférence de la paix et de renoncer à faire partie de la Société des Nations si les Etats-Unis ne reconnaissaient pas les droits japonais en Chine, et plus particulièrement dans le Chan-tong et à Kiao-tcheou. De plus, les délégués japonais insistèrent également pour que la charte de l'organisation internationale contienne une clause concernant l'égalité raciale. Wilson était favorable à l'égalité raciale mais il ne pouvait que se sentir concerné par l'impact qu'une telle clause pourrait avoir sur l'opinion publique américaine. Il était clair que la population américaine ne pourrait accepter une clause qui pouvait éventuellement aller à l'encontre de la politique américaine en matière d'immigration. (51) Wilson se plia aux exigences japonaises. Ainsi, le Japon participerait à la conférence de la paix, deviendrait membre de la Société des Nations et abandonnerait sa proposition d'une clause d'égalité raciale dans la charte de la nouvelle organisation internationale. Wilson, cependant, tint à faire remarquer que la délégation japonaise avait promis de reconnaître la souveraineté politique de la Chine sur le Chan-tong et avait accepté de rendre ultérieurement à la Chine les territoires loués par l'Allemagne. Les Japonais, cependant, se proposaient de conserver les privilèges commerciaux, y compris les mines et les compagnies de chemin de fer, et Kiao-tcheou qui devint Ts'ing-tao. (52)

L'acceptation par Wilson des demandes japonaises fut interprétée en Chine et au Japon comme une capitulation américaine face aux prétentions japonaises. Pour les Chinois, ce ne fut pas le seul revers de la conférence de la paix. Les délégués chinois avaient également demandé à la conférence d'annuler les traités conclus à la suite de la présentation des vingt et une demandes et des ultimatums au gouvernement chinois par le Japon, arguant du fait qu'ils avaient été extorqués par intimidation. La conférence refusa cependant d'aborder le problème. (53) La réaction populaire chinoise au verdict de la conférence de la paix de Versailles fut tellement violente et atteignit de telles proportions que la délégation chinoise à Versailles rejeta le traité de paix. Ce fut à la fois une explosion de colère et de nationalisme et une condamnation du gouvernement de Pékin. Le 4 mai 1919, 5000 étudiants manifestèrent contre les clauses du traité de paix et des troubles éclatèrent dans tout le pays. L'incident du 4 mai fut le catalyseur d'une révolution intellectuelle. Certains intellectuels, désenchantés qu'ils étaient, tournèrent leur attention vers le socialisme marxiste qui venait de bouleverser la Russie, pendant que d'autres cherchèrent dans la tradition un antidote au matérialisme occidental. Le mouvement social, politique et intellectuel qui se révéla ce jour-là chercha à promouvoir l'indépendance nationale, l'émancipation individuelle,

et à créer une nouvelle culture. Un nouveau type de littérature prit naissance, basée essentiellement sur le langage parlé (pai-hua) et accordant une plus grande importance à la substance du récit qu'au style employé. Le mouvement mena à l'émergence de deux approches différentes du problème de la régénération et de la reconstruction nationale, celle du parti communiste et celle du parti nationaliste. (54)

La politique chinoise de Wilson, comme celle de ses deux prédécesseurs, aboutit en fin de compte à un échec. Wilson qui était un universitaire avant de devenir président des Etats-Unis (il avait même été président de l'Université de Princeton), avait acquis une connaissance, malheureusement inadéquate, des problèmes de la Chine par ses lectures et ses contacts étroits avec les missionnaires qui en revenaient. Il avait cru comprendre que le christianisme jouait un rôle important dans ce pays et avec une foi solide dans le christianisme et les principes démocratiques, il était certain que les Etats-Unis avaient une mission à accomplir en Extrême-Orient. Les principes de la justice, de la liberté, de l'ordre, et de la démocratie devaient être enseignés au peuple chinois. Il était clair, pour lui, que la culture occidentale était de loin supérieure à la culture orientale. En conséquence, les valeurs occidentales devaient être inculquées aux peuples moins avancés d'Asie. Il faisait remarquer en 1901:

"We might not have seen our duty, had the Philippines not fallen to us by the willful fortune of war; but it would have been our duty, nevertheless, to play the part we now see ourselves obliged to play. The East is to be opened and transformed, whether we will or no; the standards of the West are to be imposed upon it; nations and peoples which have stood still the centuries through are to be quickened, and made part of the universal world of commerce and ideas which has so steadily been a-making by the advance of European power from age to age." (55)

La responsabilité américaine en Chine était de promouvoir indirectement (directement dans les Philippines qui étaient une possession américaine) les valeurs qui faisaient la force et la supériorité des Etats-Unis, il fallait préserver le principe de la porte ouverte, défendre l'intégrité territoriale de la Chine et son indépendance politique. En d'autres termes, Wilson désirait poursuivre une politique de coopération bienveillante. Ce désir est reflété dans la conclusion d'un traité, le 15 septembre 1914, entre les deux pays. Les deux nations s'engageaient à régler les différends par des négociations à l'amiable. L'on s'engageait à renoncer à faire usage de la force pour résoudre les problèmes éventuels. (56)

Wilson était parfaitement conscient du fait que la démocratisation et la christianisation de la Chine ne pouvaient se réaliser qu'après un long et lent processus d'éducation et d'apprentissage. Il était prêt à

faire preuve d'une grande patience à l'égard des Chinois. Il considérait que la paix intérieure et la stabilité gouvernementale étaient absolument essentielles pour la naissance et le développement d'idéaux démocratiques. Un gouvernement fort et centralisé lui apparaissait nécessaire pour unifier la Chine. A la limite, il n'était pas nécessaire, dans la phase initiale de la progression vers la démocratie, que le pays possède des institutions purement démocratiques. Les conséquences de cette manière de voir sont significatives. Wilson soutint Yüan Che-k'ai qui se montrait pourtant aussi despotique que l'empereur mandchou et fit la sourde oreille aux appels des parlementaristes et des républicains, partisans de Sun Yat-sen, même lorsqu'il devint parfaitement clair que Yüan désirait monter sur le trône. Wilson n'était cependant pas favorable à un retour à la monarchie, mais il croyait sincèrement qu'une faillite du pouvoir central de Pékin livrerait la Chine aux ambitions impérialistes des grandes puissances et provoquerait le chaos interne. Son analyse de la situation chinoise se révéla imparfaite. L'opposition à la monarchie fut beaucoup plus forte que prévue et le soutien du gouvernement de Yüan par les Etats-Unis fit naître en Chine les conditions mêmes que Wilson tenait à éviter.

Encore une fois, il convient de noter que les objectifs de la politique américaine à l'égard de la Chine n'avaient guère changé depuis le milieu du XIXème siècle. Il s'agissait toujours de maintenir ouverte la porte du marché chinois, et d'assurer aux Etats-Unis un rôle de premier plan dans les affaires mondiales. Roosevelt avec sa politique du "gros bâton", Taft et sa "diplomatie du dollar", Wilson et la politique de l'idéalisme cherchèrent tous à préserver l'intégrité territoriale et administrative de la Chine et à faire reconnaître par les autres puissances le principe de la porte ouverte. Les résultats cependant furent décevants et les trois approches se soldèrent par des échecs.

Lorsque la guerre en Europe eut pris fin, les relations entre le Japon et les Etats-Unis se détériorèrent sensiblement. Les Américains pensaient que les Japonais n'avaient guère contribué à la défaite de l'Allemagne et qu'ils avaient uniquement cherché à accroître leur influence sur le continent asiatique. L'opinion américaine depuis les jours de la guerre russo-japonaise avait évolué. L'on avait lentement pris conscience de la puissance du Japon et de l'influence, jugée néfaste, qu'il exerçait sur les affaires extrême-orientales. Si la presse n'avait pas prêté grande attention aux problèmes chinois proprement dits depuis 1913, elle avait par contre abordé le problème des ambitions japonaises en Asie à de multiples reprises. Si la réaction de la presse à la présentation des vingt et une demandes avait été très nuancée, la réaction aux prétentions exprimées à la conférence de la paix à Versailles fut virulente. La majorité de la presse était d'accord avec le sénateur Hiram Johnson, de Californie, qui s'était écrié:

"The blackest page in all our history was written when our name was signed to the treaty delivering Shantung to Japan."

Les rédacteurs du "Literary Digest" firent remarquer dans leurs colonnes qu'une simple revue des grands titres de la presse était indicative de l'opinion unanime des journalistes. Des titres comme "Japan the Possessor of Stolen Goods", ou "The Crime of Shantung", ou encore "Far Eastern Alsace-Lorraine", indiquaient clairement que les éditorialistes approuvaient les termes utilisés par le sénateur de Californie pour caractériser la situation, dans un discours au Sénat:

"To the Japanese Empire, with only 60,000,000 of people, we turned over shamefully and cruelly 40,000,000 of Chinese. To the autocracy of the Orient we delivered 40,000,000 republicans of China. We made the Orient 'safe for democracy' by dismembering its only democracy and handing the parts to the strongest autocracy on earth . . . with Shantung given to Japan, its people transferred to the Japanese Empire, under the League of Nations, we - we, mind you, the ninety-six men sitting in the Senate - guarantee for all time by this League of Nations, if we adopt it, Japan's territorial integrity and political independence. We have not only committed the crime, in the first instance, but we have guaranteed the crime for all time."

Le discours du sénateur procura au "Chicago Herald-Examiner" du groupe Hearst le sujet de son éditorial intitulé "Sold - 40,000,000 People":

"Outrageously robbed, China quite properly declined to sign away her title to the loot that had been taken from her and furnish a certificate of good character to the highwayman.

Japan - wily, tricky, fight-thirsty Japan - who did no more in the war than half a regiment of American dough-boys could have accomplished, played her cards and her secret treaties so cleverly at Versailles, that she emerged with a prize-package of plunder second only to that of Britain.

With hands still red from butcheries in helpless Korea, the Ireland of the Far East, Japan eagerly signed the Treaty, League of Nations and all."

Le "Boston Transcript" était d'avis que l'affaire du Chan-tong représentait une

"... inscient and Hunlike spoliation."

Pour le "New York Call", il s'agissait là de

"... one of the most shameless deeds in the record of imperialistic diplomacy."

Le "Buffalo Evening News" estimait que la conférence de Versailles traitait la Chine comme une ennemie et non une alliée. Pour le "Franklin News-Herald" (Pennsylvania), l'affaire était une injustice inexcusable et une entreprise "dammable". Le "Pittsburgh Dispatch" voyait dans toute l'affaire une conspiration pour dérober ses territoires à la Chine. Le "Detroit Free Press" y voyait une

"... betrayal of China to Japan as the price of the latter's adherence to the League of Nations."

Pour le "San Francisco Chronicle", c'était une infamie. D'autres journaux félicitaient les Chinois de leur réaction au verdict de la conférence et de leur refus de signer le traité. Le "Columbus Dispatch", par exemple, écrivait:

"When the Chinese delegates refused to sign the treaty because they would not give their sanction to the transfer of the rights (?) which Germany had in the province of Shantung before the war, they raised China high above all the other nations."

D'autres quotidiens attaquaient violemment le Japon et sa politique. Le "Philadelphia Inquirer" faisait remarquer à ses lecteurs que

"Japan is a country that will have to be watched. She, like Germany, is devoid of conscience."

Le "Arkansas Democrat", quant à lui, expliquait:

"Japan intends to strengthen herself at all costs against the day when she, too, like the militaristic Germany she now decries, may cast her sword into the scales in a bid for world-dominion. Her purposes are but thinly veiled, and the white races of the world will do well to avoid self-delusion in the matter." (57)

Le sénateur Henry Cabot Lodge, au Congrès, avait abondé dans le sens de son collègue de Californie et avait traduit l'opinion de beaucoup lorsqu'il s'était écrié:

"Japan is steeped in German ideas, and regards war as an industry because from war she has secured all the extensions

of her Empire ... She means to exploit China and build herself up until she becomes a power formidable to all the world. It is not merely that she will close the markets of China and obtain commercial and economic advantages ... Japan will be enabled to construct in that way a power which will threaten the safety of the world ... But the country that she would menace most is our own, and unless we carefully maintain a very superior navy in the Pacific, the day will come when the United States will take the place of France in another great war to preserve civilization." (58)

En 1921, à la veille de la conférence du désarmement de Washington, le sentiment anti-japonais aux Etats-Unis s'exprimait dans les magazines et les livres aux titres particulièrement éloquentes comme "The Menace of Japan", ou "The New Japanese Peril", "Must We Fight Japan?" ou encore "The Next War". La presse présentait aux lecteurs l'image d'un Japon destiné à devenir le maître du Pacifique si les Etats-Unis ne réagissaient pas de manière adéquate. (59) La situation semblait tellement explosive que les responsables américains décidèrent de convoquer une conférence du désarmement. Des invitations furent envoyées à la Grande-Bretagne, à la France, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas, le Portugal, le Japon, et la Chine. La conférence eut lieu à Washington et dura de novembre 1921 à février 1922.

Trois traités furent conclus à Washington. Le premier fut un traité entre les cinq puissances navales limitant le nombre de navires de guerre des pays signataires et interdisant la construction de fortifications dans les îles du Pacifique. Le second traité concernait la France, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et le Japon. Les quatre puissances en question acceptaient de respecter mutuellement leurs possessions dans le Pacifique et de régler les différends éventuels par consultation. C'était en quelque sorte l'officialisation du statu quo. Le traité final fut le traité des neuf puissances. Elles se reconnaissaient liées par le principe du respect de l'intégrité territoriale et administrative de la Chine, acceptaient de l'aider à développer des institutions efficaces et stables, décidaient de préserver le principe de l'égalité commerciale et industrielle entre les diverses puissances sur le territoire chinois, et renonçaient à tirer avantages des conditions existantes pour obtenir des droits et des privilèges spéciaux. (60) En d'autres termes, le principe de la porte ouverte était réaffirmé, élargi, et accepté par traité par toutes les nations ayant un intérêt direct dans la situation extrême-orientale.

L'opinion américaine fut élogieuse pour Harding et pour son secrétaire d'Etat Hughes. Le public pensait que les Etats-Unis venaient de remporter une splendide victoire diplomatique et que les concessions en matière navale ne pouvaient pas porter à conséquence. Les

commentaires dans la presse étaient optimistes. A l'instar de la délégation américaine à la conférence dont le porte-parole avait déclaré que les relations de confiance et de bienveillance établies par la signature des divers traités justifiaient la réduction des armements dans le Pacifique, les quotidiens, comme le "Cleveland Plain Dealer", écrivirent qu'il était devenu inconcevable que:

"... Japan and the United States would ever approach the brink of war."

Le "New York World" proclama que:

"... the threatening questions of the Pacific and the Far East have been removed from the category of war breeders."
(61)

En ce qui concernait la situation de la Chine proprement dite, les Américains éprouvaient une grande sympathie pour les demandes de la délégation chinoise. La Chine n'était pas seulement désireuse de voir le Chan-tong repasser sous son contrôle politique et administratif, elle voulait également que les puissances abandonnent le contrôle de son tarif douanier et leurs droits à l'extraterritorialité. La position du gouvernement américain, cependant, si elle était favorable à toute clause qui pouvait préserver le principe de la porte ouverte (cf. la question du Chan-tong), était loin d'admettre la possibilité d'une réduction de ses droits à l'extraterritorialité, à la navigation sur le Yang-tseu ou au stationnement de troupes sur territoire chinois. En fait, la politique du gouvernement des Etats-Unis était encore une fois de chercher à maximiser les occasions commerciales. Les concessions arrachées à la Chine par les traités inégaux étaient trop favorables pour qu'on les abandonne de plein gré. Les désirs chinois devenaient peu de choses lorsque l'intérêt commercial était en cause.

L'intérêt témoigné par les Américains pour les affaires chinoises pendant la période qui nous occupe varia de manière considérable. En dehors de la révolution républicaine de 1911-1913 et de la question du Chan-tong soulevée par la conférence de Versailles, peu de sujets relatifs à la Chine furent traités par les journalistes ou attirèrent l'attention des quotidiens et des revues et magazines. Le premier conflit mondial capta pendant quatre années toute l'attention du public. En 1917, lorsque la Chine décida d'intervenir dans le conflit, la réaction de la presse fut favorable, mais minime. En d'autres termes, en dehors des périodes de crise, la Chine ne présentait que peu d'intérêt. Et encore convient-il d'être particulièrement prudent si l'on veut interpréter l'intérêt de la presse et des politiciens pour la révolution républicaine et la réaction chinoise à la solution apportée à la question du Chan-tong par la conférence de Versailles. En effet, il semble bien que l'intérêt pour la révolution était directement liée à l'es-

poir de voir un régime de type américain s'instaurer en Chine. Lorsque les prétentions monarchiques de Yüan Che-k'ai s'affirmèrent, l'espoir s'estompa, et avec l'espoir, l'intérêt. La conférence de Versailles fut largement traitée dans la presse, mais le point de vue chinois et la question du Chan-tong ne captèrent guère l'attention des journalistes avant l'éclatement de la crise. Le mouvement du quatre mai et les dimensions même de la réaction populaire chinoise, le refus de la délégation chinoise de signer le traité furent le catalyseur qui permit à la presse de percevoir l'importance du problème et sa valeur journalistique. Mais le flot d'articles sur le sujet fut très limité dans le temps. On peut même raisonnablement penser que, pour une bonne partie de politiciens qui se saisirent de la question, la question chinoise se vit réduite à un argument efficace contre la participation américaine à la Société des Nations. En ce qui concerne la question du Chan-tong, on peut émettre l'hypothèse que la réaction de la presse à la crise et celle du public informé furent moins une réaction de sympathie pour la Chine qu'une réaction d'opposition isolationniste à la Société des Nations et d'hostilité au Japon.

Pendant les années qui suivirent immédiatement la conférence de Washington, la Chine se trouva dans une situation de complète anarchie et ne put donc tirer parti des clauses relativement favorables du traité des neuf puissances. Le gouvernement de Pékin, reconnu par les grandes puissances, ne put exercer aucun contrôle en dehors des murs de la cité proprement dite. Son autorité était disputée par le gouvernement de Sun Yat-sen établi à Canton et par les seigneurs de la guerre qui contrôlaient les provinces. Peu à peu, le mouvement nationaliste de Sun Yat-sen prit le contrôle de la Chine et, entre 1925 et 1928, consolida sa position.

La tentative d'unification nationale

et la prise du pouvoir par les nationalistes (1925-1928)

La naissance du parti communiste en juillet 1921 et la réorganisation du parti nationaliste en 1923 et 1924 préparèrent la voie au triomphe de Sun Yat-sen. Pour Sun ce fut cependant un triomphe posthume. A la tête du gouvernement de Canton, il avait mis sur pied un front uni du parti communiste et du parti nationaliste et avait accepté l'aide des conseillers politiques et militaires russes pour organiser une expédition militaire vers le nord contre ses adversaires, le gouvernement de Pékin et les seigneurs de la guerre, et étendre le contrôle nationaliste à tout le pays. En mars 1925, pourtant, il mourut avant d'avoir pu mettre la dernière main à son oeuvre, laissant à Chang Kai-shek le soin d'unifier la Chine. Dans ce chapitre, nous passerons brièvement en revue les événements chinois entre 1925 et 1928 et nous chercherons à déterminer quelle fut la réaction américaine, au Département d'Etat comme dans la presse, à ces développements.

L'incident de Chang-hai du 30 mai 1925 marque le début d'une ère nouvelle pour les relations de la Chine avec les grandes puissances. Comme la goutte d'eau qui fit déborder le vase, l'incident en question provoqua une explosion de sentiments xénophobes que les Chinois avaient pendant longtemps réprimés. Entre décembre 1924 et mai 1925, une série de grèves avait paralysé les usines japonaises de Chang-hai. Des manifestations anti-japonaises monstres s'étaient déroulées dans la ville. Le 15 mai, à la suite de nouveaux incidents, les usines japonaises proclamèrent le lock-out et fermèrent leurs portes. Les ouvriers manifestèrent si violemment que la police ouvrit le feu, tuant un manifestant et en blessant sérieusement quelques autres. Le 30 mai, les ouvriers et les étudiants communistes de Chang-hai organisèrent un service funèbre pour le défunt qui dégénéra bientôt en une énorme manifestation dans le quartier international. La police réagit en ouvrant le feu sur les manifestants, en tuant 12 et en blessant 17. Cet incident provoqua une explosion de xénophobie extraordinaire. Des grèves éclatèrent dans tout le pays et des émeutes contre les étrangers eurent lieu dans diverses villes de Chine. Dans le même temps, les Chinois mirent sur pied un boycott des produits étrangers qui se révéla particulièrement efficace et qui dura de juin 1925 à octobre 1926. C'est avec en toile de fond cette explosion de sentiments nationalistes

que l'expédition vers le Nord fut finalement lancée, pendant l'été 1926. Les nationalistes et leurs alliés communistes avancèrent de manière quasiment ininterrompue, gagnant toujours plus de sympathisants à leur cause. La prise de Nankin, en mars 1927, donna lieu à des incidents qui alarmèrent les gouvernements des puissances, en particulier américain et britannique. Moins d'un mois plus tard, cependant, Chang se retourna contre ses alliés communistes, attaqua les syndicats ouvriers, les désarma et en massacra les militants. Dans les mois qui suivirent, le parti communiste fut décimé et réduit à la clandestinité. En même temps, les nationalistes continuèrent leur campagne et mirent en déroute les forces militaristes qui cherchaient à maintenir au pouvoir l'ancien gouvernement de Pékin. Si la Chine était loin d'être complètement unifiée - les communistes, bien que décimés, n'étaient pas totalement vaincus et certains seigneurs de la guerre refusaient d'accepter l'autorité du gouvernement installé à Nankin par Chang - elle était pourtant parvenue à un degré de cohésion qu'elle n'avait pas connue depuis Yüan Che-k'ai.

À la suite de l'incident du 30 mai 1925, le Département d'Etat fut submergé par les messages de ses représentants en Chine demandant des précisions quant à la politique à suivre en ce qui concernait la protection des nationaux et de leurs biens et les éventuelles révisions de traités qui ne manqueraient pas d'être exigées par les Chinois. Un autre facteur fit que les fonctionnaires du Département d'Etat ne pouvaient manquer de saisir la gravité de la situation. La presse, contrairement à sa pratique traditionnelle de reléguer les nouvelles chinoises dans les pages intérieures, accorda la première page et les grands titres aux nouvelles en provenance de Chine. La première réaction américaine fut une réaction de confusion et d'incompréhension. Les quotidiens firent remarquer que les manifestations xénophobes de l'heure semblaient avoir un caractère différent de celui des troubles précédents. Le "Cleveland Plain Dealer", par exemple, indiquait :

"Demonstrations in former years have been largely due to superstitions, the present disturbances in Shanghai, Canton, and other Chinese cities apparently are being caused by enlightened students."

Les troubles furent considérés par un grand nombre de quotidiens comme les plus dangereux et les plus graves depuis la rébellion "Boxer". Certaines publications y percevaient l'influence bolchévique. Le "Schenectady Union Star", par exemple, pensait que les troubles étaient causés par "the red hand of bolshevism". Le "Chicago Evening Post" était du même avis :

"Temporarily balked in their effort to precipitate a world revolution in Europe, the Bolsheviki hope to fan into flame such tinder as the Orient offers."

Quant au "New York Herald Tribune", il développa longuement la question de l'influence bolchévique cherchant à s'instaurer en Chine aux dépens des autres puissances étrangères et, plus particulièrement, du Japon:

"Reports are to the effect that the Bolsheviks are actively aiding General Feng, with no attempt to disguise their intentions to make him the dominating figure in China, the ultimate purpose being to sovietize that much-torn country, with the ousting of all other foreign influences especially the Japanese, as the first step."

Quant à eux, le "New York Times", le "Washington Star", et le "Washington Post" insistèrent longuement sur le danger potentiel que représentait la situation chinoise pour la paix mondiale. (1)

La première surprise passée, les quotidiens américains, à quelques exceptions près, se montrèrent modérés dans leurs commentaires et assez favorables, somme toute, aux demandes chinoises. Bien sûr, certains journaux, comme le "Detroit Free Press", continuèrent à déceler l'influence bolchévique et demandèrent que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne fassent cause commune et interviennent en Chine:

"The immediate task before the Powers, including America, is to localize and extinguish the flames. It may eventually be necessary to revise their whole position of foreign interests in China, with a view to uprooting conditions which native agitators and 'red' agents might otherwise continue to use as pretexts for trouble-making. But for Britain or America to stage the proverbial ostrich act at this time would be disastrous. They have got to face the music together... Between Muscovite diplomacy, ruthless and treacherous, on the one hand, and a pack of native war lords waiting for any excuse to jump at each other's throat, China faces a good chance of being torn to bits. In spite of herself, the foreign Powers interested in China's future must save her." (2)

A la suite des incidents du 30 mai, une commission internationale d'enquête fut mise sur pied. Les membres de la commission, selon les instructions des légations, devaient strictement s'en tenir aux questions ayant directement trait aux événements spécifiques. Mais les Chinois ne l'entendaient pas de cette oreille. Ils présentèrent treize demandes qui dépassaient de loin le cadre des incidents du 30 mai et qui avaient le soutien de larges fractions de la population. Ces demandes abordaient la question de l'abolition des droits d'extra-territorialité et des privilèges des étrangers en plus du problème du règlement des incidents du 30 mai. Les négociations entre Chinois et commission d'enquête furent promptement interrompues. (3)

La presse montra plus de sympathie pour les demandes chinoises que les membres de la commission. La majorité des journaux fit remarquer que les demandes chinoises n'étaient pas injustifiables et exprima le point de vue qu'il était peut-être temps pour les grandes puissances de pratiquer une politique prenant un peu plus en considération les intérêts de la Chine et des Chinois. Le "New York Evening World", par exemple, demanda à ses lecteurs:

"Why should every nation have rights in China but China?"

Le "New York Evening Post" expliqua qu'il existait une cinquantaine de ports ouverts en Chine et que les résidents étrangers y jouissaient de l'extra-territorialité et de l'autonomie administrative et politique. Il ajouta, "They have their own police, their own courts; they are free from all taxes." Le "Washington Star", quant à lui, faisait remarquer:

"The Chinese are tired of foreign political control and racial domination ... Imagine in New York or San Francisco the harbor and the whole down-town business district held and governed by Germans, with a German mayor, German police on the streets, and German laws in force. The Germans would pay no taxes. The Americans would pay, but they would have no vote and no voice in the municipal government. If a German anywhere in the United States killed an American, he would be tried by a German judge. If an American even violated the anti-spitting law he, too, would be tried by a German. This is what is meant by extraterritoriality - the right of a foreigner in any part of China to be tried by his own court according to his own law, even if the offense be against a Chinese. Under this right, also, no foreigner need pay taxes to the Chinese Government tho he makes his money in China out of the Chinese people.

Suppose also that the tariff law of the United States were fixed by the diplomats of all the European Powers, and that Congress could not raise the rates without the unanimous consent of the European Powers, so that any country trying to get something out of the United States could block the increase until the United States yielded.

These are Chinese legal grievances."

Le "Philadelphia Public Ledger" développa sensiblement le même argument, et le "Los Angeles Express" nota que

"The Chinese ask for nothing more than the right of jurisdiction over their own affairs, and surely no self-respecting people could demand less."

Le "New York World", le "New York Times", et d'autres quotidiens encore exprimèrent la même opinion et le même sentiment.

Certains journaux cependant ouvrirent leurs colonnes aux partisans du statu quo en Chine. Le "New York Times", le "Washington Post", le "New York Herald Tribune", le "New York Journal of Commerce", le "Philadelphia Inquirer", ou encore le "Chicago Evening Post" présentèrent le point de vue opposé, exprimant l'opinion que les privilèges d'autonomie politique et administrative et les droits d'extra-territorialité étaient une nécessité au vu de la situation chaotique, tant au point de vue politique que judiciaire, régnant dans le pays. (4) Lorsque le gouvernement de Pékin invita la Grande-Bretagne, le Japon et les Etats-Unis à une conférence sur les tarifs douaniers qui devait s'ouvrir en octobre 1925 et durer jusqu'à juillet 1926, la presse exprima l'espoir que la conférence de Pékin permette la révision des tarifs et accorde à la Chine une plus grande autonomie en matières douanières. (5) Kellog, le secrétaire d'Etat de l'époque exprima le point de vue de l'administration du président Coolidge dans un message donnant les instructions du Département d'Etat aux délégués américains à la Conférence de Pékin. Il y déclarait que les Etats-Unis devaient abandonner leurs droits d'extra-territorialité et accorder aux Chinois leur autonomie en matières douanières. Il ajouta:

"It is reasonable to suppose that a great nation like China will not long permit foreign control of its domestic affairs." (6)

La Conférence de Pékin n'aboutit à aucun résultat tangible. Entre-temps, une commission d'enquête internationale se réunit, en janvier 1926, à Pékin, pour examiner les questions d'extra-territorialité. Cette commission siégea jusqu'à septembre de la même année. Elle recommanda que les clauses d'extra-territorialité soient abolies dès l'adoption par la Chine d'un système judiciaire moderne. En attendant, il convenait de maintenir le statu quo. (7)

L'opinion américaine, dans son ensemble, était favorable au mouvement révolutionnaire chinois. Cette attitude bienveillante des Américains à l'égard de la Chine de Chang s'exprima au Congrès lorsque Stephen G. Porter, membre de la Chambre des représentants, délégué de la Pennsylvanie, et président de la commission des affaires étrangères, proposa, le 4 janvier 1927, une résolution demandant la conclusion d'un nouveau traité, mettant fin aux privilèges américains et accordant à la Chine le statut d'égalité pleine et entière avec les Etats-Unis. La Chambre approuva cette proposition à une majorité écrasante, à la fin du mois de janvier. La résolution Porter avait entre-temps fait l'objet d'un examen minutieux par la commission des affaires étrangères qui avait sollicité les témoignages de plusieurs experts qui furent unanimes dans leur approbation de la résolution. (8) La Chambre n'était pas le seul organe du gouvernement cherchant à démontrer un sentiment de bienveillance à l'égard des Chinois. Le

secrétaire d'Etat Kellog s'exprima dans le même sens, le 27 janvier 1927, lorsqu'il déclara:

"The United States has always desired the unity, the independence, and the prosperity of the Chinese Nation. It has desired that tariff control and extraterritoriality provided by our treaties with China should as early as possible be released..." (9)

La presse réagit particulièrement favorablement à la résolution Porter et aux principes politiques énoncés par Kellog. Le "Literary Digest", dans un article du 5 février 1927, fit remarquer:

"The idea of the Porter resolution that the United States should go ahead on its own to cancel the old treaties and make a new deal with China on a basis of equality meets with empathic press approval."

Les rédacteurs du périodique passèrent en revue la presse quotidienne. Le "Charleston News and Courier" écrivait:

"To carry this idea into effect will be an act of substantial justice, carrying out the policies and professions to which we have long been committed."

Le "Troy Record" et le "Brooklyn Eagle" s'accordaient pour saluer une "sound policy" et une "sane solution". Le "Baltimore Sun", quant à lui, exprimait sa certitude

"... that such a move would meet no opposition from the vast majority of Americans."

Le "Washington Post" demandait une action immédiate en la matière et le "New York World" faisait de même:

"Passage of such a resolution two years ago would have gone far to force the hand of other Powers and to allay anti-foreign sentiment in China. It is too late now to lament what was not done at the right moment. But it is not too late to urge the passage of the Porter resolution."

Mais avec qui négocier? Telle était la question posée par le "Minneapolis Tribune". Le "New York Herald Tribune" fournit une réponse au dilemme dans un article de Henry K. Norton. Si les deux gouvernements chinois étaient engagés dans un combat à mort, il n'en était pas moins vrai qu'ils soutenaient, tous deux, le même point de vue à propos des traités inégaux. En conséquence:

"It would be quite possible to take up treaty negotiations with agents duly accredited by both, and there are a number of Chinese leaders in a position to secure such credentials." (10)

Dorothy Borg, dans son livre "American Policy and the Chinese Revolution", se livre à une analyse de la politique éditoriale du "Baltimore Sun", du "Washington Post", du "New York World", du "Louisville Courier-Journal", du "Kansas City Star", du "San Francisco Chronicle", du "Chicago Tribune", et du "New York Times", pendant la première moitié de l'année 1927. (11) A l'exception du "New York Times" et du "Chicago Tribune", il semble bien que les quotidiens cités encouragèrent le gouvernement des Etats-Unis à dénoncer le système des traités inégaux et à entreprendre une révision fondamentale des traités conclus entre les Etats-Unis et la Chine, aussitôt que possible, et exprimèrent leur sympathie pour le mouvement nationaliste et leur hostilité à toute intervention américaine en Chine. Le "Chicago Tribune" et le "New York Times" ne partageaient pas ce point de vue. La position du "Tribune" fut que

"... the outcry against foreign exploitation by the Chinese was largely a matter of domestic politics and a dangerous device." (Chicago Tribune, 23 janvier 1927)

Le "Chicago Tribune" condamna la résolution Porter et accusa les missionnaires de mener une campagne de propagande anti-américaine en cherchant à donner l'impression que les Etats-Unis oppriment la Chine et empêchaient son développement. Il reprocha également aux missionnaires de répandre la rumeur que le mouvement nationaliste chinois n'était rien d'autre qu'un

"... effort of patriots to rid China of greedy commercial and financial exploitation."

En fait, écrivait le quotidien, le mouvement nationaliste entretenait les relations les plus étroites avec Moscou. De plus, les Chinois modérés perdaient le contrôle du mouvement au profit des extrémistes dont le caractère et l'opinion s'harmonisaient au mieux avec les objectifs de l'Union soviétique. Au vu de l'association des nationalistes avec les communistes, le "Chicago Tribune" soutint constamment les éléments de la politique de Coolidge destinés à protéger la vie et les biens des nationaux en Chine. Le "New York Times" partageait certaines des opinions du "Chicago Tribune". Comme le "Tribune", le "Times" pensait que les problèmes de la Chine n'étaient pas dus à des causes externes:

"The question at issue is not, as certain Chinese sympathizers pretend, whether or not 'foreign domination' shall be thrown off. Foreign domination is a myth - except in so far as the Cantonese are under the influence of Soviet Russia." (New York Times, 25 janvier 1927)

Pendant la période étudiée par D. Borg, du début janvier aux incidents de Nankin, le "Times" ne favorisa ni l'intervention, ni la conciliation avec la Chine. (12) Malgré les positions de ces deux quotidiens, il semble bien que la presse avait une attitude plutôt pro-chinoise. Les activités des puissances étrangères furent interprétées, dans l'ensemble, comme une tentative d'exploitation des ressources chinoises, et le mouvement nationaliste apparut parfaitement normal au vu des conditions en Chine.

L'administration Coolidge, au vu des réactions de la presse, avait de bonnes raisons de penser qu'un offre de la part du gouvernement de négocier une révision des traités serait bien accueillie. Mais, en dépit des déclarations de bonne volonté, l'administration se montra particulièrement prudente. C'est qu'elle devait également compter avec deux groupes très influents dans le domaine de la politique américaine en Extrême-Orient, les missionnaires et les hommes d'affaires. Les missionnaires, ou la majorité d'entre eux, étaient favorables à l'abolition de l'extra-territorialité et à l'abandon par les Etats-Unis de tous ses privilèges en Chine. Les hommes d'affaires, par contre, étaient désireux de poursuivre la politique traditionnelle et de conserver les privilèges dont continueraient à jouir les autres puissances. Lorsqu'au début de l'année 1925, le gouvernement annonça qu'il était prêt à participer à une conférence pour étudier la question de la révision des traités avec la Chine, la réaction des missionnaires ne se fit pas attendre. Ils adressèrent un message de félicitations au secrétaire d'Etat et publièrent un communiqué complimentant le Département d'Etat pour sa prise de position en faveur de la réunion aussitôt que possible de la conférence sur les tarifs et de la commission sur l'extra-territorialité. (13) La prise de position des sociétés missionnaires peut sembler surprenante lorsque l'on considère le fait que la Chine était en proie à un mouvement qui avait de forts relents de croisade anti-missionnaire.

Humiliés par cent ans de domination étrangère, les Chinois s'en prenaient à toutes les formes de la présence impérialiste. Et les missions représentaient à leurs yeux un élément essentiel de leur humiliation. Les églises, les écoles, les hôpitaux construits par les missionnaires étaient des institutions étrangères, dirigées par des étrangers, arborant les emblèmes de nations étrangères, et cherchant visiblement à introduire des valeurs étrangères dans le pays. La moindre étincelle aurait suffi à transformer le ressentiment nationaliste en croisade anti-chrétienne et xénophobe. Deux événements mirent le feu aux poudres: la réunion à Pékin, en 1922, de la "Fédération Mondiale

des Etudiants Chrétiens", et la publication, la même année, d'un livre au titre particulièrement malheureux, "The Christian Occupation of China". Ces deux événements semblèrent inacceptables aux intellectuels et aux étudiants qui organisèrent un mouvement anti-chrétien de grande envergure, auquel les communistes se joignirent bientôt. Peu à peu, les écoles missionnaires se virent confrontées à des manifestations anti-chrétiennes organisées par leurs étudiants. La situation évoluait lentement jusqu'à la plus complète anarchie au sein même des écoles occidentales en Chine. L'agitation anti-impérialiste et anti-missionnaire gagna de l'ampleur et, à la suite des incidents du 30 mai, devint un mouvement généralisé. (14) La première interprétation fut que les "rouges" étaient pour quelque chose dans l'explosion d'hostilité à l'égard des missions. Très rapidement, cependant, les missionnaires adoptèrent un point de vue plus nuancé et plus éclairé, plus en accord avec les écrits du président de la "Shantung Christian University" qui avait prudemment analysé la situation et en avait conclu que

"There is an unfortunate tendency at the present time to ascribe all nationalistic or anti-foreign movements to bolshevistic propaganda, and thus to lose sight of the important fact that all through China today there is a strong undercurrent of feeling with regard to the motivation of Christian educational work which is capable of being easily roused into active opposition." (15)

Stanley Hligh de la société méthodiste des missions remarquait que l'hostilité témoignée par les Chinois à l'égard des étrangers n'avait pas le caractère réactionnaire d'antan, mais que le mouvement était, en fait, mené par les éléments les plus progressistes de la société chinoise, par l'intelligentsia, les étudiants et les professeurs d'université. Il ajouta, dans un article publié par "The Nation":

"Not the purposes of political desperados, but the teachings of Darwin and Marx and Bertrand Russel and a long list of others provide the background out of which this movement has grown."

Il poursuivait par un bref historique de la crise et par une description de la situation. Il ne doutait pas que les "rouges" avaient contribué à l'agitation:

"But it is wholly superficial to conclude that the present anti-Christian movement in China is fundamentally a result of Bolshevist propaganda."

Il indiquait, par ailleurs, que la dynamique de la renaissance chinoise (le mouvement du quatre mai et ses retombées) était sans doute au

coeur du problème, l'influence occidentale étant interprétée comme un obstacle au renouveau. De plus, "Christianity is held to be antagonistic to science". Selon lui, les jeunes Chinois, avec leur attitude pragmatique, partisans de la science et de la méthode expérimentale, ne pouvaient que rejeter l'enseignement chrétien. (16)

Un des magazines religieux les plus influents aux Etats-Unis, le "Christian Century" exprima un point de vue analogue. Dans leur analyse des causes de l'incident du 30 mai, ses éditorialistes écrivirent:

"It is absurd to see in such an outburst as this only another evidence of the machinations of Moscow. We do not doubt but that Russia is able to contemplate with some complacency the sight of Chinese rising against the political and economic pretensions of other nations. It is probable that certain Russian agents have helped matters to a crisis. But all the Russian agents in the Far East could have done nothing had not the other foreign nations given them plenty of grievances on which to play." (17)

En septembre, dans un éditorial intitulé "Set the Missionaries Free!", le "Christian Century" publia une série d'articles proposant avec insistance que la société des missions agissent pour libérer les missionnaires de l'obstacle encombrant que représentait le système d'extra-territorialité. (18) Les premiers missionnaires en Chine avaient activement participé à l'élaboration de ces traités, ils en avaient pris la défense en insistant qu'il s'agissait là de "God's way of opening up the country to his servants". (19)

La position des missionnaires ne varia guère jusqu'au moment où les émeutes anti-chrétiennes et anti-impérialistes les convainquirent que l'association, dans l'esprit des Chinois, de l'effort missionnaire avec les clauses des traités inégaux était devenu un obstacle à la christianisation. Pendant toute l'année 1925, les sociétés et les groupes missionnaires publièrent des résolutions exprimant leur repentir pour la part jouée dans l'élaboration des fameux traités. Il faut bien dire que les clauses d'extra-territorialité et de tolérance qui, pendant si longtemps, avaient été interprétées comme le moyen utilisé par Dieu pour ouvrir le pays à ses serviteurs ne furent considérées comme répréhensibles que lorsqu'il apparut clairement qu'elles étaient devenues préjudiciables au progrès du christianisme. (20) A la fin de l'année 1925, virtuellement toutes les organisations missionnaires américaines avaient publié un communiqué concernant la situation et le besoin de soutenir une politique de révision des traités et d'abolition des clauses d'extra-territorialité et de tolérance. En un sens, ce comportement différa fortement de celui des autres catégories d'Américains. Les hommes d'affaires, par exemple, ou les journalistes en Chine, la presse aux Etats-Unis mêmes ne cherchèrent pas à exercer une quelconque influence sur le gouvernement américain avant la pé-

riode critique de la prise de Nankin en mars 1927. Cette attitude des missionnaires provoqua un profond ressentiment chez les diplomates et les hommes d'affaires. Ces derniers pensaient que la situation n'était pas causée par l'injustice des traités inégaux, mais par une conspiration ourdie à Moscou par la troisième Internationale. Ce ressentiment trouva son expression dans un article paru dans la "Far Eastern Review". L'auteur y accusait les missionnaires d'avoir dicté au gouvernement des Etats-Unis les appointements des ministres américains en Chine et d'avoir forcé le Département d'Etat à sacrifier les intérêts économiques au profit des intérêts ecclésiastiques et missionnaires. (21)

Les représentants des intérêts commerciaux et financiers n'étaient pas les seuls à être relativement hostiles à l'activité des missions. Le ministre des Etats-Unis à Pékin, J.V.A. MacMurray, pensait que les missionnaires cherchaient à sauvegarder leurs intérêts avant tout et étaient prêts à toutes les concessions pour atteindre leur but. Il avait une conception legaliste de la diplomatie et était fortement opposé à voir la Chine abroger unilatéralement les traités. Il était également d'avis que la politique de coopération entre les puissances avait donné de remarquables résultats à la conférence de Washington et il craignait qu'un changement apporté à l'édifice par un accord entre les Etats-Unis et la Chine, à l'exclusion des autres puissances, provoquerait la ruine de cette fameuse politique de coopération. (22) Les missionnaires étaient beaucoup plus optimistes pour l'avenir de la Chine et des relations sino-américaines que le ministre des Etats-Unis, et il semblait bien que l'opinion partageait leur manière de voir. Les années de propagande missionnaire avaient créé une gigantesque réserve de bienveillance qui faisait que les demandes chinoises apparaissaient justes et raisonnables.

Lorsque les Chinois, lors de la prise de Nankin en mars 1927, attaquèrent les étrangers et pillèrent le quartier international, les navires américains et britanniques, ancrés dans la baie, reçurent l'ordre de déclencher un tir de barrage pour protéger les étrangers, réfugiés dans une partie de la ville appartenant à la Standard Oil, des troupes nationalistes, mettant ainsi fin aux désordres et aux violences. Le gouvernement des Etats-Unis protesta énergiquement - conjointement avec les autres puissances étrangères - et demanda la punition des responsables, mais refusa de se livrer à une quelconque démonstration de force et décida d'engager des négociations séparées avec le gouvernement nationaliste. Les premières nouvelles en provenance de Nankin avaient laissé présager le pire. Le sort des Américains résidant à Nankin n'était pas connu et l'on eut tendance à croire, pour un temps, qu'un grand nombre d'étrangers avait trouvé la mort. La première réaction du gouvernement américain fut d'annoncer que les Etats-Unis avaient suffisamment de troupes sur place pour assurer la protection de ses ressortissants. Le président Coolidge lui-même indiqua, quelques jours plus tard, à la presse que les troupes américaines

en Chine devaient être considérées comme une force de police et non pas comme un corps expéditionnaire. Le rôle de la troupe, expliquait-il, était de protéger les nationaux contre les émeutiers et non pas de s'opposer aux mouvements des troupes chinoises régulières ordonnés par les autorités nationalistes. L'administration Coolidge continua dans une série de communiqués officiels quotidiens à informer la presse de la situation et de la politique suivie par le Département d'Etat en matière de protection des nationaux. L'objectif était d'établir clairement dans l'esprit du public américain et des observateurs chinois que les Etats-Unis n'interviendraient pas conjointement avec les autres puissances, et ne poursuivaient pas une politique d'agression.

Malgré les tentatives du gouvernement, la presse, dans les semaines qui suivirent, fit constamment allusion à l'éventualité d'une intervention conjointe ou d'une action des puissances, à l'exclusion des Etats-Unis, comparable à l'intervention des forces internationales lors de l'insurrection "Boxer". Les quotidiens, pendant cette période, furent littéralement inondés d'articles, de dépêches et de gros titres proclamant "British Cabinet Drafts an Ultimatum to Canton", (23) "Britain Favors Bombs for Chinese if Nanking Reparation is Refused", (24) "Britain To Coerce China", (25) "British To Back Rights in China", (26). Au début du mois d'avril, les rumeurs reprises et publiées par la presse semblaient indiquer que les puissances envisageaient une intervention armée en Chine, et l'envoi d'un ultimatum aux nationalistes, et que les Etats-Unis avaient finalement décidé de coopérer avec les autres nations. Vers la fin du mois, cependant, les quotidiens changèrent quelque peu leur approche et informèrent leurs lecteurs que les Etats-Unis ne se joindraient pas aux éventuelles mesures punitives, mais que la Grande-Bretagne envisageait d'agir seule. (27)

L'administration Coolidge basait sa politique chinoise sur une évolution très prudente de l'opinion. Dans une séance de cabinet de janvier 1927, Coolidge avait justifié son opposition à l'envoi de troupes supplémentaires en Chine en faisant état de son impression qu'une telle initiative serait fortement condamnée par l'opinion américaine. Le secrétaire d'Etat Kellogg avait également, à de nombreuses reprises, fait référence à sa certitude que le "sentiment américain" était "very strongly opposed to military action in China . . . except for protecting American life and property". Le secrétaire d'Etat se livrait d'ailleurs à une analyse détaillée des éditoriaux parus dans la presse quotidienne. (28) Comme il le faisait remarquer, le ton des éditoriaux était hostile à l'idée d'une intervention et favorisait plutôt la poursuite d'une politique indépendante en la matière. L'impression de Kellogg est confirmée par une autre analyse de la politique éditoriale de la presse américaine, faite par un rédacteur de l'"Associated Press". D'après cette étude, les presses rurale et urbaine s'accordaient dans leur opposition à une intervention armée, et approuvaient la politique de non-intervention. De plus, la décision de Coolidge d'agir indépendamment des autres puissances en Chine, la politique de la "Lone Hand", fut accueilli-

lie par des "chants of praise all over the country". Et l'auteur d'ajouter:

"Had the government of the United States contemplated military action in China following the Nanking affair, the attitude of the American people would have made such a course thoroughly unpopular, if not impossible." (29)

Le "Literary Digest", dans sa revue de presse, du 16 avril 1927, arrivait à une conclusion analogue:

"... the advocates of intervention in China are few and far between. Seldom are American newspapers so unanimous as they are in indorsing President Coolidge's policy of protecting our people and interests in China without committing ourselves to joint action with the other Powers ... President Coolidge's statesmanship wins empathic praise from representative papers all over the country." (30)

Coolidge, à un dîner de la "United Press Association", le 25 avril, aborda la question de la politique à l'égard de la Chine. Il indiqua qu'il fallait s'attendre à des menées xénophobes, comme les attaques contre les étrangers qui venaient d'avoir lieu, car elles étaient, en fin de compte, inévitables dans une guerre civile. Il proclama que le gouvernement des Etats-Unis ne cherchait pas à poursuivre une politique d'agression et que l'amitié sino-américaine était devenue proverbiale. Les Etats-Unis n'avaient d'autre ambition que d'aider et d'encourager la Chine dans sa quête de la liberté, de l'unité nationale, du patriotisme, et du républicanisme. Le gouvernement restait prêt à engager des négociations concernant la révision des traités inégaux entre la Chine et les Etats-Unis. (31) Comme le "Literary Digest" le fit remarquer dans son numéro du 7 mai 1927, la teneur et le ton du discours suscitèrent l'approbation quasi-unanime de la presse et "pleased even the most insistent critics of the Administration". (32) Deux semaines plus tard, lorsque le "Foreign Secretary" britannique, Sir Austen Chamberlain, annonça que la Grande-Bretagne renonçait à faire usage de la force en Chine, la presse américaine interpréta l'événement comme une victoire diplomatique. Le "New York World", par exemple, proclama que, "The Administration has won a substantial victory". Les rédacteurs du "Literary Digest", citant divers quotidiens, firent un résumé des événements qui présentait l'image d'un gouvernement américain cherchant à aboutir à un règlement pacifique des incidents de Nankin et résistant aux pressions exercées par les autres puissances et par les communautés étrangères en Chine. (33)

Une analyse des éditoriaux des principaux journaux américains consacrés aux incidents de Nankin et à la politique de non-intervention de Coolidge démontre clairement que l'ensemble de la presse était

opposé à l'application de sanctions contre la Chine. La politique éditoriale du "New York World", du "Baltimore Sun", du "Louisville Courier-Journal", du "Washington Post", du "Kansas City Star" était clairement opposée à l'intervention. Le "New York Times" se rangea à l'opinion générale et plaida la cause de la "bienveillante inaction". Quant au "Chicago Tribune", il commença par exprimer une grande méfiance à l'égard du mouvement nationaliste et se fit l'avocat de la fermeté. Mais, vers la fin du mois d'avril, le "Tribune" changea de politique éditoriale et soutint le point de vue de ceux qui étaient hostiles à une intervention. (34)

L'approbation de la politique de Coolidge, nous l'avons vu, fut quasi unanime. Quelques quotidiens firent cependant part de leurs appréhensions. Le "Seattle Times", par exemple, analysa la situation de la manière suivante:

"The trends of events in the Far East shows unmistakable signs that the world is on the verge of an epochal struggle. Proofs are at hand that the latest phase of China's civil war is due to the machinations of Russia ... No man is competent to say what will be the result of this communistic scheming, but that the danger is grave no thinking person should doubt ... America, with more than half the gold supply of the world, would make rich pickling for the hungry hordes from the Far East ... This country is a treasure house which would be looted as thoroughly as some of the cities of China have been pillaged of late.

Is America in the light of the latest menace from the old world, to persist in its folly? Are we to sit twiddling our thumbs while the hordes from Asia and Eastern Europe prepare to reduce us to their level of existence? ... (35)

Si ce type de réaction fut l'exception, la réaction des Américains de Chine fut très différente. Les missionnaires, bien sûr, étaient favorables à une politique de conciliation et de non-intervention, mais les hommes d'affaires qui s'étaient jusque-lors demandèrent la protection des forces armées américaines lorsque la situation devint plus menaçante. L'"American Chamber of Commerce" de Chang-hai chercha à pousser le gouvernement de Coolidge à reconnaître la gravité de la situation. Elle publia, le 2 avril, un communiqué en faveur d'une intervention militaire conjointe des Etats-Unis et des autres puissances:

"The adoption of a conciliatory policy by the foreign Governments has merely strengthened the position of the lawless elements and encouraged outrages like that of Nanking.

We strongly indorse the decision of the American Government to take adequate measures for the protection of Ameri-

can lives and property, as evidenced by the landing of marines at Shanghai and the announcement that additional forces are en route. It must be borne in mind, however, that through unscrupulous propaganda designed to inflame the Chinese masses against foreigners, businessmen and missionaries alike, a hostility has been created causing the withdrawal of hundreds of Americans from treaty ports and interior places, and the desertion to mobs of millions of dollars' worth of American property.

We are convinced that the future welfare of the Chinese people and the ultimate safety of American and other foreign residents throughout China can be attained only through unified action by the Powers to suppress disorder and restore conditions favorable to the formation of responsible Government." (36)

Pour les membres de la Chambre de commerce américaine de Chang-hai, seule une action concertée des puissances pouvait restaurer des conditions de sécurité suffisantes et de recouvrer toutes les propriétés détruites ou confisquées. Une action en ce sens contribuerait à préserver le statu quo qui servait au mieux, ils en étaient persuadés, les intérêts de la Chine même. La restauration de la loi et de l'ordre par la suppression des menaces militaristes et bolchéviques et du brigandage était de l'intérêt de tous. (37) Quelques semaines plus tard, la Chambre de commerce américaine de Chang-hai fit à nouveau parler d'elle. Lors de son assemblée générale, les membres demandèrent sa démission de la Chambre au rédacteur de la "China Weekly Review", un hebdomadaire américain de Chang-hai favorisant la politique de non-intervention de Coolidge. Le conflit entre le rédacteur et la Chambre de commerce fut répercutée dans la presse domestique américaine. Les commentaires des quotidiens, grands et petits, furent particulièrement défavorables à la Chambre de commerce. (38)

Les résidents étrangers en Chine étaient loin d'être aussi favorables à la révolution nationaliste que l'opinion américaine. Il suffit, pour en juger, de passer en revue, comme Harold R. Isaacs, dans son livre "The Tragedy of the Chinese Revolution", les éditoriaux et les articles de la presse de langue étrangère de Chine. (39) Isaacs, citant des publications quotidiennes ou hebdomadaires comme le "North China Herald", le "Shanghai Times", le "Shanghai Constitutionalist", le "China Weekly Review", le "North China Daily News", ou le "Far Eastern Review", expose clairement la nature et le caractère de l'opinion exprimée par les éditoriaux de la presse de langue étrangère. La grande majorité des publications concentra son attention sur l'élément bolchévique au sein du mouvement nationaliste et sur les dangers que cet élément pouvait représenter pour les individus, pour les femmes, en particulier, pour la Chine, et pour la paix mondiale. (40)

La préoccupation essentielle des étrangers semble bien avoir été

l'influence communiste au sein du parti nationaliste. L'élément communiste, en effet, était associé dans l'esprit des observateurs à la branche radicale du mouvement, celle qui démontrait le plus de détermination à libérer le pays des parasites étrangers. Lorsque Chang, s'appuyant sur les éléments conservateurs du Kouo-min-tang se retourna contre ses alliés et choisit de poursuivre une politique plus conciliante à l'égard des étrangers, le soutien de ceux-ci lui fut presque immédiatement acquis.

Ayant éliminé les communistes, Chang établit son gouvernement à Nankin et rompit les relations diplomatiques avec l'Union soviétique. La propagande xénophobe et anti-impérialiste baissa de ton. Le gouvernement présenta ses regrets pour les incidents de Nankin et en endossa la totale responsabilité, promettant des réparations après enquête par une commission sino-américaine. Un accord sur le total des réparations fut conclu en mars 1928. Quelques mois plus tard, les Etats-Unis reconnurent le gouvernement de Nankin et accordèrent à la Chine l'autonomie en matière de tarifs douaniers, par le traité du 25 juillet 1928. Les autres puissances firent bientôt de même. La Chine était, dès lors, libérée de la tutelle étrangère sur son service des douanes pour la première fois depuis près d'un siècle. La question de l'extra-territorialité ne fut pas résolue de manière aussi satisfaisante. Elle devait rester en suspens jusqu'en 1943. (41) Au cours de l'été 1928, Chang mit la dernière main à sa conquête du pouvoir en faisant son entrée à Pékin. L'unification nationale, cependant, était loin d'être achevée. Elle était plus apparente que réelle. La Mandchourie était aux mains des Russes et des Japonais. Les communistes, malgré les apparences, continuaient à narguer l'autorité de Chang. Tous les seigneurs de la guerre n'avaient pas été liquidés. De sa formation, en 1928, au début de la guerre sino-japonaise, en 1937, le gouvernement nationaliste allait devoir faire face aux troubles intérieurs incessants et à l'agression étrangère.

Troubles intérieurs et agression étrangère, 1928-1937

Au lendemain de la première guerre, les Américains, rejetant l'internationalisme de Woodrow Wilson, choisirent de suivre une ligne politique plus en accord avec leurs aspirations traditionnelles à l'isolationnisme. Il ne s'agissait pas de se retirer totalement des affaires mondiales, mais simplement de refuser de conclure avec les autres puissances des alliances pouvant mettre en danger la liberté d'action, en cas de crise, de la nation. Les Etats-Unis, pendant la période républicaine de l'entre-deux guerres, se montrèrent prêts à soutenir moralement les principes du désarmement et de la paix mondiale. Lorsqu'Aristide Briand proposa à Kellog, au printemps 1927, de conclure un traité franco-américain de renonciation à la guerre, Coolidge et le secrétaire d'Etat, poussés qu'ils étaient par le sentiment populaire favorable à la proposition, se joignirent à la croisade pour la paix et allèrent jusqu'à proposer un pacte proclamant l'illégalité du recours à la guerre pour résoudre les différends. Le "Pacte Briand-Kellog" fut signé à Paris, en août 1928, par quinze pays dont la Chine.

Moins d'un an après, la Chine et l'Union soviétique, toutes deux signataires du pacte, engagèrent leurs forces armées dans un conflit concernant le contrôle du chemin de fer de Chine orientale, en Mandchourie. Les Chinois échouèrent dans leur tentative de déloger les Russes de Mandchourie et de reprendre le contrôle des concessions. (1) En dépit de cet échec, Chang Kai-shek poursuivit une politique analogue à l'égard du Japon, cherchant à détruire l'ascendant politique, économique et financier japonais en Mandchourie du Sud par l'infiltration continue d'immigrants chinois et par la dissémination de propagande anti-japonaise. A la suite de nombreux incidents anti-japonais, certains bien réels, d'autres simulés ou provoqués par les troupes japonaises elles-mêmes, l'armée japonaise du Kouan-tong s'empara de Moukden et commença à occuper toute la Mandchourie. (2)

L'attaque japonaise survint à un moment particulièrement propice. Le monde occidental était préoccupé par les effets de la dépression. La Grande-Bretagne était aux prises avec une crise politique et économique très sérieuse et s'appretait à abandonner l'étalon-or, la République de Weimar se mourait, les bourses européennes étaient en proie à la panique et les Etats-Unis connaissaient la plus grave crise interne depuis la guerre de Sécession. D'un autre côté, Chang Kai-shek avait engagé une troisième campagne d'extermination des com-

munistes ou, comme il les appelait à des fins de propagande, des bandits rouges, la Chine était en proie à une inondation déastreuse du Yang-tseu. Chang ne fit aucune tentative d'organisation d'une résistance quelconque. Au contraire, il donna l'ordre au général Chang Hsueh-liang qui était à la tête d'une armée de 400.000 hommes cantonnée de part et d'autre de la grande muraille de suivre résolument une politique de "non-résistance". Chang pensait que les troupes faisant face aux Japonais en Mandchourie n'étaient pas suffisamment aguerries pour s'opposer avec quelques chances de succès à l'avance des troupes nippones. De plus, la pacification intérieure était son objectif prioritaire. Il convenait de ne pas s'en laisser distraire. La pacification, dans la pensée de Chang, était un objectif beaucoup plus important que les réformes sociales ou politiques ou la résistance immédiate à l'envahisseur. Contre les Japonais, pensait-il, il pouvait utiliser les vastes étendues du territoire chinois où les troupes ennemies finiraient par se diluer. Une fois l'unification nationale accomplie, il serait temps pour la Chine de se retourner contre les Japonais. (3)

Quelques jours après l'attaque, Chang Kai-shek fit appel au gouvernement américain en tant que co-signataire du pacte Briand-Kellog et à la Société des Nations. C'était là, d'ailleurs, la seule possibilité qui s'offrait à la Chine. Elle ne pouvait espérer se tirer d'affaire qu'en cherchant à tirer parti des garanties du traité de Washington, du Pacte de Paris et de la charte de la Société des Nations. La Société des Nations ne sut trop que faire. Stimson, le secrétaire d'Etat de Hoover, décida de ne pas intervenir directement mais de soutenir moralement une éventuelle décision de la Société des Nations. Il fit part aux Chinois de son sentiment que les Etats-Unis devaient rester neutres:

"We have not attempted to go into the question of right or wrong ... we are not taking sides, we are 'playing no favorites.'" (4)

Il apparut cependant bientôt que les Japonais profitaient de l'inaction des Etats-Unis et de la Société des Nations pour étendre leur contrôle à toute la Mandchourie. Stimson décida alors d'orienter sa politique vers une position plus ferme. Il indiqua que les Etats-Unis soutiendraient une décision de la Société des Nations de créer une commission d'enquête. Lorsque la Société des Nations, en octobre 1931, demanda le retrait des troupes japonaises des territoires envahis, les Japonais réagirent par une autre attaque massive. Stimson chercha alors à faire pression sur le gouvernement libéral de Tokyo qui accepta la proposition d'une enquête par une commission neutre, mais refusa de retirer ses troupes des territoires occupés, maintenant que la présence des soldats était nécessaire à la protection des biens et des ressortissants japonais. La création de la commission d'enquête

fut acceptée par le gouvernement japonais le 10 décembre. Le même jour, l'armée prit le pouvoir en Mandchourie et à Tokyo. La conquête de la Mandchourie fut achevée en janvier 1932, et les militaristes conservèrent le pouvoir jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale.

Pendant les derniers mois de 1931, Stimson avait espéré qu'une mobilisation de l'opinion appuyée par la menace de sanctions économiques pourrait renforcer la position des partis parlementaires japonais contre les militaristes. Pendant les quatre premières décades du XXème siècle, l'espoir de ressusciter ou de renforcer l'aile libérale du monde politique nippon fut le moteur de la politique américaine à l'égard du Japon. En 1931, le gouvernement américain hésitait à condamner l'invasion de la Mandchourie pour ne pas unifier les Japonais derrière les superpatriotes. Incapables d'invoquer le traité des neuf puissances de Washington, la charte de la Société des Nations, ou le pacte Briand-Kellog, face à de tels développements, Hoover et Stimson décidèrent d'adopter la politique de non-reconnaissance de William Jennings Bryan de 1915. Le 7 janvier 1932, Stimson envoya à la Chine et au Japon des notes diplomatiques identiques. Les Etats-Unis, pouvait-on y lire, ne reconnaîtraient aucun accord susceptible de menacer les intérêts américains, le principe de la porte ouverte, et la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale et administrative chinoises. (5)

La politique de non-reconnaissance se révèle tout à fait inefficace. La France et la Grande-Bretagne ne témoignèrent que d'une grande indifférence à l'égard de la situation en Mandchourie. Le Japon, quant à lui, ignora complètement la note de Stimson. Trois semaines après son envoi, la marine et l'aviation japonaises attaquèrent le secteur chinois de Chang-hai, en représailles contre un boycott anti-japonais. Les réactions de la Société des Nations et du gouvernement américain s'avèrent inadaptées. La Société des Nations envoya une commission d'enquête en Mandchourie et Hoover ordonna à certaines unités navales américaines de mouiller dans le port de Chang-hai et d'y protéger les ressortissants américains. Entre-temps, au Japon, les superpatriotes étaient en train de procéder à l'élimination systématique de toute opposition. Entre février et mai, ils assassinèrent successivement le ministre des finances, le président de l'empire industriel Mitsui et le premier ministre. Ces événements marquèrent la fin du système des partis au Japon. Le 18 février, le Japon proclama l'existence de l'état indépendant du Mandchoukouo. Stimson fit une déclaration de principe, dans une lettre datée du 23 février au sénateur Borah, publiée le 24, condamnant le Japon, étendant la doctrine de la non-reconnaissance aux violations du traité des neuf puissances de Washington et du pacte Briand-Kellog de Paris, menaçant de fortifier Guam et les Philippines et demandant au reste du monde de se joindre aux Etats-Unis en refusant de reconnaître la conquête de la Mandchourie. (6) Une résolution en ce sens fut adoptée par la Société des Nations, en mars. Les membres refusèrent de reconnaître le Mandchou-

kouo. Deux mois plus tard, les troupes japonaises qui avaient eu à faire face à une farouche résistance chinoise, en dépit des ordres de Chang, se retirèrent de Chang-hai. En septembre, le Japon reconnut le Mandchoukouo.

Le rapport de la commission d'enquête, rédigé en termes modérés, dans le vague espoir de ne pas provoquer l'ire du gouvernement nippon, indiquait cependant que le Japon avait agi en violation des traités, que l'argumentation de ses délégués, à savoir la "légitime défense" et l'"auto-détermination", n'était pas acceptable après examen des circonstances. Il y était reconnu, d'autre part, qu'un retour au "status quo ante" était impossible et on y recommandait une administration autonome de la Mandchourie sous la supervision des autorités chinoises avec provisions spéciales pour la protection des intérêts économiques japonais. Le rapport fut adopté en février 1933. Les délégués japonais se retirèrent le lendemain, et le Japon annonça son retrait de la Société des Nations. (7)

La réaction américaine, pour autant que l'on puisse en juger par les éditoriaux publiés dans la presse, fut essentiellement pro-chinoise et, pourtant, non interventionniste. La presse, dans son ensemble, approuva la politique de coopération avec la Société des Nations. Quelques quotidiens isolationnistes écrivirent cependant quelques critiques. Le "New York Evening Post", par exemple, pensait que Stimson était

"... thoroughly unfair to the people of the United States"

car, lors de l'élection de 1920, la participation américaine à l'institution internationale avait été

"... overwhelmingly rejected by the people of this country."

Le "Chicago Tribune" publia un éditorial intitulé ironiquement:

"Mr. Stimson Joins the League."

Pour le "New York American", la coopération avec la Société des Nations représentait

"Stimson's Folly",

et Herbert Hoover

"... was elected President of the United States and should rid his internationalist mind of the Wilsonian delusion that he is the President of the World."

Le "Tulsa World" (Oklahoma) remarqua:

"Whether we sneaked in or were pulled in does not matter so much; the fact is that we are in - for trouble."

L'opinion du "Denver Post" ne dut pas être très difficile à saisir:

"As a sample of nitwit diplomacy, our backdoor entry into the League of Nations takes the cake."

Le "Sacramento Bee", de Californie, avertit le président que s'il persistait dans cette voie

"... he is inviting and will receive the just and righteous repudiation which was the portion of Woodrow Wilson."

Le "New York Daily News" conseilla aux Américains de s'occuper de leurs propres affaires et expliqua que le Japon étant particulièrement surpeuplé, il fallait bien que les Japonais trouvent des possibilités d'expansion territoriale. La majorité des quotidiens, cependant, approuva la politique de Stimson et de Hoover. Des journaux comme le "Springfield Republican", le "Newark News", le "Chicago Journal of Commerce", le "Jersey City Journal", le "Washington News", le "Baltimore Sun", le "New York Journal of Commerce", le "New York Herald Tribune" s'accordèrent sur ce point. Le "Milwaukee Journal" alla même jusqu'à demander "more power to Mr. Stimson". (8)

L'approbation de la politique gouvernementale est confirmée par un sondage télégraphique des éditorialistes de la presse quotidienne. La grande majorité des rédacteurs considérait qu'il convenait de soutenir le principe de la souveraineté chinoise en exerçant une pression morale sur le gouvernement japonais, sans plus, et qu'il ne fallait surtout pas que les Etats-Unis prennent l'engagement de respecter un éventuel boycott contre le Japon, décidé par la Société des Nations. (9) Comme par le passé, et comme les sondages d'opinion à partir de 1937 allaient le révéler, les Américains éprouvaient beaucoup de sympathie pour les Chinois mais, à long terme, la question de l'intégrité chinoise ne représentait pas un problème vital pour la sécurité américaine et, en conséquence, les Etats-Unis n'étaient pas prêts à faire les sacrifices nécessaires pour défendre la Chine.

La réaction de l'opinion à l'attaque de Chang-hai fut beaucoup moins réservée. Les éditoriaux se firent extrêmement critiques à l'égard des Japonais. Les quotidiens et les magazines d'information furent abreuvés de récits détaillés de la bataille, des massacres de civils, du bombardement des quartiers ouverts. Comme le fit remarquer le "Literary Digest":

"Condemnation of Japan seems to be pretty general in the American press. She is assailed for 'insane imperialism,' for a 'campaign of brutality.'"

Le "Washington Post" s'exclama, par exemple:

"The only conclusion that can be drawn is that the Japanese Government is either overpowered by a war machine that is going amuck or deliberately pursuing a war policy of unparalleled audacity, with a curious inability to justify its course by any standard of right or law."

Le "New York World-Telegram" écrit que

"The land of the rising sun has been kidnapped by its military machine, and is being held for ransom."

Le "Philadelphia Inquirer" déclara:

"The bombing of residential sections, the murder of helpless men, women and children puts Japan beyond the pale of civilized warfare."

Pour le "Washington News", il s'agissait plutôt d'un cas de "Japanese Insanity":

"The Shanghai crisis can not be attributed to Japanese imperialism or anything else that connotes plan or thought. It is a case of plain madness. Certainly this Shanghai savagery can not possibly profit Japan in any way. On the contrary, it is turning the world against her."

En dépit de la condamnation quasi unanime du Japon, une bonne partie de la presse implora le gouvernement des Etats-Unis de ne pas précipiter le pays dans un conflit armé. Le "Philadelphia Record", par exemple, écrivit:

"We don't want war ... Japan is attempting the seizure of North China ... The American people don't give a hoot in a rain barrel who controls North China ..."

Le "St. Louis Globe-Democrat", quant à lui, demanda:

"Keep us out of war ... The American people do not want to become involved in any war that by any honorable means can be avoided ... Moreover, whatever our feelings may be as to the merits of the controversy in China, and whatever our material interests may be in that quarter, our strongest feeling must be for our own people at home, and our greatest endeavor must be for the maintenance of peace and the protection of the far larger interests we have on

this side of the Pacific."

Le "Washington Evening Star" abonda dans ce sens:

"For the United States to go to war with Japan to prevent the seizure of China, or to compel its release if seizure were already effected, would be a monstrous injustice to the American people, a sacrifice of American lives and American treasure, for which there would be no justification."

D'autres quotidiens, tout en plaidant en faveur d'une prudence extrême en la matière, furent d'avis qu'il convenait de développer le potentiel militaire américain. Le "Detroit Free Press" déclara, par exemple, qu'il fallait maintenir le "gros bâton" en bon état, et le "Baltimore News" demanda le renforcement de l'armée, de la marine, et de l'armée de l'air. (10)

L'attaque de Chang-hai fut également l'occasion pour la presse américaine d'entonner un thème nouveau, le thème de l'héroïsme des troupes chinoises. Jusqu'alors, l'impression générale avait été que l'armée chinoise était une armée d'opérette. Mais les journalistes étrangers qui suivaient des quartiers internationaux les détails de la progression japonaise et la résistance acharnée offerte par les troupes du général Tsai Ting-kai, dans le quartier chinois, racontèrent dans leurs articles les événements dont ils avaient été les témoins et firent part, en termes élogieux, de la ténacité des soldats chinois. Le "Literary Digest", par exemple, dans un article intitulé "China's Amazing Repulse of the Invader", passa en revue les articles et les éditoriaux publiés dans la presse quotidienne et hebdomadaire décrivant le combat héroïque des Chinois:

"Through the eyes of a woman we are watching the Japanese massed attack upon the Chinese at Shanghai, the most violent military action since the World War.

"Unburied dead littered the shell-pitted streets of the No-Man's land around the North Station," continues Peggy Hull in an article copyrighted by the News Syndicate Company, Inc., and published in the "Chicago Tribune."

"... With me in the outpost was a marine officer who has seen much of war. His face twitched and he shuddered a little. 'Those Chinese are taking an awful slaughtering,' he said!"

... But to the amazement of the world, "Those Chinese" were still in there fighting ninety-six hours later."

Le "Philadelphia Evening Public Ledger" écrivit que les Chinois seraient peut-être forcés de se retirer de Chang-hai, mais que

"... in the larger sense these forces can not be defeated now, no matter what happens to them." (11)

Et, en fin de compte, la presse américaine présenta tout l'épisode de la bataille pour Chang-hai comme une victoire stratégique chinoise, malgré le retrait des troupes de Tsai Ting-kai et l'occupation de la ville par les troupes japonaises. (12)

Une brève analyse du magazine "Time", du 1er février au 7 mars 1932, confirme le changement d'attitude observé chez les journalistes américains à l'égard des troupes chinoises. Pendant cette période, le magazine consacra régulièrement une ou deux pages de sa section internationale à la bataille pour Chang-hai. Deux impressions distinctes se dégagent du contenu des articles. D'une part, l'on y traite des horreurs de la guerre et de la cruauté japonaise et, d'autre part, l'on se répand en éloge pour l'héroïsme chinois, phénomène nouveau et surprenant:

"For all Japan's warships, all her guns, for all her planes, for all 10,000 soldiers and sailors, Shanghai's Chinese defenders under pale slender little General Tsai Ting-kai were doggedly holding on ... Woosung was China's Verdun. Day after day Japanese warships in the river blasted away at the Chinese batteries (pausing politely to let U.S. and British steamers and warships pass). But the Chinese, for once grimly determined, held on. The redoubts of the forts were blown into heaps of muck. Three thousand Japanese blue-jackets went ashore to occupy Woosung Village. No sooner did they move out against the forts than the battered trenches came to life with such a withering rifle and machine gun fire that the Japanese were forced back." (13)

Les titres des articles consacrés au conflit démontrent clairement l'approche utilisée:

"Terror in Shanghai"
"Japan-China, Fire"
"Japan-China, Holding On"
"Shanghai, China's Verdun"
"Heroic Upset"
"Japan Shanghsled"
"Shanghai Gestures" (avec un
paragraphe intitulé
"Chinese Retreat"). (14)

Il est intéressant de noter que les articles décrivaient généralement les atrocités japonaises, racontaient les faits d'armes des Chinois et présentaient de manière plus ou moins indirecte les chefs de l'armée

chinoise comme les défenseurs de la civilisation. Un grand nombre d'articles, en effet, furent consacrés au fait que le petit général chinois était un poète et un grand amateur d'art. L'intérêt pour les affaires chinoises ne dura qu'un temps. Dès que la crise proprement dite fut passée, la presse cessa de prêter attention aux nouvelles en provenance de Chine et l'agitation pro-chinoise et anti-japonaise s'estompa.

Lorsque Roosevelt remplaça Hoover à la présidence, il assura Stimson qu'il poursuivrait une politique extrême-orientale similaire à celle de son prédécesseur. Il refusa, en effet, de reconnaître le Mandchoukouo, continua à coopérer avec la Société des Nations en ce qui concerne les affaires asiatiques, maintint la flotte de guerre américaine dans le Pacifique, et mit sur pied un programme de renforcement de la marine de guerre. En fait, pourtant, Roosevelt se montra plus prudent encore et plus réservé que ne l'avait été Hoover. Il poursuivit une politique conciliante à l'égard du Japon. Lorsque le Congrès, par exemple, isolationniste à l'égard de l'Europe, considéra sérieusement la possibilité d'une intervention américaine dans le Pacifique contre les Japonais et qu'une loi imposant un embargo sur les armes à destination du Japon fut proposée, Cordell Hull, le nouveau secrétaire d'Etat, bloqua la procédure d'étude du projet de loi. Entre 1933 et 1935, le Japon chercha à consolider sa position en Mandchourie et commença à envahir, petit à petit, les provinces chinoises avoisinantes, justifiant ses actions par la proclamation d'une véritable doctrine de "Monroe". En 1934, en effet, le gouvernement nippon publia une proclamation définissant le rôle du Japon en Asie. L'objectif, y était-il dit, était d'agir en tant que gardien de la paix et de l'ordre en Asie orientale. Cette proclamation choqua le monde entier, mais la réaction de Hull et de Roosevelt fut particulièrement modérée. (15) En fait, l'on peut dire sans crainte de déformer les faits que jusqu'au début de la guerre sino-japonaise, après les incidents survenus entre Pékin et Han-k'ou, au pont Marco-Polo, l'administration Roosevelt se maintint sur la réserve.

Pendant ce temps, la Chine, faible et désunie, s'effritait sous les coups de bouts japonais. Chang se pliait à toutes les exigences. Des concessions en matière de tarifs douaniers furent accordées, des mesures furent prises pour décourager l'opposition populaire à la présence japonaise. Chang continua à se préoccuper essentiellement du problème communiste. Entre 1935 et 1936, les militaristes japonais proposèrent un programme devant mener à la conquête pure et simple de toute la Chine. En effet, malgré la politique de collaboration de Chang Kai-shek et les mesures de répression, l'opposition populaire s'affirmait chaque jour de plus en plus fortement. Les Chinois avaient à nouveau eu recours à leur arme la plus efficace, le boycott. Des manifestations gigantesques étaient organisées. Les étudiants réclamaient une action unifiée contre l'agresseur et l'arrêt des concessions au gouvernement japonais. L'hostilité anti-japonaise et l'aspiration à

un mouvement de solidarité nationale étaient tellement fortes que Chang céda à la pression populaire. Il promit, en 1936, de développer un front uni de résistance nationale, mais refusa d'inclure dans le front les forces communistes.

En 1933 et 1934, les communistes qui avaient été encerclés dans leur base du Kiang-si opérèrent une retraite spectaculaire de plus de 10.000 kilomètres jusqu'à la province du Chen-si dans le nord de la Chine. Ils établirent leur nouveau quartier général à Yen-an. Encore une fois, les communistes avaient été décimés par les troupes nationalistes, mais ils s'étaient réorganisés et la menace rouge n'avait pas disparu. Là, dans leur nouvelle retraite, les communistes furent encerclés par les nationalistes, en fait par les troupes du général Chang Hsueh-liang qui venaient de Mandchourie et l'armée du général Yang Hu-ch'eng qui provenait de la région de Pékin-Tientsin. Les troupes en question s'étaient retirées devant les Japonais sans combattre sur ordre exprès de Chang Kai-shek. Elles étaient démoralisées et peu enclines à se battre contre d'autres Chinois alors que leurs provinces d'origine étaient au mains des Japonais. Lorsque Chang se rendit à Sian, quartier général des généraux Chang et Yang, pour organiser une nouvelle campagne d'extermination des communistes, les troupes des deux généraux se mutinèrent et le firent prisonnier. Les mutins exigèrent l'arrêt de la guerre civile et une action unifiée contre l'envahisseur. Dix jours plus tard, Chang fut libéré. Il n'est pas certain qu'il ait promis quoique ce soit. Toujours est-il qu'il mit immédiatement un terme à ses projets de campagne anti-communiste et qu'un mouvement unifié de résistance nationale vit le jour.

La politique américaine entre 1928 et 1937 irrita le Japon sans satisfaire la Chine. Pendant cette période, la priorité fut accordée aux problèmes intérieurs causés par la dépression. La politique asiatique des Etats-Unis n'évolua guère. L'on continua à exprimer le profond sentiment d'amitié éprouvé par les Américains à l'égard de la Chine, à soutenir le principe de son intégrité territoriale et à refuser de reconnaître les gains territoriaux japonais, mais sans prendre de mesures pour défendre les principes en question. Cette période est cependant importante car elle marque le début d'une nouvelle attitude à l'égard des Chinois. Les communications consacrées à l'héroïsme des troupes chinoises dans la bataille pour Chang-hai faciliteront l'acceptation de la propagande nationaliste pendant la guerre sino-japonaise de 1937-1945. "The Age of Admiration" commence.

VIII

La guerre sino-japonaise et l'évolution de l'attitude américaine

à l'égard de la Chine, 1937-1945

La politique suivie par l'administration américaine depuis la chute des modérés au Japon avait été une politique de retrait de la scène asiatique. Depuis le début des années trente, les Etats-Unis s'étaient montrés désireux d'accorder l'indépendance aux Philippines qu'ils jugeaient indéfendables militairement, et Roosevelt et Hull n'avaient pas réagi lorsque les Japonais avaient tenté de prendre le contrôle du territoire chinois par des mesures d'intimidation, plutôt que par l'emploi de leurs armes. Il semble bien que, pendant le premier terme de l'administration Roosevelt, les tendances de la politique étrangère américaine aient été isolationnistes. En septembre 1935, un diplomate résuma en ces termes le sens de la politique de la porte ouverte:

"It is not the policy of the American Government gratuitously or impertinently to inject itself into controversies which arise in or with regard to the Far East ... The United States has certain rights, certain obligations, and certain legitimate interests in the Far East and in each country there, just as it has elsewhere ..."

Si les Etats-Unis ont le devoir de protéger leurs droits et leurs intérêts légitimes à l'étranger et de respecter leurs obligations, les Etats-Unis, ajouta-t-il, sont aussi

"... committed by treaty not to the maintenance of the integrity of China, but to the creation of respect for the integrity of China." (1)

Lors de sa première investiture, Roosevelt ne fit aucune allusion à la politique étrangère dans son discours inaugural à l'exception d'une brève référence à la politique de bon voisinage que le gouvernement s'engageait à poursuivre. (2) En août 1936, le président déclarait à Chautauqua:

"We shun political commitments which might entangle us in foreign wars; we avoid connections with political activ-

L'invasion de la Chine par le Japon provoqua la prise de conscience par les Américains du danger que présentait l'expansion japonaise, un changement d'attitude à l'égard de la Chine et un rejet progressif de l'isolationnisme. Dans ce chapitre, nous tenterons de présenter un bref historique de la guerre sino-japonaise, un aperçu de la politique américaine à l'égard de l'Asie entre 1937 et 1945 et nous chercherons à analyser les réactions de la presse, de l'opinion et de certains groupes particuliers de la société américaine aux événements et aux choix politiques de l'administration.

1. La guerre sino-japonaise

L'incident de Sian, c'est-à-dire l'enlèvement par les troupes des généraux Chang et Yang de Chang Kai-chek, en décembre 1936, et sa surprenante conclusion - à savoir la libération de Chang Kai-chek à la suite de l'intervention des communistes - convainquit les Japonais que les Chinois étaient en train de procéder à l'élaboration d'un front uni, seul obstacle majeur à leur progression sur le continent asiatique. Dès son retour à Nankin, en effet, Chang Kai-chek changea de politique. Le 29 décembre, il proposa au comité central du parti nationaliste de mettre un terme aux campagnes d'extermination des "bandits rouges", de supprimer le quartier général de Sian pour l'anéantissement des "bandites", et de remplacer le ministre des affaires étrangères pro-japonais par un libéral. Les propositions de Chang Kai-chek furent promptement acceptées. En échange, les communistes annoncèrent qu'ils mettaient fin à leur programme de révoltes armées dans tout le pays, qu'ils changeaient le nom de "gouvernement des soviets" en celui de "gouvernement de la région spéciale de la république de Chine" et celui d'"Armée Rouge" en celui d'"Armée Révolutionnaire Nationale". Cette armée, en outre, fut placée sous le commandement du gouvernement central. Ils s'engagèrent, par ailleurs, à renforcer le système du suffrage universel dans les districts soumis à leur contrôle et de mettre fin à la politique d'expropriation des propriétaires fonciers. Les deux partis, sans renoncer pour autant à leur objectifs à long terme, semblèrent donc s'engager sur le chemin d'une réconciliation malaisée, certes, mais réelle. Au lieu de se combattre, les troupes nationalistes et communistes étaient maintenant unies pour résister au Japon. (4)

Face à ces développements, les Japonais décidèrent de précipiter les événements. Le 7 juillet 1937, les troupes de la garnison japonaise de Feng-tai, petit noeud ferroviaire au sud de Pékin, en manœuvre depuis quinze jours le long de la voie ferrée menant de Pékin à Hank'eou, prétextant une agression des garde-voies chinois, engagèrent le combat avec les troupes chinoises cantonnées à Wan-ping, assiégèrent

la ville et s'en emparèrent. Ils adressèrent alors un ultimatum au gouvernement de Nankin, exigeant l'évacuation de Pékin par les troupes chinoises. Le refus de Chang Kai-chek précipita la chute de la vieille capitale impériale, le 29 juillet. Pendant ce temps, sous couleur d'assurer la protection des ressortissants japonais résidant en Chine du Nord, l'effectif des troupes nippones passa de 7.000 à 160.000 hommes. A la mi-août, les forces japonaises étendirent le conflit à la vallée du Yang-tseu. L'objectif des Japonais avait été, originellement, de s'en tenir à une offensive limitée dans le temps et de séparer le nord de la Chine du reste du pays en une campagne de 90 jours, au plus. Ils étaient persuadés que le gouvernement de Nankin n'opposerait pas de résistance et se plierait à leurs exigences, comme par le passé. Tel ne fut cependant pas le cas. Chang Kai-chek décida d'engager le combat et de précipiter la bataille à Chang-haf où les combats étaient particulièrement susceptibles de provoquer des incidents avec les résidents des divers quartiers internationaux. Il espérait apparemment forcer les puissances à proposer une médiation ou même à intervenir directement dans le conflit. Il envoya donc à Chang-haf ses meilleures divisions, instruites qu'elles étaient par des conseillers militaires allemands.

La bataille pour Chang-haf dura près de trois mois, provoquant d'énormes pertes de part et d'autre. Malgré la résistance acharnée des troupes chinoises, les Japonais finirent par s'emparer de la ville. Mais, trois mois d'affilée, les troupes chinoises captèrent l'attention du monde entier et provoquèrent des prises de position de la presse et de l'opinion américaine. Les pertes chinoises, civiles et militaires, furent énormes, mais les journaux américains se virent inondés de reportages photographiques, d'éditoriaux et d'articles relatant les faits d'armes chinois et la barbarie japonaise, les souffrances, le courage et le stoïcisme de la population sous les bombardements. L'image de la Chine présentée par les publications américaines de l'époque fut celle d'une démocratie combattant pour la liberté et la civilisation, d'un peuple héroïque en lutte malgré les horreurs de la guerre, pliant sous les coups de boutoir de l'ennemi, mais ne s'avouant jamais vaincu, personnifié par un général indomptable et par sa merveilleuse, courageuse, et charmante jeune femme. Aux yeux des Américains, les Chinois étaient unis dans leur objectif et leur volonté inébranlable de résister à l'invasion des barbares. Les grossières erreurs tactiques de Chang Kai-chek pendant la retraite de Chang-haf, l'échec total de l'armée de l'air, incapable de bombarder les navires de guerre ennemis, mais bombardant régulièrement les troupes chinoises ou les quartiers internationaux où les civils chinois s'étaient réfugiés, n'affectèrent guère l'image perçue par les Américains pendant cette période. (5)

Les Japonais avaient été attirés beaucoup plus loin qu'ils n'avaient eu l'intention d'aller. Sentant le danger d'avoir étiré au maximum leurs lignes de communication, ils décidèrent d'en finir au plus

tôt en lançant une autre attaque éclair sur la capitale nationaliste, cette fois, et d'y arrêter leur avance. Ils lancèrent donc des raids aériens sur Nankin, Canton, et une vingtaine d'autres villes de Chine orientale pour tenter de convaincre les Chinois d'accepter de mettre fin aux hostilités au plus tôt. Encore une fois, le calcul s'avéra faux. Chang Kai-shek, de manière imprévisible, prit une décision militairement indéfendable, il choisit de défendre Nankin. La capitale nationaliste était découverte à la suite de la retraite des troupes chinoises vaincues à Chang-hai. Aucun préparatif de bataille d'aucune sorte n'avait été mis en place. L'objectif de Chang, à nouveau, était de capter l'attention mondiale et de précipiter l'intervention des autres puissances mondiales. Le gouvernement, suivi de près par le corps diplomatique, déserta Nankin et se retira à Han-k'eou qui devint, pendant les huit mois qui suivirent, la capitale de la Chine inoccupée. En décembre, Nankin tomba aux mains des Japonais dans des circonstances particulièrement tragiques. Le manque de préparation de la défense de la ville apparaît clairement lorsque l'on considère que l'arsenal au grand complet et intact tomba entre les mains des troupes japonaises, les hôpitaux furent investis alors que les malades et les blessés étaient dans leurs lits, les gares, le matériel ferroviaire, les magasins militaires furent saisis intacts. De plus, l'absence de lignes de défense mises sur pied pour couvrir la retraite des civils et des militaires fit que les pertes en vies humaines furent énormes.

Le commandement japonais, qui plus est, décida de faire un exemple. Il laissa ses troupes faire de la ville un véritable charnier. Plus de 50.000 soldats se répandirent dans la ville, incendiant tout sur leur passage, tuant les Chinois à coups de haches, de bayonnettes, violant femmes et fillettes. Des groupes de Chinois, hommes, femmes et enfants furent alignés et mitraillés, d'autres furent utilisés comme cibles vivantes pour les exercices à la bayonnette. Certains furent simplement arrosés d'essence et brûlés vifs. Selon les rapports d'observateurs neutres, plus de 40.000 personnes furent ainsi massacrées. Les photographies que les soldats japonais eux-mêmes avaient prises furent bientôt reproduites dans la presse du monde entier et provoquèrent aux Etats-Unis une explosion de sympathie pour la cause chinoise, amplifiée encore par le refus de Chang Kai-shek de céder devant l'invasion. Mais cet accroissement de la sympathie américaine pour les Chinois n'altéra cependant pas leur attachement à leur isolationnisme. En fait, pendant la bataille pour Nankin, ce que les Américains redoutaient le plus arriva. Les Japonais bombardèrent et coulèrent un navire de guerre et endommagèrent deux pétroliers, arborant les couleurs américaines. La réaction du gouvernement fut d'accepter promptement les excuses de Tokyo et de rapatrier les "marines" envoyés à Chang-hai pour y protéger les ressortissants américains et les troupes d'infanterie cantonnées à Tientsin, afin d'éviter d'éventuelles frictions avec les troupes japonaises. (6)

Après l'échec de tentatives de médiation allemande, les Japonais

annoncèrent la poursuite de la guerre jusqu'à l'élimination totale de l'adversaire. Les troupes japonaises poussèrent vers Han-k'eu en deux colonnes, l'une par le Nord, longeant la voie ferrée menant de Tientsin à Pukow, l'autre par le Sud pour encercler Sou-tcheou, un noeud ferroviaire important. La progression fut arrêtée pendant près d'un mois à T'ai-erh-chuang, près de Sou-tcheou. Bientôt, cependant, Sou-tcheou tomba. En juin, Chang Kai-chek ordonna la rupture des digues du fleuve Jaune. Le déplacement du fleuve décida le commandement japonais à attaquer Han-k'eu. A fin octobre, les Japonais s'emparèrent non seulement de Han-k'eu, mais encore de Canton, ce qui priva la Chine d'une importante voie de communication avec l'étranger. La chute de Han-k'eu força le gouvernement chinois à fuir vers Tchong-k'ing qui fut dès lors sa troisième capitale. En décembre, Wou-han, le quartier général de Chang Kai-chek, fut pris. La perte de Wou-han marqua la fin des grandes avances japonaises et de la guerre de mouvement jusqu'à 1944. La phase suivante, de la chute de Wou-han à la capitulation japonaise fut essentiellement une guerre d'usure. Pendant les cinq années qui suivirent, les Japonais occupèrent les villes et les voies de communication dans toute la moitié orientale de la Chine et les Chinois contrôlèrent les espaces de la campagne chinoise, pratiquèrent la tactique de la terre brûlée et des opérations de guerrillas suivies de retraites stratégiques. (7) De décembre 1938 à 1944, le dessin des fronts se modifia fort peu, comme le fait remarquer Jacques Guillerma. Les Japonais se consacrèrent à quelques vastes opérations de consolidation et de nettoyage, et ce n'est qu'à partir de mars 1944, lorsqu'ils se sentirent directement menacés par les opérations de la marine et de l'aviation américaines qu'ils s'engagèrent à nouveau dans une série de campagnes militaires. (8)

L'entrée en guerre des Etats-Unis survint près de quatre ans après l'incident du pont Marco Polo. Entre 1937 et 1941, la Chine dut seule faire face aux entreprises japonaises. Après Pearl Harbor, Chang Kai-chek commença à nouveau à espérer en une victoire contre les Japonais. Cela ne l'empêcha cependant pas de se montrer particulièrement inactif dans sa quête de la victoire finale. Bientôt, en effet, les préoccupations de Chang Kai-chek devinrent à nouveau le problème de l'expansion communiste. (9) A la fin de 1937, l'"Armée Rouge" était devenue la "VIIIème armée de route", devenant plus tard la "XVIIIème armée de route", sous le commandement de Chou-teh et avait été envoyée dans le nord du Chan-si. En décembre, les unités communistes du sud du Yang-tseu avaient été réorganisées en une "IVème armée nouvelle" placée sous le commandement de Yé-t'ing. (10) Le front uni se maintint plus ou moins solidement pendant toute la période de résistance active, en dépit de nombreuses frictions et incidents armés entre communistes et gouvernementaux. L'évolution des rapports entre le gouvernement central et le parti communiste chinois, selon J. Guillerma, peut être schématisée de la manière

suivante:

- " - en 1937 et en 1938 collaboration satisfaisante,
- du printemps 1939 au printemps 1941 crise qui s'aggrava jusqu'à l'incident de la IV^e armée nouvelle au mois de janvier 1941,
- de l'été 1941 à l'automne 1944 détente,
- à partir de l'automne 1944 nouvelle tension." (11)

En fait, la tension entre le gouvernement central et les communistes s'aggrava assez rapidement. Lorsqu'en octobre 1939, le gouvernement ordonna le transfert de la IV^e armée nouvelle de ses bases du Chan-tong occidental et du Kiang-sou au nord du fleuve Jaune, les troupes communistes refusèrent d'obéir et cherchèrent, au contraire, à s'implanter plus solidement encore dans le Kiang-sou. En janvier 1941, une confrontation armée entre la IV^e armée nouvelle et des unités gouvernementales aboutit au désarmement et à la dissolution d'une partie des unités communistes, et à l'arrestation de leur commandant. La réaction du parti communiste fut de nommer un nouveau commandant, de maintenir et de réorganiser la IV^e armée nouvelle, en accroissant le nombre de ses divisions. Ces développements faillirent entraîner la dissolution du front uni. Les communistes refusèrent pendant un temps de collaborer avec le gouvernement central. Quelques tentatives de colmatage des brèches furent cependant faites. En mars 1942, Chou En-lai et Lin Piao se rendirent à Tchong-k'ing et tentèrent de négocier un accord avec Chang Kai-shek, sans succès. En novembre 1943, Lin Piao chercha à reprendre les négociations, sans plus de succès. Une nouvelle tentative de réconciliation eut lieu en mai 1944, mais, jusqu'à la fin de la guerre, les deux factions restèrent sur leurs positions sans pouvoir réussir à résoudre leurs différends. (12) En d'autres termes, à l'exception de la période du tout début de la guerre sino-japonaise, le front uni ne peut être interprété que comme une période pendant laquelle la reprise de la guerre civile généralisée put tout au moins être évitée.

2. Aperçu de la politique américaine à l'égard de la Chine entre 1937 et 1945

Pendant l'entre-deux guerres, nous avons déjà pu le noter, les Américains se sentirent enclins à un isolationnisme rigoureux. Le pays entendait demeurer neutre en cas de conflit et n'était pas désireux de se laisser entraîner dans une guerre comme en 1917. Le Congrès, soucieux d'éviter au pays une nouvelle aventure internationaliste, passa une série de lois de neutralité, entre 1935 et 1937, dont les plus sévères interdirent la vente de matériel de guerre et les prêts aux nations belligérantes et retirèrent aux citoyens américains le droit de voyager sur les navires d'un état en guerre. D'autre part,

les clauses "Cash and Carry" des lois de neutralité stipulèrent que tout belligérant désireux d'acheter des marchandises américaines non prohibées devait les payer comptant et les transporter sur ses propres navires. (13)

Lorsque les troupes japonaises commencèrent à se répandre en Chine du Nord, Roosevelt refusa d'appliquer les lois de neutralité, aucune déclaration de guerre n'ayant été proclamée. Cette décision de Roosevelt rendit possible l'envoi à la Chine de munitions et d'armements. Il expliqua sa décision de la façon suivante:

"We have not put into effect the neutrality proclamation for the very simple reason that if we could find a way of not doing it, we would be more neutral than if we did." (14)

En d'autres termes, Roosevelt considérait que l'application des lois de neutralité - l'embargo sur les armes, et les clauses "Cash and Carry" - profiterait au Japon et serait préjudiciable aux intérêts chinois.

La plupart des Américains éprouvaient plus de sympathie pour la cause chinoise que pour celles des Japonais. Roosevelt, cependant, bien qu'il ait proposé ses bons offices aux deux gouvernements, ne chercha pas à faire pression sur le gouvernement de Tokyo pour qu'il reconnaisse et respecte la souveraineté chinoise. L'opinion américaine restant très attachée à son isolationnisme traditionnel n'aurait pas accepté d'initiatives en ce sens. C'est cet attachement à l'isolationnisme qui poussa Hull et Roosevelt, qui se rendaient compte que les Etats-Unis ne pourraient rester à l'écart du second conflit mondial qui se préparait, à chercher à réorienter l'opinion nationale en direction de l'abandon de l'isolationnisme. Le 5 octobre 1937, à Chicago, dans son fameux "quarantine speech", Roosevelt déclara:

"The political situation in the world, which of late has been growing progressively worse, is such as to cause grave concern and anxiety to all the people and nations who wish to live in peace and amity with their neighbors. ... The present reign of terror and lawlessness began a few years ago.

It began through unjustified interference in the internal affairs of other nations or the invasion of foreign territory in violation of treaties; ...

Without a declaration of war and without warning or justification of any kind, civilians, including vast numbers of women and children, are being ruthlessly murdered with bombs from the air ... Innocent people, innocent nations, are being cruelly sacrificed to the greed for power and supremacy ...

The peace-loving nations must make a concerted effort in opposition to those violations of treaties and those ig-

norings of humane instincts which today are creating a state of international anarchy and instability from which there is no escape through mere isolation or neutrality ... It seems to be unfortunately true that the epidemic of world lawlessness is spreading. When an epidemic of physical disease starts to spread, the community approves and joins in a quarantine of the patients in order to protect the health of the community against the spread of the disease ...

War is a contagion whether it be declared or undeclared. It can engulf states and peoples remote from the original scene of hostilities. We are determined to keep out of war, yet we cannot insure ourselves against the disastrous effects of war and the dangers of involvement. We are adopting such measures as will minimize our risk of involvement, but we cannot have complete protection in a world of disorder in which confidence and security have broken down." (15)

Il est évident que dans son discours de Chicago, le président faisait allusion à la situation entre le Japon et la Chine, que la guerre non déclarée était la guerre sino-japonaise et que le bombardement auquel il faisait allusion était celui de Chang-hai.

La réaction de l'opinion et de la presse, bien que partagée, apparut plus hostile que favorable aux idées exprimées dans le discours de Chicago. Le résultat fut que Roosevelt et Hull choisirent de continuer à poursuivre une politique particulièrement prudente, suivant les lignes traditionnelles de la politique étrangère américaine. Au lendemain du discours de Chicago, la Société des Nations, stimulée par les propos de Roosevelt, condamna le Japon pour ses violations du traité des neuf puissances de Washington et du pacte "Briand-Kellog" de Paris, et suggéra que les neuf puissances signataires du traité de Washington se rencontrent et cherchent à apporter une solution au conflit acceptable par les deux belligérants. La Belgique, conséquemment, invita les représentants des pays intéressés à une conférence, à Bruxelles. Dix-huit pays, dont les Etats-Unis et l'Union soviétique, répondirent à l'invitation du gouvernement belge. Le Japon et l'Allemagne refusèrent de participer à la conférence. La conférence de Bruxelles prit fin le 24 novembre sans avoir pu aboutir à un résultat tangible. L'une des raisons de l'échec fut certainement que la plupart des pays participants anticipèrent une coopération des Etats-Unis à une action collective, coopération qui ne vint jamais, l'opinion américaine étant trop opposée au principe des actions collectives de sécurité.

Pour éviter des incidents pouvant précipiter un conflit entre le Japon et les Etats-Unis, le gouvernement prit des mesures pour évacuer ses ressortissants de Chine. L'incident du Panay est un exemple

frappant de la politique conciliante poursuivie par Roosevelt et de l'atmosphère neutraliste du pays. Washington, nous l'avons déjà noté, accepta promptement les excuses du gouvernement japonais. La Chambre des représentants, quant à elle, décida de mettre à l'étude la proposition d'amendement constitutionnel d'un représentant de l'Indiana, Louis Ludlow. Cet amendement exigeait un referendum national pour toute déclaration de guerre, sauf si le territoire des Etats-Unis était attaqué. Roosevelt et Hull firent tout leur possible pour tuer dans l'oeuf le projet d'amendement constitutionnel. Malgré la popularité du projet Ludlow, au Congrès et dans l'opinion, le gouvernement réussit à enterrer la proposition au comité des affaires étrangères.

L'échec de la conférence de Bruxelles, la progression des troupes japonaises en Chine, les divers développements européens convainquirent Roosevelt que la sécurité américaine n'était pas assurée par une politique de neutralité. En janvier 1938, il demanda au Congrès d'accorder un budget d'un milliard de dollars à la marine pour développer une force navale capable d'opérer à la fois dans l'Atlantique et le Pacifique. Le budget fut accepté par le Congrès au printemps et signé par le président en mai. Lorsqu'en novembre 1938, le Japon annonça l'établissement d'un "ordre nouveau" en Asie par la création d'une relation tripartite d'aide mutuelle et de coordination dans les domaines politiques, économiques, culturels et autres entre le Japon, le Mandchoukouo et la Chine, le gouvernement américain refusa de reconnaître cet état de fait.

Progressivement, en fait, Roosevelt adopta une politique plus ferme. La non-reconnaissance allait bientôt faire place à une politique plus positive. Un embargo moral fut mis sur les exportations d'avions de combat et étendu aux fournitures de matériel aériens et aux informations concernant la production de carburant pour avion. Un embargo total sur l'exportation de matériel de guerre fut tout d'abord évité par crainte de représailles japonaises. Le Département d'Etat prit des positions plus fermes concernant la protection des ressortissants et des biens américains. En octobre 1938, le secrétaire d'Etat Hull envoya une dépêche au gouvernement japonais demandant le respect du principe de la porte ouverte, en faisant remarquer que les Etats-Unis n'avaient pas imposé de restrictions commerciales à l'égard du Japon, et, qu'en conséquence, il estimait qu'un terme devait être mis aux pratiques discriminatoires en Chine. La réponse ayant été insatisfaisante, Hull réaffirma qu'il refuserait de reconnaître l'"ordre nouveau" établi en Asie par la force. Il ajouta que les Etats-Unis examineraient volontiers, par contre, toutes suggestions de modification des traités existant par la négociation, mais que les autorités américaines ne donneraient en aucun cas leur assentiment à l'action arbitraire d'un gouvernement étranger contre les intérêts américains.

Lorsqu'il apparut que les initiatives du secrétaire d'Etat demeuraient inefficaces, la pression populaire en faveur d'un embargo sur les exportations à destination du Japon s'intensifia. Le 26 juillet 1939,

Hull notifia le gouvernement japonais que les Etats-Unis abrogeraient le traité de commerce entre les deux pays. Lorsqu'en janvier 1940, cependant, le traité de commerce fut effectivement abrogé, l'on s'attendit, aux Etats-Unis, à une résolution du Congrès proclamant l'embargo sur les exportations d'armes à destination du Japon, mais rien de tout ceci ne se produisit. Le "Senate Foreign Relations Committee" était divisé à ce sujet. Une bonne partie des sénateurs craignaient des représailles pouvant entraîner le pays dans la guerre. Roosevelt, d'ailleurs, ne se sentait pas prêt à appliquer des sanctions contre le Japon. La passivité du président était due à son sentiment qu'il lui fallait gagner du temps et se consacrer au développement d'une force armée adéquate avant de se lancer plus avant dans une politique d'opposition au Japon. (16)

En fait, entre 1937 et 1941, date de l'entrée en guerre des Etats-Unis, la politique américaine à l'égard de la Chine fut une politique de demi-mesures qui n'offrit à Chang Kai-shek qu'une aide notablement inadéquate. L'aide financière américaine se monta à \$ 120 millions en crédits pour fournitures non militaires et \$ 50 millions pour assurer la stabilité de la monnaie, alors que la France et la Grande-Bretagne fournirent respectivement \$ 15 millions et \$ 78,5 millions. C'est l'Union soviétique qui fournit à la Chine la seule aide substantielle en envoyant des pilotes volontaires combattre aux côtés des Chinois, et en accordant trois prêts à 3% d'intérêt pour un montant total de \$ 250 millions. Il convient cependant de noter que l'achat par les Etats-Unis des réserves d'argent chinoises pour 252 millions de dollars eut un effet notable sur les finances chinoises. Ces achats convertirent des réserves inutilisables en dollars. (17)

Les développements en Europe transformèrent grandement les données du problème. Pour la première fois, avec la chute de la France, le peuple américain se rendit compte que la possibilité d'échapper à la guerre était particulièrement douteuse. De plus, il apparut de plus en plus clairement que si la Grande-Bretagne et la flotte britannique étaient vaincues par les forces fascistes, la situation dans le Pacifique prenait allure de menace. Le Japon devint ainsi un ennemi potentiel comme l'étaient déjà devenues les forces fascistes d'Europe. Les initiatives japonaises en Indochine et en Indonésie ne firent que confirmer les craintes américaines. Le 22 septembre 1940, les Japonais extorquèrent au gouvernement de Vichy le droit de transit pour leurs troupes en Indochine, ce qui amena rapidement l'occupation de certains points clés de la colonie. Moins d'une semaine plus tard, le Japon annonçait officiellement son alliance avec les forces de l'Axe. Cette annonce marqua le tournant de la politique asiatique américaine. Les prétentions à la neutralité dans le conflit sino-japonais n'étaient plus de mise. Le Japon apparut comme un ennemi potentiel et la Chine comme un allié probable. Presque immédiatement, un certain nombre de mesures furent prises pour mettre fin à l'exportation de produits stratégiques à destination du Japon. Un embargo sur les

carburants pour avion et sur la plupart des types de machines-outils fut proclamé. L'exportation de fer et d'acier fut également interdite. Les autorités japonaises firent immédiatement valoir auprès du Département d'Etat que l'embargo sélectif américain constituait un acte inamical de la part des Etats-Unis. La réponse du secrétaire d'Etat Hull fut cinglante. Il exprima son étonnement de voir un gouvernement ayant ouvertement violé ses engagements internationaux et les intérêts américains en Chine mettre en doute le droit du gouvernement des Etats-Unis d'imposer un embargo. Cela ne s'était jamais vu, ajouta-t-il à l'ambassadeur du Japon, le 8 octobre, qu'un pays engagé dans une guerre d'agression s'adresse à une autre nation et :

"... seriously insist that the latter would be guilty of an unfriendly act if it did not cheerfully provide some of the necessary implements of war to aid the aggressor nation in carrying out its invasion." (18)

Vers la fin de 1940, la liste des marchandises dont l'exportation était sujette à restriction fut allongée et comprit les armes et munitions, le matériel de guerre, les carburants pour avion, certains autres produits pétroliers, les machines-outils, fer et acier, cuivre, plomb, zinc et aluminium. Le pétrole, cependant, ne fit pas partie de la liste. Les exportations de pétrole à destination du Japon augmentèrent même sensiblement pendant le premier trimestre de 1941.

Si le gouvernement américain imposa un embargo sélectif sur les marchandises à destination du Japon, ce ne fut pas là le seul changement apporté à sa politique asiatique. Roosevelt et Hull tentèrent également d'apporter une aide directe à la Chine. Cette aide consista en différents crédits, dont nous avons déjà parlé, qui eurent une importance minime, mais surtout en l'application à la Chine des clauses du système prêt/bail ("lend/lease"), dès mars 1941. Roosevelt annonça la décision du gouvernement d'accorder à la Chine le bénéfice des clauses prêt-bail dans un discours au dîner annuel des correspondants de presse à la Maison-Blanche, le 15 mars 1941. Il y exprima son sentiment que la défense de la Chine représentait un élément décisif de la sécurité américaine au même titre que la défense de la Grande-Bretagne et de la Grèce. Il promit le soutien américain aux démocraties du monde et rendit un vibrant hommage à la résistance chinoise :

"The British people and their Grecian allies need ships. From America, they will get ships. They need planes. From America, they will get planes.

From America they need food. From America, they will get food.

They need tanks and guns and ammunition and supplies of all kinds. From America, they will get tanks and guns and ammunition and supplies of all kinds.

China likewise expresses the magnificent will of millions of plain people to resist the dismemberment of their historic nation. China, through the Generalissimo, Chiang Kai-shek, asks our help. America has said that China shall have our help.

And so our country is going to be what our people have proclaimed it must be - the arsenal of democracy." (19)

Le gouvernement de Chang Kai-shek exprima presque aussitôt sa reconnaissance dans une lettre du Généralissime au gouvernement américain, datée du 18 mars 1941:

"The people of China ... will be immeasurably heartened by your impressive reaffirmation of the will of the American people to assist them in their struggle for freedom from foreign domination, and in the resumption of their march towards democracy and social justice to all." (20)

Dans les deux mois qui suivirent la proclamation par Roosevelt de l'application du système prêt-bail à la Chine, Tchong-k'ing contracta pour près de \$ 100 millions en camions, matériel pour la construction de routes, fournitures militaires diverses et carburants. Le problème, cependant, était d'acheminer tout ce matériel. La Chine non occupée était soumise à un véritable blocus. La seule voie par laquelle le matériel obtenu pouvait atteindre les troupes chinoises était la tortueuse et difficile route de Birmanie, menant de Rangoon et Lashio à Kouen-ming. Si les réquisitions du gouvernement chinois étaient assez importantes, le tonnage empruntant la route de Birmanie était minime, ce qui avait pour conséquence que le matériel s'empilait à Rangoon et à Lashio, terminus de la route, sans pouvoir être livré aux troupes chinoises qui en avaient pourtant un pressant besoin. Les raisons de l'insuffisance de la route de Birmanie, selon les rapports officiels des experts américains envoyés sur place pour étudier la question, étaient l'incompétence et la corruption des officiers chinois chargés du contrôle et de l'entretien de la route. (21) L'occupation de la Birmanie par les troupes japonaises, la chute de Lashio en avril 1942, celle de Rangoon en mars, coupa la dernière voie de communication entre la Chine et ses alliés. Il fallut attendre deux ans et demi pour que la route aérienne par-dessus la chaîne himalayenne puisse transporter un tonnage équivalent à celui, pourtant minime, qui passait par la route de Birmanie. En d'autres termes, les Chinois ne bénéficièrent de l'apport en matériel américain que pendant une brève période d'une année ou moins. (22)

Pendant ce temps, entre mars et juin 1941, les Etats-Unis et le Japon essayèrent de résoudre leurs différends par la négociation. Les Etats-Unis demandèrent que le Japon se retire de son alliance avec l'Axe, évacue la Chine et respecte son intégrité territoriale, recon-

naisse le principe de la porte ouverte et renonce à toute expansion territoriale. Le Japon exigea la cessation de l'aide américaine à Chang Kai-shek et l'engagement des Etats-Unis de ne pas chercher à acquérir de nouvelles bases dans le Pacifique. (23) L'échec de ces négociations poussa Roosevelt à imposer des sanctions économiques très sévères. Il prit la décision, en juillet 1941, de mettre l'embargo sur tous les échanges américano-japonais - le pétrole y compris - en neutralisant les capitaux japonais aux Etats-Unis. Le canal de Panama fut fermé aux unités de la marine marchande japonaise. Les troupes philippines furent intégrées à l'armée américaine. (24) Les relations diplomatiques ne furent cependant pas rompues entre les deux gouvernements. Les négociations reprirent entre Hull et les représentants japonais. A la fin du mois d'août, Roosevelt rejeta la proposition d'une conférence au sommet avec le premier ministre japonais, le prince Konoye. L'échec de la proposition Konoye précipita sa chute et il fut remplacé par le général Tojo, ancien ministre de la guerre. De nouvelles propositions furent rejetées par le Département d'Etat, fin novembre 1941. A ce rejet, les Japonais répondirent par l'attaque surprise sur Pearl Harbor. Le bombardement de Pearl Harbor fut une grossière erreur tactique. En effet, avant l'attaque, le sentiment isolationniste et neutraliste était encore fort répandu aux Etats-Unis. Au lendemain du désastre, par contre, tout le pays se rangea derrière ses autorités et se prépara au combat, sans hésitations. (25)

L'attaque de Pearl Harbor fut, bien sûr, un tournant dans la guerre sino-japonaise. Non seulement les Américains se jetèrent dans la bataille, mais les Britanniques déclarèrent également la guerre à l'Empire du Soleil Levant. La nouvelle de l'attaque fut accueillie avec un enthousiasme délirant en Chine. Soudain, les Chinois purent se permettre d'envisager la possibilité d'une victoire finale. La Chine n'était plus seule dans le conflit et il convenait maintenant de "tenir le coup" afin d'émerger du conflit du côté des vainqueurs, car il ne faisait plus aucun doute que les forces américaines ne feraient qu'une bouchée du Japon. (26) Une autre raison d'espérer était que l'aide étrangère ne pouvait manquer de s'accroître. L'aide américaine avait été négligeable jusqu'à 1942, mais l'on pouvait raisonnablement escompter qu'elle deviendrait plus importante maintenant que les Etats-Unis et la Chine étaient alliés. Jusqu'alors, en plus du matériel fourni à la Chine en vertu des accords prêt-bail, les Etats-Unis avaient autorisé la formation d'une escadrille, équipée de matériel américain, pilotée par des volontaires américains, placée sous le commandement du général Claire Chennault, dont le rôle était de protéger les abords de la route de Birmanie, les "Flying Tigers". D'autre part, une mission militaire sous le commandement du général Magruder avait été chargée d'instruire les troupes chinoises au maniement des armes et du matériel moderne fourni par les Etats-Unis et avait commencé son travail depuis quelques temps déjà. Après l'entrée en guerre des

Etats-Unis, de nouvelles mesures furent prises. Le général Stilwell fut envoyé à Tchong-k'ing pour y remplir les fonctions de chef d'état major de Chang Kai-shek. Les "Flying Tigers" furent incorporés à la XIVe armée aérienne américaine, en juillet 1942. Au début de janvier 1942, les alliés établirent un théâtre d'opérations "China-Burma-India" et confièrent le haut commandement de la zone à Chang Kai-shek. (27)

L'entrée en guerre des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne n'apporta pas un soulagement immédiat aux armées chinoises. Les Japonais, en effet, continuèrent leur progression, aux dépens des Britanniques et des Américains, cette fois, prenant successivement Hong Kong, Singapour, la Birmanie, les Philippines. La chute de la Birmanie isolait complètement la Chine de ses alliés. Et lorsque les troupes japonaises commencèrent à refluer dans le Pacifique, avec les premières victoires américaines, cela n'améliora guère la situation dans laquelle se trouvaient les troupes chinoises. C'est que, malgré la sympathie de Roosevelt et des Américains pour la cause chinoise, la priorité avait été accordée, sur l'insistance de Churchill et de Staline, au théâtre d'opérations européen. Pendant les trois années qui suivirent, la politique américaine à l'égard de la Chine eut deux objectifs. Il convenait d'aider la Chine à continuer à combattre les Japonais, d'une part, et, d'autre part, de faire en sorte qu'une Chine unifiée, démocratique et forte accède au statut de grande puissance pour pouvoir remplacer le Japon comme force dominante en Asie. Pour que la Chine puisse remplacer le Japon comme puissance dominante dans cette région du monde, le gouvernement américain consacra ses efforts à rehausser le prestige et l'autorité du gouvernement nationaliste. Roosevelt et Hull cherchèrent à abolir le statut d'inégalité qui subsistait encore entre les Etats-Unis et la Chine, en demandant au Congrès de renoncer aux privilèges accordés par les traités inégaux du XIXème siècle, et persuadèrent les Britanniques de faire de même. Les Etats-Unis, par le traité du 11 janvier 1943, reconnurent la complète indépendance de la Chine, renoncèrent aux droits d'extra-territorialité, de navigation sur les cours d'eau intérieurs de commerce à l'intérieur des terres, et de maintien des troupes sur le territoire chinois. Promesse fut également faite de faire en sorte que la Chine regagne le contrôle des quartiers internationaux de Chang-hai et de Amoy et du quartier des légations de Pékin. En octobre de la même année, Roosevelt persuada également le Congrès d'abolir les lois d'exclusion des immigrants chinois. Un projet de loi en ce sens fut accepté en décembre 1943. Le quota annuel fut fixé à 105. (28) Sur le plan de la politique internationale, Roosevelt et Hull convainquirent les alliés, malgré l'opposition initiale de Churchill et Staline, d'admettre la Chine au statut de grande puissance. Les deux hommes politiques américains manœuvrèrent dans ce sens avec beaucoup de détermination et de suite dans les idées.

En janvier 1942, le jour de l'an pour être plus précis, 26 nations, dont la Chine, s'engagèrent à combattre l'ennemi commun, à

ne pas accepter d'armistice séparé et à mettre sur pied une organisation des nations unies. Hull, en octobre 1943, se rendit à Moscou pour y rencontrer les ministres des affaires étrangères russes, britanniques, et chinois, et discuter des plans de paix et de l'organisation d'une institution internationale. La proclamation publiée à la suite de la conférence de Moscou annonça que les quatre puissances alliées avaient décidé de maintenir leur unité du temps de guerre en temps de paix pour préserver la paix mondiale. En fait, les représentants russes et anglais, Molotov et Eden, n'acceptèrent pas volontiers l'idée de l'apposition de la signature chinoise au bas de la proclamation. Hull ne ménagera pas ses efforts pour que Russes et Anglais acceptent finalement de voir la Chine joindre le "club des grands". Recourant à des menaces à peine voilées de réorganisation de l'effort de guerre américain dans le Pacifique et de l'abandon de l'Europe comme théâtre principal d'opérations, le secrétaire d'Etat obtint finalement ce qu'il désirait. La Chine signa la déclaration. (29)

Roosevelt, de son côté, poursuivit le même objectif dans ses relations avec Staline et Churchill. Il se heurta cependant, avec Staline, à des objections majeures. Roosevelt avait désiré rencontrer les chefs des états en guerre en une conférence au sommet. Lorsque ces plans se matérialisèrent et qu'une conférence fut prévue pour novembre 1943, à Téhéran, il semble bien qu'il ait envisagé la présence de Chang Kai-shek. Staline cependant objecta avec finesse que l'Union soviétique n'était pas en guerre avec le Japon et que la Russie, au vu de la situation sur le front occidental, ne pouvait se permettre la moindre provocation pouvant entraîner une intervention japonaise sur ses arrières. La Russie n'avait pas les moyens, pensait Staline, de lutter sur deux fronts. Les objections de Staline semblèrent raisonnables à Roosevelt qui décida alors de rencontrer Chang Kai-shek et Churchill au Caire, le 22 novembre, soit une semaine avant le début de la conférence de Téhéran. Les négociations du Caire aboutirent à la publication, le 1er décembre 1943, d'un accord demandant la reddition inconditionnelle du Japon, le retour à la Chine des territoires saisis par le Japon depuis la première guerre sino-japonaise de 1894-1895, et promettant l'aide des alliés pour une offensive en Birmanie. (30) Du Caire, Roosevelt et Churchill se rendirent à Téhéran pour y rencontrer Staline qui leur assura qu'une fois la guerre terminée en Europe, la Russie déclarerait la guerre au Japon. Les négociations de Téhéran changèrent complètement le caractère du théâtre d'opérations asiatique. La promesse de Staline d'intervenir en Asie après la défaite de l'Allemagne fit que les plans d'opérations de grande envergure en Birmanie furent abandonnés. Les promesses de Roosevelt à Chang Kai-shek restèrent lettre morte.

Les plans pour l'organisation d'une institution internationale allaient bon train, cependant, et en août, les représentants américains, britanniques, chinois et soviétiques se rencontrèrent à Dumbarton Oaks, près de Washington D. C. pour tracer les grandes lignes de la future

organisation mondiale de sécurité. Les travaux de la conférence de Dumbarton Oaks servirent de base à la conférence de San Francisco de 1945. La conférence de Dumbarton Oaks se sépara en octobre 1944. Les Chinois s'étaient vus offrir un siège permanent au Conseil de sécurité. Encore une fois, les Etats-Unis avaient réussi à donner à la Chine un statut de grande puissance. (31)

La rencontre des trois grands à Yalta allait parachèver l'élaboration d'un nouvel équilibre des forces dans le monde. Roosevelt, Staline et Churchill commencèrent leurs négociations le 4 février 1945. Les discussions abordèrent quatre sujets essentiels en dehors des affaires militaires: l'Extrême-Orient, le gouvernement de la Pologne et des pays d'Europe de l'Est, l'avenir de l'Allemagne, et l'organisation des Nations Unies. En ce qui concerne les opérations militaires en Extrême-Orient, Américains et Britanniques cherchèrent à obtenir l'intervention soviétique contre le Japon. Roosevelt s'attendait à devoir payer un certain prix. En décembre 1944, Staline avait confié à l'ambassadeur américain à Moscou que la condition essentielle d'une intervention serait le retour à la situation d'avant la guerre russo-japonaise de 1904-1905. En d'autres termes, les Îles Kouriles et le sud de Sakhaline devaient être rendus à l'Union soviétique. D'autre part, Staline demanda un bail pour les ports de Dairen et de Port-Arthur et pour le chemin de fer de Chine orientale, en Mandchourie, et la reconnaissance du statu quo en Mongolie extérieure. Pour Roosevelt, ces conditions étaient raisonnables. (32) L'accord entre Staline et Roosevelt fut conclu sans consulter le principal intéressé, la Chine. Cela pouvait être et ce fut interprété comme une violation de la souveraineté chinoise. Lorsque les termes de l'accord de Yalta furent rendus publics, en 1946, un grand nombre d'Américains exprimèrent des opinions acerbes et très critiques à l'égard du président et de ses conseillers. La conclusion des accords de Yalta fut considérée comme une trahison des peuples polonais et d'Europe de l'Est, une livraison de la Chine au communisme international, une violation de la charte atlantique. (33)

La politique américaine à l'égard de la Chine pendant la période allant de 1941 à 1945 ne consista pas seulement à rehausser le prestige du gouvernement nationaliste en manœuvrant au niveau de négociations internationales concernant la future "Organisation des Nations unies", la poursuite des opérations militaires sur les divers théâtres d'opérations, mais s'exprima également dans le contexte des affaires intérieures de la Chine. Roosevelt et Hull considéraient qu'une condition essentielle à la crédibilité d'une Chine ayant le statut de grande puissance était son unité. Or, depuis 1937, la coopération entre communistes et nationalistes avait fait place à la suspicion, la méfiance et l'hostilité. Alors que la tension entre communistes et nationalistes atteignait de nouveaux sommets en 1944, Roosevelt commença à exercer des pressions sur Chang Kai-shek en faveur de la création d'un front véritablement uni. Il chercha, en effet, à opérer un rapproche-

ment entre les deux factions, à établir le contact pour pouvoir négocier un compromis assurant l'unité militaire de la Chine. Au début de l'année 1944, Roosevelt demanda à Chang Kai-chek d'autoriser l'envoi d'une mission militaire américaine à Yen-an. Roosevelt s'appuyait, dans sa demande, sur les rapports d'un diplomate américain en poste en Chine, conseiller politique de Stilwell, John P. Davies. Davies avait indiqué, dans un rapport daté de janvier 1944, que le blocus des forces communistes imposé par Chang Kai-chek et l'isolation des communistes avaient pour conséquence d'accroître la dépendance du gouvernement de Yen-an à l'égard de Moscou. Il avait ajouté qu'une mission d'observation américaine était susceptible de rompre l'isolation des communistes et de mettre en échec les éventuels plans de Chang de liquider les communistes par la guerre civile. Le refus du gouvernement de Tchong-k'ing d'accéder à la demande de Roosevelt inspira la réaction suivante du président:

"Chiang Kai-shek has no intention of making further efforts to prosecute war. Anyone who crowds him toward such action will be blocked or eliminated . . . Chiang Kai-shek believes he can go on milking the United States for money and munitions by using the old gag about quitting if he is not supported . . . He has no intention of instituting any real democratic regime or forming a united front with the communists. He himself is the main obstacle of the unification of China and her cooperation in a real effort against Japan." (34)

La désillusion de Roosevelt égalait celle des diplomates américains. Les rapports qu'ils envoyaient au Département d'Etat n'étaient pas tendres pour Chang Kai-chek et son gouvernement. L'on pouvait y lire que la situation, depuis l'entrée en guerre des Etats-Unis, s'était progressivement détériorée et était maintenant devenue, en 1944, alarmante. La population était démoralisée par les exactions incessantes, la corruption gouvernementale, l'inefficacité de l'armée à s'opposer à la progression japonaise, les préparatifs de guerre civile contre les communistes et l'incapacité du gouvernement nationaliste à résoudre les problèmes économiques. L'inflation avait fait son apparition depuis le début du conflit sino-japonais, mais le gouvernement nationaliste avait été incapable de la museler ou d'en atténuer les effets. La stratégie employée pour lutter contre l'inflation était d'établir un strict contrôle des prix, ce qui avait pour conséquences que les marchandises étaient vendues à un prix inférieur de près de 50% au coût de production. Les entreprises faisaient faillite les unes après les autres, les mines du Kouang-si et les fonderies de Tchong-k'ing devaient se résoudre à fermer leurs portes. Les tentatives d'instauration d'un programme de rationnement avaient lamentablement échoué. Les voies de communications n'avaient pas été améliorées. Aucun

effort n'avaient été consentis pour réformer un système de collection d'impôts corrompu et inefficace. En bref, la situation économique chinoise était chaotique et quasi désespérée. Les paysans se voyaient exposés à toutes les calamités. Ils étaient enrôlés dans l'armée, leur bétail et leurs récoltes étaient confisqués. Les soldats affamés et misérables mendiaient ou mouraient le long des routes. Les travailleurs réquisitionnés pour la construction des aérodromes n'étaient ni nourris, ni payés, et finissaient par mourir quand ils n'arrivaient pas à s'enfuir en échappant à la surveillance des gardes armés. Au milieu de tout ce chaos et de toute cette misère, les officiels du Kouo-min-tang s'enrichissaient sans vergogne par la spéculation, affamant parfois des contrées entières, ou par la corruption. (35)

John S. Service, diplomate américain en Chine, envoya le rapport suivant au Département d'Etat, le 20 juin 1944:

"The Situation in China and Suggestions regarding
American Policy

1. The situation in China is rapidly becoming critical.
 - A. The Japanese strategy in China ... has been so far eminently successful...
 - B. The position of the Kuomintang and the Generalsimo is weaker than it has been for the past ten years. China faces economic collapse. This is causing disintegration of the army and the government's administrative apparatus. It is one of the chief causes of growing political unrest ...
 - 1.) Morale is low and discouragement widespread...
 - 2.) The authority of the central government is weakening ... It is becoming difficult for the government to collect enough food for its huge army and bureaucracy.
 - 3.) The governmental and military structure is being permeated and demoralized from top to bottom by corruption, unprecedented in scale and openness.
 - 4.) The intellectual and salaried classes ... are in danger of liquidation ...
 - 5.) Peasant resentment of the abuses of conscription, tax collection, and other arbitrary impositions has been widespread and is growing ...
 - 6.) The provincial groups are making common cause with one another and with other dissident groups ...
 - 7.) Unrest within the Kuomintang armies is increasing ... On a higher plane, the war zone commanders are building up their own spheres of influ-

ence and are thus creating a 'new Warlordism.'

- 8.) The break between the Kuomintang and the communists ... grows more critical with the passage of time ...
 - 9.) The Kuomintang is losing the respect and the support of the people by its selfish policies and its refusal to heed to progressive criticism ...
 - 10.) The Generalissimo shows a similar loss of realistic flexibility and a hardening of narrowly conservative views ... Criticism of his dictatorship is becoming more outspoken ... In face of the grave crisis with which it is confronted, the Kuomintang is ceasing to be the unifying and progressive force in Chinese society ...
- C. The Kuomintang is not only proving itself incapable of averting a debacle by its own initiative; on the contrary, its policies are precipitating the crisis ... " (36)

John S. Service continua son rapport en relevant que si la situation était particulièrement grave pour la Chine, il n'en était pas moins vrai qu'il existait dans le pays des forces progressistes susceptibles de fournir un effort dans le sens envisagé et espéré par le gouvernement américain. L'une de ces forces, selon lui, était le parti communiste chinois. Service et Davies ne furent pas les seuls diplomates à s'exprimer en termes sévères pour Chang Kai-shek et le Kouo-min-tang, et les diplomates ne furent pas les seuls à critiquer la manière dont le gouvernement nationaliste conduisait les affaires chinoises. Les militaires américains, comme Stilwell, considéraient que l'effort de guerre chinois était insuffisant, et lorsque les Japonais, lors de leur grande offensive de 1944, poussèrent jusqu'aux abords de Tchong-k'ing, prenant au passage toute une série de bases aériennes américaines, Stilwell et les diplomates américains supplièrent Chang Kai-shek d'accepter d'utiliser les troupes communistes et de lever le blocus des régions soumises au contrôle du PCC. Le refus de Chang d'acquiescer aux demandes américaines envenima encore plus les relations sino-américaines, s'il en était besoin. C'est alors que Roosevelt décida d'envoyer le vice-président Henry Wallace à Tchong-k'ing afin de se rendre compte sur place de la situation et de chercher à persuader Chang de négocier avec les communistes. L'objectif était de promouvoir une coopération plus étroite entre les diverses factions chinoises dans la poursuite de la guerre et, à cet effet, de faire en sorte que la guerre civile menaçant d'éclater à chaque instant entre nationalistes et communistes puisse être évitée. L'objectif de Chang, par contre, était uniquement d'éliminer les communistes.

Wallace et Chang Kai-shek se rencontrèrent à quatre reprises entre le 21 et le 24 juin. Pendant les discussions, Chang rejeta l'hypothèse que les communistes n'étaient que de simples réformateurs a-

graires et fit part à Wallace de sa certitude qu'ils étaient plus communistes que les Russes. Wallace présenta à nouveau la demande américaine de l'envoi d'une mission militaire dans la zone communiste que Chang rejeta tout d'abord, puis accepta le lendemain en exigeant le rappel aux Etats-Unis de Stilwell. La mission de Wallace à Tchong-k'ing aboutit à la recommandation par ce dernier de l'envoi d'un représentant américain permanent en Chine en contact direct avec la Maison-Blanche, n'ayant pas à se préoccuper de l'avis du Département d'Etat ou du Département de la guerre, et à l'acceptation par Chang Kai-chek de l'envoi d'une mission militaire américaine dans la zone communiste. Roosevelt suivit le conseil de Wallace en nommant le général Patrick J. Hurley son représentant personnel à Tchong-k'ing. (37)

Le général Hurley se rendit à Tchong-k'ing via Moscou. Sa mission était de promouvoir des relations harmonieuses et efficaces entre Chang Kai-chek et Stilwell, et d'aider Stilwell dans l'exercice du commandement des troupes chinoises. C'est que, devant la gravité de la situation, le haut commandement militaire américain avait proposé au président Roosevelt de placer toutes les forces alliées sur le théâtre d'opérations chinois sous le commandement de Stilwell. Roosevelt avait acquiescé et avait envoyé à Chang Kai-chek un message lui demandant de mettre Stilwell à la tête de toutes les troupes alliées, y compris les communistes, en Chine. Stilwell devait se voir confier la responsabilité et l'autorité de coordonner et de diriger toutes les opérations de guerre contre les Japonais en Chine. (38) La réaction de Chang fut particulièrement prudente. Il ne fit pas front aux demandes de Roosevelt, mais présenta un certain nombre d'objections. Dans un message du 8 juillet à Roosevelt, Chang indiqua que les problèmes politiques chinois étaient très complexes et que les troupes chinoises étaient difficiles à diriger. Un échec de l'initiative américaine pourrait causer des frictions entre les Etats-Unis et la Chine. Chang ajouta que la présence à Tchong-k'ing d'un représentant du président en qui lui, Chang, pourrait avoir confiance et qui pourrait constamment collaborer avec lui en matière politique et militaire lui semblait essentielle. Dans une autre lettre Chang fit clairement part de ses désirs. Il voulait obtenir du gouvernement américain une définition adéquate des fonctions et de l'autorité de Stilwell, un accord que les troupes communistes ne seraient pas mises sous le commandement de Stilwell, et l'assurance que le contrôle et la distribution des marchandises attribuées à la Chine en vertu de l'accord prêt-bail resteraient entre ses mains. Il ne fait pas de doute que Chang était parfaitement conscient du fait que si le haut commandement militaire en Chine était confié à un américain, quel qu'il soit, le Kouo-min-tang ne pourrait plus exercer de contrôle sur le degré d'aide accordé aux communistes. D'où les objections présentées aux propositions de Roosevelt. (40)

La première note de Roosevelt demandant le placement de Stilwell

à la tête des forces chinoises avait été envoyée le 6 juillet. Chang tergiversa à tel point que Roosevelt envoya une seconde note encore plus ferme que la première, le 23 août, sans grand succès. Sur ces entrefaites, Hurley arriva à Tchong-k'ing le 6 septembre. Il avait auparavant rencontré Stilwell à New Delhi et l'avait assuré que:

"First we'll tell the G-mo what to do, and then we'll explain to him what the US will do." (41)

Hurley fit une profonde impression sur Stilwell qui se mit à espérer que, finalement, les autorités américaines forceraient Chang à être raisonnable. Mais, en fait, lorsque les négociations entre Chang et Hurley débutèrent, Chang parvint une fois de plus à accumuler les délais et les discussions entre les deux hommes tirèrent en longueur. Entre-temps, la débâcle des troupes alliées en Chine se faisait chaque jour plus évidente. Les lignes de défense chinoises étaient rompues les unes après les autres. Des armées entières, cependant, restaient inutilisées, occupées qu'elles étaient à maintenir le blocus des zones communistes. Lorsque les troupes japonaises envahirent le Kouang-si, et menacèrent les points stratégiques sur le chemin de Tchong-k'ing, Chang menaça de retirer ses troupes du front si Stilwell ne faisait pas effectuer une manœuvre de diversion par les troupes de Birmanie. (42)

La réaction de Stilwell aux menaces de Chang Kai-shek et à son refus de prendre part aux opérations pour rompre le blocus de la Chine par les Japonais fut d'envoyer un télégramme à Marshall qui fit part de la situation à Roosevelt et à Churchill, à Québec, le 16 septembre. Churchill et Roosevelt étaient précisément en train d'envisager avec leurs chefs d'état-major les possibilités d'une opération gigantesque contre le Japon. Roosevelt et Marshall décidèrent donc d'envoyer un message à Chang dont le ton serait particulièrement ferme. Comme le fait remarquer Barbara W. Tuchman:

"The message adopted the tone of a headmaster to a sulken and incorrigible schoolboy..." (43)

Le message fut délivré par Stilwell lui-même dans l'après-midi du 19 septembre. Hurley qui était présent fit remarquer que Chang, à la lecture du document, "looked like he had been hit in the solar plexus." (44) Roosevelt y faisait valoir que si les troupes chinoises refusaient le combat

"... we will lose all chance of opening land communications with China and immediately jeopardize the air route over the Hump. For this you must yourself be prepared to accept the consequences and assume the personal responsibility ... I have urged time and again in recent months that you take

drastic action to resist the disaster which has been moving closer to China and to you. Now, when you have not yet placed General Stilwell in command of all forces in China, we are faced with the loss of a critical area in east China with possible catastrophic consequences..." (45)

Roosevelt, de plus, ajoutait qu'il était absolument nécessaire que Stilwell soit placé immédiatement à la tête des troupes chinoises et que son autorité ne souffre aucune restriction. Chang ne réagit pas immédiatement à l'initiative américaine. Mais, une semaine plus tard, le 25 septembre, il envoya à Roosevelt un message indiquant clairement qu'il ne baisserait pas pavillon devant les exigences américaines. Il était prêt à placer un général américain à la tête des troupes chinoises, disait-il, et à réorganiser son armée, mais le général en chef américain devait être placé sous l'autorité du chef de l'état chinois et obéir à ses ordres. Il expliqua que Stilwell n'avait jamais été désireux de coopérer avec lui, mais, bien au contraire, qu'il n'avait jamais cessé de vouloir lui donner des ordres. En conséquence, la nomination de Stilwell à un tel poste était inacceptable et qu'elle serait rejetée. Si les conditions chinoises étaient rejetées par Roosevelt, ajoutait-il, la Chine saurait se passer de l'aide américaine. (46) .

Après quelques semaines d'hésitation et un échange de notes entre les deux chefs d'état, Roosevelt se résigna à rappeler Stilwell et appointa le général Wedemeyer au poste de chef des troupes américaines en Chine et de chef de l'état-major de Chang Kai-shek. Il convient de noter, cependant, qu'il ne fut pas nommé commandant en chef des troupes chinoises. Presque dans le même temps, Clarence Gauss, l'ambassadeur qui s'était efforcé de persuader Chang d'accepter l'idée d'une coopération plus étroite avec les communistes et d'envisager la formation d'un gouvernement de coalition, sans succès d'ailleurs, céda son poste à Hurley. Le rôle du nouvel ambassadeur était, bien entendu, de poursuivre les efforts entrepris en vue de réconcilier les deux factions et d'aboutir à un gouvernement de coalition ou, tout au moins, à un accord partiel entre communistes et nationalistes. Si Hurley n'avait pas réussi à améliorer les relations entre Stilwell et Chang, il était par contre très optimiste en ce qui concernait les possibilités d'une entente entre Mao et Chang. Son optimisme découlait en partie des entretiens qu'il avait eu avec Molotov, à Moscou, fin août 1944. Molotov lui avait assuré que l'Union soviétique n'avait jamais soutenu les efforts des soi-disant communistes, par le passé, et que les dirigeants soviétiques n'avaient aucune intention de les soutenir dans l'avenir. Molotov avait ajouté que les communistes chinois n'étaient pas de vrais communistes (une idée qui devait exercer une profonde influence sur la manière de voir de Hurley, par la suite). (47)

Quelques temps après son arrivée à Tchong-k'ing, Hurley se vit invité à visiter Yenan par les communistes. Chang ne s'opposa pas au

projet, mais demanda à Hurley de rester quelques temps à Tchong-k'ing afin d'étudier la situation politique avec la commission officielle pour la reconstitution d'un gouvernement national, une création de Chang lui-même, avant de se rendre à Yen-an. Après de nombreuses séances avec les membres de la commission, des contacts avec les représentants communistes à Tchong-k'ing et de multiples entretiens avec Chang lui-même, Hurley put élaborer une proposition en cinq points qu'il emmena avec lui à Yen-an, début novembre 1944. Les communistes l'accueillirent chaleureusement, ce qui lui permit, dans l'espoir de charmer les leaders communistes, de faire montre de ses qualités de danseur. Il improvisa en effet toute une série de danses indiennes à l'intention de ses hôtes. Mao, Chou En-lai et Hurley, après deux nuits de négociation, aboutirent à un accord sur les bases des cinq points de Hurley, quelque peu modifiés. Sur ce, Hurley retourna à Tchong-k'ing avec Chou En-lai pour régler les détails avec Chang Kai-shek. (48) En bref, le programme en cinq points proclamait que les communistes coopéreraient avec le Kouo-min-tang en vue d'une unification des forces pour lutter contre le Japon et en vue de la reconstruction de la Chine. Les communistes acceptaient également de soutenir un gouvernement de coalition établi selon les principes de Sun Yat-sen. Chang, cependant, rejeta le programme et fit une contre-proposition selon laquelle les communistes devaient soutenir le gouvernement central et remettre le commandement de leurs troupes entre les mains du gouvernement central.

En d'autres termes, les positions des deux factions étaient complètement opposées. Les communistes demandaient à faire parti du gouvernement immédiatement, le parti nationaliste devenant un parti politique parmi d'autres luttant pour le pouvoir. Chang, quant à lui, rejetait le principe d'un gouvernement de coalition, exigeait le retour des forces communistes au sein de l'armée chinoise, et n'acceptait de légaliser l'existence du parti communiste que dans le cadre des restrictions déjà existantes à l'activité politique des autres partis. Les communistes ne pouvait évidemment pas accepter les propositions du gouvernement nationaliste et, le 9 décembre, Chou En-lai quitta Tchong-k'ing. Une semaine plus tard, il envoya à Hurley une série de nouvelles propositions demandant la libération de tous les prisonniers politiques, le retrait des troupes nationalistes des zones tampons, la cessation des attaques contre les forces communistes dans toutes les autres régions de Chine, l'abolition de toutes les mesures restreignant la liberté individuelle et la cessation des activités de la police secrète. Ces propositions furent rejetés par Chang sans hésitation aucune.

Une fois encore, Hurley parvint cependant à convaincre les deux partis à reprendre les négociations. Le 20 janvier 1945, Chou En-lai revint à Tchong-k'ing. Le 3 février, une lueur d'espoir apparut au bout du tunnel. Chang proposa la création d'une "conférence politique consultative", regroupant des représentants de tous les partis politi-

ques, pour étudier les moyens de mettre un terme à la période de tutelle et d'établir un gouvernement constitutionnel. Cela poussa Chou En-lai à dire que, pour la première fois, le gouvernement nationaliste avait fait une proposition acceptable par les communistes. La conférence devait élaborer un programme politique commun, promouvoir l'unification des forces armées, et définir la manière dont les partis autres que le Kouo-min-tang pourraient faire partie du gouvernement national. Les propositions de la conférence ne devaient être soumises pour approbation au gouvernement central que si un accord unanime sur les diverses questions était atteint. L'espoir ne dura pas longtemps. Chang fit rapidement part de deux conditions supplémentaires. Les communistes devaient remettre le commandement de leurs troupes entre les mains du gouvernement central avant le début de la conférence et aucun changement dans les structures gouvernementales ne devait être effectué dans l'immédiat. (50)

Fin février, Hurley retourna aux Etats-Unis. Le 3 mars, Chang, qui n'avait aucune intention de mettre sur pied un gouvernement de coalition ou de permettre l'étude des moyens pouvant aboutir à une telle issue, annonça, sans consultation préalable avec les communistes, la convocation de l'Assemblée nationale pour le 12 novembre afin de rédiger et d'adopter une nouvelle constitution. Les délégués à l'Assemblée nationale avaient été élus en 1936, dans des circonstances particulièrement peu démocratiques. Chang Kai-shek pouvait donc compter sur l'adoption d'une constitution extrêmement favorable au Kouo-min-tang. De plus, le gouvernement central annonça l'octroi d'un statut légal à tous les partis, après inauguration du gouvernement constitutionnel formé selon les directives de la nouvelle constitution. Les communistes devaient se voir légalisés une fois leurs administrations et leurs armées intégrées dans celles du gouvernement. (51) Les communistes rompirent alors, une fois encore, les négociations. En avril, Hurley se mit en route pour retourner en Chine. Une fois arrivé à Tchong-k'ing, il chercha à faire en sorte que les discussions reprennent entre les deux factions. En juin, les nationalistes et les communistes acceptèrent de renouer le contact et de reprendre les négociations. Lorsque deux mois plus tard, Hiroshima et Nagasaki furent ravagées par l'explosion des bombes atomiques, précipitant ainsi la fin de la guerre, les communistes et les nationalistes engagèrent une véritable course de vitesse pour s'assurer le contrôle du territoire chinois.

La politique américaine à l'égard de la Chine, entre 1937 et 1945, n'eut que très peu de résultats satisfaisants. Les objectifs visés ne furent jamais atteints. Pendant la phase strictement sino-japonaise de la guerre, de 1937 à 1941, les Américains, malgré leur sympathie pour la cause chinoise et leur antagonisme à l'expansion japonaise, ne purent mettre un frein à la progression japonaise sur le continent asiatique. Le principe de la porte ouverte ne fut jamais respecté, l'intégrité territoriale et administrative de la Chine ne put être défendue

et l'attitude conciliante des Etats-Unis fut interprétée par les militaires japonais comme un signe de faiblesse. Pendant la seconde phase de la guerre, le gouvernement américain chercha à faire en sorte qu'une importante partie de la puissance de feu japonaise soit immobilisée en Chine par une résistance farouche des troupes de Chang. Lorsque les responsables du Département d'Etat se rendirent compte de l'existence de problèmes internes en Chine, ils cherchèrent à promouvoir un front uni sur le plan politique et militaire. L'unification des forces chinoises ne fut jamais réalisée. La Chine, en conséquence, ne posa que très peu de problèmes au haut commandement japonais. Ce qui est plus grave, les Etats-Unis, à chaque tentative de médiation entre les deux factions, s'enfoncèrent un peu plus dans la fondrière politique chinoise et ne purent, finalement, plus s'en extirper. Les diplomates de carrière en Chine s'étaient pourtant fait les avocats d'une politique plus réaliste, basée sur leurs observations, mais les rapports envoyés au Département d'Etat se voyaient confrontés aux allégations irresponsables d'un amateur, l'ambassadeur Patrick Hurley, qui était certain de la réussite de sa médiation et qui accusa, par la suite, les membres de la mission diplomatique d'avoir saboté ses efforts de rapprochement entre communistes et nationalistes. De tous les Américains mêlés de près ou de loin à la médiation de Hurley, l'ambassadeur fut à peu près le seul à croire que sa mission était couronnée de succès. (52) Sur le plan international, Roosevelt réussit à faire de la Chine une grande puissance, tout au moins sur le papier. La crédibilité du statut de grande puissance accordé à la Chine ne fit, cependant, pas long feu.

3. La presse et la Chine entre 1937 et 1945

L'attitude de la presse à l'égard de la Chine, depuis la fin de la première guerre mondiale, avait été amicale et bienveillante. Les problèmes rencontrés par la délégation chinoise au traité de Versailles, les négociations aboutissant au traité de Washington, les développements chinois proprement dits - la révolution de 1925-28, l'établissement d'un gouvernement pour toute la Chine, la rupture avec les communistes, la conversion de Chang au christianisme, l'unification progressive et la modernisation des structures de la société chinoise - avaient engendré la sympathie de la majorité des journalistes et rédacteurs américains. Malgré cette sympathie, le climat de l'opinion était resté essentiellement isolationniste. La réaction de la presse à l'occupation de la Mandchourie en est un parfait exemple.

L'évidente violation du pacte Briand-Kellog, du traité des neuf puissances de Washington, et de la doctrine de la porte ouverte n'avait provoqué aucune réaction du gouvernement américain, en dehors du refus de sanctionner également la nouvelle situation créée en Extrême-Orient par l'agression japonaise. Les quotidiens, de leur côté,

avaient, dans leur ensemble, approuvé la politique de non-intervention et de collaboration avec la Société des Nations de Stimson, tout en condamnant le Japon. Peu de temps avant la signature par les Chinois et les Japonais, le 31 mai 1933, de la trêve de Tangku mettant fin aux hostilités, les quotidiens internationalistes soutinrent que la question essentielle posée par les développements en Extrême-Orient était celle de la préservation de l'organisme chargé du maintien de la paix mondiale. Le "San Francisco Chronicle", par exemple, dans un éditorial intitulé "The League Must Act Or Quit", présenta le point de vue suivant:

"We could stand a surrender on Manchuria if China and Japan can. But the surrender of the new machinery of organized peace throughout the world would set us back before 1914 and make the stupendous sacrifices of the great war fruitless. That is too high a price to pay, even for the friendship, which we all desire, of Japan." (53)

Les journaux internationalistes partageaient cette manière de voir et préconisaient l'imposition de sanctions économiques et financières contre le Japon et le Mandchoukouo. Parmi ces quotidiens, citons le "Milwaukee Journal", le "San Francisco Chronicle", le "Cleveland Press", et le "Christian Science Monitor". (54)

Lorsqu'il apparut clairement que les efforts de la Société des Nations et des Etats-Unis pour préserver la paix mondiale avaient échoué et que des négociations étaient en cours entre Chinois et Japonais à Tangku, les quotidiens internationalistes se désintéressèrent de la question. Le "Cleveland Press" et le "San Francisco Chronicle", par exemple, ne publièrent aucun éditorial concernant la situation sino-japonaise. Le "Los Angeles Times" traita brièvement de ce qu'il appelait "New Oriental Complications". Le "Christian Science Monitor" se contenta d'exprimer l'espoir que le Japon était maintenant satisfait, qu'il chercherait à consolider ses positions en Mandchourie sans chercher à envahir la Chine proprement dite. Le "New York Times" publia deux éditoriaux concernant la trêve dont le contenu ne différait guère de ce que l'on pouvait lire dans les colonnes de la presse Hearst. Se référant aux événements menant à la trêve de Tangku, la chaîne de journaux isolationnistes déclara:

"Let the Japanese decide to set up new states and governments in Asia if they choose, while the Chinese decide to resist or not to resist. All that is not our business. It interests us. We sympathise. But it is not our concern." (55)

En fait, la presse internationaliste ne s'était pas fait l'avocate de l'intervention. Les journaux internationalistes n'exprimèrent que très peu d'intérêt pour la Chine. Ce qui comptait avant tout était de préserver

l'institution internationale chargée de maintenir la paix mondiale, la Société des Nations. Ces quotidiens, en effet, vers la fin de l'affaire de Mandchourie, critiquèrent sévèrement la Chine, faible et désunie. (56) La proclamation par les Japonais de la doctrine d'Amou ne provoqua dans la presse aucune prise de position interventionniste. Quelques journaux, comme le "New York Times" ou le "San Francisco Chronicle" exprimèrent une profonde indignation, mais demandèrent au gouvernement de bien se garder de prendre des initiatives qui pourraient s'avérer préjudiciables à l'avenir des relations entre le Japon et les Etats-Unis. (57)

En général, la presse soutint la politique de non-intervention et de prudence extrême de Roosevelt et de Hull. Ce soutien apparait encore plus clairement au début 1936 lorsque le sénateur Pittman, président du "Senate Committee on Foreign Relations", s'inquiétant des activités japonaises en Chine du Nord, se lança, à la tribune du Sénat, dans une violente diatribe contre le Japon, provoquant ainsi une controverse que Roosevelt et Hull s'étaient acharnés à éviter. Les commentaires des principaux quotidiens de l'époque sont indicatifs du climat de l'opinion éditoriale. Le "New York Times" dans son éditorial déclara:

"Mr. Pittman is unfortunately not the first Chairman of the Senate Foreign Relations Committee to take his responsibilities lightly, or to forget what they are. But none has ever made a more improper or provocative attack on a friendly nation than that of Senator Pittman on Japan. Conceding that there was an element of truth in his charges what did he hope to gain by such a speech? His reckless remarks that our 'only' answer to Japan's Far Eastern policy would be 'dominating naval and air forces' can merely serve to rouse resentment in Japan and to strengthen the hand of its military party.

Why was the Senator so angry? Partly, it seems, because his heart bleeds for justice to the Chinese and partly because he wants to continue to sell them American goods. He implies that he is willing to go to war, if necessary to protect our legitimate foreign trade with them and the Open Door. This willingness may not be shared by all Americans, particularly when they recall that our sales to China last year were less than 2% of our total sales abroad." (58)

Le "Los Angeles Times", dans un éditorial intitulé "A Speech Out of Turn", présenta le même point de vue et ajouta:

"It is not true that Japan's Chinese policy necessarily threatens any substantial interest of the United States; what happens on the Asiatic mainland is very little

practical concern of ours." (59)

Le "Christian Science Monitor" épousa le même point de vue, et le "Milwaukee Journal" indiqua que si l'invasion de la Chine du Nord par le Japon était répréhensible, la responsabilité en incombaît partiellement aux Chinois qui étaient incapables de se défendre ou de se gouverner de manière efficace. Il n'y avait, en conséquence, aucune raison de gaspiller sa sympathie pour les Chinois ("for wasting sympathy" on the Chinese). Le "San Francisco Chronicle" était le seul quotidien à présenter une critique relativement modérée du discours de Pittman, demandant au gouvernement de faire en sorte que la protection des droits américains en Chine soit assurée. Quant au "Chicago Tribune", il restait fidèle à sa politique éditoriale en écrivant que la domination japonaise de la Chine ne serait pas préjudiciable aux intérêts américains sur le marché chinois et serait même probablement bénéfique en réveillant "the dormant China market". (60)

À la veille de la conflagration sino-japonaise, le climat de l'opinion américaine était à l'isolationnisme et au neutralisme. Les quotidiens internationalistes présentaient dans leurs colonnes des opinions sensiblement analogues à celles de la presse isolationniste. Et, lorsque les troupes japonaises, en juillet 1937, engagèrent le combat avec les forces chinoises au Pont Marco Polo, entre Han-k'ou et Pékin, qu'après trois semaines de négociations infructueuses, les forces nippones envahirent la Chine donnant ainsi le coup d'envoi d'une guerre à grande échelle, les sentiments exprimés dans la presse et par la population américaine se révélèrent essentiellement favorables aux Chinois, mais fortement opposés à une intervention dans le conflit. L'intérêt pour le conflit s'accrut progressivement. Tout d'abord, la presse eut tendance à considérer, semble-t-il, les événements chinois comme une autre escarmouche, mais, bientôt, le caractère même de la progression japonaise incita les rédacteurs et le public à réviser cette première impression. Dès la fin du mois de juillet, soit quinze jours après le début des hostilités, la presse accorda une place toujours plus grande aux événements asiatiques dans ses colonnes. L'image présentée par la presse des Chinois et des Japonais fut généralement favorable aux Chinois et défavorable aux Japonais. Entre le 26 juillet 1937 et le 27 décembre de la même année, le magazine "Life", par exemple, publia une multitude de reportages photographiques sur le conflit sino-japonais. Les événements du 7 juillet par exemple furent présentés au public américain de la manière suivante:

"Chinese in North China Astonished the World July 7 by Shooting Several Japanese Soldiers Engaged in Routine Maneuvers West of Peiping." (61)

Le reportage présentait une série de photographies de l'armée chinoise, accompagnée d'un commentaire élogieux. Notons que l'auteur du

texte et le rédacteur, responsable du titre du reportage, insistent sur le caractère étonnant de l'initiative chinoise, évoquant un réveil patriotique et nationaliste. Une quinzaine de jours plus tard, un autre reportage photographique ayant trait au conflit sino-japonais fut publié avec le titre suivant:

"Chinese and Japanese Argue and Fight" (62)

Dans son numéro du 16 août, le magazine continua à présenter une image particulièrement favorable de la Chine et de son leader politique:

"Mei-ling (Beautiful Mood) Helps her Husband Rule China"

"America Educated Mei-ling for Great Career as Wife of China's Generalissimo Chiang"

"China's George and Martha Washington" (63)

Le commentaire faisait allusion au christianisme de Chang et de son épouse, démontré par la mise sur pied du "mouvement pour la nouvelle vie" qui, selon les auteurs du texte, proposait la pratique des vertus chrétiennes en Chine. Il convient aussi de noter l'importance accordée au fait que Mme Chang avait reçu une éducation américaine et la comparaison des Chang avec deux héros nationaux américains, les Washington.

Pendant la première phase de la guerre sino-japonaise, nous avons pu le noter, la presse américaine insista sur la fermeté des responsables politiques et militaires face aux exigences japonaises, sur l'unité de la Chine en guerre, et présenta l'image d'un pays décidé à vaincre et fort capable de résister à l'avance japonaise. Au fur et à mesure de l'avance japonaise, cependant, le sujet principal devint bientôt la guerre elle-même, les opérations militaires, les atrocités japonaises et la misère des victimes civiles de la guerre moderne. Le premier reportage consacré à ce sujet, dans "Life", traita des conditions de vie des Américains à Chang-hai pendant la bataille et des victimes américaines du bombardement:

"Shanghai Bombs Put These Americans into the News" (64)

Une semaine plus tard, les premières photographies du bombardement de Chang-hai furent présentées au public américain. Pour la première fois, le public put se rendre compte des ravages que pouvait exercer l'aviation. (65) La résistance des troupes chinoises à Chang-hai provoqua l'admiration du monde entier, et les journalistes qui suivaient depuis le quartier international et la concession française les combats se déroulant dans le quartier chinois envoyèrent à leurs journaux des récits d'héroïsme chinois et des descriptions des horreurs de la guer-

re, du barbarisme et des atrocités japonaises:

"The Chinese Outfight the Japanese as Shanghai Blazes"

"At Shanghai, the Underdog Chinese Army Has Already
Made a Great Name For Itself By Outfighting the Japanese"

"The Chinese Flight Back In the Air and Shoot Down
Two Japanese Planes" (66)

Le 4 octobre, "Life" publia un autre reportage photographique sur les dévastations de Chang-haf, les atrocités japonaises, la misère de la population civile. L'on pouvait y voir des photographies de cadavres empilés, de façades détruites ou calcinées, et une photographie (qui fut choisie comme "meilleure photo de l'année") d'un enfant de deux ou trois ans, pleurant, abandonné, assis entre les rails de tramway d'une rue entièrement dévastée par une explosion.

La manière dont le magazine "Newsweek" présenta la bataille pour Chang-haf ne différa pas grandement de celle de "Life". Dans son numéro du 28 août 1937, le rédacteur résuma dans le titre son appréciation de la situation et de la résistance chinoise:

"Shells, Blood and Humiliation Teach Shanghai Meaning
of What Price Pride" (67)

Les atrocités japonaises trouvèrent également leur place dans les colonnes du magazine. Dans un reportage du 13 septembre, les rédacteurs présentèrent à leurs lecteurs des photographies de Chang-haf avant et après les bombardements, les immeubles détruits, les cadavres alignés, les rues dévastées. (68) Et, le 25 octobre, "Newsweek" présenta une nouvelle série de photographies et le récit des atrocités japonaises à Chang-haf. Les cadavres empilés dans les rues, les charniers remplis de corps mutilés s'étalèrent sur les pages du magazine. (69)

Les principaux thèmes abordés par la presse américaine pendant les premiers six mois de la guerre sino-japonaise furent ceux de la résistance héroïque des Chinois, de la fermeté démontrée par les autorités comme par la population devant la menace japonaise, de l'horreur des bombardements des zones civiles et des atrocités commises par les troupes japonaises. Un thème que l'on trouve également relativement souvent est celui des triomphes japonais incapables cependant de rompre la résistance chinoise et qui, pour ainsi dire, provoquent l'unification de la Chine devant assurer la perte de l'ambitieux Japon. Dans son numéro du 11 octobre, "Life", par exemple, relata:

"The Japanese Army Efficiently Closes Its Hand On
North China

Chinese Communists To the Rescue

A tantalizing X are the Chinese Communists in the Sino-Japanese war. Having been fought for ten years by China's Generalissimo Chiang Kai-shek, they helped kidnap him last winter in Sian and won a truce. They would be loyal to him if he would really fight Japan when next Japan attacked . . ." (70)

De fin octobre à fin novembre 1937, "Life" publia une série de reportages photographiques et d'articles dont on peut dire qu'ils étaient essentiellement favorables à la Chine. On y évoqua successivement le courage, la volonté et la ténacité de Madame Chang et la compétence de l'armée chinoise,

"China's Madame Chiang Kai-shek and Adviser Keep Cool"

"Professional Chinese Army Men
Are Running the War With Japan" (71)

la manière barbare dont les troupes japonaises traitaient les partisans chinois et leur indifférence devant la mort,

"Japan Beheads Rebellious Manchurians as 'Bandits' "

"The Yellow Race Looks At Its Dead In War" (72)

et la résistance héroïque des troupes chinoises à Chang-hai.

"China's Valiant Three Months Defense
Of Shanghai Collapses"

"One Of the Greatest News Events In Modern Times Was the
Chinese People's Stopping the Japanese Armies At Shanghai" (73)

Malgré le caractère éminemment favorable à la cause chinoise des articles et reportages parus dans la presse, rédacteurs et journalistes ne proposèrent aucune mesure anti-japonaise ou même simplement pro-chinoise. La presse resta prudemment isolationniste et neutraliste. Entre juillet et octobre 1937, les seules questions abordées par la presse, le Congrès et le gouvernement furent celles de la protection des ressortissants américains en Chine et de la neutralité américaine.

Le bombardement de Chang-hai par les troupes japonaises et le pilonnage, par erreur, par l'aviation chinoise, du quartier international de la ville où s'étaient réfugiés un grand nombre de civils provoquèrent une réaction des sénateurs isolationnistes à la tribune du Congrès. Ils demandèrent l'évacuation immédiate de tous les ressortissants américains de la zone des combats, le retrait des troupes américaines

stationnées en Chine et de la marine américaine des eaux territoriales chinoises. Aux attaques des isolationnistes, Cordell Hull répondit que le gouvernement poursuivait une politique prudente et modérée, cherchant à protéger les ressortissants américains en évitant de se laisser entraîner dans le conflit ou dans une alliance internationale quelconque. (74) La réaction de la presse aux propos de Hull fut mitigée. Les publications internationalistes, comme le "New York Times" ou le "Cleveland Press", approuvèrent la politique modérée du Département d'Etat, cherchant à ménager les intérêts américains tout en évitant de se laisser entraîner dans le conflit. Le "San Francisco Chronicle" fut d'avis qu'il fallait assurer la protection des ressortissants américains en Chine, même au prix de certains risques. Une autre publication internationaliste, cependant, le "Los Angeles Times" exigea l'évacuation de tous les Américains, civils et militaires, de Chang-hai, dans des articles aux titres évocateurs comme "Bystanders Get Out", ou encore "Get Out Quick". Du côté de la presse à tendance isolationniste, l'opinion fut tout aussi divisée. Le "Chicago Tribune" demanda le retrait de tous les Américains de Chine, y compris le personnel diplomatique, pour éviter tout incident pouvant provoquer une conflagration, alors que les quotidiens de la chaîne Hearst se proclamèrent en faveur de la politique modérée du Département d'Etat. (75) Lorsque Roosevelt annonça le 5 septembre, dans une conférence de presse, que les Américains résidant en Chine choisissant de rester sur place le faisaient à leurs risques et périls, la réaction de la presse américaine de Chine fut une désapprobation unanime des propos tenus par le président. La presse domestique, par contre, ne publia quasiment aucun commentaire sur ce sujet. Le "New York Times" se contenta de dépendre le climat de l'opinion américaine à Chang-hai, sans plus.

La controverse concernant l'application des lois de neutralité est un bon exemple de l'ambiguïté de la position américaine. Les sénateurs isolationnistes, à la fin du mois de juillet, demandèrent au pays de ne pas pousser le gouvernement à invoquer les lois de neutralité, un état de guerre n'ayant pas été déclaré. L'invocation des lois de neutralité mettrait en danger la sécurité des Etats-Unis et des ressortissants américains en Chine:

"I assert that the moment the President declared there was war within the meaning of the Neutrality Act, the next step is clear. It is that when the declaration is made ... every form of trade becomes 'illegal' and we are subject at once to our ships being seized and those American citizens who are upon the ships being arrested and detained and repressed and impressed in a manner after the order and processes of war.

The hour such a condition should arise America would find herself in conflict both with China and with Japan ...

America would be at war with the Orient." (76)

Trois semaines plus tard, quelques sénateurs et une vingtaine de membres de la Chambre des représentants de tendance isolationniste demandèrent au président de proclamer l'existence d'un état de guerre entre la Chine et le Japon et d'appliquer automatiquement les lois de neutralité. Le Congrès, cependant, ajourna ses débats et se sépara deux jours plus tard sans même avoir cherché à aborder la question. Par la suite les isolationnistes n'insistèrent pas et ne poursuivirent pas leurs efforts en faveur de l'invocation des lois de neutralité. Roosevelt qui n'était pas désireux d'appliquer cette législation fut certainement enchanté de la confusion régnant dans les rangs isolationnistes du Congrès.

L'opinion de la presse internationaliste était partagée. Le "New York Times" et le "San Francisco Chronicle", par exemple, s'opposèrent à l'application de ces lois, soutenant que, dans le cas de la situation extrême-orientale, le recours aux "unneutral neutrality laws" favoriserait le Japon aux dépens de la Chine. Le "Christian Science Monitor", quant à lui, exprima ses craintes de voir les Etats-Unis entraînés dans le conflit si la législation en question n'était pas invoquée. A mi-chemin de ces deux tendances, le "Cleveland Press" et le "Milwaukee Journal" ne parvinrent pas à se décider en faveur d'une politique bien tranchée. Le "Cleveland Press" commença par maintenir que la législation de neutralité devrait être invoquée si le conflit s'étendait et prenait de l'ampleur. Après le bombardement de Changhaï, cependant, il se rangea aux opinions du "New York Times" et du "San Francisco Chronicle", reconnaissant que les lois de neutralité favoriseraient les Japonais et demandant en conséquence que l'on renonce à les appliquer. Le "Milwaukee Journal" critiqua les lois de neutralité, soulignant qu'elles ne faisaient pas de distinction entre agresseur et victime, mais maintenant qu'elles devaient être appliquées dans l'intérêt de la sécurité américaine, que les Chinois aient à en souffrir ou pas. (77)

La presse isolationniste était tout aussi divisée. La presse Hearst et le "Chicago Tribune" s'opposèrent à l'invocation des lois de neutralité. D'une part, une telle initiative de la part du gouvernement mêlerait les Etats-Unis à la guerre non déclarée en cours et il convenait de poursuivre une politique de totale non-intervention, et, d'autre part, les lois en question étaient considérées comme injustes pour la Chine et, sur un plan plus général, comme un encouragement pour les puissances industrialisées à attaquer les nations faibles. Le "Commercial and Financial Chronicle" et le "Journal of Commerce" condamnèrent les lois de neutralité comme un obstacle à la liberté du commerce et déclarèrent que leur application ne ferait que mettre les Etats-Unis en danger. Le "Wall Street Journal", par contre, insista continuellement sur la nécessité d'une invocation des lois par le président. (78)

C'est dans ce climat très ambigu - l'opinion publique fut égale-

ment particulièrement hésitante à prendre position pendant cette période - que Roosevelt prononça son fameux "quarantine speech", à Chicago. Les journaux et les magazines étaient remplis de récits, d'articles, et de reportages photographiques ou autres sur le conflit sino-japonais, l'opinion avait, semble-t-il, été particulièrement choquée par les nouvelles et les photos en provenance de Chang-hai et du front, l'opinion de la presse était partagée sur les questions de la neutralité américaine. Le président pensa que le moment était venu de chercher à ébranler l'édifice isolationniste. Il s'attendait sans doute à une réaction mitigée de la presse. Les proches collaborateurs du président, cependant, lui firent bientôt savoir que la réaction du public et de la presse à son discours de Chicago était franchement hostile et particulièrement violente. Cordell Hull indiqua dans ses mémoires que "the reaction against the quarantine idea was quick and violent..." (79) Un autre collaborateur du président, Samuel I. Rosenman, dans son livre "Working With Roosevelt", présente la même interprétation de la réaction de l'opinion et ajoute que l'hostilité à l'égard des propos du président était quasi unanime ("nearly unanimous"). (80)

C'est un fait que les organisations pacifistes attaquèrent le discours de Chicago et se lancèrent dans une opération de collecte de signatures demandant à Roosevelt de "Keep America Out of War". Il est également exact qu'un membre de la Chambre des représentants proposa de mettre en branle la procédure d'"impeachment" du président, et que le soutien des membres de son propre parti au Congrès fut minime. Un sondage de l'opinion du Congrès indiqua, en effet, que deux tiers des membres étaient opposés à la collaboration des Etats-Unis à une opération collective de sécurité en Extrême-Orient. (81) Le président fut surpris par l'image négative de la réaction de l'opinion que ses collaborateurs lui rapportèrent. Sumner Welles, par exemple, indique que le président "was dismayed by the widespread violence of the attacks." (82) Roosevelt en conçut beaucoup d'amertume et il confia à l'un de ses amis:

"It's a terrible thing to look over your shoulder when you are trying to lead - and to find no one there." (83)

Dorothy Borg, cependant, constate que la réaction de la presse et de l'opinion au discours de Chicago fut loin d'être unanime. Foster Rhea Dulles fait la même observation. Dans son numéro du 6 octobre 1937, le "New York Times", dans une revue de 16 éditoriaux parus dans des quotidiens de tout le pays intitulée "Roosevelt Speech Widely Approved", résuma l'impression générale en ces termes:

"An eloquent voice has expressed the deep moral indignation which is felt in this country toward policies of ruthlessness and conquest." (84)

Le "Christian Science Monitor" fit remarquer dans son édition du 7 octobre que le discours du président avait provoqué une réaction d'enthousiasme extrême, même parmi les quotidiens généralement opposés à ses vues. Dans la revue des événements de la semaine, publiée dans son édition dominicale, le "San Francisco Chronicle" déclara que l'Américain moyen avait réagi au message du président comme "a cavalry horse to a bugle call". "Time Magazine" assura ses lecteurs que les propos présidentiels avaient été accueillis par l'approbation générale, allant de l'enthousiasme à la modération. Quant au magazine "Newsweek", il présenta une analyse plus prudente de la réaction de l'opinion en soulignant que le discours avait été favorablement reçu, mais que le public hésitait encore à approuver l'expression audacieuse d'une nouvelle tendance à l'interventionnisme. (85) Le "New York World-Telegram", dans son édition du 6 octobre 1937, déclara que les propos du président constituaient un rappel et un avertissement au peuple américain:

"... a reminder and a warning ... that we cannot live unto ourselves alone ... that mere wishing will not suffice to keep us safe."

Le même jour, le "New York Daily News", qui avait déjà proposé, le 3 octobre, le blocus du Japon si les intérêts et la position des puissances occidentales en Chine étaient menacées, approuva fortement le discours de Chicago, dans un article intitulé:

"Shall we take them now or try it later?"

Le "Washington Post", le 7 octobre, exprima le point de vue que Roosevelt avait

"... enormously strengthened his reputation as one of the great leaders of mankind."

Le "Washington Evening Star" se joignit au chœur des louanges en déclarant, le 6 octobre:

"Not since Woodrow Wilson's message to Congress in April, 1917, have more prescient words fallen from the lips of the President of the United States ... They are the words that needed to be uttered from such a place at this critical hour."

Le "Chicago Daily News" (le 6 octobre), le "St. Louis Globe-Democrat" (les 7 et 8 octobre), le "Cincinnati Enquirer" (le 6 octobre) soutinrent également le point de vue du président. Sur la côte Pacifique, le "Los Angeles Times" et le "Portland Morning Oregonian" se joignirent au "San Francisco Chronicle" pour approuver les vues de

Roosevelt. (86)

Un bon nombre de publications, toutefois, présentèrent à leurs lecteurs une analyse essentiellement critique des propos tenus à Chicago. Le 6 octobre, par exemple, le "Wall Street Journal" publia en première page un éditorial intitulé "Stop Foreign Meddling; America Wants Peace". Le 16 octobre, le "Commercial and Financial Chronicle" abonda dans ce sens, insistant qu'un abandon de la politique isolationniste aurait des conséquences désastreuses. Le "Journal of Commerce", le 8 octobre, avertit ses lecteurs que l'application de sanctions économiques à l'égard du Japon représenterait "a long step toward war". (87) Pour "Business Week" et le "New Republic", Roosevelt semblait être prêt à rejeter les lois de neutralité et cette éventualité représentait, selon eux, "a dangerous and tragic choice". (88) Le "New York Herald-Tribune", dans son édition du 8 octobre, critiqua fortement le président et exprima son opposition au principe de sanctions économiques contre les pays agresseurs:

"Presumably we shall soon know what the President intends. One can only hope that the public will at the same time realize the full meaning of whatever course his restless and adventurous nature may now be leading him to adopt."

Deux jours plus tôt, le "New York Sun" avait également critiqué Roosevelt dans les termes les plus vifs:

"If Mr. Roosevelt had no further thought than to give voice to moral indignation, he chose an unfortunate manner and time. The note he struck was hectoring and supercilious ... Surely he does not suppose that the United States can impose its own standards of political morality on other nations by the simple process of slapping them rhetorically on the wrist."

Quant au "Boston Herald", il proclama clairement son attachement aux principes isolationnistes, dans son édition du 8 octobre:

"Americans must not, knowingly or unknowingly, jointly or alone, embark on another costly attempt to reform the world."

Le "Boston Post" (le 6 octobre), le "Philadelphia Inquirer" (le 6 octobre), et le "Philadelphia Evening Bulletin" (le 11 octobre) exprimèrent les mêmes réticences à s'embarquer sur la voie de la sécurité collective. Le "Chicago Tribune" (le 6 octobre), le "Detroit Free Press" (le 7 octobre) publièrent des articles insistant longuement sur les dangers de guerre provoqués par le discours de Roosevelt. Le "Minneapolis Tribune" (le 11 octobre) partageait ces craintes, tout

comme le "Spokane Spokesman-Review" (le 6 octobre) et le "San Francisco Examiner" (le 11 octobre). (89) La presse religieuse, dans son ensemble, semble avoir été opposée au point de vue exprimé par le président. "America", le 16 octobre, insista que

"The people of the United States positively are opposed to foreign imbrogljos."

D'autres publications religieuses comme "Catholic World" ou "Ave Maria" présentèrent des analyses critiques des propos de Roosevelt. "Christian Century", l'organe protestant le plus influent, cependant, tout en poursuivant une politique éditoriale critiquant les dires de Roosevelt, ouvrit ses colonnes à des articles favorisant l'application de sanctions contre le Japon. (90) L'analyse de l'opinion éditoriale, faite par Lawrence Kramer, et utilisée par Dorothy Borg, montre que six quotidiens sur les huit passés en revue approuvèrent le discours du président et que deux d'entre eux, le "Chicago Tribune" et un quotidien de la presse Hearst le critiquèrent violemment. (91) En fait, contrairement à ce qu'indiquent Hull, Rosenman et Welles dans leurs écrits, la réaction de l'opinion ne fut pas unanimement hostile aux propos tenus par Roosevelt à Chicago. De plus, contrairement à ce que rapporte Hull dans ses mémoires, l'"American Federation of Labor" ne désapprouva pas violemment les propos du président. Bien au contraire, selon D. Borg, les délégués de l'A.F.L. adoptèrent, lors de leur convention annuelle, en octobre, une résolution demandant un boycott contre le Japon. Le 15 octobre, la convention du C.I.O. adopta une résolution similaire. (92)

En ce qui concerne le courrier, Rosenman et Hull, entre autres, prétendirent que la grande majorité des messages adressés à Roosevelt et ayant trait au discours de Chicago était défavorable à la position prise. En fait, il semble bien que la proportion de messages favorables ait été très importante. L'on peut, dès lors, se demander pourquoi les responsables américains n'analysèrent pas plus objectivement la réaction de l'opinion? Toujours est-il qu'à la suite de ce qu'ils crurent être une réaction particulièrement négative, Roosevelt et Hull renoncèrent temporairement à pousser plus avant leur tentative d'engager la politique étrangère américaine dans une direction plus interventionniste, une décision qui devait avoir de graves conséquences à la conférence de Bruxelles, assemblée pour traiter des sanctions éventuelles contre le Japon et des solutions possibles de la crise extrême-orientale.

L'échec de la conférence de Bruxelles fut accueilli avec découragement par la presse internationaliste et les quotidiens qui avaient soutenu la position présidentielle exprimée à Chicago, et avec un immense soulagement par les journaux isolationnistes, comme le "Chicago Tribune". La presse internationaliste et, en particulier, le "New York Times" désiraient voir adopter par la conférence des mesures

positives de sécurité collective, allant jusqu'à l'imposition de sanctions contre le Japon. Du côté isolationniste, le "Chicago Tribune" et la presse Hearst demandèrent, dans une série d'éditoriaux, que les délégués américains retournent au plus tôt aux Etats-Unis et évitent d'engager le pays dans l'engrenage des sanctions contre le Japon. (93)

Il semble donc bien que les opinions publiées dans la presse furent partagées et souvent ambiguës. Elle fit montre de beaucoup de sympathie pour la cause chinoise, mais évita prudemment de se faire l'avocat d'une intervention américaine. L'élément essentiel des préoccupations de la presse internationaliste semble, d'ailleurs, avoir été, non pas le sort de la Chine ou la protection et la défense de son intégrité territoriale et administrative, mais bien la préservation de l'organisme chargé de maintenir la paix dans le monde. En d'autres termes, l'intérêt pour la situation chinoise proprement dite s'avéra limité. Avec le temps, cependant, les positions évoluèrent et se précisèrent. Les internationalistes devinrent plus favorables au principe de l'imposition de sanctions, à l'exclusion d'une intervention armée, alors que les isolationnistes s'en tinrent à plaider la cause de la neutralité absolue. Pour les deux tendances, cependant, le conflit sino-japonais représenta un sujet d'actualité, devant faire l'objet d'un effort d'information particulier. Il ne fait pas de doute que le traitement de l'actualité par la presse eut tendance à faire du Japon l'agresseur et de la Chine la victime et que les sympathies allèrent clairement à la victime.

Lorsque, le 12 décembre, la nouvelle du bombardement et du naufrage du Panay parvint à Washington, on pouvait penser que le gouvernement ferait preuve de fermeté et que la presse internationaliste se ferait l'avocat de représailles ou, tout au moins, de sanctions économiques et financières. En fait, il n'en fut rien. Ayant exigé des Japonais des excuses et des réparations appropriées, le gouvernement choisit de ne pas précipiter un possible conflit. De même, la presse prêcha la modération. La revue de presse faite par Lawrence I. Kramer montre que les quotidiens qui avaient demandé précédemment l'imposition de sanctions économiques et financières comme le "San Francisco Chronicle", le "Los Angeles Times", ou le "Milwaukee Journal" déclarèrent que la prudence était de mise en ce qui concernait l'affaire du Panay. L'exception fut le "New York Times" qui exigea de plus en plus fermement des sanctions contre le Japon. (94) La manière dont la presse, isolationniste ou internationaliste, relata le coulage du Panay et renonça à demander des sanctions, prêchant la modération, est une indication de la direction prise par l'opinion américaine, pendant cette période. Lorsque les premiers récits du coulage du Panay firent leur apparition dans la presse, en effet, les reportages concernant les atrocités commises à Nankin par les troupes japonaises commencèrent également à remplir les colonnes des quotidiens et des magazines.

L'impression obtenue à la lecture du flot d'articles consacrés aux

témoignages oculaires de l'attaque du Panay fut que la version japonaise était assez éloignée de la réalité. Les autorités japonaises avaient invoqué l'excuse de la mauvaise visibilité induisant les pilotes en erreur quant à la nationalité du Panay. Or les témoignages relatés dans la presse firent état de l'excellente visibilité qui existait ce jour-là. Comme le faisait remarquer le "New York Times", en première page de son édition du 17 décembre, dans un article intitulé, "Panay Attack Deliberate", l'attaque japonaise sembla bien avoir été une entreprise délibérée. L'interprétation offerte par "Life" mettait également en doute les intentions du Japon: "Treaty Breaking Japan Threaten to Close the Open Door", (95) Le 10 janvier, le fait que l'attaque du Panay avait été délibérée ne fit plus aucun doute. "Life", en effet, publia un reportage de 37 photographies prises au cours de l'attaque par un reporter à bord du Panay. Ces documents établirent clairement que les excuses présentées par le gouvernement japonais n'avaient aucun rapport avec la réalité, comme le soulignait le commentaire accompagnant le reportage:

"The film establishes two disputed points. It proves that the 'Panay' was prominently displaying three large American flags. And it proves that the 'poor visibility' on which Japan blamed the attack was in fact bright sunlight ... The fact that President Roosevelt has accepted the Japanese apologies does not destroy the other fact that the "Panay" incident will remain a landmark in the history of American relations in the Orient." (96)

Dans le même temps, Tillman Durdin, en première page du "New York Times" du 18 décembre 1937, dans un article intitulé "Butchery Marked Capture of Nanking", fit une description très graphique des atrocités japonaises lors de la prise de la ville:

"The killing of civilians was widespread. Foreigners who traveled widely through the city Wednesday found civilian dead on every street. Some of the victims were aged men, women and children ... Many victims were bayoneted and some of the wounds were barbarously cruel.

Any person who ran because of fear or excitement was likely to be killed on the spot ... Many slayings were witnessed by foreigners ... Just before boarding the ship for Shanghai the writer watched the execution of 200 men on the Bund. The killings took ten minutes. The men were lined against the wall and shot. Then a number of Japanese, armed with pistols, trod nonchalantly about the crumpled bodies pumping bullets into any that were still kicking. The army men performing the

gruesome job had invited navy men from the warships anchored off the Bund to view the scene. A large group of military spectators apparently greatly enjoyed the spectacle."

"Life" ne se contenta pas de raconter ce qui s'était passé. Fidèle à sa politique de présenter des images aussi souvent que possible, des photos presque insoutenables furent présentées aux lecteurs. L'on pouvait voir, dans son édition du 10 janvier 1938, la photo d'une tête chinoise, coupée par un Japonais et attachée sur des fils de fer barbelé, des photos de cadavres avec la légende:

"Soldiers and civilians were tied in groups of fifty and executed by the Japanese army ..."

Le titre du reportage était également propre à ne rien laisser à l'imagination: "The Japanese Conqueror Brings 'A Week of Hell' to China's Nationalist Capital of Nanking". (97)

L'attaque du Panay, pour délibérée qu'elle ait semblé, n'incita pas les Américains à se lancer tête baissée dans un affrontement avec le Japon. Le gouvernement redoubla de prudence et choisit d'éviter une confrontation directe. Les atrocités commises par les troupes japonaises provoquèrent une réaction unanime de condamnation et d'indignation de la part de la presse sans pour autant inciter le public à envisager une action positive de type interventionniste. Bien au contraire, la presse plaida en faveur de l'exercice de la plus grande réserve en matière de politique extérieure et de la préservation d'un neutralisme prudent. Dans le même temps, cependant, le soutien moral à la cause chinoise devint plus conséquent. Les communications consacrées au conflit sino-japonais présentèrent une image idéalisée des Chinois, insistant sur les aspects favorables et négligeant les échecs et les erreurs, parfois monstrueuses, du haut commandement. Le caractère hautement favorable aux Chinois des articles, reportages et éditoriaux publiés dans la presse ne varia guère jusqu'à 1944. En 1937, par exemple, le général et Madame Chang Kai-shek furent nommés "Man and Wife of the Year" par "Time", et leur photographie occupa la couverture de l'hebdomadaire. Pendant l'année 1938, alors que les troupes japonaises continuaient à avancer en territoire chinois, sans rencontrer de résistance vraiment notable, les nouvelles en provenance de Chine furent souvent excessivement optimistes, montant en épingle les moindres éléments d'information semblant indiquer une possible victoire chinoise sur le champ de bataille, un ralentissement de la progression japonaise, ou un raffermissement de la résistance à l'invasion. Bien sûr, une bonne proportion des informations fut également consacrée, comme précédemment, aux horreurs de la guerre et aux atrocités japonaises. Le magazine "Life", par exemple, pendant toute la première partie de 1938, insista plus volontiers sur les victoires, quasi-victoires ou combats de résistance des troupes

chinoises que sur les échecs. Dans son édition du 16 mai 1938, "Life" envisagea même la possibilité d'un renversement de la situation militaire, après la bataille de Taierhchwang:

"China Puts the Japanese Army on the Run."

"A Unified China Reverses Its War Fortune."

Le magazine présenta également des photographies de scènes de réjouissances dans les rues de Han-k'eou et du général Chang Kai-chek, avec en légende:

"Symbol of Unified, Fighting China is Chiang Kai-shek. . ."

ainsi que des prises de vues d'atrocités commises par les troupes japonaises accompagnées du commentaire suivant:

"These Atrocities Explain Jap Defeat." (98)

L'édition du 23 mai compléta l'impression donnée par les reportages publiés la semaine précédente:

"A Victory Makes Taierhchwang China's Most Famous Village"

"The Troops of the 31st Kwangsi Division
Rout the Japanese at Taierhchwang" (99)

Le fait que la victoire de Taierhchwang ne fit que freiner l'avance japonaise parce que Chang Kai-chek renonça à exploiter son avantage, au désespoir de ses conseillers militaires allemands, en ne poursuivant pas les troupes japonaises en retraite ne fit jamais l'objet d'un article ou d'un reportage quelconque, dans les pages du magazine.

Le 30 mai, les Américains purent cependant lire que les forces aériennes des deux nations se livraient maintenant bataille dans le ciel de la capitale provisoire - Han-k'eou:

"These Chinese Are Watching Two Air
Armadas Battle in Clouds Over Hankow" (100)

La reprise de la progression des troupes nippones culmina en une nouvelle tragédie à Canton. Le magazine, une fois de plus, décrit les horreurs de la guerre, la misère des victimes civiles, les destructions dues aux bombardements aériens, la puissance et la supériorité du matériel japonais:

"A Chinese Mother Weeps As Death Falls
From the Sky Upon Canton"

"Canton Bombing: What Happens When Planes
Drop Death into A Great City"

"Japan's Fine New German-Type Guns Blast
Suchow to Bits" (101)

Le rappel des conseillers militaires allemands par Hitler fut mentionné dans l'édition du 1er août. Il ne semble pas que les rédacteurs aient ressenti une quelconque inquiétude quant au sort des Chinois, abandonnés par les puissances occidentales, dans leur lutte contre l'envahisseur japonais:

"China's German Military Advisers Go Home And
Generalissimo Chiang Fights On Alone" (102)

Une semaine plus tard, d'ailleurs, mention fut faite d'un autre facteur important dans la résistance de la Chine au Japon, les communistes:

"China's Blue Clad Reds Harry Japan"

"From Faraway Yenan They Rule North China" (103)

Et, dans la même veine, la rupture des digues du fleuve Jaune symbolisa la volonté farouche de résistance et la ténacité des Chinois:

"The Yellow River Floods China and Swamps
A Japanese Offensive"

"Japanese Conquerors and Floodwaters Fight For
Possession of the Yellow River Valley" (104)

Deux mois plus tard, cependant, les Américains purent commencer à se rendre compte que la situation était devenue critique pour la Chine et, au fur et à mesure de la progression japonaise, les articles, les reportages et les éditoriaux se firent de plus en plus pessimistes. Si le 17 octobre, les rédacteurs de "Life" présentèrent la situation comme grave mais permettant encore d'entretenir quelques espoirs,

"Battle For Hankow"

"War In China Gambles For Asia's Future"

"Japan's War Up the River"

"Japan's Strategy In China"

"Chinese Plays inspire Hatred Of Japan" (105)

toutes les illusions entretenues jusques là s'évanouirent pendant les deux derniers mois de l'année. L'édition du 7 novembre présenta la situation comme désespérée et les Japonais apparurent comme les grands triomphateurs de la campagne de Chine:

"Japan Conquers North, South and Central China
and Chiang Kai-Shek Becomes a Lost Cause"

"China's Chiang Kai-Shek Retreats to the Hills" (106)

Les reportages consacrés à la chute de Han-k'ou et à l'exode des populations civiles vers l'arrière-pays présentèrent des images devenues familières:

"The Chicago of China Falls to the Japanese in
"Model Occupation"

"Most of Hankow's Citizens Flee Their Great
City As Japanese Army Marches In" (107)

La presse religieuse, de son côté, présenta également une image particulièrement favorable de la Chine, de son peuple, de ses institutions, des membres de son gouvernement, et de son effort de guerre et de résistance à l'invasion. En fait, les missionnaires, dans leur ensemble, semble-t-il, avaient depuis le début de la révolution nationaliste été favorables aux changements qui étaient en train de survenir en Chine. L'arrivée au pouvoir de Chang Kai-shek, sa conversion au christianisme sur les instances de son épouse, elle-même chrétienne et éduquée aux Etats-Unis, la nomination à la grande majorité des postes gouvernementaux de diplômés d'universités occidentales et d'écoles et de collèges chrétiens, ne pouvaient que les satisfaire. Cette satisfaction se traduisit par un soutien aveugle de toutes les actions et décisions de Chang. De plus, les missionnaires eurent très tôt tendance à considérer que leur travail avait une influence considérable sur la vie du pays, ses structures, et ses valeurs:

"It may be safely claimed on behalf of Protestant Christian missionary effort in China that it has given to Chinese leaders a higher conception of the status of women, a new conception of the responsibility of political leaders toward the welfare - both physical and mental - of the masses, and last but not least, the spirit of nationalism which is now acting like a ferment throughout the country." (108)

Très tôt, les missionnaires firent preuve d'un violent antagonisme à l'égard du Japon. C'est que, ayant cherché à respecter une certaine neutralité chrétienne, ils furent les témoins des scènes affreuses de

Chang-hai, de Nankin et d'ailleurs. Les impressions acquises lors de la première bataille pour Chang-hai furent rapidement confirmées et ils prirent fait et cause pour les Chinois. Ils estimèrent que la meilleure manière de fournir une aide morale efficace était de soutenir les autorités chinoises, c'est-à-dire Chang Kai-shek, quoiqu'il arrive. C'est ainsi, par exemple, que la "Missionary Review of the World" couvrit la Chine et les Chang de louanges:

"China has now the most enlightened patriotic and able rulers in her history." (109)

Le "Mouvement pour la Nouvelle Vie" fit l'objet de longs articles admiratifs décrivant comment Madame Chang Kai-shek avait pris la direction d'une grande croisade pour éliminer les anciens maux de la vie chinoise et les remplacer par les idéaux chrétiens et les vertus de propreté, patriotisme et sacrifice de soi. (110)

Même les communistes cessèrent d'être perçus comme des révolutionnaires dangereux et anti-chrétiens. Dans un article publié par la "Missionary Review of the World", en juillet 1939, un missionnaire protestant expliqua que les communistes en Chine avaient abandonné l'idéologie russe et avaient renoncé à la violence des concepts soviétiques:

"They are now Chinese first and foremost; their aim now is to institute a movement for socialized reform compatible with the aspirations of all progressive people." (111)

Dans un autre article publié dans la même revue, Donald D. Rees, un missionnaire de Han-k'ou, raconta comment, lors d'un voyage dans les zones contrôlées par les communistes, les autorités communistes lui firent part de leur sentiment amical à l'égard des missionnaires et de leur appréciation des efforts faits pour apporter une aide utile à la Chine. (112)

Les messages des missionnaires insistèrent sur les atrocités japonaises, et sur l'héroïsme des troupes chinoises, dû à l'influence du christianisme, selon eux:

"With the resounding explosions of bombs and shells, the hum of airplanes, and the rat-tat-tat of machine guns in our ears, constantly reminding us of the struggle to the death in which this beloved country of our adoption is engaged, we a company of twenty-three of your missionaries temporarily in Shanghai, amid all the confusion and misery around us, would fain send a message that would be heard above the din of battle strife and reach every member of our home church.

We are witnesses of the heroic sacrifices and suffer-

ings of the people to whom we have been sent, in their determined oneness of purpose to preserve at all costs their national existence and freedom against a powerful and inhuman military machine. The bravery of the Chinese soldiers commands our admiration, and the patient endurance of the ordinary people stirs our sympathy and desire to help. But more than this, we are touched by the turning of the people to us for comfort and encouragement in this darkest hour of their national history." (113)

La prise de Nankin, qui donna lieu dans la presse quotidienne et hebdomadaire américaine à une explosion d'indignation, provoqua des réactions similaires dans les publications religieuses. Le "Christian Advocate" publia des lettres de missionnaires. Ces missives traitaient beaucoup plus des atrocités japonaises que des erreurs tactiques des Chinois, ou de l'incapacité des troupes à protéger efficacement leurs concitoyens. (114) Dans un autre article publié par le "Christian Advocate", intitulé "Hell in Nanking", l'Evêque Ralph A. Ward fit le récit des atrocités dont il avait été le témoin. Il fit allusion aux massacres des civils désarmés, liés les uns aux autres sur les rives du fleuve, et aux viols de femmes et de fillettes. (115) Des lettres des missionnaires furent également publiées par le "Reader's Digest". L'on put y lire, par exemple, que

"Two patients were admitted this afternoon whose condition represents about the last word in fiendish, unmitigated, atavistic brutality. One is the sole survivor of 140 led from one of the refugee camps to the hills where they were first sprayed with a few shots and then soaked with gasoline and set afire. His head is burned to a hideous fixed stare minus the eyes, which are burned out." (116)

Il est intéressant d'éplucher ces récits car les missionnaires eurent tendance à présenter les Chinois comme les défenseurs de la démocratie et du christianisme de manière beaucoup plus directe et affirmative que la presse laïque. P.A. Varg, dans son livre "Missionaries, Chinese, and Diplomats", présente un aspect particulièrement intéressant de leur attitude pendant les premières années du conflit sino-japonais, lorsqu'il cite le message d'un missionnaire paru dans le "China Information Service Bulletin", du 3 novembre 1938. Une victoire chinoise, pensait le missionnaire en question, représenterait

"... a great victory for democracy, for human freedom, and for religious liberty ... a triumph of right over might ... the liberation of the Japanese people themselves from the inhuman tyranny of their own wicked military leaders ... Surely, Christian hearts all over

the world should daily join in prayer for China and her brave Christian leaders." (117)

Pendant les premières années de la guerre sino-japonaise, les missionnaires en Chine continuèrent à présenter une image hautement favorable de la Chine et des Chinois. Ils plaidèrent en faveur d'un embargo sur les marchandises à destination du Japon, bien qu'ils aient été parfaitement conscients des dangers de conflit qu'une telle initiative entraînerait. Un membre du "National Christian Council" écrivit à un membre du "Committee on East Asia" de la "Foreign Missions Conference of North America" que les missionnaires stationnés en Chine étaient opposés à la guerre et désiraient la paix, mais seulement "a peace with justice". Il résuma leur attitude et leur opinion en ces termes:

"They believe that a critical stage has come in Far Eastern affairs where a strong embargo backed up by naval forces, if necessary, will bring the kind of settlement of the Far Eastern situation, which they consider essential in the cause of righteousness. They believe that, like a surgical operation, this will be very painful not only to the Japanese but also to themselves but that the interests at stake are so great that they should not count the personal cost." (118)

De leur côté, cependant, les missionnaires en poste au Japon, bien que se méfiant des intentions du gouvernement totalitaire de Tokyo, se refusèrent à croire les récits de massacres et d'atrocités tels qu'ils étaient rapportés dans la presse américaine et se firent les avocats d'une attitude de modération et de compréhension à l'égard du Japon qui, dirent-ils, avait à protéger certains intérêts majeurs et devait souffrir la présence d'un voisin particulièrement difficile à vivre, la Chine. (119)

L'obstacle majeur à l'adoption par les autorités ecclésiastiques des vues des missionnaires de Chine fut la solidité et la stabilité du sentiment isolationniste et neutraliste des membres de clergé. Il convient de noter que la sympathie pour la cause chinoise était certaine. Mais les Américains, en grande majorité, membres du clergé ou fidèles, n'étaient pas désireux de se lancer dans une aventure comparable à celle de 1917. Pour un bon nombre d'entre eux, en effet, la guerre était un mal absolu qu'il fallait éviter à tout prix, y compris la domination du continent asiatique par une puissance païenne et totalitaire. Quelques ecclésiastiques protestants émirent le point de vue que l'attachement des Américains à la paix à tout prix était une bonne indication de la myopie et de l'irresponsabilité de l'opinion. L'un d'entre eux fut le Docteur Walter Judd qui avait démissionné de son poste de missionnaire en Chine pour venir participer à une campagne de

propagande aux Etats-Unis et qui sera, quelques années plus tard, l'un des membres influents du "China Lobby" dont nous reparlerons dans un prochain chapitre.

Le climat de l'opinion, exprimé dans la presse ou détecté par les sondages, fut particulièrement ambigu jusqu'à l'attaque de Pearl Harbor. Lorsque les hostilités éclatèrent en Europe, en effet, la presse n'accorda qu'une attention marginale aux affaires chinoises. Il ne se passa, dès 1939, plus grand-chose sur le continent asiatique. De temps en temps, un coup de main des partisans chinois fit l'objet d'un article. Les affaires financières chinoises captèrent également l'attention des journalistes. L'accent continua à être mis sur la résistance farouche des Chinois et le harcèlement des troupes d'occupation, sur les intentions plus que douteuses des hautes autorités japonaises, sur la nécessité d'aider les Chinois dans la mesure du possible et dans les limites des tendances neutralistes de la politique américaine traditionnelle. Les sentiments d'amitié à l'égard de la Chine continuèrent à se répandre sur les pages des journaux religieux et de la presse laïque. Les Américains, cependant, ne renoncèrent pas à leur isolationnisme avant d'avoir été directement engagés par les forces japonaises. Les décisions du gouvernement, pourtant, en matière d'embargo sélectif, puis total, et d'application des accords "Lend-Lease" à la Chine ne rencontrèrent que peu d'opposition. Lorsqu'en 1941, les Etats-Unis annoncèrent l'embargo total sur les marchandises à destination du Japon et que Roosevelt expliqua quelle avait été la politique américaine jusqu'alors, la réaction de la presse fut quasi unanimement favorable. Le président avait déclaré:

"It was very essential from our own selfish point of view of defense to prevent a war from starting in the South Pacific. So our foreign policy was - trying to stop a war from breaking out down there. At the same time . . . we wanted to keep that line of supplies from Australia and New Zealand going to the Near East . . . So it was essential for Great Britain that we try to keep the peace down there in the South Pacific. All right. And now here is a Nation called Japan. Whether they had at that time aggressive purposes to enlarge their empire southward, they didn't have any oil of their own up in the north. Now, if we cut the oil off, they probably would have gone down to the Dutch East Indies a year ago, and you would have had war.

Therefore, there was - you might call - a method in letting this oil go to Japan, with the hope - and it has worked for two years - of keeping out of the South Pacific for our own good, for the good of the defense of Great Britain, and the freedom of the seas." (120)

A la suite des décisions américaines, les Japonais hâtèrent l'occupation de l'Indochine et transférèrent des forces navales et militaires supplémentaires en Asie du Sud-Est. L'antagonisme de l'opinion publique américaine se refléta dans la presse par un déluge d'articles hostiles à la position japonaise. Dans le même temps, les Américains commencèrent à se rendre compte de la gravité de la situation et du fait que le Japon représentait un ennemi potentiel dans un conflit auquel ils n'avaient que très peu de chances d'échapper. Cette prise de conscience provoqua un regain d'intérêt pour le rôle de la Chine en Asie et une réévaluation de la résistance offerte par les troupes chinoises à l'envahisseur japonais. Depuis 1939, à la suite de la progression triomphante des troupes japonaises et de l'occupation de la quasi-totalité du territoire chinois, les vieilles attitudes concernant l'incapacité des troupes chinoises à défendre le territoire national avaient lentement refait surface. Lorsque la Chine, cependant, prit allure d'allié potentiel des Etats-Unis, quotidiens et hebdomadaires lui accordèrent une nouvelle importance. Le "New Republic", par exemple, déclara: "China is our ally". Le "Nation", comme d'autres périodiques, assura ses lecteurs qu'à l'avenir la paix en Asie dépendrait "on a strong, independent China". "Fortune" considéra que les efforts consentis pour préserver la démocratie en Europe allaient de pair avec des efforts analogues en Asie. Il convenait pour les Etats-Unis, proclama-t-il, de venir avec leurs immenses ressources à l'aide de la Chine pour faire échec au totalitarisme japonais si les Américains voulaient pouvoir également faire échec à Hitler. "Time", dont l'éditeur, Henry Luce, était né en Chine de parents missionnaires et allait, comme son épouse, Clara Booth Luce, jouer un rôle important dans le "China Lobby", salua la décision gouvernementale avec enthousiasme en déclarant que les Etats-Unis avaient mis tout leur poids "at last, on China's side, where it belongs". (121)

Au lendemain de Pearl Harbor, les doutes, si minimes soient-ils, s'évanouirent comme par enchantement. Les articles consacrés aux opérations militaires en Birmanie se firent grossièrement et outrancièrement optimistes. La censure militaire et les propagandistes officiels y furent bien entendu pour quelque chose. Toujours est-il que des images de la campagne de Birmanie, de la combativité chinoise, de l'évolution de la situation, qui furent transmises par les agences de presse ou les correspondants à Tchong-k'ing furent totalement fausses. L'on se souvient que, pendant la campagne de Birmanie, les Japonais écrasèrent les alliés, mal équipés et désunis. En comparant la situation réelle aux articles publiés dans la presse, cependant, on s'aperçoit que le public américain ne fut pas en mesure d'évaluer correctement la situation. Il n'était pas rare, en effet, de trouver des titres du type suivant:

"Chinese Cavalry Routs Jap Panzers In Burma!" (122)

Stilwell avait été envoyé à Tchong-k'ing pour y prendre les fonctions de chef d'état-major de Chang Kai-chek et exercer le commandement des troupes chinoises en Birmanie. La propagande américaine ne se fit pas faute de chercher à présenter, dès lors, une image hautement patriotique de la situation. Pendant les derniers jours de la campagne de Birmanie, alors que les Japonais progressaient invinciblement et que Stilwell et ses troupes opéraient une difficile et pénible retraite, les communiqués en provenance de Tchong-k'ing, rédigés par les correspondants américains, embellis par les rédacteurs aux Etats-Unis, firent état des triomphes alliés en Birmanie et de la défaite écrasante des armées japonaises. Le communiqué en provenance de Tchong-k'ing pour les 10-11 mai relata, qu'une colonne japonaise dans le Yun-nan avait été "completely wiped out", qu'une autre colonne japonaise avait été "also annihilated", que les forces d'invasion en Birmanie avaient été "trapped" par les troupes chinoises qui avaient "recaptured" May-myo et qui étaient "closing in on Mandalay from east and west with the object of recapture".

La dépêche envoyée aux Etats-Unis sur la base de ce communiqué par le correspondant de l'agence "Associated Press" fit état de la "smashing defeat" des forces japonaises d'invasion, alors que le correspondant de l'agence "United Press International" décrivait en termes plus vigoureux encore les forces japonaises se retirant de Chine:

"... reeling back ... liquidated ... fleeing in disorder."

Les rédacteurs aux Etats-Unis s'emparèrent de ces dépêches et, croyant que Stilwell était à la tête de toutes les troupes chinoises, présentèrent à leurs lecteurs les titres suivants:

"Invading Japs Crushed By Stilwell"

"Stilwell's China Troops Trap Japs"

"Invasion Army in Full Retreat. Enemy Cut Off as 'Uncle Joe' Slams China's Back Door. Bulletin!!!"

Lorsque Stilwell, au terme de la retraite de Birmanie, parvint enfin à Tchong-k'ing, il donna une conférence de presse à la demande des correspondants présents. Son récit des événements, son analyse de la situation et sa conclusion ouvrirent les yeux des journalistes présents:

"I claim we got a hell of a beating. We got run out of Burma and it is humiliating as hell. I think we ought to find out what caused it, go back and retake it." (123)

La franchise de Stilwell fut bien accueillie par la presse. Mais la réalité fut rapidement oubliée et la presse eut à faire face à un délé-

ge de propagande pro-chinoise pour au moins une autre année.

Si l'image perçue aux Etats-Unis de la situation militaire différait sensiblement de la réalité sur les théâtres d'opérations, il en fut de même pour les conditions politiques, économiques et sociales existant en Chine. Et les officiels à Washington en prirent rapidement conscience. Dès juillet 1941, alors que les Etats-Unis n'étaient pas encore entrés en guerre, les historiens de l'armée attirèrent l'attention des responsables militaires et gouvernementaux sur la naissance et la croissance dans les cercles gouvernementaux de Washington d'un mythe concernant la Chine. (124) Le général Bruce Magruder, chef de la première mission militaire à Tchong-k'ing, confirma les doutes des historiens quant à l'exactitude des informations reçues de Tchong-k'ing concernant la situation militaire chinoise. Il accusa les propagandistes pro-chinois de répandre dans la presse américaine une image grossièrement distordue de la situation et de l'effort de guerre chinois. Selon lui, l'effort de guerre avait été "oversold" au public américain et les communiqués de guerre émanant de Tchong-k'ing n'étaient que pure fantaisie. Magruder n'était pas le seul à présenter ce point de vue. L'ambassadeur Clarence Gauss partageait son opinion. Gauss expliqua que les Chinois n'avaient jamais été et n'étaient pas en mesure de soutenir un effort de guerre significatif et d'opposer une résistance valable aux Japonais. Il accusa la presse américaine d'avoir ingéré la propagande chinoise faisant allusion à des victoires inexistantes et d'avoir exagéré les nouvelles optimistes en provenance de Tchong-k'ing. (125)

Les avertissements des analystes furent ignorés par le gouvernement, surtout pour des raisons de propagande interne. Il fallait préserver l'unité et l'apparence de collaboration entre les alliés. Le gouvernement des Etats-Unis a sa part de responsabilité dans la formation d'une image faussée de la Chine et de ses autorités pendant la période allant de 1942 à 1944. En effet, Roosevelt et Cordell Hull n'hésitèrent pas à couvrir les Chang de louanges pendant cette période, même si les louanges en question n'étaient pas exprimées de bon cœur. En juillet 1942, dans un message public à Chang Kai-shek à l'occasion de l'anniversaire de l'invasion japonaise de la Chine, Cordell Hull déclara:

"The American people have watched with deep sympathy and admiration the heroic fortitude and tenacity with which for five long and bitter years the Chinese people have fought on against heavy odds."

Et Roosevelt dit:

"All the world knows how well you have carried on that fight which is the fight of all mankind." (126)

Quelques jours plus tard, Clarence Gause, dans un mémorandum rédigé à Tchong-k'ing, objecta que

"It is unfortunate that Chiang and the Chinese have been 'built up' in the United States to a point where Americans have been made to believe that China has been fighting the Japanese for five years, and that the Generalissimo, a great leader, has been directing the energetic resistance of China to Japan and is a world hero. Looking the cold facts in the face, one could only dismiss this as 'rot.'" (127)

Isaacs, à notre sens, montre bien que le gouvernement américain était conscient des problèmes chinois et de la réalité de la situation, même si les communications émanant de ses membres étaient particulièrement favorables à Chang. Sumner Welles, alors sous-secrétaire d'Etat, fait-il remarquer, dans un écrit destiné à la publication pendant la guerre, proclama son admiration pour le gouvernement chinois et ses principaux membres. A le lire, Madame Chang Kai-chek fait preuve en toute occasion d'une "amazing knowledge", d'une "quiet dignity", et d'une grande "clarity of perception". Quant à T.V. Soong, il ne lui semblait pas moins exceptionnel et il fut décrit en termes très favorables - "a constructive influence, brilliant, tough, resilient". (128) Après la guerre, cependant, constate Isaacs, Welles, faisant allusion à la même époque, indiqua que Roosevelt se plaignit souvent de Chang Kai-chek et de son régime corrompu. Le président, semble-t-il, lui fit part de nombreuses reprises des "innumerable difficulties ... with Chiang Kai-shek", lui parlant

"... in no measured terms of the corruption and inefficiency which characterized his administration, he (FDR) had no patience with the regime's apparent lack of sympathy for the abject misery of the masses of the Chinese people." (129)

Le portrait fait de Madame Chang Kai-chek dans "The Time for Decision" ne correspond pas non plus aux expériences de Roosevelt et de sa famille, des membres de son administration et du personnel de la Maison Blanche. En effet, lorsque Madame Chang fit un séjour prolongé aux Etats-Unis, de novembre 1942 à mai 1943, pour raisons de santé, elle fut promptement invitée par le président et Madame Roosevelt à s'installer à la Maison-Blanche. Ses manières autocratiques et ses caprices ennuyèrent bientôt toutes les personnes qui eurent affaire à elle, en privé, pendant son séjour américain. (130) De plus, les membres de l'administration se méfiaient d'elle et de son charme. Le haut commandement allié craignait de voir Roosevelt succomber à ses arguments et accorder une importance autre que secondaire au théâtre d'opérations chinois. Si Roosevelt, les membres de son ad-

ministration et le haut commandement américain n'éprouvaient que très peu de sympathie pour Madame Chang, rien de ces sentiments négatifs ne transpara en public. La partie officielle et publique de sa visite fut un véritable triomphe. L'accueil qui lui fut fait fut très enthousiaste. Elle participa à de nombreux meetings, à travers tout le pays, s'adressant à 17.000 personnes au Madison Square Garden, à 30.000 personnes au Hollywood Bowl, parla à la radio sur toutes les principales chaînes, fut reçue au Congrès - un rare honneur - et donna conjointement avec Roosevelt, une conférence de presse.

Pendant son séjour, Madame Chang présenta aux Américains une image de la Chine combattante, résolue à défendre le territoire national et à collaborer avec les alliés pour la défense des valeurs chrétiennes et démocratiques du monde civilisé. Ses discours reçurent l'approbation de la presse, de l'opinion publique et, ouvertement, de l'administration. Il ne fait aucun doute que la réaction américaine aux discours de Madame Chang fut particulièrement émotionnelle. S'adressant au Congrès, le 18 février 1943, après une ovation de plusieurs minutes, elle captiva son auditoire à un tel point qu'un membre du Congrès déclara:

"Goddam it, I never saw anything like it. Madame Chiang had me on the verge of bursting into tears." (131)

La réaction de la presse fut d'insister sur les liens d'amitié qui unissaient les deux nations et sur la valeur de Madame Chang. Son appel charismatique ne fait aucun doute lorsque l'on se réfère à la manière dont un reporter de "Life" décrivit l'impact de sa visite au Congrès et de son discours sur ses membres. Les membres du Congrès, écrivit-il, furent "captivated ... amazed ... dizzied" par la "grace, charm and intelligence" de Madame Chang et ils sentirent qu'ils étaient "in the presence of one of the world's great personalities". (132)

Les Américains eurent tendance à accepter les explications fournies par Madame Chang et ses descriptions de la situation chinoise. L'unité de la Chine, la démocratie en Chine ne furent pour ainsi dire jamais discutées. Ses paroles étaient d'ailleurs confirmées par les dires de Roosevelt et des membres de l'administration. Lors de la conférence de presse du 19 février, Roosevelt, pourtant au courant de la situation réelle, présenta une image élogieuse de la démocratie chinoise:

"China, in the last - less than half a century has become one of the great democracies of the world ..."

Et Madame Chang d'abonder dans ce sens:

"We in China have always had social democracy ... We are now depending on our press, now and in the future,

so that in time we shall really realize not only social democracy, but political democracy as well." (133)

Le public américain, exposé qu'il fut à des communications généralement strictement favorables au régime de Chang, fut maintenu dans l'ignorance des développements sur place. La controverse entre communistes et nationalistes passa largement inaperçue. Bien sûr, dès 1943, quelques journalistes américains avaient cherché à attirer l'attention de leurs lecteurs sur les problèmes se posant en Chine, mais sans pouvoir provoquer une prise de conscience du public. Nous analyserons, dans un prochain chapitre, les communications en provenance de Chine consacrées aux communistes et aux critiques du gouvernement nationaliste. A partir de 1944, surtout à la suite du rappel de Stilwell et de la démission de Clarence Gauss de son poste d'ambassadeur à Tchong-k'ing, un flot d'articles décrivant la situation chinoise telle qu'elle était en réalité trouva le chemin des premières pages de la presse américaine. Les éditorialistes, les commentateurs des principales chaînes de radio entreprirent d'enlever aux Américains leurs illusions concernant la Chine, son effort de guerre, sa démocratie, et son régime politique. C'est un article d'un journaliste de retour de Tchong-k'ing, Brooks Atkinson, qui déclencha l'avalanche d'articles et d'éditoriaux hostiles au gouvernement de Chang et favorables à Stilwell. La censure américaine bloqua tout d'abord la parution de l'article, mais Roosevelt, constatant que le journaliste ne faisait que décrire des faits bien réels, déclara que le "New York Times" devait être autorisé à le publier. L'article en question fut publié en première page, le 31 octobre. L'on put y lire que le rappel de Stilwell représentait "the political triumph of a moribund anti-democratic regime", que le gouvernement de Chang Kai-chek était devenu "increasingly unpopular and distrusted in China", que Chang lui-même était "bewildered and alarmed by the rapidity with which China is falling apart". Atkinson poursuivit en critiquant sévèrement la décision du gouvernement américain d'envoyer un autre militaire américain remplir les fonctions de chef d'état-major pour Chang, une décision qui, selon lui, "has the effect of making us acquiesce in an unenlightened cold-hearted autocratic political regime . . . unrepresentative of the Chinese people who are good allies". (134) La désillusion américaine allait provoquer une division dans l'opinion reflétée largement dans la presse. La controverse entre communistes et nationalistes chinois fut répercutée dans les quotidiens et les périodiques, certains se firent les avocats du soutien au gouvernement nationaliste, d'autres considérèrent que les troupes américaines devaient combattre aux côtés des communistes, quoi qu'en dise Chang Kai-chek.

A la lecture du matériel rassemblé dans ce chapitre concernant l'attitude de la presse américaine à l'égard de la Chine entre 1937 et 1944, il semble bien que l'on puisse dégager un certain nombre de tendances générales. Tout d'abord, entre 1937 et 1941, la presse

américaine présenta de la Chine une image d'unité nationale, de résistance à l'envahisseur et de ténacité dans l'adversité. Elle fit part de sa profonde sympathie pour la cause chinoise et de sa méfiance à l'égard du Japon. Elle eut tendance à présenter le gouvernement national de Tchong-k'ing comme un gouvernement démocratique ou aspirant à la démocratie, dirigé par un certain nombre de quasi-héros, défenseurs de vertus chrétiennes que les envahisseurs barbares cherchaient à détruire. Dès l'entrée en guerre des Etats-Unis, la censure de Tchong-k'ing et des autorités militaires américaines fit que les quotidiens et les périodiques n'eurent qu'un contrôle très restreint de ce qu'ils publièrent. Toujours est-il que le public américain fut abreuvé de communications optimistes concernant le potentiel militaire de la Chine, sa contribution à la guerre, son système économique, politique et social, et le fonctionnement de son gouvernement. Peu à peu, cependant, les articles mettant en doute la validité des nouvelles particulièrement optimistes en provenance de Tchong-k'ing et répercutées dans la presse se firent de plus en plus fréquents. La croyance en les vertus démocratiques du gouvernement de Chang fit place à la croyance en les vertus démocratiques du gouvernement de Mao. Bientôt, les problèmes internes chinois s'étalèrent au grand jour dans la presse et la question fut de savoir si le gouvernement et les autorités militaires ignoraient les desiderata de Chang et feraient une alliance militaire avec les communistes pour combattre les Japonais ou si l'on chercherait, par la médiation, à promouvoir un semblant d'unité nationale. Nous savons que le gouvernement choisit de chercher à rapprocher les deux factions. Dans la presse, cependant, l'admiration des premiers temps et de la période suivant immédiatement le bombardement de Pearl Harbor fit place à la désillusion et à l'impression très nette que les Américains avaient été pris pour des "poires" par Chang Kai-shek ("to be taken for a sucker!").

Encore une fois, il est important de noter que l'admiration et la sympathie pour la cause chinoise exprimée par la presse n'alla pas au-delà d'un soutien moral. Jusqu'au moment où il apparut clairement que les Etats-Unis avaient été précipités dans le second conflit mondial et que rien ne pouvait leur éviter cette épreuve, la presse américaine, qu'elle soit de tendance internationaliste ou isolationniste, prêcha la modération et le neutralisme. Et, en fait, il semble bien que l'opinion publique, telle qu'elle transparaît dans les sondages d'opinion, partagea ce sentiment ambigu.

4. Réaction de l'opinion publique entre 1937 et 1945

Vers la fin des années trente, la manière dont les Américains percevaient la Chine évolua sensiblement, mais sans aller jusqu'à menacer la prééminence des sentiments isolationnistes et neutralistes. Les responsables avaient affiché depuis longtemps leur sympathie pour

la cause chinoise et leur intérêt pour la préservation de l'intégrité territoriale et administrative de la Chine et des droits et intérêts américains dans ce pays. Les agressions japonaises, cependant - les violations successives de la doctrine de la porte ouverte, du traité de Washington et du pacte Briand-Kellog - n'avaient provoqué aucune réaction risquant de mettre en danger la sécurité propre des Etats-Unis. Et cette politique extrêmement prudente avait reçu l'assentiment populaire. Lorsqu'en 1937, les troupes japonaises commencèrent à envahir la Chine, semant ruines et désolation sur leur passage, la même tendance de l'opinion se dessina. Les sondages d'opinion de l'époque montrent que les Américains étaient largement favorables aux Chinois, mais que ce sentiment n'impliquait pas une prise de position en faveur d'une politique étrangère plus interventionniste. Cependant, avec le temps, et au fur et à mesure que les nouvelles en provenance de Chine, les descriptions des atrocités japonaises et de la misère des victimes civiles de la guerre parvinrent aux Etats-Unis et furent publiées dans la presse, l'opinion se fit de moins en moins neutraliste.

Les sondages de l'"American Institute of Public Opinion" indiquent clairement que, au début du conflit, une majorité d'Américains hésita à prendre parti pour l'un ou l'autre des antagonistes. Une écrasante majorité de ceux exprimant une préférence, cependant, était en faveur de la Chine. La proportion des indécis diminua avec le temps et la proportion des réponses favorables à la Chine augmenta, alors que le pourcentage favorable au Japon resta stable à un très faible niveau.

Questions:

"In the present fight between China and Japan, with which side are your sympathies?" (dates d'interviews, 4-9 août 1937)

"In the present fight between China and Japan, are your sympathies with Japan, China, or neither side?" (dates d'interviews, 6-11 octobre 1937)

"In the present fight between Japan and China, with which side do you sympathize?" (dates d'interviews, 20-25 mai 1939)

Interviewing date	China	Japan	Neither	
8/4-9/37	43%	2%	55%	
10/6-11/37	59	1	40	
5/20-25/39	74	1	24	(135)

Il semble donc bien que la tendance de l'opinion publique, entre août 1937 et mai 1939, ait évolué de manière favorable à la cause chinoise. Les sondages révèlent cependant que le sentiment américain à l'égard

de la Chine, avant l'entrée en guerre américaine, fut particulièrement ambigu.

Si, en effet, la sympathie du peuple américain était acquise aux Chinois, cette sympathie ne se traduisit pas dans les faits. Le sentiment populaire rejetait l'idée d'un imbroglio en Asie pouvant mener à une guerre avec le Japon. Encore une fois, ce sentiment évolua fortement avec le temps, passant d'un neutralisme rigide à une position beaucoup plus souple. Les enquêteurs de l'AIPO posèrent, par exemple, la question suivante aux personnes qui avaient fait part de leur sympathie pour la cause chinoise.

Questions:

"Is your sympathy for China great enough to keep you from buying goods made in Japan?" (dates d'interviews, 6-11 octobre 1937)

"Would you join a movement in this country to stop buying goods made in Japan?" (dates d'interviews, 20-25 mai 1939)

	10/6-11/37	5/20-25/39	
Yes	37%	66%	
No	63%	34%	(136)

En ce qui concerne la neutralité américaine et l'éventualité d'un embargo sur les marchandises à destination de l'un ou l'autre des protagonistes, l'opinion évolua de manière similaire. A la question de savoir si les banques américaines devaient pouvoir prêter des fonds au Japon et à la Chine pendant le conflit, 5% seulement des gens questionnés entre le 9 et le 14 septembre 1937 répondirent par l'affirmative et 95% donnèrent une réponse négative. (137) A la question de savoir si les Etats-Unis devaient autoriser l'envoi à la Chine d'armements et de munitions, 36% des personnes questionnées entre le 5 et le 10 février 1938 répondirent par l'affirmative et 64% donnèrent une réponse négative. (138)

Un peu plus d'une année plus tard, lors d'une enquête menée entre le 20 et 25 mai 1939, la proportion des réponses affirmatives et négatives fut inversée.

Questions:

"Do you think the U. S. should forbid shipment of arms or ammunitions from this country to China?"

Yes	40%	No	60%
-----	-----	----	-----

leur détermination à faire obstacle, par des moyens pacifiques, cependant, à la progression du Japon en Asie se firent plus forts au fur et à mesure que se prolongeait la crise. Il ne fait aucun doute que jusqu'à la veille de Pearl Harbor, l'opinion américaine resta profondément attachée au principe de la sécurité des Etats-Unis et rejeta la possibilité d'une guerre pour empêcher un contrôle de la Chine par le Japon. L'OPOR ("Office of Public Opinion Research") et l'AIPO publièrent, pendant l'été 1940, les résultats de deux sondages.

Question: (même question pour les deux organismes, dates d'interviews inconnues)

"Do you think the U. S. should let Japan get control of China, or do you think that we should risk a war with Japan to keep the Japanese from controlling China?"

Date of publication	let Japan control	risk war	no opinion	other	no answer
20/7/1940 (OPOR)	46%	12%	25%	16%	1%
30/9/1940 (AIPO)	41%	39%	26%	20%	(142)

La présentation des résultats de ces deux sondages (préparée par Mildred Strunk, sous la direction de Hadley Cantril) appelle quelques commentaires, car elle risque d'induire en erreur un lecteur inattentif. Il convient de noter qu'une comparaison sur la base des données brutes fournies est impossible. En effet, résultats publiés par l'OPOR incorporent les réponses indiquant l'absence d'opinion pour aboutir à un total de réponses de 100%. Tel n'est cependant pas le cas de ceux fournis par l'AIPO. En comptant les réponses indiquant une absence d'opinion, on arrive à un total de réponses de 126%. En d'autres termes, les résultats de l'AIPO indiquent quel est le pourcentage des opinions exprimées, à l'exclusion des réponses indiquant une absence d'opinion. Les résultats fournis par l'OPOR indiquent non seulement le pourcentage des diverses opinions exprimées, mais aussi la proportion des "sans opinion". Pour pouvoir comparer les résultats, il convient d'incorporer le pourcentage des "sans opinion" à la présentation des résultats de l'AIPO. L'on s'aperçoit, dès lors, que 32,53% des personnes interrogées indiquèrent aux enquêteurs de l'AIPO qu'elles préféreraient voir les Japonais contrôler la Chine plutôt que risquer une guerre avec le Japon, que 30,95% étaient décidés à éventuellement risquer une guerre avec le Japon pour l'empêcher de contrôler la Chine, que 20,63% n'avaient pas pu ou n'avaient pas voulu exprimer une

opinion, et que 15,87% des personnes interrogées avaient donné d'autres réponses. Cette manipulation des données nous permet de constater que le pourcentage des personnes interrogées préférant une domination japonaise en Chine baissa de manière vertigineuse entre juillet et septembre 1940, que la proportion de ceux décidés à risquer une guerre avec le Japon plutôt que d'abandonner la Chine à son sort augmenta de manière sensible, que le pourcentage des "sans opinion" diminua quelque peu, et que le nombre de personnes proposant d'autres solutions resta stable.

Malgré l'évolution notable du climat de l'opinion en direction de l'interventionnisme et de l'abandon d'un neutralisme rigide, l'indécision subsista encore quelques temps. Il semble clair, cependant, qu'en dépit de la profonde sympathie éprouvée par les Américains pour la cause chinoise, les changements intervenus dans le climat de l'opinion ne furent pas dus à une quelconque prise en charge des intérêts chinois, mais bien à une prise de conscience du danger que représentait le Japon. Peu à peu, en effet, le public s'inquiéta de plus en plus des développements mondiaux et de la présence sur l'autre rive du Pacifique d'une puissante nation au potentiel militaire menaçant. La question fut tout d'abord de savoir, en août 1937, si les troupes américaines stationnées en Chine devaient rester sur place afin d'assurer la protection des ressortissants américains ou se retirer du pays. Et il apparaît que l'opinion, au début du conflit, était partagée quant à la solution à apporter au problème, mais tendait néanmoins à favoriser le retrait.

Question: (dates d'interviews, 11-16 août 1937)

"Should we withdraw all troops in China to keep from getting involved in the fighting, or should the troops remain here to protect American citizens?"

Withdraw	54%	
Remain	46%	(143)

Cinq mois plus tard, l'AIFO publia les résultats d'un sondage dont les dates d'interviews sont malheureusement inconnues.

Question: (date de publication, 13 décembre 1937)

"Would you like to see the U.S. send more warships to China, or should it withdraw those now there?"

Send more	15%	Make no change	24%	
Withdraw all	61%	No answer	3%	(144)

Ces résultats sont confirmés par ceux d'un autre sondage de l'AIPO effectué alors que les combats se faisaient de plus en plus meurtriers en Chine, que les Américains avaient été exposés aux reportages consacrés aux atrocités japonaises, qu'un navire de guerre américain - le Panay - venait d'être coulé par les bombardiers en piqué japonais. Clairement, l'opinion américaine avait, entre juillet 1937 et janvier 1938, évolué en direction d'un isolationnisme et d'un neutralisme encore plus marqués que précédemment.

Question: (dates d'interviews, 30 décembre 1937-4 janvier 1938)

"Which policy should the Government follow with regard to American citizens in China - warn them to leave and withdraw our soldiers, or continue to maintain our present armed forces in China for their protection?"

Withdraw	70%	
Stay	30%	(145)

Et, nous savons que le gouvernement américain retira les troupes de Chine et avertit les ressortissants des Etats-Unis désireux de rester sur place qu'ils le faisaient à leurs risques et périls.

Quelques dix-huit mois plus tard, ayant retiré leurs troupes de Chine, ayant salué la politique toute de prudence de leur gouvernement, les Américains commencèrent à envisager la possibilité de sanctions contre le Japon si les intérêts américains étaient menacés en Asie.

Question: (dates d'interviews, 1-6 juillet 1939)

"How far do you think the U.S. Government should go to protect American interests in China - fight Japan - protest to Japan through the State Department - stop all shipments of war materials from this country to Japan - do nothing?"

Fight	6%	
Protest	18%	
Stop shipments	51%	
Do nothing	25%	(146)

Nous avons pu constater précédemment que la détermination américaine à faire obstacle au Japon se fit plus forte, entre juillet et septembre 1940. L'on ne peut pourtant pas en conclure qu'au lende-

main de la débâcle des forces démocratiques en Europe l'opinion pencha du côté de l'interventionnisme. Une analyse de l'évolution du climat de l'opinion entre septembre 1940 et novembre 1941 montre que l'opinion était partagée à la fin de l'été 1940, mais que, dix mois plus tard, les Américains avaient adopté une position beaucoup plus rigide.

Question: (dates d'interviews inconnues)

"Should the United States take steps now to keep Japan from becoming more powerful, even if this means risking a war with Japan?"

Date of publication	Yes	No	No opinion	Total in %
9/40 (AIPO)	46%	54%	17%	117%
réduction des résultats à l'échelle 100				
à l'échelle 100	(39, 31)	(46, 15)	(14, 52)	(99, 98)
10/7/41 (OPOR)	51	31	12	100
19/8/41 (AIPO)	70	18	12	100
22/10/41 (AIPO)	64	25	11	100
19/11/41 (OPOR)	64	23	13	100
25/11/41 (AIPO)	69	20	11	100

Une analyse des données fournies par Cantril et Strunk permet de constater que la proportion des personnes interrogées n'exprimant pas d'opinion resta stable pendant la période considérée. La proportion des "sans opinion" est, bien sûr, légèrement plus élevée en septembre 1940 qu'une année plus tard, mais la différence est, à notre sens, négligeable et ne permet pas d'émettre des conclusions significatives. La variation du climat de l'opinion, par contre, indique une évolution très nette dans la direction d'un interventionnisme plus marqué. On constate, en effet, que, de septembre 1940 à juillet 1941, la proportion des réponses exprimant une profonde détermination de faire opposition à un quelconque accroissement de la puissance japonaise passa de 39% à 51%, alors que la proportion des réponses exprimant une préférence pour la prudence et la modération diminua de 46% à 31%.

Il convient de noter, en passant, que les résultats du sondage de l'OPOR, publiés en juillet 1941, posent un difficile problème d'interprétation. Les dates d'interviews ne sont, en effet, pas indiquées. Rappelons que l'opération "Barbarossa" avait débuté le 22 juin 1941, à l'aube. Le sondage eut-il lieu avant ou après que la nouvelle de l'invasion de l'URSS par les troupes de l'Allemagne nazie soit parvenue aux Etats-Unis et ait été répercutée dans la presse? Les personnes interrogées étaient-elles au courant des développements en Europe? Les variations dans le climat de l'opinion, entre septembre 1940

et juillet 1941, sont-elles dues à une lente érosion de la position isolationniste et neutraliste ou à une réaction soudaine à la nouvelle explosion d'hostilité en Europe de l'Est? Les mêmes questions se posent lorsque l'on cherche à comparer les résultats publiés le 10 juillet 1941 avec ceux publiés le 19 août. Il ne fait aucun doute que le sondage de l'AIPO dont les résultats furent publiés en août fut mené après que la majorité des Américains eut pris connaissance des développements de la situation européenne. En fut-il de même, cependant, pour le sondage de l'OPOR?

En fait, il semble bien que la position isolationniste et neutraliste ait graduellement perdu de son attrait et que les variations de résultats entre septembre 1940 et juillet 1941 aient été essentiellement dues à un processus de lente érosion. Nous en prenons pour preuve les résultats d'autres sondages publiés dans l'intervalle. En novembre 1940, le magazine "Fortune" publia les résultats d'un sondage conduit par Elmo Roper.

Question: (dates de l'enquête inconnues)

"Do you think the time has come for us to take strong measures against Japan?"

Yes	49,4%
No	24,2%
Don't know	26,4%

"Even military measures?" (question posée aux personnes ayant répondu par l'affirmative à la question précédente, 49,4%)

Yes	55,7%
No	32,5%
Don't know	11,8%

(148)

En novembre 1940, donc, on constate que l'opinion était encore singulièrement partagée. Si 49,4% des personnes interrogées répondirent qu'elles étaient favorables à la prise de mesures très fermes contre le Japon, seulement 27,51% de l'échantillon total englobèrent dans l'arsenal des mesures en question l'éventualité de mesures militaires. 16,05% des personnes interrogées étaient favorables à la prise de mesures fermes contre le Japon, à l'exclusion de mesures militaires. 5,22% des personnes interrogées étaient en faveur de prises de mesures fermes contre le Japon, sans pouvoir vraiment indiquer à quel genre de mesures elles se rallieraient, et 24,2% des personnes interrogées étaient opposées à la prise de mesures fermes contre le Japon. En comparant les résultats du sondage publié en novembre avec ceux

de septembre, on s'aperçoit que, si, en septembre, la majorité des personnes interrogées avait encore tendance à rejeter les principes de l'interventionnisme, en novembre, une majorité relative restreinte de 27,51%, mais réelle, s'exprima en faveur de l'interventionnisme, même militaire.

Quelques mois plus tard, le 14 février 1941, l'AIPO publia les résultats d'un autre sondage, confirmant la tendance de l'opinion à évoluer en direction de l'interventionnisme.

Question: (dates d'interviews inconnues)

"Do you think the United States should risk war with Japan, if necessary, in order to keep Japan from taking the Dutch East Indies and Singapore?"

Yes	40%	
No	39%	
No opinion	21%	(149)

L'analyse des résultats des sondages conduits pendant la période considérée permet, à notre sens, de constater que l'évolution du climat de l'opinion fut graduelle, hâtée parfois, à la suite de la publication de nouvelles concernant les développements dans le monde, l'invasion de l'URSS par les troupes allemandes, par exemple, par une prise de conscience de la part des Américains que la sécurité des Etats-Unis était de plus en plus menacée. Cette interprétation contredit l'image idéalisée que les Américains eurent d'eux-mêmes et des raisons de leur intervention dans le conflit, après Pearl Harbor. En effet, les sondages réalisés en 1942 et 1943 indiquent que la majorité des Américains interrogés estimant avoir une idée claire des raisons de l'intervention américaine dans le conflit donna des raisons morales et idéologiques plutôt que de faire allusion à la défense des Etats-Unis et des intérêts américains dans le monde.

Question: (dates d'interviews inconnues)

"Do you think that you have a clear idea of what the war is all about?" (OPOR)

"Do you think that you have a clear idea of what the war is all about (that is, what we (the United States) is are fighting for)?" (AIPO)

Date of publication	Yes	No	No answer No opinion Qualified answer	Total in %
26/3/42 (OPOR)	48%	47%	5%	100
9/6/42 (AIPO)	53	47	7	107
réduction à l'échelle 100	(49,53)	(43,92)	(6,54)	(99,99)
15/7/42 (OPOR)	64	29		
2/12/42 (AIPO)	68	32		100
6/2/43 (NORC)	75	22	3	100
29/3/44 (AIPO)	59	41		100

Question: (posée aux personnes estimant qu'elles avaient une idée claire des raisons de la participation américaine à la guerre, 15 juillet 1942, OPOR)

"What do you think we are fighting for?"

Ideological aims	27%
For America	3
Global aims	9
Economic and political power	5
Religious interpretation	1
War of survival	16
Peace	3
Get rid of Nazism	4
Other	1
Total des réponses	69%

(Les pourcentages dépassent 64% parce que les enquêteurs tolérèrent plus d'une réponse par personne interrogée)

Question: (posée aux personnes estimant avoir une idée claire des raisons de la participation américaine au conflit, 6 février 1943, NORC - "National Opinion Research Center")

"What?"

Freedom, liberty, rights (general)	16%
Democracy (general)	12
Freedom and democracy for the world	11
To preserve our way of life	5

Freedom for United States	9
Freedom of religion or worship	4
Freedom of speech or press or thought	4
Four freedoms	3
Freedom from want or fear	1
Peace (general)	3
World peace	2
Peace forever	3
Fighting against Fascism	6
Fighting in self-protection or self-defense	14
Trade, money, power	3
Miscellaneous	3
Not ascertainable	1
	<u>100%</u>

(Les pourcentages totalisent plus de 75% parce que les enquêteurs tolérèrent plus d'une réponse par personne interrogée) (150)

Lorsque la Chine et les Etats-Unis, après le bombardement de Pearl Harbor, devinrent des alliés, le public américain eut tendance à entretenir une image sentimentale et idéalisée de la Chine et de ses autorités, du peuple chinois, et des relations sino-américaines. Lorsqu'en juillet 1942, l'OPOR chercha à définir quelles étaient pour les Américains les caractéristiques du peuple chinois, l'image qui se dégagea du sondage fut très favorable.

Question: (date de publication, 15 juillet 1942; dates d'interviews inconnues)

"From the list of words on this card, which seems to you to describe the Chinese people best? Select as many as you wish and call the letters and the words that go with them."

Hard working	69
Intelligent	24
Ordinary	18
Radical	2
Warlike	4
Practical	23
Artistic	21
Conceited	1
Quick tempered	4
Lazy	6
Unimaginative	10

Sly	8	
Treacherous	4	
Aristocratic	9	
Cruel	3	
Ignorant	22	
Rude	2	
Dull	10	
Brave	48	
Religious	33	
Arrogant	1	
Progressive	14	
Honest	52	
Impossible to characterize	9	
No answer	3	(151)

On constate que les expressions à connotation fortement péjorative obtiennent un score particulièrement faible. "Sly" est le seul mot pouvant être classé dans cette catégorie dont le score se rapproche de 10. Quelques expressions à connotation faiblement péjorative comme "ignorant", "ordinary", "dull", et "unimaginative" sont citées un peu plus fréquemment. Mais les expressions indiquant une impression favorable ou très favorable des Chinois comme "hard working", "honest", "brave", "religious", "intelligent", "practical", et "artistic" obtiennent des scores souvent très élevés.

Non seulement les Américains, pendant la période qui suivit l'entrée en guerre des Etats-Unis et jusqu'au rappel de Stilwell, eurent une image éminemment favorable des Chinois, mais une majorité d'entre eux pensa pouvoir compter sur leur coopération pendant la guerre et dans l'avenir. Le "National Opinion Research Center" (NORC) dégagait la tendance de l'opinion à ce sujet.

Question: (dates d'interviews inconnues)

"Do you think that China can be depended upon to cooperate with us after the war?" (Les sondages de février et août omirent "after the war".)

Date of publication	Yes	No	Don't know No answer	Total in %	
14/2/42	80%	7%	13%	100%	
6/5/42	83	4	13	100	
1/7/42	85	4	11	100	
18/7/42	85	4	11	100	
21/8/42	86	4	10	100	
27/11/42	85	5	10	100	(152)

Si l'opinion américaine semble avoir été, pendant cette période d'euphorie, éminemment favorable aux Chinois et à leurs autorités, cet état de fait ne découla pas d'une connaissance très profonde des réalités chinoises. En fait, deux sondages de l'OPOR indiquent qu'une majorité des personnes interrogées fut incapable de trouver la Chine sur une carte du monde.

Question: (dates d'interviews inconnues)

"Can you find China on the map?"

Date of publication	Right	Wrong	Don't understand map	Don't know the answer
26/3/42	41%	59%		
17/6/42	43	47	10	(153)

Si l'on considère que les deux sondages de l'OPOR furent menés alors que les journaux et publications diverses étaient remplis d'informations concernant les opérations militaires sur le théâtre d'opérations extrême-oriental; que, depuis 1937, la Chine avait fait l'objet d'une multitude de reportages photographiques et autres; que la stratégie de la guerre sino-japonaise avait été discutée en long et en large; que les implications d'une débâcle chinoise en Asie avaient été clairement expliquées pendant cinq ans, cette incapacité de la majorité des personnes interrogées à identifier la Chine sur une carte mondiale peut surprendre. Elle ne fait cependant que confirmer l'hypothèse que seule une minorité du public est suffisamment intéressée par les affaires mondiales et la politique étrangère pour suivre de près les développements de la situation sur la scène mondiale.

La sympathie pour la cause chinoise éprouvée sincèrement, semble-t-il, par le public américain est cependant empreinte d'une certaine ambiguïté lorsque l'on prend en considération le fait que les citoyens américains de souche chinoise eurent, malgré tout, à supporter les préjugés raciaux américains. Entre 1924 et 1927, Emory S. Bogardus avait constaté que les Chinois se situaient au bas de son échelle de distanciation sociale. Elmo Roper, utilisant une variante de l'échelle de Bogardus dans une série d'études menées en 1942 et 1948, montra que si la situation des citoyens américains de souche chinoise et des Chinois habitant en Amérique s'était nettement améliorée depuis les enquêtes de Bogardus, il n'en restait pas moins qu'ils continuèrent à être considérés comme des indésirables dans un grand nombre de cas.

Bogardus avait demandé à 1725 Américains de lui faire part de leurs réactions face à des individus d'une autre race. Le concept de race employé par Bogardus est critiquable. Il s'agit plus, à notre sens,

de souches nationales ou d'ethnies que de races. Quoiqu'il en soit, les résultats de Bogardus sont suffisamment tude. L'intensité de la réaction, favorable ou défavorable, est mesurée d'après une échelle de distanciation sociale proposant sept situations-type. Quelle serait, par exemple, la réaction d'un individu:

- "(1) to marriage with a member of another race,
 (2) to having members of another race as chums in one's social club,
 (3) as neighbors,
 (4) as members of the same occupation,
 (5) as fellow citizens,
 (6) to allowing such persons to enter one's country as visitors only, and
 (7) to excluding them altogether." (154)

Le tableau présenté ci-dessous indique le pourcentage de réactions favorables par race et pour les sept situations types identifiées ci-dessus. Bogardus liste quelques quarante souches diverses. Nous n'en listerons que cinq.

Reactions of 1,725 Americans to 40 Different Races
by Percentages

Regarding races listed below	Situation type No.						
	1	2	3	4	5	6	7
English	93,7	96,7	97,3	95,4	95,9	1,7	0
French	67,8	85,4	88,1	90,4	92,7	3,8	0,8
Jews, German	7,8	2,1	25,5	39,8	53,5	25,3	13,8
Negroes	1,4	9,1	11,8	38,7	57,3	17,6	12,7
Chinese	1,1	11,8	15,9	27,0	27,3	45,2	22,4

- Situation type 1 = to close kinship by marriage
 2 = to my club as personal chums
 3 = to my street as neighbors
 4 = to employment in my occupation
 5 = to citizenship in my country
 6 = as visitors only to my country
 7 = would exclude from my country (155)

Le fait que les Chinois sont situés tout en bas de l'échelle de distanciation sociale de Bogardus suggère que les attitudes américaines entre 1924 et 1927 à l'égard des Chinois étaient assez négatives. Le

mariage avec un Chinois semble avoir été considéré, à l'époque, comme particulièrement indésirable et les tendances à l'exclusion étaient encore particulièrement fortes.

En novembre 1942, Elmo Roper mena une enquête pour le compte du "New York Herald Tribune". Un échantillon national d'élèves de "high school" se vit posé la question suivante.

Question: (dates d'interviews inconnues)

"Which of the following groups would be your last choice as a roommate; which, if any, of those groups would you refuse to work with side by side in a position of equality and which, if any, would you refuse to marry?"

	Last choice roommate	Would not work with	Would not marry
Swedes	5%		9%
Protestants	4		9
Negroes	78	21%	92
Catholics	9	1	16
Jews	45	7	51
Irish	3		5
Chinese	38	5	73
Makes no difference	5	69	1
Don't know	3	3	2
	<u>190</u>	<u>106</u>	<u>258</u>

A la même époque, mais pour le compte du magazine "Fortune", cette fois, Elmo Roper posa la question suivante à un échantillon national d'ouvriers d'usine.

Question: (dates d'interviews inconnues)

"Which of the following groups would you least see move into your neighborhood?"

Swedes	3%
Protestants	2
Negroes	72
Catholics	4
Jews	42
Irish	2
Chinese	28
Makes no difference	13
Don't know	5
	<u>171</u>

(156)

Il semble bien que la position des Chinois dans l'échelle de distanciation sociale, si tant est que l'on puisse faire une comparaison entre les données de Bogardus et celles de Roper, se soit très légèrement améliorée, plus particulièrement par rapport aux juifs et aux noirs, mais que, bien entendu, les préjugés raciaux à leur égard ont subsisté. Les élèves de high school interrogés par Roper indiquèrent beaucoup plus fréquemment comme dernier choix pour camarade de chambre un noir ou un juif qu'un Chinois et le refus d'épouser un noir fut exprimé beaucoup plus fréquemment que le refus d'épouser un Chinois. Quant aux ouvriers d'usine, ils indiquèrent qu'à leur sens il était plus indésirable d'avoir un noir ou un juif pour voisin qu'un Chinois. Il apparaît donc que les Chinois gagnèrent pas mal de terrain par rapport aux noirs et aux juifs, entre les années vingt et les années quarante.

Quelle que soit l'évolution de l'attitude américaine à l'égard des Chinois, il n'en reste pas moins que l'ambiguïté subsiste. D'une part, les sondages d'opinion semblent révéler une grande sympathie et une grande admiration pour la Chine, les Chinois, leur gouvernement, les autorités nationalistes et, d'autre part, les études des attitudes américaines montrent que les préjugés raciaux à l'égard des Chinois n'ont pas disparu, loin de là. Le fait que l'opinion semble avoir évolué beaucoup plus rapidement que ne l'ont fait les attitudes est un point dont il faudra se souvenir par la suite. En effet, les opinions, à notre sens, ont un caractère essentiellement volatile, alors que les attitudes sont nettement plus stables. (157)

Nous savons que l'image que les Américains entretenirent de la Chine pendant les années de guerre, tout au moins jusqu'au rappel de Stilwell par Roosevelt à la demande très insistante de Chang Kai-shek, n'eut que très peu de rapports avec la réalité. Ceci fut sans doute dû au fait que les communications du gouvernement américain ou de la presse consacrées aux problèmes de la Chine furent pendant longtemps outrancièrement optimistes pour des raisons stratégiques. La Chine et les Etats-Unis étaient, en effet, des alliés dans le second conflit mondial et il eut été inconvenant, dès lors, d'émettre des doutes quant à la valeur démocratique des institutions chinoises. La situation fut présentée en termes idéologiques et non pas en termes d'intérêt national. Nous avons pu noter que le public américain eut tendance à croire, pendant les années de guerre, que les Etats-Unis étaient engagés dans le conflit, non pour des raisons de défense nationale, mais pour la défense de la liberté, de la démocratie, de la civilisation, etc. Il eut été difficile d'expliquer au public qu'une puissance combattant pour les mêmes raisons et pour la même cause ne connaissait ni régime démocratique, ni liberté de la presse ou liberté tout court, mais qu'au contraire ses autorités gouvernementales étaient corrompues et inefficaces et ne prenaient en considération que les intérêts propres de la classe dirigeante sans se préoccuper du bien-être de la masse du peuple. Toujours est-il que cette tendance à évaluer la situation mondiale en termes essentiellement idéologiques subsista par la suite et fut,

pour une bonne part, la cause d'autres malentendus qui menèrent à la guerre froide.

L'un des résultats regrettables de l'euphorie pro-chinoise qui sévit aux Etats-Unis entre 1941 et 1944 fut qu'elle masqua les développements de l'antagonisme entre nationalistes et communistes et entre Chang et Stilwell. Les communications décrivant les réalités de la situation ne captèrent l'attention des lecteurs qu'après le rappel de Stilwell, et les communistes n'avaient jamais vraiment été perçus très clairement aux Etats-Unis. Tout d'abord, ils avaient évoqué dans les années 1926-27, une grande appréhension. Ils avaient été perçus comme les principaux instigateurs de l'agitation xénophobe. Ce fut avec un soupir de soulagement que les Américains apprirent que Chang avait liquidé ses anciens alliés. Pendant plusieurs années, les communistes enfermés dans le Kiang-si furent ignorés par le monde extérieur. De temps en temps, Chang, bien sûr, fit allusion à ses campagnes d'extermination des "bandits rouges", mais ce ne fut pas avant leur arrivée à Yen-an, après la "longue marche", le rôle qu'ils jouèrent dans l'enlèvement de Chang, à Sian, les premiers reportages parus dans "Life", en 1936 et 1937, et la parution de "Red Star over China", en 1937, qu'une nouvelle image des communistes chinois commença à se former dans l'esprit des Américains. A la suite de la parution de l'ouvrage d'Edgar Snow, d'autres journalistes se rendirent à Yen-an et décrivirent les communistes en termes très favorables. Il ne s'agit plus de "bandits rouge", mais de "réformateurs agraires", aux inclinations fortement démocratiques, passionnément opposés à la progression japonaise en Chine, éprouvant un profond sentiment d'amitié pour les Américains et désireux de collaborer avec Chang Kai-chek s'il voulait se montrer raisonnable.

Observateurs américains et communistes chinois, 1927-1945

L'image que les Américains entretenirent des communistes chinois entre 1927 et 1945 ne fut jamais très claire. Avant la rupture entre le Kouo-min-tang et les communistes, l'on eut tendance à ne pas faire de distinctions entre les deux factions. On pensait généralement que l'influence communiste au sein du Kouo-min-tang était particulièrement forte. (1) Les raisons d'en être persuadé ne manquaient pas. L'alliance entre les partis communiste et nationaliste durait depuis 1923. Les communistes étaient devenus membres, à titre individuel, du Kouo-min-tang. Le parti nationaliste avait été admis, avec voix consultative, à l'Internationale communiste, et l'Union soviétique lui fournissait assistance économique et conseillers militaires et politiques, devenant ainsi son principal soutien. Un grand nombre d'Européens et d'Américains éprouvaient de profondes inquiétudes à voir l'influence russe s'accroître en Chine et ils furent soulagés lorsque Chang Kai-shek, rompant abruptement l'alliance et se retournant contre ses anciens alliés, fit arrêter et exécuter, dans les premières heures du 12 avril 1927, à Chang-hai, un grand nombre de communistes. Jusqu'alors, le parti nationaliste avait fait naître les inquiétudes et les soupçons de bien des Occidentaux. (2) Avant les événements de 1927, la majorité des articles ou reportages parus aux Etats-Unis et consacrés aux communistes chinois avait été le fait de journalistes qui n'avaient pas pu ou pas voulu contacter directement les membres ou les autorités du parti. Le contenu de ces articles avait été, dans l'ensemble, hostile.

Entre les événements de Chang-hai, en avril, et l'expulsion des communistes du gouvernement de Wou-han, en juillet, trois Américains seulement eurent l'occasion d'approcher et d'observer de près les communistes chinois. L'un d'entre eux fut Earl Browder, futur secrétaire-général du parti communiste américain, à l'époque membre d'une délégation de l'"International Workers' Delegation" en Chine. L'ouvrage que Browder tira de son expérience, "Civil War in Nationalist China", décrit la désintégration de l'unité chinoise et l'ascendant croissant pris par le gouvernement de Nankin sur les communistes. Il s'agit d'un journal, rempli d'observations personnelles, d'interviews de membres influents du Kouo-min-tang et du parti communiste, et de rapports fournis par le principal conseiller soviétique, Michael Borodine. Browder reconnaît, dans son récit, que les communistes subirent une cuisante défaite des mains de Chang Kai-shek, mais il ter-

mine, cependant, sur une note optimiste. (3)

Anna Louise Strong était une journaliste aux tendances fortement pro-soviétiques. Elle fut le témoin, au printemps et pendant l'été de 1927, des derniers efforts des communistes pour préserver leur entente avec le gouvernement de Wou-han. Elle passa son temps en entrevues avec les principaux membres du parti, comme Li Li-san ou Chen Tu-hsiu, le secrétaire général du parti, et les conseillers soviétiques, comme Borodine. Son livre, "China's Millions", est, en quelque sorte, un ouvrage de propagande, truffé de récits relatant les exploits héroïques ou les sacrifices des partisans communistes, prédisant que l'avenir de la Chine était entre les mains des travailleurs et des masses paysannes, et critiquant le féodalisme des militaristes et des petits bourgeois qui avaient trahi la révolution. (4)

Le troisième Américain qui eut des contacts directs avec les communistes, entre avril et juillet 1927, fut Vincent Sheean, un journaliste envoyé en Chine par la "North American Newspaper Alliance". Il tira de son expérience une sorte d'autobiographie dans laquelle il se livra à une étude du caractère de certains des acteurs du drame se déroulant sous ses yeux. Il y fit part de son admiration pour Borodine, Madame Sun Yat-sen, pour un couple de journalistes engagés américains, William et Rayna Prohme, et quelques autres. (5) Les ouvrages de Browder, Sheean et Strong furent favorables aux communistes. Ils n'en constituèrent pas, cependant, une source d'informations suffisante et satisfaisante sur la nature et le caractère du communisme chinois. L'intérêt de ces trois ouvrages réside essentiellement dans le fait que ce furent les derniers récits consacrés aux communistes, basés sur des observations directes, jusqu'à 1936. Pendant les huit ans qui suivirent, en effet, l'information et les écrits consacrés à la situation du parti se firent rares et eurent à utiliser des sources secondaires.

1. La thèse des bandits rouges, 1928-1936

A la suite des événements de 1927, le parti communiste fut presque annihilé. Ce ne fut qu'au prix d'efforts considérables que les derniers éléments du parti purent réussir à survivre. Deux tendances se dégagèrent: un courant de type urbain, dirigé par Moscou, formé par un groupe de conspirateurs clandestins qui établirent leur quartier-général à Chang-hai, et un courant de type rural, à la philosophie politique moins orthodoxe, dont les membres établirent des bases de guerrillas dans les régions montagneuses de la Chine du Sud-Est. Le premier groupe, poursuivant la politique orthodoxe d'insurrections urbaines décidée par le Komintern, eut à subir toute une série de défaites écrasantes et avait pratiquement cessé d'exister en 1932. Ses survivants furent incorporés au groupe de tendance rurale opérant depuis les bases éloignées de l'arrière-pays. Pendant l'hiver 1927-1928,

Mao Tsé-toung et Chou-teh combinèrent le reste de leurs forces pour créer une unité d'environ 10.000 partisans, établirent une base territoriale dans la région montagneuse de Ching-kang-chan, à la frontière du Hou-nan et du Kiang-si, organisèrent une "Armée Rouge", et développèrent une stratégie "maoïste" selon laquelle des bandes de guerrillas mobiles étaient appuyées et soutenues par une milice paysanne. Le 7 novembre 1931, la République soviétique de Chine fut proclamée à Jouei-kin, dans le Kiang-si. La Constitution du régime proposait une réforme agraire et la défense des intérêts des paysans. Chang Kai-chek, pour empêcher l'expansion du virus communiste en dehors du Kiang-si, fit entourer la base d'une série de fortins et lança de multiples campagnes d'extermination. En octobre 1934, finalement, il arriva à déloger les forces communistes de leur redoute. Quelques 100.000 vétérans du parti rompirent le blocus nationaliste et commencèrent la "longue marche" qui les conduisit, après un périple de plus de 10.000 kilomètres, dans la province du Chen-si, au nord-ouest de la Chine. Au cours de la longue marche, Mao Tsé-toung, à la conférence du Politburo de Tsouen-yi, en janvier 1935, prit le contrôle du parti. En octobre de la même année, les survivants de la longue marche arrivèrent au bout de leur voyage et commencèrent immédiatement à étendre les limites de l'ancienne enclave communiste précédemment établie par Liu Chi-tan. (6)

Les événements auxquels nous venons de faire allusion passèrent largement inaperçus. C'est que le blocus de la base du Kiang-si par les troupes du Kouo-min-tang en rendait l'accès impossible aux correspondants étrangers. Et, conséquemment, les publications consacrées aux communistes chinois entre 1928 et 1936 furent généralement affligées d'un caractère vague et très général. Kenneth E. Shewmaker, dans son ouvrage "Americans and Chinese Communists", se livre à une analyse des articles et des éléments d'information parus dans la revue "Pacific Affairs", organe du fameux "Institute of Pacific Relations" qui allait être, pendant l'ère McCarthy, une des cibles favorites du sénateur du Wisconsin, du "China Bloc" et du "China Lobby". De sa première édition, en mai 1928, à la réorganisation de sa rédaction, en 1934, "Pacific Affairs" fut en quelque sorte le bulletin d'information de l'institut et, à cet effet, publiait des extraits bibliographiques et des articles sur les développements en Asie. De plus, l'une de ses rubriques était une compilation des actualités intitulée "Pacific Items" généralement due à la rédactrice de la revue, Elizabeth Green. C'est en juillet 1930 que le parti communiste chinois fut mentionné pour la première fois dans la rubrique "Pacific Items". E. Green y écrivait que si les communistes semblaient ne représenter qu'un problème mineur dans le combat continu mené par Chang Kai-chek contre les "seigneurs de la guerre", allusion avait été faite à des soulèvements et actes de banditisme rouges ("red" uprisings and banditry) dans le voisinage de Han-k'ou. (7) L'édition d'août fit allusion à des actes de brigandages en Chine du Sud et de l'Ouest, et celle

de septembre informa les lecteurs que des bandes de soi-disant communistes ("so-called communist bands") avaient sévi à Tch'ang-cha, pillant et endommageant la ville. (8) De vagues références furent faites, en 1930 et 1931, aux campagnes d'extermination menées par les troupes du Kouo-min-tang et à de soi-disant insurrections communistes. E. Green résuma la situation intérieure chinoise en parlant des "perennial bandit and communistic disturbances". (9) C'est en août 1931 que le problème des communistes chinois se vit accorder une importance primordiale dans la rubrique en question. E. Green fit observer que si les dépêches concernant la soi-disant menace des bandits communistes ("so-called bandit-communist menace") ne fournissaient guère d'informations substantielles, il convenait cependant de noter que les développements de la situation intérieure chinoise semblaient s'articuler autour des efforts de Chang Kai-shek pour annihiler les communistes. (10) Pendant les années 1932 et 1933, la rubrique qui avait été rebaptisée "Pacific Trends" ne contient que quelques vagues allusions éparses au conflit interne chinois. Jusqu'au remplacement de E. Green au début de 1934, les éléments d'actualités publiés furent tirés des communiqués de presse du gouvernement nationaliste. Le Kouo-min-tang avait choisi d'appeler les communistes "bandits", et de minimiser leur importance. Et les lecteurs de "Pacific Affairs" ne purent donc que conclure que les communistes chinois étaient la cause de troubles sporadiques, sans plus. (11)

Les articles publiés dans "Pacific Affairs", entre 1928 et 1934, ne fournirent guère plus d'informations concernant les communistes que ne le fit la rubrique de E. Green. Dans le premier numéro de la revue, Shao-chang Lee, professeur d'histoire chinoise à l'Université de Hawaii, fit allusion aux bandes de communistes sans foi ni loi qui provoquaient des troubles dans tout le pays et mettaient la Chine à feu et à sang. (12) En janvier 1930, David Z.T. Yui, président du "China Council" de l'"Institute of Pacific Relations" et membre influent de la "Young Men's Christian Association", félicita Chang Kai-shek d'avoir libéré son pays du cauchemar communiste ("communist nightmare"). Selon lui, le bolchévisme était une philosophie étrangère, importée de Russie, et utilisée pour fomenter de sinistres intrigues. (13) Quant à L.K. Tao, directeur de l'institut de recherches sociales de Pékin, il était d'avis que le communisme était une idée des plus influentes en Chine, surtout auprès de la jeunesse. (14) T.A. Blisson, un chercheur de la "Foreign Policy Association", dans son analyse des relations sino-américaines, fit une brève allusion au parti communiste chinois, soutenant que l'ampleur même des mesures prises et des moyens mis en oeuvre pour en venir à bout témoignaient de sa vigueur et de sa vitalité. (15) Si les articles consacrés aux communistes chinois furent dans l'ensemble écrits en termes vagues et généraux, il y eut une exception notable. En octobre 1931, en effet, "Pacific Affairs" publia les vues d'experts soviétiques sur le communisme en Chine. Selon ces derniers, le Kiang-si était un havre d'utopie progressiste et réformis-

te indiquant au reste de la Chine le chemin à suivre pour conquérir la liberté. (16)

En mars 1934, Owen Lattimore succéda à Elizabeth Green et "Pacific Affairs" fut publié sous un nouveau format. La rubrique "Pacific Trends" fut abandonnée et l'on consacra davantage d'espace à des articles d'interprétation. Les extraits bibliographiques cédèrent la place à des revues de livres. Le nombre d'articles consacrés aux communistes chinois ne s'accrut pas notablement. Les écrits sur le sujet furent, cependant, d'un genre nouveau, plus long, plus analytique et exprimèrent un profond scepticisme quant à la validité de la thèse des "bandits rouges" répandue par le Kouo-min-tang. (17) Le premier article dévoua spécifiquement au communisme chinois fut le fait d'Harold R. Isaacs, journaliste américain, ancien rédacteur du "China Forum" de Chang-haf, une publication relativement gauchiste. Celui-ci fonda son analyse sur les documents du Komintern, mais pulsa dans les écrits de Léon Trotsky l'essentiel de son interprétation. S'inspirant de "Problems of the Chinese Revolution" (18), Isaacs affirma que le parti communiste chinois avait choisi de suivre une ligne aventuriste et criminelle d'insurrections urbaines qui n'avaient aucune chance de succès, et que la branche rurale du PCC n'était pas "a genuine working-class party, pursuing sound, Marxist proletarian policies". (19) Un seul autre article fut consacré spécifiquement aux communistes pendant la période 1934-1936. En septembre 1936, "Pacific Affairs" publia une étude bibliographique de la littérature consacrée au mouvement communiste chinois. Livres, pamphlets et articles de sources communistes ou non furent listés, classifiés et brièvement décrits. (20) Owen Lattimore, cependant, ouvrit les colonnes de la revue aux opinions divergentes. C'est ainsi que l'article de Harold R. Isaacs se vit réfuter par un membre clandestin du PCC, collaborateur régulier au périodique de gauche de New York "China Today". (21) De temps en temps, Lattimore présentait quelques commentaires personnels sur les questions d'actualité. L'un de ces commentaires soutenait que le vrai pouvoir des communistes chinois ne résidait pas

"... in weight of numbers, but in the quality of their leaders and their ability to win support in the territory they occupy." (22)

La médiocre qualité des articles consacrés aux communistes chinois publiés par "Pacific Affairs" témoigne de l'efficacité du blocus et des difficultés rencontrées par les correspondants et les experts étrangers pour obtenir des informations de première main sur le sujet. (23) Une autre conséquence de l'interruption du flux de communications entre le Kiang-si et le reste du monde et de l'impossibilité d'observer la situation et ses développements sur place fut que certains spécialistes eurent tendance à accepter la thèse du gouvernement nationaliste que les communistes chinois étaient en fait des ban-

dits. Des experts comme Nathaniel Peffer, spécialiste des affaires chinoises à Columbia University, Reginald E. Sweetland, ou encore Hallet Abend, correspondant du "New York Times", se firent l'écho de la propagande du Kouo-min-tang. Pour Peffer, les soi-disant armées rouges ("so-called red armies") n'étaient autres que des bandes de pillards. Sweetland tendait à partager ce point de vue. Abend, quant à lui, tout en exprimant l'idée que les bandes de guerrillas communistes n'étaient que de puissantes bandes de hors-la-loi qui s'étaient approprié quelques slogans marxistes, estimait, cependant, que les masses chinoises étaient prêtes, après des décennies d'oppression, de corruption et d'inefficacité gouvernementale, à répondre favorablement à l'agitation des soi-disant communistes. (24)

Le manque d'information de première main affecta également les écrits de ceux qui étaient d'avis que les soi-disant bandits étaient de vrais marxistes dévoués à la cause du communisme en Chine. Quelques spécialistes, en effet, comme Harley Farnsworth MacNair de l'Université de Chicago et de la St John's University, en Chine, ou Paul Monroe de Columbia University, à New York, critiquèrent ceux qui estimaient que le marxisme n'avaient aucune chance de succès en Chine et qu'une version rurale du communisme était une absurdité. Selon eux, le succès d'un mouvement communiste de type rural était une éventualité qu'il fallait prendre en considération. (25) La majorité des experts, cependant, pensait que l'expérience communiste n'avait pas sa place en Chine, les Chinois étant trop attachés à l'individualisme et le milieu culturel étant de nature profondément anti-communiste. Pour eux, il était très improbable que le communisme réussisse à s'implanter en Chine. (26)

L'impossibilité dans laquelle se trouvaient les experts et les correspondants étrangers de se rendre dans les régions contrôlées par les communistes et de s'y livrer à des observations de première main les obligea à dépendre de sources d'information discutables comme les officiels du Kouo-min-tang, les communiqués du gouvernement nationaliste, ou encore les fonctionnaires du Komintern. Dans ces conditions, il leur fut impossible de saisir le caractère et la vraie nature du mouvement communiste rural et les images qui en furent transmises en Occident furent particulièrement éloignées de la réalité et eurent à souffrir de grossières distorsions.

Avant 1927, les observateurs occidentaux n'avaient quasiment pas fait de distinctions entre communistes et nationalistes. Entre 1928 et 1936, ils furent dans l'impossibilité de se rendre compte par eux-mêmes de la validité des thèses du Kouo-min-tang concernant les communistes. La majorité des écrits consacrés aux communistes chinois, pendant cette période, furent une collection de généralisations infondées, spéculatives et souvent partisans. Il semble clair, de plus, que la question du communisme chinois n'intéressait que fort peu de gens. La plupart des journalistes ne se sentaient pas concernés par le manque d'information sur le sujet. Les diplomates américains en

Chine, eux-mêmes, n'étaient pas préoccupés par la situation dans le Klang-si et ses développements, et ne cherchèrent pas à analyser ce qui semblait être un mouvement sans grande importance. Un seul d'entre eux, le vice-consul américain à Han-k'ou, chercha à fournir à Washington une analyse continue du mouvement communiste chinois. (27)

Malgré l'indifférence quasi générale et le manque d'information, le scepticisme quant à la validité de la thèse officielle ne fit que s'accroître. (28) Dès 1931, quelques observateurs comme le journaliste William Prohme ou le directeur-assistant de l'Institut national chinois de la recherche, Yang Chien, firent part de leurs hésitations à accepter l'interprétation officielle. (29) Une poignée d'autres journalistes, Agnes Smedley, Norman Hanwell, et Hallett Abend, et un homme d'affaires japonais travaillant pour le chemin de fer de Mandchourie du Sud, Reizo Otsuka, partageaient la conviction de Yang et de Prohme. La thèse des bandits rouges leur semblait inadéquate et ils cherchèrent à faire part de leur sentiment au monde.

Agnes Smedley arriva en Chine à la fin de 1928 en tant que correspondante spéciale du "Frankfurter Zeitung". Elle fut immédiatement gagnée à la cause des communistes et elle chercha à entrer en contact avec eux par tous les moyens. Si elle ne put accéder avant 1937 aux zones contrôlées par les communistes, les agents du parti à Chang-hai lui fournirent clandestinement des documents et des informations, ce qui lui assura un statut spécial dans la colonie des journalistes et des correspondants de presse. Elle était, en effet, la seule journaliste occidentale à recevoir des informations directes de sources communistes, avant 1938. Deux de ses ouvrages, "Chinese Destinies: Sketches of Present-Day China" (New York: Vanguard Press, 1933) et "China's Red Army Marches" (New York: Vanguard Press, 1934) sont, en fait, de la pure propagande présentant les communistes sous les traits de héros et les nationalistes comme des êtres égoïstes et sadiques. Dès lors, la valeur informative des écrits d'Agnes Smedley doit être considérée comme quasiment nulle.

Un autre journaliste, Norman Hanwell, rédigea également une série d'articles mettant en doute la validité de la thèse gouvernementale. Utilisant des sources secondaires qu'il qualifia lui-même de peu sûres, il s'abstint de tirer des conclusions définitives. Il révéla, cependant, que les communistes avaient la réputation d'être très mobiles et très disciplinés, qu'ils se faisaient les avocats de la réforme agraire et de la taxation progressive et qu'ils étaient, par-dessus tout, de remarquables organisateurs. Mais s'il n'eut aucun doute que le terme de bandits ne leur était pas applicable, il refusa de proposer une alternative à l'interprétation officielle et de présenter une image plus plausible des communistes chinois. (30)

Pour Reizo Otsuka, également, les sources d'information n'étaient pas sûres. Il déplorait l'absence de correspondants dans les zones communistes pouvant fournir des informations de première main. En

désespoir de cause, il se résigna à utiliser les documents publiés par le Kouo-min-tang et le parti communiste chinois. Dans son rapport, présenté à la conférence de l'"Institute of Pacific Relations", en août 1936, il soutint que la menace rouge n'avait pas diminué du fait de la longue marche et il demanda à la Chine de collaborer plus étroitement avec le Japon pour la suppression des communistes. (31) Hallet Abend était moins sûr que Otsuka de l'interprétation à donner au mouvement communiste chinois. Mais il était convaincu de l'invalidité de la thèse officielle que, selon lui, la vitalité et la vigueur du mouvement contredisaient totalement. (32)

Avant même que Snow ait visité Yen-an et en ait rapporté le matériel de multiples articles et reportages, et de "Red Star Over China", la position officielle concernant la nature du mouvement communiste avait commencé à faire eau. Il apparaissait de plus en plus clairement que l'interprétation gouvernementale était inadéquate et qu'il convenait de la remplacer par une image plus plausible. Snow ne fit que lui donner le coup de grâce. Dès son retour, en effet, les quotidiens et les périodiques du monde entier se disputèrent le droit de publier ses récits, ses articles, ses reportages photographiques, ou même ses discours. Le "London Daily Herald" publia une série de ses articles en première page et lui confia le poste de correspondant en Extrême-Orient. L'organisation "Time-Life" de Henry Luce lui offrit une somme record pour septante-cinq de ses meilleures photographies qui parurent dans "Life" en février 1937 sous le titre de:

"The Fighting Communists of China"

"An Army of Fighting Communists Takes
Possession of China's Northwest" (33)

Une semaine plus tôt, "Life" avait présenté à ses lecteurs un autre reportage photographique sur le même sujet, faussement attribué à Snow par K.E. Shewmaker. L'auteur en était Agnes Smedley:

"First Pictures of China's Roving Communists" (34)

Les périodiques américains comme "Amerasia", le "New Republic", "Pacific Affairs", le "Saturday Evening Post" publièrent les articles de Snow. Le "China Weekly Review" publia son interview de Mao Tsé-toung et le "Shanghai Evening Post and Mercury" l'un de ses discours dans son intégralité. (35) Si la presse occidentale s'arracha les articles et les reportages de Snow, la réception de son livre "Red Star Over China" fut tout aussi chaleureuse. Ses collègues journalistes, tout comme les spécialistes en affaires asiatiques, saluèrent son ouvrage en termes élogieux, le qualifiant de chef-d'œuvre journalistique. Le tirage ne fut cependant pas aussi impressionnant qu'on peut l'imaginer. En 1965, en effet, seulement 65.000 copies avaient été vendues

aux Etats-Unis et 125.000 en Grande-Bretagne. (36) De 1937 à 1939, quelques observateurs purent se rendre en zones communistes. Le mythe des "bandits rouges" avait été abandonné et le Kouo-min-tang et les communistes, à la suite de l'incident de Sian avait cherché à mettre sur pied un semblant de coopération.

2. Les communications sont rétablies, 1937-1939

Pendant la trêve qui suivit immédiatement l'enlèvement, puis la libération de Chang, à Sian, et la mise sur pied du front uni, un certain nombre de correspondants cherchèrent à imiter Edgar Snow et à contacter les communistes retranchés à Yen-an. Les circonstances très spéciales qui avaient permis à Snow de pénétrer en zone communiste, en dépit du blocus, ne durèrent cependant pas. Quelques semaines après la libération de Chang, de nouvelles troupes remplacèrent celles de Chang et de Yang et les chemins menant aux régions limitrophes furent à nouveau sévèrement gardés. Mais, cette fois, les journalistes ne se laissèrent pas intimider et quelques-uns décidèrent de tenter l'aventure. Agnes Smedley, par exemple, se rendit en zone communiste en camion militaire, le 12 janvier 1937, et s'installa à Yen-an où elle se vit confier diverses tâches mineures comme la dératisation de la ville. James Bertram, un néo-zélandais venu en 1936 pour étudier le chinois à l'Université Yenching, fut envoyé par Snow à Sian comme correspondant spécial du "London Daily Herald" au moment de l'enlèvement de Chang Kai-shek. Il arriva trop tard sur les lieux, mais il eut l'occasion d'entrer en contact avec certains membres et dirigeants du parti grâce, essentiellement, aux bons offices d'Agnes Smedley. (37)

Une fois que les environs de Sian furent à nouveau sous le contrôle de troupes fidèles à Chang, il devint beaucoup plus difficile d'établir le contact avec les communistes. Dès le retour de Chang à Nankin, un groupe de correspondants occidentaux essayèrent d'obtenir l'autorisation de se rendre à Yen-an. Elle leur fut refusée. Quoiqu'il en soit, quelques journalistes décidèrent de braver les directives du gouvernement, échappèrent à la vigilance de la police de Sian et purent se rendre, entre février et septembre 1937, à Yen-an. Victor Keen du "New York Herald Tribune", Earl Leaf, correspondant de l'agence "United Press", Harrison Forman, jeune photographe de presse américain, Helen Foster Snow, épouse d'Edgar Snow, le comité de rédaction du magazine "Amerasia", T.A. Bisson, Owen Latimore, et Philip J. Jaffe, accompagnés de Madame Agnes Jaffe et d'un Scandinave qui avait aidé Helen Foster Snow à s'échapper de Sian, Karl Efraim Hill, parvinrent à pénétrer dans les régions contrôlées par les communistes, avant la suppression du blocus qui survint en automne 1937, à la suite de la formation du front uni contre les Japonais. Les écrits d'Edgar Snow et de son épouse, comme ceux de tous

les observateurs occidentaux qui parvinrent à déjouer la vigilance des troupes du Kouo-min-tang et à pénétrer au zone rouge, présentèrent une image très favorable, quasiment mythique, des communistes chinois. Ils étaient jeunes et vigoureux, francs, honnêtes et simples, imbus de l'idéal démocratique, dévoués à la cause du peuple, attachés aux principes de la méthode scientifique. C'étaient des patriotes et des progressistes. L'image du partisan communiste qui émerge des pages qui lui sont consacrées par la poignée d'observateurs en question est celle d'une sorte de chevalier de la table ronde, d'un Roland ou d'un Galahad des temps modernes, ou encore d'un Robin-des-Bois volant au secours de la veuve et de l'orphelin, des paysans ou des travailleurs exploités par les capitalistes et les propriétaires fonciers. (38) Les articles de Victor Keen (39), de Earl H. Leaf (40), ou celui rédigé par Harrison Forman (41), qui publiera plus tard un livre sur ses expériences en Chine communiste, témoignent de la sympathie qu'éprouvaient leurs auteurs pour les communistes chinois. Cet enthousiasme était partagé par les autres visiteurs. Phillip J. Jaffe et T.A. Bisson exprimèrent, dans leurs écrits l'impression de chaleur humaine, de vitalité et de patriotisme qui se dégageait de leur visite à Yennan. (42)

L'annonce de la formation du front uni, en septembre 1937, marque le début d'une période pendant laquelle il fut facile d'obtenir des informations de première main concernant les communistes chinois. Lorsque le gouvernement central se vit obligé de se replier sur Han-k'ou, à la suite de la chute de Nankin, les deux factions entrèrent dans une phase de collaboration qui donna aux observateurs étrangers l'impression que les Chinois étaient décidés à oublier leurs querelles et à s'unifier pour résister à l'agresseur. Les correspondants étrangers désireux de rencontrer les responsables communistes pouvaient se rendre aux locaux de la huitième armée de route ou aux bureaux du quotidien communiste "Hsin Hua Jih Pao" dont la publication avait été autorisée par le gouvernement central, ou se faire tout simplement inviter à dîner par l'Evêque Logan H. Roots qui recevait habituellement les dirigeants communistes de Han-k'ou. Agnes Smedley l'appelait "Comrade Bishop" et sa résidence avait reçu le sobriquet de "Moscow/Heaven Axis". (42) Les quelques quarante correspondants de guerre rassemblés à Han-k'ou virent leur tâche encore facilitée par Agnes Smedley qui servit d'intermédiaire entre les journalistes et les diplomates et les communistes, il était également devenu relativement facile de se rendre dans les régions limitrophes. Aussi, nombre de gens, médecins, professeurs et chercheurs, missionnaires, journalistes et écrivains se rendirent-ils dans les régions du Nord-Ouest. En février 1938, par exemple, une délégation du "Northwestern Partisan Relief Committee" qui avait collecté des fonds et des fournitures diverses pour la huitième armée de route se rendit au quartier général de cette dernière, dans le Chan-si. Outre la délégation du NPRC, deux médecins canadiens, Norman Bethune et Sydney Gordon, deux

universitaires américains, J. Clayton Miller - un étudiant effectuant des recherches historiques à l'Université Yenching - et George Taylor - professeur d'histoire européenne à la même université - et Anna Louise Strong se rendirent dans les différentes poches de guerrillas. Anna Louise Strong passa une dizaine de jours au quartier général de la huitième armée de route et tira de cette expérience un ouvrage, auquel les commentateurs littéraires ne firent aucune allusion, "One Fifth of Mankind". (44)

Des nombreux observateurs occidentaux qui pénétrèrent dans les territoires du Nord-Ouest, pendant cette période, quatre méritent une mention particulière. James M. Bertram, Agnes Smedley, Evans Fordyce Carlson et Haldore Hanson, en effet, passèrent plusieurs mois avec la huitième armée de route et fournirent des récits substantiels et détaillés de leurs expériences. (45) Le livre de Bertram est un journal relatant ses diverses expériences. Son récit est très favorable aux communistes dont le dynamisme, la simplicité et la cordialité l'impressionnèrent vivement. Agnes Smedley qui raconte dans son livre ses aventures derrière les lignes japonaises avec la huitième armée de route ne fut pas plus objective que dans ses précédents ouvrages. Les commentaires ne furent pas particulièrement favorables à cette présentation clairement partisane des communistes chinois au combat. Evans Fordyce Carlson, un militaire de carrière qui connaissait bien la Chine et les méthodes de guerrillas, avait déjà envoyé été par deux fois, de 1927 à 1929 et de 1933 à 1935, en Chine en tant qu'officier de renseignement lorsque la Navy lui confia la même mission. En 1935, il avait été nommé commandant en second de la garde présidentielle à Warm Springs, Géorgie, et cette circonstance fortuite mena à une série de conversations entre Roosevelt et lui en 1936, 1937, 1939, 1940, 1941, 1943, et 1944. Roosevelt demanda même à Carlson de lui envoyer régulièrement des rapports secrets sur la situation en Chine et sur les communistes chinois. L'officier de renseignement publia deux ouvrages. Le premier, "The Chinese Army: Its Organization and Military Efficiency" (New York, 1940), est un traité technique qui passa quasiment inaperçu des critiques. Le second, "Twin Stars of China", présente les communistes chinois comme des démocrates de type libéral et des patriotes et démontre clairement que l'auteur ignorait tout de la pensée de Mao Tsé-toung, de l'histoire du parti communiste chinois, du rôle joué par le Komintern. Le livre de Carlson, au vu des nombreuses faiblesses théoriques et analytiques, ne fut pas très bien reçu mais fut cependant reconnu comme un ouvrage indispensable à la compréhension des aspects militaires du conflit sino-japonais. (46)

Haldore Hanson, le dernier des quatre observateurs, était diplômé d'histoire et de sciences politiques de Carleton College. Il n'avait jamais pris contact avec les communistes avant 1937 et il ignorait tout de leur idéologie. Il était arrivé en Asie en 1934 et avait immédiatement été indigné par les conditions de pauvreté de la masse chi-

noise. Il avait ressenti beaucoup de sympathie pour les idéaux et les objectifs humanitaires professés par les communistes. Dans le même temps, il était devenu de plus en plus méfiant à l'égard du Kouo-min-tang. Il passa quinze jours à circuler à bicyclette dans la zone de guerrilla du Hou-pei, au printemps 1938, et y retourna en été de la même année pour passer deux mois avec la huitième armée de route. La substance de son livre, "Humane Endeavour", est que les communistes étaient plus entreprenants, plus décidés à se battre contre les Japonais que les nationalistes. Son ouvrage ne connut pas un grand succès mais fut particulièrement bien reçu par les spécialistes et les critiques. (47)

3. Vers un nouveau blocus, 1939

Les tensions entre les deux factions n'avaient jamais vraiment disparues. Avant même la prise de Han-k'eou par les troupes japonaises, des incidents avaient mis aux prises communistes et nationalistes. Dès avril 1938, des brèches étaient apparues dans l'édifice de l'unité chinoise. Un nouveau blocus fut imposé pendant l'été de 1939. En hiver 1939-1940, les nationalistes lancèrent une grande offensive contre les régions frontalières, et l'aide économique aux communistes fut suspendue. En janvier 1941, l'incident de la quatrième armée nouvelle fut bien près de provoquer la guerre civile. Nous avons déjà vu que la raison essentielle de la tension entre les deux factions était la phénoménale expansion et la formidable croissance de la puissance communiste. Nous n'y reviendrons donc pas. Toujours est-il que si une dizaine d'observateurs étrangers firent le déplacement de Yen-an, séjournèrent ou voyagèrent dans les régions limitrophes, une telle entreprise, pendant l'année 1939, se fit de plus en plus difficile.

Agnes Smedley, encore une fois, passa près de deux ans à suivre la quatrième nouvelle armée dans ses déplacements, mais, finalement forcée par la maladie de retourner en zone nationaliste, puis à Hong Kong, et enfin de revenir aux Etats-Unis, elle publia le récit de ses expériences dans ce qui est sans doute son meilleur ouvrage, "The Battle Hymn of China" (New York, Alfred A. Knopf, 1943). Les commentateurs critiquèrent son "émotionalisme" et son évident parti pris mais s'accordèrent à lui reconnaître une grande honnêteté et sincérité. (48) Un autre observateur qui séjourna, à cette époque, dans les zones communistes fut un certain Heinz Moeller, membre du parti communiste allemand, qui signait ses articles du pseudonyme "Asiaticus". (49) Joy Homer fut envoyée par l'"Interdenominational Church Committee for China Relief" comme correspondante de presse chargé de rassembler photographies et éléments d'information pour une campagne de propagande et de collection de fonds pour la Chine aux Etats-Unis. C'était son premier voyage en Chine et son récit, "Dawn Watch in China" (Boston, 1941) fut favorable à la fois aux communistes et

aux nationalistes. Les critiques considérèrent que son ouvrage était trop optimiste et trop romancé. (50) George A. Fitch, pasteur, soutien intransigeant de Chang Kai-chek, au bénéfice de trente ans d'expérience chinoise en tant que membre du comité directeur du "Young Men's Christian Association", se rendit dans les régions communistes pour réfuter les rumeurs de déloyauté des communistes vis-à-vis de Chang Kai-chek. (51) Edgar Snow, enfin, retourna pour une dizaine de jours, en automne 1939, à Yen-an et en rapporta un nouvel ouvrage intitulé "Battle for Asia" (New York, Random House, 1941) et une interview de Mao Tsé-toung qui fut publiée dans la "China Weekly Review". (52) "The Battle for Asia" fut favorablement reçu. Les louanges furent quasi unanimes. Freda Utley, cependant, dont nous reparlerons par la suite, si elle eut quelques mots aimables pour l'ouvrage fit une critique sévère des opinions de l'auteur, l'accusant d'être politiquement naïf et de ne pas être capable de saisir la vraie nature du communisme. (53)

Il se trouve que le voyage d'Edgar Snow à Yen-an en automne 1939 fut le dernier entrepris par un journaliste jusqu'à 1944. Les nationalistes, en effet, tentèrent de réimposer le blocus. Le nouveau blocus dura de 1939 à 1944 mais ne connut pas le succès du premier. C'est que rien n'empêchait un individu de pénétrer dans les régions contrôlées par les communistes du côté japonais. De plus, pendant les années de guerre, le gouvernement central autorisa les communistes à conserver un bureau à Tchong-k'ing et à publier leur journal. L'officier de liaison communiste à Tchong-k'ing était Chou En-lai. Les correspondants étrangers et les journalistes de passage purent donc continuer à obtenir des informations sur la situation des communistes. En décembre 1940, par exemple, Anna Louise Strong obtint de Chou En-lai une série de documents concernant les relations entre le Kouo-min-tang et le parti. Elle en tira une analyse historique des différends entre les deux factions qui fut publiée dans "Amerasia". (54) Anna Louise Strong ne fut pas la seule à obtenir des informations de valeur de la bouche de Chou En-lai. Robert W. Barnett et Vincent Sheean eurent également l'occasion, tout comme Ernest Hemingway, de converser avec lui. (55) A l'exception d'Ernest Hemingway dont le rapport au secrétaire au Trésor, Henry Morgenthau, ne fut jamais publié, la plupart des observateurs occidentaux qui contactèrent les communistes acceptèrent leur version de la désintégration de l'unité chinoise.

De 1940 à 1944, un seul Occidental se vit accorder l'autorisation par le gouvernement central de pénétrer dans les zones limitrophes. Ce n'était pas un journaliste, mais un missionnaire, Stanton Lautenschlager. En automne 1940, il passa une dizaine de jours dans les régions communistes dont cinq à Yen-an. Il eut de longues conversations avec Chou-teh et d'autres dirigeants. Il concentra son attention sur les réalités socio-économiques de l'existence quotidienne. La vie de famille lui parut normale et simple. Les paysans étaient chaude-

ment vêtus et bien nourris, il n'y avait pas de mendiants dans les rues, les travailleurs semblaient bien payés et le chômage était inexistant, les distinctions de classe étaient inconnues, les possibilités d'éducation avaient été grandement étendues, et les bébés étaient gros et en bonne santé. (56) Après la visite de Lautenschlager, aucun observateur étranger ne traversa les territoires contrôlés par le Kouo-min-tang pour pénétrer dans les zones communistes. Une poignée d'Occidentaux y accédèrent depuis les territoires occupés par les Japonais. Aucun d'entre eux ne furent des journalistes. Michael Lindsay, par exemple, n'était pas un inconnu des communistes. Il avait déjà accompagné, en 1938 et 1939, deux Occidentaux dans les zones rouges. Lorsque la nouvelle du bombardement de Pearl Harbor lui parvint, il décida de quitter Pékin et de rejoindre, avec son épouse chinoise et un couple de collègues britanniques de l'Université Yenching, Claire et William Band, ses amis de la huitième armée de route. William et Claire Band restèrent avec les troupes communistes de janvier 1942 à janvier 1944 et racontèrent leurs aventures dans un livre intitulé "Dragon Fangs: Two Years with the Chinese Guerrillas" (London, 1947). Les impressions dont ils font part sont essentiellement favorables. Lindsay, quant à lui, resta plus longtemps que n'importe quel autre observateur étranger ayant visité ces contrées entre 1936 et 1945. Il ne quitta pas la Chine rouge avant novembre 1945. Il passa la majeure partie des quatre années de guerre à s'occuper des communications radio dans la région frontrière. Au printemps 1944, il conçut et construisit un puissant émetteur radio et aida les communistes à mettre sur pied le service en langue anglaise de l'agence de presse "Chine Nouvelle". (57) Des quelques voyageurs qui traversèrent ces régions, un seul, un lieutenant français, George Uhlmann, crut bon de faire part de ses impressions dans un article. Le récit de Uhlmann est très favorable aux communistes dont les qualités l'enthousiasmèrent. (58) Mis à part les rapports oraux ou écrits que fournissaient les visiteurs des régions frontières, la seule autre source d'information sur le parti communiste était à Tchong-k'ing, où Chou En-lai ou d'autres représentants du parti se tenaient généralement prêts à donner des informations sur le sujet. La censure nationaliste, cependant, empêcha les correspondants étrangers de se sentir les coudées franches et de faire une évaluation objective de la situation interne chinoise.

4. La censure, 1937-1944

Jusqu'à 1943, le gouvernement central n'eut pas à se préoccuper d'instaurer une censure très sévère. C'est que les correspondants et les journalistes s'imposèrent, de 1937 à 1943, une auto-censure très stricte. Les observateurs américains se rendaient compte de la corruption existant dans les cercles gouvernementaux et administratifs, de la léthargie militaire et du conflit civil imminent. Mais il conve-

naît d'entretenir l'euphorie pro-chinoise aux Etats-Unis pour des raisons stratégiques. Les mauvaises nouvelles pour la Chine étaient de bonnes nouvelles pour le Japon. Et ce raisonnement fit que les correspondants les plus consciencieux continuèrent à envoyer des articles et des reportages superbement optimistes à leurs journaux et à ne pas faire part des mauvaises nouvelles. (59) C'est qu'il faut se rendre compte que, de 1937 à 1943, ce qu'il convenait de souligner était la qualité de l'unité chinoise et non pas les conflits pouvant exister entre les diverses factions. Ce qui advint, dès lors, fut que des observateurs parfaitement au courant de la situation réelle fournirent au public américain des informations falsifiées et distordues en évitant toute analyse objective de la réalité chinoise. Les détracteurs du Kouo-min-tang comme Agnes Smedley ou Anna Louise Strong renoncèrent à critiquer Chang Kai-chek et les nationalistes. Certains des opposants les plus décidés au régime de Chang en firent le panégyrique. (60)

Mais, à partir de 1943, quelques critiques prudentes commencèrent à se faire entendre et à déranger le concert de louanges auquel le public américain était habitué. Vincent Sheean, par exemple, présenta Chang Kai-chek comme un opportuniste sans scrupule, critiqua le gouvernement central pour sa corruption et son insensibilité face au peuple chinois mourant littéralement de faim, qualifia le Kouo-min-tang de relique fossilisée et demanda pourquoi les camps de concentration nationalistes étaient tellement bondés. (61) Le gouvernement central était particulièrement préoccupé par les écrits de Pearl S. Buck, de T. A. Bisson, de Hanson W. Baldwin, et de Nathaniel Peffer. Ecrivant peu après la visite de Madame Chang Kai-chek aux Etats-Unis qui eut le succès que l'on sait, Pearl Buck regretta la tendance des Américains à l'émotionnalisme et au sentimentalisme. Elle avertit ses compatriotes qu'ils connaîtraient d'amères désillusions s'ils ne faisaient pas preuve de plus de bon sens. La Chine, selon elle, était malade. Les éléments anti-démocratiques du régime étaient en train de prendre l'ascendant au sein du gouvernement central. Cela ne pouvait que signifier une léthargie militaire accrue, la corruption au sein du gouvernement, de nouvelles frictions avec les communistes et la suppression de la liberté d'expression. Pearl Buck pensait que le mal provenait de l'entourage de Chang Kai-chek, mais pas du chef d'Etat lui-même qu'elle persistait à considérer comme un grand homme. (62) T. A. Bisson faisait la distinction entre deux Chine: une Chine féodale, celle du Kouo-min-tang, et une Chine démocratique, celle des communistes. Selon lui, alors que les nationalistes diminuaient leur effort de guerre contre les Japonais et négligeaient d'apporter des réformes pourtant nécessaires, les communistes mobilisaient les masses, infligeaient d'énormes pertes aux Japonais, et se consacraient à réformer les structures de la société chinoise. (63) Hanson Baldwin, quant à lui, suggéra simplement que la Chine avait été "oversold" par un énorme effort de promotion, utilisant les missionnaires, le cinéma et les films de propagande, et les communiqués de guerre officiels

chinois. (64)

Peffer exprima un point de vue plus modéré. Selon lui, si les Américains s'étaient rendus parfaitement ridicules par leur accueil déclinant de Madame Chang Kai-chek et leur conception inepte de la démocratie chinoise, il convenait, cependant, de ne pas tomber dans l'autre extrême qui consistait à critiquer immodérément le régime de Chang Kai-chek et son effort de guerre. Le régime de Tchong-k'ing n'était ni une dictature fasciste, ni le modèle de vertu présenté au public américain après Pearl Harbor. Il convenait de juger la Chine selon ses propres critères et non pas selon les critères occidentaux.

(65) L'appel à la tolérance et au rejet de l'ethnocentrisme de Peffer n'eut que peu d'effet sur les journalistes occidentaux qui se firent de plus en plus critiques à l'égard du régime de Chang. Et la réaction du gouvernement nationaliste aux critiques de la presse occidentale fut particulièrement virulente. Certains Américains dont l'ambassadeur Clarence Gauss et le secrétaire d'Etat Cordell Hull estimaient qu'une dose de critiques ne pouvait avoir que des effets favorables. Les critiques pourraient pousser le gouvernement nationaliste à entreprendre les réformes qui s'avéraient tellement nécessaires. Gauss pensait même qu'elles pourraient avoir un effet favorable sur les relations sino-américaines. Un tel point de vue ignorait l'importance accordée par la culture chinoise à la dignité individuelle et au prestige moral. (66)

Dans la pensée traditionnelle chinoise, le prestige moral était l'un des ingrédients nécessaires au maintien et à la préservation du pouvoir. Comme nous l'avons déjà noté, une conduite vertueuse des dirigeants du pays était sanctionnée par la reconnaissance de leur droit à l'exercice de l'autorité. (voir, notre chapitre III, pp. 26-27) Si les dirigeants du pays, cependant, se conduisaient de manière inacceptable ou impropre, le prestige moral du régime était atteint et l'influence des dirigeants sur le peuple diminuait jusqu'au point où le régime était renversé. Un dirigeant dont la valeur morale était décréditée se voyait retirer le "Mandat du Ciel" et perdait l'exercice du pouvoir. Dès lors, il convenait pour les nationalistes de "sauver la face", de maintenir un semblant de dignité et de vertu. (67) Le moyen le plus sûr de "sauver la face" était bien sûr de supprimer les communications défavorables. En conséquence, le contrôle exercé par le régime de Chang sur la presse internationale ou domestique put être qualifié de sans scrupule ("culte ruthless"). (68) Le quotidien communiste publié à Tchong-k'ing, par exemple, était fortement censuré, tout comme la presse étrangère, d'ailleurs. Le vice-ministre de l'information censurait en personne les dépêches des correspondants étrangers. Les règles appliquées prohibaient la publication d'articles préjudiciables aux intérêts de la république et à la paix intérieure et de tout matériel pouvant menacer les bonnes relations entre la Chine et les puissances amies et contraires aux principes supérieurs de la nation. (69)

Selon Harrison Forman, les autorités nationalistes étaient particulièrement sensibles aux publications traitant des relations entre natio-

nalistes et communistes:

"It was a curious anomaly. China was battling for survival ... Yet half a million of the best troops in China were reportedly used to blockade some of their own people, the Chinese Communists in the north ...

We all knew about it, of course. It was an open secret ... None the less, we were never permitted to say a word about the communists in any of our dispatches - except perhaps to quote the Generalissimo and other high Government officials when they accused the Communists of 'forcibly occupying national territory,' of 'assaulting National Government troops,' or of 'obstructing the prosecution of the war.'" (70)

Les journalistes occidentaux devinrent, avec le temps, de plus en plus intransigeants dans leur désir de voir appliquer les principes de la liberté de la presse et, finalement, en avril 1944, ils demandèrent à Chang Kai-chek de libéraliser la censure chinoise. (71) Les dirigeants du Kouo-min-tang ignorèrent les demandes des journalistes. Plusieurs correspondants demandèrent la permission de visiter les régions frontières, invités qu'ils étaient par les communistes eux-mêmes. Mais les nationalistes trouvèrent toujours d'excellentes raisons de s'opposer à leurs désirs, sans exprimer un refus clair et net. (72) Les correspondants étrangers et, en particulier, Harrison Forman saisirent l'occasion d'un lapsus du ministre de l'information, à une conférence de presse, pour arracher l'autorisation de se rendre dans les régions contrôlées par les communistes. Le ministre de l'information, en effet, nia l'existence du blocus des zones communistes. Les journalistes envoyèrent alors une pétition à Chang qui leur accorda la permission demandée. (73)

5. La presse visite le Nord-Ouest, 1944

Une poignée de journalistes quitta Tchong-k'ing en mai 1944. Certaines conditions avaient été imposées. Le groupe devait inclure des journalistes chinois et deux officiels du gouvernement. De plus, les correspondants devaient commencer par visiter les régions non communistes, séjourner au moins trois mois dans les zones contrôlées par le PCC et, enfin, soumettre leurs écrits à la censure du ministère de l'information. (74) Les journalistes qui firent le déplacement furent: Maurice Votaw (Toronto Daily Star et Baltimore Sun), Gunther Stein (Agence Associated Presse, Christian Science Monitor et London News Chronicle), Israel Epstein (New York Times, Time, Sydney Morning Herald), Cormac Shanahan (correspondant de plusieurs publications catholiques), N. Protsenko (Tass), Harrison Forman (Agence United Press, New York Herald Tribune et London Times), et neuf

journalistes chinois. Deux autres journalistes américains furent autorisés à se rendre à Yenan, en automne 1944. Il s'agit de Theodore H. White de "Time-Life" et de Brooks Atkinson du "New York Times" (75)

Les membres de la "Press Party to the Northwest", à l'exception de Cormac Shanahan, furent impressionnés favorablement parce qu'ils virent et rédigèrent leurs articles en ce sens. (76) Tous les articles rédigés par Israel Epstein présentèrent une évaluation favorable des communistes chinois. (77) Brooks Atkinson qui s'attendait à tout, exposé qu'il avait été à la propagande du Kouo-min-tang pendant la première partie de l'expédition, se rendit très rapidement compte de l'absurdité de cette propagande. Il lui sembla que les habitants des régions frontalières sous contrôle communiste étaient mieux nourris, mieux vêtus, en meilleure santé et plus heureux que dans les autres régions de Chine. (78) Harrison Forman, Gunther Stein et Theodore H. White tirèrent de leurs expériences et observations le matériel d'ouvrages qui furent très bien reçus par les critiques et les experts. Stein et Forman organisèrent leurs ouvrages autour des questions clés fournies par la propagande du Kouo-min-tang. Dans la première partie du voyage, en effet, dans les régions non communistes du nord-ouest de la Chine, les nationalistes accusèrent les communistes de se livrer à une intense propagande anti-nationaliste, de cultiver l'opium, d'éviter le combat avec les troupes japonaises, de maintenir un régime totalitaire au moyen de la police secrète et de camps de concentration. (79) Contrairement à leur attente, Stein et Forman ne trouvèrent aucune trace de culture de l'opium. Ils purent se rendre compte de visu que les troupes de la huitième armée de route ne rechignaient pas à la tâche et n'évitaient pas le combat avec les Japonais, bien au contraire. Ils réfutèrent également les accusations nationalistes de totalitarisme dans les régions communistes. Dès son retour, Forman chercha à faire part au public américain de ses impressions. Pour lui, les communistes avaient accompli un miracle en Chine, ils avaient gagné le respect et la coopération du peuple. Stein partageait son point de vue. (80) Theodore H. White constata également que les communistes combattaient effectivement les Japonais et il indiqua qu'il fut incapable de découvrir une quelconque trace de totalitarisme. (81)

Cormac Shanahan fut le seul à ne pas partager le point de vue de Stein et Forman. Selon lui, la zone communiste était un état policier où les masses craignaient leurs maîtres communistes. Le peuple était enrégimenté et surveillé par un système d'espionnage à grande échelle. De plus, les rouges ne combattaient pas les Japonais et c'était au Kouo-min-tang que revenait le mérite de la résistance à l'envahisseur. Dans un article critique de l'ouvrage de Gunther Stein, Shanahan ne reconnut qu'une seule qualité aux communistes chinois, un certain "esprit combatif". Mais, ajouta-t-il immédiatement, les bandits aussi possèdent souvent un esprit combatif. (82)

Les dirigeants du Kouo-min-tang avaient espéré susciter les com-

mentaires favorables de la presse étrangère en autorisant le groupe de journalistes à se rendre dans le Nord-Ouest. Ils durent bientôt déchanter. Dès que les dépêches que les correspondants comptaient envoyer à leurs journaux commencèrent à s'annoncer sur les bureaux du ministère de l'information, l'illusion disparut. La réaction des autorités fut rapide et très mauvaise. Le blocus des zones rouges fut rétabli en octobre 1944, et les articles des journalistes furent très strictement censurés. A tel point qu'aucune information valable ne peut être tirée de ces articles. Les journalistes, bientôt, prirent l'habitude de quitter la Chine et de retourner aux Etats-Unis afin de pouvoir y écrire des articles décrivant plus objectivement la situation chinoise. Ceux qui écrivirent des articles critiquant le Kouo-min-tang se virent refuser le droit de retourner en Chine par la suite. En fait, la politique de strict contrôle de la presse qui sévissait à Tchong-k'ing eut un effet contraire à celui espéré. A la place de supprimer les communications défavorables au Kouo-min-tang, elle les provoqua. Comparée à l'absence totale de censure des zones communistes, le contrôle exercé par le gouvernement nationaliste parut intolérable aux correspondants. Lorsque les journalistes purent enfin se rendre compte par eux-mêmes de ce qui se passait à Yen-an, ils furent agréablement surpris et en firent part à leurs lecteurs. La propagande anti-communiste du Kouo-min-tang, dans le même ordre d'idée, fut tellement exagérée qu'elle favorisa les communistes en forçant les correspondants à reconnaître que l'image perçue jusqu'alors n'avait rien à voir avec la réalité. (83)

6. Image du communiste chinois dans la littérature spécialisée et dans la presse, 1937-1945

Les récits faits par les Européens et les Américains qui voyagèrent dans les régions du Nord-Ouest sont étrangement similaires par leur ton et leur contenu. C'est que, comme nous eûmes déjà l'occasion de le noter, les étrangers qui cherchèrent à acquérir une meilleure compréhension de la nature du mouvement communiste chinois tentèrent pour la plupart de vérifier la véracité et la validité des thèses offertes par la propagande du Kouo-min-tang. Ils furent particulièrement intéressés par six aspects du mouvement:

- les dirigeants
- l'appareil militaire
- le programme de politique intérieure
- les relations avec le Kouo-min-tang
- le rôle de l'Union soviétique
- le caractère révolutionnaire du mouvement.

Les dirigeants du parti firent une profonde impression sur leurs hôtes. Leur intelligence, leur cordialité, leur dynamisme, leur dévouement à la cause communiste provoquèrent la sympathie de ceux qui eurent l'occasion de les approcher. Ils n'avaient rien de bandits ou de conspirateurs sinistres appartenant à un mouvement monolithique clandestin. Ils ressemblaient à des êtres humains et certains d'entre eux ne pouvaient être qualifiés que d'êtres supérieurs: supérieurement intelligents, doués, sensibles. (84) Les observateurs furent également unanimes à exprimer leur admiration pour l'organisation des troupes communistes et pour les soldats et les officiers qui composaient cette armée. La huitième armée de route leur apparut différente des troupes d'opérettes, plutôt comiques, du gouvernement central. Le soldat communiste n'était pas un simple pion sur un échiquier, misérable et pitoyable. Au lieu d'être passif et résigné, il était la personnification du dynamisme et de la volonté. Les écrits de ceux qui n'éprouvaient que peu de sympathie pour le communisme ne furent pas moins admiratifs. Même les militaires de carrière, comme Evans Fordyce Carlson, furent impressionnés par l'armée rouge. De plus, la popularité du soldat communiste attira l'attention des observateurs dans un pays où le militaire ne jouissait d'aucun prestige et était plutôt craint par la population civile qu'apprécié. Les journalistes attribuèrent la popularité de l'armée rouge à sa politique de traiter les civils avec respect et courtoisie. L'image du soldat rouge qui se dégage des écrits qui lui furent consacrés est celle d'un jeune héros, vaillant, discipliné, persévérant et populaire dont le comportement découlait d'un haut sens moral et qui était prêt à mourir pour ce qu'il croyait être juste, doté qu'il était d'un remarquable élan révolutionnaire. (85)

Si les correspondants attribuèrent au comportement de l'armée rouge une bonne part de la popularité du parti communiste, ils furent également d'avis que la nature du programme de politique intérieure - les réformes politiques, économiques et sociales - contribuait à cette popularité. Cette Chine nouvelle émergeant sous leurs yeux de l'apatie traditionnelle fut qualifiée de démocratique, libérale, réformiste, dynamique et nationaliste. L'une des phases du programme était la suppression des maux traditionnels de la société chinoise. Edgar Snow rapporta que la culture de l'opium, le chômage, la mendicité, la prostitution, les infanticides, l'esclavage des enfants et la corruption officielle avaient été éliminés des régions communistes. (86) Snow n'était pas le seul à avoir noté la disparition de la corruption officielle, Gunther Stein partageait cette opinion. (87) C'est George Uhlmann qui résuma de la façon la plus concise le sentiment des observateurs concernant le programme de reconstruction de la société entrepris. Selon lui, les régions frontalières étaient:

"The Land of Five Withouts' - without beggars, without opium, without prostitution, without corruption, and without unjust taxes." (88)

Non seulement, les visiteurs de ces régions, pendant les années quarante, furent impressionnés par l'absence des maux traditionnels, mais encore, ils furent frappés par la relative prospérité existant en zone rouge. Le niveau de vie semblait supérieur à celui du reste de la Chine et la société communiste pouvait presque être qualifiée de société d'abondance par rapport à la Chine nationaliste. (89) Les programmes sociaux, éducatifs et culturels mis en place - les représentations théâtrales organisées dans les villages, l'énorme effort pédagogique consenti pour toucher tous les individus par l'utilisation de moyens d'éducation formels et informels - firent l'admiration des visiteurs. (90) Les succès rencontrés par les communistes dans leur effort pour mobiliser les masses paysannes firent également l'objet de communications admiratives. Cormac Shanahan fut le seul à ne pas évaluer favorablement les efforts des organisateurs communistes. (91) Enfin, les réformes politiques ne passèrent pas inaperçues des observateurs et reçurent aussi leur approbation. Ils rapportèrent que les droits politiques avaient été étendues à toutes les couches de la population et qu'il n'existait plus aucune discrimination en matière de droit de vote et d'éligibilité. En d'autres termes, le régime de Yen-an pouvait être considéré comme le régime le plus démocratique de Chine. (92) En fait, la plupart des Occidentaux qui visitèrent les régions frontalières et qui eurent l'occasion d'observer le système politique en vigueur en conclurent qu'il s'agissait là d'une forme de démocratie. Ils n'accordèrent que peu d'importance au fait que le parti communiste contrôlait le pouvoir de manière absolue. Quelques uns, pourtant, firent une évaluation plus nuancée du caractère démocratique du régime. Mais, dans l'ensemble, l'image perçue fut une image de démocratie, de nationalisme, de progrès et de réformes. (93)

La nature des relations entre le Kouo-min-tang et le parti communiste était le quatrième sujet d'intérêt des observateurs. Le front uni tenait-il toujours ou l'unité chinoise était-elle un mythe sans fondements? Dans les mois qui suivirent l'incident de Sian, les communistes insistèrent sur l'importance de l'unité chinoise et mirent une sourdine aux discours exprimant la nature conditionnelle de leur engagement. Cette nature conditionnelle avait été parfaitement saisie par Edgar Snow, lors de son premier séjour à Yen-an. Dans l'esprit de Snow, l'unité chinoise ne pouvait être qu'instable car les communistes n'avaient aucune intention d'abandonner leurs objectifs à long terme. S'ils étaient prêts à faire quelques concessions, au nom de l'unité chinoise, pour la défense nationale, ils étaient tout aussi décidés à conserver leur autonomie politique et militaire et leur idéologie marxiste. Il y avait, comme Mao en fit part à Snow, des limites aux concessions que les communistes pouvaient accepter. (94) Les limites de l'engagement communiste échappèrent à la plupart des autres observateurs. De 1937 à 1939, les visiteurs des régions frontalières présentèrent une image simpliste de la fidélité des communistes aux principes de la solidarité nationale et à la personne de Chang Kai-shek. (95) Certains

pensaient même que le parti communiste avait abandonné ses efforts en vue de l'érection d'un système soviétique en Chine. (96) Taylor et Hanson, quant à eux, émitrent un jugement plus nuancé. Ils estimaient, en effet, que l'unité chinoise était fondée sur la détermination des Chinois à combattre les Japonais plutôt que sur un quelconque engagement des communistes à soutenir Tchong-k'ing. Hanson pensait que les communistes étaient sincèrement intéressés au maintien de l'unité nationale et qu'ils avaient temporairement renoncé aux tentatives subversives. Il considérait, cependant, que ce répit n'était que temporaire et que le conflit révolutionnaire ne pouvait que reprendre, dans l'avenir. (97) Si Taylor et Hanson firent part de manifestations d'hostilité entre le Kouo-min-tang et le parti communiste, les frictions furent constamment attribuées aux activités des éléments d'extrême-droite du Kouo-min-tang. (98) La plupart des observateurs qui se rendirent dans les régions communistes dans le courant de l'année 1939 ne mirent pas en doute la validité du mythe de l'unité chinoise. Avec la mise en place du nouveau blocus, la détérioration du climat entre les deux factions devint évidente à quiconque s'intéressait de suffisamment près au problème. Mais les faits étaient contredits par les multiples proclamations faites par les nationalistes comme par les communistes de leur attachement aux principes de la solidarité nationale et de l'unité chinoise. Pour la plupart des observateurs, les mots étaient plus éloquents que les faits. (99) Snow refusa de minimiser les signes indicateurs d'une crise imminente. Il était convaincu que la rivalité entre Kouo-min-tang et parti communiste n'avait pas disparu. (100)

Après l'incident de la quatrième armée nouvelle, les correspondants commencèrent à parler ouvertement des possibilités de guerre civile et d'intrigues fascistes. Du point de vue des correspondants occidentaux, il ne faisait aucun doute que c'était le Kouo-min-tang qui était responsable de la détérioration de la situation. (101) George Uhlmann, par exemple, indique qu'il ne vit aucun signe de propagande anti-Kouo-min-tang lorsqu'il traversa les poches de guerrillas communistes, au printemps de 1942. Au contraire, les bannières du Kouo-min-tang étaient clairement mises en évidence. Les Band, quant à eux, racontent qu'ils n'entendirent pas une seule critique du Kouo-min-tang et de Chang Kai-chek pendant les deux premières années de leur séjour dans les zones communistes. C'est à une manifestation de masse tenue à Pao-teh en automne 1943, qu'ils entendirent, pour la première fois, un discours dénonçant Chang Kai-chek et son régime. (102) Les journalistes qui visitèrent Yenan, en 1944, se rendirent compte que le front uni n'était plus qu'une trêve armée et non pas l'expression de la solidarité et de l'unité nationale. (103) L'image des relations entre Kouo-min-tang et parti communiste évolua au gré des événements. Il faut cependant noter une importante constante dans l'évaluation de la situation par les observateurs occidentaux, le KMT fut presque constamment blâmé, implicitement ou explicitement, pour la détérioration des relations entre les deux factions. (104)

Les correspondants cherchèrent également à découvrir, durant leurs séjours dans les zones communistes, des traces de collaboration avec le Komintern ou avec l'Union soviétique. Il n'y avait, bien sûr, pas grande différence, dans leur esprit, entre le Komintern et l'Union soviétique. Ils tentèrent donc de trouver du matériel d'origine soviétique ou de rencontrer des agents russes. Une telle découverte aurait prouvé que les Chinois communistes étaient les marionnettes de Moscou et que la nature du mouvement communiste mondial était monolithique. Les journalistes et autres observateurs ne purent, cependant, rien trouver qui puisse confirmer une telle hypothèse. (105) En dépit de l'abondance de preuves démontrant l'absence d'aide russe aux communistes chinois, le mythe subsista. Les journalistes qui visitèrent Yen-an, en 1944, se mirent en quête d'éléments d'information pouvant confirmer l'existence d'une aide soviétique. L'échec de leurs recherches les poussa à reconnaître qu'il n'était pas possible de discerner une quelconque liaison entre communistes chinois et Russes. (106)

La dernière question qui éveilla l'intérêt des observateurs occidentaux fut celle de savoir quel était le caractère du mouvement. Était-on en présence de véritables communistes ou pas? Bon nombre de ceux qui séjournèrent dans les régions du Nord-Ouest décrivent les membres du parti comme des réformateurs agraires ou des modérés de gauche. Freda Uiley, une journaliste britannique, qui jouera un rôle important pendant la période d'hystérie collective déclenchée par McCarthy, fut la première à soutenir que les membres du PCC n'étaient pas de vrais communistes. Evans F. Carlson partageait ce point de vue. Pour les Band, ils étaient les démocrates progressistes, sans plus. B. Atkinson, quant à lui, pensait qu'ils étaient des démocrates agraires, un point de vue qui se rapproche de celui de T.A. Bisson qui en faisait des réformateurs agraires. H. Forman soutenait, lui, que les membres du PCC n'étaient pas des communistes au sens russe du terme. (107)

D'autres avaient un point de vue plus nuancé ou hésitaient à exprimer une opinion sur ce sujet. Michael Lindsay, par exemple, ne prêta guère attention aux proclamations de Mao Tsé-toung concernant la solidarité entre l'Union soviétique et le parti communiste chinois, le rôle de pointe du prolétariat, et l'attachement du PCC aux principes de la construction d'une société socialiste révolutionnaire. Il fit remarquer que, selon lui, les paysans chinois s'opposeraient à des tentatives de collectivisations de type staliniste et que les communistes anticipaient une longue période de développement dans le cadre d'un régime démocratique-capitaliste. Pour Lindsay, en fait, la question du communisme en Chine n'était pas pressante. G. Stein tendait à partager ce point de vue quant à la nature du mouvement. S'il reconnaissait que les communistes représentaient une élite strictement disciplinée, que le parti contrôlait étroitement les organisations de masse, s'il notait également l'absence de presse libre en Chine rouge, il fut cependant impressionné par le caractère non dogmatique du communisme chinois,

par le désir des dirigeants d'adopter une position indépendante vis-à-vis du Komintern et leurs efforts pour "sinifier" leur théorie. Stein en conclut que le nationalisme était la caractéristique dominante de l'idéologie du PCC, et non pas le marxisme. L'interprétation fournie par T.H. White ne diffère guère de celle de Stein. Pour lui, comme pour Stein, les communistes chinois étaient essentiellement des nationalistes. Le parti communiste était devenu un parti de nationalistes et d'empiristes tirant leur théorie de leurs expériences. Il avoua cependant qu'il n'était pas certain de ce qui pouvait arriver dans l'avenir. Haldore Hanson, quant à lui, pensait que le parti communiste avait amplement démontré son désir sincère de créer une vraie démocratie. S'il reconnaissait le caractère révolutionnaire des objectifs du parti, il choisit, cependant, de concentrer son attention sur la nature revêtue des programmes à court terme. Pour lui non plus, la question du communisme en Chine n'était pas d'une importance vitale. En fait, le sens qui se dégage des analyses de J. Homer, H. Hanson, S. Lautenschlager, M. Lindsay, O. Lattimore, G. Stein, T.H. White, A.L. Strong, est que le parti communiste chinois n'était pas un parti épousant inconditionnellement la ligne staliniste orthodoxe. Anna Louise Strong conclut qu'il n'y avait aucune raison de craindre une prise du pouvoir par les communistes car, dit-elle, l'objectif immédiat du PCC était l'érection d'une république démocratique. Selon elle, les communistes soutenaient fermement le gouvernement central et la stratégie du parti était de renvoyer à plus tard les questions de la communisation de la Chine. (108)

En 1939, le "New Statesman and Nation" publia une lettre de Freda Ullery dans laquelle elle faisait part de sa conviction que les solidaires communistes chinois n'étaient pas des bolchéviques, mais des menchéviques. Dès 1941, cependant, elle changea d'avis et soutint que les communistes chinois n'étaient pas des réformateurs agraires, mais les pions du Komintern. (109) Helen et Edgar Snow, quant à eux, étaient convaincus de la nature marxiste-léniniste de l'idéologie du parti communiste chinois. Pour eux, en effet, il ne faisait aucun doute que les communistes chinois étaient des révolutionnaires marxistes aspirant au pouvoir absolu et non pas des réformateurs agraires. L'instauration de la dictature du prolétariat et le triomphe du socialisme restaient les buts ultimes du PCC. L'armée rouge n'était pas une simple armée de paysans, mais un élément du mouvement révolutionnaire international. La modération de la politique adoptée par le PCC, pendant la guerre, devait être attribuée au fait que les dirigeants étaient persuadés que l'établissement d'un régime de type démocratique était le meilleur moyen d'organiser une résistance de masse à l'invasion japonaise. Il ne s'agissait pas là d'une feinte destinée à faciliter la prise du pouvoir par les rouges. (110)

Si la majorité des visiteurs des régions sous contrôle communiste, de 1937 à 1944, eurent tendance à émettre des jugements favorables aux partisans du Nord-Ouest et à leurs dirigeants, il convient de

se poser la question de savoir quel fut l'impact de leurs communications sur l'opinion et sur les attitudes des Américains. Il semble bien que le conflit entre les deux factions soit passé inaperçu du public. L'image des Chinois perçue aux Etats-Unis ne fit pas vraiment de distinction entre communistes et nationalistes. La censure de Tchong-k'ing et celle de Washington veillaient au grain. Il s'agissait de préserver le mythe du front uni. De plus, quand les critiques du régime de Chang commencèrent à se manifester, ils le firent depuis le territoire des Etats-Unis en publiant des articles dans des revues spécialisées ou des livres qui n'attirèrent l'attention que des experts et de quelques individus particulièrement intéressés par le sujet. A part quelques rares articles publiés dans le "New York Times" et celui de H.W. Baldwin dans le "Reader's Digest" ou de Pearl Buck dans "Life", ce n'est qu'après le rappel de Stilwell que les commentaires critiquant le régime de Chang envahirent les moyens de communication de masse: chaînes de radio, périodiques à grande diffusion, quotidiens, etc. Si la désillusion concernant le régime de Chang fut à la mesure de l'euphorie qui l'avait précédée, il semble bien que les Américains ne se préoccupèrent pas beaucoup du conflit entre les deux factions et qu'ils étaient surtout désireux de ramener leurs troupes aux Etats-Unis et de retrouver le style de vie d'avant-guerre. A notre sens, et nous pourrions nous en rendre compte dans un prochain chapitre, les Américains étaient prêts, à la fin de la guerre, à se plier sur leurs positions traditionnelles d'isolationnisme. Les événements les en empêchèrent et l'hystérie collective de la période McCarthy est le reflet de leur déception et de leur crainte.

De la mission Marshall à la débâcle nationaliste

La période qui va de la capitulation japonaise, en août 1945, à l'avènement de la République populaire de Chine, en octobre 1949, est, sur le plan de la politique intérieure chinoise, particulièrement confuse. Les phases de négociation entre les deux factions alternent, en effet, avec les phases de guerre ouverte. On peut, cependant, distinguer deux phases principales: une phase de négociation, de 1945 à 1947, et une phase de guerre civile, du printemps 1947 à fin 1949. Le rôle joué par les Etats-Unis pendant cette période est très bien résumé par J. Guillermez:

"La politique américaine ... s'exprime de diverses manières: intervention militaire, soutien économique, bons offices tantôt acceptés tantôt rejetés par l'une ou l'autre des parties. Incertaine, parfois contradictoire, elle est attentivement suivie aux Etats-Unis par une presse tapageuse et contraste singulièrement avec l'extrême réserve qui marque à la même époque la politique soviétique."(1)

La capitulation soudaine du Japon eut un effet désastreux sur l'édifice craquelé de l'unité chinoise. Communistes et nationalistes commencèrent, en effet, un véritable course au contrôle des régions occupées par les troupes japonaises, espérant ainsi renforcer leurs positions militaires et politiques respectives et saisir l'armement et les munitions des armées nippones. Les troupes nationalistes qui ne tenaient que l'extrême sud-ouest de la Chine se virent dans l'incapacité de recevoir immédiatement la reddition des troupes japonaises. Elles durent faire appel à l'aide américaine et le gouvernement des Etats-Unis dut ordonner aux armées japonaises de ne se rendre qu'aux troupes du Kouo-min-tang. Dans le même temps, Truman envoya des détachements de "Marines" prendre possession de certains ports et aérodromes-clé, à Pékin et Tientsin, en particulier, et l'armée de l'air américaine transporta des armées entières du Kouo-min-tang jusqu'en Chine du Nord et de l'Est. Les communistes qui tenaient le Nord du pays et de nombreuses poches de guerrillas disséminées sur tout le territoire prirent rapidement le contrôle des campagnes de Chine du Nord et commencèrent à s'infiltrer en Mandchourie que les troupes soviétiques avaient envahie depuis peu. Les villes de Chine du Nord restèrent aux mains des Japonais jusqu'à l'arrivée des na-

tionalistes, mais la campagne et une grande quantité d'armes et de munitions tombèrent aux mains des communistes. De plus, les Soviétiques leur permirent de saisir les armes et munitions des troupes japonaises de Mandchourie et de contrôler de vastes parties de la campagne. Les nationalistes, quant à eux, grâce à l'aide américaine, purent prendre le contrôle de Nankin, de Chang-haf et des régions situées au sud du Yang-tseu, et des villes de Chine du Nord.

C'est pendant cette période de tension croissante que Hurley présenta sa démission du poste d'ambassadeur à Tchong-k'ing. Les Etats-Unis se trouvaient à nouveau dans une position particulièrement ambiguë. Hurley n'avait pas ménagé ses efforts pour amener les protagonistes à la table de négociation et permettre la formation d'un gouvernement de coalition. Il semblait cependant pencher de plus en plus du côté de l'octroi d'une aide inconditionnelle aux nationalistes. Le rôle important joué par les troupes américaines pour faire en sorte que les nationalistes, plutôt que les communistes, reçoivent la reddition des Japonais semblait également indiquer que le gouvernement des Etats-Unis était désireux d'intervenir plus directement dans les affaires intérieures chinoises pour défendre les intérêts de Chang Kai-shek et l'aider à supprimer la menace communiste. Une telle politique, en fait, n'était que la continuation de la politique américaine traditionnelle à l'égard des conflits politiques internes chinois. Durant les périodes de conflits internes antérieurs, Washington avait toujours pris le parti de la faction conservatrice dans l'espoir de promouvoir la stabilité nécessaire à la protection des investissements et du commerce américains. Les Etats-Unis avaient soutenu le gouvernement impérial contre les "Taiping", au milieu du XIXème siècle, n'avaient reconnu la République chinoise proclamée en 1912 qu'après l'écroulement total de l'ancien ordre impérial, avaient longuement hésité à établir des relations avec les nationalistes, dans les années 20. Ils cherchaient, une nouvelle fois, à soutenir la faction conservatrice pour défendre leurs intérêts commerciaux.

Les développements de la situation et la signature du traité d'amitié et d'alliance entre le gouvernement de Chang et l'URSS par lequel l'Union soviétique promettait aide et soutien au seul gouvernement central et reconnaissait la souveraineté chinoise en Mandchourie finirent par convaincre Hurley que son rôle de médiateur était terminé et que sa mission était dès lors de maintenir au pouvoir le régime de Chang. Les diplomates de carrière dépêchés en Chine par le Département d'Etat ne voyaient pas les choses du même oeil. (2) Depuis le début de 1945, Hurley s'était lentement convaincu que les rapports secrets qu'il envoyait au Département d'Etat étaient régulièrement transmis aux communistes et que les diplomates de carrière le trahissaient. Dès le printemps de 1945, les dissensions entre diplomates et Hurley étaient apparues au grand jour. Alors que Hurley et Wedemeyer étaient à Washington, un télégramme rédigé par John S. Service fut envoyé au Département d'Etat. Service y proposait une

politique plus ferme à l'égard de Chang. Hurley exigea alors le transfert de certains des diplomates. John Paton Davies que Hurley accusa d'être un communiste fut transféré à Moscou et John Stewart Service fut rappelé par le Département d'Etat. (3)

Hurley retourna en Chine pour tâcher de faire redémarrer les négociations pour la formation d'un gouvernement de coalition. Sa mission ne fut pas plus couronnée de succès que par le passé. Il revint à Washington en octobre 1945 et se livra, le 27 novembre, lors d'un déjeuner offert par le "National Press Club", à une violente diatribe contre le Département d'Etat et l'administration Truman, accusant le gouvernement de ne pas avoir de politique définie concernant la Chine et les membres du Département d'Etat d'être des sympathisants communistes ayant constamment cherché à saboter ses efforts à Tchong-k'ing et à désavantager les nationalistes au profit des communistes chinois. (4) Dans sa lettre de démission, il écrivit:

"... it is no secret that the American policy in China did not have the support of all the career men in the State Department. The professional foreign service men sided with the Chinese Communist armed party and the imperialist bloc of nations whose policy it was to keep China divided against herself ... I requested the relief of the career men who were opposing the American policy in the Chinese Theater of war. These professional diplomats were returned to Washington and placed in the Chinese and Far Eastern Divisions of the State Department as my supervisors." (5)

Il ajouta que de grands progrès avaient été faits en direction de l'unification des forces armées chinoises, que ses efforts incessants avaient évité la guerre civile et que les dirigeants des deux factions rivales avaient été amenés à la table de négociation. Comme le fait remarquer P.A. Varg, il était sans doute le seul à croire au succès de sa mission. (6)

Les accusations de Hurley donnèrent lieu à une enquête du "Senate Foreign Relations Committee" et elles furent réfutées par le secrétaire d'Etat Byrnes. Elles poussèrent le gouvernement à préciser la nature de sa politique à l'égard de la Chine dans un message du président, du 15 décembre 1945. Dans ce message, Truman réaffirmait sa croyance en l'importance d'une Chine forte, unie et démocratique pour la paix du monde et pour le succès de l'Organisation des Nations unies. Il déclara que les Etats-Unis étaient fermement décidés à continuer à reconnaître le gouvernement national et à ne pas intervenir dans les affaires intérieures de la Chine. Il précisa que le gouvernement jugeait essentiels la cessation des hostilités entre les armées du gouvernement central et celles du parti communiste, et la réunion d'une conférence nationale représentative des principaux partis politiques pour résoudre les conflits internes et aboutir à une

unification nationale. Il n'hésita pas à avertir le gouvernement de Chang-haf qu'il qualifia de gouvernement à parti unique qu'à moins de réformes démocratiques, il ne pourrait pas compter sur l'aide économique et l'appui politique des Etats-Unis. (7)

Le jour même du discours de Hurley au "National Press Club", Truman demanda au prestigieux général Marshall de se rendre à Chang-haf en qualité d'envoyé personnel du président avec rang d'ambassadeur. Celui-ci accepta. Il quitta Washington le 15 décembre 1945 et arriva à Chang-haf le 20. Sa mission ne différait guère de celle de Hurley. Il s'agissait de promouvoir la cessation des hostilités et l'intégration des forces autonomes au sein de l'armée nationaliste, l'abandon du système de gouvernement à parti unique et l'élargissement des bases du gouvernement national par l'inclusion des représentants d'autres partis, dont les communistes. La première phase de la mission Marshall, du 20 décembre 1945 au 15 mars 1946, sembla être couronnée de succès. Les protagonistes furent en effet d'accord de réunir une conférence politique consultative afin de rédiger une constitution et de mettre sur pied une nouvelle assemblée nationale. Une trêve fut conclue sur tout le territoire, à l'exception de la Mandchourie, pour permettre à la conférence de se réunir dans une atmosphère de conciliation. Un programme recommandant l'abolition de la phase de la dictature du Kouo-min-tang et l'établissement d'un gouvernement intérimaire de coalition fut accepté par tous les partis représentés à la conférence. Des résolutions furent adoptées demandant la création d'une assemblée nationale désignée par votation populaire, la formation d'un conseil d'Etat provisoire où le Kouo-min-tang serait majoritaire, et reconnaissant l'autorité de Chang Kai-chek. Un accord de réorganisation militaire fut également conclu en février 1946 selon lequel le nombre des armées nationalistes serait progressivement réduit à 90 divisions au bout d'une période de 12 mois, puis à cinquante divisions au bout d'une période de 18 mois. A la suite de quoi, les armées communistes et nationalistes seraient intégrées au sein d'une force nationale.

Les résultats obtenus par Marshall étaient particulièrement encourageants. Malheureusement, il fut rappelé à Washington pour consultation. Sa présence en Chine avait incité les extrémistes du Kouo-min-tang à mesurer leurs paroles. Après son départ, ils firent part de leur opposition à l'abandon de la dictature du Kouo-min-tang et à la réorganisation militaire prévue. La guerre civile reprit de plus belle. (8) C'est que les Soviétiques avaient entre-temps évacué la Mandchourie à l'exception de Dairen et de Port-Arthur, emportant tout ce qu'ils pouvaient avec eux. Nationalistes et communistes ignorèrent la trêve et cherchèrent à prendre possession du territoire. Marshall se hâta de revenir à Chang-haf. Il y fut rejoint par John Leighton Stuart, président de l'Université Yenching de Pékin, qui venait d'être nommé ambassadeur en Chine. Marshall continua à chercher à concilier les extrêmes, sans succès. Le gouvernement américain, de son côté,

continua à envoyer une assistance militaire à Chang, ce qui provoqua d'amères discussions au Congrès. Les conservateurs demandaient un accroissement de l'aide militaire américaine au régime de Chang, les libéraux réclamaient la cessation de toute intervention militaire contre les forces démocratiques. A la fin de l'année, Marshall, résigné, demanda son rappel. Son échec était dû tout autant à l'intransigeance des nationalistes qu'à la profonde méfiance éprouvée par les communistes à l'égard du Kouo-min-tang et de ses dirigeants. (9) Les forces américaines en Chine furent, dès lors progressivement retirées, à l'exception d'un faible contingent de conseillers militaires.

Dès la fin du second conflit mondial, certains Américains et certains journaux s'étaient faits les avocats de l'aide inconditionnelle au Kouo-min-tang. Les publications "Luce", la chaîne Scripps-Howard, et quelques membres du Congrès défendaient la cause de Chang Kai-chek. L'opinion publique, au début, ne prêta pas grande attention à leurs exhortations. C'est que les Américains, dans une large mesure, étaient ignorants des développements de la situation chinoise. De plus, comme nous avons déjà pu le noter, la majorité de l'opinion était plutôt en faveur d'un retrait des troupes américaines des divers théâtres d'opérations, que ce soit en Europe ou en Asie. Truman, cédant à la pression de l'opinion pro-nationaliste, décida d'envoyer le général Wedemeyer en Chine pour y mener une enquête sur les conditions existantes. Le général, à son retour de Chang-hai, présenta un rapport qui ne fut publié qu'en 1948 et qui confirmait les dires des nationalistes. Marshall et Truman, jugeant le rapport de Wedemeyer inadéquat et embarrassant pour les gouvernements chinois et américain, décidèrent de le supprimer. Les membres du parti républicain, cependant, qui ne s'étaient pas engagés à suivre une ligne politique bi-partisane en ce qui concernait l'Extrême-Orient réclamèrent de plus en plus une politique plus ferme, analogue à celle qui était poursuivie en Europe. En dépit des attaques, l'administration persista dans sa politique de "wait and see", cédant, cependant, quelque peu aux pressions pendant les débats concernant le plan Marshall. En mai 1948, en effet, le Congrès attribua, en acceptant le "Foreign Assistance Act", \$ 338 millions au titre d'aide économique à la Chine et \$ 125 millions au titre d'assistance militaire pour une année. Ces fonds ne purent cependant sauver Chang du désastre. Les armées communistes prirent, après une série de défaites, le contrôle de la situation et envahirent progressivement toute la Chine continentale. Le 1er octobre 1949, Mao proclama la République populaire. En décembre de la même année, Chang Kai-chek quitta le continent et se réfugia à Formose.

Les événements de Chine, comme l'émergence de la guerre froide, provoquèrent une profonde division de l'opinion aux Etats-Unis. Les deux questions qui se posaient étaient de savoir si les Etats-Unis devaient reconnaître la Chine communiste et s'il convenait d'aider Chang à défendre Formose. Reconnu par le gouvernement soviétique

et par 24 autres nations, le gouvernement de Mao non seulement chercha à obtenir la reconnaissance diplomatique américaine, mais se montra également désireux d'occuper le siège de la Chine de Chang aux Nations unies. Le gouvernement américain, faisant face à une pression croissante des groupes pro-nationalistes et anti-communistes, décida de ne pas reconnaître le gouvernement communiste et de bloquer ses tentatives d'admission aux Nations unies. Les républicains du Congrès désiraient également voir les Etats-Unis fournir une aide économique et militaire à Chang pour défendre Formose. Truman ne l'entendit pas de cette oreille et refusa toute aide militaire au Kouomin-tang. Une semaine plus tard, des incidents survinrent en Chine entre communistes chinois et représentants consulaires américains. Les Etats-Unis, dès lors, rappelèrent leur mission diplomatique et consulaire et rompirent les relations avec la Chine communiste. L'hostilité américaine culmina lorsque Mao se rendit à Moscou pour y négocier et y conclure le traité sino-soviétique du 14 février 1950. C'est que les Américains étaient devenus particulièrement méfiants en ce qui concernaient les intentions du gouvernement soviétique et que le mythe d'une conspiration à l'échelle mondiale avait commencé à gagner une certaine crédibilité. (10)

Les origines de la guerre froide
et les fondements de l'anti-soviétisme américain

C'est la révolution russe, la signature du traité de Brest-Litovsk et l'intervention alliée en Sibérie et dans la Baltique qui provoqua la naissance du profond sentiment de méfiance mutuelle existant entre Américains et Russes. Au lendemain de la révolution, les alliés espéraient encore que les bolchéviques continueraient la guerre contre l'Allemagne. La signature du traité de Brest-Litovsk du 3 mars 1917 les détrompa. Le traité permettait à l'état-major allemand de transférer une quarantaine de divisions du front oriental au front occidental. Cela n'était pas sans inquiéter les alliés et, en particulier, les Britanniques qui réclamèrent une intervention sur le front oriental pour empêcher le transfert de ces divisions et le retour de centaines de milliers de prisonniers de guerre allemands et autrichiens au front. De plus, il convenait d'éviter que les immenses magasins militaires de Mourmansk-Arkhangelsk tombent aux mains des Allemands. Enfin, les gouvernements alliés espéraient pouvoir compter sur la participation des Russes blancs à la guerre si les rouges étaient renversés. (1)

Les alliés étaient également préoccupés par le sort d'une armée de cinquante à soixante mille Tchèques, déserteurs de l'armée autrichienne, qui avaient combattu jusque-là aux côtés des armées russes. Ces hommes se préparaient à regagner le front occidental. Les autres routes étant impraticables, il fut décidé de suivre la ligne de chemin de fer transsibérienne jusqu'à Vladivostok. A la suite d'un incident avec les Soviétiques en Sibérie occidentale, Trotski ordonna leur désarmement. Les Tchèques défièrent alors l'autorité du gouvernement soviétique et se rendirent bientôt maîtres de l'Oural et de la quasi-totalité du chemin de fer transsibérien. Deux gouvernements anti-soviétiques furent mis sur pieds. Les alliés décidèrent de tirer parti de la situation et d'aider les forces blanches à renverser les communistes. Avec le matériel de guerre et les approvisionnements fournis par les alliés, les forces tsaristes se lancèrent à l'assaut des régions contrôlées par les bolchéviques. Koltchak prit le pouvoir à Omsk et organisa une armée anti-communiste. Au sud, Denikine marcha sur Moscou. Au nord, les troupes américaines et britanniques cherchèrent à aider le général Miller à faire sa jonction avec Koltchak. La défaite de ce dernier les força à évacuer la région. Sur

le front de la Baltique, Yudenitch avança sur Petrograd. Malgré l'aide des alliés, les forces tsaristes ne connurent pas les succès escomptés. Que ce soit au sud, au nord, ou dans les régions de la Baltique, les Russes blancs se heurtèrent à la résistance des troupes soviétiques et durent finalement se retirer. La terreur blanche qui accompagna leur progression, puis leur retraite fut largement ignorée du public occidental alors que la presse insista longuement sur le caractère abominable de la guerre totale livrée par les bolchéviques. (2)

Si les bolchéviques parvinrent à s'opposer à la progression des forces tsaristes par la mobilisation forcée de toutes les ressources nationales, par l'application d'une discipline de fer, ils n'étaient pas au bout de leurs peines. Au lendemain de la faillite de la tentative de Denikine, le gouvernement polonais lança ses armées à l'assaut de la Russie. Du 22 décembre 1919 au 4 février 1920, le gouvernement soviétique adressa quatre appels à la négociation au gouvernement polonais, offrant d'établir la frontière soviéto-polonaise bien au-delà de la frontière ethno-linguistique. Ne prêtant aucune attention aux offres soviétiques, les Polonais poussèrent leur avance jusqu'à la capitale de l'Ukraine, Kiev, dont ils s'emparèrent le 8 mai. Les protestations russes furent rejetées par toutes les puissances alliées. C'est alors que les armées rouges commencèrent à repousser les forces polonaises jusqu'aux portes de Varsovie, ce qui incita les alliés à apporter une aide militaire aux Polonais. Les Britanniques fournirent d'énormes quantités d'armes et de munitions, et les Français envoyèrent le général Weygand et quatre cent officiers pour réorganiser l'armée polonaise. Il en résulta la défaite des soviétiques et le traité de Riga, du 18 mars 1921, qui donnait aux Polonais une large bande de terre habitée principalement par des Russes blancs et des Ukrainiens. Les raisons de l'intervention alliée, après l'armistice avec l'Allemagne et l'Autriche, furent les ambitions impérialistes des Japonais en Sibérie et en Mandchourie du Nord et des Polonais, l'intérêt des Britanniques et des Français pour les régions riches en pétrole du Caucase et, surtout, de désir de détruire au berceau le régime soviétique. Le soutien de l'opinion lassée par la guerre, ne leur étant pas acquis, les gouvernements occidentaux durent se contenter d'intervenir de manière limitée et de poursuivre une politique de demi-mesures.

Le public américain, durant toute cette période, fut particulièrement mal informé des développements de la situation en Russie. Le 4 août 1920, le "New Republic" publia un supplément de quarante-deux pages offrant une analyse remarquable de la manière dont le "New York Times" avait traité le sujet de la révolution russe et des interventions alliées. Les auteurs, Walter Lippmann et Charles Merz examinèrent les articles et les éditoriaux publiés par le journal new-yorkais de mars 1917 à mars 1920. De mars 1917 à la révolution de novembre, les articles et éditoriaux furent tellement optimistes qu'ils ne pouvaient qu'induire le public en erreur quant à la capacité militaire des armées russes et à l'avenir démocratique du pays. De la révolu-

tion bolchévique de novembre à la signature du traité de Brest-Litovsk, les articles se firent pro-bolchéviques, apparemment dans l'espoir que le gouvernement soviétique choisirait de continuer la lutte. Après la conclusion du traité de paix, articles et éditoriaux plaidèrent de plus en plus en faveur de l'intervention, jusqu'à l'annonce par le président Wilson qu'il n'y aurait pas d'intervention américaine en Russie. La campagne de presse en faveur de l'intervention reprit, cependant, de plus belle, moins d'un mois après l'annonce de Wilson. Le 12 juillet, Wilson approuva l'intervention. Dès la conclusion de l'armistice, la menace rouge qui n'avait joué qu'un rôle minime jusque-là remplit les colonnes du journal et devint le motif principal de l'intervention. Il convenait d'éliminer les communistes et de les chasser de Petrograd et de Moscou.

Pendant les deux premières années du régime soviétique, le "New York Times" annonça le renversement du gouvernement soviétique 91 fois, la prise de Petrograd neuf fois, l'imminence de sa chute trois fois, sa destruction par incendie deux fois, la révolte de ses habitants six fois, la panique dans la ville deux fois. De plus, la famine était censée y régner de façon permanente. Les victoires des armées blanches, selon le quotidien, étaient énormes. Le nombre des morts et des blessés du côté soviétique, des armes prises à l'ennemi représentaient plusieurs fois le total de tout le contingent et du matériel à disposition.

L'information concernant le conflit soviéto-polonais fut particulièrement faussée. De janvier 1919 au milieu de l'année 1920, la Pologne fut présentée comme un pays épuisé, toujours sur la défensive, menacé par un raz-de-marée soviétique. Le premier janvier 1920, une dépêche de Varsovie affirmait que

"The Bolsheviki have forced the Poles to take up arms by their advance into Polish territory."

Et, le 22 janvier, une dépêche de Washington indiqua que

"The strategy of the Bolshevik military campaign during the coming spring contemplates a massed attack against Poland, as the first step in a projected invasion of Europe and a military diversion through Turkestan and Afghanistan toward India."

En fait, pendant toute cette période, les troupes polonaises avançaient irrésistiblement en territoire russe et le gouvernement soviétique lançait toute une succession d'appels à la négociation. Voici comment les offres de négociations du gouvernement soviétique furent rapportées par le "New York Times", le 14 mars 1920:

"There has been no doubt at any time in Washington official circles that the Soviet 'peace' drive represented nothing more than a scrap of paper policy of the Soviet leaders, a mere tactical move, and that what they really sought was a breathing spell in which to concentrate their energies for a renewed drive toward world-wide revolution."

La conclusion de Lippmann et Merz fut la suivante:

"From the point of view of professional journalism the reporting of the Russian Revolution is nothing short of a disaster. On the essential questions the net effect was almost always misleading, and misleading news is worse than none at all..."

Ils ajoutèrent que les espoirs et les craintes des correspondants, journalistes et rédacteurs du quotidien déterminèrent la nature des nouvelles concernant la Russie, non pas une quelconque censure ou propagande du gouvernement. (3)

Cette auto-censure de la presse américaine se manifesta par le fait que la terreur rouge fit l'objet d'innombrables articles, commentaires et éditoriaux et que la terreur blanche ne fut jamais mentionnée. L'attaque du parti contre l'église orthodoxe en tant que force politique fut interprétée comme une tentative d'extermination de toute religion. Ceci offensa grandement le profond sentiment religieux américain. Le mythe de la "nationalisation des femmes" eut un effet tout aussi dévastateur sur l'image que les Américains avaient, à l'époque, des Soviétiques. (4) Rédacteurs et journalistes décrivirent la Russie soviétique comme un pays où d'abjects esclaves étaient à la merci complète de maniaques homicides dont l'objectif était de détruire toute trace de civilisation et de mener le pays sur le chemin du retour à la barbarie. (5)

Si le problème du rejet de toute religion par les bolchéviques préoccupait les Américains, ce qui les préoccupa le plus et leur fit craindre le pire était la doctrine de la révolution mondiale. En 1919, des millions d'Américains en vinrent à être convaincus de l'existence d'une immense conspiration cherchant à renverser le gouvernement et à détruire les institutions des Etats-Unis. Cette peur donna naissance à ce qu'on appelle la "Big Red Scare". L'armistice de 1918 avait mis fin à la trêve entre syndicats et employeurs. En janvier 1919, les travailleurs des chantiers navals de Seattle se mirent en grève. Bientôt, une grève générale paralysa la cité. Dans les mois qui suivirent, des grèves furent proclamées dans les secteurs de l'imprimerie, de la construction, du téléphone, des chemins de fer, de la marine, des textiles. En septembre et octobre, les mineurs et les ouvriers des aciéries cessèrent le travail. Il n'en fallut pas plus pour convaincre la presse et le gouvernement qu'une armée de bolchéviques s'appêtait

à renverser le gouvernement et les institutions démocratiques américaines. Si l'"Attorney-General" de l'époque, A. Mitchell Palmer, eut une grande part de responsabilité dans le déclenchement de la panique qui s'empara des Etats-Unis, la presse n'est pas plus innocente. Cette dernière, en effet, n'hésita pas à attirer les appréhensions par des titres menaçants. Lors de la grève de Seattle, par exemple, la presse de la ville réagit de manière hystérique et la presse nationale fit de même, exagérant le sensationnalisme de ses éditoriaux. Les titres évocateurs emplirent les premières pages:

"Reds Directing Seattle Strike - To Test Chance for Revolution"

ou encore,

"The Seattle Strike is Marxian"

"A Revolutionary Movement Aimed at Existing Government"

"A Stepping Stone to a Bolshevized America"

Le "Cleveland Plain Dealer" écrivit:

"The (Bolshevik) Beast Comes Into the Open"

et le "Chicago Tribune" avertissait ses lecteurs que

"It is only a middling step from Petrograd to Seattle." (5)

Puis vinrent les alertes à la bombe. Des bombes de fabrication artisanale furent envoyées par la poste à certaines personnalités de la vie politique. Le fait que l'envoi de ces bombes correspondit plus ou moins avec le premier mai convainquit les Américains qu'il s'agissait d'un complot pour renverser le gouvernement. A. Mitchell Palmer prit la direction des opérations de nettoyage de la "vermine humaine" et de la "menace rouge". Des espions et des informateurs joignirent les syndicats, les organisations d'immigrants et les groupes de gauche. Un service spécial de propagande du Département de Justice fut mis sur pied pour informer le public du complot contre le gouvernement américain, dirigé par Moscou. Des communiqués de presse furent publiés quotidiennement dont les titres ne laissaient rien à l'imagination:

"U.S. Attorney General Warns Nation Against Bolshevik
Menace"

"U.S. Department of Justice Urges Americans to Guard
against Bolshevik Menace"

"Press, Church, Schools, Labor Unions, and Civic Bodies
Called Upon to Teach True Purpose of Communist Propaganda"

(7)

En novembre 1919, des centaines d'immigrants furent arrêtés dans tout le pays. En janvier 1920, de nouveaux raids eurent lieu durant lesquels plus de mille ressortissants étrangers furent appréhendés à New York et plus de quatre cent à Boston. La presse prit le parti de Palmer et félicita le Département de Justice pour son énergie et sa vigueur. (8) Les libertés politiques souffrirent également de ce climat de suspicion. Lorsque le 7 janvier 1920, l'Assemblée de l'Etat de New York se réunit, les cinq socialistes élus par la ville de New York furent immédiatement expulsés. Six mois plus tard, après de longs débats aboutissant à un vote de l'Assemblée contre les élus socialistes, les cinq représentants furent réélus par leurs districts respectifs. L'Assemblée vota à nouveau leur expulsion. (9)

L'hystérie anti-communiste qui s'empara des Américains fut, dans une certaine mesure, le produit de la propagande de guerre américaine. On avait cherché, pendant toute la durée du conflit, à susciter le soutien loyal et fervent de la politique wilsonienne d'intervention en évoquant des complots sinistres, des machinations et des conspirations internationales organisées par les agents doubles allemands afin de détruire les Etats-Unis. Même la révolution russe fut présentée comme le résultat d'un complot allemand. Cette propagande suscita un patriotisme et un nationalisme exacerbé. La notion de l'américanisme, d'ailleurs, fut, de tous temps, un élément prépondérant du nationalisme américain. (10) L'antagonisme se calma. La période d'hystérie passa. Mais les Américains persistèrent à considérer le gouvernement soviétique, non pas comme un gouvernement national russe, mais comme une dictature imposée par un groupe de conspirateurs internationaux dont l'objectif était de renverser les autres gouvernements. Dans le même temps, les Américains étaient persuadés que le communisme n'était pas un système économiquement viable et qu'il ne pouvait que succomber, à la longue. Dès lors, une reconnaissance du régime soviétique ne ferait qu'encourager la poursuite de l'expérience et ce serait rendre un mauvais service au peuple russe. C'était témoigner d'une vraie amitié à l'égard du peuple russe que de s'abstenir de reconnaître le régime en vigueur tant qu'il n'avait pas abandonné ses pratiques malsaines. De plus, il ne pouvait être question de paix avec un régime qui répudiait ses dettes et déniait le droit à la propriété. (11) La majorité des Américains, y compris les dirigeants syndicalistes qui avaient été échaudés par la réaction populaire aux grèves de 1919-1920, partageait ces conceptions. (12)

L'attitude américaine à l'égard du régime soviétique fut certainement influencée par la manière dont la presse traitait le sujet. La censure soviétique était particulièrement stricte, mais le "Chicago Tribune", dans son édition du 25 août 1926, assura ses lecteurs qu'il

était parvenu à la déjouer. Le quotidien publia, dès lors, un flot d'articles présentant aux lecteurs une image du régime soviétique constamment en proie aux catastrophes les plus imprévisibles, aux famines et aux révoltes populaires. Le professeur Schuman recueillit de 1925 à 1927 une série de titres publiés par le quotidien:

- "Soviet Fight Famine As Grain Myth Explodes" (26 octobre 1925)
- "Claim Starving Poor Threaten Doom of Soviet" (15 juin 1925)
- "Russians Free! To Rob, Starve, Murder, and Die" (15 nov. 1925)
- "Siberia Tries To Shake Off Moscow's Yoke" (26 novembre 1925)
- "Russia Unloads Jewels To Save Soviet Regime" (10 février 1926)
- "Secret Report Shows Russia Near Collapse" (20 mars 1926)
- "Uncover Secret Terrorist Plot To Selze Russia" (30 juillet 1926)
- "Rumania Hears of Widespread Russian Revolt" (7 août 1926)
- "Soviet Party in Chaos As Trade, Industry Totter" (4 août 1926)
- "Odessa Troops Mutiny Against Moscow Regime" (9 août 1926)
- "Russia Ferments As Red Factions Grasp for Power" (10 août 1926)
- "Reds Reinforce Kremlin Fort As Mutiny Grows" (13 août 1926)
- "Economy Regime in Russia Fails: Crisis Impends" (21 août 1926)
- "Reports Revolt Against Soviet Begins in Russia" (9 avril 1927)
- "Red Army Fights with South Russians" (19 avril 1927)
- "Russia Calls Soldiers Home As Revolt Rises" (21 avril 1927)
- "Famine Strikes Russia: Poland Fears Invasion" (27 juillet 1927)
- "Moscow Traps Cash of Foreign Business Firms" (16 octobre 1927)
- "Industry Faces Swift Disaster In Red Russia" (23 octobre 1927)
- "Trotsky's Clan Fights Soviet Police: 18 Die" (23 novembre 1927)
- "Hundreds Die in Ukraine Riots, Rumania Hears" (26 nov. 1927)

Le commentaire de F. L. Schuman est que les nouvelles concernant les révoltes étaient totalement inexactes et que les articles traitant de famines et catastrophes naturelles et de débâcles économiques ne reflétaient pour ainsi dire jamais la réalité. (13)

Pendant la grande dépression, l'attitude américaine évolua quelque peu. Le fait que l'Union soviétique ne connut guère le chômage et la misère qui régna aux Etats-Unis pendant cette période fut pour beaucoup dans ce changement d'attitude, qui permit à l'administration Roosevelt de reconnaître le gouvernement soviétique, le 16 novembre 1933. Il convient, cependant, de se souvenir que beaucoup d'Américains qualifieront l'administration Roosevelt de gouvernement rouge et que le parti démocrate souffrira grandement, par la suite, de ce que certains appellèrent sa politique d'apaisement de l'Union soviétique. (14) La guerre russo-finlandaise ranima l'antagonisme anti-soviétique. Les sondages d'opinion de l'époque révèlent que 88% des personnes interrogées étaient en faveur de la Finlande, alors que le 1% de l'échantillon, seulement, était favorable à la Russie. Riches et moins riches, industriels et syndicalistes contribuèrent à alimenter financièrement les organisations pro-finnoises. Un grand nombre d'Américains identi-

fièrent le "communisme" du New Deal au régime soviétique russe et certains dirigeants du parti républicain insinuèrent que si Roosevelt s'était abstenu de reconnaître le gouvernement soviétique, la Russie n'aurait pas attaqué la Finlande. (15)

Le pacte germano-soviétique ne protégea pas la Russie de l'appétit de Hitler bien longtemps. Lorsque les troupes allemandes se ruèrent à l'assaut des territoires russes, le climat de l'opinion américaine se fit particulièrement partagé. L'ambassadeur des Etats-Unis en Union soviétique, Joseph E. Davies, déclara à l'époque:

"There are large classes of people who abhor the Soviet to the extent that they hope for a Hitler victory in Russia." (16)

Les isolationnistes ne faisaient guère de différences entre Hitler et Staline. Il convenait de ne pas se mêler au conflit opposant deux régimes anti-démocratiques. Robert A. Taft, quant à lui, craignait plus une victoire communiste qu'une victoire fasciste:

"A victory for Communism would be far more dangerous to the United States than a victory for Fascism." (17)

L'attitude américaine changea à nouveau à l'entrée en guerre des Etats-Unis. Jusqu'à la mort de Roosevelt, la coopération entre Etats-Unis et Union soviétique fut remarquablement bonne. Dès l'automne 1941, le gouvernement américain avait autorisé, selon les clauses de l'accord "Lend-Lease", l'envoi de matériel à l'URSS. Les Américains se prirent à espérer que le monde d'après-guerre refléterait ce climat d'entente et de collaboration.

Avec la disparition de Roosevelt, cependant, et la venue au pouvoir d'un anti-communiste comme Harry Truman, la politique de conciliation menée jusqu'alors fut brusquement abandonnée. Le pouvoir tomba brusquement entre les mains d'un vice-président peu au courant des affaires internationales. Une semaine après la mort de Roosevelt, Truman fut prêt à défaire tout l'échafaudage de la politique étrangère de son prédécesseur. Onze jours après son investiture, Truman reçut Molotov et attaqua en termes virulents la politique soviétique en Europe de l'Est et l'absence de collaboration soviétique à la conférence de San Francisco. (18) Dès la venue au pouvoir de Truman, les hypothèses de base de la politique étrangère rooseveltienne furent considérées comme caduques. Bientôt, les Américains commencèrent à croire qu'un Roosevelt, épuisé par la maladie, presque moribond, entouré de conseillers pro-communistes, avait abandonné à Yalta, en février 1945, l'Europe de l'Est et la Chine à Staline.

L'échec de la conférence de Potsdam, en juillet 1945, acheva de convaincre Truman et les membres républicains du Congrès qu'il n'était pas possible d'arriver à une entente avec les Soviétiques par la négociation, que leur objectif était la conquête du monde et qu'ils ne

comprenaient que le langage de la force. (19) Dans les dernières semaines de 1945, les discours hostiles à l'URSS commencèrent à se faire entendre à la tribune du Sénat. Le 27 novembre, le sénateur Burton K. Wheeler, du Montana, attaqua, dans un discours de vingt-trois pages, l'Union soviétique et la politique rooseveltienne d'apaisement. Selon lui, Staline ne se préoccupait guère de l'avenir du communisme, mais cherchait plutôt à rassasier son appétit de pouvoir. Après avoir énoncé tous les territoires annexés par la Russie et tous les pays satellites sous domination soviétique, il déclara que la raison de l'expansion soviétique en Europe de l'Est était la politique d'apaisement poursuivie par Roosevelt. Il ajouta que la politique d'apaisement des dictatures fascistes avait connu de tragiques résultats et que la diplomatie américaine était en train de s'engager sur la même voie. Il convenait, selon lui, de faire preuve de plus de fermeté à l'égard de l'Union soviétique. (20) Le 4 décembre, James O. Eastland, sénateur du Mississippi, plaida la cause de l'Allemagne. Citant cinq longues histoires de viols parues dans la presse américaine et assurant que même les périodiques communistes prévoyaient la mort due à la famine de 10 à 15 millions d'Allemands pendant l'hiver, il annonça qu'il prenait fait et cause pour l'Allemagne contre l'URSS. Le peuple américain, déclara-t-il

"... must realize that Russia is a predatory, aggressor nation, and that today she follows the same fateful road of conquest with which Adolf Hitler set the world on fire." (21)

C'est en décembre 1945, également, qu'eut lieu à Moscou la conférence des ministres des affaires étrangères des trois puissances. Les Américains y acceptèrent de reconnaître les gouvernements bulgare et roumain et firent d'autres concessions. En échange, Molotov accepta le programme de la conférence de la paix, devant se tenir à Paris, avant le premier mai 1946. Dix semaines plus tard, cependant, Churchill qui ne représentait plus le gouvernement britannique après son échec aux élections, dans un discours fait à Fulton, dans le Missouri, proposa une alliance anglo-américaine pour faire échec à la politique de conquête de l'URSS:

"From Stettin in the Baltic to Trieste in the Adriatic, an iron curtain has descended across the continent. Behind that line lie all the capitals of the ancient states of central and eastern Europe ... All these famous cities and the populations around them lie in the Soviet sphere and are all subject in one form or another, not only to Soviet influence but to a very high and increasing measure of control from Moscow ..." (22)

La notion de "rideau de fer", présentée par Churchill à Fulton, devait

connaître, par la suite, le succès que l'on sait. D'autres problèmes allaient bientôt faire surface. Les Américains furent particulièrement troublés par le refus de l'URSS d'accepter un système de contrôle international des armements nucléaires. De plus, la situation en Iran, où les Soviétiques menaçaient de détacher la province de l'Azerbaïdjan, en Turquie, où ils réclamaient la rétrocession des provinces de Kars et d'Ardahan, en Grèce, où les partisans communistes étaient en train de prendre le contrôle du Nord du pays, les persuada de la réalité de la menace communiste. Lorsque les Britanniques, en février 1947, annoncèrent qu'ils n'étaient plus en mesure, pour des raisons économiques et financières, de fournir une aide économique et militaire à la Grèce et à la Turquie, le Département d'Etat et le président Truman décidèrent qu'il était temps d'intervenir.

Le 6 mars 1947, dans un discours prononcé à "Baylor University", le président déclara que la liberté était plus importante que la paix. Selon lui, la liberté confessionnelle et la liberté d'expression découlait de la liberté d'entreprise qu'il convenait, dès lors, de protéger contre les menées du communisme et du socialisme démocratique. (23) Le 12 mars 1947, Truman, dans son discours au Congrès, déclara que les Etats-Unis et l'Union soviétique étaient engagés dans un conflit idéologique global. En demandant une aide économique et militaire pour la Turquie et la Grèce, il divisa le monde en deux, d'un côté, les nations libres et démocratiques, organisées selon le modèle occidental, de l'autre, les nations opprimées organisées selon le modèle communiste. Les Etats-Unis s'engageaient, ajouta-t-il, à soutenir tous les gouvernements libres résistants aux pressions extérieures ou aux pressions de leurs propres minorités:

"One way of life is based upon the will of the majority, and is distinguished by free institutions, representative government, free elections, guarantees of individual liberty, freedom of speech and religion, and freedom from political oppression. The second way of life is based upon the will of a minority forcibly imposed upon the majority. It relies upon terror and oppression, a controlled press and radio, fixed elections, and the suppression of personal freedoms.

I believe that it must be the policy of the United States to support free peoples who are resisting attempted subjugation by armed minorities or by outside pressures. I believe that we must assist free peoples to work out their own destinies in their own way.

I believe that our help should be primarily through economic and financial aid which is essential to economic stability and orderly political processes." (24)

La doctrine Truman et le plan Marshall représentèrent la réponse américaine à la menace soviétique. Ces deux éléments de la politique

étrangère américaine furent rendues publiques dans un article de George F. Kennan paru en juillet 1947 dans la revue "Foreign Affairs":

"The outstanding circumstances concerning the Soviet regime is that down to the present day ... the men in the Kremlin have continued to be predominantly absorbed with the struggle to secure and make absolute the power which they seized in November 1917. They have endeavored to secure it primarily against forces at home, within soviet society itself. But they have also endeavored to secure it against the outside world. For ideology ... taught them that the outside world was hostile and that it was their duty eventually to overthrow the political forces beyond their borders ...

Of the original ideology, nothing has been officially junked ... But stress has come to be laid primarily on those concepts which related most specifically to the soviet regime itself; to its position as the sole truly socialist regime in a dark and misguided world, and to the relationships of power within it.

The first of these concepts is that of the innate antagonism between capitalism and socialism ... It means that there can never be on Moscow's side any sincere assumption of a community of aims between the Soviet Union and powers which are regarded as capitalist. It must invariably be assumed in Moscow that the aims of the capitalist world are antagonistic to the soviet regime, and therefore to the interests of the people it controls ...

In these circumstances it is clear that the main element of any United States policy toward the Soviet Union must be that of a long term patient, but firm and vigilant containment of Russian expansive tendencies ..." (25)

La théorie du "containment" est la clé de voûte de la politique étrangère de l'administration Truman. Elle se traduit dans les faits, entre autres, par la mise en oeuvre du plan Marshall, l'organisation de l'OTAN, l'aide économique à la Grèce et à la Turquie, la reconstruction de l'Allemagne, le pont aérien pendant le blocus de Berlin.

L'opinion américaine qui avait été favorable à l'Union soviétique, pendant la guerre, évolua relativement rapidement. Si, en 1945 et pendant les premiers mois de 1946, les préoccupations majeures des Américains furent les problèmes intérieurs, l'inflation, le retour à l'activité économique de temps de paix, le retour des troupes; si le discours de Churchill à Fulton n'éveilla pas immédiatement l'intérêt du public, la victoire républicaine aux élections parlementaires de l'automne 1946 fut une victoire de l'anti-communisme. D'un bout à l'autre du pays, en effet, la propagande du parti républicain insista

sur la menace communiste, aussi bien extérieure qu'intérieure. Lorsque Truman exposa la doctrine de son gouvernement en matière de politique étrangère, à la tribune du Congrès, le 12 mars 1947, le climat propice à une réception favorable de son discours était créé depuis quelques temps déjà. Ses propos furent accueillis favorablement par la presse et par l'opinion. (26)

En fait, l'opinion américaine d'après-guerre à l'égard de l'Union soviétique ne fut qu'une variation en intensité du profond sentiment de méfiance éprouvé à l'égard du régime de Moscou et du communisme, en général, avant la guerre. Si la coopération soviéto-américaine du temps de guerre suscita des espoirs de collaboration et d'entente en temps de paix, une certaine part de doute et de méfiance quant aux intentions du gouvernement soviétique ne disparut jamais vraiment. En d'autres termes, l'optimisme du temps de guerre ne fut jamais qu'un optimisme mesuré. (27) C'est avec ce climat de l'opinion en toile de fond, ces doutes quant aux intentions soviétiques, ces appréhensions quant à la sécurité des Etats-Unis que le "China Bloc", le "China Lobby" et McCarthy déclenchèrent leurs attaques contre l'administration, le Département d'Etat, les intellectuels. Nous verrons que s'ils ne parvinrent pas immédiatement à capter l'attention du public, la conquête de la Chine par Mao, la guerre de Corée, la controverse entre MacArthur et Truman, les diverses enquêtes parlementaires entreprises sur la base de leurs accusations, les procès contre d'anciens fonctionnaires fédéraux, les affaires d'espionnages atomiques, la prise de conscience que les Etats-Unis n'avaient plus le monopole de l'arme nucléaire donnèrent un certain crédit à leurs dires, qui leur permit de créer un climat d'hystérie collective sans précédent dans l'histoire américaine.

Le "China Bloc", le "China Lobby", et McCarthy

L'assaut contre la politique chinoise de l'administration Truman fut le fait du "China Bloc", du "China Lobby", et d'un sénateur cherchant désespérément à conserver son siège, Joseph R. McCarthy. Le "China Bloc" était un groupe de parlementaires, au nombre variable, réclamant un soutien ferme du gouvernement nationaliste chinois et résolument opposé à la reconnaissance de la République populaire de Chine et à son admission au sein de l'Organisation des Nations unies. A l'exception du sénateur démocrate du Nevada, Pat McCarran, ses membres étaient pour ainsi dire tous des républicains conservateurs. Le "China Bloc" n'était pas un ensemble organisé et cohérent de membres du Congrès cherchant à mettre en oeuvre un programme politique spécifique. Le lien unissant ses membres était leur peur obsessionnelle du communisme international et de la subversion communiste à l'intérieur des Etats-Unis mêmes. Selon eux, le gouvernement américain de l'époque était une administration de type socialiste qui gaspillait les ressources nationales, menait le pays à la faillite, minait les fondements du mode de vie américain. En matière de politique extérieure, ils étaient convaincus qu'une conspiration de nature monolithique, dirigée par Moscou, était ourdie contre les Etats-Unis, les libertés fondamentales et le principe de la libre entreprise et que la révolution chinoise était une manifestation de cette conspiration. Le seul moyen d'empêcher le communisme de se répandre en Asie, puis dans le Pacifique, et de menacer directement la sécurité américaine consistait en un soutien économique et militaire total du gouvernement nationaliste.

Un grand nombre des membres du "China Bloc" étaient, en fait, des néo-isolationnistes, fidèles à la tradition républicaine de désengagement en Europe et d'intervention en Asie. Ils pensaient que l'Asie et le Pacifique étaient plus importants pour les Etats-Unis qu'une communauté atlantique. De William H. Seward à John Hay et de la doctrine de la porte ouverte à la conférence de Washington, en 1921, les républicains avaient toujours défendu le principe de l'"Asia first". Lorsque les Etats-Unis se virent entraînés dans le second conflit mondial, les isolationnistes républicains continuèrent à penser que la priorité devait être accordée au théâtre d'opérations asiatique. (1) Les raisons d'une telle attitude nous sont déjà connues. Ce sont la répudiation de l'Europe, de ses valeurs et de ses institutions, l'ambition d'un peuple refusant de concevoir le Pacifique comme un obstacle à l'expansion vers l'Ouest de son influence et de sa puissance, les inté-

rêts commerciaux conjugués au mythe de l'immensité du marché chinois, et le messianisme du peuple américain cherchant à transformer les institutions chinoises, désireux de voir la Chine adopter le christianisme, la démocratie et le mode de vie du nouveau monde. Les membres du "China Bloc" n'éprouvaient donc que peu d'intérêt pour l'Europe, le plan Marshall ou l'OTAN. Ils s'opposèrent, d'ailleurs, à l'envoi de troupes américaines en Europe pour renforcer les défenses du vieux continent contre une éventuelle agression soviétique. En ce qui concerne la situation asiatique, cependant, ils réclamèrent sans cesse une position plus ferme de l'administration quant à la menace communiste.

Nous eûmes déjà l'occasion de constater que la politique asiatique américaine, au lendemain du conflit mondial, avait eu pour objectif la création d'une Chine libre, unifiée et démocratique, capable de jouer le rôle de grande puissance mondiale. A cet effet, Washington avait cherché à promouvoir la formation d'un gouvernement de coalition afin d'éviter une désintégration du pays. Après l'échec de la mission Marshall, l'administration Truman adopta une attitude de retrait et de non-intervention. En février 1949, Dean Acheson, secrétaire d'Etat de fraîche date, tenta d'expliquer à une trentaine de représentants républicains, signataires d'une proposition de création d'une commission d'enquête sur la situation chinoise, que l'administration, ne possédant pas les éléments d'informations nécessaires, n'était pas en mesure de définir une ligne de conduite quelconque à l'égard du conflit chinois. La situation sur le continent était trop confuse, selon lui, pour permettre une évaluation claire et précise de sa nature et de ses tendances. Ces explications ne satisfirent guère les membres du Congrès. Le jour suivant, le sénateur McCarran introduisit au Sénat une proposition de prêt de \$1.500 millions au gouvernement nationaliste. Le projet fut bloqué par le Département d'Etat avec le soutien du "Senate Foreign Relations Committee" qui était contrôlé par les démocrates. (2) Truman et Acheson, cependant, obligés qu'ils étaient de se concilier les voix républicaines au Congrès pour une approbation de leur politique de reconstruction européenne, ressentirent la nécessité de faire un geste. Pour assurer l'approbation de la loi d'application du plan Marshall, Acheson accepta de débloquer le solde non dépensé des crédits consentis au gouvernement nationaliste pour l'année 1948. Le 14 avril, le Congrès adopta un amendement à la loi d'application du plan Marshall allouant \$54 millions aux régions non communistes de Chine.

Quatre mois plus tard, alors que les communistes avaient traversé le Yang-tseu et menaçaient Nankin, les membres du "China Bloc" firent une nouvelle tentative en vue de fournir une aide plus substantielle au gouvernement de Chang Kai-shek. Le sénateur William F. Knowland, de Californie, l'un des membres les plus influents du "China Bloc", proposa de mettre sur pied une mission militaire chargée de conseiller Chang Kai-shek et d'aller au gouvernement nationaliste

un crédit supplémentaire de \$125 millions. La proposition de Knowland fut, comme celle de McCarran, rejetée par le Sénat. Mais, encore une fois, l'administration démocrate, ayant désespérément besoin des voix républicaines pour l'approbation de son programme de reconstruction européenne, dut se résigner à un compromis. Acheson accepta d'allouer un crédit de \$75 millions au titre d'assistance à la Chine.

(3) Ce qu'il convient de noter ici, c'est que les opposants républicains à la politique asiatique du gouvernement démocrate ne furent pas en mesure d'exercer des pressions suffisantes sur l'administration Truman pour amener cette dernière à consentir à une augmentation du niveau de l'aide militaire au gouvernement nationaliste. Il n'en est pas moins vrai, cependant, que l'influence du "China Bloc" fut suffisamment grande pour empêcher une rupture entre les Etats-Unis et le gouvernement de Chang Kai-chek. En d'autres termes, si les membres du "China Bloc" ne parvinrent pas à forcer le gouvernement à intervenir sur le continent asiatique, ils n'en réussirent pas moins à annihiler les efforts de désengagement de l'imbroglio chinois.

Dans une certaine mesure, le "China Bloc" fut le porte-parole au Congrès du "China Lobby". Il est particulièrement difficile de distinguer l'un de l'autre. La nature peu cohérente des deux groupes, le fait que, dans la plupart des cas, les membres du "China Bloc" étaient des membres actifs des divers groupes de pression pro-chinois ou anti-communistes qui composaient ce qu'on appelle le "China Lobby" fait qu'une telle distinction est peu justifiable. Qu'était-ce donc que ce fameux "China Lobby"? Il s'agissait, d'une part, d'un ensemble de groupes et de particuliers, Américains et Chinois, dont les intérêts dépendaient directement de la continuation de l'aide américaine au régime de Chang Kai-chek, et, d'autre part, de groupes et de particuliers qui soutenaient le gouvernement nationaliste chinois pour des raisons politiques, idéologiques ou stratégiques - ils considéraient, par exemple, que le maintien de Chang Kai-chek au pouvoir en Chine était la condition sine qua non de la sécurité des Etats-Unis. Parmi ces derniers, l'on pouvait compter les opposants à Roosevelt et au New Deal, à Truman et au parti démocrate en général, ceux qui craignaient l'expansion du communisme à travers le monde, et ceux qui considéraient que la continuation et le succès de leurs efforts religieux en Chine dépendaient directement de l'élimination de l'élément communiste. (4)

Le noyau du "China Lobby" fut organisé, dès l'été 1940, par T. V. Soong, beau-frère de Chang Kai-chek, venu à Washington pour tenter d'obtenir une aide économique substantielle pour la Chine. A la suite de l'approbation par le Congrès, en 1941, de la loi "Lend-Lease", il mit sur pied une agence intitulée "China Defense Supplies, Inc." qui employa des Chinois comme experts techniques et des Américains au titre de conseillers. Pendant les deux ans qui suivirent, Soong établit d'étroits contacts personnels avec des personnalités du monde politique et du gouvernement et divers journalistes comme Henry Luce et Joseph

Alsop. Il quitta Washinton en 1943. Bientôt, certains Américains précédemment employés par la "China Defense Supplies, Inc." se virent offrir des postes à responsabilité au sein de l'administration, dans les services de la "Foreign Economic Administration", d'où ils eurent le contrôle des opérations prêt-bail avec la Chine. De plus, l'opinion américaine continuait à être bien disposée envers la cause chinoise, et le président Roosevelt était convaincu de la nécessité d'une Chine forte dans le monde d'après-guerre. Le gouvernement nationaliste pouvait donc espérer recevoir des Etats-Unis une aide économique et militaire relativement importante.

Quoiqu'il en soit, les nationalistes n'en négligèrent pas pour autant de développer les activités de leurs divers organes de propagande aux Etats-Unis. Ils y maintinrent un parti politique, deux journaux en langue chinoise, une agence centrale de presse et divers autres organes. Le parti politique, l'"American Headquarters of the Kuomintang", qui regroupait près de 4000 membres et qui possédait des branches et des bureaux dans cinq grandes villes américaines, notamment à San Francisco, Chicago et New York, faisait paraître deux journaux en langue chinoise et maintenait un bureau officiel d'information, le "Chicago News Service", dont les ramifications s'étendaient à plusieurs grandes villes américaines et qui publiait régulièrement des communiqués de presse, dont "This Week in Free China", et une revue de l'opinion de la presse américaine intitulée "American Press Opinion". La "Central News Agency", quant à elle, dépendait directement du gouvernement de Tchong-k'ing. Tous ces organes étaient soutenus financièrement, directement ou indirectement, par le gouvernement nationaliste. (5)

Certaines des organisations qui cherchèrent à influencer les responsables du gouvernement ou du monde des affaires dans un sens favorable à la Chine nationaliste n'étaient pas des organes de propagande au sens propre. La "Universal Trading Corporation" cherchait à promouvoir les échanges commerciaux entre les Etats-Unis et la Chine nationaliste. La "Chinese Oil Corporation" se préoccupait de l'exportation de produits pétroliers et, enfin, la "Bank of China" cherchait à inciter les hommes d'affaires américains à s'intéresser de plus près aux possibilités d'investissement en Chine. A cet effet, cette dernière eut recours aux services d'une entreprise de relations publiques. Ces trois organisations étaient la propriété du gouvernement nationaliste. (6) Jusqu'aux élections présidentielles de 1948, les représentants du gouvernement nationaliste se contentèrent d'utiliser les méthodes diplomatiques traditionnelles pour tenter d'obtenir l'aide économique et militaire dont leur gouvernement avait besoin. Le triomphe de Truman et l'échec de Dewey leur posa un sérieux problème. Chang Kai-shek, en effet, avait compté sur l'élection d'un président républicain dont il pensait pouvoir obtenir une aide accrue. Or, immédiatement après son élection, Truman décida d'opérer une révision de tout le programme d'assistance au gouvernement chinois. (7)

Ces développements inattendus incitèrent les responsables nationalistes à accroître les activités de propagande aux Etats-Unis. Le noyau du "China Lobby" fut réorganisé par Madame Chang Kai-chek elle-même, de retour aux Etats-Unis depuis le premier décembre 1948. Des réunions hebdomadaires pour chercher à dégager une nouvelle stratégie furent organisées à New York auxquelles assistèrent divers groupes de Chinois, anciens membres du gouvernement nationaliste ou propriétaires de grandes fortunes, susceptibles d'exercer une profonde influence dans l'arène politique américaine. Dans le même temps, le gouvernement nationaliste décida de mettre sur pied une campagne de relations publiques, de publicité et de promotion. A cet effet, l'ambassade de Chine à Washington employa un bon nombre de particuliers et d'entreprises commerciales. L'un des agents américains du gouvernement chinois était un ancien membre du "Christian Front", une organisation notoirement anti-communiste et pro-fasciste, un ancien candidat au Congrès et à la Mairie de New York et, par ailleurs, expert en relations publiques, William J. Goodwin. Il était chargé de présenter au public américain le point de vue de la Chine nationaliste et de réfuter la propagande communiste. Il organisa de multiples entrevues entre membres du gouvernement nationaliste et journalistes ou membres du Congrès comme les sénateurs Knowland ou McCarran. Il fournit aux membres du "China Bloc" les éléments d'information susceptibles de les aider à ébranler la position du secrétaire d'Etat Acheson. Il publia un grand nombre d'articles et de lettres aux rédacteurs en chef de divers journaux et magazines, accorda des interviews et prononça de nombreux discours favorables au Kouo-min-tang et hostiles aux communistes.

L'une des entreprises commerciales employées par le gouvernement nationaliste après l'élection de Truman à la présidence fut une compagnie de relations publiques, "Allied Syndicates, Inc.". Son rôle fut de mener des campagnes publicitaires en vue de promouvoir une image favorable de la Chine nationaliste et d'empêcher la reconnaissance de la Chine populaire par le gouvernement des Etats-Unis par la diffusion au Congrès et dans le pays d'une littérature pro-nationaliste et anti-communiste. L'une des méthodes employées fut d'attirer l'attention des rédacteurs et journalistes sur les incidents éventuels entre Américains et communistes chinois, et d'insister plus particulièrement sur les cas de mauvais traitement de ressortissants américains en Chine populaire. Une autre entreprise commerciale qui joua un grand rôle en tant qu'agent du gouvernement nationaliste fut la "Commerce International Corporation", dont la société affiliée "Commerce International (China), Inc." avait apparemment pris la succession de la "China Defense Supplies, Inc." de T. V. Soong, et fournissait au gouvernement de Formose le matériel militaire - munitions, essence, avions de combat - dont il avait besoin.

Certains militaires américains en retraite furent également mêlés de près aux opérations du gouvernement nationaliste. L'amiral Cooke,

par exemple, ancien commandant de la septième flotte, après avoir écrit une série d'articles favorables à la cause nationaliste pour la presse Hearst, en 1949, se rendit à Formose en tant que correspondant de l'"International News Service". La loi américaine prohibant le versement de fonds par un gouvernement étranger aux militaires en retraite américains, le gouvernement nationaliste demanda à la "Commerce International Corporation" de former l'"American Technical and Military Advisory Group to the Chinese Government" qui employa bientôt de quinze à trente militaires américains en retraite et dont Cooke prit la tête. Ces Américains employés par la CIC furent les conseillers techniques des forces armées nationalistes. De cette façon, le gouvernement nationaliste n'employait pas directement du personnel militaire américain en retraite, mais avait recours, par contrat, aux services d'une corporation de droit privé, contournant ainsi les obstacles de la loi américaine. Ces Américains, du fait même de leur expérience militaire en Asie, jouèrent un rôle particulièrement important lorsqu'il s'agit d'exercer des pressions sur Washington pour une allocation de crédits supplémentaires au régime de Chang. En octobre 1951, par exemple, Cooke fit le déplacement de Washington pour venir témoigner devant la commission parlementaire d'enquête concernant les activités de l'"Institute of Pacific Relations". Cooke n'était pas au courant des questions de sécurité interne dont se préoccupaient les membres de la commission d'enquête. Le but de son apparition devant le "Senate Subcommittee" semble avoir été, comme la substance de son témoignage le laisse entendre, de critiquer le gouvernement américain pour ne pas avoir aidé les nationalistes et de plaider en faveur d'un accroissement important et immédiat de cette aide. (8)

En plus des membres de l'ambassade chinoise à Washington, des propagandistes américains employés par le gouvernement nationaliste, du personnel militaire américain en retraite employé par le CIC, le "China Lobby" comprenait également un bon nombre d'organisations ou de particuliers qui n'étaient pas au service du gouvernement nationaliste, mais étaient motivés par leur haine du communisme ou tout simplement par la sympathie et l'intérêt traditionnels des Américains pour la Chine. Les groupes de citoyens américains cherchant à influencer l'opinion de leurs compatriotes en faveur de la Chine n'étaient pas, au lendemain de la seconde guerre mondiale, un phénomène nouveau aux Etats-Unis. Dès le milieu du XIXème siècle, comme nous avons déjà l'occasion de le constater, missionnaires, hommes d'affaires et politiciens avaient cherché à susciter un certain intérêt pour la Chine. Pendant les premières années du conflit sino-japonais, les groupes cherchant à aider la Chine d'une manière ou d'une autre se firent relativement nombreux, amenant la création, par exemple, d'une organisation de coordination des activités de collecte de fonds, la "United China Relief". L'UCR n'était pas un groupe d'influence, mais à la longue, sa propagande en faveur de la Chine, comme celle des autres organisations humanitaires pro-chinoises, contribua à créer aux Etats-Unis une

image totalement erronée des réalités chinoises. (9) L'UCR cessa d'exister en 1950. Les controverses concernant le régime nationaliste, les communistes chinois et le rappel de Stilwell qui avaient divisé le pays, dès 1944, avaient provoqué de profondes dissensions au sein de l'organisation.

Les organisations à buts humanitaires ne furent pas des organes de propagande cherchant à défendre les intérêts d'une des factions aux dépens de l'autre. Leur propagande ne fit pas de distinction entre bons et mauvais Chinois, entre nationalistes et communistes. Une des premières organisations à opérer une distinction entre bons et mauvais Chinois fut la société du "China Monthly, Inc." qui publiait, depuis 1939, un périodique intitulé "The China Monthly: the Truth About China", dont les rédacteurs en chef furent successivement l'ancien recteur de l'Université catholique de Pékin, professeur de philosophie à la "Catholic University of America", à Washington D.C., Monsieur G. Barry O'Toole, puis, à partir de 1944, le Père Mark Tsai, régent de l'"Institute of Far Eastern Studies", de la "Seton Hall University". Le "China Monthly" dénonça très tôt et avec beaucoup de constance la politique américaine en Chine et semble avoir été le porte-parole du gouvernement de Tchong-k'ing pour tout ce qui ne pouvait être publié par une agence officielle sans risquer un incident diplomatique. C'est le "China Monthly" qui, le premier, selon son rédacteur en chef lui-même, le Père Mark Tsai, exprima le point de vue que les Américains mal disposés envers le régime de Chang Kai-shek étaient purement et simplement des traîtres. (10) Il semble bien que l'influence exercée par le "China Monthly" ait été bien plus considérable que la circulation limitée du périodique ne pourrait le laisser supposer. Les informations parues dans le magazine furent souvent reproduites par la suite dans une quantité d'autres publications et ses articles furent fréquemment lus par les membres du "China Bloc" à la tribune du Congrès afin qu'ils puissent être insérés dans le "Congressional Record". (11)

L'un des critiques les plus sévères de la politique américaine en Chine qui publia un grand nombre d'articles dans le "China Monthly" fut Alfred Kohlberg, un importateur de produits textiles dont l'intérêt pour la Chine provenait sans doute du fait qu'il y avait établi, dans les années vingt, une usine de fabrication et une société d'exportation. Dès la fin de la seconde guerre mondiale, il lança de violentes attaques contre l'"Institute of Pacific Relations" qu'il accusa de mener des activités pro-communistes. (12) Kohlberg ne se contenta pas de si peu. Il écrivit des centaines de lettres aux membres du Congrès, aux secrétaires d'Etat, au président, aux éditeurs des journaux et magazines. Il témoigna cinq fois devant diverses commissions parlementaires, et participa au financement de deux périodiques, "Plain Talk" et le "Freeman".

Un bon nombre de maisons d'édition et de périodiques contribuèrent à créer une image plus favorable de la Chine nationaliste dans

l'opinion. Parmi les périodiques les plus importants, citons "Collier's", le "Saturday Evening Post", l'"American Mercury", le "Reader's Digest", l'"U.S. News & World Report", le "New Leader", et "Life". Certains quotidiens firent preuve d'une grande constance dans leur critique de la politique américaine et leur défense du gouvernement nationaliste. Ce furent, par exemple, le "New York Journal-American", le "Washington Times-Herald", le "Los Angeles Examiner" et le "San Francisco Examiner", l'"Oakland Tribune", et le "Manchester (N.H.) Union Leader". Parmi les maisons d'édition, celles qui publièrent le plus large pourcentage d'ouvrages critiquant le gouvernement américain furent la "Henry Regnery Co." et la "Devin-Adair Co." (13)

D'autres groupes cherchèrent également à exercer une influence sur le climat de l'opinion américaine. La plus active fut l'"American China Policy Association", qui fut organisée à la fin de 1945. Son premier président fut un ancien rédacteur de la "China Weekly Review", J. B. Powell, et son trésorier, Alfred Kohlberg. Puis, pour un an, la présidente fut Clara Boothe Luce, membre de la Chambre des représentants, épouse de l'éditeur de "Time", "Life" et "Fortune". En 1948, le nouveau président fut William Loeb, éditeur et rédacteur en chef du très réactionnaire "Manchester (N.H.) Union Leader". Jusqu'à 1953, l'association publia un volume énorme de lettres, pamphlets, brochures, communiqués de presse, revues de livres, etc. Des membres du Congrès comme Walter H. Judd et Clara Boothe Luce, d'anciens communistes comme Freda Utley et Max Eastman, des militaires comme le major-général David P. Barrows, des ecclésiastiques comme le Révérend William R. Johnson et quelques particuliers associés d'une manière ou d'une autre aux entreprises missionnaires en Chine comme Geraldine Fitch siégèrent au conseil de direction de l'ACPA. (14)

Deux autres groupes ayant pour but d'exercer des pressions sur les parlementaires ou les membres du gouvernement opérèrent de manière intermittente entre 1949 et 1952. La première fut fondée en mars 1949. C'était le "China Emergency Committee" dont le premier président fut un industriel de Pittsbourg, Frederick C. McKee. Walter Judd et B. Carroll Reece, représentant du Tennessee à la Chambre, Irene Kuhn de l'ACPA, et quelques autres à la suite de quoi McKee mit sur pied le "Committee to Defend America by Aiding Anti-Communist China" dont il devint le président. Les vice-présidents furent le général William J. Donovan, ancien directeur de l'OSS, pendant la guerre; Charles Edison, ancien gouverneur du New Jersey et ancien secrétaire à la Marine; et Herbert Welch, Evêque épiscopalien de New York. Le trésorier en fut James G. Blaine, ancien directeur de l'"United China Relief, Inc." Au conseil de direction siégèrent Arthur Bliss Lane, ancien ambassadeur en Pologne, David Dubinsky, James A. Farley, Jay Lovestone, Clara Boothe Luce, et le docteur George A. Fitch. Dubinsky était le président de l'"International Ladies Gar-

ment Workers Union", second vice-président du "Free Trade Union Committee" de l'AFL. Le président du "Free Trade Union" était un certain Matthew Woll qui siégeait également au conseil exécutif de l'"American Jewish League Against Communism" dont Alfred Kohlberg était le président. Jay Lovestone était un dirigeant syndicaliste de New York, ancien secrétaire général du parti communiste américain. George A. Fitch, secrétaire du "Young Men's Christian Association et sous-directeur de la "United Nations Relief and Rehabilitation Administration" (UNRRA), fondée en novembre 1943 pour porter secours aux populations civiles des pays frappés par la guerre, était le mari de Geraldine Fitch, membre du conseil de direction de l'ACPA. En tout, dix des cinquante-huit membres du conseil de direction de l'ACPA siégèrent au comité directeur du "Committee to Defend America", fort de cinquante et un membres. Une autre organisation, le "Committee for Constitutional Government", mise sur pied en 1937 pour faire opposition aux propositions de Roosevelt concernant la Cour suprême, distribua la littérature pro-nationaliste due à la plume de John T. Flynn, Freda Utley, William R. Johnson et autres. (15)

Ces groupes travaillaient en collaboration très étroite avec les diplomates nationalistes de l'ambassade chinoise à Washington. La cible principale de leur propagande était les cercles gouvernementaux et parlementaires. Il n'était d'ailleurs pas rare que des membres de la Chambre ou du Sénat comme Owen Brewster ou Joseph McCarthy utilisent le matériel rédigé par les membres de ces groupes pour étayer leurs attaques contre l'administration ou pour mettre les officiels en difficulté devant une commission parlementaire. Le sénateur Brewster, par exemple, eut recours à l'ouvrage de Freda Utley, "The China Story", pour cuisiner Dean Acheson lors des "MacArthur Hearings". McCarthy, quant à lui, utilisa le matériel fourni par Alfred Kohlberg dans ses attaques contre la politique américaine en Asie et contre les officiels du Département d'Etat de l'"Institute of Pacific Relations". (16)

Les élections sénatoriales de 1946 marquèrent la première victoire républicaine depuis 1928 et le point de départ de l'ascension d'un jeune sénateur du Wisconsin, Joseph R. McCarthy. Dans une interview accordée au "Milwaukee Journal", peu de temps après son élection, McCarthy avait indiqué qu'il comptait suivre la ligne libérale de l'ancien gouverneur du Minnesota, Harold E. Stassen, plutôt que le conservatisme du sénateur de l'Ohio, Robert A. Taft. Une fois au Sénat, cependant, il s'aligna avec les conservateurs et Taft pour les questions de politique intérieure, votant contre le contrôle des prix, des loyers et du crédit, s'opposant à l'aide fédérale au logement et à l'éducation et soutenant fortement la loi Taft-Hartley régissant les relations de travail entre employeurs et employés et limitant les pouvoirs des syndicats. En matière de politique étrangère, il suivit la ligne du sénateur Arthur H. Vandenberg et des républicains internationalistes, soutenant la "Truman Doctrine", le plan Marshall et l'OTAN. (17)

Pendant les trois premières années de son mandat, McCarthy par-

vint à s'aliéner la sympathie de ses collègues, tout en passant relativement inaperçu des électeurs. A la fin de 1949, il était devenu de plus en plus inquiet quant à ses chances de réélection en 1952. Il se rendit compte qu'il lui fallait trouver au plus tôt un sujet susceptible d'attirer l'attention de la presse et du public. C'est à un dîner su "Colony Restaurant" de Washington que fut pour la première fois envisagée la possibilité de l'exploitation de l'anti-communisme fondamental américain. Après avoir passé en revue avec ses hôtes, le Père Edmund A. Walsh, doyen de la "Georgetown School of Foreign Service", Charles Kraus, "instructor" de sciences politiques à la "Georgetown University" à Washington D. C., William A. Roberts, un avocat, les questions pouvant amener le soutien de l'électorat, il fixa son choix, à la suggestion du Père Walsh, sur le problème de l'infiltration de communistes au gouvernement. (18)

Le 12 février 1950, à Wheeling, Virginie occidentale, McCarthy donna le coup d'envoi de l'agitation anti-communiste intense qui secoua le pays durant les dernières années de la présidence de Harry Truman et les premières années de celle d'Eisenhower. Dans un discours démagogique qui confirmait la notion populaire de la toute-puissance des Etats-Unis et qui flattait les convictions anti-intellectualistes traditionnelles, il expliqua que le pays, en dépit des valeureux efforts de ses forces armées n'avait pas gagné la seconde guerre mondiale, et que cet échec n'était pas dû aux révolutions chinoise et européennes, mais bien à la trahison de certains membres du Département d'Etat:

"The reason why we find ourselves in a position of impotency is not because our only powerful potential enemy has sent men to invade our shores, but rather because of the traitorous actions of those who have been treated so well by this Nation. It has not been the less fortunate or members of minority groups who have been selling this Nation out, but rather those who have had all the benefits that the wealthiest nation on earth has had to offer - the finest homes, the finest college education, and the finest jobs in Government we can give.

This is glaringly true in the State Department. There the bright young men who are born with silver spoons in their mouths are the ones who have been the worst ... In my opinion the State Department ... is thoroughly infested with individuals who would appear to be either card carrying members or certainly loyal to the Communist Party, but who nevertheless are still helping to shape our foreign policy ... (19)

Le discours de Wheeling catapulta McCarthy au premier plan de l'actualité et de la scène politique. Assurément, le sénateur n'avait pas prévu les remous que provoquèrent ses accusations, ni la réaction de la presse. Le texte original du discours n'est d'ailleurs pas connu.

Il semble cependant que McCarthy ait plus ou moins improvisé sur la base de coupures de presse et d'extraits d'un discours prononcé par Richard Nixon, le 26 janvier 1950, à la Chambre des représentants. (20) Les journalistes présents à Wheeling effacèrent l'enregistrement des propos de McCarthy. Selon eux, cependant, ce dernier assura ses auditeurs qu'il avait en sa possession une liste de 205 noms de communistes employés par le Département d'Etat. Cette nuit-là, l'"Associated Press" cabla un communiqué à ses abonnés. La majorité des quotidiens métropolitains ignorèrent le discours de Wheeling, à l'exception du "Chicago Tribune" qui inséra un article dans ses pages intérieures et du "Denver Post" qui publia la nouvelle en première page. McCarthy qui se rendait à Salt Lake City, Utah, pour un autre engagement, se vit entouré à l'escale de Denver par une foule de journalistes lui réclamant la liste des communistes employés au Département d'Etat. Il accepta de la leur montrer et affecta de chercher dans sa serviette, mais découvrit bientôt qu'il avait laissé la fameuse liste dans ses bagages restés à bord de l'avion. Lorsqu'il arriva à Salt Lake City, il avait eu le temps de reprendre ses esprits et commença de savantes manœuvres de dissimulation. Il expliqua aux journalistes qui l'attendaient qu'il était en possession de deux listes, l'une de 205 noms d'employés du Département d'Etat considérés comme des risques pour la sécurité américaine et une autre de 57 noms de membres du parti communiste américain. Lorsqu'il parvint à Reno, Nevada, le lendemain, il ne fit plus allusion qu'aux 57 membres du parti communiste. (21)

En quelques mois, McCarthy devint une force politique majeure et le symbole de l'extrémisme républicain. En tant que tel, il se fit l'avocat des thèses traditionnelles du parti républicain d'après-guerre. La question du "communisme au gouvernement" était un aspect essentiel de la propagande républicaine de l'époque, la négligence du gouvernement démocrate face aux développements de la situation chinoise en était un autre. L'alliance de McCarthy et du "China Bloc" était inévitable. McCarthy devint le porte-parole le plus agressif de la thèse selon laquelle le Département d'Etat était l'un des centres d'une conspiration internationale destinée à influencer la politique américaine en Chine au profit des communistes. De la conjonction des activités discrètes du "China Lobby", des demandes du "China Bloc", et des accusations virulentes de McCarthy naquit un climat de défiance et d'hystérie qui allait avoir de funestes conséquences pour la politique étrangère américaine des vingt années suivantes. Le "China Lobby" et McCarthy exploitèrent à merveille un certain nombre d'événements, entre autres, les accords de Yalta, l'affaire de l'"Amérasia", la démission de Patrick J. Hurley de son poste d'ambassadeur à Tchong-k'ing, l'échec de la mission Marshall en Chine, les révélations des anciens membres du parti communiste américain et la condamnation d'Alger Hiss, et la guerre de Corée.

Les victoires communistes sur le continent posaient un grave pro-

blème aux nationalistes. Il convenait de conserver le contrôle d'une partie du territoire chinois pour espérer pouvoir survivre. A cet effet, le Kouo-min-tang décida qu'il était nécessaire de convaincre les Américains et leur gouvernement qu'une Chine nationaliste forte était essentielle pour leur sécurité, et que l'échec du Kouo-min-tang était dû aux refus des parlementaires et du gouvernement américains d'apporter une aide suffisante à la Chine. La tendance américaine à croire à une conspiration monolithique fut d'un grand secours pour les propagandistes nationalistes. Le "China Lobby", en effet, tira parti des prédispositions américaines en présentant les faits de manière à confirmer les craintes d'infiltration communiste au gouvernement et de trahison de l'Intérêt national par les diplomates du Département d'Etat. Il convient de noter, cependant, que les allégations du "China Lobby" ne commencèrent à exercer un certain effet auprès de l'opinion qu'après la conquête de la Chine par Mao.

La première décision gouvernementale américaine qui eut à subir les critiques acerbes des divers organes du "China Lobby" fut celle de Roosevelt à Yalta. Pour les membres des organisations pro-chinoises et du "China Bloc", les accords de Yalta représentèrent la trahison d'une puissance alliée et amie:

"Consequently, our concessions of (Chinese) territory which did not even belong to us, besides being immoral and illegal, were based on ignorance and stupidity. There are those who believe that they were based on treacherous submission to the ideals of the Communist world revolution." (22)

Les premières critiques concernant la manière dont Roosevelt et Churchill négocièrent à Yalta furent le fait de sources chinoises qui accusèrent les deux hommes d'Etat d'avoir succombé aux demandes de Staline, en l'absence de Chang. (23) Dès lors et jusqu'à 1953, les attaques furent vigoureuses et incessantes. Le 15 mai 1946, par exemple, un groupe de soixante-cinq personnalités américaines de premier plan publia un document intitulé le "Manchurian Manifesto", dont l'amiral H.E. Yarnell, Walter H. Judd, Clara Boothe Luce, Henry R. Luce, Alfred Kohlberg, et John B. Powell étaient co-signataires et qui accusait le gouvernement d'avoir trahi Chang Kai-shek:

"This agreement was not only made behind China's back, but at Yalta America was pledged to deliver the promised concessions in Manchuria and Mongolia to Soviet Russia, whether the Chinese Government agreed or not." (24)

L'assaut continua de plus belle. Mais c'est Alfred Kohlberg qui lança l'attaque la plus virulente contre la politique rooseveltienne et ses conséquences:

"... while their nationalist brothers fought the Japanese (in 1944), the Communists were increasing their attacks on the Government. This moment was chosen by President Roosevelt to demand that the Government of China as well as China's armies be put under the orders of General Stilwell. in case of refusal General Stilwell was authorized to threaten withdrawal of American forces and lend-lease ... Chiang Kai-shek ... refused, and Roosevelt had to back down and recall Stilwell. President Roosevelt did not forget his rebuff and the following February at Yalta he offered Stalin, who had not requested it, control of the Manchurian railroads and possession of Port Arthur and Dairen." (25)

Il est intéressant de noter que les informations fournies par Kohlberg sont notoirement fausses. Roosevelt ne demanda jamais que le gouvernement chinois soit subordonné à Stilwell, et Staline demanda tout ce qu'il obtint à Yalta, et plus. (26) D'autres critiques de Roosevelt suivirent l'exemple de Kohlberg et exprimèrent leur ressentiment. L'un d'entre eux, William C. Bullitt, publia, dans le magazine "Life", un article retentissant intitulé "Report on China" qui fut, par la suite, reprise par le "China Monthly" comme éditorial. Peu à peu, les critiques s'enhardirent. Ils s'étaient contentés, à l'origine, d'insinuer qu'un Roosevelt éprouvé par la maladie et épuisé par les années de pouvoir avait cédé à toutes les exigences de Staline, mais, bientôt, les termes de trahire et de trahison furent utilisés de plus en plus fréquemment. (27)

Le second événement majeur qui fut savamment exploité par le "China Lobby" fut l'affaire de l'"Amerasia". C'est en février 1945 qu'un membre de l'"Office of Strategic Services" (OSS) fut frappé par des similitudes entre un article publié par "Amerasia" et certains documents secrets de l'OSS. Le rédacteur du magazine fut rapidement impliqué dans cette affaire de fuites. Une commission d'enquête avait auparavant identifié celui-ci, qui n'était autre que Philip J. Jaffe, comme un membre ou un sympathisant du parti communiste. L'enquête du FBI, de plus, indiqua qu'il avait pu établir des contacts au Département d'Etat. Jaffe s'était apparemment procuré des rapports secrets aux fins de publication dans les colonnes de son magazine. L'hypothèse du FBI fut qu'il existait une possibilité bien réelle d'espionnage.

Au matin du 7 juin 1945, les agents du "Federal Bureau of Investigation" appréhendèrent le rédacteur et cinq autres suspects: deux employés du Département d'Etat, Emmanuel Larsen et John S. Service, un officier de marine, un journaliste, et Kate L. Mitchell, co-rédactrice d'"Amerasia". Le Département de la Justice présenta l'affaire, en août, à un grand jury. Jaffe, Larsen et l'officier de marine furent inculpés alors que John S. Service, Kate L. Mitchell et le journaliste étaient libérés. Bientôt, l'officier de marine fut relâché, faute de preuves. Quant aux preuves contre Jaffe et Larsen, elles avaient été

obtenues de manière illégale, ce qui fit que l'accusation accepta que les inculpés plaident coupables d'un délit moins grave. Jaffe fut condamné à une amende de \$2.500 et Larsen à \$500.

Si pour le Département de la Justice, l'affaire de l'"Amerasia" était, dès lors, classée, il n'en fut pas de même pour les membres républicains du Congrès et le "China Lobby". George Dondero, représentant du Michigan, et d'autres collègues républicains accusèrent le grand jury d'avoir cherché à étouffer l'affaire en blanchissant les inculpés. La Chambre des représentants décida alors d'autoriser la formation d'une commission chargée d'établir si le grand jury avait effectivement cherché à étouffer l'affaire. La commission d'enquête, placée sous la présidence de Samuel F. Hobbs, démocrate de l'Alabama, conclut que tel n'était pas le cas et que, de plus, les documents de l'OSS saisis dans les locaux de l'"Amerasia" n'étaient pas d'une grande importance pour la défense nationale et l'effort de guerre américain:

"After a most painstaking study we certify that there is no evidence, no hint, justifying adverse criticism of either grand jury, any prosecuting attorney, FBI, judicial, or other official."

La conclusion de la commission concernant la nature des documents saisis n'est pas moins intéressante:

"Few, if any, of the identifiable classified documents involved in this case had any real importance in our national defense or our war effort." (28)

En dépit du rapport final de la commission "Hobbs", la question de l'"Amerasia" continua de provoquer les controverses. (29) En octobre 1946, le magazine "Plain Talk" d'Alfred Kohlberg publia un article d'Emmanuel S. Larsen qui allait être cité et paraphrasé, à de nombreuses reprises, par la suite, en particulier par McCarthy à la tribune du Sénat, et qui était intitulé "The State Department Espionage Case". L'article était une version très distordue de l'affaire de l'"Amerasia". L'auteur, l'un des condamnés de l'affaire, témoigna par la suite devant une commission parlementaire, le "Tydings Committee", instituée pour étudier la validité des accusations de McCarthy contre divers employés du Département d'Etat que son manuscrit avait été réécrit par les rédacteurs du magazine, Isaac Don Levine et Ralph de Toledano, pour satisfaire Kohlberg. Sa situation financière l'avait forcé, ajouta Larsen, à approuver la version remaniée de son article. (30) Le témoignage de Larsen devant la commission d'enquête passa quasiment inaperçu. Les accusations de McCarthy, basées sur l'article de Larsen, par contre, emplirent les premières pages des quotidiens. (31) Les conclusions du "Tydings Committee" furent compara-

bles à celles de la commission Hobbs de 1946. D'une part, l'enquête du FBI n'avait fourni aucune

"... instance of anybody ever using one of these documents for anything except the purpose of publication in Amerasia, or elsewhere..."

d'autre part,

"It has been charged widely, by Senator McCarthy as well as by others that the Amerasia case is the key to an espionage ring in the State Department. The evidence clearly establishes that this is not true..." (32)

En dépit des conclusions des commissions d'enquête, les protagonistes de l'affaire de l'"Amerasia" continuèrent à être dépeints par les propagandistes pro-nationalistes comme des traîtres et des espions protégés par la branche exécutive du gouvernement. La grande presse, cependant, cessa de s'intéresser de près à l'affaire et ne prêta que peu d'attention aux accusations proférées par les organes du "China Lobby" entre 1946 et 1950. Lorsque McCarthy exhuma la controverse, en 1950, et reprit à son compte les allégations de Kohlberg et consorts, la réaction de la grande presse fut tout d'abord partagée. Le phénomène McCarthy, cependant, la maîtrise avec laquelle le sénateur du Wisconsin, confortablement abrité derrière le paravent de son immunité parlementaire, accusait les personnalités les plus réputées, inventant au besoin les preuves nécessaires, camouflant les premiers mensonges par des mensonges plus énormes encore, finit par triompher des sceptiques. Non pas que les journalistes furent tous convertis par le charisme de McCarthy, mais la structure même de la presse américaine, son rôle et sa fonction firent que les accusations de McCarthy furent constamment publiées en première page et que les dénégations de ses victimes se perdaient quelques jours plus tard, alors que le mal était déjà fait, dans les pages intérieures des quotidiens. (33)

La démission du général Patrick J. Hurley de son poste d'ambassadeur à Tchong-k'ing fut également exploitée par les propagandistes nationalistes. Hurley avait eu pour mission, après le rappel de Stilwell, de chercher à mettre sur pied un gouvernement de coalition en Chine afin de permettre une meilleure résistance des armées chinoises à la pousée japonaise de la fin de la guerre. Dans sa lettre de démission, il rendait responsables de l'échec de sa mission certains membres du Département d'Etat, qu'il accusait d'avoir des tendances pro-communistes et d'avoir saboté ses efforts en vue de la formation d'un gouvernement chinois unifié. Les accusations de Hurley et son soutien incessant de Chang Kai-shek furent largement exploités par le "China Lobby". En général, les articles pro-nationalistes se contentèrent de

citer les passages de sa lettre de démission incriminant les fonctionnaires du Département d'Etat. Comme pour l'affaire de l'"Amerasia", la démission de Hurley fut promptement oubliée par la grande presse. C'est en 1950, lorsque McCarthy exhuma la controverse pour étayer ses attaques contre les membres du Département d'Etat et John Stewart Service, en particulier, que les accusations de Hurley refirent leur apparition à l'avant-scène politique. (34)

L'attaque contre le général Marshall et l'exploitation de l'échec de sa mission posa quelques problèmes au "China Lobby". Il fallait faire en sorte que la politique américaine de l'époque - à savoir la tentative de formation d'un gouvernement de coalition - soit perçue comme une manœuvre communiste. De plus, la réputation de grand honnête homme et le prestige de Marshall rendait toute attaque de sa personne particulièrement périlleuse. Ces difficultés furent résolues en attribuant ses "erreurs de jugement" à sa naïveté et à son ignorance, et à l'influence pernicieuse des fonctionnaires pro-communistes de la "Far Eastern Division" du Département d'Etat. L'argumentation du "China Lobby" s'articule autour de certains éléments clés: les efforts consentis par le gouvernement américain pour amener le Kouo-min-tang à accepter le principe d'une coalition avec les communistes représentaient déjà en soi une trahison; les trêves entre les deux factions négociées par Marshall tournèrent à l'avantage exclusif des communistes; enfin, l'embargo sur les armes destinées aux nationalistes, pendant la période de médiation, et le manque d'approvisionnement en armes et en munitions, par la suite, précipitèrent la défaite et la chute de Chang.

Les attaques contre la mission Marshall ne commencèrent que près d'une année après son retour de Chine et la prise de conscience de l'échec de ses tentatives de conciliation. D'abord particulièrement prudentes, elles se firent, avec le temps, de plus en plus précises et virulentes. Le "China Monthly", en 1949 et 1950, aborda de manière de plus en plus insistante la question de l'approvisionnement en armes et munitions du régime nationaliste. (35) Mais c'est après le début du conflit coréen que cet aspect de la politique de Marshall, puis d'Acheson fit l'objet des critiques les plus acerbes. Freda Utley, par exemple, consacra un chapitre entier de son ouvrage "The China Story" à la question de l'aide militaire américaine à Chang Kai-shek, chapitre qu'elle intitula "Too Little, Too Late - the Facts About Aid to China":

"The record of America's China policy since 1945, as briefly outlined, shatters the myth that China was lost to the Communists simply because of the shortcomings of the national Government. Examination of the figures of 'military aid' to China leads to the conclusion that it was lack of ammunition, as well as too much American interference to the benefits of the Communists, which gave the victory to Stalin." (36)

L'intention de Freda Utley était de démontrer que les estimations de Marshall et d'Acheson quant au montant de l'aide américaine à la Chine - plus de deux milliards de dollars - étaient erronées et grossièrement exagérées, que l'aide en question ne comprenait pas de munitions, que les munitions étaient en fait ce dont les nationalistes avaient le plus besoin, et que les communistes, eux, étaient approvisionnés en armements et munitions pris aux troupes japonaises par les Russes. (37)

Au moment où les premières attaques contre la politique chinoise de l'administration se préparaient, les nationalistes et les membres du "China Lobby" se trouvaient dans une situation quasiment désespérée. Ils s'étaient montrés incapables, en effet, de provoquer un mouvement de sympathie populaire pour la Chine nationaliste. La question des accords de Yalta, l'affaire de l'"Amerasia", la démission de Hurley et l'échec de la mission Marshall avaient été exploités jusqu'à la limite des possibilités, sans que les propagandistes de Chang ne parviennent à prouver l'existence d'une conspiration pro-communiste au sein du gouvernement américain. Lorsqu'en juillet 1948, la Chambre des représentants chargea le "Committee on Un-American Activities" de déterminer si des réseaux communistes s'étaient livrés à des activités d'espionnage avant et pendant la seconde guerre mondiale, les organisations pro-nationalistes et les républicains du Congrès se rendirent immédiatement compte du parti que l'on pouvait tirer de l'enquête. Un bon nombre d'anciens communistes témoignèrent devant la commission, dont Louis Budenz, Elizabeth Bentley et Whittaker Chambers. Elizabeth Bentley accusa une trentaine d'employés gouvernementaux, dont Lauchlin Currie, ancien assistant de Roosevelt, et Harry Dexter White, ancien assistant du secrétaire au Trésor, d'avoir activement participé aux activités d'un réseau soviétique d'espionnage. Whittaker Chambers, quant à lui, accusa neuf anciens membres du gouvernement d'être ou d'avoir été des communistes. L'un d'entre eux était Alger Hiss, ancien directeur de la section des "Special Political Affairs" du Département d'Etat et président de la fondation Carnegie pour la paix internationale ("Carnegie Endowment for International Peace"). Les témoignages de Chambers et Bentley n'étaient pas des nouveautés. Elizabeth Bentley avait déjà raconté son histoire au FBI en 1947 et Chambers en avait fait autant en 1939. Ce qui était nouveau fut la manière dont les républicains cherchèrent à exploiter ces questions. En août 1948, Hiss déclara qu'il n'avait jamais été affilié à une quelconque organisation communiste. Lors d'une audience suivante, Hiss menaça Whittaker Chambers d'un procès en diffamation. Chambers réitéra ses accusations à la fin du mois d'août et Hiss intenta un procès au cours duquel Chambers produisit une trentaine de documents secrets qu'il dit avoir obtenus de Hiss. Il ne s'agit plus, dès lors, d'une affaire de diffamation mais d'une affaire d'espionnage. Le 15 décembre 1948, Hiss fut inculpé de parjure. Le premier procès se termina sans que les jurés puissent se mettre d'accord sur un

verdict. Le second aboutit à la condamnation de Hiss. (38)

L'importance de l'affaire Hiss découle du fait qu'il s'agit là du seul cas où un ancien membre important du gouvernement fut condamné pour des activités pro-communistes. Les républicains du "China Bloc", les anti-communistes et les membres des divers groupes de pression pro-nationalistes, qui cherchaient à persuader le public de l'existence d'une conspiration communiste et de l'infiltration de communistes au gouvernement, purent dès lors citer un cas spécifique semblant prouver la validité de leur allégations. De plus, le fait que Hiss avait été présent à la conférence de Yalta relança la controverse concernant la "trahison" des intérêts américains par Roosevelt. La présence de Hiss à Yalta n'était-elle pas la preuve de ce que les avocats de la cause nationaliste avaient toujours prétendu - à savoir que Chang avait été trahi par la délégation américaine? Joseph P. Kamp résuma la position du "China Lobby" d'une manière particulièrement claire lorsqu'il écrivit que les révélations de Chambers concernant Alger Hiss

"... helped us to understand the amazing Yalta sell-out of China to Russia in 1945. For Alger Hiss was at Yalta as State Department Advisor to President Roosevelt, then only a few weeks from his grave, whispering advice into his ear on the vital decisions which gave China, Poland and Eastern Europe to Stalin." (39)

John Flynn exprima la même théorie:

"But, strangest of all, this agreement (on China) was made at Yalta in a secret meeting with Stalin. Even Secretary of State Steffinius, who was at Yalta, was not permitted to be present ... Only the Communist Alger Hiss was permitted to attend Roosevelt - Hiss, the secret Soviet espionage agent and then high-ranking political Advisor of the State Department and member of the IPR." (40)

En fait, il semble bien que Hiss ne fut jamais à même d'exercer une influence quelconque sur le cours des négociations. D'une part, Roosevelt était entouré du secrétaire d'Etat, de son conseiller militaire, l'amiral Leahy, de son conseiller politique, Harry Hopkins, et du président des "joint Chiefs of Staff". D'autre part, la fonction de Hiss à la conférence était celle de secrétaire. En dépit du fait que Hiss ne joua qu'un rôle secondaire à Yalta et qu'il n'eut pas l'occasion d'influencer Roosevelt, les organes du "China Lobby" persistèrent dans leur interprétation.

La campagne des propagandistes pro-nationalistes pour tenter de convaincre le public que la Chine avait été trahie commença avant même la condamnation de Hiss. Dans ses efforts pour discréditer le

"Livre Blanc" publié par le Département d'Etat pour expliquer la politique américaine de non-intervention dans la guerre civile chinoise, Kohlberg procéda par association. Il dépeignit, par exemple, le rédacteur de l'ouvrage, Philip Jessup, comme un

"... close associate of alleged espionage agents such as Alger Hiss, Guenther Stein, Philip Jaffe, Anna Louise Strong, etc..." (41)

La presse pro-nationaliste, dès que la nouvelle de la condamnation de Hiss fut rendue publique, procéda à l'implication de certaines personnalités par association directe ou indirecte avec d'anciens communistes, ou avec Alger Hiss. Par la suite, la plupart des experts en affaires chinoises furent accusés de menées pro-communistes et d'espionage au profit du bloc communiste.

Moins de six mois après la condamnation de Hiss, le début de la conflagration coréenne acheva de convaincre les Américains de l'existence d'une gigantesque conspiration pro-communiste. Les pro-nationalistes ne tardèrent pas à chercher à exploiter le conflit à leur avantage. Un grand nombre d'ouvrages furent publiés associant le conflit coréen à la perte de la Chine. La guerre de Corée devint bientôt le véhicule de la propagande cherchant à convaincre les Américains que la victoire en Corée passait par une victoire des nationalistes sur les communistes en Chine. Il convenait, dès lors, de fournir à Chang les moyens d'intervenir dans le conflit et de l'aider à reconquérir la Chine continentale. (42)

De 1947 à 1951, les thèses du "China Lobby" furent progressivement acceptées par les membres du Congrès et par la presse. En 1945 et 1946, cependant, les critiques de la politique chinoise de l'administration et les demandes d'accroissement de l'aide au régime de Chang Kai-shek avaient été virtuellement inexistantes. Quatre membres du Congrès, seulement, abordèrent le problème chinois pendant cette période. Tous quatre étaient membres du "China Bloc", il s'agissait de Ciara Boothe Luce et Walter Judd, et des sénateurs Kenneth Wherry et Styles Bridges. L'échec de la mission Marshall marqua le commencement de la fin de la période de politique bi-partisane au Congrès. Ironiquement, ce fut le défenseur de la politique étrangère bi-partisane, le sénateur Vandenberg, qui ébranla l'édifice. Dans un discours prononcé à Cleveland, Ohio, le 11 janvier 1947, il pressa le gouvernement de cesser de soutenir le principe de la participation des communistes à un gouvernement de coalition en Chine. (43) Le "China Bloc", de son côté, commença à réclamer le transfert de John Carter Vincent de la division extrême-orientale du Département d'Etat à un poste d'ambassadeur en Suisse, la levée de l'embargo sur les armes et les munitions destinées aux nationalistes chinois, et l'envoi du général Wedemeyer en Chine pour y faire une nouvelle analyse de la situation. (44)

La suppression du rapport de Wedemeyer par Truman et Marshall ne servit qu'à éveiller les soupçons des membres du "China Bloc" quant au contenu du rapport. Deux événements allaient confirmer les soupçons des sceptiques. Le premier fut la parution de l'article de William C. Bullitt dans "Life", article dont nous avons déjà parlé précédemment. Le second fut le témoignage de diverses personnalités pro-nationalistes, dont le général Wedemeyer, Walter Judd, William C. Bullitt et Alfred Kohlberg, devant le "Senate Appropriations Committee". Vers la fin de 1947, il devint de plus en plus apparent que bon nombre de républicains avaient accepté la validité des thèses du "China Lobby". Le gouverneur Dewey, par exemple, au début de la campagne électorale, en novembre 1947, s'écria dans un discours:

"If China falls, we may reasonably assume that all Asia is gone, and Western Europe and the Americas will stand alone - very much alone in a hostile world." (45)

Le "Committee on Un-American Activities" et le "Foreign Affairs Committee" de la Chambre partageaient les vues de Dewey et des membres du "China Bloc". Le "Foreign Affairs Committee", lors des audiences concernant la loi d'aide aux puissances étrangères, reçut le témoignage de trois personnalités soutenant fermement l'octroi d'une aide militaire accrue au régime de Chang Kai-shek. Le juge N.F. Allman, ancien consul des Etats-Unis à Chang-hai, conseiller juridique d'une société américaine commerçant avec la Chine, recommanda une politique réaliste et positive de reconstruction et une aide militaire et politique. Le docteur William McGovern, chargé d'enquête par le comité, expliqua que

"...to suppress the commies, the immediate need is military supplies and techniques." (46)

Quant au général Wedemeyer, il déclara que l'aide économique ne pouvait suffire et doutait de la validité et de l'utilité d'une aide économique qui ne serait pas liée à une aide militaire. (47) Le "Committee on Un-American Activities" publia, de son côté, un "Report on the Communist Party of the United States as an Advocate of Overthrow of Government by Force and Violence", en mai. Un chapitre du rapport était consacré à la situation chinoise. Les sources d'information du comité, en plus de quelques publications communistes et de quelques journaux américains, furent William C. Bullitt, Freda Uley, Geraldine Fitch, l'archevêque Paul Yu-pin, et George Sokolsky. L'objectif du rapport en question, semble-t-il, fut de discréditer l'opposition à l'aide militaire au régime de Chang. (48) En dépit de la lente érosion de la position des opposants à une politique d'intervention, une majorité des membres du Congrès restait opposée au principe de l'octroi d'une aide plus importante aux nationalistes.

La débâcle nationaliste commença en septembre 1948. En quatre mois, la totalité de la Mandchourie et de la Chine du Nord, Pékin y compris, tomba aux mains des communistes. A la même époque, le sénateur Bridges, président du "Senate Appropriations Committee" engagea un ancien collègue, le sénateur D. Worth Clark de l'Idaho, pour conduire une enquête sur place et faire un rapport sur la situation financière, économique et militaire. Depuis 1944, Clark, en association avec deux anciens employés de la "China Defense Supplies", pratiquait le barreau, à Washington. Russel Smith, vice-président de la "Bank of America" accompagna Clark en tant que conseiller financier et économique. E. B. Lockett, un autre vétéran de la colonie américaine en Chine, fut du voyage et écrivit le rapport. Les frais du voyage furent pris en charge par le gouvernement nationaliste. Le rapport recommanda comme unique programme de sauvegarde de la Chine du communisme, une aide militaire directe, immédiate et sur une grande échelle pour les nationalistes, l'envoi en Chine de conseillers militaires, le financement des opérations militaires par les Etats-Unis, une aide financière pour une stabilisation de la monnaie, et le contrôle des dépenses du gouvernement nationaliste par les Etats-Unis. (49) Les difficultés des nationalistes poussèrent les représentants du "China Bloc", les propagandistes du "China Lobby" et quelques autres à répandre le point de vue selon lequel le gouvernement américain était directement responsable de la crise. C'est dans ces circonstances que Truman reçut la requête d'une cinquantaine de représentants républicains à laquelle nous avons déjà fait allusion. (50) Quelques mois plus tard, en juin, pour être plus précis, le sénateur Knowland envoya une lettre au président Truman, contre-signée par seize républicains et cinq démocrates, réclamant l'assurance que le régime communiste chinois ne serait reconnu sous aucun prétexte par le gouvernement. (51)

Le "Livre Blanc" concernant la Chine fut publié par le Département d'Etat, le 5 août 1949. La lettre de présentation de Dean Acheson intitulée "A Summary of American-Chinese Relations" présente une évaluation de la situation et des responsabilités américaines en Chine, et les fondements de la politique qu'avait choisie de suivre le secrétaire d'Etat:

"The unfortunate but inescapable fact is that the ominous result of the civil war in China was beyond the control of the United States. Nothing that this country did or could have done within the reasonable limits of its capabilities could have changed that result; nothing that was left undone by this country has contributed to it. It was the product of internal Chinese forces, forces which this country tried to influence but could not. A decision was arrived at within China, if only a decision by default.

And now it is abundantly clear that we must face the situation as it exists in fact. We will not help the Chinese or

ourselves by basing our policy on wishful thinking." (52)

Comme Acheson l'indique lui-même dans ses mémoires, le "Livre Blanc" fut très mal accueilli par les républicains et les membres du "China Bloc", la presse et une partie de l'opinion. (53)

Deux questions primordiales se posèrent après la proclamation de la République populaire de Chine et la fuite de Chang à Formose, en décembre 1949. La première était de savoir s'il convenait de reconnaître la nouvelle république et de remplacer les délégués nationalistes aux Nations unies par des délégués communistes. La seconde concernait la défense de Formose où Chang et les restes de son armée s'étaient réfugiés. Les nationalistes et leurs amis du "China Lobby" se rendirent immédiatement compte qu'une reconnaissance par le gouvernement américain de la République populaire de Chine impliquerait inévitablement l'abandon de Formose par l'administration Truman. Ils cherchèrent donc à prévenir une telle reconnaissance aussi longtemps que possible et par tous les moyens, et à sensibiliser le gouvernement à l'importance stratégique de Taïwan pour la sécurité des Etats-Unis.

Truman et Acheson, en fait, avaient décidé de ne pas intervenir pour défendre Formose. Les raisons d'une telle décision étaient indéniablement politiques. (54) L'engagement de forces américaines ne pouvait qu'être préjudiciable à un éventuel rapprochement entre Washington et communistes chinois. Il convenait de ne pas provoquer un antagonisme encore plus virulent des communistes à l'égard des Etats-Unis. Truman annonça sa décision dans un communiqué du 5 janvier 1950:

"The United States Government will not pursue a course which will lead to involvement in the civil conflict in China. Similarly, the United States Government will not provide military aid or advice to Chinese forces on Formosa." (55)

De son côté, Dean Acheson, dans un discours prononcé au "National Press Club" de Washington, le 12 janvier 1950, entreprit d'expliquer les raisons de la politique de non-intervention. Ce discours très important exerça une profonde influence sur la manière de voir des Américains. Curieusement, cependant, ce qui était en fait la défense d'une politique particulièrement prudente, et'une attaque contre les éléments du Congrès désireux de risquer un conflit armé avec le bloc communiste pour empêcher la Chine de passer dans le camp pro-soviétique, allait confirmer la validité des thèses anti-soviétiques de l'époque:

"The attitude and interest of the Russians in North China, and in these other areas as well, long antedates Communism. This is not something that has come out of Communism at

all. It long antedates it. But the Communist regime has added new methods, new skills, and new concepts to the thrust of Russian imperialism. This Communistic concept and techniques have armed Russian imperialism with a new and most insidious weapon of penetration. Armed with these new powers, what is happening in China is that the Soviet Union is detaching the northern provinces (areas) of China from China and is attaching them to the Soviet Union. This process is complete in Outer Mongolia. It is nearly complete in Manchuria, and I am sure that in Inner Mongolia and in Sinkiang there are very happy reports coming from Soviet agents to Moscow. This is what is going on. It is the detachment of these whole areas, vast areas - populated by Chinese - the detachment of these areas from China and their attachment to the Soviet Union. . .

What does that mean for us? It means something very, very significant. It means that nothing that we do and nothing that we say must be allowed to obscure the reality of this fact. All the efforts of propaganda will not be able to obscure it. The only thing that can obscure it is the folly of ill-conceived adventures on our part which easily could do so, and I urge all who are thinking about these foolish adventures to remember that we must not seize the unenviable position which the Russians have carved out for themselves.

We must not undertake to deflect from the Russians to ourselves the righteous anger, and the wrath, and the hatred of the Chinese people which must develop." (56)

Il sembla, tout d'abord, que la contre-attaque de l'administration ait été couronnée de succès. La réaction de la presse et du public parut être clairement opposée à une quelconque aventure asiatique. Mais les républicains du "China Bloc" décidèrent de manifester leur opposition à la politique asiatique du gouvernement en rejetant la loi d'aide à la Corée. (57) L'opinion des opposants à la loi était que si Formose n'était pas d'une importance vitale pour les Etats-Unis, la Corée ne l'était pas non plus. Presque immédiatement après le rejet de la loi, l'administration la révisa et la proposa à nouveau à la Chambre. Truman et Acheson, cependant, pour assurer son succès, durent faire une concession de taille. Ils durent accepter une prolongation de la période pendant laquelle les fonds attribués à la Chine au titre d'aide économique pouvaient être utilisés, et ce, à Formose uniquement. La Chambre approuva la loi révisée le 8 février et le Sénat fit de même le 10. Encore une fois, l'administration était parvenue à éviter un engagement américain dans le conflit chinois. De leur côté, cependant, les membres pro-nationalistes du Congrès avaient démontré qu'ils étaient capables de s'opposer avec succès aux décisions gouvernementa-

les en matière asiatique si Chang Kai-chek était purement et simplement abandonné par l'administration. Le principe de la politique bipartisane en matière d'affaires étrangères, cher au sénateur Vandenberg, avait fait place à une division très nette entre républicains et démocrates. Les démocrates étaient décidés à ne pas se laisser entraîner dans un conflit asiatique et à ne pas faire plus pour Chang Kai-chek. Les républicains, eux, étaient tout aussi déterminés à ne pas faire moins.

Un certain nombre d'événements contribuèrent à l'érosion des positions démocrates et à l'acceptation des vues du "China Lobby". D'une part, les propagandistes nationalistes organisèrent une gigantesque campagne de presse dont les thèmes majeurs furent l'opposition à la reconnaissance de la République populaire de Chine et l'importance stratégique de Taiwan pour la sécurité des Etats-Unis. Cette campagne de propagande se vit accorder une nouvelle respectabilité et une crédibilité accrue lorsque l'ancien président Herbert Hoover, promptement appuyé par le sénateur Taft, lança un appel à la défense de Formose par les forces navales américaines. D'autre part, l'apparition sur la scène politique du sénateur McCarthy et la large répercussion dans la presse de ses attaques contre l'administration et de ses accusations contre les fonctionnaires du Département d'Etat, dans le climat tendu résultant de la condamnation d'Alger Hiss, du soutien de Hiss par Acheson et de la révélation des affaires d'espionnage "Fuchs" et "Coplon", ébranlèrent, à la veille de la guerre de Corée, la confiance du public américain dans son gouvernement.

Les accusations de McCarthy contre les fonctionnaires du Département d'Etat engendrèrent une procédure d'enquête parlementaire qui eut lieu en avril et mai 1950. Le rapport du comité ad hoc, présidé par Millard Tydings, sénateur du Maryland, dénonça les accusations de McCarthy comme "fausses", "invalides" et "frauduleuses". L'enquête du "Tydings Committee" s'articule en trois volets distincts. Le premier volet consiste en une identification par McCarthy de six personnes qu'il accusa d'être des risques pour la sécurité des Etats-Unis. Le second volet est un réexamen de l'affaire de l'"Amerasia" et, plus particulièrement, du cas de John Stewart Service. Le troisième volet, enfin, est une analyse minutieuse des activités de deux personnalités réputées, Philip Jessup, diplomate de grande renommée, et Owen Latimore, professeur à la "Johns Hopkins University", universellement connu pour ses travaux sur l'histoire, la géographie et la culture de la Chine. Des six personnes considérées par McCarthy comme des risques pour la sécurité des Etats-Unis, un seul, Haldore Hanson, avait été associé, de près ou de loin, aux événements chinois. Après avoir été enseignant dans les universités chinoises, puis correspondant de presse et rédacteur, il entra au Département d'Etat, à la "Far Eastern Affairs Division". Lors de l'enquête du "Tydings Committee", il était responsable d'un service de coopération technique. La substance de l'accusation de McCarthy était le contenu et le ton de "Humane

Endeavour", le livre que Hanson avait écrit au retour de son expédition dans les territoires contrôlés par les communistes, pendant les premières phases de la guerre sino-japonaise. McCarthy lut de nombreux extraits de l'ouvrage de Hanson, en particulier ceux où l'auteur exprimait sa profonde admiration pour les communistes chinois, qui, selon lui, fournissait la preuve des tendances pro-communistes de Hanson. (58)

Les accusations de McCarthy contre Jessup furent faites au Sénat. Le 30 mars 1950, McCarthy lança sa seconde attaque majeure contre les communistes au gouvernement, concentrant cette fois ses accusations contre les architectes de la politique chinoise de l'administration. Il déclara que la Chine avait été trahie par un Département d'Etat plus loyal et dévoué aux idéaux et desseins du communisme qu'à ceux de l'autre moitié du monde, libre et craignant Dieu. Il répéta ses accusations contre Service et Hanson, et déclara que Jessup avait de fortes affinités pour la cause du communisme et qu'il était une dupe du maître du réseau d'espionnage soviétique aux Etats-Unis, Owen Lattimore. Un peu plus d'une semaine auparavant, McCarthy avait révélé au public américain que le professeur de Johns Hopkins qu'il avait déjà qualifié d'architecte de la politique asiatique américaine était l'espion soviétique numéro 1 aux Etats-Unis, qu'il était à la tête du réseau d'espionnage dont Alger Hiss avait fait partie. (59)

L'accusation de McCarthy selon laquelle Jessup était supposé avoir de profondes affinités pour la cause communiste découlait de l'association du diplomate avec cinq groupes pro-communistes et l'"Institute of Pacific Relations" et de certaines prises de positions publiques sur des questions d'intérêt général. Le fait que Jessup avait témoigné en faveur d'Alger Hiss fut également utilisé par McCarthy pour étayer ses accusations. L'essentiel de l'accusation de McCarthy reposait cependant sur l'association de Jessup avec l'"Institute of Pacific Relations", dont il avait été, de 1933 à 1946, l'un des membres du "Board of Trustees". Il avait, de plus, été président de l'"American Council", puis du "Pacific Council" de l'institut. Enfin, il avait, à de nombreuses reprises fait partie du comité directeur et avait, en 1944, présidé le "Research Advisory Committee". Pour McCarthy, la simple association de Jessup avec l'institut était une preuve suffisante des tendances pro-communistes et de la déloyauté du diplomate. Les membres du "Tydings Committee", cependant, ne partagèrent pas cette manière de voir. McCarthy déclara que Jessup avait exercé un contrôle absolu sur le contenu d'une des publications de l'institut, la "Far Eastern Survey", qui, selon lui, présentait des vues favorables aux communistes chinois et hostiles à Chang Kai-shek, et ce de manière systématique et délibérée. Le "Tydings Committee" conclut, cependant, dans son rapport final, que McCarthy avait été incapable de prouver que Jessup exerçait un contrôle absolu sur le contenu de "Far Eastern Survey" et que la publication en question avait poursuivi une politique systématiquement et délibérément pro-communiste et anti-nationaliste.

(60) La controverse concernant Philip Jessup reprit de plus belle un peu plus d'une année plus tard lorsque Truman décida d'avoir recours à lui pour représenter les Etats-Unis à l'Assemblée générale des Nations unies. McCarthy s'opposa à sa nomination et réitéra ses accusations. Le résultat fut que la sous-commission sénatoriale chargée d'étudier la proposition de nomination refusa de l'approuver par trois voix contre deux. Deux des sénateurs déclarèrent qu'ils ne doutaient pas de la loyauté de Jessup mais qu'ils ne pouvaient approuver sa nomination au vu du manque de confiance du public. (61)

Les accusations de McCarthy contre Owen Lattimore n'étaient pas plus sérieuses que celles contre Jessup. McCarthy, cependant, décrivit l'affaire de manière particulièrement convaincante. Selon lui, Lattimore était sans aucun doute un espion. L'affaire Lattimore était l'affaire d'espionnage la plus importante de l'histoire des Etats-Unis. Pressé de fournir les preuves de ses allégations, le sénateur du Wisconsin se tira d'affaire par une pirouette, déclarant que les preuves étaient contenues dans les dossiers de sécurité et qu'il était dans l'incapacité de fournir des éléments d'information supplémentaires. Il était prêt à lier son avenir politique à la vérification de ses accusations. Quelques jours plus tard, cependant, après que le dossier Lattimore ait été fourni aux membres de la sous-commission, le sénateur Lodge et le président Tydings déclarèrent qu'aucune des accusations n'avaient été prouvées. Entre-temps, l'affaire avait été rendue publique. Des rumeurs s'étaient répandues dans Washington selon laquelle le fameux espion soviétique numéro 1 était Lattimore. Lors de son discours du 30 mars, McCarthy s'était, cependant, déjà rendu compte de la précarité de sa position. Il abandonna l'accusation d'espionnage et s'en tint strictement à son allégation précédente, à savoir que Lattimore était le principal architecte de la politique asiatique des Etats-Unis:

"I fear in the case of Lattimore, I have perhaps placed too much stress on the question of whether or not he has been an espionage agent." (62)

La conclusion du "Tydings Committee" fut que Lattimore n'était pas l'architecte de la politique asiatique américaine et qu'il n'était pas et n'avait jamais été un espion soviétique:

"We find that Owen Lattimore is not now and has never been in any proper sense an employee of our State Department. His connection with that Department in any capacity has been at most peripheral and that on a most sporadic basis.

Far from being the 'architect of our Far Eastern Policy', we find that Mr. Lattimore has had no controlling and effective influence whatever on that policy. His views have but

been among those of hundreds of others that have gone into the cauldron from which emerges the source material that the policy-makers of our State Department employed in making their judgments.

We find no evidence to support the charge that Owen Lattimore is the 'top Russian spy' or, for that matter, any sort of spy." (63)

La troisième accusation de McCarthy contre Lattimore était que le professeur était un communiste. Un bon nombre d'anciens membres du parti parurent à la barre des témoins. Louis Budenz indiqua qu'il lui fut rapporté que Lattimore était membre d'une cellule communiste au sein de l'"Institute of Pacific Relations", qu'il lui fut conseillé de considérer Lattimore comme un communiste et, enfin, qu'il fut informé du fait que Lattimore avait rendu de grands services au magazine "Amerasia". Budenz, cependant, ne déclara jamais que Lattimore était un communiste. Le témoignage de Budenz était pour une bonne part tout à fait incohérent, et l'absence de preuves démontrant la véracité de ses allégations ne pouvait manquer d'affecter la crédibilité de ses dires. De plus, à l'exception de Freda Uiley qui se montra tout aussi incapable que Louis Budenz de prouver la véracité de ses accusations, les anciens communistes comme Bella Dodd, Earl Browder et Frederick Vanderbilt Field déclarèrent que les accusations contre Lattimore étaient ridicules et qu'il n'avait jamais été un membre du parti. (64) La partie du rapport final consacré à la question de savoir si Lattimore avait été un communiste rejette très clairement les accusations de McCarthy et semble même comporter une attaque contre les méthodes du sénateur:

"Some of Mr. Lattimore's friends, associates, and contacts have been identified before us as Communists. On the other hand, many of his intimate associates are people of the highest repute. Certainly the former connections, when taken with the latter, are not such as to conclude that he is a Communist on the theory that 'birds of a feather flock together,' even where we prepared to accept such a theory under the circumstances. Perhaps in many of his contacts, Mr. Lattimore has not exercised the discretion which our knowledge of Communism in 1950 indicates would have been wise, but we are impelled to comment that in no instance has Mr. Lattimore on the evidence before been shown to have knowingly associated with Communists. The convenient theory suggested to us that HE MUST HAVE KNOWN has not yet become the criterion for judging a private citizen in this country." (65)

Comme dans le cas de Philip Jessup, cependant, le rapport de la

sous-commission ne mit pas fin à l'affaire Lattimore. L'attaque contre le professeur allait reprendre de plus belle lors de l'investigation des activités de l'"Institute of Pacific Relations" par le "Subcommittee on Internal Security", présidé par le sénateur McCarran.

En dépit du fait que McCarthy ne parvint pas à produire une quelconque preuve à l'appui de ses allégations concernant Lattimore, il sortit grand vainqueur des débats du "Tydings Committee". Les témoignages de Louis Budenz et de Freda Utley furent avidement exploités par les républicains qui y virent la preuve de la validité des accusations proférées depuis longtemps par le "Grand Old Party". Les accusations de McCarthy étaient inextricablement mêlées aux débats concernant la perte de la Chine. La question communiste gagnait chaque jour en importance. De plus en plus de candidats républicains au Congrès cherchaient à tirer parti de cette question pour se défaire de leurs opposants. En Floride, par exemple, George A. Smathers défit le sénateur démocrate Pepper en l'accusant d'être trop conciliant avec les communistes et les gens de couleur. En Californie, Richard M. Nixon gagna la campagne électorale en accusant le candidat démocrate de tendances pro-communistes. A la fin d'avril, l'influence de McCarthy au sein du parti républicain s'était très nettement accrue.

Le troisième volet des investigations du "Tydings Committee" consista en une exhumation de l'affaire de l'"Amerasia". L'essentiel de l'assaut fut mené contre John Stewart Service qui avait été exonéré de tout soupçon lors des débats du "Grand Jury". Lors de son séjour en Chine, cependant, Service avait rédigé des rapports particulièrement candides et réalistes concernant la puissance croissante des communistes chinois, et il s'était révélé très optimiste quant à l'avenir des relations entre Américains et communistes chinois. De plus, le fait que, lors de sa démission, Hurley avait accusé les fonctionnaires du Département d'Etat d'avoir saboté ses efforts de médiation et d'avoir pris le parti des communistes chinois avait fait de Service une cible particulièrement vulnérable aux attaques des membres du "China Lobby", du "China Bloc", ou de McCarthy. Comme dans le cas de Lattimore, McCarthy commença par accuser Service d'espionnage, mais dut rapidement se raviser et se contenter de l'accuser d'influence pro-communiste - une accusation particulièrement vague. Le "Tydings Committee" confirma la validité des conclusions de la commission Hobbs. John Stewart Service, quant à lui, se trouva à nouveau blanchi :

"We have carefully considered the evidence and conclude that John Stewart Service is neither a disloyal person, a pro-communist, nor a security risk." (66)

Le rapport fut une vigoureuse attaque contre les méthodes de McCarthy et de ses partisans :

"Three well-defined sources have been largely responsible for the charge that disloyal individuals in our State Department have been responsible for the 'failure of America's China Policy.'

The first of these sources is a distortion of the testimony of Patrick J. Hurley, former Ambassador to China, who on December 5, 6, and 10, 1945, testified before the Senate Foreign Relations Committee...

The second source is Alfred Kohlberg, New York City importer whose wealth appears to have stemmed from contacts with representatives of the Nationalist Government of China...

Still a third source is an article entitled 'The State Department Espionage Case,' ... Seldom, if ever, in the history of congressional investigations has a committee been subjected to an organized campaign of vilification and abuse comparable to that with which we have been confronted throughout this inquiry...

From the very outset of our inquiry, Senator McCarthy has sought to leave the impression that the subcommittee has been investigating him and not 'disloyalty in the State Department.' The reason for the Senator's concern is now apparent. He had no facts to support his wild and baseless charges, and lived in mortal fear that this situation would be exposed...

The simple truth is that in making his speech at Wheeling, Senator McCarthy was talking of a subject and circumstances about which he knew nothing...

Starting with nothing, Senator McCarthy plunged headlong forward, desperately seeking to develop some information, which colored with distortion and fanned by a blaze of bias, would forestall a day of reckoning." (67)

Les conclusions du "Tydings Committee" furent adoptées par le Sénat après un débat particulièrement animé. McCarthy et ses partisans les critiquèrent amèrement, accusant le comité d'avoir cherché à étouffer l'affaire. Par la suite, Millard Tydings fit l'objet d'une campagne de dénigrement qui finit par lui coûter son siège de sénateur lors des élections de la même année. (68) En dépit du refus du "Tydings Committee" d'accepter la version du "China Lobby" concernant l'évolution de la situation intérieure chinoise telle qu'elle avait été présentée par McCarthy, la situation allait tourner à l'avantage des pro-nationalistes avec le début de la guerre de Corée et la décision d'intervenir prise par Truman. La conflagration coréenne créa une attitude réceptive aux thèses de la conspiration monolithique pro-soviétique. De plus, les attaques continuelles de McCarthy et les enquêtes parlementaires résultant de ses accusations, l'évolution catastrophique de la situation mili-

taire en Corée et le rappel de MacArthur, son accueil triomphal dans les grandes villes et au Congrès, l'investigation de la politique asiatique américaine qui s'ensuivit, accrurent l'intérêt de la presse pour les affaires asiatiques.

La thèse de la conspiration de type monolithique pro-soviétique est, encore une fois, au coeur de la procédure d'enquête parlementaire de l'"Internal Security Subcommittee" du "Senate Judiciary Committee". La sous-commission présidée par le sénateur McCarran chercha à vérifier la validité de la théorie selon laquelle des individus aux tendances pro-communistes avaient favorisé la venue au pouvoir de Mao et avaient oeuvré contre Chang. La commission "McCarran" fut habilitée par une résolution du Sénat du 21 décembre 1950 à se livrer à une enquête concernant les divers aspects de la sécurité interne américaine et, plus particulièrement, l'étendue, la nature et les effets des activités subversives aux Etats-Unis à l'exclusion des activités d'espionnage et de sabotage. C'est dans le cadre de cette investigation parlementaire que les activités de l'"Institute of Pacific Relations" firent l'objet d'une enquête minutieuse pour déterminer si l'IPR était contrôlé par des agents communistes, dans quelle mesure ces agents utilisèrent l'institut pour influencer la politique asiatique du gouvernement et induire l'opinion en erreur quant à la situation en Asie. Les conclusions de la commission "McCarran" furent que l'IPR diffusa de la propagande pro-soviétique et chercha à exercer une certaine influence au Département d'Etat afin de promouvoir les intérêts soviétiques en Extrême-Orient. Si certains membres de l'IPR étaient des communistes, aucun élément du rapport final de la commission "McCarran" ne put démontrer de manière satisfaisante que l'IPR s'était livré à d'autres activités que la publication d'articles et de commentaires de toutes tendances. De plus, la commission choisit d'ignorer le fait que les publications de l'IPR étaient généralement particulièrement objectives. Quelques contradictions dans le témoignage d'Owen Lattimore précipitèrent une inculpation pour parjure, plus tard annulée par les tribunaux. La commission ne put jamais prouver que Lattimore était un espion pro-soviétique ou l'architecte de la politique extrême-orientale américaine. Il n'en reste pas moins, cependant, que le rapport de la commission McCarran conclut qu'il était "a conscious articulate instrument of the Communist conspiracy". (69)

Les attaques et les accusations de McCarthy continuèrent à provoquer les controverses après la victoire républicaine aux élections présidentielles et au Congrès de 1952. Passant des rangs de l'opposition au quartier général de la lutte pour l'Amérique ("Fight for America"), il allait obtenir une autorité accrue. Il devint le président du "Senate Committee on Government Operations" et de sa sous-commission permanente d'enquête ("Permanent Subcommittee on Investigations"). En dépit du fait qu'il était maintenant à la tête d'un budget important et qu'il était investi de tous les pouvoirs d'investigation, McCarthy ne chercha jamais à apporter de quelconques preuves à ses

accusations originelles. Il n'y fit même aucune allusion. Il se lança, par contre, dans de longues enquêtes concernant les activités de "The Voice of America", des centres d'information du Département d'Etat à l'étranger, du "Government Printing Office", et de l'Organisation des Nations unies. Par la suite, les attaques de McCarthy contre l'armée allaient précipiter sa perte. (70)

Jusqu'à l'émergence de McCarthy au premier plan de la scène politique et l'acceptation progressive par les membres du Congrès et la presse de la version du "China Lobby" concernant la chute de Chang Kai-chek, les spécialistes américains en matière d'affaires extrême-orientales pouvaient être classés en deux groupes distincts. L'un des groupes était formé essentiellement d'individus primordialement intéressés par certains aspects traditionnels de la société et de la culture chinoise, ceux du Kouo-min-tang, de l'effort d'évangélisation, des quartiers internationaux et des "treaty ports". Ils étaient plus à l'aise au sein des éléments de la société chinoise qui avaient subi l'influence occidentale. Ils concentraient leur attention sur les éléments qui avaient saisi le pouvoir et qui cherchaient désespérément à le conserver. Ils insistaient sur les aspects positifs de la politique nationaliste, l'émergence d'une nouvelle unité chinoise, la résistance à l'agression japonaise, le développement pacifique et ordonné de la société chinoise. Les membres de l'autre groupe accordaient plus d'importance au changement rapide de la société et à l'aspect révolutionnaire de ce changement. Ils cherchaient à saisir la nature du mouvement qui visait au pouvoir. Ils étaient plus intéressés par les critiques du gouvernement nationaliste, les exigences des masses, les aspirations de ceux qui n'avaient pas l'occasion de participer au processus gouvernemental. Ils insistaient sur les échecs, les faiblesses et l'instabilité du gouvernement au pouvoir.

Pour les uns comme pour les autres, la révolution chinoise était inévitable. Les uns, cependant, considéraient que Chang Kai-chek était capable de conserver le pouvoir en Chine sans faire appel à une aide militaire et économique américaine démesurée. Ils pensaient qu'il représentait un mouvement de nature démocratique au sens américain du terme, et que ce mouvement serait victorieux des communistes, en fin de compte. De la victoire des nationalistes résulterait une Chine pro-américaine et anti-soviétique. Ces vues obtinrent l'approbation d'un grand nombre d'Américains profondément anti-communistes dont la connaissance de la Chine était très limitée. Les représentants de cette tendance étaient, en général, persuadés que les communistes, où qu'ils soient, étaient de simples instruments de la politique soviétique, et qu'en conséquence, tous les communistes étaient en conflit avec les Etats-Unis. Ils eurent tendance à réduire toutes les questions de politique étrangère à un problème de moralité plutôt qu'à un problème de conciliation, de négociation ou d'équilibre des forces. Il convenait simplement, selon eux, de faire en sorte que le communisme ne sorte pas victorieux du conflit global l'opposant à l'idéal américain. (71)

Dans une grande mesure, le général Chennault et le général Stilwell sont les représentants de ces deux écoles. Chennault était partisan des nationalistes qu'il croyait capables de réussir. Stilwell pensait que le salut ne pouvait provenir que des communistes chinois. MacArthur et Hurley, Wedemeyer après 1947, soutinrent les vues de Chennault. Marshall était de l'avis de Stilwell. Parmi les spécialistes civils employés par le gouvernement, aucun ne semble avoir adopté les vues de l'école pro-nationaliste. Parmi les spécialistes civils indépendants, l'écrasante majorité partagea les vues de Stilwell. En fait, entre 1945 et 1949, la majorité des communications consacrées aux affaires chinoises publiées par des spécialistes critiquait fortement le gouvernement nationaliste. Les communications contradictoires ne provinrent pas de spécialistes, mais de certains membres du Congrès, des nationalistes chinois eux-mêmes, de quelques individus comme A. Kohlberg, F. Utley, W.C. Bullif, et d'anciens missionnaires. La liste des spécialistes qui exprimaient leur scepticisme quant à l'avenir du Kouo-min-tang et de Chang Kai-chek comprend pratiquement tous les universitaires de grande renommée comme John Fairbank, Nathaniel Peffer, Owen Lattimore, Lawrence Rosinger, T.A. Bisson, Derk Bodde, Harold M. Vinacke, Charles P. Fitzgerald, Benjamin Schwartz, Kenneth S. Laiourette, William C. Johnstone, W.W. Lockwood, Dorothy Borg et bien d'autres, et les journalistes les plus fameux comme Theodore White, Richard Lauterbach, Edgar Snow, Harrison Forman, Israel Epstein, Brooks Atkinson, etc. Après la victoire communiste en Chine, quelques spécialistes commencèrent à exprimer des vues pro-nationalistes. Parmi les universitaires qui adoptèrent cette position, notons David N. Rowe, William McGovern, Karl Wittvogel, Kenneth Colegrove, et George E. Taylor.

Il est particulièrement important de noter que les attitudes et les opinions des universitaires pro-nationalistes ne furent pas exprimées et furent, dès lors, largement ignorées par les moyens de communication de masse. Le silence des spécialistes pro-nationalistes qui auraient pu plaider la cause de Chang Kai-chek fit que les diverses institutions publiques comme le gouvernement, la presse, les sociétés savantes et autres, furent largement dominées, entre 1945 et 1949, par ceux qui croyaient que la révolution chinoise n'était pas terminée et que Chang avait perdu le contrôle de la situation. En d'autres termes, la position anti-nationaliste, pendant cette période, jouit d'un monopole de fait dans les cercles gouvernementaux, la presse et le monde universitaire. Dans ces conditions, il devenait impératif pour les propagandistes nationalistes de discréditer l'école prédominante. Aussi longtemps que la majorité des spécialistes en affaires chinoises conservèrent leur réputation d'honnêteté et d'objectivité intacte, et aussi longtemps que leur soutien de l'intérêt national américain ne fut pas sérieusement mis en doute, la preuve de la validité des accusations du "China Lobby" selon lesquelles les spécialistes en affaires chinoises avaient plus à coeur les intérêts soviétiques que les intérêts

américains devait être fournie par les accusateurs. En conséquence, les attaques contre la politique américaine en Asie furent constamment accompagnées d'attaques personnelles contre les experts. Très tôt, le "China Lobby" adopta, pour jeter le discrédit sur certains experts, la méthode de les accuser de sympathie pro-communiste et d'utilisation de sources communistes. Dès 1945, en fait, les propagandistes du "China Lobby" s'efforcèrent de prouver que toutes les attitudes qui ne relevaient pas de la plus profonde admiration pour Chang Kai-chek étaient le fait d'agents pro-communistes. Le scepticisme quant à la capacité de Chang de réformer le gouvernement et l'administration chinoise, et de mettre sur pied un programme de développement et de reconstruction nationale n'était en fait, selon les pro-nationalistes, qu'une propagande communiste habilement camouflée. Après la chute de la Chine entre les mains de Mao Tsé-toung, les quelques universitaires de tendance pro-nationaliste commencèrent à exprimer le point de vue que les experts de l'autre école, qui avaient publiquement exprimé leur manque de confiance en Chang Kai-chek, avaient ainsi indirectement contribué à la victoire communiste et qu'ils ne pouvaient dès lors être que des communistes ou les dupes des communistes. (72)

Les effets du McCarthisme et de la propagande du "China Lobby" furent particulièrement dévastateurs. Les tentatives de désengagement de la guerre civile chinoise furent réduites à néant. Les experts en affaires chinoises du Département d'Etat furent dispersés dans les ambassades, les légations et consulats aux quatre coins du monde, à l'heure où leur expérience aurait pu rendre de grands services à la diplomatie américaine et éviter de tragiques erreurs politiques. Si les diverses enquêtes parlementaires et administratives concernant la loyauté des employés du Département d'Etat n'aboutirent à aucune inculpation, il n'en reste pas moins que bon nombre de diplomates chevronnés furent transférés, forcés de prendre une retraite anticipée, ou tout simplement licenciés. En 1953, la totalité des spécialistes expérimentés du Département d'Etat avaient quitté la "Far Eastern Division". De plus, Dean Acheson se vit obligé de placer à la tête de la division des affaires extrême-orientales un homme aux convictions fermement anti-communistes, Dean Rusk, qui avait la confiance des membres du "China Bloc". (73) La suppression de communications objectives et de rapports éclairés concernant la situation chinoise ne fut pas le privilège exclusif de la division des affaires extrême-orientales du Département d'Etat. Les journalistes et universitaires les mieux à même de décrire et d'analyser la situation chinoise et ses développements furent bientôt réduits au silence. Leur erreur avait été de partager les vues des experts du Département d'Etat concernant la faillite du gouvernement de Chang Kai-chek, la futilité de l'octroi d'une aide supplémentaire aux nationalistes, et la nécessité pour l'intérêt national américain d'un désengagement total du conflit chinois. Les rédacteurs en chef des quotidiens et périodiques qui avaient auparavant publié leurs articles et revues de livres hésitèrent de plus en plus à faire

appel à leurs services. Bientôt, les Owen Lattimore, John Fairbank, Edgar Snow, Harold Isaacs, Nathaniel Peffer, T.A. Bisson qui avaient monopolisé les colonnes de quotidiens et périodiques comme "Harper's", l'"Atlantic Monthly", le "Saturday Review of Literature", le "Reporter", ou le "New Republic", le "New York Times" et le "New York Herald Tribune", entre 1945 et 1950, se virent dans l'impossibilité de faire publier leurs travaux, articles et revues de livres, accusés qu'ils étaient de répandre la propagande communiste. (74)

Les colonnes qui s'étaient fermées aux experts anti-nationalistes s'ouvrirent aux propagandistes du "China Lobby", aux John Flynn, Felix Wittmer, Freda Utley. La thèse de la conspiration remplit, dès lors, les colonnes de la presse. Les pro-nationalistes y exprimèrent leur conviction que le peuple américain avait été trompé et induit en erreur par les journalistes et universitaires aux tendances pro-communistes, qui avaient dépeint les communistes chinois sous les traits de démocrates et de réformateurs agraires. Pour les pro-nationalistes, les observateurs américains qui eurent l'occasion d'avoir des contacts directs avec les communistes chinois ne pouvaient être que des propagandistes dévoués à la cause du communisme et participant à une gigantesque conspiration internationale. Allen Dulles, ancien directeur de la "Central Intelligence Agency", par exemple, reprit ce point de vue à son compte:

"One of the most successful long-range political deceptions of the Communists convinced gullible people in the West before and during World War II that the Chinese people's movement was not communistic, but a social and 'agrarian' reform movement. This fiction was planted through Communist-influenced journalists in the Far East and penetrated organizations in the West." (75)

Anthony Kubek exprime la même opinion, résumant ainsi très clairement la thèse des porte-parole du "China Lobby":

"Bit by bit, and shamelessly, the pro-Communist clique created the myth that Mao Tse-tung's forces in Asia were merely 'agrarian reformers;' that they fought the Japanese single-handed, 'blockaded' by vicious Chiang Kai-shek; that they were independent and could be won over to America. Steadily, this propaganda undercut the only armies in the field - the Nationalists - which blocked the spread of Communism in Asia. This was the period during which the champions of the Chinese Communist cause masterfully bolstered the tragic State Department policy which led inevitably to Red control of the mainland..."

Books on the Far East during the period 1937-1950 colored the news and opinions in the American press and in

pulpits, classrooms, and political organizations all over the country. The general theme was that the Chinese Communists were not real Communists but mere 'agrarian reformers' independent of Moscow." (76)

A partir de 1950, les pro-nationalistes jouirent d'un monopole de fait dans les colonnes de la presse. Leurs ouvrages se vendirent remarquablement bien. Les thèses du "China Lobby" semblèrent avoir été largement acceptées par le public. Le climat de l'opinion, bien sûr, se prêtait à un tel renversement de situation. Les doutes et les appréhensions des citoyens étaient chaque jour confirmés par la réalité de la guerre de Corée, et les enquêtes parlementaires et administratives donnaient un semblant de véracité aux accusations des membres du "China Bloc" et à celles de McCarthy. De plus, le rappel de MacArthur et les sessions du "Senate Foreign Relations Committee" et du "Senate Armed Services Committee" qui s'ensuivirent ravivèrent la controverse s'il en était besoin. Les membres du "China Bloc" prirent fait et cause pour MacArthur. Pour eux, son rappel était l'oeuvre d'agents pro-communistes au sein du gouvernement. Le sénateur Jenner, par exemple, s'écria:

"This country today is in the hands of a secret inner coterie which is directed by agents of the Soviet Union." (77)

Quant à McCarthy, il déclara purement et simplement que le rappel de MacArthur représentait la plus grande victoire jamais remportée par les communistes.

Dans son discours au Congrès du 19 avril 1951, MacArthur, après avoir présenté une analyse historique des relations sino-américaines, fit part à son auditoire de son opinion personnelle quant à la politique du gouvernement. Les Etats-Unis, déclara-t-il, avaient à faire face, en Asie, à une nation dotée d'un insatiable appétit de puissance et de pouvoir, la Chine communiste. Il convenait donc de vaincre à tout prix en Corée, d'organiser le blocus maritime de la Chine continentale et de fournir aux troupes nationalistes prêtes à se lancer à l'assaut du continent tout le soutien logistique dont elles avaient besoin. Dans ses témoignages devant les deux commissions sénatoriales, siégeant en mai et juin 1951, il reprit tous les arguments désormais familiers de la droite du parti républicain et du "China Bloc". Il convenait d'accorder la priorité à la situation asiatique et d'entreprendre une action directe contre la Chine populaire. Les Etats-Unis devaient être prêts à défendre l'île de Formose de la menace communiste sous peine de perdre le contrôle de tout l'océan Pacifique. Les commissions sénatoriales ne publièrent aucun rapport final, mais huit des douze membres républicains des commissions rédigèrent un rapport séparé reprenant les thèses du "China Bloc", à savoir que la perte du pouvoir par les nationalistes sur le continent chinois devait être exclusivement attri-

buée aux lacunes de l'aide fournie par l'administration à Chang Kai-chek, que la seule option valable quant à la situation coréenne était, comme l'avait proposé MacArthur, de remporter une victoire totale sur les champs de bataille, qu'il fallait refuser de négocier avec les communistes chinois. Une paix obtenue sans avoir pu libérer et unifier la Corée toute entière ne pouvait être satisfaisante et ne pouvait assurer la sécurité des Etats-Unis et une acceptation du statu quo au niveau du trente-huitième parallèle représenterait une victoire communiste et une défaite américaine.

Si le rappel de MacArthur par Truman provoqua une véritable explosion de ressentiment populaire, si le général reçut un accueil délirant dans la plupart des métropoles américaines qu'il visita à son retour de Corée, le climat de l'opinion évolua très rapidement. Les Américains n'étaient pas vraiment désireux de se lancer dans une aventure susceptible de provoquer un troisième conflit mondial. De plus, à la fin juin, la situation des troupes américaines en Corée s'était grandement améliorée et les prédictions de MacArthur concernant un deuxième assaut massif des troupes chinoises, un second déferlement de la marée humaine ennemie, s'étaient avérées fausses. Le général Matthew Ridgway avait réussi à limiter ses pertes, à reprendre l'initiative, à pousser jusqu'aux abords du trente-huitième parallèle et à y stabiliser le front. Le 18 mai, l'Organisation des Nations unies, à la demande des Etats-Unis, avait institué un embargo sur les produits stratégiques à destination de la Chine continentale. Le 23 juin, le délégué soviétique, Yakov Malik, avait proposé un cessez-le-feu, promptement accepté par les alliés. Le 10 juillet 1951, les négociations d'armistice étaient entamées. En dépit du fait que ces négociations allaient continuer pendant deux longues années, entrecoupées de combats sporadiques, le danger de conflit global était passé.

Entre-temps, la politique chinoise de l'administration s'était considérablement durcie. L'attitude du gouvernement à l'égard de la Chine populaire était devenue de plus en plus hostile, et les tiens avec la Chine nationaliste s'étaient raffermis. Ces développements, bien entendu, découlaient en majeure partie du fait que les troupes américaines et communistes chinoises s'étaient combattues sur les champs de bataille coréens. Pour le gouvernement, il convenait de démontrer que la politique de l'administration était de contenir l'expansion communiste, non seulement en Europe, mais également en Asie. C'est pourquoi les porte-parole du gouvernement réaffirmèrent continuellement qu'il n'était pas question de concéder quoi que ce soit au régime de Pékin, qu'il s'agisse de reconnaissance diplomatique, d'admission à l'Organisation des Nations unies, ou de relations commerciales et culturelles. La ligne suivie par Truman devint non plus de neutraliser Formose mais de faire en sorte que l'île ne tombe pas aux mains des communistes chinois. L'administration était maintenant prête à soutenir Chang Kai-chek plutôt qu'à chercher à se dégager de l'imbroglio politique. L'aide militaire reprit bientôt. Une mission militaire fut envo-

yée à T'ai-peï et de nouveaux crédits furent alloués au gouvernement nationaliste.

L'antagonisme du gouvernement à l'égard du régime de Pékin est reflété dans les discours prononcés par les représentants du Département d'Etat. John Foster Dulles et Dean Rusk, par exemple, le 18 mai 1951, au "China Institute" de New York, déclarèrent que le gouvernement des Etats-Unis ne devait rien entreprendre qui puisse consolider le pouvoir de Mao Tsé-toung. Il convenait au contraire de soutenir fermement le régime de Chang Kai-shek, à Formose. L'aspect essentiel de ces deux discours est certainement l'insistance des deux orateurs à présenter la République populaire de Chine comme un satellite de l'Union soviétique. Aucun des deux diplomates n'admit la plus infime possibilité d'une indépendance des communistes chinois par rapport à Moscou ou de la présence d'éléments de culture indigène dans l'idéologie communiste chinoise. Dulles, par exemple, déclara:

"By the test of conception, birth, nurture and obedience, the Mao Tse-tung regime is a creature of the Moscow Politburo, and it is on behalf of Moscow, not of China, that it is betraying the friendship of the Chinese people toward the United States... We should treat the Mao Tse-tung regime for what it is - a puppet regime."

Quant à Dean Rusk, il déclara:

"We can tell our friends in China that the United States will not acquiesce in the degradation which is being forced on them. We do not recognize the authorities in Peiping for what they pretend to be. The Peiping regime may be a colonial Russian Government - a slavik Manchukuo on a larger scale. It is not the Government of China. It does not pass the first test. It is not Chinese." (78)

Au printemps 1951, en fait, la majorité de l'opinion partageait les convictions de Rusk et de Dulles. C'est la guerre de Corée qui fut l'élément décisif pour l'acceptation des thèses du "China Lobby" dans les cercles gouvernementaux, dans la presse et dans l'opinion. C'était la preuve tangible que les communistes cherchaient effectivement à conquérir et à dominer le monde. Une interprétation de l'émergence de la nouvelle attitude américaine est difficile à donner par la complexité du réseau de causes et de prédispositions dont il faut tenir compte. Les thèses pro-nationalistes n'auraient sans doute pas obtenu le succès qu'elles rencontrèrent sans l'émergence à l'avant-scène de McCarthy. Celui-ci n'aurait pu mener sa campagne de discrédit s'il n'avait pas pu compter sur le matériel fourni par le "China Lobby", et sans l'existence d'un ensemble de prédispositions anti-communistes, conformistes et réactionnaires au sein de la société

américaine. La communisation de la Chine n'aurait pas eu une si grande importance si les Américains n'avaient pas été apeurés par les activités soviétiques en Europe, la guerre froide et l'interprétation qui en fut donnée par l'administration Truman. Enfin, les thèses du "China Lobby" n'auraient pu être largement acceptées par l'opinion, la presse et les cercles gouvernementaux sans l'impact de la conflagration coréenne et la distorsion des informations qui en résulta - c'est à dire la manière dont elle fut perçue par les correspondants américains et présentée au public par la presse.

Si l'impact de la guerre de Corée sur l'attitude américaine à l'égard de la Chine populaire est relativement facile à saisir, l'impact de McCarthy l'est beaucoup moins. Quelle fut la nature du McCarthysme? Comment expliquer l'ascension fulgurante du sénateur du Wisconsin? Les réponses à de telles questions sont nécessairement complexes. Nous pouvons, cependant, identifier, semble-t-il, au moins cinq éléments de causalité: 1) les prédispositions de la société américaine - la peur du radicalisme, le populisme latent et l'anti-intellectualisme traditionnel, par exemple; 2) le type de réaction de la société américaine aux stimuli extérieurs comme la guerre froide et les événements de Chine et de Corée; 3) la personnalité et le charisme de McCarthy lui-même; 4) la structure du pouvoir au sein des partis, du Congrès et des commissions parlementaires de l'exécutif; 5) la nature, la structure et la fonction des moyens de communication de masse. Le premier de ces cinq éléments - à savoir les prédispositions socio-culturelles américaines - fut étudié par de nombreux auteurs, de Crèvecoeur à Seymour Martin Lipset, en passant par De Tocqueville, Dickens, André Siegfried, Margaret Mead, Henry Steele Commager, Clyde et Florence Kluckhohn, et d'autres encore. (79) Il convient de noter, cependant, que la peur du radicalisme est un thème traditionnel dans l'histoire américaine du XXème siècle, que la thèse de la conspiration est un élément familier de l'extrémisme politique américain depuis le XVIIIème siècle et que McCarthy demeura dans la tradition de cet extrémisme en reprenant les théories du simplisme, du monisme et du moralisme politique. (80)

Le second élément, les réactions de la société américaine aux stimuli extérieurs, permet de saisir les raisons de l'acceptation par le public des thèses de l'extrême-droite américaine. Notons, par exemple, que l'ascension de McCarthy correspond à une période relativement "chaude" de la guerre froide. Comme le fait remarquer Hans J. Morgenthau, le McCarthysme répondit au besoin des Américains d'interpréter l'échec de leur politique extérieure en termes de trahison et de conspiration. Les événements mondiaux de l'immédiate après-guerre, l'interprétation qui en fut fournie par Truman et Acheson provoquèrent chez les Américains une angoisse certaine quant aux chances de paix mondiale. De plus, la politique de "containment" était psychologiquement et émotionnellement en contradiction avec l'expérience traditionnelle américaine en matière d'affaires étrangères.

Traditionnellement, les Américains, nous eûmes déjà l'occasion de le constater, s'étaient abstenus d'intervenir sur la scène internationale et avaient poursuivi une politique isolationniste. Ils avaient toujours scrupuleusement évité de se laisser entraîner dans un conflit européen ou asiatique. Lorsque, par contre, le pays s'était vu obligé d'intervenir sur la scène mondiale, les affaires avaient toujours été promptement réglées. En cas de conflit en Amérique latine, quelques milliers de "Marius" étaient envoyés sur place. En cas de conflit global, les Etats-Unis mobilisaient toutes leurs ressources, maximisaient leur effort de guerre et écrasaient leur ennemi de la manière la plus expéditive et la plus rapide possible. Le conflit était réglé rapidement et totalement.

La politique de l'administration Truman, le "containment", était la contradiction même de toute l'expérience américaine en matière d'affaires étrangères. Le but n'était pas de mobiliser toutes ses forces et d'anéantir l'ennemi, l'objectif n'était pas la destruction de l'Union soviétique et de ses satellites, mais la création d'un équilibre des forces permettant de contenir les tentatives d'expansion territoriale soviétiques. Il ne s'agissait pas de rayer l'ennemi de la carte, mais de permettre une coexistence tout en maintenant une vigilance armée. Truman et Acheson cherchèrent à renforcer la puissance de feu des Etats-Unis et de leurs alliés, non pas pour annihiler la menace soviétique une fois pour toute, mais simplement pour améliorer les termes de la coexistence. Une telle stratégie ne pouvait provoquer chez les Américains qu'un profond sentiment de frustration et de malaise. L'échec d'une telle politique ne pouvait leur sembler qu'intolérable. Dans le cas de la Chine, les républicains eurent beau jeu d'accuser le gouvernement de ne pas avoir osé ou de ne pas avoir voulu protéger la Chine contre les tentatives d'expansion soviétiques. Un tel échec était incompréhensible pour les Américains. Comme le fait remarquer Morgenthau, la perte de la Chine représente la première dénégation du mythe de l'omnipotence américaine. Jusqu'alors, les Etats-Unis avaient été victorieux de tous leurs ennemis. Les erreurs commises avaient toujours pu être corrigées à temps. Un tel échec était une expérience nouvelle pour une nation qui n'avaient connu que des succès et des victoires dans l'arène internationale. Le mythe de l'omnipotence suggérait, dès lors, que seule la trahison au sein du gouvernement américain pouvait fournir une explication satisfaisante de l'événement. Si les Etats-Unis, en effet, étaient tout-puissants, il ne pouvait être question d'une limite à la capacité du pays à contrôler et à policer les événements à l'étranger:

"Yet the defection of China, however temporary it may be assumed to be, is an undeniable fact. That fact provided us with two choices. Either we could revise the assumption of American omnipotence in the light of that fact, or we could reconcile the fact and the assumption by explaining the fact

in a way compatible with the assumption. We chose the latter course. The myth of collective treason, on which McCarthy rose to power, served the purpose of reconciling the delusion of American omnipotence with the experience of the limits of American Power." (81)

Les accusations de l'aile droite du parti républicain, reprise par McCarthy, était la clarté même. L'échec américain ne pouvait être le fait que des administrations pro-communistes de Roosevelt et de Truman qui avaient livré une Chine sans défense aux Soviétiques. Cette thèse de la conspiration permit, dès lors, aux Américains de continuer à ignorer les limites de la puissance américaine, et à croire au mythe de l'omnipotence des États-Unis. McCarthy, en d'autres termes, parvint à réduire le problème militaire, politique et idéologique qui se posait au gouvernement et au peuple américain à un problème unidimensionnel simple, la menace de trahison et de subversion intérieure:

"The historic achievement of McCarthyism is the reduction - and the utter falsification - of the great international issues, for which America had not been prepared by its historic experience and political tradition, to dimensions that easily fit that experience and tradition." (82)

Ce que Morgenthau appelle la crise de perplexité du peuple américain ("the crisis of perplexity") est ramenée à des termes que l'Américain moyen peut comprendre et accepter. L'inconfort et le malaise résultant du fait que l'Américain se vit brusquement forcé de choisir entre deux conceptions contradictoires - l'omnipotence américaine ou l'existence de limites à la puissance des États-Unis - disparaissent par le rejet de l'une des propositions, celle qui crée le plus grave conflit intérieur et qui est la plus difficile à accepter, au vu des prédispositions existantes. Notons également, en passant, que le public ne réagit pas aux événements proprement dits, mais à l'image qui leur est présentée de ces événements, d'où l'importance des moyens de communication de masse. Le stimulus, en d'autres termes, n'est pas l'événement, mais le récit qui en est fait dans les "mass media".

Le troisième élément est le caractère et la personnalité de McCarthy lui-même. Né en 1908, dans une ferme du nord-est du Wisconsin, il reçut une instruction primaire rudimentaire à l'école d'un village voisin. C'était un enfant timide et réservé, semblant souffrir d'une bonne mesure d'insécurité personnelle et de doute de soi. Pendant quelques années, il travailla à la ferme familiale. C'est en 1929 qu'il quitta la campagne pour aller s'occuper d'une épicerie dans une ville voisine où il entreprit également des études secondaires. Il obtint bientôt son "high school diploma". Dans le même temps, il devint affable, agressif et bruyant, de timide et gauche qu'il était. De

temps en temps, l'on pouvait encore percevoir quelques éclairs d'insécurité et de crainte, mais le plus souvent, sa timidité était maintenant camouflée par une débauche d'énergie et une intense compétitivité. Il entra à "Marquette University" en 1930. Après avoir tâté de l'école d'ingénieurs, il passa à l'étude du droit. Quelques années plus tard, il obtint son diplôme et commença à exercer dans les firmes d'avocat du Wisconsin. Lorsqu'un peu plus de dix ans plus tard, le raz-de-marée républicain aux élections sénatoriales le propulsa au Congrès, il se fit rapidement remarquer pour ses violations continuelles des règles, coutumes et procédures de la "Chambre haute".

Ses opposants le décrivent comme un opportuniste et un cynique. Il semble cependant que le sénateur du Wisconsin, durant sa carrière, souffrit d'une espèce de dédoublement de la personnalité. Affable, jovial, bien élevé dans sa vie privée et ses relations interpersonnelles, McCarthy devenait un extrémiste virulent dans sa vie publique. L'interprétation dominante, de nos jours, est que McCarthy ne parvint pas à se libérer de son insécurité, du doute de soi et du sentiment de médiocrité personnelle qui l'affligèrent si profondément pendant son enfance et que son comportement public, son recours continué au superlatif - les événements étaient toujours "fantastic", "incredible", "unbelievable" - découlaient, en fait, d'un effort consenti pour compenser cette conception négative qu'il avait de lui-même. (83)

Le quatrième élément de causalité est la structure du pouvoir au sein des partis politiques, du Congrès et des commissions parlementaires, et de l'exécutif. La maestria avec laquelle McCarthy manipula les diverses commissions parlementaires, obtint le soutien des membres influents du parti républicain, tira parti des lenteurs de réactions de l'administration démocrate et utilisa l'immunité parlementaire pour lancer, depuis la tribune ou le plancher du Sénat, les accusations les plus mensongères et les plus fantaisistes explique certains aspects de son ascension au rang de symbole de l'opposition républicaine à l'administration Truman. Les règles et procédures en usage au Sénat que chacun observait scrupuleusement, à l'exception de McCarthy, permirent à ce dernier de malmenier témoins et collègues lors des sessions des commissions sénatoriales d'enquête. Une fois qu'il fut parvenu à capter l'attention de la presse, les questions même qu'il soulevait lui garantirent l'impunité. L'énormité même de ses allégations lui conférait l'immunité qui lui permettait de lancer les accusations les plus fantaisistes sans avoir à craindre la censure de ses pairs. L'avenir politique des membres du Congrès et des membres de l'exécutif dépendait du consensus idéologique américain, ce qui fit que lorsqu'il sembla obtenir une audience croissante dans l'opinion, McCarthy devint intouchable. Comme R. Griffith le fait remarquer:

"... McCarthy remained in part the creature of his adversaries, thriving on the steady flow of charges and counter-

charges emanating from the Executive Department. The Senator had a special talent for coaxing the maximum publicity from every accusation, and he made administrators across all of Washington his unwilling dupes. Each 'startling disclosure' would set in motion a chain of denials, countercharges, corrections, and explanations. Scidom has a politician received so much free advertisement as McCarthy..." (84)

L'investigation de la validité des accusations de McCarthy n'aurait d'ailleurs pas dû être confiée à une commission sénatoriale. Le fait qu'une commission parlementaire est inmanquablement formée de membres de la majorité et de l'opposition en fait un instrument particulièrement mal adapté à la résolution de conflit de nature partisane. Robert Griffith estime, d'ailleurs, que

"What was needed, then, was not a better Committee, but not a Committee at all. For many of those who were dismayed and disgusted by the uproar which accompanied the hearings, the most realistic and politically viable alternative to the Tydings Committee was an investigation conducted by a nonpartisan commission of distinguished citizens ...

The advantages which such a commission offered seemed obvious. Proceeding in closed session, it would deny McCarthy the public stage on which he performed. As an authoritative body, 'above politics,' it would rob the Senator of an adversary. There would be no ready sounding board for his charges." (85)

Les membres du "Tydings Committee" facilitèrent la tâche de McCarthy en sous-estimant ses talents d'agitateur. Persuadés que l'absurdité des accusations de McCarthy serait dévoilée lors des débats de leur commission et que le sénateur se verrait, en conséquence, désavoué par ses pairs et par l'opinion, ils décidèrent que les débats seraient publics et négligèrent d'établir de règles de procédure précises, lui offrant ainsi la plate-forme dont il avait besoin pour répandre les rumeurs les plus saugrenues, semer le désarroi et le doute dans l'opinion, et lui permettant d'avoir recours aux manœuvres et tactiques dilatoires et démagogiques qu'il savait si bien utiliser.

Le cinquième élément de causalité - la structure, la nature et la fonction de la presse et des moyens de communication de masse - fera l'objet d'une étude plus approfondie dans un prochain chapitre. Notons, cependant, que, durant ses années de notoriété, McCarthy domina entièrement les moyens de communication de masse. Comme Douglas Cater le fait remarquer dans son ouvrage "The Fourth Branch of Government":

"The career of Senator Joseph McCarthy has demonstrated the capacity of this new force (le flair pour la publicité) to be used in the cause of pure demagoguery. McCarthy represented something quite new in the history of the American demagogue. The traditional demagogue could be measured by how skillfully he sized up and played on fears and prejudices existing in a region or within a social group. McCarthy's skill, on the other hand, lay primarily in his capacity to stage a single issue so as to dominate the channels of communication and to distract a national audience . . . He was never terribly good before a large crowd. But he knew how to rule the headlines." (86)

En fait, la presse américaine était particulièrement attachée à une certaine conception de l'objectivité qui ne permettait pas de mêler les genres. Les journalistes ne pouvaient que décrire, c'est-à-dire raconter de la manière la plus objective, les événements dont ils étaient les témoins. Les commentaires et l'interprétation de ces événements, l'évaluation de leur importance devaient être le fait des éditorialistes et des commentateurs patentés. Les conséquences d'une telle politique journalistique furent que les accusations de McCarthy étaient publiées sans évaluation de leur validité. Le sénateur, en effet, s'arrangeait pour publier ses communiqués de presse en fin d'après-midi, ce qui ne laissait guère le temps aux commentateurs et éditorialistes de vérifier la véracité de ses dires. Les accusés n'étaient pas à même de présenter une défense cohérente avant le lendemain lorsque le mal avait déjà été fait. Comme l'indique Douglas Cater:

"Late one afternoon, Senator McCarthy might name a person, more likely a series of them. All through the evening the accused's telephone kept ringing. He was told briefly the nature of the charge against him - let us say, 'top Soviet agent' - and asked for a brief reply. But the dilemma for the reporter and the headline writer remained. McCarthy's charge was controversial and unexpected - a news count of two. The denial was controversial and completely expected - a news count of one. Both were equally lacking in proof. Nobody carried credentials on his person to prove that he is not the 'top Soviet agent.'" (87)

James Aronson partage ces vues quant à la signification de la manière dont la presse traita le phénomène McCarthy et à l'importance du mythe de l'objectivité. Citant Richard Rovere et Walter Lippman, il arrive aux mêmes conclusions que Cater. Pour Richard H. Rovere, fait-il remarquer, comme pour Walter Lippman, les accusations et le comportement de McCarthy font partie de l'actualité, "it is news":

"Why did the press publish this liar's lies? McCarthy knew the answer: it was not because publishers in general wished to circulate his mendacities or even because he had achieved a glamor that made him irresistible to the readers. It was because he had achieved a high elective office, because what he said counted for something (in fact, a great deal, as time went by) in the affairs of this nation, and because there was always the possibility that there was a mystery witness or that he would force Harry Truman to testify." (88)

Quant au point de vue de Walter Lippman, il était le suivant:

"McCarthy's charges of treason, espionnage, corruption, perversion are news which cannot be suppressed or ignored. They come from a United States Senator and a politician... in good standing at the headquarters of the Republican party. When he makes such attacks against the State Department and the Defense Department, it is news which has to be published." (89)

Comme le relève Aronson, les Rovere, Lippman, Cater et autres journalistes critiques des méthodes de McCarthy présentent la presse sous les traits de

"... an honorable, lumbering giant shackled and muzzled by the inexorable laws of a free press, unable to tell the truth about McCarthy." (90)

Il convient, cependant, de se poser un certain nombre de questions quant à l'honnêteté d'une presse acceptant de publier quotidiennement, pendant quatre ans, des accusations qu'elle savait être calomnieuses et frauduleuses. La façon dont Rovere et consorts expliquent et excusent les lacunes de la presse pendant cette période ne peut être satisfaisante. Selon Rovere, en effet, la grande majorité des journalistes ne croyaient pas à la véracité des dires du sénateur et le tenaient même pour un sinistre menteur, mais le mythe de l'objectivité de la presse était devenu une véritable "camisole de force" empêchant cette dernière de dévoiler la vérité. (91)

En fait, à notre sens, il semble bien que l'on puisse distinguer deux types, au moins, d'explications des lacunes de la presse pendant cette période: une explication de type politico-idéologique et une explication de type essentiellement économique. (92) L'explication de type politico-idéologique de la soi-disant objectivité des journalistes et des rédacteurs est qu'en fait la presse accepta dans les grandes lignes la validité des buts et des objectifs de la campagne McCarthyiste tout en désapprouvant les méthodes utilisées par le sénateur et ses partisans. L'effort entrepris par McCarthy pour nettoyer le pays de la

branche américaine d'une conspiration internationale communiste qui menaçait le mode de vie des Etats-Unis fut considéré comme méritoire en soi. Si quelques innocents avaient à souffrir des retombées des multiples accusations et investigations, il n'en était pas moins vrai que les Etats-Unis étaient en guerre contre l'ennemi le plus insidieux jamais rencontré et que des innocents devaient inévitablement en souffrir comme dans toutes les guerres. De plus, le consensus politico-idéologique américain paraissait parfaitement clair. Le thème central du McCarthysme était l'anti-communisme, tout comme le thème essentiel de la politique de deux présidents et de leur administration. L'explication de type économique découle du fait que le monde de la presse consiste en une multitude de corporations de droit privé dépendant essentiellement, pour leur survie, de la réalisation d'un certain profit issu des opérations courantes. Pour pouvoir réaliser un tel profit, la presse doit se plier à certaines contraintes essentiellement de deux types. D'une part, le contenu doit intéresser une majorité de lecteurs, sans provoquer leur hostilité. D'autre part, les rédacteurs doivent veiller à ne pas s'aliéner la sympathie des annonceurs qui représentent la seule source réelle de profit pour un quotidien. Dans de telles conditions, la liberté de la presse devient forcément très relative et la notion d'objectivité pure disparaît avec celle de l'indépendance totale du quotidien.

La presse et le Congrès étant muselés par leur perception de leur dépendance du consensus politico-idéologique et par leur propre conviction anti-communiste, comment aurait-on pu mettre un terme à l'hystérie McCarthyste?

"The most effective counter-weapon to McCarthy would have been a denunciation and abandonment of the policy, or of the most vocal exponent of that policy - Senator McCarthy himself. Since neither of the Presidents nor their advisers were willing to adopt the first course, abandoning the policy, they had to adopt the second course, abandoning McCarthy. When the time was appropriate, when McCarthy had become an embarrassment to the President in office, to the armed forces, and to the image of the United States abroad, they implemented their decision." (93)

C'est en effet lorsque McCarthy se retourna contre les dirigeants de son propre parti, qu'il proféra contre Eisenhower les mêmes accusations qu'il avait proférées contre Truman, que ses collègues se rendirent compte que le public commençait à être fatigué par les allusions quotidiennes de la presse à McCarthy et à ses accusations, que le sénateur perdit son influence sur la presse et par suite au Congrès. Il passa dans l'oubli aussi rapidement qu'il avait accédé à la notoriété.

Si nous avons cherché à identifier un certain nombre d'éléments

de causalité expliquant en partie l'ascension de McCarthy, sa notoriété, la profonde influence qu'il exerça au Congrès, sur le gouvernement et sur l'opinion, il n'en reste pas moins que la nature du phénomène reste confus et difficile à interpréter. L'une des questions primordiales qu'il convient de se poser est celle de savoir si le McCarthysme fut un phénomène temporaire résultant essentiellement des appels démagogiques d'un individu exceptionnel, ou s'il ne s'agit que de la pointe de l'iceberg, des remous superficiels, directement et facilement observables, provoqués par des tensions et des contradictions nettement plus sérieuses et plus profondes, trouvant leurs origines dans les fondements mêmes du système politique et social. Les opinions des politologues diffèrent grandement à ce sujet. Earl Latham distingue au moins cinq types d'interprétation fournis par des auteurs neutres ou de tendances libérales et un thème commun aux auteurs conservateurs.

La première des interprétations fournies par les auteurs neutres ou de tendances libérales est que McCarthy ne fut qu'un démagogue qui jouit d'une notoriété temporaire, comme il y en eut d'autres dans l'histoire des Etats-Unis. Le McCarthysme, dès lors, selon cette interprétation, se réduit au comportement de McCarthy et de ses partisans. La deuxième interprétation libérale est que le mouvement McCarthyste ne fut qu'une variante de l'ancien mouvement populiste, c'est à dire une extension de la tendance américaine à la démocratie directe avec un recours aux thèmes anti-intellectualistes traditionnels - la défiance à l'égard des autorités, des institutions et des experts. La troisième interprétation compare les fondements idéologiques et philosophiques du McCarthysme avec ceux des régimes fascistes de l'Europe du XXème siècle, et trouve similitude et analogie dans le totalitarisme et l'autoritarisme démontrés et exprimés par les partisans de ces divers mouvements extrémistes. La quatrième interprétation est le fait de certains auteurs qui perçoivent chez les partisans du McCarthysme un effort consenti pour compenser certaines anxiétés et incertitudes quant à leur identité et à leur statut dans la société. Selon ces auteurs, les partisans de McCarthy font partie de groupes en mouvement ascendant ou descendant le long de l'échelle sociale - patriciens déclassés, nouveaux riches, certains groupes ethniques venant d'accéder à la classe moyenne comme les Allemands et les Irlandais, quelques intellectuels dont un bon nombre d'anciens communistes. La cinquième interprétation offerte par les auteurs de ces tendances est que le phénomène McCarthy est essentiellement un phénomène républicain, que la puissance et l'influence du sénateur résultaient directement de la puissance et de l'influence du parti républicain, que son ascension découlait de l'ascension républicaine.

Les auteurs conservateurs, quant à eux, prétendent que le McCarthysme est une invention de ceux qui voulaient éviter un démembrement des organisations communistes clandestines aux Etats-Unis. En d'autres termes, les attaques contre McCarthy provenaient des

partisans de la conspiration pro-soviétique, craignant de se voir découvrir. Les raisons du rejet de McCarthy étaient dès lors une certaine tolérance à l'égard de la philosophie communiste, le refus de prendre le communisme au sérieux en tant que menace mortelle pour le système américain, un relativisme béal rejetant la validité des concepts traditionnels du bien et du mal et un libéralisme coupable. William F. Buckley, quant à lui, présente une argumentation nettement plus sophistiquée. Chaque société, dit-il, possède un système de valeurs fondamentales qui représentent l'orthodoxie nationale. L'orthodoxie américaine étant l'anti-communisme, McCarthy et ses partisans ne représentèrent rien d'autre qu'un durcissement de cette orthodoxie. Pour Willmore Kendall, le peuple américain rejeta tous les mouvements totalitaires, dès les années trente. Après avoir rejeté le totalitarisme nazi, il rejeta également le totalitarisme communiste. (94) Aucune des interprétations proposées, que ce soit par les libéraux ou les conservateurs, n'est vraiment satisfaisante en soi. Toutes présentent un certain nombre de lacunes, car elles n'expliquent pas tous les aspects du phénomène. Il n'en reste pas moins, cependant, que chacune possède une certaine part de validité et isole au moins un facteur du phénomène. Une explication du McCarthysme, néanmoins, nécessite un dépassement de ces interprétations et l'intégration de chacune d'entre elles dans un modèle moins pointilliste.

Avec la venue au pouvoir d'un président républicain, l'utilité et le rôle de McCarthy approchaient de son terme. Après avoir conservé pour un certain temps l'influence et la puissance qui furent siennes de 1950 à 1952, il sombra dans le discrédit et l'oubli.

Ce qui advint du "China Lobby" est similaire. Si l'ambassade de Chine nationaliste continua ses activités de propagande en ayant, cette fois, recours à une nouvelle compagnie de relations publiques, la "Hamilton Wright Corporation", à laquelle elle versait \$ 300.000 par an pour diffuser dans la presse écrite, parlée et télévisée de la propagande pro-nationaliste camouflée sous forme de films, d'articles et de reportages d'actualité, le "China Lobby" tel qu'il existait à l'origine disparut progressivement. Les organisations fondées par McKee et Kohlberg cessèrent leurs activités et furent remplacées par d'autres groupes de pression. (95)

Le groupe de pression le plus influent, après la disparition du "China Lobby", fut le "Committee for One Million Against the Admission of Communist China to the United Nations". Fondé quelques mois après la fin de la guerre de Corée - à une époque où la majorité des Américains était anti-communiste et percevait les Chinois communistes comme des êtres immoraux et agressifs pour avoir osé intervenir dans le conflit coréen - pour préserver le statu quo dans la politique asiatique américaine, c'est-à-dire pour empêcher l'admission de la Chine populaire aux Nations unies et sa reconnaissance diplomatique par le gouvernement des Etats-Unis pour des raisons de moralisme politique, le "Committee for One Million" jouit très tôt du soutien de

l'ex-président Hoover, d'un grand nombre de membres du Congrès et d'une multitude d'organisations comme l'"American Legion", la "General Federation of Women's Clubs", ou l'"American Federation of Labor" qui exprimaient de fortes convictions anti-communistes. Le groupe parvint, dans une période de dix mois, à réunir un million de signatures s'opposant à l'admission de la Chine populaire aux Nations unies. Le "Committee for One Million" suspendit ses activités en 1954. Une année plus tard, cependant, ses membres formèrent le "Committee of One Million". Une nouvelle campagne de récolte de signatures fut lancée en 1961. Il s'agissait cette fois non seulement de s'opposer à l'admission de la Chine communiste aux Nations unies mais aussi d'empêcher sa reconnaissance diplomatique. En 1964, 345 membres du Congrès avaient signé la pétition du "Committee", s'engageant par là même à préserver le statu quo. Après un raz-de-marée démocrate aux élections de novembre 1964, les membres du "Committee of One Million" repriront leurs efforts de plus belle et récoltèrent un total de 312 signatures parmi les membres du Congrès, soit la majorité des deux chambres. (96) Parmi d'autres groupes cherchant à exercer une certaine influence sur le gouvernement, notons les diverses organisations d'extrême-droite comme la "John Birch Society" qui tire son nom de l'exécution par les communistes chinois d'un missionnaire américain de Géorgie, John Birch.

Les groupes de pression ou d'influence ne furent pas tous d'extrême-droite. Certains, comme l'ADA ("Americans for Democratic Action"), avaient depuis longtemps cherché à modifier la politique asiatique du gouvernement américain dans le sens d'une plus grande souplesse et d'une plus grande flexibilité en recommandant d'entreprendre aussitôt que possible des négociations avec les dirigeants communistes chinois pour établir des relations diplomatiques entre les deux nations. La NCC ("National Council of Churches"), représentant quelques trente-cinq millions de protestants, était également favorable depuis longtemps à un assouplissement des relations sino-américaines, tout en exprimant des convictions farouchement anti-communistes. D'autres groupes religieux marginaux ou d'extrême-gauche tentèrent d'influencer le gouvernement, les parlementaires et la population américaine en direction d'une politique plus libérale envers la Chine rouge. Cette influence, cependant, fut des plus limitée.

L'impact majeur provint, comme nous avons pu le constater, de la conjugaison des efforts du "China Lobby", du "China Bloc", et de McCarthy. Cet impact se fit d'autant plus sentir que les thèses exprimées par les porte-parole pro-nationalistes correspondaient à des prédispositions américaines où répondaient à un besoin de réduction de tensions psychologiques internes intenses ressenties par l'Américain moyen dans un monde en mutation. Le fait que les thèses McCarthystes jouirent d'une sorte de monopole de fait et ne furent confrontées à aucune prise de position contradictoire, le consensus politico-idéologique américain de l'époque étant particulièrement fort et l'anti-com-

munisme étant un sentiment presque unanimement partagé, permit la formation dans la conscience américaine d'une image du monde où les forces du bien étaient en lutte continuelle avec les forces du mal, et prépara les Américains à accepter par la suite les thèses de John Foster Dulles en matière de politique étrangère. La campagne pour les élections présidentielles de 1952 vit une exploitation particulièrement subtile des frustrations ressenties par les Américains quant à la politique étrangère des Etats-Unis. John Foster Dulles, dans un article publié dans le magazine "Life", le 19 mai 1952, exprima la position républicaine:

"If you think back over the past six years, you will see that our policies have largely involved emergency action to try to 'contain' Soviet Communism by checking it here or blocking it there. We are not working, sacrificing and spending in order to be able to live without this peril - but to be able to live with it, presumably forever.

Early in 1947, Mr. Truman announced, under emergency conditions, the so-called 'Truman Doctrine' to save Greece and Turkey.

Later in 1947 we provided emergency economic aid to France and Italy to meet violent Communist subversion in these countries. This was the first installment of the Marshall plan which was further developed in 1948 to meet Soviet political warfare in Europe.

Later in 1948 we negotiated the North Atlantic Treaty to meet what some thought was an imminent Soviet military threat to Western Europe.

In 1949 we hurriedly inaugurated a military assistance program to give the western European countries some arms.

In June 1950 we responded hastily to the North Korean attack upon the Republic of Korea, and we then plunged into a vast armament program for ourselves and for our Western allies.

In all these matters our actions were merely reactions to some of the many Soviet threats. As such, they have been reasonably successful. But this is only a small part of the story. Since 1945, when World War II fighting ended, the Soviet Communists have won control over all or parts of twelve countries in Asia and Central Europe with populations of about 600 millions. Their mood today is one of triumphant expectancy: 'which will be the next addition to our camp?' The free world is full of foreboding: 'Which of us will be the next victim?' Our present negative policies will never end the type of sustained offensive which Soviet Communism is mounting; they will never end the peril nor bring relief from the exertions which devour our economic, political

and moral vitals. Ours are treadmill policies which, at best, might perhaps keep us in the same place until we drop exhausted. . .

There is one solution and only one: that is for the free world to develop the will and organize the means to retaliate instantly against open aggression by red armies, so that if it occurred anywhere, we could and would strike back where it hurts, by means of our choosing . . . Once the free world has established a military defense, it can undertake what has been too long delayed - a political offense . . ." (97)

Dulles poursuivait en soutenant que le but de la politique étrangère américaine ne devait pas être la coexistence avec la menace communiste, mais bien l'élimination de cette menace. L'objectif américain devait être la libération, par des moyens pacifiques, de tous les pays sous domination soviétique. Pour ce faire, ajouta-t-il, il serait suffisant pour les Etats-Unis d'exprimer, par la bouche de leur président, leur profond attachement au principe de la liberté de ces pays et d'annoncer publiquement qu'aucun accord susceptible de permettre un renforcement du contrôle communiste sur les pays satellites ne serait conclu avec l'Union soviétique. Les Etats-Unis

"... should make it publicly known that it wants and expects liberation to occur. The mere statement of that wish and expectation would change, in an electrifying way, the mood of the captive peoples. It would probably put heavy new opportunities for liberation." (98)

La position républicaine, en d'autres termes, était une réaffirmation de l'omnipotence américaine. La cause défendue par les Etats-Unis était tellement juste que la mise sur pied d'une croisade morale suffirait à assurer la victoire sur les forces du mal. Comme le fait remarquer John Spanier, les républicains promirent à leurs électeurs non seulement la fin de la guerre froide - une fin victorieuse pour les Etats-Unis - mais encore une victoire totale à un moindre coût. La politique du gouvernement démocrate, assurèrent-ils, était ruineuse pour l'économie nationale. La politique de coexistence, impliquant d'énormes dépenses en armements et en aide économique, ne pouvait que miner les fondations de l'économie américaine. Les républicains, eux, considéraient que l'équilibre budgétaire, permettant d'assainir la situation économique, était la condition sine qua non de la politique de défense nationale. Il convenait, dès lors, de réduire le budget militaire et le montant de l'aide économique à l'étranger. En d'autres termes, le programme républicain promettait aux électeurs une politique étrangère plus agressive en même temps que l'équilibre budgétaire et une réduction de l'impôt:

"Such goals were not only incompatible; they were unattainable. The mere enunciation of the doctrine of liberation would not free any Soviet satellite; good intentions, unsupported by concrete political and military policies, possess a notorious impotence on the international scene. But perhaps this did not really matter, since the policy of liberation seems to have been devised primarily to roll back the Democrats in the United States, not the Red Army in Eastern Europe. And for this domestic purpose, liberation was a highly effective strategy." (99)

L'interprétation de John Spanier ressemble de très près à celle de Morgenthau. Pour les deux auteurs, en effet, la position républicaine répondait à un profond besoin ressenti par le public américain. Pour Spanier, les Américains désiraient une politique anti-communiste plus vigoureuse permettant d'envisager de mettre fin à la menace communiste et à la guerre froide. Dans le même temps, ils n'étaient pas prêts à assumer les risques qu'impliquait forcément une telle politique. Le pays ne pouvait admettre le risque de guerre totale avec l'Union soviétique. Dans de telles conditions

"... the only kind of dynamism the country could afford was a verbal dynamism. And this was all the people seemed to want. It allowed them to delude themselves that the United States once again pursued a vigorous and forthright policy that would defeat its opponent. Liberation was the Republican Party's therapy for a public that refused to accept the facts of America's limited power in the world and rejected any changes in the traditional approach to foreign policy." (100)

La menace de "massive retaliation" resta purement verbale, comme la réaction américaine aux événements de Berlin-Est, en juin 1953, et de Hongrie, en octobre et novembre 1956, le démontre amplement. En fait, la politique de l'administration républicaine ne différa pas grandement de la politique du "containment" de Truman et Acheson. Il s'agit toujours de contenir l'expansion communiste en encerclant le monde communiste et en délimitant très précisément les zones d'influence de la Russie et de la Chine. Si les pays communistes cherchaient à étendre leur contrôle ou leur influence au-delà de ces limites, la Chine et la Russie se verraient exposés immédiatement et automatiquement à la "massive retaliation". La différence entre les approches démocrate et républicaine est que Dulles et Eisenhower, au contraire de Truman et Acheson, indiquèrent que les Etats-Unis feraient en sorte de ne jamais se laisser entraîner dans un conflit limité de type classique, sur le terrain. Pour Dulles, il convenait de prévenir une offensive limitée de type classique par la menace de guerre totale contre la Chine ou la Russie. Il était convaincu, en ef-

fet, que le seul moyen efficace de faire échec à un agresseur potentiel était de l'avertir que les conséquences étaient trop graves par rapport au gain éventuel considéré. Il était persuadé que la Corée n'aurait jamais été envahie si les communistes avaient su qu'une telle attaque entraînerait automatiquement une contre-attaque atomique contre les villes russes. L'absence d'un tel avertissement avait poussé les Soviétiques à sous-estimer la volonté de défense américaine. Dulles n'allait pas commettre la même erreur. Il veillerait à ce que la menace et l'avertissement soient parfaitement clairs. Ce fut la fameuse politique du "brinkmanship". Les Etats-Unis iraient jusqu'au bord du précipice ("brink") pouvant mener à la guerre totale pour démontrer leur volonté de résister à l'agression communiste. (101)

Encore une fois, il convient de se rendre compte que la politique de Dulles ne fut pas une politique de contre-offensive sur le terrain. Si les deux géants du monde communiste virent leurs frontières entourées de bases militaires de toutes sortes, navales, aériennes, atomiques, les intentions publiquement affirmées par le gouvernement américain ne comportaient pas la menace d'une attaque contre le monde communiste, mais simplement celle d'une contre-attaque. On peut se demander, cependant, ce que la Chine et la Russie pensèrent de tous ces préparatifs de guerre. Lorsque l'on considère la manière dont l'administration Kennedy réagit à la nouvelle de la construction par les Soviétiques de bases de missiles à Cuba, on peut raisonnablement penser que les Chinois et les Russes durent se sentir menacés. Il ne fait aucun doute, à notre sens, que la politique de Dulles ne pouvait qu'amplifier les tensions sur la scène internationale, tout comme la voie choisie par Truman, au lendemain du décès de Roosevelt, ne pouvait qu'altérer les bonnes relations soviéto-américaines. Sur le plan interne, la politique d'agressivité verbale de Dulles ne pouvait que confirmer la validité du sentiment général du public américain de l'existence d'un conflit global mortel entre deux types de sociétés radicalement différents. Les angoisses et incertitudes américaines, ravivées par les discours de Truman et Churchill, les controverses concernant la Chine et la Corée, les accusations de McCarthy, du "China Lobby", du "China Bloc", confirmées par John Foster Dulles et sa politique empêchèrent toute révision critique de la politique extérieure américaine. Une telle révision, d'ailleurs, eût été "un-American". En période de danger, il convenait pour les Etats-Unis de se garder d'abaisser leur garde. Envisager une solution plus souple au problème international eût été interprété comme tel. L'antagonisme résultant de la guerre froide subsista jusqu'à ces dernières années, où l'image perçue de la Chine et de l'URSS par les Américains sembla nettement moins menaçante, permettant ainsi une tendance à la détente progressive.

Images de la Chine et presse américaine
depuis la fin de la seconde guerre mondiale

Nous eûmes déjà l'occasion de noter que l'attitude américaine à l'égard de la Chine évolua de manière considérable, au cours de l'histoire, et passa par un certain nombre de phases - une phase de respect au XVIIIème siècle, de rejet et de mépris au cours de la seconde moitié du XIXème, de bienveillance envers les tentatives de réforme et la révolution républicaine de la fin du XIXème siècle au début de la guerre sino-japonaise en 1937, d'admiration jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale. Dès 1944, à la suite d'événements divers comme le rappel de Stilwell, la presse fut dominée, jusqu'à la chute de Chang Kai-shek et l'émergence de McCarthy, par les auteurs exprimant un point de vue critique à l'égard du gouvernement nationaliste. (1) Nous pûmes également observer le lent processus d'acceptation des thèses du "China Lobby" et d'érosion de la position des journalistes et experts de tendances libérales. A partir de 1949, les communications consacrées à la question chinoise dans la presse écrite, parlée et télévisée américaine reflétèrent de plus en plus les inquiétudes et les incertitudes de la population quant à l'expansion du communisme dans le monde. Dès décembre 1949, c'est-à-dire deux mois après la proclamation de la République populaire de Chine, et pendant que les dirigeants communistes chinois se trouvaient à Moscou pour y négocier les termes du traité sino-soviétique d'amitié, d'alliance et d'assistance mutuelle, la presse américaine commença à présenter, dans ses articles, reportages, éditoriaux et commentaires, une image particulièrement défavorable du régime de Pékin.

Cette tendance de la presse américaine subsista jusqu'à ces dernières années. On peut distinguer, à notre sens, au moins quatre thèmes majeurs qui furent abordés avec régularité par la presse américaine, pendant les vingt années qui suivirent. Un premier thème fut celui du caractère étranger et d'origine extérieure de la révolution chinoise, l'aspect temporaire de l'exercice du pouvoir par les communistes - imminence de révoltes populaires, mauvaise santé des dirigeants - et la satellisation et la colonisation de la Chine par l'impérialisme soviétique. Un second thème majeur fut celui de la suppression de la démocratie et de la liberté, de l'organisation d'un nouveau système d'esclavage des masses populaires, de la transformation du pays en un gigantesque camp de concentration par la mise sur pied

des communes populaires, du massacre des opposants au régime, de la destruction systématique des structures familiales et de la culture traditionnelles. Un troisième thème fut celui de la situation désastreuse de l'économie, de la faillite des plans d'industrialisation intensive et des souffrances qui furent censées en résulter pour la population - les famines continues, le caractère dérisoire des progrès réalisés par rapport aux immenses sacrifices exigés des Chinois. Le quatrième thème essentiel fut celui de l'agressivité, de l'expansionnisme, du nationalisme fanatique inhérents à la nouvelle société chinoise - agressions en Corée et au Tibet, incidents de frontière avec l'Inde, menées subversives en Indochine, en Indonésie et à Taiwan.

Nous tâcherons de déterminer, dans ce chapitre, quel fut le contenu des messages transmis par le canal des moyens de communication de masse, de la proclamation de la République populaire de Chine à la fin des années soixante. Dans un deuxième volet, nous chercherons à analyser les méthodes utilisées par la presse pour obtenir et recueillir les éléments d'information transmis au public américain, et à voir dans quelle mesure ces méthodes pouvaient satisfaire aux exigences de la plus élémentaire objectivité. Aujourd'hui, le matériel historique, sociologique, politique et anthropologique glané par différents chercheurs permet d'évaluer la validité des données transmises aux divers auditoires de la presse, qu'il s'agisse du grand public, des cercles politiques et gouvernementaux ou du monde universitaire. Nous nous livrerons donc, tout au long de ce chapitre, à une comparaison des images présentées par la presse aux notions nouvelles généralement acceptées de nos jours par les experts en affaires chinoises.

1. Les thèmes essentiels abordés par la presse de la proclamation de la République populaire de Chine à la révolution culturelle

Nous avons distingué quatre thèmes essentiels que l'on retrouve régulièrement, pendant une vingtaine d'années, dans les communications consacrées par la presse à la question chinoise. Notre classification, bien sûr, comme toute classification, est une distorsion de la réalité ayant pour but de clarifier l'exposé et de permettre ainsi une compréhension plus aisée de la réalité infiniment complexe à laquelle nous avons affaire. Certaines des sous-catégories que nous traiterons successivement auraient pu tout aussi bien être classées dans un autre groupe ou auraient pu faire l'objet d'une catégorie séparée. Le premier thème que nous aborderons est celui du caractère essentiellement étranger du mouvement communiste chinois, de la satellisation et de la colonisation de la Chine par l'Union soviétique.

Lorsqu'en décembre 1949, Mao Tsé-toung se rendit à Moscou pour y négocier le "Treaty of Friendship, Alliance, and Mutual Assistance" qui devait être conclu en février 1950 entre la Chine et l'Union soviétique, les spéculations allèrent bon train. Dean Acheson,

dans son discours du 12 janvier 1950 au "National Press Club", à Washington, avait indiqué que l'Union soviétique était en train de détacher de la Chine et de s'appropriier les provinces du Nord. Les provinces concernées, avait-il précisé, étaient la Mongolie extérieure, la Mongolie intérieure, la Mandchourie et le Sin-kiang en tout, environ un tiers du territoire chinois. Il convient de noter, cependant, que la question des régions limitrophes était à l'époque et est encore aujourd'hui beaucoup plus complexe que ne le laissa entendre le secrétaire d'Etat. Comme le fit remarquer Owen Lattimore, dès 1933, l'histoire des marches de la Chine - Indochine, Tibet, Sin-kiang, Mongolie, Mandchourie - si elle est inséparable de celle de la Chine elle-même en est pourtant distincte. Les historiens occidentaux prirent l'habitude de considérer ces régions frontalières qui n'étaient pas vraiment des nations, mais conservaient, cependant, une grande autonomie, comme le champ d'expansion naturel de l'influence chinoise. Une telle conception, selon Lattimore, est erronée en ce qu'elle ne présente qu'une image unidirectionnelle des relations et des échanges d'influence entre la Chine et ses régions frontalières. En fait, les périodes d'expansion chinoise alternèrent avec les périodes de prise du pouvoir en Chine par les barbares eux-mêmes:

"'Chinese' dynasties 'ruling' the border barbarians have frequently been established by the barbarians themselves, either as the result of open invasion or through the alliance of tribesmen beyond the Great Wall with political factions in China. The barbarian dynasties became Chinese, and the capitals remained in China; but power often remained in the hands of the still barbarian tribesmen. The frontier tended to rule the country." (2)

Les allégations d'Acheson témoignaient pour le moins d'une ignorance préoccupante des caractéristiques historiques, géographiques, ethniques et culturelles de ces régions limitrophes. Lorsqu'il indiqua, par exemple, que ces régions étaient peuplées de Chinois, il s'écartait très nettement de la réalité. La situation pouvait, pourtant, donner à penser à un observateur peu au courant des faits que l'Union soviétique était effectivement en train de procéder au détachement de ces provinces. Une analyse sérieuse de la situation, cependant, aurait permis de présenter au public et à la presse une image moins tragique et moins inquiétante des activités soviétiques en Asie.

En ce qui concerne la Mongolie, notons que les territoires peuplés par les Mongols sont aujourd'hui répartis entre trois nations indépendantes: la République populaire de Chine, la République populaire de Mongolie et l'Union soviétique. Comme les Tibétains, les Mongols qui, rappelons-le, ne font pas partie de l'ethnie chinoise saisirent l'occasion du renversement, en 1911, de la dynastie mandchoue pour proclamer leur indépendance. Depuis 1910, les Mandchous avaient

cherché à restreindre sérieusement l'autonomie de la Mongolie extérieure. Lorsque les Mongols résistèrent, les autorités centrales menacèrent de lancer une expédition punitive et d'accentuer la colonisation de la Mongolie en facilitant l'immigration de paysans chinois. En juillet 1911, les princes et les lamas mongols tinrent conférence et décidèrent de demander l'aide de la Russie. Un émissaire mongol fut dépêché à St-Petersbourg pour demander que la Mongolie extérieure soit placée sous protectorat russe. Au vu de l'opposition éventuelle des autres puissances, St-Petersbourg n'offrit aucun soutien aux Mongols. La révolution d'octobre 1911 fut l'occasion pour les Mongols de déclarer leur indépendance, ce qui fut fait le 3 novembre. Le 28 décembre 1911, il proclamèrent la naissance de l'Empire de Mongolie. Non contents d'avoir obtenu leur indépendance, ils voulurent aussi rattacher la Mongolie intérieure au nouvel état et recréer ainsi un empire pan-mongol. Ces aspirations se heurtaient cependant aux intérêts économiques japonais en Mongolie intérieure. Les Japonais et les Russes, dès lors, conclurent un accord secret, le 8 juillet 1912, rejetant la possibilité d'un rattachement de la Mongolie intérieure au nouvel empire mongol. En dehors de leur désir de ne pas provoquer l'ire du Japon, les Russes avaient un intérêt certain à ne pas permettre un tel précédent. Certains territoires limitrophes de l'empire russe étaient peuplés de Mongols. Si les Mongols de Mongolie intérieure se voyaient autorisés d'unifier leur sort à ceux de Mongolie extérieure, les Mongols de l'empire russe pouvaient éventuellement en demander autant.

En novembre 1912, la Russie et la Mongolie extérieure, sans référer à Pékin, conclurent un accord par lequel les Russes se voyaient accordé certains droits et privilèges exclusifs et s'engageaient à aider la Mongolie extérieure à préserver son autonomie. Le ministre des affaires étrangères chinois, sentant le danger, entreprit des négociations avec la Russie pour obtenir l'annulation des clauses d'autonomie. Si les Chinois ne parvinrent pas à leur fins, les deux parties purent, cependant, s'entendre sur le texte d'un compromis par lequel la Russie reconnaissait la suzeraineté de la Chine sur la Mongolie extérieure et la Chine confirmait en échange le droit des Mongols à l'autonomie interne. En juin 1915, à la suite de négociations tripartites entre Russes, Mongols et Chinois, les Mongols reconnurent la suzeraineté chinoise en acceptant les clauses de l'accord sino-russe de 1913. Les Chinois, quant à eux, se virent obligés de confirmer à nouveau le droit des Mongols à l'autonomie interne. En 1921, cependant, les troupes bolchéviques russes pénétrèrent, pendant la guerre civile contre les tsaristes, en Mongolie extérieure et y établirent un gouvernement communiste qui proclama l'indépendance. Celle-ci fut reconnue, en 1946, par Chang Kal-chek, en échange de la bienveillante neutralité soviétique dans la guerre civile chinoise. Les autorités communistes chinoises, quant à elles, reconnurent l'indépendance de la Mongolie extérieure au moment de la signature du traité sino-sovié-

tique de février 1950. Dans quelle mesure peut-on, dès lors, parler de détachement et d'appropriation par l'Union soviétique d'une province chinoise? En fait, le discours de Dean Acheson, destiné à défendre les principes de non-intervention dans la guerre civile chinoise présentait une image faussée de la situation sino-soviétique et risquait d'induire en erreur la majorité de son auditoire. (5)

En ce qui concerne la Mongolie intérieure qui est, aujourd'hui, une région autonome au sein de la République populaire de Chine, il convient de noter qu'elle ne jouit jamais de l'indépendance et ne fut jamais reconnue comme un état indépendant. Le profond sentiment pan-mongol qui motivait la population de Mongolie extérieure était cependant partagé par les habitants de la zone intérieure. Les Mongols de l'intérieur eurent toujours tendance à chercher à réunifier les deux Mongolies. Il n'y a pas de doute, également, que la révolution mongole de 1911 et l'aspiration des Mongols à l'indépendance découlaient du sentiment anti-chinois de la population qui craignait la domination et la colonisation chinoises. Au vu de l'analyse de la réalité historique, on peut se demander ce qui poussa le secrétaire d'Etat à affirmer que les Soviétiques cherchaient à s'approprier la Mongolie intérieure. Sont-ce l'existence des profonds sentiments pan-mongols et anti-chinois et le fait que la Mongolie extérieure était un satellite de l'URSS qui poussèrent Acheson à déduire que l'URSS cherchait à s'emparer de la Mongolie intérieure? Eut-il tout simplement recours, dans sa tentative de défense de la politique de non-intervention, aux arguments les plus susceptibles de convaincre son auditoire, quelle que soit leur validité? Quoi qu'il en soit, recours au processus spéculatif ou à l'imagination pure, ou combinaison des deux, ce fut une erreur qui, dans le climat tendu qui régnait à l'époque aussi bien sur la scène internationale que domestique, allait s'avérer lourde de conséquences par la confirmation des craintes populaires américaines et occidentales concernant l'expansion soviétique. (6)

Une troisième province menacée de détachement et d'appropriation par l'Union soviétique, selon Dean Acheson, était le Sin-kiang. La province du Sin-kiangou Turkestan chinois est une vaste région désertique d'environ 600.000 miles carrés, peuplée de quelque deux millions d'habitants de races diverses, ni Chinois, ni Russes, mais Kazaks, Kirghiz, Ulgurs qui sont des musulmans parlant un turc médiéval très pur, et Mongols, descendants de Mandchous et autres petits groupes ethniques minoritaires. (7) La révolution de 1911 amena le remplacement des autorités mandchoues par le gouverneur militaire de la province qui se rangea immédiatement aux côtés des républicains. Quelques désordres sporadiques éclatèrent dans la province. Un autre Chinois, originaire du Hunnan, Yang Tseng-hsin, devint gouverneur militaire et parvint à consolider sa position. Jusqu'à son assassinat en 1928, les relations entre le Sin-kiang et la Russie tsariste, puis avec l'URSS, furent marquées par un remarquable climat de collaboration en matières politiques et économiques. La mauvaise administration du

"Seigneur de la guerre" qui lui succéda provoqua une série de révoltes successives. Il fut déposé en avril 1933. Sheng Shih-ts'ai, un militaire mandchou le remplaça au pouvoir. Sheng avait cependant un rival, un guerrier dungan du nom de Ma Chung-ying, qui proposait de former un état musulman en Asie centrale qui aurait englobé, non seulement le Sin-kiang mais encore une bonne partie du Turkestan occidental soviétique. Le soutien du Japon lui était, semble-t-il, acquis. Il était sur le point de remporter la victoire sur son adversaire lorsque les troupes soviétiques intervinrent aux côtés des troupes de Sheng. Sheng, ayant consolidé son pouvoir grâce à l'intervention soviétique, poursuivit une politique qui refléta, dans une bonne mesure, l'étroitesse des liens qu'il avait avec Moscou. Dès 1935, Sheng conclut un accord avec l'Union soviétique par lequel l'URSS s'engageait à lui fournir des munitions et, en cas de besoin, à intervenir militairement pour mettre fin à d'éventuels troubles internes. D'autre part, les Soviétiques acceptaient de prêter au Sin-kiang une somme de cinq millions de roubles-or, remboursable en cinq ans, à quatre pour cent d'intérêt. Les autorités de Moscou, de plus, devaient envoyer conseillers techniques et experts pour contribuer au bon fonctionnement du gouvernement provincial. Conseillers techniques et experts soviétiques dans les domaines de l'entreprise, de l'agriculture, de l'élevage, de l'exploitation minière, de la santé publique, des finances publiques se mirent à l'oeuvre dans la province dès 1936. Les géologues soviétiques commencèrent la prospection des ressources minières du Sin-kiang. En échange, le Sin-kiang exporta laines, peaux et bétail.

La collaboration entre Sheng et les Soviétiques n'était pas seulement d'ordre économique. Lorsqu'éclata le conflit sino-japonais, les Soviétiques étaient déjà intervenus à deux reprises pour réprimer des révoltes musulmanes anti-chinoises. Avec l'agression japonaise, la collaboration entre l'URSS et le Sin-kiang d'une part, et la Chine, d'autre part, allait encore s'accroître. Toutes les voies d'accès de la Chine à la mer étant bientôt coupées par la foudroyante progression des troupes japonaises, la seule voie d'approvisionnement de l'armée nationaliste en armes et munitions passait par l'Asie centrale. Dès l'hiver 1937, les Chinois se mirent fiévreusement au travail pour construire une route de plus de cinq mille kilomètres menant de la frontière soviétique à Tchong-k'ing, à travers le Sin-kiang et le Kansou. Elle fut achevée en 1938. L'Union soviétique, rappelons-le, était la seule nation qui apporta, à l'époque, une aide militaire à la Chine. Dès lors, pendant les quatre années qui suivirent et jusqu'à l'entrée en guerre des Etats-Unis, gouvernements central et provincial et Union soviétique collaborèrent très étroitement, dans les régions frontalières. Une compagnie aérienne sino-soviétique, reliant Alma-Ata, dans le Kazakhstan, à Hami, dans le Sin-kiang oriental, vit bientôt le jour. L'on construisait une usine d'assemblage d'avions soviétiques. Un camp d'entraînement pour les pilotes de l'armée de l'air nationaliste et de la province fut créé et dirigé par les militaires soviétiques. Une bri-

gade mécanisée soviétique, dont les éléments portaient l'uniforme chinois, fut cantonnée à Hami. La collaboration sino-soviétique ne s'arrêtait pas là. Les géologues soviétiques ayant découvert un gisement pétrolifère, dans le voisinage de Wusu, les autorités de Moscou y dépêchèrent ingénieurs, techniciens et matériel de forage. Le produit de l'exploitation du gisement était partagé entre les deux partenaires. De plus, une entreprise sino-soviétique commença la mise en exploitation d'un gisement d'uranium, dans les montagnes du nord-ouest du Sin-kiang.

Le déclenchement de l'opération "Barbarossa" qui mobilisa forces et ressources soviétiques sur le front occidental mit un terme à l'influence russe en Asie centrale. L'URSS ne pouvait se permettre de soutenir Sheng économiquement. La source d'approvisionnement en armes et munitions soviétiques était tarie. Dans le même temps, l'attaque japonaise à Pearl Harbor promettait un nouvel allié, riche et puissant, aux Chinois, une nouvelle source d'aide financière et militaire. La perte d'influence soviétique dans le Sin-kiang amena la perte de Sheng qui dut quitter la province et qui dut laisser le pouvoir entre les mains des représentants du gouvernement central. Le contrôle du pouvoir au Sin-kiang par les nationalistes allait s'avérer une entreprise difficile. Dès 1943, les ethnies non chinoises du Sin-kiang se rebellèrent contre les autorités, en réclamant l'indépendance. Les nationalistes accusèrent les Soviétiques d'avoir fomenté les troubles dans le Sin-kiang et d'intervenir aux côtés des rebelles. Les Russes rejetèrent l'accusation et accusèrent les Chinois de "provocation". En janvier 1945, les forces rebelles contrôlaient une bonne partie du Sin-kiang et proclamèrent la naissance de la République du Turkestan oriental. Pendant l'été 1945, la rébellion s'étendit. En septembre, les troupes rebelles infligèrent une cuisante défaite aux troupes nationalistes. Les représentants du gouvernement central menacèrent alors les Russes de porter la question des troubles dans le Sin-kiang à l'attention des alliés. Quelques jours plus tard, l'Union soviétique proposa sa médiation dans le conflit. Les négociations entre les séparatistes et le gouvernement central commencèrent à Ouroumtsi, le 10 octobre 1945. Deux questions essentielles furent abordées: celle de la composition du nouveau gouvernement de la province et de la représentation des ethnies non chinoises en son sein et celle de l'organisation militaire du Sin-kiang. Un accord fut conclu, en janvier 1946, qui accordait aux ethnies non chinoises du Sin-kiang une large mesure d'indépendance culturelle et une représentation plus importante au sein du gouvernement provincial. L'accord ne fut pas observé de manière satisfaisante par les nationalistes, ce qui amena la désintégration du gouvernement provincial de coalition. L'arrivée au pouvoir des communistes, fin 1949, la signature du traité sino-soviétique de 1950 firent que la collaboration entre Chinois et Russes, dans le Sin-kiang, fut à nouveau très étroite, étant ainsi aux séparatistes le seul recours qu'ils avaient contre les Chinois, le recours à l'Union soviétique. En d'autres termes,

les accords sino-soviétiques de 1950 rattachèrent plus solidement que par le passé le sort du Sin-kiang à celui de la Chine. (8)

La longue histoire de collaboration entre le Sin-kiang et la Russie, puis l'URSS, découle, à notre sens, de la position géographique du Sin-kiang et du caractère de la population. Comme le fait remarquer Owen Lattimore, dès 1933

"Chinese Turkistan is divided from China by great distances and formidable deserts. There is one great cart-road approach, through Kansu... There is one other main line of approach; that by the Mongolian caravan routes. The two or three original caravan routes have been reduced to one since the secession of Outer Mongolia from China ... With the trade between the province and China thus reduced Soviet Russia has for some years enjoyed a virtual monopoly of the foreign trade of Chinese Turkistan... (9)

De plus, les peuplades nomades, les Kazakhs, Kirghizes et autres groupes ethniques se répartissent de part et d'autre de la frontière sino-soviétique, dans le Sin-kiang, la République socialiste soviétique du Kazakhstan et la République socialiste soviétique Kirghize. Cet état de fait découle des clauses du traité d'Ili, conclu en 1881 entre l'empire mandchou et l'empire russe, cédant à la Russie une bonne partie du Turkestan chinois. Il est relativement compréhensible, dès lors, que des relations très étroites aient subsisté entre les populations du Sin-kiang et celles des régions limitrophes, du côté soviétique. (10) Par la suite, les questions de la Mongolie extérieure et du Sin-kiang provoquèrent des incidents de frontières entre troupes soviétiques et troupes chinoises. La dispute sino-soviétique concernant le tracé de la frontière et le statut des zones frontalières soviétiques résulta essentiellement du désir exprimé par les autorités communistes chinoises de renégocier dans leur ensemble les traités inégaux d'Aïgoun, en 1858, de Pékin, en 1860, et d'Ili, en 1881. Pékin proposa de résoudre, en temps voulu et par des moyens pacifiques, les problèmes soulevés par les clauses de ces traités inégaux. Les Chinois étaient prêts, entre-temps, à maintenir le statu quo. Moscou rejeta la proposition chinoise en soutenant que les accords sino-russes de l'époque n'étaient pas des traités inégaux. Les Soviétiques indiquèrent qu'ils n'accepteraient de négocier que des questions spécifiques et non pas les traités dans leur ensemble. (11)

La question se pose à nouveau de savoir quels furent les fondements de l'interprétation offerte par le secrétaire d'Etat au "National Press Club". S'il est vrai que la question de la frontière sino-soviétique était particulièrement épineuse et qu'elle laissait présager de nombreuses difficultés, il n'en reste pas moins que l'Union soviétique ne chercha pas à détacher le Sin-kiang de la Chine. De plus, la population chinoise au Sin-kiang représentait une infime minorité. Peut-

être doit-on l'erreur d'interprétation d'Acheson au fait que l'URSS exerça effectivement un certain degré de contrôle économique et politique dans le Sin-kiang, jusqu'en 1949. Encore une fois, cependant, il convient de constater que son discours dénotait une ignorance profonde de la question.

La quatrième province menacée de détachement et d'appropriation par l'Union soviétique, selon Acheson, était la Mandchourie. Tout comme les Mongols et les divers groupes ethniques habitant le Sin-kiang, les Mandchous ne sont pas de race chinoise. Leur culture, leur langage, leur mode de vie sont différents de ceux des Chinois. Lorsque les Mandchous saisirent le pouvoir en Chine, la Mandchourie était encore une région relativement peu développée. L'extrême-Sud avait subi l'influence chinoise et avait adopté les méthodes d'agriculture intensive utilisées par les paysans chinois. Mais le Nord-Ouest était encore une région de nomades. Le Nord-Est, la région d'origine des Mandchous, était couvert de forêts et de rivières. L'activité agricole y était très limitée. Les populations se consacraient à la chasse et à la pêche. Les déplacements se faisaient à cheval. Les Mandchous parvinrent à se maintenir au pouvoir essentiellement grâce à leur capacité d'assimilation des coutumes politiques chinoises. Ils maîtrisèrent rapidement les préceptes du système confucéen traditionnel et gouvernèrent selon les coutumes chinoises, tout en faisant en sorte de ne pas perdre leur identité ethnique. La Mandchourie du Nord fut séparée du reste de la Chine par une frontière que les immigrants chinois n'étaient pas autorisés à franchir. En conséquence, la Mandchourie du Nord resta faiblement peuplée jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle. Les Mandchous cherchèrent également à préserver leur pureté raciale en interdisant le mariage entre Chinois et Mandchous et en instituant des différences de coutumes entre les deux groupes ethniques. Les Mandchous, par exemple, n'étaient pas supposés commercer ou travailler de leurs mains. Les femmes mandchoues ne se livraient pas à la pratique des pieds bandés. Les hommes chinois devaient se laisser pousser une longue natte, en signe de soumission à l'ordre mandchou. (12) Le Sud de la Mandchourie fut progressivement colonisé par les paysans de Chine du Nord, mais, à l'aube du XX^{ème} siècle, les 500.000 miles carrés de territoire que représentaient la Mandchourie (Hei-long-kiang, Ki-rin et Liaoning) et le Jehol (une vaste région montagneuse au nord de Pékin) ne comptaient que quelques 17 millions d'habitants. (13)

La province faisait l'objet de la convoitise de la Russie et du Japon. La Russie, d'ailleurs, avait obtenu par les traités d'Aigun, 1858, et de Pékin, 1860, les territoires situés au nord du fleuve Amour et à l'est du fleuve Oussouri, territoires qui constituent, aujourd'hui les provinces maritimes soviétiques. L'influence russe s'était très nettement accrue à la suite des développements sino-japonais de 1895. Les concessions pour la construction et l'exploitation de voies de chemin de fer avaient permis la pénétration russe jusqu'à Port-Arthur et

Dafren. (14) L'intervention russe à la suite de la rébellion des Boxers et du massacre des colons russes en Mandchourie provoqua un nouvel accroissement de l'influence russe qui inquiéta grandement le Japon. L'opposition des puissances industrielles à un renforcement sensible de la position russe en Mandchourie força le gouvernement du Tsar à accepter de retirer les quelques 160.000 hommes de troupes qui occupaient la province. Un accord en ce sens fut conclu entre Russes et Chinois, le 4 avril 1902. La Russie promettait d'évacuer ses troupes en trois étapes, à six mois d'intervalle. La première étape de l'évacuation eut lieu comme prévu. Lorsqu'il fut temps de procéder à la deuxième étape de l'évacuation, les Russes eurent recours à un subterfuge. Les troupes ne se retirèrent pas, mais adoptèrent l'uniforme des garde-voies. Ils réoccupèrent, de plus, les villes qu'ils avaient évacuées auparavant et le gouvernement tsariste exigea de nouveaux privilèges exclusifs. Ces événements préoccupèrent grandement les Japonais et précipitèrent l'ouverture du conflit russo-japonais de 1904. Ce ne fut pas là le dernier conflit mettant aux prises Chinois, Russes et Japonais. Au lendemain de la signature du pacte Briand-Kellog, en 1929, les Chinois cherchèrent à reprendre le contrôle du chemin de fer de Chine orientale, ce à quoi les Soviétiques répondirent par une intervention armée qui fut couronnée de succès. (15) En 1931, le Japon envahit la Mandchourie et en fit un état satellite, le Mandchoukouo. Les Japonais y développèrent le réseau de communications, accentuèrent le processus d'industrialisation, effectuèrent une réforme monétaire. Pendant les quatorze années de l'occupation japonaise, Moukden, Dafren et Tch'ang-tch'ouen se développèrent et devinrent d'importants centres urbains. La production de charbon, de fonte et d'acier fut accélérée. Des usines chimiques, de mécanique, de machines, d'automobiles et d'avions s'installèrent à Moukden. La Mandchourie devint la province la plus développée de Chine. (16)

Lorsque l'Union soviétique déclara la guerre au Japon, le 8 août 1945, et que les troupes russes pénétrèrent en Mandchourie, le jour suivant, les forces communistes de Chou-ieh envahirent également les provinces du Nord-Est. Il ne fait aucun doute que les troupes communistes chinoises bénéficièrent largement de la présence des Soviétiques en Mandchourie. Les Russes, en effet, comme nous avons déjà pu le noter, livrèrent les armes japonaises aux troupes de Lin Piao, s'efforcèrent de freiner la progression des troupes nationalistes en Mandchourie. Dans le même temps, les Soviétiques songeaient à leurs propres intérêts et, en particulier, à la reconstruction de leur économie qui avait été ravagée par la guerre. Les troupes soviétiques, conséquemment, s'emparèrent, comme ils le firent dans les territoires occupés d'Europe, de tout le matériel industriel susceptible d'être utilisé en Union soviétique. Moscou, de plus, chercha à obtenir des nationalistes un certain nombre de concessions en Mandchourie. Staline, en effet, quelques mois avant l'intervention russe en Mandchourie, avait proposé de conclure un traité d'amitié et d'alliance sino-soviétique. Il

s'engageait à reconnaître l'autorité du gouvernement nationaliste sur tout le territoire chinois et à apporter à Chang Kai-chek le soutien moral, matériel et militaire de l'Union soviétique, à s'abstenir de fournir une aide quelconque à ses ennemis - à savoir les communistes chinois - à faire en sorte que les troupes soviétiques commencent à évacuer la Mandchourie trois semaines après la capitulation japonaise et à compléter cette évacuation en deux ou trois mois. En échange, Staline demandait à la Chine de concéder à l'Union soviétique le droit de cantonner forces navales et aériennes dans une zone militaire englobant Port-Arthur, Dafren et les régions avoisinantes, la propriété pleine et entière des compagnies de chemin de fer de Mandchourie et des mines de charbon et entreprises affiliées. En d'autres termes, Staline exigeait la restauration des droits de la Russie tsariste sur la péninsule du Leao-tong. De telles conditions étaient inacceptables pour les Chinois. De plus, les Chinois devaient reconnaître l'indépendance de la Mongolie extérieure. Les Chinois, eux, bien au contraire, désiraient obtenir de l'URSS une reconnaissance de la souveraineté chinoise sur la Mongolie extérieure. (17)

Le traité fut signé le 14 août 1945. Les termes de l'accord différaient légèrement de ceux énoncés, quelques mois auparavant, par Staline. L'Union soviétique reconnaissait la représentativité du gouvernement nationaliste et la souveraineté de la Chine sur la Mandchourie. Moscou s'engageait à apporter aide matérielle, militaire et morale au gouvernement de Chang Kai-chek et à faire en sorte que les troupes soviétiques se retirent de Mandchourie dans les trois mois suivant la capitulation japonaise. De plus, l'Union soviétique promettait de s'abstenir d'intervenir dans le Sin-kiang et reconnaissait l'intégrité territoriale et l'indépendance de la Mongolie extérieure. De son côté, la Chine acceptait la gestion et l'exploitation conjointe, par la Chine et l'URSS, des compagnies de chemin de fer de Mandchourie - à savoir le chemin de fer de Chine orientale et le chemin de fer de Mandchourie du Sud réorganisés en une seule compagnie désormais appelée chemin de fer chinois du Tch'ang-tch'ouen. De plus, les entreprises formées à l'époque de l'administration russe et sino-russe du chemin de fer de Chine orientale et pendant l'administration russe de ce qui allait devenir, en 1905, le chemin de fer de Mandchourie du Sud devenaient la propriété conjointe de la Chine et de l'Union soviétique et devaient être gérées et exploitées comme les chemins de fer. Enfin, la Chine et l'URSS acceptaient d'utiliser conjointement la base navale de Port-Arthur, et Dafren devenait un port franc. L'URSS se voyait chargée de la défense de Port-Arthur et autorisée à construire toutes les installations qu'elle jugeait nécessaire à la défense de la zone militaire. En d'autres termes, l'URSS obtenait le contrôle de la zone militaire en question. En ce qui concerne la question de Mongolie extérieure, le gouvernement nationaliste s'engageait à reconnaître l'indépendance de la nation mongole, si un plébiscite organisé après la capitulation japonaise confirmait le désir de la population d'obtenir l'in-

dépendance. (18)

La mise en pratique des accords suivit quasi immédiatement. Le 24 août, Chang Kai-shek demanda au Conseil suprême de la Défense nationale de reconnaître l'indépendance de la Mongolie extérieure. Un plébiscite eut lieu le 20 octobre. Les Mongols votèrent unanimement en faveur de l'indépendance. Le 5 janvier 1946, le gouvernement nationaliste reconnut la République populaire de Mongolie. La question de la Mongolie extérieure étant réglée, l'attention se tourna vers la Mandchourie. Il devint rapidement évident que la période de trois mois prévue pour l'évacuation des troupes soviétiques et la passation des pouvoirs des troupes d'occupation aux représentants du gouvernement central était trop brève. Les deux partis se mirent rapidement d'accord sur une nouvelle date d'évacuation, le 6 janvier 1946. Après quelques délais et une tentative soviétique de mise en vigueur des accords concernant l'exploitation conjointe d'entreprises en Mandchourie, les troupes soviétiques se retirèrent entièrement de la province. En mai 1946, Moscou annonça que l'évacuation totale était terminée. Cependant, les nationalistes ne parvinrent pas à empêcher les communistes chinois d'investir toutes les régions du nord de la Mandchourie que les Soviétiques avaient précipitamment abandonnées. La course à la Mandchourie entre les deux factions chinoises relança la guerre civile qui reprit de plus belle. (19)

Avant même la proclamation de la République populaire de Chine, la collaboration entre l'Union soviétique et les communistes chinois, plus particulièrement dans les domaines de la reconstruction économique, provoqua la suspicion des puissances occidentales. Les victoires militaires de 1948 avaient permis aux communistes chinois de prendre le contrôle d'un bon nombre de centres industriels et urbains, notamment en Mandchourie. Les experts soviétiques proposèrent une stratégie économique qui fut adoptée en mars 1949 par le comité central du parti communiste chinois. En juillet 1949, alors que la victoire communiste était presque totale, une délégation mandchoue se rendit à Moscou pour y négocier un accord concernant les échanges commerciaux entre l'URSS et la Mandchourie. Le 27 août, le gouvernement populaire du Nord-Est, avec à sa tête Kao-kang qui avait dirigé la délégation mandchoue à Moscou, se forma à Moukden. Les représentants du gouvernement populaire du Nord-Est, d'autre part, se joignirent à la délégation chinoise qui se rendit à Moscou, en décembre, pour y négocier le traité sino-soviétique de février 1950. (20) Les développements en Mandchourie - à savoir la négociation d'un accord économique séparé, quelques mois avant la proclamation de la République populaire, avec les représentants des régions du Nord-Est et la création d'un gouvernement populaire du Nord-Est - pouvaient certainement donner à penser à certains observateurs que Staline cherchait à exercer un certain degré de contrôle sur les affaires économiques et politiques du nord-est de la Chine. La situation existante en Mandchourie, cependant, ne permettait pas de conclure à une tentative d'appropriation.

tion par l'Union soviétique des territoires situés au nord-est de la grande muraille. Une telle interprétation ne pouvait découler que du recours à l'extrapolation de tendances historiques et politiques et au processus spéculatif. Nous avons pu constater, en effet, que l'intérêt de la Russie pour les territoires situés à l'extérieur de la grande muraille - Sin-kiang, Mongolie, Mandchourie - date de la période tsariste. La tendance historique fut pour la Russie de chercher à étendre son contrôle toujours plus avant en Asie centrale et à obtenir des débouchés sur la mer du Japon. La continuité des efforts russes pour obtenir les provinces maritimes, des concessions en Mandchourie du Sud - en particulier le contrôle des compagnies de chemin de fer menant à Vladivostok à travers la Mandchourie (le chemin de fer de Chine orientale) et aux territoires loués dans la péninsule du Leao-tong et à Daïren (chemin de fer de Mandchourie du Sud) - démontre l'importance que les Russes attachaient à un débouché sur l'océan. C'est là un élément que les analystes du Département d'Etat durent prendre en considération dans leur évaluation de la situation sino-soviétique. Un autre élément susceptible d'induire les observateurs en erreur était la nature de la politique territoriale stalinienne en Europe de l'Est où l'URSS s'était emparée, selon la version occidentale, de portions de territoires roumains, polonais, finlandais et autres. En ce qui concerne la Pologne, par exemple, rappelons que Staline avait compensé la perte de territoires polonais à l'Est en attribuant à la Pologne une portion de territoires allemands à l'Ouest.

L'interprétation fournie par Acheson de l'activité soviétique dans les régions frontalières chinoises était manifestement erronée. Une telle extrapolation eut été excusable et même recommandable pour des raisons stratégiques et politiques si elle avait été gardée secrète. Le fait que le secrétaire d'Etat fit son discours sur le mode affirmatif et non pas spéculatif, le fait qu'il affirma présenter une image réaliste de ce qui était en train de se passer en Chine, alors qu'il ne s'agissait là, en fait, que d'une interprétation à la validité douteuse, fit que la presse américaine accorda une importance relativement grande au fait que l'Union soviétique, selon une source supposée être parfaitement au courant de ce qui se passait dans le monde - le secrétaire d'Etat - était en train de s'appropriier ou de satelliser la Chine. Les propositions d'Acheson relatives à la politique extérieure américaine, sa défense des principes de non-intervention passèrent relativement inaperçues. Encore une fois, le but d'Acheson, et une lecture attentive de son discours le démontre amplement, avait été de chercher à convaincre son auditoire à renoncer à une ligne interventionniste en Asie. Pour ce faire, il eut recours à un certain nombre d'exemples destinés à montrer que l'Union soviétique était en train de s'attirer le ressentiment du peuple chinois. Le passage concernant la situation dans les régions frontalières ne faisait qu'illustrer la sagesse de la ligne politique suivie par l'administration. A ce titre, le passage en question ne devait sans doute avoir qu'une importance secondaire.

Acheson n'avait sans doute pas tenu compte de la nature de la presse et de la manière dont l'information est transmise au public. Le fait que l'anecdotique et le sensationnel l'emportent toujours sur l'essentiel, pour des raisons bien souvent commerciales, n'aurait pas dû échapper à l'attention du secrétaire d'Etat. Quoiqu'il en soit, il n'existe, à notre sens, aucune excuse valable pour la présentation au public américain de spéculations comme s'il s'agissait de faits bien réels et incontestables. (21)

La presse américaine accepta les faits tels qu'ils furent présentés par Acheson. Le "New York Times", par exemple, dans un éditorial du 22 janvier 1950, déclara:

"He (Acheson) stated that the Soviet Union was 'attaching' areas in Northern China, and they can certainly be attached without the formality of annexation. Outer Mongolia is already so 'attached' by every standard. The Russian domination of the 'autonomous' border area of Western Manchuria and Northern Inner Mongolia is obvious. The control of all Manchuria through the use of the railway network and the major part of it is already far advanced... the general pattern indicates at least the possibility that Communist China may sooner or later receive some sort of compensatory offer from the Soviet Union ... Expansion in the South may be Red China's recompense for submitting to Russian expansion in the North."

Le texte de cet éditorial, notons-le, suggère que la Mongolie extérieure était déjà rattachée à l'Union soviétique "by every standard". Il convient de constater que l'éditorialiste ne précise en aucune manière le type de critères lui permettant de conclure au rattachement de la Mongolie extérieure à l'Union soviétique. Dans le même ordre d'idée, soulignons le manque de précision de l'expression "they can certainly be attached without the formality of annexation". Cette conception n'est pas éclairée par les propositions qui suivent. L'éditorialiste ne précise pas davantage sa pensée lorsqu'il affirme que la domination soviétique sur le nord de la Mongolie intérieure et l'ouest de la Mandchourie est "obvious". L'évidence d'une telle domination est pour le moins discutable. Il n'y a pas de doute, enfin, que le fait que le mot "autonomous" ait été mis entre guillemets indique que l'auteur du texte considère que l'autonomie des régions en question (Mandchourie et Mongolie intérieure) est factice, et que le terme "autonomous" camoufle, en fait, un détachement des régions en question de la Chine et la prise de contrôle par l'URSS. Ajoutons que le texte n'indique pas davantage jusqu'à quel point le contrôle de la Mandchourie est exercé par l'URSS. L'on se contente d'affirmer que le contrôle est très avancé. L'éditorialiste précise, par la suite, que la possibilité d'une compensation pour la perte de territoires au Nord est une éventualité à envisager. L'ex-

pansion au Sud pourrait être la récompense de la Chine pour avoir accepté l'expansion soviétique au Nord. Notons, ici, la similitude entre cette hypothèse et la manière dont la question des territoires polonais fut résolue par Staline.

Le Département d'Etat, le 25 janvier, publia un rapport sur la situation en Chine qui fut repris in extenso par le "New York Times". Le rapport confirmait les dires d'Acheson et ajoutait qu'en Mandchourie

"... the Soviet Union has placed the richest industrial area of China firmly behind the Far Eastern segment of the Iron Curtain ... Soviet strategic detachment from Chinese control is in progress in China's northern provinces as it is in certain European areas and, as in those areas, may be expected to proceed by carefully planned stages."

De son côté, le "New York Herald Tribune", dans un éditorial intitulé "Imperialism In China", déclara le 27 janvier:

"The deadly nature of the thrust implicit in Secretary Acheson's charges of ... Soviet alienation of Chinese territory ... the evidence that the Communist regime in Peking is a tool and abetter of the process (foreign imperial domination) is more than serious: it is lethal ... This exposure of the actual march of the new Russian imperial exploitation, and of its Chinese tools and agents, is as deadly a weapon as any now remaining to us for the combat of Communism in the vast mainland Chinese areas which it has submerged in chaos and disillusion ..."

Il convient d'analyser quelque peu le contenu de ces deux textes. Le texte du Département d'Etat fait directement allusion à la situation européenne et établit un parallèle entre les méthodes d'appropriation de territoires utilisées par l'URSS en Europe et en Asie. Celui du "New York Herald Tribune" suggère que les dirigeants chinois de Pékin ne sont en fait que les pions de Moscou sur l'échiquier mondial. Ceci ne peut que confirmer l'existence d'un bloc monolithique cherchant à établir et à étendre un empire russe.

Le 14 février 1949, déjà, C.L. Sulzberger, spécialiste des affaires étrangères et correspondant à Paris du "New York Times" avait indiqué que

"In Northernmost China the Soviet Union, continuing the traditional eastward drive of Russian imperialism at the expense of Marxist ideology, is in the process of assuming direct control over a vast area extending from Turkestan across Mongolia and Manchuria to the Pacific Provinces of the U.S.S.R."

Le 29 janvier 1950, écrivant à propos des négociations sino-soviétiques se déroulant à Moscou, Sulzberger, sous le titre "Soviet Said to Ask for Full Control of Seven China Ports", indiqua que les Soviétiques exigeaient non seulement le contrôle total de sept ports chinois, mais encore l'envoi en Union soviétique de 500.000 travailleurs chinois, l'exportation de quantités accrues de produits agricoles, plus particulièrement de céréales, et, enfin, des concessions importantes concernant les groupes ethniques minoritaires dans les régions frontalières. En échange, indiquait Sulzberger, les Chinois demandaient une importante aide financière et un approvisionnement en armements. Il s'empressait de préciser que les Chinois n'avaient pas encore accédé aux exigences soviétiques, mais que s'ils se voyaient forcés de céder et de concéder à Moscou les droits sur les ports de la côte du Nord-Est, l'URSS serait en mesure de contrôler la mer Jaune. Le 31 janvier, le "New York Times" rapporta que les fonctionnaires du Département d'Etat avaient tendance à accepter la validité des informations fournies par Sulzberger. L'attaché de presse du Département d'Etat avait déclaré:

"The reports seem to be in line with Secretary Acheson's speech that Russia was in the process of taking over in North China areas."

Dans sa dépêche du 29 janvier, Sulzberger se livre à la spéculation. Il ne cite aucune de ces sources et recourt continuellement à des expressions très imprécises - "Soviet said to ask" ou "latest advices indicate" - comparables aux "l'on apprend de sources sûres", ou encore "des sources généralement bien informées indiquent que...". Le recours à cette méthode de reportage devrait inciter le lecteur à exercer une bonne dose d'esprit critique et de bon sens. Dans une période d'hystérie collective anti-communiste comme celle qui suivit immédiatement la perte de la Chine, le lecteur américain eut malheureusement tendance à croire les informations les plus fantaisistes pourvu qu'elles confirment la validité de ses vues.

Le traité sino-soviétique d'amitié, d'alliance et d'assistance mutuelle fut conclu à Moscou le 14 février 1950. Deux accords séparés furent signés le même jour, l'un concernant la rétrocession ultérieure du chemin de fer du Tch'ang-tch'ouen, de Port-Arthur et de Dafren, et l'autre accordant à la Chine un crédit à long terme de \$300 millions. Des notes furent également échangées reconnaissant l'indépendance de la Mongolie extérieure et transférant à la Chine, sans contrepartie financière, les propriétés japonaises de Mandchourie saisies par les Soviétiques à la fin de la seconde guerre mondiale et certains immeubles à Pékin. (22) Le traité sino-soviétique ne faisait aucune allusion au détachement des provinces du nord de la Chine, à l'appropriation par l'Union soviétique de sept ports chinois, ou encore à l'envoi de 500.000 travailleurs en Union soviétique. La presse réagit ra-

pidement à cet état de fait et proposa une interprétation qui fut admise sans autre forme de procès: le traité sino-soviétique était évidemment accompagné d'accords secrets dont les termes n'avaient pas été divulgués.

Le 16 février, C.L. Sulzberger rédigea un article qui fut publié en première page du "New York Times", sur quatre colonnes, sous le titre:

**"Secret Codicils to Sino-Soviet Pact Said to Give Russia
Key Peiping Posts and Large Force of Chinese Labor**

Specific indications were received here tonight that secret codicils to the new treaty of alliance between the Soviet Union and the Chinese People's Republic had been signed by representatives of the Moscow and Peiping Governments."

Sulzberger réaffirmait que les Soviétiques avaient exigé des Chinois un certain nombre de concessions, essentiellement les mêmes que celles qu'il avait rapporté dans son article du 29 janvier. Le nombre de travailleurs devant être envoyé en Union soviétique baissait quelque peu, cependant, et passait à 300.000. Sulzberger faisait allusion à de nouvelles clauses secrètes. Les Soviétiques avaient exigé et obtenu que des commissaires politiques russes soient intégrés dans les corps d'armée chinois, que certaines branches du gouvernement, comme la sécurité, soient prises en charge par des experts soviétiques, que l'administration du Sin-kiang soit entre les mains d'un personnel soviétique. Une analyse scrupuleuse de l'article de Sulzberger permet de constater, à nouveau, que le journaliste se complaisait dans le vague et l'imprécision, n'identifiant jamais ses sources et recourant continuellement à des expressions comme "secret codicils ... said to give Russia ..." ou encore "specific indications were received here tonight ..." et "responsible information that became available in Eastern European capitals ..." (23) Le même jour, dans un éditorial, le "New York Times" écrivait:

"The published agreement does not tell the full story but is supplemented by secret agreements which ... would admit Soviet forces to Chinese bases and into the China Sea thwart our own Pacific lines of communications ... For while making China another Soviet satellite, the Kremlin has managed to disguise this fact ... The agreement itself is full of secret traps ..."

Et le 19 février, le "New York Times" fit part de ses doutes quant à l'observation par l'Union soviétique de la clause stipulant que "Russia would withdraw from control of Port Arthur and the Manchurian rail-ways".

Le 27 mars 1950, trois nouveaux accords furent conclus à Moscou. Les deux premiers concernaient la gestion et l'exploitation conjointe par des compagnies sino-soviétiques des gisements de pétrole et de minerais du Sin-kiang. Le troisième concernait la formation d'une compagnie aérienne sino-soviétique qui devait relier Pékin à Alma-Ata, Irkoutsk et Tchita, en Union soviétique. (24) L'interprétation de ces accords par la presse ne laisse pas de surprendre. Le "New York Times" publia quelques jours plus tard un éditorial déclarant que le Sin-kiang était

"... now within the controlling orbit of the Soviet Union ... This type of generosity ... can more accurately be called merely the economic prelude to annexation ..." (25)

En mai de la même année, C.L. Sulzberger, depuis Tokyo, écrivit:

"The Soviet Union is now engaged in the first stages of a long-range program to integrate North China into the economic structure of the U.S.S.R. with indications that political absorption of that vast area may be an ultimate goal ... There is ample reason to believe that Moscow's eventual desire ... is to take over the entire enormous region between Vladivostok and the central Asia republics (a mere 2500 miles!) in order to construct a 'land bridge' between the Maritime Provinces and Aima Ata." (26)

Le point de vue exprimé par Sulzberger était, bien évidemment, partagé par Dean Acheson, publiquement, du moins. Le "New York Times", le 1er avril 1950, rapporta que le secrétaire d'Etat, lors d'une conférence de presse, avait déclaré que "the Soviet Union was moving 'on a grand scale' to detach Sinkiang province from China".

Felix Greene fait observer que l'annexion d'un tiers du territoire chinois par l'Union soviétique fut bientôt considérée par la presse comme un fait établi. Les dépêches des agences rapportèrent bientôt que quatre cent mille citoyens soviétiques étaient en train de s'installer en Mandchourie et que trente mille conseillers et techniciens soviétiques étaient en train de prendre le contrôle du gouvernement de Pékin (Associated Press, T'ai-pei, 23 mai 1950), que le nouvel ambassadeur russe à Pékin allait chercher à accentuer la mainmise de la Russie sur la Mandchourie (United Press, Londres, 13 juin 1950), ou que l'intervention des troupes chinoises dans le conflit coréen avait été ordonnée par Moscou et le gouvernement fantoche de Mandchourie, sans le consentement de Mao Tsé-toung (United Press, Washington, 10 novembre 1950). (27) La satellisation de la Chine est un thème que l'on retrouve même dans les ouvrages des universitaires. Robert North, par exemple, reprit quasiment mot pour mot les allégations de Sulzberger. Un grand nombre de travailleurs chinois devait se rendre en

Sibérie. Les conseillers soviétiques contrôlaient l'armée, la police secrète et le parti communiste chinois. Le Sin-kiang avait été vendu aux Russes et sept ports de la mer Jaune étaient passés sous contrôle soviétique. (28) D'autres universitaires, comme le professeur Ivar Spector, de l'Université de Washington, confirmèrent les rumeurs de satellisation et de rattachement de territoires chinois à l'Union soviétique. Spector alla même jusqu'à indiquer, dans un article publié dans le "Seattle Times" du 4 juin 1950, que le rattachement était tellement avancé que les Chinois allaient adopter l'alphabet russe. Le Département d'Etat, par ailleurs, persista à présenter de la Chine une image complètement faussée, déniaut au régime de Pékin le plus infime degré d'indépendance, comme les discours de John Foster Dulles et de Dean Rusk auxquels nous avons déjà fait allusion le démontrent amplement. (voir, notre chapitre XII, p. 315) Dulles et Rusk affirmèrent, en effet, que le régime de Pékin était un gouvernement fantoche, à la solde de Moscou, qu'il ne représentait pas le peuple chinois, qu'il s'agissait, en fait, d'une sorte de Mandchoukouo sur une plus grande échelle et, qu'en conséquence, il était impensable que le gouvernement américain accepte de reconnaître ce gouvernement d'origine étrangère.

La satellisation et la colonisation d'une bonne partie du territoire chinois par l'Union soviétique ne pouvaient avoir lieu, en toute logique, qu'avec la complicité d'un gouvernement pro-soviétique, de nature résolument non chinoise. De ces deux aspects du régime au pouvoir à Pékin, à savoir la soumission du gouvernement aux desiderata soviétiques et son origine étrangère, découla la notion de l'aspect temporaire de l'exercice du pouvoir par les communistes. Si le régime de Pékin adoptait des méthodes complètement étrangères à la mentalité chinoise et cherchait à mettre en pratique une philosophie contredisant la philosophie traditionnelle, le résultat ne pouvait être que la disparition, par la révolte des populations - retrait du mandat du ciel - du gouvernement de Mao Tsé-toung. La révolte interne serait de plus appuyée par l'intervention des forces nationalistes de Formose, toujours prêtes, selon la propagande officielle de T'ai-pei, à reconquérir le continent. Depuis 1949, les réponses données par la presse ou les fonctionnaires du Département d'Etat à la question de savoir si le régime de Pékin allait pouvoir se maintenir tendirent essentiellement à annoncer la chute plus ou moins immédiate des communistes. Cela n'est pas sans rappeler la manière dont la presse, le "New York Times" et le "Chicago Tribune", par exemple, traita la question de la révolution russe, de la conclusion du traité de Brest-Litovsk à la reconnaissance du gouvernement soviétique par l'administration Roosevelt. (voir, à ce sujet, notre chapitre XI)

Le "Christian Science Monitor", par exemple, rapporta le 5 avril 1954, dans une dépêche de Washington:

"... there are strong elements within the State Department and the Pentagon who believe that the Communist Chinese regime must be snuffed out sooner or later."

Quant à la position de John Foster Dulles, elle ne laissait place à aucun doute:

"The United States holds the view that Communism's rule in China is not permanent and that it one day will pass. By withholding diplomatic recognition from Peiping it seeks to hasten that passing." (29)

La politique chinoise de l'administration avait d'ailleurs été précisée par l'"Assistant-Secretary of State" aux affaires extrême-orientales, Walter S. Robertson, devant le "Committee on Appropriations" de la Chambre des représentants. Son témoignage fut résumé par l'un des membres du comité, avec son approbation, en ces termes:

"... the heart of the present policy toward China and Formosa is that there is to be kept alive a constant threat of military action vis-à-vis Red China in the hope that at some point there will be an internal breakdown ..." (30)

En d'autres termes, la politique américaine à l'égard de la Chine, telle qu'elle fut présentée par Dulles lui-même et ses assistants, consistait à maintenir un climat de guerre froide et de menace constante contre la Chine continentale. La politique de l'administration était d'attendre le moment propice afin de précipiter la chute du régime de Pékin. La presse se fit l'écho de cet espoir de désintégration de l'emprise communiste sur la Chine continentale. Quelques jours après la proclamation de la République populaire de Chine, les correspondants occidentaux prédirent déjà, avec une certaine prudence pour certains d'entre eux, la chute du gouvernement de Mao Tsé-toung. Le 6 octobre 1949, le "New York Herald Tribune" publia une dépêche de Seymour Topping, correspondant de l'"Associated Press" à Hong Kong, suggérant que la chute du présent régime était une éventualité à envisager. Il ajoutait, pourtant:

"Don't expect a big upset in Peking soon. If one is to come it probably won't occur for from five to twenty years. Things move slowly in China."

Le même jour, Henry Lieberman du "New York Times" faisait part à ses lecteurs de ses doutes quant à l'avenir du régime communiste en Chine:

"Recent developments indicate that present-day Communist China has not just one Achilles heel, but many."

Pour les observateurs américains sur place, les problèmes que les communistes avaient à résoudre semblaient insurmontables. Les rumeurs de rébellions paysannes étaient quasi quotidiennes. On pensait généralement que la population des villes était particulièrement opposée au nouveau régime. Le nouveau gouvernement allait de plus avoir à faire face aux famines habituelles. L'industrialisation allait devoir se faire sans l'aide des pays occidentaux. En d'autres termes, le nouveau régime n'avait aucune chance de réussir là où le gouvernement de Chang Kai-shek avait échoué. (31) James Reston, du "New York Times", avait exprimé ce point de vue depuis longtemps déjà. Selon lui, les communistes n'auraient aucun problème à remporter la victoire sur le terrain - il écrivait en avril 1949 - mais ils ne pourraient faire face aux multiples problèmes posés par l'administration d'un pays aussi gigantesque, aux prises avec des problèmes aussi démesurés, sans faire appel à un grand nombre de fonctionnaires du régime précédent, ce qui devait avoir pour conséquence d'empêcher la communication totale du pays:

"China is a vast, unconnected, poorly organized, continent of a country populated by undernourished, highly individualistic people.

If our official's information is correct, the Communists do not have the administrative personnel to deal effectively with the economic problems of the country. Winning the war, the State Department feels, will be easy for the Communists; running the country will be extremely difficult, and probably cannot be done without enlisting legions of non-Communist officials who may very well, in the long run, prevent the effective communization of the area." (32)

Non seulement, les communistes ne pouvaient gouverner la Chine sans avoir recours aux fonctionnaires du régime précédent, mais encore, il leur était impossible, selon les observateurs, de mettre sur pied un programme de reconstruction économique sans l'aide américaine. Comme le faisait remarquer Henry Lieberman, dans un article publié le 16 janvier 1949 dans la "Review Section" du "New York Times", l'aide américaine avait été, depuis la fin de la guerre, la condition sine qua non de la survie de l'économie chinoise. En dépit du fait que les communistes chinois avaient continuellement dénoncé les Etats-Unis en tant que puissance impérialiste

"... the fact remains ... that China has been living since the end of the Japanese war on a margin of American economic assistance."

A Chang-haf, en particulier, il semblait impossible pour les autorités chinoises de se priver des possibilités offertes par le potentiel économique américain:

"A Communist government or a coalition regime ... will also have to act with a realization that American cotton, provided by the E. C. A., is all that keeps alive this city's great textile industry." (33)

En d'autres termes, les communistes chinois ne pouvaient se permettre le luxe de rompre avec les Etats-Unis s'ils étaient vraiment désireux de se lancer dans un ambitieux programme d'industrialisation. L'Union soviétique, de son côté, était bien trop préoccupée par sa propre industrialisation et celle de ses alliés européens pour pouvoir fournir à la Chine l'aide financière et matérielle nécessaire. Les Etats-Unis étaient la seule puissance capable de porter assistance à la Chine. (34) Les espoirs des observateurs américains s'évanouirent bientôt. L'attitude des communistes chinois envers les Etats-Unis et les Américains résidant à Chang-haf s'était durcie entre juin et août 1949. Les relations entre les autorités communistes et les membres des légations étrangères se voyaient ignorés par la foule chinoise. Les privilèges qui leur avaient été accordés pendant si longtemps n'avaient tout simplement plus cours. Le 1er juillet, Mao Tsé-toung, dans un discours, rompit les ponts avec les Occidentaux et annonça que la Chine se rangeait dans le camp communiste. Les correspondants et les observateurs occidentaux à Chang-haf quittèrent la ville. Certains se rendirent à Hong Kong, d'autres en Corée. L'impression générale fut résumée par Robert Doyle, dans un article publié par "Life":

"Having lived through Shanghai's disastrous post-war inflation and then through four months of Communism, most of us were glad to be going away. On deck a British passenger, one of those who had known and loved Shanghai as the 'wick- edest city on earth,' mumbled his feelings about the trying months just past: 'a nightmare of morality,' he said." (35)

La Chine communiste s'étant aliénée la sympathie des Américains, la probabilité d'une faillite totale du nouveau régime, selon la majorité des experts et des correspondants de presse occidentaux, s'accroissait d'autant. Le 1er janvier 1950, le "New York Times" publia le texte d'une entrevue avec l'ancien ambassadeur de Chine en Tchécoslovaquie:

"Lone Llang, former Ambassador to Czechoslovakia, predicted yesterday that the Chinese ... Government would be overthrown by the Chinese people."

Les conditions économiques, politiques et sociales furent bientôt continuellement scrutées par les correspondants et les fonctionnaires des ambassades occidentales afin de détecter les signes avant-coureurs de la chute du régime ou, tout au moins, de troubles internes graves. Le 28 avril 1950, par exemple, le "New York Herald Tribune" publia un reportage dû à la plume de son correspondant à Hong Kong, Christopher Rand:

"Reports coming to this British colony from various parts of the Chinese mainland indicate that a huge part of that territory - perhaps half or more - is now beyond the control of its new Communist-dominated government."

Le 6 août 1952, le magazine "U.S. News & World Report", dans un article intitulé "From an Expert: 'Communists Have Lost the Chinese'", prédit une famine généralisée pour le prochain hiver et la mort d'un million de Chinois. Quelques jours plus tard, l'édition du dimanche du "New York Times" publia les vues de Nathaniel Peffer, de Columbia University:

"... the Communist regime, like the ones that preceded it, is proving itself to be a surface, alien thing, artificially imposed on the ancient, authentic Chinese structure. And the history of China testifies that anything that does not rest on Chinese foundations cannot long endure." (36)

Dans son édition du 24 juillet 1953, l'"U.S. News & World Report" évoqua les difficultés rencontrées par le régime de Pékin, dans une dépêche de Tokyo:

"Communist China in Trouble...War - Famine - Corruption ... Resistance Spreads"

"Communists have a mess on their hands in China. Strain of war beginning to tell. There is trouble on the inside, too. Farmers are getting restive, starting to balk. Nothing is really going as planned. China looks like one more soft spot in the Soviet satellite empire."

Le 8 juillet 1954, dans un éditorial du "New York Times", l'on put à nouveau lire que l'avenir du régime de Pékin n'était pas des plus sûrs:

"... the Chinese civil war can scarcely be considered as ended ... Just how effectively and permanently the Peiping regime can control the mainland in view of the reports of Chinese unrest ... is still at least an open question."

Année après année, la presse américaine offrit au lecteur le pronostic de la désintégration du pouvoir entre les mains des communistes. Le magazine "Life", dans son édition du 27 mai 1957, écrivit:

"For the first time there are now glimmers of victory in the struggle for the world: such a glimmer comes from red China now under the greatest strain since the Communists seized power in 1949. Its own leaders have acknowledged growing dissensions among the masses, economic troubles, political bungling, unrest among students and discontent among farmers ..."

Le 26 juin de la même année, le "New York World-Telegram and Sun" demanda:

"Will Red China Follow Hungary?"

Le 13 août, le "New York Herald Tribune" affirma:

"Red China - This Too Will Pass Away"

"Why should this nation founded in freedom, accept the notion that the brutal tyranny of Communism 'is here to stay' in mainland China?... There are many ferments in Red China which may yet overthrow the tyranny, now as repressive as Stalinism ever was in its bloodiest heyday."

Pendant les deux décades qui suivirent la proclamation de la République populaire de Chine, les Chinois consentirent un énorme effort pour améliorer les conditions de vie, vaincre la malnutrition endémique et les famines cycliques, opérer une reconstruction radicale de l'économie et une industrialisation rapide, se protéger des catastrophes naturelles par la domestication des cours d'eau et la priorité accordée à la production agricole. A l'exception de la période du grand bond en avant qui se traduisit par un recul très net de la productivité industrielle et agricole, l'économie chinoise connut une progression très régulière, permettant en quelques années de couvrir les besoins primordiaux de la population. En dépit des échecs essayés, l'on ne peut pas dire que la République populaire de Chine ait connu une suite ininterrompue de famines, de catastrophes naturelles ou de rébellions paysannes ou urbaines. Une analyse des articles parus dans la presse américaine depuis 1949, comme celle à laquelle se livre Felix Greene, permet cependant de se rendre compte que, pour le lecteur américain, la Chine, pendant les deux décades en question, traversa une période de déséquilibre et de troubles internes. Le gouvernement de Pékin, constamment au bord de la faillite, semblait-il à la lecture des quotidiens, dut recourir à la terreur pour se maintenir en place et faire

face aux rébellions surgissant dans tous les coins du pays. (37)

Mais il existe un autre élément de l'image de la situation chinoise proposée aux lecteurs américains. En effet, non seulement, la Chine était constamment au bord de la rébellion interne, mais la menace nationaliste persistait sur son flanc. Le mythe de la possibilité d'une intervention des troupes de Chang Kai-chek depuis Taiwan subsista jusqu'à ces dernières années. Le parti républicain, par la bouche de John Foster Dulles, s'était, dès octobre 1952, engagé dans la direction de la libération du continent chinois:

"Why should we assume that China is dead and done for so far as we are concerned? Why should we assume that what Soviet Communism could do in China, we cannot undo? It will, no doubt, take several years of resourceful and imaginative effort to undo the disaster." (38)

Trois mois plus tard, Dulles devenait secrétaire d'Etat dans l'administration Eisenhower. L'une des premières décisions du nouveau gouvernement fut l'"unleashing" de Chang Kai-chek. Le thème de la reconquête, dès lors, se retrouve régulièrement dans la presse. Peu à peu, cependant, Dulles se rendit compte de l'incapacité de Chang à reconquérir le continent par les armes. La question de la défense de Quemoy et Matsou, deux îles situées à proximité des côtes de Chine, démontra amplement que la défense de Taiwan nécessitait l'assistance des forces armées américaines. Eisenhower, dans une lettre à Winston Churchill, expliqua sa position en la matière:

"We believe that if international communism should penetrate the island barrier in the Western Pacific and thus be in a position to threaten the Philippines and Indonesia immediately and directly, all of us, including the free countries of Europe, would soon be in far worse trouble than we are now. Certainly that whole region would soon go.

To defend Formosa the United States has been engaged in a long and costly program of arming and sustaining the Nationalist troops on that island. Those troops, however, and Chiang himself, are not content, now, to accept irrevocably and permanently the status of 'prisoners' on the island. They are held together by a conviction that some day they will go back to the mainland.

As a consequence, their attitude toward Quemoy and the Matsus, which they deem the stepping stones between the two hostile regions, is that the surrender of those islands would destroy the reason for the existence of the Nationalist forces on Formosa. This, then, would mean the almost immediate conversion of that asset into a deadly danger, because the Communists would immediately take it over...

The morale of the Chinese Nationalists is important to us, so for the moment, and under existing conditions, we feel they must have certain assurances with respect to the offshore islands." (39)

Il apparaît clairement que la position du président était purement défensive. En 1954, donc, lors de la première crise de Quemoy et Matsou, l'administration s'était déjà résignée au statu quo. Cette attitude amena la proposition de la fameuse "Formosa Resolution" au Congrès, en janvier 1955. Elle devait autoriser le président des Etats-Unis à engager les forces américaines, en cas de besoin, pour la défense de Taiwan, des îles Peseadores, et des autres positions d'intérêt stratégique de la région. En décembre 1954, les Etats-Unis et la République de Chine avaient conclu un accord de défense mutuelle. (40) Dans le même temps, John Foster Dulles, devant le "Joint Senate Foreign Relations and Armed Services Committee", indiqua que le gouvernement n'envisageait plus l'éventualité d'une reconquête de la Chine continentale par les forces nationalistes:

"Secretary of State John Foster Dulles has written off any idea of Chiang Kai-shek returning to the China mainland by force of arms. He did so in his Monday appearance before the joint Senate Foreign Relations and Armed Services Committee closed-door hearing ... One senator said Dulles 'absolutely wrote off the return to the mainland idea, so long nourished by Chiang's backers in the United States as well as by the Formosa government itself.'" (41)

En dépit des dénégations du gouvernement, la presse continua d'accorder une certaine importance à l'éventualité de la reconquête. Chaque fois que Madame Chang Kai-ckek, le généralissime, ou un membre du "China Lobby" ou du "China Bloc" firent allusion à une telle éventualité, la presse imprima fidèlement la nouvelle. (42)

Un autre élément mineur que l'on retrouve régulièrement dans les colonnes des quotidiens est celui de la sécurité et de la santé de Mao. Au cours des ans, la presse spécula abondamment sur son état de santé. Il souffrit successivement, selon les journalistes, correspondants et commentateurs, de multiples crises cardiaques, de cancer, de tuberculose, d'obésité, de maladie mentale, de sénilité. Chacune de ses absences, lors de cérémonies officielles, donna lieu à un déluge d'interprétations diverses. Avait-il été enlevé par les Soviétiques? Était-il décédé? Avait-il été la victime d'une purge au sein du gouvernement chinois? (43)

L'image de la Chine et de son nouveau régime que perçurent les Américains fut transmise par les moyens de communication de masse. Les sources des communications furent le gouvernement des Etats-Unis, le gouvernement nationaliste à Taiwan, les diverses organisa-

tions liées au "China Lobby" et les correspondants de presse et anciens résidents américains en Chine, forcés d'évacuer le continent asiatique ou de se réfugier à Hong Kong ou Macao. Il semble bien que la première impression partagée par tous, fonctionnaires gouvernementaux, correspondants de presse et réfugiés, nationalistes chinois et Américains, ou ressortissants d'autres nations occidentales, fut que le nouveau régime ne pourrait subsister sans recourir à l'aide et à l'assistance occidentale, principalement américaine. La décision des dirigeants communistes d'éviter une telle solution convainquit chacun que les maux traditionnels de la Chine submergeraient les meilleures volontés. De plus, et chacun tenait à s'en persuader, les Occidentaux considéraient que les Chinois ne pourraient accepter un régime qui semblait représenter l'antinomie radicale des traditions économiques, politiques, sociales et culturelles chinoises. Il s'agissait là d'un système importé de l'extérieur qui n'avait aucune chance de succès, à moins d'être imposé par la terreur. Enfin, le gouvernement de Pékin était vraiment un gouvernement soviétique de type colonial. L'indépendance de la Chine était définitivement amoindrie. De plus, la majeure partie des territoires du Nord, non seulement entré dans l'orbite soviétique, mais était purement et simplement rattachée à l'URSS. Une telle situation ne pouvait qu'entraîner une explosion de colère de la population chinoise, comparable à celle qui mena à la conflagration sino-japonaise de 1937. Les Chinois, pensait-on, avec patience et persévérance allaient peu à peu recouvrer les territoires perdus et reconquérir leur indépendance. Nous venons de voir que la validité du contenu des communications consacrés à ce premier thème majeur que nous avons distingué au début de ce chapitre est pour le moins douteuse. La presse transmet au public une image de la Chine qui ne reflétait pas la réalité.

Le second thème majeur abordé par la presse pendant les vingt années qui suivirent l'avènement du régime communiste à Pékin fut celui de la suppression de la démocratie et de la liberté, de l'organisation d'un nouveau système d'esclavage des masses populaires, de la transformation du pays en un gigantesque camp de concentration, du massacre des opposants au régime, de la destruction des structures familiales et de la culture traditionnelles. La Chine de Mao Tsé-toung fut presque immédiatement associée, dans l'esprit des observateurs occidentaux et de l'opinion publique, au régime de type stalinien sévissant en Union soviétique. Nous eûmes déjà l'occasion de voir de quelle manière la presse américaine décrivit la révolution d'octobre et la guerre civile qui s'ensuivit. En dépit du fait que l'Union soviétique avait combattu aux côtés des alliés dans la lutte contre le fascisme, les Américains n'étaient pas prêts d'oublier l'image du communiste au couteau sanglant entre les dents, détruisant les villes et les villages, incendiant les maisons, violant et pillant, réduisant la femme au statut de fille publique. Ils ne pouvaient oublier, non plus, les descriptions faites par leurs quotidiens favoris de l'activité de la police se-

crête en URSS, de l'élimination radicale de l'opposition à Staline, des procès politiques, des purges. Ces horreurs qu'ils retrouvaient régulièrement dans les colonnes de la presse étaient directement associées au mot de communisme. Communisme, dès lors, évoquait le mal, Satan, l'Ante-Christ, le rejet de la civilisation, de la morale, de la liberté sacrée de l'individu. Dans de telles conditions, le fait que la révolution chinoise était le fait d'individus qui se réclamaient du communisme ne pouvait échapper à l'attention du public et ne pouvait signifier qu'une seule chose: Staline étendait maintenant sa domination inhumaine sur près de la moitié du monde.

Les allégations d'Acheson et de ses adjoints du Département d'Etat, les histoires que l'on pouvait lire dans la presse concernant le détachement des provinces du nord de la Chine, tout tendait à confirmer la sinistre réalité de la chute de la Chine entre les pattes du tyran, Mao et ses acolytes n'étant que des marionnettes à la solde de Moscou. Afin de parvenir au pouvoir, ces derniers avaient trompé leurs compatriotes en tirant parti du désir unanime de la population à réunifier et à moderniser la Chine. Cherchant à gagner le soutien de toutes les couches de la population, pouvait-on lire dans la presse, les communistes avaient promis de permettre la continuation d'une certaine forme de capitalisme. Certains partis politiques se virent même autorisés à poursuivre leurs activités. Une fois fermement installés au pouvoir, cependant, Mao et ses congénères choisirent la voie totalitaire, comme ils en avaient toujours eu l'intention. Les séances d'endocrinement, de lavages de cerveaux, d'autocritique, les dénonciations des ennemis du peuple devinrent peu à peu les ingrédients habituels de la vie politique. La bourgeoisie fut terrorisée. La propriété privée fut supprimée. La Chine s'engagea bientôt, après avoir procédé aux réformes agraires, puis à la collectivisation des exploitations agricoles, sur le chemin de l'esclavage des masses. Le "grand bond en avant" et la mise sur pied des "communes populaires" représentèrent pour les Américains le sommet de l'inhumanité gouvernementale. Comme le fait remarquer Francis L.K. Hsu, les Américains furent tout à fait incapables de comprendre le sens et la portée de l'organisation des "communes populaires". L'on put lire régulièrement dans la presse, et entendre de la bouche des représentants du gouvernement américain, comment les enfants étaient séparés de leurs parents, comment la cellule familiale se désintégrait, mari et femme étant embrigadés dans des groupes de travail différents, les empêchant de mener une vie familiale normale. (44)

Dans une dépêche de Hong Kong, publiée par le "New York Times", dans son édition du 16 octobre 1958, Tillman Durdin, par exemple, écrit:

"Under the communes, which merge collective farms and even urban districts into large groupings, individual homes are often eliminated and members live in communal houses

and eat in mess halls."

Les récits de ce genre furent confirmés par les dires des membres de l'administration, comme John Foster Dulles, dans un discours prononcé le 14 novembre 1958, à Seattle, devant les représentants des pays signataires du plan de Colombo. Il déclara, en effet, que les dirigeants communistes chinois avaient transformé leur pays en "slave state" et n'avaient pas hésité à imposer une vie de "mass slavery on 650 million people". (45) Comme pour la question du détachement des provinces du nord de la Chine, la confirmation des spéculations de la presse par le secrétaire d'Etat provoqua l'exploitation intensive du sujet dans les quotidiens, périodiques et moyens modernes de communication de masse. Le "New York Herald Tribune", par exemple, publia le 25 novembre 1958 un article de Marguerite Higgins décrivant la nouvelle situation existant en Chine et le triste sort des paysans de l'ancien "Empire du Milieu":

"The United States now concludes that the drive to organize mainland China's 500,000,000 peasants into militarized barracks life based on communes is well on the way to being an accomplished fact ... As one official put it, what Mao Tse-tung has done ... makes Stalin look like a piker ... it is not only Washington that is appalled by the regimentation, which finds women 'liberated' from their homes and placed in barracks separated from their husbands and everyone from teen-age youth to oldster trained to put gun worship over ancestor worship."

Francis L.K. Hsu, un lecteur attentif de la presse de l'époque, est forcé de constater que

"There were juicy and titillating reports in American communications media of how husbands and wives contrived to meet in privacy for two hours on Saturday night. Sympathy was showered on the 'poor Chinese' who were deprived of romantic love and a normal sex life by the harsh dictates of an 'inhuman' government." (46)

Le magazine "Time", dans son édition du 1er décembre 1958, fournit un excellent exemple de la manière dont la presse américaine aborda la question de la vie quotidienne dans la Chine nouvelle, dominée par le système des communes populaires:

"Mao Tse-tung has herded more than 90% of mainland China's 500,000,000 peasants into vast human poultry yards ... Even the old folks, for whom the commune has established 'Happy Homes,' are kept busy with scheduled chores ... When the

inhabitants of the Happy Homes die, their bodies are dropped into a chemically treated pool and converted to fertilizer ... Logical next step ... is the 'Saturday-night system,' under which a married woman worker lives in a factory dormitory, is alone with her husband only on the odd Saturday night when she has the use of a dormitory room all to herself."

Une rapide analyse du texte de Marguerite Higgins dans le "New York Herald Tribune" et de celui de "Time" permet de faire ressortir un certain nombre d'images stéréotypées. L'un et l'autre de ces textes présentent une image de la Chine où la grande majorité des paysans est rassemblée dans un univers de type concentrationnaire. Les analogies avec l'univers militaire - "militarized barracks" et "regimentation" - ou la comparaison des Chinois vivant dans les communes avec le bétail domestique - "herded" et "human poultry yards" - suggèrent la dégradation de la société et de l'individu, la perte de la liberté individuelle. La comparaison faite par Higgins des résultats obtenus par Mao avec ceux de Staline permet au lecteur de se rendre compte de manière plus intense et plus subjective de l'horreur de la condition du Chinois dans la nouvelle société mise en place par les dirigeants communistes. Notons également que Higgins parvient à évoquer la condition de la femme chinoise et à présenter une image négative des résultats très favorables et très positifs obtenus par les législations concernant la condition féminine adoptées en 1950. L'amélioration très nette de la condition féminine est niée par l'auteur qui place le mot "liberated" entre guillemets, lui donnant ainsi une dimension très ironique, et qui ajoute le mot "regimentation", au sens totalement contradictoire, assurant ainsi une compréhension négative du texte. Le texte du "Time" suggère également une analogie avec l'univers des camps de concentration allemands. La manière dont les autorités gouvernementales chinoises exploitent l'individu - cette exploitation ne cesse même pas avec la vieillesse ou la mort, les corps des défunts étant récupérés et convertis en engrais agricole - n'est pas sans rappeler le genre d'exploitation à outrance qui sévissait, quelques années auparavant seulement, dans les camps de travail forcé allemands. Le fait que le nom des maisons de vieillesse des communes est mis entre guillemets, et semble contredire la réalité des conditions de vie des vieillards, évoque également l'antinomie existante entre l'inscription écrite à l'entrée des camps de concentration allemands et les conditions sévissant à l'intérieur. Enfin, l'article du "Time" présente de la vie de famille ou de la vie du couple chinois une image particulièrement choquante pour un Américain, à savoir que les couples ne peuvent pour ainsi dire se rencontrer qu'à "la sauvette", confirmant ainsi l'image générale de dégradation de la société, de désintégration de la cellule familiale.

Joseph C. Harsh, correspondant du "Christian Science Monitor", présenta, lui aussi, une image très négative de la situation sur le

continent chinois:

"In theory all mainland China is now in the process of being reorganized into communal living. The children are reared in nurseries. The men and women live in communal dormitories, eat in communal mess halls, and work in military-type organizations..." (47)

Trois jours plus tard, Harsch, abordant le même sujet, indiqua quels étaient certains de ses critères dans son évaluation des conditions de vie du citoyen chinois:

"In the Chinese experiment there is, in theory, no room for personal luxury, and no future for personal savings. In most communes the individual is in theory provided by the commune with all his needs. 'Needs' do not include spending money, cars, motorboats, private garden plots, private housing, or dachas in the country." (48)

Et, le 24 décembre de la même année, Harsch conclut dans les colonnes du même quotidien que ce qui était en train d'avoir lieu en Chine était

"... the greatest mass sacrifice of human heritage, human comfort and human effort in all time."

Les descriptions des conditions de vie en Chine suivirent la même tendance négative jusqu'à ces dernières années. Nous verrons que le voyage du président Nixon en Chine amena un revirement total dans la manière dont la presse aborda le sujet. Soudain, abruptement, les positions d'Edgar Snow et de quelques autres refirent surface et furent répercutées dans toute la presse, écrite, parlée ou télévisée. Jusqu'à 1971, cependant, une majorité des articles consacrés à la vie en Chine furent analogues à ceux que nous avons déjà cités. Pendant les années 1959 et 1960, la presse continua à décrire l'univers cauchemardesque de la vie dans les communes populaires. Le 1er octobre 1959, par exemple, un éditorial du "New York Times", intitulé "Ten Years of Red China", faisait le bilan suivant de l'expérience maoïste:

"... the peasant masses ... found out too late the reality behind the initial attractive promises of land reforms. In the past decade they have been deprived of their land and dragooned first into collective farms and then into communes whose draconian severity of regimentation has no analogue even in Soviet experience ...

We may suspect that no people has ever been forced to work so hard and for so little as the Chinese people these

last ten years ... They have suffered much in these years and have been regimented as has no other people of modern times by the most totalitarian regime of the twentieth century."

Felix Greene fait deux observations concernant la manière dont la presse américaine décrit les développements en République populaire de Chine. Il est frappé, d'une part, par l'uniformité des images présentées dans les quotidiens. En dépit de quelques variations très marginales, fait-il remarquer, le thème central resta que le peuple chinois se voyait obligé de se soumettre à un régime totalitaire dirigé par des individus sans scrupules. Il constate, d'autre part, l'absence quasi totale de toute tentative d'interprétation ou d'explication du phénomène maoïste. La presse se contenta, selon lui, de décrire ce qui était en train de se passer sans chercher à en comprendre les raisons et à en évaluer les causes. (49) S'il est indéniable que la presse eut tendance à présenter une image uniforme de la situation chinoise pendant les vingt années qui suivirent l'avènement du nouveau régime, la seconde observation de Greene appelle quelques commentaires. A notre sens, en effet, il était impossible pour la presse américaine d'évaluer objectivement les raisons des développements de la situation chinoise par le fait que la perception même de ces développements était faussée. Une interprétation des succès du régime communiste en Chine, une évaluation des conditions de vie du citoyen chinois auraient nécessité à priori une perception réaliste des changements. A la limite, on pourrait même soutenir que la distorsion de l'image de l'événement opérée par les journalistes était une interprétation et une évaluation de la situation. Pour la majorité des observateurs, correspondants de presse ou fonctionnaires gouvernementaux, en effet, l'expérience chinoise était un échec flagrant reflété dans les conditions de vie misérables du Chinois. L'évaluation était, dès lors, implicitement présente. La seule explication qu'il convenait de fournir, au vu de l'échec de Mao, était celle du maintien au pouvoir d'un gouvernement impopulaire, inefficace, brutal et sans scrupules. L'explication était simplement que le régime communiste se maintenait au pouvoir par la force et la terreur.

Mais les Chinois n'étaient pas seulement soumis à un régime totalitaire leur imposant un univers concentrationnaire, les opposants au régime se voyaient radicalement éliminés par les méthodes les plus expéditives. C'est que bien évidemment, comme une dépêche de Tokyo de l'agence "United Press International", datée du 18 décembre 1958, le laissait entendre, il fallait s'attendre à des révoltes des populations privées de tout et n'ayant plus rien à perdre:

"Competent students of Chinese affairs in Manila, Singapore, Bangkok, Taipei, Macao and Hong Kong told me these troubles could even include open revolt - on a scale much larger than anything the communists obviously are experi-

encing and putting down with force right now...

Since the communes destroy the family system, each man is more or less on his own. If he is separated from his family and made a mere unit in a machine, his family no longer is a 'hostage' and he has nothing to lose if he revolts to throw off his chains. Since husband and wife are separated and can be together perhaps only once every two weeks, the commune system is not likely to be voted the most popular way of life ..." (50)

Et les rebellions allaient se heurter à la répression brutale du pouvoir. Un autre thème familier fut en effet celui des massacres des opposants au régime. Joseph Alsop fournit des exemples frappants du genre de littérature qui remplit les colonnes des journaux. Dans sa rubrique "Matter of Fact", paraissant trois fois par semaine, dans les quotidiens de tout le pays, il s'efforça de présenter une image particulièrement affreuse de la situation chinoise. Il écrivait, le 6 octobre 1958, par exemple:

"The scheme of the communes is frankly intended to transform the whole countryside of China into a series of slave farms, of a character without any modern parallel. The probable horrors of this new phase in China go beyond the bounds of normal imagination ... It is a reasonable forecast that the Communist massacres will pass a hundred million human beings."

Il n'y a aucun doute que les conditions de vie dans les communes populaires étaient, selon les critères occidentaux, particulièrement austères. L'image qu'en présenta la presse américaine, cependant, ne correspondait pas à la réalité. Comme par le passé, les observateurs étrangers se montrèrent incapables d'évaluer la réalité chinoise selon les critères chinois, prisonniers qu'ils étaient de leur ethnocentrisme. En ce qui concerne la question de la vie de famille et des relations entre mari et femme, par exemple, la description qui fut faite, d'une part, ne correspondait pas aux observations des quelques rares personnes qui eurent l'occasion de visiter la Chine et, d'autre part, ne tenait pas compte du fait que les longues séparations entre époux étaient fréquentes dans la Chine traditionnelle. Francis L.K. Hsu, par exemple, consacre un long chapitre à la conception chinoise du mariage et des relations entre époux. Il y démontre clairement que les coutumes familiales et matrimoniales chinoises diffèrent grandement des coutumes américaines:

"... separation of husband from wife because of employment was common. Chinese tradesmen traditionally worked in their places of employment away from their families for

'three years and a festival' (three and one third years in duration) at a time. At the end of this working period, they would return to their homes for a period of two or three months before departing once again for a similar cycle. Chinese farm laborers, too, often left their home villages for several years at a time... " (51)

A la lecture des textes de Hsu et de Snow, on s'aperçoit d'une part que les récits des voyageurs occidentaux en Chine ne permettent pas de conclure à l'exactitude de la notion d'embrigadement et d'embarquement séparé des couples et, d'autre part, que les communications consacrées à la question, en s'attachant à dépeindre la soi-disant inhumanité des conditions de vie dans les communes populaires et la désintégration de la vie de famille qui en découle, passent à côté de l'essentiel - à savoir que, pour les paysans chinois, la vie dans les communes populaires représente une amélioration très nette du sort de chacun, une libération de la femme des tâches routinières si elle le désire et une normalisation, plutôt qu'une désintégration, de la vie de famille. (52)

Un grand nombre d'Occidentaux regrettèrent également la destruction de la culture traditionnelle. Comme Harold R. Isaacs le fait remarquer, les Américains eurent tendance à identifier la Chine à sa riche culture traditionnelle, à

"China's ancient and great culture; a beautiful, wonderful, cohesive culture; its great civilization; a bond of ancient traditions; a culture devoted to the arts and sciences ... Chinese thought, Chinese architecture, customs, mores... (53)

L'admiration pour la civilisation chinoise, le confucianisme, les valeurs traditionnelles de la société poussa certains experts à exprimer un regret profond à voir la destruction d'une tradition qu'ils jugeaient profondément humaniste:

"The major effort of the Communist regime has unquestionably been to strike at the foundations of traditional Chinese society ... The Legalist concept, which has been present, but generally muted, in Chinese society for almost two millenniums, is now again attempting to destroy the age-old, generous, humane moderate tradition." (54)

La révolution culturelle et ses excès donnèrent lieu à de multiples interprétations, souvent contradictoires. Dans la majorité des cas, cependant, l'image présentée fut celle d'une lutte pour le pouvoir au sein du parti, accompagnée par la destruction des vestiges de la culture traditionnelle par les gardes rouges fanatisés. Selon Stephen Fitzgerald, cependant, la réduction du phénomène à un simple conflit pour

le pouvoir au sein du parti est une dangereuse simplification. Il ne s'agissait pas d'une purge de type stalinien. Il s'agissait plutôt d'une tentative délibérée de lutter contre un danger d'embourgeoisement des masses et de l'élite du parti, d'assurer la survie de l'esprit révolutionnaire dans la nouvelle société, de couper les ponts avec les aspects non chinois du mouvement révolutionnaire, c'est-à-dire de s'écarter du modèle soviétique et d'éliminer les dernières séquelles de l'influence occidentale en Chine qui s'exerçait encore au sein des établissements d'enseignement supérieur. De plus, contrairement à ce que les Occidentaux pensaient, la culture du passé ne fut pas détruite. Les bibliothèques universitaires furent fermées, les livres et les documents placés en lieux sûrs. Les musées furent gardés par l'armée. Les hauts lieux de la culture chinoise furent déclarés interdits et leurs abords sévèrement surveillés. Mao et ses partisans n'avaient, semble-t-il, aucune intention de détruire la culture traditionnelle. Il s'agissait plutôt d'une mise en quarantaine jusqu'au moment où la conscience révolutionnaire aurait repris le dessus. (55)

Ce second thème abordé par les commentateurs américains souffrit tout autant que le premier de l'inexactitude des récits publiés dans la presse. Cependant, il existe, à notre sens, une importante différence entre les images présentées de l'activité soviétique à la frontière de la Chine et celles de l'évolution de la situation à l'intérieur du pays. Dans le premier cas, la distorsion des faits pouvait éventuellement découler d'une extrapolation historique. Dans le second, les récits de massacres, le portrait négatif de la vie dans les communes relèvent de la pure imagination et de la spéculation, en même temps que d'une ignorance profonde des coutumes, des valeurs et des conditions de vie dans la Chine traditionnelle.

Un troisième thème habituel de la presse américaine fut celui de la situation désastreuse de l'économie chinoise et de la misère de la population. Dès 1949, le lecteur fut submergé de nouvelles concernant la mauvaise gestion de l'économie et les famines sévissant sur le continent. F. Greene recueillit toute une série de coupures de presse, de la proclamation de la République populaire à 1963, qui démontrent clairement que les mass media présentèrent une image de la situation tout à fait contraire à la réalité. Dans un éditorial du 26 mars 1950, le "New York Times", par exemple, écrivit sous le titre "Famine in Red China":

"There seems little doubt now that famine in China this year will be catastrophic ... The situation will be more critical than at any other time in a half century ...

Le 16 mars 1951, l'"U.S. News & World Report" fit connaître à ses lecteurs les faits suivants:

"Food riots are reported among peasants. Famine, floods are back again."

Le 23 juin 1952, une dépêche de "United Press", en provenance de T'ai-pei, assura:

"Shanghai is a city of hungry millions."

Le "New York Times", dans un éditorial du 24 juin 1953, annonça:

"Famine in Red China
There is no hiding the fact that multiplied
millions of Chinese are starving."

"Time", le 10 mai 1954, prédit une nouvelle famine et décrivait les préparatifs du gouvernement pour chercher à y faire face:

"Red China's leaders are already tightening controls, increasing rationing measures, and trying to prepare against the pressures of starvation."

Le 24 avril 1955, le "New York Times" publia une dépêche de Hong Kong, due à la plume de Tad Szulc, intitulée "Red China in Grip of Spring Famine":

"Signs of a spring famine in Communist China are filtering from the mainland."

Le 27 mars 1956, le "New York Times" imprima un autre article, au contenu analogue à celui des précédents, intitulé:

"Red China Beset by Spring Famine"

L'agence "Associated Press", le 13 mai 1957, cabla de Hong Kong:

"The threat of famine stalks millions of Chinese again this spring."

Quant au magazine "U.S. News & World Report", il indiqua le 4 avril 1958 que:

"Troubles are piling up fast in Red China. Peasants are deserting the collective farms. Cities are packed with hungry, jobless millions..."

Le "New York World Telegram and Sun", le 25 juin 1959, exprima la même chose, mais dans un style un peu plus imagé:

"Famished Red China Slaves Steal Pigs' Slop"

Le 22 août 1960, "Time" informa ses lecteurs de la famine régnant en Chine continentale. Le "New York Times", le 15 avril 1961, fit une description plus précise de la situation chinoise, dans un article intitulé "Red China Hunger Reported Stirring Opposition":

"Taxed to the limit of their endurance by the tightest rationing of food in the modern history of China and near-famine conditions in some areas, the Chinese are reported to be reacting to the situation by rejecting Government regulations and even organizing anti-Government movements."

Le 22 avril 1962, Harry Schwartz écrivit dans le même journal:

"Communist China is a land of massive malnutrition and hunger. Three successive years of poor harvests have reduced the food available to most Chinese to little above the barest subsistence level."

Le 7 janvier 1963, le "U.S. News & World Report" indiqua qu'il s'attendait à des révoltes populaires dues à la famine probable:

"March and April will be the months to watch. It is then that food stocks will be lowest. Unrest among Chinese peasants is expected. Revolts are likely..." (56)

Le thème de la famine cyclique et de la malnutrition endémique fut abordé par Joseph Alsop, en 1962, dans un article publié par le "China Quarterly". Il avait déjà, à de nombreuses reprises, fait allusion à la tragique situation de la population chinoise, qui se voyait réduite à une ration quotidienne n'excédant pas 600 calories par personne

"The Chinese Government is now providing the Chinese people with a national diet averaging 600 calories per day ..." (57)

Le 13 avril 1962, il concéda cependant que la situation s'était un tant soit peu améliorée, la ration quotidienne par personne étant passée en moyenne de 1300 à 1600 calories:

"The Chinese masses are now receiving a nationwide average of 1300 to 1600 calories per day ..."

Alsop s'était sans doute rendu compte que la survie au-delà de quelques semaines est quasiment impossible avec une ration quotidienne de 600 calories. Dans l'article du "China Quarterly", Alsop affirma à nouveau que la ration quotidienne du Chinois avait une valeur diététique

moyenne de 1300 à 1600 calories. Il indiqua qu'il basait ses allégations sur des données "collected and analyzed with extreme care" et il assura ses lecteurs qu'il s'agissait là de chiffres "squarely based on first-hand evidence" que l'on ne pouvait mettre en doute. Alsop, en conséquence, concluait à l'existence indéniable d'un mouvement de "descending spiral" dans l'économie chinoise. (58)

Une dizaine d'experts furent invités à présenter un commentaire de l'article d'Alsop dans l'édition suivante de la revue. Un seul des commentateurs rejeta la validité des informations présentées et critiqua fortement l'absurde manque d'objectivité de son auteur:

"I found it difficult to decide whether or not to accept the Editor's invitation to comment on Mr. Alsop's article. To accept was to indicate a willingness to treat it seriously ... In spite of the arrogant and categorical tone of the article, I find it hard to accept that many readers of the journal will believe that Mr. Alsop's views are current doctrine among all those who try to study China's economic developments ... I considered Mr. Alsop's article deplorable." (59)

Walker qui était un professeur à la "London School of Oriental Studies" était malheureusement bien isolé. Les autres commentateurs, certains avec quelques réserves, considérèrent que le récit présentait une image valide de la situation intérieure chinoise. Ladislav la Dany, rédacteur du "China News Analysis", de Hong Kong, assura que "the regime of Mao has come near to collapse", (60) Un autre commentateur, Rod McLeish, confirma la validité des dires de Joseph Alsop en décrivant les horreurs de la situation intérieure chinoise:

"From all available data the physical miseries that Mr. Alsop describes are accurate. Collapsed wombs and missed menstrual periods are common among mainland women. Starvation oedema varies, according to intelligence reports, from a dreadful low of 20 per cent in some areas to 60 per cent in others." (61)

Quant aux universitaires américains d'origine chinoise, comme les professeurs Yuan-Li Wu et Choh-Ming Li, ils partageaient l'opinion d'Alsop concernant la situation désastreuse de l'économie chinoise et la misère qui en résultait pour les citoyens. (62)

Au printemps de 1962, le flux de réfugiés chinois cherchant à gagner Hong Kong depuis la province du Kouan-tong s'était sensiblement accru. La presse avait repris ses spéculations quant aux possibles conditions de famine existant en Chine continentale. L'"Associated Press", le 15 mai 1962, rapporta que les réfugiés arrivant à Hong Kong étaient presque morts de faim et que des centaines de Chinois étaient morts en route:

"Refugees rounded up by Hong Kong patrols today claimed that hundreds of Chinese have died of starvation while trying to reach the border. One said it was impossible to get enough to eat to keep alive in his village ..."

Quatre jours plus tard, l'"Associated Press" cabla de Hong Kong que

"Some 3,000 to 5,000 more refugees from hunger-ridden Red China streamed across the border before dawn yesterday ..."

Le 27 mai, Tillman Durdin écrivit dans le "New York Times" que

"The migrants in fact were fleeing grim conditions of hunger..."

Le 9 juillet, l'"U.S. News & World Report" publia un article intitulé:

"The Famine Makers - A Report on Why Red China Is Starving
Here Is The Inside Story of What Really Is Causing The Famine in Red China. The Cause: Communist Bungling"

Le même magazine, un mois plus tôt, le 28 mai, s'était inquiété d'un mystère particulièrement troublant:

"Asian Mystery: The Mass Flight From Red China"

"Deepening the mystery is the character of the refugees
Many are described as healthy men and women, aged 20 to 30 and showing no signs of malnutrition ..."

Et, le 30 mai, le "New York Times" avait rapporté les propos du sous-secrétaire d'Etat de l'époque, Averell Harriman, indiquant que les réfugiés n'étaient pas "starving":

"In fact, they did not show physical signs of malnutrition."

Aujourd'hui, une majorité des experts reconnaissent que la Chine n'eut guère à souffrir de la famine, depuis la proclamation de la République populaire, en 1949. Bien souvent, la situation fut difficile. Vers la fin des années cinquante et au début des années soixante, la productivité agricole chuta, forçant les autorités chinoises, dès 1961, à procéder à d'énormes achats de produits céréaliers à l'étranger, plus particulièrement en Australie et au Canada. L'approvisionnement en produits de première nécessité dut être rationné, mais la Chine ne connut pas de famines. Le nouveau régime, en domestiquant rapidement l'environnement parvint à rompre le mécanisme aveugle des fa-

mines cycliques qui était le lot de la Chine, par le passé. Il apparut clairement, dès le début des années soixante, que l'amélioration des conditions de vie en Chine était très sensible. Les progrès accomplis dans les domaines de la production agricole et industrielle, dans ceux de la santé et de l'éducation publiques étaient indéniables. La suppression des grands maux traditionnels, la nouvelle position de la femme dans la société, la nouvelle protection apportée par l'Etat aux enfants, le fait que l'économie chinoise était devenue une économie de plein-emploi représentaient des changements spectaculaires par rapport aux conditions de la Chine traditionnelle - la position subalterne de la femme, la prostitution, la destruction régulière des nouveaux-nés de sexe féminin, l'esclavage des enfants, le sous-emploi de la main-d'oeuvre. Au vu des progrès indéniables réalisés, les commentateurs américains choisirent d'insister sur le coût humain des améliorations, cherchant à suggérer que les progrès obtenus l'avaient été au prix d'une misère physique et morale de l'individu sans précédent. Robert C. North, par exemple, écrivit que

"... the undeniable material accomplishments of the Chinese Communists have cost dearly in terms of human freedom and human dignity." (63)

A.T. Steele, dans un article paru le 16 septembre 1956 dans le "New York Herald Tribune", évoqua:

"... the high price in human lives and human misery that the Chinese people have had to pay for Chinese Communist achievements."

Et le "Christian Science Monitor", dans un éditorial du 13 mars 1962, reconnut que la production agricole s'était sensiblement accrue, mais indiqua que le coût humain des progrès réalisés était cauchemardesque:

"The Chinese Communists have forced agriculture ahead by a series of power drives ... the human cost was nightmarish."

Les universitaires abondèrent dans ce sens. Richard L. Walker, dès 1955, aborda le sujet du coût culturel et humain de la reconstruction de l'économie chinoise:

"The cost of the tremendous task of remaking China in the Soviet image has been unbelievable in terms of human and of cultural destruction." (64)

Le professeur Yuan-Li Wu, quant à lui, l'un des commentateurs favorables au point de vue exprimé par Joseph Alsop dans le "China Quar-

terly", écrit également à propos des problèmes posés à la nouvelle administration par la reconstruction et le développement de l'économie chinoise en insistant sur "the human suffering and sacrifice its policy has exacted". (65)

En 1971, au moment même où dirigeants chinois et américains cherchaient à résoudre leurs différends, une dépêche de Washington de l'"Associated Press", datée du 12 août 1971, publiée dans l'"International Herald Tribune", reprenait le même thème sous le titre:

"50 Million Deaths Estimated"

"Communism's 'Cost' To China Given in Senate Panel Study"

"The U.S. Senate internal security subcommittee published a study today which estimates that Chinese Communism has cost a minimum of 34 million lives and possibly as many as 63 million."

Selon la dépêche en question, l'auteur de l'étude était Richard Walker, l'auteur de "China under Communism", maintenant directeur de l'"Institute of International Studies" de l'Université de Caroline du Sud. Walker déclara aux journalistes que les indéniables progrès réalisés en Chine avaient été accompagnés par des exécutions de masse, des purges, la terreur et le travail forcé ou "slave labor". Il ajouta:

"The cost of progress achieved under Communist rule is too high for the conscience of the world to absolve its perpetrators. In term of human life and human suffering and in terms of destruction of moral and cultural values this cost cannot be condoned by any rationalization. The high Chinese Communist party leaders who sit down at convivial banquets with visiting Americans may be guilty of as great crimes against humanity and their own people as were Hitler and Stalin and their followers."

La notion des misères et des souffrances endurées par le peuple chinois pour parvenir à reconstruire et à développer un tant soit peu l'économie du pays remplaça, à partir de 1962-1963, le thème habituel des famines cycliques et de la malnutrition endémique. Ne pouvant prétendre plus longtemps que l'économie chinoise courait à sa ruine, que l'expérience communiste avait mené le pays au bord du précipice, les critiques du régime de Mao Tsé-toung entreprirent tout simplement de discréditer les résultats obtenus.

Le quatrième thème essentiel que l'on retrouve régulièrement depuis 1949, dans la presse américaine, est celui de l'agressivité et de l'expansionnisme chinois. Si les communications consacrées à la question de l'équilibre des forces dans le monde par les divers gouvernements occidentaux, mais surtout par le gouvernement américain, et

par la presse, eurent d'abord tendance à présenter l'Union soviétique plutôt que la Chine dans le rôle du vilain, les événements de Corée et du Tibet, ceux d'Indochine, par la suite, convainquirent les Occidentaux de la menace que représentait la Chine. Parlant de la nature du nouveau régime, Richard L. Walker écrivit en 1956:

"In the first place, it is a regime based upon war, not peace. According to the statements of the top Chinese Communist leaders, warfare - class, civil and international - has been a key factor in all of the major achievements to date. This is one characteristic of Communist China which is unlikely to change, for war and violence pervade what is rapidly becoming the everyday language, the new education, and the whole philosophy of the nation. Thus, while Peking may continue to talk persuasively about peaceful coexistence, this is still, as Lenin said it should be for good Communists, only a tactic. The implacable struggle between the Communist and the non-Communist world remains the basic creed underlying the whole structure of the state and society in China today." (66)

L'image d'une Chine agressive, représentant une menace constante pour ses voisins, proches ou distants, se retrouve dans les discours des politiciens ou des membres du gouvernement comme dans les éditoriaux et les commentaires de la presse. Le président Kennedy, par exemple, lors d'une de ses fameuses conférences de presse, déclara:

"We find a great powerful force in China organized and directed by the Government along Stalinist lines surrounded by weaker countries. So this we regard as a menacing situation. In addition, as I said, that Government is not only Stalinist in internal actions, but also has called for wars, in order to advance the final success of the Communist cause ... I would regard that combination, if it is still in existence in the nineteen seventies ... potentially a more dangerous situation than any we've faced since the end of the second world war." (67)

El, Dean Rusk, dans un article publié par le "Department of State Bulletin", en mai 1960, intitulé "United States Policy Toward Communist China", présente une image étrangement similaire des objectifs de Pékin:

"In assessing Peiping's policies and actions, and the problems they present to American foreign policy and to the free peoples of the world, we must ask ourselves certain key questions:

What does Peiping want, and how does it pursue its objectives?... First, the Chinese Communist leaders seek to bring China on the world stage as a great power... Our concern is with the way they are pursuing their quest for power and influence in the world... They already have one of the largest armies in the world. They are now developing nuclear weapons and missile delivery systems. They are pouring a disproportionately large proportion of their industrial and scientific effort into military and military-related fields ... These weapons can ultimately be employed to attack Peiping's Asian neighbors and, in time, even the United States or the Soviet Union ... Peiping's use of power is closely related to what I believe are its second and third objectives: dominance within Asia and leadership of the Communist world revolution, employing Maoist tactics... Peiping has not refrained from the use of force to pursue its objectives. Following Korea, there were Tibet and the attacks on the offshore islands in the Taiwan straits. There have been the attacks on India ...

As I have said, the Chinese Communist leaders are dedicated to a fanatical and belligerent Marxist-Leninist-Maoist doctrine of world revolution ... it is true that this doctrine calls for revolution by the natives of each country ... But Peiping is prepared to train and indoctrinate the leaders of these revolutions and to support them with funds, arms, and propaganda, as well as politically ... The trouble is that Peiping's leaders want neighboring countries to accept subordination to Chinese power. They want them to become political and economic dependencies of Peiping." (68)

L'écho des propos du président Kennedy ne se fit pas attendre. Les grands desseins des autorités chinoises, le danger chinois furent les thèmes principaux repris par la presse américaine. Dans un éditorial intitulé "The China Danger", l'édition occidentale du "New York Times" du 3 août 1963 exprimait le point de vue suivant:

"A regime that manifests the desperate xenophobia now being displayed by the Chinese Communist Government cannot but be a constant, unpredictable threat to neighboring territories ..."

Le 14 septembre, le "New York Times" abordait la question des ambitions chinoises, dans un autre éditorial:

"Peking's Grand Design

Communist China has made no secret recently of its resolve to enter upon a Napoleonic phase of expansionism

... with the leverage of 700,000,000 people and a vast territory virtually immune to conquest, its rulers feel bold enough to blueprint their ambitions ..."

Cette interprétation des desseins de la Chine, le thème de l'expansionnisme, date des premières années du nouveau régime. W.W. Rostow, qui fut, par la suite, l'un des conseillers de Kennedy, aborda la question de l'expansion chinoise en ces termes:

"The effort to exploit possibilities for external expansion has evidently colored all aspects of domestic policy since 1949. Although we have no direct evidence, the only hypothesis which fits known facts is that the broad strategy for expansion was settled between Stalin and Mao at the meetings in Moscow from December 1949 to February 1950 ... Many issues were undoubtedly on the agenda. Among these were, almost certainly, Korea, Formosa, and Indochina. And it was almost certainly agreed that, under Soviet guidance, the North Koreans would attempt their adventure of June 1950, while Communist China would seek to conquer Formosa, support military efforts in Indochina, and encourage and lead Communist efforts at subversion elsewhere in Southeast Asia." (69)

Robert C. North, quant à lui, porta son attention à la question des infiltrations chinoises dans les pays voisins, après l'invasion du Tibet par les troupes de Mao. Citant trois articles du "New York Times", il écrivit:

"... there were reports of Chinese Communist infiltration of Nepal from Tibet, of rapid growth on the part of the Nepalese Communist party, and local estimates of a Chinese Communist take over within a matter of a few years. Lending depth to these accounts, the May 30, 1951, issue of 'Pravda' charged Great Britain with illegal seizure of Bhutan in 1890, while in August Robert Trumbull, quoting 'unimpeachable sources' in the area, reported systematic infiltration of Afghanistan, Nepal, Bhutan, and Sikkim as a forerunner to penetration of India itself. Concurrently, there were persistent accounts of Chinese Communist support of Viet Minh forces in Indochina, and during the spring of 1953 there came word of an 'independent' Thai People's Republic in Yunnan province near the Burma-Thailand-Indochina borders." (70)

L'interprétation fournie par les journalistes ou universitaires américains des développements asiatiques - à savoir que la Chine cherchait à exercer une profonde influence sur tout le continent asiatique et à se lancer dans une campagne d'expansion territoriale - était fai-

lacieuse. Il n'en reste pas moins que l'image d'une Chine belliqueuse, agressive, expansionniste, continua à remplir les colonnes de la presse:

"Communist China is and will remain indefinitely a big, overpopulated, economically stricken nation whose present rulers have unsatisfied ambitions that impel them into a belligerent, revolutionary attitude. They see United States power and influence as the chief barrier to these ambitions and regard hostility, even war, between the Soviet Union and the United States as a way toward removal of the American obstacle to their aspirations." (71)

Pour beaucoup, cette expansion était déjà un fait historique, bon nombre de pays voisins de la Chine s'étant vus envahis, occupés, puis contrôlés et dirigés par les communistes chinois. Arthur H. Dean, par exemple, expliquait en 1957 que tout le continent était tombé ou était en train de passer sous contrôle chinois et que l'ambition des dirigeants de Pékin était d'étendre leur influence au-delà des mers:

"Having regained control of Manchuria and taken over North Korea, the Chinese Communists, in cooperation with their ally, Ho Chi Minh, have taken over North Vietnam, are infiltrating Laos and Cambodia, are threatening South Vietnam, Thailand and Burma, and have made serious inroads into the political life of Indonesia, where rumors of an impending coup have been frequent." (72)

Notons rapidement que Arthur H. Dean confond, volontairement ou inconsciemment, l'expansion de l'idéologie communiste avec l'expansion chinoise. Les Chinois prirent le contrôle de la Mandchourie, mais n'exercèrent aucun pouvoir en Corée du Nord, bien au contraire. Il n'est pas exact, non plus, que les Chinois s'emparèrent du Vietnam du Nord ou s'infiltrèrent dans les autres pays d'Indochine. Par contre, il est parfaitement exact que l'idéologie communiste gagna beaucoup de terrain dans les régions précitées.

L'une des distorsions les plus remarquables qui fut reprise par la presse américaine, puis occidentale toute entière, concerne la capacité de la Chine à survivre à la suite d'une guerre nucléaire. Le 16 juin 1958, le "New York Times" rapporta les propos du maréchal Tito, prononcés à Belgrade, sous le titre "There Will Be Three Hundred Million Left":

"Without mentioning names or places Marshal Tito said the Chinese liked to boast that their population of 600,000,000 was a guarantee of victory in war. According to President Tito, Peiping calculated that 'if 300,000,000 were killed there

would still remain 300,000,000 Chinese."

Le lendemain, le "New York Times" publia un éditorial sur le sujet:

"Tito Dares The Lightning"

In terms of drama, of course, the highlight of Tito's address was his exposure of the peaceful professions of the Chinese Communists. We knew from the past bloody history of the establishment and consolidation of Chinese Communism - a process which cost countless lives - that the present Peiping rulers regarded human life cheaply; but even the most bitter Western opponent of the Peiping regime would have hesitated to believe Tito's revelation that they regarded 300,000,000 lives as of little import."

Le 28 juillet, Joseph P. Lash écrivit dans le "New York Post":

"At the Communist 'summit' meeting in Moscow Mao is said to have remarked that another world war might well mean the death of 1,500,000,000 people; but of the 600,000,000 who would survive half would be Chinese and they would rule the world."

Le "New York Herald Tribune", quant à lui, n'avait pas prêté grande attention au discours de Tito, indiquant seulement, dans son édition du 16 juin 1958, que "China was against relaxation of tensions in the world". Mais, le 23 septembre 1958, les rédacteurs du quotidien new-yorkais publièrent un éditorial dont la teneur était particulièrement inquiétante:

"Months ago, Marshal Tito reported that Red China's Communist leaders were talking more and more ominously of risking war if necessary to obtain their expansionist aims. That these aims are a new form of imperialism is now being made apparent by an equally ominous switch in Red China's population policies ... Population increase is now regarded as an asset, since it will provide all the more man power for the ambitious industrial projects, as well as for cannon fodder.

This new view of population as a military asset has led the Chinese to boast (as Tito has revealed) that they can win a war even if atomic weapons are used: 'Even if 300,000,000 Chinese were killed in an atomic war, there would still remain 300,000,000 ...

Communist China is the first nation to adopt a population explosion as an instrument of State policy. It is a mark of

the implacability of leaders who have turned a face of unrelenting hatred toward the West and all its ways."

Une analyse de la manière dont la teneur des propos de Tito fut rapportée dans la presse américaine révèle une profonde tendance des journalistes et des rédacteurs à amplifier les aspects paranofaques de la soi-disant politique de Pékin. Remarquons tout d'abord que le "New York Times" interpréta immédiatement les propos de Tito comme une confirmation des intentions agressives de la Chine de Mao. L'éditorial paru le 17 juin, dans un style sombrement ironique, ne met pas en doute la validité des dires du dirigeant yougoslave, mais en accepte la validité sans discuter. "We knew from the past ... that the present Peiping rulers regarded human life cheaply", nous fait-on remarquer avant de suggérer que les dirigeants chinois n'hésiteraient pas à sacrifier la vie de 300,000,000 d'êtres humains pour arriver à leurs fins. Joseph P. Lash, de son côté, indique que c'est à Mao Tsé-toung lui-même que doit être attribuée la prédiction en question. Il ne fait aucune mention de Tito. De plus, l'article du "New York Post" précise que les Chinois ne se contenteraient pas de gagner la guerre, mais qu'ils profiteraient de leur victoire pour dominer le monde. La distorsion des propos de Tito est manifeste.

En ce qui concerne l'éditorial du "New York Herald Tribune", relevons un certain nombre de distorsions additionnelles. Tito, selon la dépêche de Belgrade publiée par le "New York Times", le 16 juin, avait indiqué que les Chinois aimaient à se vanter qu'en cas de guerre ils sortiraient victorieux du conflit. Le "New York Herald Tribune" indique que Tito déclara que les Chinois étaient prêts à risquer la guerre pour arriver à leurs fins. Tito n'avait fait aucune allusion à une guerre atomique, le "New York Herald Tribune" précise pourtant que les Chinois pensent pouvoir gagner la guerre (selon les propos de Tito), même nucléaire. Enfin, la politique démographique chinoise est un instrument de la politique agressive et expansionniste de Pékin. Il s'agit de produire de la chair à canon - "cannon fodder" - et d'accroître ainsi le potentiel militaire. La raison essentielle de cette politique d'explosion démographique délibérée est la haine implacable ressentie par les dirigeants chinois pour l'Occident. La partie de l'éditorial consacrée à la politique démographique de Pékin relève de la plus pure spéculation. Il ne s'agit pas pour nous ici, pourtant, de discuter de la validité de l'interprétation fournie, il est, en effet, particulièrement difficile d'évaluer les diverses politiques du régime de Pékin. Il convient, cependant, de noter que les propos de Tito furent embellis, exagérés et servirent de fondement à des spéculations invérifiables.

Cette interprétation des allégations de Tito fut reprise par les quotidiens, les magazines de tous les pays. Bientôt, l'auteur de la remarque fut oublié et la prédiction fut indifféremment attribuée à Chou En-lai, Chen Yi ou Mao Tsé-toung. Le "New York Herald Tribune".

le 17 octobre 1962, imprima en première page que

"The plight of the people never bothered Mao. He said that in case of nuclear war, Red China would emerge best off in the world. Why? Even if 200 million lives were lost on the mainland, there'd be more people left in China than perhaps the rest of the world combined."

En dépit du fait que l'"Office of Research and Analysis for the Far East" du Département d'Etat indiqua, en 1963, dans une lettre au "New York Times", que

"as far as is known, the Chinese Communist regime has never officially expressed this viewpoint in print", (73)

l'image de la monstruosité des dirigeants communistes chinois s'incrusta profondément dans l'opinion publique et journalistique, et se retrouvait régulièrement dans les colonnes des quotidiens ou des magazines et dans les commentaires de la radio et de la télévision. Le thème de l'agressivité chinoise, l'impression que les communistes chinois ne reculeraient devant rien pour arriver à leurs fins, à savoir la domination du monde, découlent de l'interprétation fournie par les correspondants et les personnalités du monde politique américain de certains événements survenus dans l'arène internationale. Ces événements qui furent toujours présentés d'une manière profondément erronée seront l'objet des pages qui suivent. Il s'agit de la guerre de Corée, de la question du Tibet, des incidents de frontière sino-indiens, les événements d'Indochine, d'Indonésie, des conflits entre nationalistes et communistes au sujet de Taiwan, des incidents sino-soviétiques de ces dernières années. Le premier événement que nous prendrons en considération est l'intervention chinoise en Corée. Survenant en octobre 1950, une année à peine après l'établissement du régime communiste à Pékin, elle exerça une profonde influence sur l'attitude des nations occidentales à l'égard de la Chine communiste. De nombreux pays décidèrent de renoncer à reconnaître le nouveau gouvernement chinois, les Etats-Unis changèrent radicalement de politique à l'égard de Taiwan et l'ONU condamna l'"agression" chinoise. Il convient, dès lors, de se livrer à une analyse des circonstances de l'intervention chinoise et à une évaluation de la version des faits proposée par les membres du gouvernement de Washington et par la presse américaine.

L'histoire de la Corée, comme celle de toutes les marches de la Chine, est étroitement liée à celle de l'"Empire du Milieu". L'établissement du royaume Silla, au Sud, du royaume Koguryo, au Nord, et du royaume Paikche, au Sud-Ouest, au VII^{ème} siècle avant Jésus-Christ, marque le début de l'histoire connue de la Corée. Quelques siècles plus tard, sept siècles pour être plus précis, le royaume Silla unifia le pays avec l'aide de la dynastie des Han, en Chine. Le déclin

du royaume Silla permit l'émergence de la dynastie Koryo, au début du Xème siècle. L'ère Koryo prit fin à la suite de la révolte du général Yi Sung Gye qui fonda sa propre dynastie et établit sa capitale à Séoul. Jusqu'à la fin du XIXème siècle, la Corée fut un état tributaire de la Chine. Les Chinois cantonnaient leurs troupes dans le pays et régissaient les relations de la Corée avec les puissances étrangères. En 1895, à la suite de la victoire japonaise dans la première guerre sino-japonaise de l'ère moderne, la Chine fut forcée de reconnaître l'indépendance de la Corée, par le traité de Shimonoseki. Bientôt, cependant, la Chine, la Russie et le Japon se disputèrent le contrôle du pays. La situation tourna à l'avantage du Japon qui l'annexa en 1910. La Corée fut, dès lors, administrée par le Japon jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale. Durant la seconde guerre mondiale, les alliés s'entendirent pour reconnaître l'indépendance de la Corée, en temps utile. (74)

A la suite de la défaite japonaise, la Corée fût occupée, au Nord, par les troupes soviétiques, au Sud, par les troupes américaines, la ligne de démarcation étant le 38ème parallèle. Les troupes soviétiques pénétrèrent en Corée le 12 août et établirent immédiatement un gouvernement qui proclama la République populaire. Les forces américaines y pénétrèrent le 8 septembre. Au lieu de reconnaître le gouvernement mis en place par les Soviétiques, les autorités militaires américaines établirent un gouvernement militaire. A la fin du mois de décembre 1945, les ministres des affaires étrangères américain, britannique et soviétique se rencontrèrent à Moscou pour y discuter du problème coréen et décidèrent de placer le pays sous tutelle pour une période de cinq ans. Les Coréens du Sud refusèrent, cependant, cette proposition. En dépit de l'opposition sud-coréenne, une commission soviéto-américaine fut mise sur pied pour permettre la mise en vigueur de la décision de Moscou. Soviétiques et Américains ne purent se mettre d'accord quant au mode de représentation au sein de la législature nationale. De plus, les Américains suivirent une ligne politique anti-communiste au Sud, sans pour autant procéder à des réformes économiques et sociales, pourtant particulièrement nécessaires, comme la réforme agraire, le développement de la capacité de production industrielle et agricole. Il en résulta un certain mécontentement de la population sud-coréenne. Le 23 septembre 1947, dès lors, l'assemblée générale de l'ONU se saisit de la question coréenne à la demande de la délégation américaine. Il fut décidé de procéder à des élections sur tout le territoire coréen, sous la supervision d'une commission temporaire de l'ONU, formée de représentants de l'Australie, du Canada, de la Chine, du Salvador, de la France, de l'Inde, des Philippines, de la Syrie et de l'Ukraine. La commission ne put cependant se mettre à l'oeuvre en Corée du Nord, en raison de l'opposition soviétique. L'on décida, dès lors, que les élections n'auraient lieu qu'au Sud. Les élections, tenues le 10 mai 1948, tournèrent à l'avantage de Syngman-Rhee, un conservateur farouche qui avait sé-

journé à l'étranger durant toute l'occupation japonaise, et de son parti. La constitution de la République de Corée fut promulguée le 17 juillet. Le gouvernement de Rhee fut reconnu "de jure" par Washington, le 12 août. Des élections eurent également lieu, le 25 août 1948, en Corée du Nord. Le 3 septembre, l'Assemblée suprême du peuple ratifia la constitution du premier mai et installa Kim Il-sung à la tête du gouvernement qui fut immédiatement reconnu par l'Union soviétique. Le 12 décembre 1948, l'Assemblée générale des Nations unies reconnut le gouvernement de la République de Corée (Corée du Sud) en tant que seul gouvernement représentatif de la volonté populaire.

Entre-temps, Américains et Soviétiques avaient procédé à l'évacuation de leurs troupes de leurs zones d'occupation respectives, laissant derrière eux, face à face, deux gouvernements antagonistes prétendant chacun être le seul gouvernement légitime de l'ensemble du pays. La confrontation entre le Nord et le Sud, de part et d'autre de la ligne de démarcation, devint bientôt quotidienne, chacun promettant de renverser, à plus ou moins brève échéance, l'autre gouvernement. (75) Le 25 juin 1950, les troupes nord-coréennes franchirent la ligne de démarcation et se lancèrent à l'assaut du Sud, en réponse, prétendirent les responsables nord-coréens, à une attaque sud-coréenne. La question de savoir si ce furent les Coréens du Nord ou ceux du Sud qui provoquèrent les hostilités n'est pas vraiment résolue, même de nos jours. Les points de vue et opinions des experts et historiens de toutes tendances sont profondément partagés à ce sujet. Nous ne nous attarderons pas, cependant, à débattre de ce point. Notons, pourtant, que la décision d'intervenir prise par le président Truman découlait d'une certaine perception de la situation, influencée par ses prédispositions personnelles. En d'autres termes, il réagit à une image de la réalité et de l'événement - image qui peut être très infidèle à la réalité objective - et non pas à l'événement en soi. La majorité des personnalités gravitant dans l'entourage immédiat des membres du gouvernement américain étaient persuadés que les Etats-Unis n'interviendraient pas dans le conflit. Les troupes américaines, rappelons-le, avaient été retirées de Corée, en raison de la faible importance stratégique de la région, selon la doctrine militaire américaine de l'époque.

Toute la politique internationale de l'administration Truman était fondée sur le principe simpliste que la suprématie américaine en matière nucléaire garantissait aux Etats-Unis une politique de non-agression de la part de l'Union soviétique. Les stratèges américains s'étaient surtout consacrés à l'étude de l'éventualité d'une guerre totale. L'Union soviétique, de plus, représentait le seul ennemi potentiel. Dès lors, l'éventualité d'une guerre limitée de type classique n'avait pour ainsi dire pas été envisagée. Dans le cadre d'une guerre totale entre l'Union soviétique et les Etats-Unis, la Corée n'avait qu'une importance secondaire. Si l'Union soviétique s'emparait de toute la péninsule coréenne, ses forces pouvaient être neutralisées par la marine

et par l'armée de l'air américaine. L'invasion de la Corée du Sud par la Corée du Nord transforma radicalement les données du problème. La valeur stratégique de la Corée ne pouvait plus être évaluée en terme de son importance relative en cas de guerre totale. Du jour au lendemain, la stratégie américaine de "massive retaliation" devint caduque. En effet, les implications politiques et militaires d'une occupation de la Corée du Sud par les troupes communistes du Nord, selon Truman, rendaient une intervention américaine impérative. L'expansion communiste devait être contenue sur tous les fronts sous peine de voir la crédibilité de la politique de "containment" de l'administration Truman s'évanouir. Une inaction américaine face à l'agression communiste ne pouvait qu'encourager le bloc communiste à se livrer à d'autres actions hostiles et à d'autres tentatives d'expansion de par le monde. De plus, la confiance des alliés des Etats-Unis en ce qui concerne le sérieux des engagements de défense mutuelle contractés par Washington ne pouvait que se désintégrer à la suite d'une non-intervention sur le théâtre d'opérations coréen. En d'autres termes, les garanties en matière de défense mutuelle fournies par les Etats-Unis à ses alliés européens aussi bien qu'asiatiques rendaient une intervention en Corée absolument nécessaire. Ce raisonnement était essentiellement basé sur le principe de l'équilibre des forces et de la coexistence armée entre le bloc communiste et le reste du monde. Il obligeait les Etats-Unis à s'opposer à la démonstration de force du bloc communiste par la force, sous peine de rompre l'équilibre, de miner la confiance des alliés et d'isoler, dès lors, à la longue, les Etats-Unis stratégiquement. L'agression limitée des Coréens du Nord, ne correspondant pas à la doctrine stratégique américaine en vigueur à l'époque, plaçait le gouvernement des Etats-Unis devant un dilemme difficile à résoudre: allait-on livrer une guerre totale pour un objectif limité ou s'abstenir d'intervenir, livrant ainsi toute la péninsule coréenne au bloc communiste? Le président Truman, face à un tel problème, avait une possibilité: utiliser les maigres forces américaines d'occupation au Japon, sous les ordres de MacArthur. Les troupes américaines, en effet, avaient été démobilisées au lendemain de la seconde guerre mondiale. Les seules troupes disponibles étaient les troupes d'occupation.

Truman était absent de Washington lorsqu'il apprit la nouvelle de l'invasion de la Corée du Sud. Ses conseillers le contactèrent par téléphone. Il fut décidé de demander la réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations unies et de soumettre une résolution qualifiant l'attaque nord-coréenne de "rupture de la paix", et exigeant le retrait immédiat des troupes nordistes au nord de la ligne de démarcation. Cette résolution fut acceptée par neuf voix et une abstention, en l'absence du représentant de l'URSS. (76) Le même jour, Truman rentra à Washington et déclara d'autoriser MacArthur à approvisionner les Coréens du Sud en armes et munitions et à protéger l'évacuation des ressortissants américains. Le jour suivant, la situation s'aggravant, Truman ordonna à MacArthur de dépêcher sur place des forces navales

et aériennes américaines afin d'y appuyer les troupes sud-coréennes. Dans le même temps, il chercha à obtenir le soutien de l'ONU. Il y avait deux raisons à cela: d'une part, les Nations unies avaient été intimement mêlées à la naissance de la jeune nation et, d'autre part, l'un des objectifs essentiels de la politique étrangère américaine était d'associer la politique de guerre froide avec le symbole des valeurs humanitaires qu'était l'ONU. Rien de bien étonnant à cela, car, traditionnellement, les Américains avaient tendance à chercher à justifier leurs actions dans l'arène internationale en termes d'objectifs idéologiques et de principes moraux universels. Truman, donc, chargea le représentant américain auprès des Nations unies d'introduire une seconde résolution recommandant que tous les membres fournissent assistance à la Corée du Sud en vue de repousser l'agression dont elle était victime et de restaurer la paix. Le Conseil de sécurité adopta cette résolution le 27 juin par un vote de sept voix contre une, et deux abstentions. La voie était maintenant libre à une intervention plus directe. Trois jours plus tard, en réponse à une recommandation en ce sens faite par MacArthur le 29 juin, Truman autorisa l'utilisation de forces terrestres américaines en Corée. C'est sous l'égide des Nations unies que les troupes américaines débarquèrent en Corée. Certes, l'initiative avait toujours appartenu au gouvernement américain. Les Nations unies se contentèrent, en fait, d'avaliser les décisions américaines. Dans une certaine mesure, le président des Etats-Unis avait anticipé l'approbation du Conseil de sécurité. (77)

Comme nous l'avons déjà fait remarquer, la décision d'intervenir découlait d'une certaine perception de la situation. Il ne fait aucun doute que Truman identifia l'avance nord-coréenne avec une expansion du communisme - synonyme d'expansion de l'influence soviétique et de rupture de l'équilibre des forces, dans cette région du monde. S'il était exact que la Corée du Nord faisait partie du bloc communiste et que l'influence soviétique y avait été et y était encore particulièrement prononcée, certains indices pouvaient cependant donner à penser que c'était plus un nationalisme exacerbé, un désir forcené d'unification qui motivait les uns et les autres dans la péninsule coréenne. Les prédispositions du président et de ses conseillers ne leur permirent pas d'envisager une telle éventualité. En qualifiant l'attaque nord-coréenne, qui fut certainement approuvée ou même inspirée par l'Union soviétique, d'agression "communiste", Truman et ses conseillers interprétèrent l'événement d'une manière stéréotypée, mécanique, pour ainsi dire, en accord avec le principe général de la politique des blocs. Leur conception de la situation mondiale était que le monde libre avait à faire face à un bloc communiste monolithique et que la politique de Staline était expansionniste, par excellence. De plus, comme tous les autres pays du bloc communiste, la Corée du Nord était considérée comme un état satellite de l'URSS, et son gouvernement comme un gouvernement fantoche à la solde de Moscou. Cette manière de voir les choses eut de graves conséquences pour les relations sino-

américaines. L'une des premières suggestions émises par les conseillers présidentiels en effet fut d'interposer la septième flotte entre la Chine continentale et Taiwan, dans le détroit de Formose. En annonçant cette décision, le 27 juin 1950, Truman expliqua :

"The attack upon Korea makes it plain beyond all doubt that Communism has passed beyond the use of subversion to conquer independent nations and will now use armed invasion and war. It has defied the orders of the Security Council of the United Nations issued to preserve international peace and security. In these circumstances the occupation of Formosa by Communist forces would be a direct threat to the security of the Pacific area and the United States forces performing their lawful and necessary functions in that area." (78)

En attribuant l'attaque nord-coréenne au communisme, Truman justifiait l'intervention dans la guerre civile chinoise, précisément ce que les responsables du Département d'Etat s'étaient acharnés à éviter. Cette nouvelle politique fit l'unanimité. Les républicains et les partisans de Chang y virent la possibilité d'obtenir ce qu'ils avaient demandé depuis longtemps - à savoir un engagement du gouvernement américain à défendre Taiwan et même, éventuellement, à aider les nationalistes à reconquérir la Chine continentale - et les démocrates acceptèrent les raisons avancées du changement de politique. (79)

Le consensus obtenu n'était pas fondé sur une identité des valeurs ou des vues des parlementaires américains, mais il était dû au fait que la politique de Truman semblait convenir à une multitude de prédispositions, pourtant souvent contradictoires. Comme le fait remarquer R. Hilsman :

"Getting a wide variety of people who hold different values to sit down and decide on how to rank those values would be next to impossible; but getting people to agree on a particular policy that serves a mixture of values is done all the time . . . One group accepts a policy because it serves one value, and another group accepts the policy because it serves another, quite different value . . . The test of policy is not that it will most effectively accomplish an agreed-upon value but that a wider number of people decide to endorse it." (86)

La guerre de Corée et la décision de protéger Taiwan entraînent non seulement un changement dans la situation militaire de l'Asie, mais aussi une transformation de la position américaine concernant son statut légal et politique. Dans son communiqué du 27 juin, Truman, en effet, indiqua que le statut de l'île était indéterminé, jusqu'à nouvel ordre :

"The determination of the future status of Formosa must await the restoration of security in the Pacific, a peace settlement with Japan, or consideration by the United Nations." (81)

Cette position était en contradiction flagrante avec celles exprimées précédemment. En effet, après la fuite de Chang et l'établissement de son gouvernement à Taiwan, en décembre 1949, le point de vue très net de l'administration était que Formose appartenait à la Chine et qu'il n'était pas question pour les Etats-Unis d'intervenir dans les affaires intérieures de la Chine en défendant une portion de territoire chinois contre la progression de troupes chinoises, même communistes. Le 23 décembre 1949, le Département d'Etat communiqua que la chute de Formose était prévisible et, qu'en conséquence, les représentations diplomatiques et consulaires américaines à l'étranger devaient s'abstenir de faire allusion à une quelconque importance de Formose pour les intérêts américains. Truman et Acheson, de leur côté, indiquèrent, le 5 janvier 1950, que la position officielle du gouvernement américain concernant la question de Formose était que Taiwan faisait légalement partie de la Chine et que, dès lors, une intervention américaine était injustifiable. (82)

Théoriquement, la décision d'envoyer la septième flotte patrouiller dans les eaux du détroit de Formose était une tentative de neutralisation de la passe. La flotte devait protéger Taiwan contre une offensive communiste en provenance du continent, mais devait également empêcher d'éventuelles opérations navales ou aériennes nationalistes contre le continent. Le communiqué du 27 juin avait été très clair à ce sujet:

"... I have ordered the Seventh Fleet to prevent any attack on Formosa. As a corollary of this action I am calling upon the Chinese Government on Formosa to cease all air and sea operations against the mainland. The Seventh Fleet will see that this is done." (83)

L'interdiction d'opérations nationalistes contre le continent, en fait, n'avait pas grande signification - les nationalistes se trouvaient de toute façon dans l'incapacité d'attaquer le continent. La décision de protéger Formose contre une attaque en provenance du continent, par contre, eut une grande importance, car les armées communistes étaient massées le long de la côte, prêtes à attaquer l'île et à liquider ainsi les derniers vestiges du régime nationaliste. Ouvertement, donc, la politique américaine consistait à chercher à empêcher le conflit coréen de s'étendre à tout le continent asiatique, mais, elle se traduisait dans les faits par un engagement américain à défendre Formose et les nationalistes contre les communistes. Acheson reconnut, d'ailleurs, en septembre 1950, lors d'une interview télévisée, que l'objectif de la neutralisation de la passe était de protéger le flanc gauche

de la position des Nations unies. Stratégiquement, la perte de Formose eut été une catastrophe, libérant un vaste contingent de troupes communistes en position le long de la côte Sud-Est de la Chine pour un transfert en Mandchourie où elles auraient considérablement renforcé les positions communistes dans la péninsule coréenne. (84) Ces développements représentèrent l'alignement de la position officielle du gouvernement américain sur celle du "China Bloc", à savoir que l'arrêt de l'expansion communiste dans le monde passait nécessairement par le soutien total du régime de Chang Kai-shek, à Formose:

"It was not long after this that the State Department became the captive of its critics and swung over to the position that the nationalist regime on Taiwan was still the government of all China." (85)

Certaines considérations militaires exercèrent une profonde influence, incitant les responsables du Département d'Etat à réviser leur politique chinoise. Les considérations de politique intérieure eurent également une certaine importance. Il fallait neutraliser les critiques de l'administration, s'assurer le soutien des républicains du Congrès, en particulier ceux du "China Bloc". Dans ces conditions, un soutien de Formose devenait impératif. L'interposition de la septième flotte fut le facteur qui justifia le soutien de l'administration démocrate par les républicains. (86)

Après quelques défaites initiales, MacArthur lança un débarquement surprise à Inchon, 200 kilomètres au nord des positions nord-coréennes, le 15 septembre. Les troupes nord-coréennes furent bientôt coupées de leurs arrières et cherchèrent à se retirer vers le Nord. Le 30 septembre, les troupes des Nations unies atteignirent le 38ème parallèle. La question qui se posait maintenant était de savoir si les forces des Nations unies allaient devoir franchir la ligne de démarcation. L'objectif de l'intervention internationale avait été de restaurer l'intégrité territoriale de la Corée du Sud. Le but était atteint, il fut bientôt abandonné. Le succès des opérations militaires incita les Américains à chercher à réunifier la Corée. En d'autres termes, le caractère défensif de la guerre - il s'agissait de permettre le rétablissement du "statu quo ante" - devenait résolument offensif - opérer un changement du statu quo. L'état-major était certain que les Nord-Coréens seraient défaits sans coup férir et que leur territoire serait occupé par les forces internationales. La seule question qui se posait était de savoir si les communistes chinois avaient l'intention d'intervenir, en cas d'invasion de la Corée du Nord par les armées des Nations unies. Le gouvernement américain, en dépit de la forte opposition de certains, en particulier de George Kennan, décida d'autoriser les troupes internationales à franchir la ligne de démarcation et à avancer en territoire nord-coréen pour autant qu'aucune indication d'activités militaires suspectes de la part des Chinois ou des Soviétiques

ne soit détectée. Truman, par ailleurs, précisa qu'aucune troupe non coréenne ne devrait s'approcher de la frontière mandchoue. La décision américaine de demander à l'Assemblée générale des Nations unies d'approuver le franchissement du 38ème parallèle par les forces internationales fut une gigantesque erreur de jugement. Les membres de l'administration de Washington étaient persuadés que les Chinois n'étaient pas en mesure d'intervenir parce qu'ils croyaient, d'une part, que les dirigeants de Pékin se préoccupaient avant tout de la question du détachement des provinces du nord de la Chine par l'Union soviétique et, d'autre part, que l'intervention d'un pays sous-développé, au bord de la ruine, aux prises avec d'énormes difficultés économiques, politiques et sociales, contre l'énorme puissance militaire américaine eut été pure folie. La décision américaine obtint relativement facilement l'approbation des Nations unies. A l'exception de quelques pays non engagés, comme l'Inde, les états membres adoptèrent une résolution demandant que "all appropriate steps be taken to ensure conditions of stability throughout Korea". (87)

Le premier octobre, MacArthur exigea la capitulation du gouvernement nord-coréen et les troupes sud-coréennes franchirent la ligne de démarcation. Le 8, les forces internationales en firent autant. La Chine, pourtant, s'était efforcée d'avertir les Etats-Unis et l'Organisation des Nations unies de tenir compte de la Chine dans le règlement de la question coréenne. Le gouvernement de Pékin, dans une série de communiqués officiels et de communications empruntant la voie diplomatique, avait cherché à dissuader les Nations unies d'entreprendre une opération contre la Corée du Nord. On peut distinguer deux phases dans l'effort de dissuasion chinois, une phase de communications non agressives et relativement conciliantes, avant le débarquement d'Inchon, et une phase de communications nettement plus décidées et menaçantes, après le succès de l'opération amphibie menée par les forces de MacArthur. Le 20 août 1950, Chou En-lai avait envoyé une dépêche aux Nations unies avertissant les états membres que

"The Chinese people cannot but be concerned about the solution of the Korean question." (88)

Le 26 août, "World Culture Magazine" déclara:

"North Korea's friends are our friends.
North Korea's enemy is our enemy.
North Korea's defense is our defense.
North Korea's victory is our victory." (89)

Les trois dernières phrases furent omises dans les émissions de radio destinées au public américain, peut-être pour en atténuer la menace. Le 27 août, Pékin indiqua qu'un avion américain avait ouvert le feu sur des positions situées en territoire chinois, sans mentionner

d'éventuelles représailles. (90)

Ces communiqués sont significatifs de la période d'avant le débarquement d'Inchon. Après le débarquement, les avertissements se firent plus menaçants. Le 22 septembre, les Chinois annoncèrent qu'ils fournissaient une certaine assistance à la Corée du Nord. Le 25 septembre, le général Nieh, commandant de l'armée populaire de libération, affirma à K.M. Panikkar, ambassadeur de l'Inde à Pékin, que les troupes chinoises n'hésiteraient pas à intervenir si les troupes des Nations unies franchissaient le 38ème parallèle. Cette conversation fut rapportée aux dirigeants américains. Le 30 septembre, Chou En-lai déclara:

"Whoever attempts to exclude the nearly 500 million people from the United Nations, and whoever ignores and violates the interests of this one-fourth of mankind and fancies vainly to solve arbitrarily any Far Eastern problem directly concerned with China will certainly break their skulls ... China will not tolerate seeing their neighbors savagely invaded by the imperialists." (91)

Le 2 octobre, le lendemain du franchissement de la ligne de démarcation par les troupes sud-coréennes, Chou En-lai convoqua Panikkar à une entrevue, à minuit, et le prévint que si des troupes américaines ou internationales franchissaient le 38ème parallèle, la Chine interviendrait dans le conflit. Les Etats-Unis se virent notifiés du contenu de l'entrevue Panikkar-Chou par New Delhi, Stockholm, Londres et Moscou. Deux jours après le franchissement du parallèle par les troupes des Nations unies, Chou En-lai déclara:

"The Chinese people cannot stand idly by with regard to such a serious situation created by the invasion of North Korea. The American war of invasion in Korea has been a serious menace to the security of China from its very start." (92)

Le gouvernement chinois ne se contenta pas, dans son effort de dissuasion, de publier des communiqués officiels ou de faire parvenir des avertissements par la voie diplomatique. Ils eurent également recours à des mouvements et à des redéploiements de troupes qu'ils s'efforcèrent de rendre aussi évidents que possible. Dès la fin juin 1950, il devint apparent que les troupes chinoises étaient en train de se redéployer en Mandchourie. A la mi-juillet, trois armées, chacune forte de trois à quatre divisions de 10.000 hommes de troupes, avaient pris position en Mandchourie, où se trouvait déjà la quatrième armée de campagne de l'armée populaire de libération. En juillet 1950, dès lors, les troupes chinoises en Mandchourie comptaient près de 180.000 hommes. De juillet à septembre, il n'y eut plus aucun

mouvement de troupes. Mais, immédiatement après le débarquement d'Inchon, les Chinois renforcèrent le contingent de manière considérable. Il y avait, au début octobre 1950, 320.000 hommes de troupes en Mandchourie. Ces mouvements de troupes ne furent jamais tenus secrets. Les diplomates à Pékin purent en tous temps se rendre compte des activités militaires chinoises. (93)

Comme nous l'avons déjà fait remarquer, certains membres des cercles politiques et militaires américains craignaient une intervention chinoise. George Kennan était de ceux-ci. Thomas K. Finletter, "Secretary of the Air Force", était, semble-t-il, très inquiet et préoccupé par une intervention éventuelle des forces chinoises. (94) La position chinoise ne fut, cependant, jamais clairement comprise par les responsables américains. Acheson pensait que la Chine n'interviendrait pas et fit part de ses convictions en ce sens, le 4 octobre, dans une conférence de presse. (95) MacArthur, lui aussi, pensait qu'une intervention chinoise était impossible. Il convainquit Truman lors de leur entrevue à Wake Island, à mi-octobre:

"The General assured me that the victory was won in Korea. He also informed me that the Chinese Communists would not attack ... He talked about the Chinese. He thought, he said, that there was very little chance that they would come in. At the most they might be able to get fifty of sixty thousand men into Korea, but, since they had no air force, 'if the Chinese tried to get down to Pyongyang, there would be the greatest slaughter.'" (96)

Il apparaît clairement que l'effort de dissuasion chinois aboutit à un échec. L'une des causes de cet échec fut certainement le manque de contacts diplomatiques directs entre les gouvernements chinois et américain, qui força les dirigeants de Pékin à recourir à des canaux de communication diplomatiques auxquels les Américains accordaient peu de crédibilité. Washington, par exemple, ignora les avertissements de l'ambassadeur Panikkar. Les communications faites par Londres, Moscou, New Delhi et Stockholm ne furent pas prises au sérieux parce que leurs sources étaient, pour les responsables américains, suspectes de partialité. De plus, l'Inde, la Suède et l'Union soviétique avaient fait part de leurs réserves touchant l'opération entreprise en Corée par les Nations unies et ne jouissaient pas, dès lors, de toute la confiance du gouvernement américain. (97)

Par ailleurs, l'administration américaine considérait que le franchissement du 38ème parallèle par les forces internationales ne représentait pas une menace pour la Chine et l'on pensait que les Chinois verraient les choses du même oeil. Le gouvernement américain s'était efforcé de calmer les appréhensions chinoises. Truman et Acheson s'étaient montrés relativement conciliants à l'égard de la Chine, insistant, dans leurs discours, sur la traditionnelle amitié sino-améri-

caine. Les communiqués officiels et les discours du président et du secrétaire d'Etat ne parvinrent cependant pas à convaincre les Chinois que l'intervention internationale en Corée ne représentait pas une menace pour la sécurité chinoise. La raison essentielle de cet échec de l'effort de dissuasion américain fut que MacArthur et certains autres militaires de haut rang, alors même que Truman et Acheson cherchaient à rassurer les Chinois, exprimaient des attitudes et des points de vue très agressifs à l'égard de la Chine continentale. MacArthur, par exemple, dans un message envoyé à la convention des vétérans des guerres étrangères, à la fin du mois d'août 1950, insista sur l'importance stratégique de Taiwan pour les positions américaines dans le Pacifique et envisagea clairement la possibilité pour les Etats-Unis de dominer, grâce à leur puissance aérienne, depuis le porte-avions insubmersible que représentait l'île, tous les ports asiatiques de Vladivostok à Singapour. (98) Le même jour, Francis Matthews, "Secretary of the Navy", s'adressant à près de 100.000 personnes, recommanda une guerre préventive pour forcer toutes les nations du monde à coopérer pour la paix et ajouta: "We would become the first aggressor for peace". Le commentaire de "Time" fut particulièrement éloquent: "Why wait to be bombed? Why not strike the first blow?" (99)

Il ne fait aucun doute que Chinois et Américains n'étaient pas désireux de croiser le fer sur le champ de bataille. Les uns et les autres cherchèrent à éviter une telle extrémité. Les Chinois n'ayant pas réussi à dissuader les Américains de franchir le 38ème parallèle lancèrent un nouvel avertissement. A la mi-octobre, quelques contingents pénétrèrent en Corée du Nord. Le 26 octobre, ces troupes attaquèrent les forces sud-coréennes à environ 50 kilomètres au sud du Yalu, et leur infligèrent une cuisante défaite. Cette attaque fut suivie d'une longue pause qui dura jusqu'au 26 novembre, date à laquelle les Chinois lancèrent une contre-offensive de grande envergure contre les forces des Nations unies et repoussèrent celles-ci jusqu'en Corée du Sud. L'intervention d'octobre, limitée dans le temps, dans l'espace et par les effectifs engagés, représentait sans doute une ultime tentative de dissuasion. Et, dans une certaine mesure, elle fut couronnée de succès, car ces développements avaient inquiété les membres de l'état-major américain. L'on conseilla donc à MacArthur de faire preuve de la plus extrême prudence afin de ne pas précipiter une intervention chinoise ou soviétique. Les requêtes du commandant en chef d'autoriser le survol de la Mandchourie et le bombardement des usines hydroélectriques chinoises sur le Yalu par l'aviation américaine furent catégoriquement rejetées. Tout en protestant contre ces restrictions à sa liberté d'action, MacArthur se prépara à lancer une grande offensive, promettant aux soldats américains qu'ils seraient de retour dans leurs foyers pour Noël. Les troupes sud-coréennes avaient atteint le Yalu, le 26 octobre, et les patrouilles de la septième division d'infanterie américaine atteignirent le fleuve le 21 novembre. Trois jours plus tard, MacArthur lança sa grande offensive. Le 26, les Chinois fran-

chirent le Yalu et forcèrent les forces des Nations unies à opérer une retraite de plus de quatre cent kilomètres. Alors que la presse américaine titrait en première page que les alliés balayaient tout sur leur passage, le désastre était déjà en train. Le 28 novembre, MacArthur annonça: "We face an entirely new war..." (100)

En janvier 1951, il n'était pas certain que les troupes des Nations unies pourraient se maintenir sur le territoire sud-coréen. En mars, cependant, elles avaient réussi à reprendre du terrain et à stabiliser le front au niveau du 38ème parallèle. Un nouveau dilemme se posait à l'administration américaine: allait-on accepter le "statu quo" où chercher à unifier la Corée militairement? Pour MacArthur, la réponse au dilemme était claire: l'objectif de l'intervention internationale était de réunifier la Corée. De plus, il convenait de tirer parti de l'intervention chinoise dans le conflit pour contrer sa puissance croissante. Dans une lettre aux "Joint Chiefs of Staff", du 30 décembre 1950, il expliqua sa position et proposa d'attaquer la Chine continentale:

"Should a policy determination be reached by our Government or through it by the United Nations to recognize the state of war which has been forced upon us by the Chinese authorities and to take retaliatory measures within our capabilities, we could: (1) blockade the coast of China; (2) destroy through naval gunfire and air bombardment China's industrial capacity to wage war; (3) secure reinforcements from the Nationalist garrison on Formosa... (4) release existing restrictions upon the Formosan garrison for diversionary action, possibly leading to counter-invasion against vulnerable areas of the Chinese mainland." (101)

L'état-major général et le gouvernement américain rejetèrent les propositions de MacArthur, les jugeant trop risquées. Le commandant en chef refusa d'accepter le rejet de sa stratégie et la limitation de la guerre à la péninsule coréenne. Il continua donc à chercher à convaincre l'état-major général et le président Truman à lever les restrictions qui lui avaient été imposées. Lorsqu'ils refusèrent à nouveau, MacArthur essaya d'en appeler au parti d'opposition et au peuple américain lui-même. Son initiative précipita son remplacement à la tête du corps expéditionnaire, au début d'avril 1951. La rapide analyse historique des événements, des tentatives faites de part et d'autre pour essayer de ne pas se laisser entraîner dans un conflit, montre, à notre sens, que les Chinois n'avaient guère compté avoir à intervenir en Corée. Pourtant, une des idées dominantes de l'époque fut que l'"agression" coréenne avait été préparée avec la complicité de Moscou et de Pékin. L'agression coréenne devint bientôt, dans l'esprit des observateurs, l'agression chinoise en Corée.

MacArthur avait envoyé, le 5 novembre 1950, son rapport ayant

trait à l'intervention de volontaires chinois en Corée au Conseil de Sécurité. (102) Il fut rapidement décidé d'inviter un représentant chinois au siège des Nations unies pour discuter du problème. Le général Wu vint à New York, le 24 novembre. Lorsque Wu fit son apparition au Conseil de Sécurité, MacArthur venait d'annoncer sa grande offensive. Le lendemain, les gros titres des journaux annonçaient la débâcle en cours. Le "New York Times" titrait en première page, le 27 novembre, par exemple:

"Allies Are Driven Back in Korea
Foe Hurls Sixteen Divisions into Push
China Reds Make Debut in Un"

Comme le fait remarquer Foster Rhea Dulles, la presse exploita la confrontation militaire sino-américaine à outrance, durant la dernière semaine de novembre:

"During this hectic week at the close of November, the press played up every angle of the military confrontation between the United States and Communist China in Korea and their political confrontation in the United Nations. There could be no denying the grave nature of the crisis or the danger that threatened the entire free world. News stories reported that the United Nations lines were shattered and that the American forces, trapped in a great enveloping movement of enemy troops, were desperately fighting their way to the sea. 'Newsweek' characterized what was happening as 'America's worst licking since Pearl Harbor,' and 'Time' declared it 'the worst defeat the United States ever suffered.' Reports from Washington said that the Administration was planning air strikes against the home bases of the engulfing 'Chinese hordes' and that the use of tactical atomic weapons was under 'active considerations.'" (103)

La réaction américaine à la débâcle fut particulièrement alarmiste. Truman déclara que les Etats-Unis combattaient pour leur sécurité et leur survie et que les développements en Corée faisaient partie du plan soviétique de menace globale contre les pays libres. (104) Hanson Baldwin du "New York Times" se fit l'écho de ces craintes officielles, dans un article du 1er décembre:

"The United States faces today the greatest danger in our history. Military, economic and political destruction of western civilization are definite possibilities if the danger from the East is not met boldly, imaginatively and with united effort."

Le Conseil de Sécurité ne parvint pas à trouver un terrain d'entente avec les communistes chinois. C'est alors l'Assemblée générale qui prit l'initiative. L'Inde introduisit une résolution demandant un cessez-le-feu sur le terrain et la création d'un comité chargé d'aborder l'étude des problèmes asiatiques avec le représentant chinois. Cette résolution fut adoptée le 14 décembre. Le général Wu, cependant, rejeta la proposition de cessez-le-feu. Chou En-lai, de son côté, cabla qu'il convenait, avant de pouvoir envisager de quelconques négociations, de retirer les forces américaines de Corée et de Formose et d'admettre la République populaire de Chine au sein de l'Organisation des Nations unies. La réaction américaine au rejet de la proposition de cessez-le-feu par le gouvernement chinois fut de geler les avoirs chinois aux Etats-Unis, de proclamer un embargo sur toutes les marchandises à destination de la Chine continentale, d'interdire aux navires américains de faire escale dans les ports de Chine communiste et de rejeter toutes les demandes de visas de ressortissants américains désireux de voyager en Chine rouge. De plus, le gouvernement américain demanda à l'Assemblée générale des Nations unies de proclamer que la Chine, dans l'affaire coréenne, avait commis une agression. Le 19 décembre, le général Wu quitta New York. En dépit de l'insistance américaine à voir la Chine condamnée en tant qu'agresseur, les états membres des Nations unies et les alliés des Etats-Unis hésitèrent longuement avant d'accepter une version amendée par le Liban de la résolution américaine, le 1er février 1951. Les alliés des Etats-Unis étaient loin de partager le point de vue des dirigeants de Washington concernant l'intervention chinoise en Corée. Il leur semblait que la Chine n'était pas aussi coupable que Truman et les membres de son administration voulaient le croire. Quoiqu'il en soit, la résolution fut adoptée. Elle condamnait la Chine en tant qu'agresseur en Corée et prévoyait la recommandation, ultérieurement, de mesures collectives de représailles. Ces sanctions supplémentaires consistèrent en un embargo sur les marchandises à destination de la Chine continentale et de la Corée du Nord. Elles furent adoptées le 17 mai 1951. (105)

L'effet de la condamnation de la Chine communiste en tant qu'agresseur en Corée par l'Organisation des Nations unies fut considérable. L'Assemblée générale, en effet, était généralement considérée comme une sorte de parlement mondial censé représenter l'opinion publique mondiale. L'adoption de la résolution américaine par la majorité des états membres fut, pour le gouvernement des Etats-Unis, une justification de sa politique d'intervention en Corée et une confirmation de la valeur morale américaine. De plus, la décision des Nations unies représenta une validation de l'image d'une Chine agressive et expansionniste transmise par la presse américaine. En plus d'une confirmation des craintes et des appréhensions américaines concernant l'expansion éventuelle du communisme dans le monde et l'agressivité chinoise, la guerre de Corée entraîna une modification radicale de l'image de l'armée et du soldat chinois et, dans une certaine mesure, une

résurgence des thèmes traditionnels de péril jaune, de marée humaine et du déferlement de hordes barbares, submergeant tout sur leur passage. On se souvient, en effet, que les Occidentaux eurent tendance à percevoir deux images de la puissance militaire chinoise. L'une d'entre elle était directement associée aux conquêtes mongoles, tartares et autres. L'autre était celle d'une masse inorganisée, incapable d'utiliser les moyens modernes de combat, fuyant dans tous les sens, au premier coup de feu.

Lorsque les forces des Nations unies furent obligées d'opérer une retraite précipitée, au lendemain de l'intervention chinoise au sud du Yalu, les premières descriptions de l'attaque massive des troupes communistes firent une large place à la notion de nombre, de marée humaine déferlant sur les positions américaines, rompant toutes les digues sur son passage. Harold Isaacs, par exemple, cite les propos du colonel Karshall qui déclara que les forces américaines furent "swamped by a yellow tide which moved upon it from all sides". (106) Le général Clark, dans son récit de la guerre de Corée, fit également allusion à cette idée de nombre:

"The Chinese Communist Army ... was a composite force ... Its combat effectiveness was limited to the tactic of the 'human sea' because all it had initially was overwhelming superiority in numbers of men." (107)

Clark ajouta cependant la notion d'indifférence à l'égard de la mort, notion que l'on trouve fréquemment dans les récits des premiers visiteurs occidentaux en Chine, au XIXème siècle:

"The enemy was willing to expend his manpower ruthlessly. He had plenty, and, in addition, the enemy command could take the cynical attitude that if the men didn't die on the field of battle many would starve or freeze to death back home in China ... The blood of Chinese and North Korean soldiers was a cheap commodity ... The enemy hurled overwhelming numbers of men at us, apparently heedless of how many he lost..." (108)

Un troisième élément de l'image du soldat chinois dépeinte aux Américains fut son obéissance aveugle aux ordres donnés, son automatisme stupide qui donnait à penser qu'il avait été robotisé. (109) Le terme de "human sea" fit bientôt partie du jargon familier des correspondants de guerre. Les lecteurs américains purent apprécier quotidiennement le simplisme barbare de la tactique chinoise:

"Attacking in a 'human sea' offensive, the enemy infantry had rolled forward eighteen to twenty miles ... in the traditional pattern of the Korean war, matched sheer man-

power of infantry armed with rifles and machine guns against the mechanized allied army ..." (110)

Il ne faisait aucun doute, à la lecture de la presse, que la tactique de la marée humaine était employée continuellement par le haut commandement communiste, démontrant ainsi une indifférence totale pour le coût humain de l'offensive:

"The 'human sea assault' is a most wasteful but effective device. In this limitless resource of expendable manpower lies the Chinese Red Army's strength. Squads, platoons, and companies are organized into the much publicized assault units. Each unit flings itself into battle at the command 'charge!' The men in these rushes keep going until they are cut down by the enemy or gain their objective." (111)

Nous pouvons donc distinguer trois éléments essentiels de l'image de l'armée chinoise. Le premier est celui de nombre, le second est la cruauté, l'inhumanité et l'indifférence pour le sort de leurs subordonnés des membres du haut commandement communiste et le troisième élément est l'automatisme stupide et l'obéissance aveugle de soldats robotisés continuant à avancer sous le feu dans un élan quasi suicidaire.

En fait, les assauts de front étaient rares et les récits décrivant de telles tactiques cherchaient surtout à excuser l'échec des troupes des Nations unies. Comme le fit remarquer l'historien Andrew Geer:

"'Human sea' frontal assaults are rare and are ordered as a last resort when the necessity for victory dictates such a high cost. Newspapers have reported 'human sea' attacks on United Nations positions on many occasions. Actually there have been few such attacks made by the Chinese forces in Korea. Such tactics were reported as an excuse for the defeat suffered by United Nations troops." (112)

Les correspondants de guerre et les experts militaires ne se contentèrent pas de décrire les vagues d'assaut chinoises, ils abordèrent également la question des prisonniers de guerre. Le 14 novembre 1951, par exemple, le lieutenant-colonel J.M. Hanley convoqua les pigistes sud-coréens et leur annonça que les communistes avaient massacré 5.500 prisonniers de guerre. Le total passa le lendemain à 6.270. La presse s'empara de la nouvelle, sans la vérifier, et exploita outrageusement l'accusation de Hanley. Le "New York World-Telegram and Sun" titra:

"Reds Butchered More Americans Than Fell in '76'"

Le "New York Herald Tribune" intitula l'un de ses éditoriaux :

"The Communist Brutes".

Le "New York Times", quant à lui, se contenta de préciser dans un éditorial que les communistes avaient "butchered prisoners in cold blood". Le "New York Post" déclara simplement que

"The Communists are ruthless enemies whose disregard for human life is notorious." (113)

Les jours suivants, le haut commandement allié réduisit les chiffres à quelques centaines et ne fit bientôt plus aucune allusion à un quelconque massacre de prisonniers. Lorsqu'il fut temps d'aborder la question des prisonniers de guerre aux négociations de Panmunjon, l'accusation américaine ne fut jamais mentionnée. (114) Le public américain n'eut, pour ainsi dire, jamais l'occasion de se rendre compte de ce qui se passait vraiment en Corée. La presse, muselée par une censure militaire très stricte, ne put jamais vraiment remplir son rôle d'informateur. L'image qui s'incrusta, dès lors, dans l'opinion n'eut que des rapports très lointains avec la réalité. Elle eut tendance à confirmer les impressions prééxistantes du communisme, du régime de Pékin, et des Chinois.

L'image de la Chine expansionniste et agressive remplit, dès la rupture des tentatives de négociations de décembre 1950, les colonnes des quotidiens. Le "New York Times" rapporta que 400.000 soldats étaient massés le long de la côte sud-est de la Chine, prêts à envahir Formose, que 300.000 autres se préparaient à envahir le Tibet et qu'une force de 450.000 hommes attendait le moment propice pour intervenir en Indochine. (115) La conspiration communiste était évidente et globale. La question du Tibet n'était qu'un autre exemple de l'agressivité chinoise. Lorsque les Chinois envahirent le Tibet, en octobre 1950, les notables tibétains firent appel aux Nations unies. La discussion de la question, cependant, n'eut jamais lieu en raison de l'opposition de l'Inde, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis qui soutenaient que le statut du Tibet était peu clair. L'échec de l'initiative tibétaine auprès des Nations unies fit que les notables tibétains n'eurent d'autre alternative que d'engager des négociations avec les communistes chinois. Ces négociations aboutirent à un accord concernant les mesures de libération pacifique du Tibet qui fut conclu le 23 mai 1951, à Pékin. Ce traité accordait aux Tibétains un certain degré d'autonomie, plus particulièrement dans le domaine administratif, et le droit de préserver leurs institutions politiques et religieuses. Par contre, les Tibétains reconnaissaient que le Tibet faisait partie de la Chine et que les domaines des affaires étrangères et de la défense nationale relevaient de la compétence du gouvernement de Pékin. (116)

Quelques années plus tard, en 1959, les Tibétains ou certains

d'entre eux se rebellèrent contre l'autorité du gouvernement central. Les troupes chinoises écrasèrent la révolte et quelques cinquante mille Tibétains, dont le Dalai Lama, prirent le chemin de l'exil. Les Chinois expliquèrent que la rébellion avait été le fait d'éléments réactionnaires, propriétaires de serfs, qui avaient refusé de se plier au désir de la majorité d'effectuer un certain nombre de réformes modérées. A l'Ouest, la répression chinoise fut dépeinte comme une attaque brutale contre une minorité sans défense. Les Chinois furent accusés de commettre des atrocités et même un véritable génocide. La Commission internationale des juristes, au terme d'une étude de deux mois, conclut que la Chine était coupable de génocide au Tibet:

"... Red China had engaged in a campaign of killing, torture, rape, abduction and forced sterilization in Tibet in the last ten years. The commission published a 340-page report based mostly on accounts by refugees who fled to India after the futile Tibet revolution of March 1959.

The report also included testimony by Tibet's exiled spiritual and political leader the Dalai Lama ..." (117)

Les Tibétains ne purent pas vraiment produire de preuves satisfaisantes de ce qu'ils avançaient, à savoir que les Chinois se livraient au Tibet à des campagnes de stérilisation et de déportation de masse et à la colonisation du pays par 5.000.000 de Chinois. (118) En dépit de l'incapacité démontrée par les réfugiés tibétains à prouver la validité de leurs allégations concernant les atrocités chinoises, les Chinois furent accusés de génocide.

La version chinoise des développements au Tibet - à savoir qu'il s'agit d'une révolte des éléments privilégiés face à la socialisation progressive du pays - avait été exprimée, près d'une année avant la rébellion, dans un article du "Times" de Londres, daté du 28 juin 1958, décrivant l'évolution de l'économie tibétaine, l'hostilité croissante des propriétaires fonciers et des moines au nouveau régime, leur surprise lorsqu'ils apprirent qu'ils devaient renoncer à leurs privilèges ancestraux et à leurs serfs, et qu'ils étaient même supposés travailler de leurs mains, leur opposition au nouveau système de taxation universelle imposé par Pékin.

La presse et le gouvernement américains se complurent à parler d'agression contre le Tibet. Une analyse historique du statut du Tibet permettra d'éclairer un tant soit peu la question. Les premières relations politiques entre le Tibet et la Chine furent établies dès l'an 634 lorsque le roi du Tibet envoya une première ambassade à la Cour de l'empereur de Chine. Un traité, signé dans la capitale chinoise en 821 et confirmé par des cérémonies religieuses à Lhasa en 822, dont le texte est gravé sur une stèle de pierre à l'extérieur du temple métropolitain de Lhasa, définit le tracé de la frontière entre la Chine et le Tibet et stipule que les relations entre les deux nations sont com-

parables à celles devant exister entre oncle et neveu. (119) Pendant la période allant du VII^{ème} au IX^{ème} siècle, les relations sino-tibétaines semblent donc avoir été relativement étroites. Le statut du Tibet reste pourtant vague. Au cours du IX^{ème} siècle, le Royaume du Tibet se désintégra en une multitude de petites principautés. Dans le même temps, la dynastie T'ang était sur le déclin et, à partir de 905, le gouvernement central chinois ne fut plus en mesure de maintenir son contrôle sur les provinces frontalières. Les échanges sino-tibétains, en partie en raison de la politique isolationniste de la dynastie Song (960-1279), se firent plus rares. C'est au XIII^{ème} siècle, avec la conquête de la Chine et du Tibet par les Mongols, que les relations furent rétablies entre la Chine et le Tibet. (120) Le passage de la dynastie Yuan (mongole) qui se maintint au pouvoir de 1280 à 1368 à la dynastie Ming (1368-1644) n'affecta guère les relations entre la Chine et le Tibet. Le statut du Tibet était celui d'un état vassal. Pendant la dynastie Ming, les moines tibétains payèrent d'ailleurs fréquemment tribut à la Cour chinoise. Les Ming ne cherchèrent pas à contrôler davantage le Tibet. (121)

Le renversement de la dynastie Ming par les Mandchous, fondateurs de la dynastie Ch'ing, marque le début de l'établissement de la souveraineté chinoise - par opposition à la suzeraineté - sur le Tibet. Un chef mongol ayant envahi le Tibet en 1642, les Tibétains firent appel à l'empereur de Chine et le Dalai Lama se rendit même à la Cour, en emportant des présents en tribut. Par la suite, les Tibétains firent régulièrement appel à l'empereur pour les protéger contre les invasions mongole, népalaise, gurka ou pour intervenir en cas de dissensions internes. A la suite de chaque expédition militaire, les Chinois prirent un peu plus le contrôle de l'administration tibétaine. L'emprise chinoise sur le Tibet s'accrut ainsi progressivement jusqu'au milieu du XIX^{ème} siècle. (122) L'incapacité des Ch'ing à gouverner efficacement l'Empire chinois, à partir du milieu du XIX^{ème} siècle, coïncida avec l'expansion de l'influence britannique sur le continent asiatique. En 1846, les Britanniques cherchèrent à délimiter la frontière entre le Cachemire et le Tibet et demandèrent la participation chinoise à une commission chargée de trancher la question, sans succès. Il ne fait aucun doute que les Britanniques considéraient à l'époque que le Tibet faisait partie de l'Empire du milieu. (123)

En 1890, les Britanniques signèrent une convention avec les Chinois concernant la frontière entre le Tibet et le Sikkim. En 1893, un accord de commerce concernant les échanges avec le Tibet fut également signé avec la Chine. A la fin du XIX^{ème} siècle, cependant, l'autorité chinoise sur le Tibet était uniquement symbolique et le gouvernement chinois fut incapable de faire observer les clauses de l'accord par les Tibétains. Les Britanniques décidèrent en conséquence de traiter directement avec les Tibétains. Une force expéditionnaire britannique envahit le Tibet et s'empara de Lhassa, le 3 août 1904. Une convention anglo-tibétaine fut bientôt imposée par les Britanniques et

signée par les deux parties, le 7 septembre 1904. (124) En avril 1906, une convention anglo-chinoise reconnut la suzeraineté, mais pas la souveraineté selon Richardson, chinoise sur le Tibet et accorda aux Chinois le droit de régir les affaires extérieures du Tibet. (125) Une autre convention fut signée par les Britanniques avec la Russie cette fois, en août 1907, au sujet du statut de la Perse, de l'Afghanistan et du Tibet. La convention en question stipulait, entre autre:

"The Governments of Great Britain and Russia recognizing the suzerain rights of China in Thibet ... have made the following arrangement ...

Article II

In conformity with the admitted principle of the suzerainty of China over Thibet, Great Britain and Russia engage not to enter into negotiations with Thibet except through the intermediary of the Chinese Government ... " (126)

Les négociations d'un accord de commerce concernant les échanges avec le Tibet eurent lieu à Calcutta, en 1908, entre représentants chinois, tibétains et britanniques. (127) Les Mandchous cherchèrent à consolider leur position au Tibet, mais la révolution de 1911 mit un terme brutal à leurs efforts. Les troupes chinoises cantonnées au Tibet se mutinèrent et les représentants de l'empereur de Chine à Lhasa furent expulsés en 1913. Ce n'est qu'en 1933 que des représentants du gouvernement central chinois purent à nouveau se rendre à Lhasa. (128)

Le nouveau régime chinois proclama immédiatement que le Tibet était une province de la Chine. Les Britanniques, par contre, persistèrent à soutenir que la suzeraineté chinoise ne donnait pas le droit au gouvernement de Pékin de réglementer l'administration interne tibétaine. Une conférence tripartite entre Tibétains, Chinois et Britanniques eut bientôt lieu, à Simla, en Inde, en 1913. Une convention fut signée par les Tibétains et les Britanniques, en 1914, alors que le représentant chinois ne fit qu'apposer ses initiales en signe de protestation. L'accord ne fut jamais ratifié par les Chinois. La suzeraineté chinoise sur le Tibet y était à nouveau reconnue en échange de certaines restrictions quant à l'exercice du pouvoir par les Chinois au Tibet et d'un tracé favorable de la frontière sino-tibétaine. Les Britanniques décidèrent de ne pas tenir compte du rejet de la convention par les Chinois et de traiter, dès lors, directement avec les Tibétains. (129) Le statut du Tibet resta politiquement vague et légalement indéfini jusqu'à 1950, lorsque les communistes chinois envahirent le pays et y établirent leur autorité. De 1914 à 1949, en effet, les Tibétains ne se détachèrent pas complètement de la Chine, tout en exerçant un certain degré d'indépendance. Le climat politique alterna fréquemment entre les deux tendances pro-chinoise ou pro-britannique. En 1946, les

Tibétains envoyèrent une délégation à l'Assemblée nationale chinoise. Le gouvernement britannique, de son côté, persista à reconnaître la suzeraineté chinoise sur le Tibet tout en insistant pour que les Tibétains se voient garantir un certain degré d'autonomie et le droit d'établir des relations diplomatiques avec les autres puissances. La position américaine à cet égard était nettement plus favorable à la Chine:

"The Government of the United States has borne in mind the fact that the Chinese Government has long claimed suzerainty over Tibet and that the Chinese constitution lists Tibet among areas constituting the territory of the Republic of China. This Government has at no time raised a question regarding either of these claims." (130)

Lorsque les Britanniques se virent forcés d'abandonner leur position en Inde, les groupes pro-britanniques tibétains perdirent presque immédiatement leur influence. La révolution chinoise et la venue au pouvoir des communistes régla la question tibétaine. Légalement, il semble que l'on puisse résumer la situation en ces termes. Le Tibet, tout en jouissant d'un certain degré d'indépendance à certaines époques et d'une indépendance complète indiscutable avant le IX^{ème} siècle, ne fut jamais reconnu en tant qu'état indépendant par une quelconque puissance étrangère. La formule britannique de suzeraineté chinoise combinée à une autonomie interne tibétaine et au droit d'établir des relations diplomatiques est ce qui se rapproche le plus d'une reconnaissance de l'indépendance tibétaine. Par ailleurs, les représentants du gouvernement britannique et les membres du parlement de Londres exprimèrent à de nombreuses reprises le point de vue que le Tibet était en fait une province de la Chine. (131) Un rejet des droits chinois sur la base de distinctions possibles entre les notions de souveraineté et de suzeraineté s'avère difficile. De plus, même si le droit des Tibétains à entretenir des relations diplomatiques avec les autres puissances était reconnu par le gouvernement de Pékin, ceci ne pourrait guère être considéré comme une reconnaissance par la Chine de l'indépendance de facto du Tibet, contrairement à ce que les Britanniques et quelques autres cherchèrent à affirmer après 1959. Enfin, il nous semble évident que si un certain degré de contrôle chinois sur le Tibet est admis, il devient impossible de parler d'agression et l'usage de la force par le gouvernement chinois à l'intérieur des frontières tibétaines ne peut plus être qualifié d'illégal.

Si l'intervention chinoise au Tibet en 1950 et la répression de la rébellion de 1959 furent qualifiées d'illégales, il convient, cependant, de se rendre compte que les Occidentaux jugèrent le comportement chinois en termes de moralité internationale plutôt qu'en termes strictement légaux. Formant leurs impressions sur la base des récits des émigrés tibétains, les correspondants présentèrent une image infernale de la vie des Tibétains sous le régime communiste chinois. Le public,

de son côté, eul tendance à accepter ces descriptions des atrocités communistes sans sourcilier car elles correspondaient à leurs impressions générales préexistantes de la vie sous un régime communiste. La validité de ces récits est aujourd'hui mise en doute. (132)

La question tibétaine est directement liée à celle des relations sino-indiennes - un autre élément de l'image d'une Chine agressive et expansionniste. Lorsque l'Inde accéda à l'indépendance, elle hérita de la position privilégiée des Britanniques en Asie, et, plus particulièrement au Tibet où elle prit possession de la mission britannique à Lhassa et des missions commerciales dans les autres villes de quelque importance. Elle s'assura, de plus, les services des fonctionnaires britanniques stationnés au Tibet. A la suite de l'occupation du Tibet par les troupes chinoises, en 1950, le gouvernement indien exprima sa surprise et ses regrets quant à l'initiative chinoise au vu des intérêts spéciaux indiens dans le pays. Quoi qu'il en soit, l'Inde fit opposition à l'appel tibétain aux Nations unies et conclut, en avril 1954, un accord avec la Chine reconnaissant la souveraineté chinoise sur le Tibet. Ces accords, cependant, ne réglèrent pas certaines divergences de vues concernant le tracé de la frontière sino-indienne.

Quelles étaient ces divergences de vues? La frontière sino-indienne comportait trois secteurs: un secteur oriental d'une superficie de près de 90.000 kilomètres carrés, à la limite de l'Assam et du Tibet; un secteur central d'environ 2.000 kilomètres carrés, s'étendant de part et d'autre des grands cols himalayens; un secteur occidental, à la frontière de l'Inde et du Sin-kiang et de l'Inde et du Tibet, d'environ 30.000 kilomètres carrés, appelé le plateau de l'"Aksai Chin". L'Inde contrôlait la région contestée du secteur oriental. Le tracé de la frontière datait des accords de Simla, en 1914, que les Chinois n'avaient jamais ratifiés. La ligne MacMahon - le tracé de la frontière - suivait la ligne des crêtes himalayennes alors que les Chinois prétendaient que la frontière traditionnelle entre l'Assam et le Tibet était située au bas de la pente sud de l'Himalaya, comme semble l'indiquer le fait que les habitants de cette région sont Tibétains ou d'origine tibétaine et que les noms de localité sont Tibétains et non pas indiens. Le gouvernement indien se contenta de dire que la ligne MacMahon n'était qu'une confirmation de la frontière traditionnelle, naturelle, ethnique et administrative. Il apparaît que les prétensions indiennes étaient injustifiées. (133) Dans le secteur occidental, la situation était inverse. C'était les Chinois qui étaient en possession du territoire contesté couvrant environ 20.000 kilomètres carrés. Les Indiens prétendirent que la frontière légale était considérablement au nord de la frontière de fait. Ce faisant, ils déclarèrent unilatéralement que le plateau de l'Aksai Chin leur appartenait. Or, les Chinois venaient d'y construire une route menant du Sin-kiang au Tibet occidental. Ils se déclarèrent, par conséquent, prêts à négocier pour conserver l'Aksai Chin et les routes traversant le plateau, au besoin contre l'abandon de leurs prétentions dans le secteur oriental.

A la suite de la rébellion tibétaine de 1959, cependant, la position indienne se durcit progressivement et un certain nombre d'incidents de frontière eurent lieu entre troupes chinoises et indiennes, en août et octobre de la même année. Le gouvernement de Pékin réagit en proposant, le 7 novembre, un retrait des troupes chinoises et indiennes à une distance de vingt kilomètres de part et d'autre de la ligne Mac-Mahon, à l'Est, et de la ligne de contrôle de fait, dans l'Ouest, et que des négociations s'engagent immédiatement au sujet du tracé de la frontière. La réponse indienne à cette proposition fut de réclamer l'évacuation par les chinois du plateau de l'Aksai Chin. Les Chinois répliquèrent alors que les Indiens devraient également évacuer les territoires contestés dans le secteur oriental. Finalement, chacun resta sur ses positions, tant dans le secteur oriental qu'occidental. Cependant, si les Chinois étaient assez satisfaits du statu quo, le gouvernement indien de Nehru ne l'était pas. En 1960 et 1961, le gouvernement fut pressé de prendre le contrôle des régions contestées. L'armée se vit confier le contrôle des régions frontières et commença à accroître son potentiel militaire dans ces régions. Durant l'été 1962, les patrouilles militaires indiennes franchirent la ligne de démarcation de fait, dans le secteur occidental, de plus en plus fréquemment, provoquant les protestations de Pékin. Dans le même temps, le gouvernement chinois proposa à nouveau des négociations immédiates concernant le tracé de la frontière, sans conditions préalables, les 4 août et 13 septembre. Les Indiens refusèrent de se laisser fléchir. Bientôt, le gouvernement indien, le 12 octobre, donna ordre aux troupes indiennes de repousser les Chinois hors de la partie occidentale du secteur oriental. Huit jours plus tard, le 20 octobre, les troupes chinoises attaquèrent en masse aussi bien dans le secteur oriental qu'occidental. Le 24 octobre, le gouvernement de Pékin proposa un cessez-le-feu et un retrait des troupes sur les positions antérieures. N'obtenant aucune réponse du gouvernement indien, Pékin ordonna aux troupes chinoises de reprendre leur progression dans le secteur oriental. Deux semaines plus tard, ayant contourné les défenses indiennes et taillé en pièces les forces indiennes, les troupes chinoises se retirèrent sur leurs positions du 24 octobre.

La manière dont ces événements furent rapportés dans la presse américaine est particulièrement discutable. Dès qu'il apparut clairement que les armées chinoises avaient le dessus, les correspondants américains se livrèrent à des spéculations effrénées. C. L. Sulzberger, par exemple, prévoyait la chute de tout le continent sub-asiatique entre les mains des Chinois, et à plus long terme, la conquête de l'Europe par les armées de Mao Tsé-toung:

"... the entire Northeast frontier region may eventually succumb to Peking's domination, opening the Bengali gate and menacing the Governments of India and Pakistan, if not all Southeast Asia.

... the long-range goal is that discussed decades ago by Sir Halford McKinder, the geo-politician: conquest of Asia and then Europe, starting from the central Asian plateau that borders immense population masses. That is the long-range goal." (134)

Sulzberger, nous pouvons le constater, n'hésita donc pas à expliquer à ses lecteurs que l'attaque chinoise faisait partie d'un plan à long terme de conquête du monde. Royce Brier, quant à lui, se contenta d'objectifs plus limités. Il écrivit, le 20 novembre, dans le "San Francisco Chronicle" que:

"Red China needs a port, Shanghai is too far inland, and the Whangpoo river is too cramped ... But Calcutta is virtually undefended, and it is one of the great ports of the world."

Pour le "Christian Science Monitor", les intentions chinoises étaient tout aussi évidentes:

"The Chinese intention seems clear. It is to break through to the Assam plains and seize its main oil and coal regions. Should this happen, the whole of eastern Asia with its heavy concentration of industries, including new steel, power, and fertilizer plants is in grave danger." (135)

Le même jour, le "New York Times" fit une description quasi apocalyptique de la situation indienne:

"The Chinese Communist attack on India is assuming massive dimensions ... In this war the long-neglected Indian forces are being outfought, outmaneuvered, outgunned and are forced to fall back before the human waves of Chinese Communist warriors. These warriors have already jumped across the Himalayan barrier and are now streaming down mountain passes toward the Indian plains, oil fields and strategic airports." (136)

Et, le 29 octobre, le "Christian Science Monitor" avait indiqué que "The Chinese are said to be taking no prisoners". En fait, les prisonniers de guerre indiens furent relativement bien traités et rapatriés dans les six mois qui suivirent la fin des hostilités.

Lorsque le gouvernement de Pékin annonça qu'il avait ordonné un cessez-le-feu unilatéral, le 21 novembre, et que les troupes chinoises se retireraient sur leurs positions, vingt kilomètres derrière la ligne MacMahon dans le secteur oriental et ailleurs vingt kilomètres derrière la ligne de contrôle de fait, la surprise fut totale et bien des cor-

respondants refusèrent de prêter foi aux dires de Pékin. Royce Brier, dans l'édition du 26 novembre du "San Francisco Chronicle", écrivit:

"Set no store by the Red Chinese cease-fire ... Mao and Chou haven't a live-and-let-live bone in their bodies. They will not stop this warfare ... until they are stopped ... If the Red Chinese débouche to the Upper Ganges plain, which seems to be their target, they should be met by a thousand tanks, fleets of bombers, reconnaissance planes to seek out their formations and destroy them. India lacks this gear. Yet if we send it, it is no good lying on the docks of Calcutta and Madras. It needs crews to service and fight it."

La plaidoirie de Brier en faveur de l'envoi de forces américaines en Inde pour y combattre les Chinois découlait d'une perception faussée de l'événement et du caractère essentiellement défensif de l'activité militaire chinoise le long de la frontière sino-indienne. Il se trouve malheureusement que la majorité des observateurs étaient disposés à l'époque à interpréter les faits et les intentions du gouvernement de Pékin en termes défavorables pour la Chine. Pour les Américains, l'agressivité et l'expansionnisme chinois étaient encore une fois confirmés par les événements. (137)

Les tensions sino-indiennes s'apaisèrent lentement, mais l'image de la Chine continua à être profondément dénaturée. Les Américains persistèrent à percevoir le régime de Pékin comme un agresseur potentiel sur toute l'étendue du continent asiatique. Et c'est ainsi que le gouvernement américain put se laisser entraîner dans la tragédie vietnamienne. Comme le fait remarquer Howard Zinn, le gouvernement, la presse et l'opinion publique eurent tendance à interpréter le conflit vietnamien, non pas comme un conflit entre deux factions nationales, mais comme une guerre d'agression menée par la Chine. Roger Hilsman, haut fonctionnaire au Département d'Etat, écrivit, en 1962, dans sa préface à l'édition américaine d'un ouvrage du général Giap:

"General Giap is actually an 'advance man' for Chinese Communist Power. But he cannot, of course, admit this or make any but token references to the Chinese. Today, he and his doctrines are serving China's purposes by accomplishments that could not be brought about by the Chinese or by open and avowed friends of theirs." (138)

Le point de vue exprimé par Hilsman n'était pas nouveau. John Foster Dulles avait lui aussi fait allusion, le 2 septembre 1953, au fait qu'une offensive communiste chinoise de grande envergure menaçait tout le front asiatique de la Corée, au Nord, à l'Indochine, au Sud:

"We do not make the mistake of treating Korea as an isolated affair. The Korean war forms one part of the worldwide effort of communism to conquer freedom. More immediately it is part of that effort in Asia. A single Chinese Communist aggressive front extends from Korea in the north to Indochina in the south . . . There is a risk that, as in Korea, Red China might send its own army into Indochina." (139)

Et, Robert McNamara, le 26 mars 1964, à Washington, avait à nouveau insisté sur le thème de la coïncidence partielle des objectifs du Vietnam du Nord et de la Chine communiste:

"Who is the responsible party - the prime aggressor? First and foremost, without doubt, the prime aggressor is North Viet-Nam, whose leadership has explicitly undertaken to destroy the independence of the south. To be sure Hanoi is encouraged on its aggressive course by Communist China. But Peiping's interest is hardly the same as that of Hanoi. For Hanoi, the immediate objective is limited: conquest of the south and national unification, perhaps coupled with control of Laos. For Peiping, however, Hanoi's victory would be only a first step toward eventual Chinese hegemony over the two Viet-Nams and Southeast Asia, and towards exploitation of the new strategy in other parts of the world." (140)

Le président Johnson exprima un point de vue similaire lorsqu'il fit remarquer, le 7 avril 1965, dans un discours prononcé à la "Johns Hopkins University", que le véritable ennemi n'était pas le Vietnam du Nord, mais bien plutôt la Chine:

"The confused nature of this conflict cannot mask the fact that it is the new face of an old enemy. Over this war - and all Asia - is another reality: the deepening shadow of Communist China. This is a regime which has destroyed freedom in Tibet, which has attacked India, and has been condemned by the United Nations for aggression in Korea. It is a nation which is helping the forces of violence in almost every continent. The contest in Viet-Nam is part of a wider pattern of aggressive purposes... Let no one think for a moment that retreat from Viet-Nam would bring an end to conflict. The battle would be renewed in one country and then another. The central lesson of our time is that the appetite of aggression is never satisfied." (141)

Nous pouvons, à notre sens, distinguer deux thèmes essentiels dans la rhétorique du gouvernement américain consacrée à la question vietnamienne. Le premier thème est celui de l'appui chinois à l'agres-

sion nord-vietnamienne - une notion qui peut aller jusqu'à signifier que les Chinois conduisent une guerre par le truchement d'une armée étrangère. Le second thème est celui de l'inévitable réaction en chaîne ne pouvant manquer de se produire sur tout le continent asiatique - et même au-delà - si les nations occidentales ne parviennent pas à enrayer la progression du communisme et de la violence révolutionnaire au Vietnam. Toute l'argumentation américaine concernant la question vietnamienne est construite autour de ces quelques notions élémentaires que l'on prendra l'habitude d'appeler la théorie des dominos et l'analogie de Munich.

La théorie des dominos et l'analogie de Munich ne sont pas des notions nouvelles. Le 5 mai 1953, déjà, John Foster Dulles avait déclaré:

"If Indochina would be lost, there would be a chain reaction throughout the Far East and Southeast Asia." (142)

Et le président Eisenhower s'était écrié, le 4 août de la même année, à la conférence annuelle des gouverneurs, à Seattle:

"If Indochina goes, several things happen right away. The peninsula ... would be scarcely defensible ... India would be outflanked. Burma would be in no position for defense ... All of that position around there is very ominous to the United States because finally if we lost all that how would the free world hold the rich empire of Indochina." (143)

Le 5 avril 1954, John Foster Dulles expliqua à la Commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants que le conflit indo-chinois représentait une grave menace, non seulement pour le Vietnam, le Laos et le Cambodge:

"... but also to such friendly neighboring countries as Malaya, Thailand, Indonesia, the Philippines, Australia and New Zealand." (144)

Deux jours plus tard, lors d'une conférence de presse, Eisenhower précisa la position du gouvernement américain en la matière:

"The fall of Indochina will cause the fall of Southeast Asia like a set of dominoes." (145)

Robert Scalapino, quant à lui, compara la situation dans le Sud-Est asiatique à un jeu de dames où la Chine était le principal protagoniste:

"If the strategy of pushing America and forcing it into unilateral retreat works in Viet-Nam, it will work elsewhere

and be tried everywhere. I do not subscribe precisely to the 'domino theory.' It would be more appropriate to advance a 'checkers theory.' Peking will jump over states - and possibly continents - if they can be 'neutralized.' She will move to those areas where she can combine the ingredients necessary for her revolutionary formula." (146)

L'analogie de Munich fut utilisée tout aussi fréquemment que la théorie des dominos d'Eisenhower ou celle du jeu de dames de Scalapino. L'idée centrale de l'analogie de Munich est qu'il existe une similitude frappante entre les événements d'avant la seconde guerre mondiale et la situation en Asie du Sud-Est, près de trente ans plus tard. En conséquence, il fallait éviter de poursuivre une politique de laisser-faire comme celle des responsables européens, pendant les années trente. En octobre 1966, à Melbourne, le président Johnson définit la politique américaine et défendit l'intervention au Vietnam en ces termes:

"... as the aggressor marched in the Low Countries in the late thirties, that ultimately wound up in World War II, there are aggressors prowling tonight on the march again." (147)

Et reprenant le même thème, le 2 novembre, à Séoul, il déclara:

"We acted to stop the aggression ... because we knew that such aggression feeds on itself. We had watched one country after another fall in the 1930's to Nazi aggression in Europe and militarist imperialism in Asia." (148)

La question vietnamienne fut donc perçue, semble-t-il, par les responsables américains, non pas comme un conflit entre deux factions nationales désireuses de prendre ou de conserver le pouvoir, mais comme un conflit idéologique global opposant la Chine et les Etats-Unis. Une étude de contenu thématique de la manière dont le "New York Times" répercuta la rhétorique gouvernementale dans ses colonnes de 1950 à 1969 révèle que le Vietnam du Nord fut très fréquemment identifié comme l'ennemi dans le conflit et que la Chine fut mentionnée en tant que protagoniste presque aussi souvent que le Vietminh ou le Vietcong. Peu à peu, cependant, à partir de 1957, l'insistance à présenter la Chine comme l'un des protagonistes essentiels du conflit se fit quantitativement plus rare. Dans le même temps, la fréquence d'évocation des théories tendant à démontrer que le Vietcong et le Vietnam du Nord n'étaient que des pions sur l'échiquier manipulés par les dirigeants communistes de Pékin ou de Moscou - à savoir la théorie des dominos, l'analogie de Munich, ou encore le concept du cas-test (qui tend à considérer la guerre de Corée et la guerre du Vietnam comme un test de la volonté des nations occidentales à défen-

dre leur position (stratégique dans le monde) - tendit également à décroître à partir de 1967.

Analyse de contenu thématique du "New York Times",
1950-1969

Fréquences d'identification de l'ennemi dans le conflit vietnamien:

- (1) URSS
- (2) Chine
- (3) Vietnam du Nord
- (4) Vietminh/Vietcong

Ennemi	Année															
	50	51	52	53	54	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	
(1)	5		1	7	17			3		8	8	12	6	2	1	
(2)	2	1	3	6	18	1	1	2	2	23	38	45	15	3	2	
(3)								7	5	3	41	84	96	102	108	21
(4)	4		1		8		2	2	4	34	43	30	27	31	3	
	(149)															

Fréquences de répercussion de thèmes dominants:

- (1) théorie des dominos
- (2) analogie de Munich
- (3) concept du cas-test

Thème	Année														
	50	51	52	53	54	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69
(1)		2	5	7	14		1	5	3	11	6	18	16	12	1
(2)										5	13	17	12	5	
(3)							1	2		4	7	11	3	2	
	(150)														

Nous pouvons donc encore une fois conclure que la Chine fut perçue comme une puissance agressive et expansionniste au Vietnam et, en fait, dans toute l'Asie du Sud-Est. (151)

La presse américaine ne fut pas particulièrement sévère à l'égard de l'administration américaine pendant les premières années de l'intervention armée au Vietnam. En fait, les allégations du gouvernement furent fidèlement reproduites dans les quotidiens et dans les autres media. Comme le fait remarquer James Aronson:

"The 'Times' did not oppose intervention in Indochina ... On the contrary, it endorsed it with exhortation to

victory ... The 'Times' did begin to oppose escalation when it became apparent that there could be no military victory in Indochina. Similarly, it never questioned the motives of the succeeding administrations because it subscribed wholeheartedly to the policies being motivated." (152)

La guerre du Vietnam, comme le conflit coréen, l'invasion du Tibet ou les incidents de frontières sino-indiens, représente un élément de l'image très peu plaisante de la Chine communiste donnée par la presse. Mais l'agressivité chinoise était confirmée, dans l'esprit des observateurs, par d'autres événements dans le détroit de Formose. La question de Formose ressurgit au premier plan de l'actualité, en janvier 1955, lorsque les Chinois du continent, selon la version officielle américaine, attaquèrent la petite île de Yi-kiang et bombardèrent continuellement les îles Quemoy, Matsou et Tachen. La réaction du gouvernement américain fut immédiate. Les Etats-Unis défendraient Formose par la force, si nécessaire. Quelques années plus tard, le gouvernement d'Eisenhower reconnut qu'un retour de Chang Kai-cek et des forces nationalistes était un rêve impossible et accepta le statu quo. Il n'en reste pas moins que la position officielle était que la Chine libre - c'est à dire Formose - subissait l'agression communiste chinoise et que le régime de Pékin manifestait à nouveau ses tendances expansionnistes. (153) De plus, la Chine est encore censée, de nos jours, mener des activités subversives de par le monde, en Afrique, en Asie, en Amérique latine et même en Europe. Nous ne pouvons passer en revue toute la littérature consacrée à la Chine tendant à persuader les lecteurs américains du caractère dangereux pour l'équilibre mondial de la politique chinoise.

Il semble bien que l'image de la Chine continentale perçue par le public américain fut, jusqu'à ces dernières années, celle d'un gigantesque pays sous-développé, aux prises avec de graves crises économiques dues essentiellement à la mauvaise gestion des dirigeants communistes et avec la malnutrition endémique et la famine cyclique, où la liberté individuelle a fait place à un vaste système d'embrigadement, inhumain et dégradant, provoquant la désintégration de la cellule familiale. De plus, cette Chine infernale et invivable devint en quelques années, pour la majorité de l'opinion, une nation agressive et expansionniste, peuplée de communistes fanatisés et de soldats robotisés, dont les dirigeants cherchaient à susciter la subversion aux quatre coins du monde afin de pouvoir imposer leur autorité sur le plus grand nombre possible de nations.

L'image de la Chine, transmise et entretenue pendant de longues années par la presse, qui ne fit que rapporter aveuglément les propos des gouvernements américain, indien, nationaliste chinois ou sud-vietnamien et autres, et les dires des propagandistes anti-communistes sans en évaluer la validité, s'écarte, à notre sens, très nettement de la réalité. Une question s'impose, dès lors. Pourquoi la presse n'é-

valua-t-elle pas la véracité des éléments d'information répercutés dans ses colonnes, dans les journaux parlés et télévisés? Cette question en amène une autre: comment la presse opère-t-elle pour obtenir l'information et la transmettre aux lecteurs, auditeurs ou téléspectateurs? C'est à cette question que nous tâcherons de répondre dans un second volet de ce chapitre. Nous étudierons la manière dont les informations sont recueillies de par le monde et, plus particulièrement, celle dont les informations asiatiques et chinoises sont récoltées.

La grande difficulté rencontrée par les correspondants américains pour collecter des éléments d'information concernant la Chine continentale fut tout simplement que l'accès leur en était interdit. Peu de temps après la prise du pouvoir par Mao Tsé-toung, en 1949, les journalistes américains, en effet, furent expulsés de Chine dans l'attente d'une reconnaissance diplomatique du nouveau régime par le gouvernement de Washington. Pendant l'été de 1956, pourtant, en dépit du fait que le gouvernement américain avait obstinément refusé d'envisager une telle reconnaissance, Pékin offrit une série de visas de deux mois, sans conditions, ni restrictions, à 18 journalistes américains. Le Département d'Etat refusa d'accorder les validations officielles nécessaires. John Foster Dulles interdit même à quiconque de se rendre en Chine. Le secrétaire d'Etat, cédant en 1957 à la pression des médias, dressa une liste de 24 correspondants accrédités qui se verraient autorisés à se rendre en Chine. Dans le même temps, il s'empressa d'annoncer que le droit de réciprocité ne serait accordé à aucun correspondant chinois en possession d'un passeport de la République populaire. La réaction de Pékin était prévisible. Un éditorial du "Quotidien du Peuple" dénonça l'arrogance américaine. Le gouvernement chinois n'abandonna cependant pas sa politique d'ouverture et proposa, à nouveau, à Genève, un échange de correspondants. Un nouveau refus américain précipita la décision de Chou En-lai de retirer l'invitation. Entre-temps, trois journalistes américains, passant outre à l'interdiction du Département d'Etat, s'étaient rendus en Chine, en décembre 1956, et y avaient brièvement séjourné. En 1960, Edgar Snow se vit autorisé par les autorités américaines, après de multiples démarches, à se rendre en Chine où il eut l'occasion de converser avec les principaux responsables chinois et d'observer personnellement les transformations de la société chinoise. A son retour, le Département d'Etat convoqua Snow à Washington. Mais l'échange de vue entre Snow et le nouveau secrétaire d'Etat, Dean Rusk, ne dura que dix minutes. La résistance officielle à l'introduction de nouvelles et utiles informations était trop forte. (154)

Jusqu'à ces dernières années, la majorité des informations concernant la Chine continentale provint de Hong Kong ou de Tokyo. Un certain nombre de quotidiens et de magazines, dont le "New York Times", le "Los Angeles Times", le "Washington Post", le "Christian Science Monitor", "Business Week", "Time" et "Newsweek" et quelques autres cherchaient à capter et à transmettre les informations concernant la Chine

populaire de Hong Kong. Pour les agences de presse, par contre, le centre d'activité principal était Tokyo. "Hsinhua", en effet, c'est à dire l'agence de presse officielle "Chine Nouvelle", était captée, enregistrée et transcrite à raison de 16 heures par jour par l'agence "Kyodo", au Japon. Les transcriptions étaient ensuite transmises en anglais, par télétype, aux principales agences de presse étrangères. Radio Pékin était capté par "Radio Press", un service privé d'écoute, et les informations étaient transmises à Tokyo de la même manière. De temps en temps, le Ministère des affaires étrangères japonais publiait des informations intéressantes qui étaient reprises par les agences. En général, les agences de presse, comme "Associated Press" ou "United Press International", avaient également un bureau à Hong Kong. C'est que Hong Kong représentait un poste d'observation idéal, à même de fournir une masse d'informations, vraies ou non, à la presse internationale. (155)

L'une des sources essentielles d'informations concernant la situation en Chine populaire était un recueil de traductions d'articles et de communiqués parus dans la presse continentale, publié quotidiennement par le Consulat américain de Hong Kong, intitulé "Survey of the China Mainland Press". Le recueil était particulièrement volumineux, de 30 à 50 pages quotidiennes, soit près 33.000 mots. L'équivalent britannique, le "China News Summary", publié quotidiennement par le "Regional Information Service", était plus concis. Les correspondants de Hong Kong pouvaient également avoir recours à des services d'information privés comme le "Union Research Service", financé par une fondation américaine, ou le "China News Analysis", publié par un prêtre catholique hongrois. (156) Les journaux anglophones de Hong Kong ainsi que les quotidiens communistes de la colonie britannique fournissaient également aux journalistes une source appréciable d'informations. Enfin, les récits des réfugiés de Chine populaire et des voyageurs occidentaux ou autres revenant d'un séjour de quelques jours ou de quelques semaines en Chine communiste furent une autre source d'approvisionnement en nouvelles et en rumeurs provenant d'au-delà de la frontière. L'information obtenue de réfugiés et de voyageurs aurait cependant due être maniée avec beaucoup de prudence, la validité des récits des réfugiés étant souvent douteuse et la justesse des observations des voyageurs parfois particulièrement discutable. (157)

Pendant longtemps, la presse américaine dépendit des agences de presse britanniques et françaises qui avaient des correspondants à Pékin, et d'un correspondant canadien pour le "Toronto Globe & Mail" pour les informations de première main en provenance de Chine communiste. De temps en temps, des journalistes canadiens, français, britanniques, scandinaves, suisses, allemands ou hollandais visitèrent le pays et en rapportèrent des articles intéressants dont certains furent repris intégralement ou partiellement par la presse des Etats-Unis. Quelques équipes de télévision britanniques, canadiennes, australiennes ou autres eurent également l'occasion de se rendre en Chine

et d'en ramener d'intéressants reportages filmés exprimant généralement un point de vue admiratif plutôt que négatif et critique, ce qui fit que les réseaux de télévision américains renoncèrent à les utiliser. Pendant quelques temps, les agences de presse américaines tentèrent d'utiliser les services de correspondants asiatiques à Pékin. D.R. Mankekar, qui devait par la suite devenir le rédacteur en chef du plus important quotidien indien, l'"India Express", travailla brièvement pour "United Press International". La presse américaine, cependant, préférerait utiliser le matériel fourni par les correspondants américains à Hong Kong ou à Tokyo. La majorité des rédacteurs en chef américains ("editors" ou "gatekeepers") avaient, à l'époque, et ont encore tendance à ne pas accorder foi aux écrits des correspondants non américains en Asie ou ailleurs. Dans la plupart des cas, le matériel de source étrangère fourni par les agences de presse américaine est purement et simplement ignoré par la presse, indépendamment de la qualité intrinsèque de l'information. La solution, dès lors, eut été d'envoyer des journalistes américains à Pékin. C'était malheureusement impossible. (158)

Ce sont les agences de presse qui jouèrent le rôle principal dans la récolte de l'information répercutée dans les colonnes des quotidiens américains. A.T. Steele se livra, pendant le mois de mars 1964, à une tentative d'identification de l'origine des articles parus dans une douzaine de quotidiens. L'analyse démontra que neuf des douze quotidiens en question utilisèrent essentiellement les dépêches de l'"United Press International" et de l'"Associated Press", alors que les trois autres accordèrent une plus grande place aux dépêches de leurs propres correspondants ou à celles des "syndicated correspondants", et n'eurent recours au matériel fourni par les agences télégraphiques qu'à titre de complément. (159)

La même analyse permet également de se rendre compte de l'espace consacré, en moyenne, par la presse américaine aux nouvelles de Chine continentale. Deux des journaux de l'échantillon sont réputés pour la quantité et la qualité de l'information concernant la politique étrangère et la situation internationale publiée dans leurs colonnes. Ce sont le "New York Times" et le "Washington Post". Ce ne fut donc pas une surprise de constater que le "New York Times" consacrait le plus d'espace - "600 column inches", environ une colonne par jour, en moyenne - aux nouvelles concernant de près ou de loin la Chine continentale. Le "Washington Post" consacrait presque autant d'espace que le quotidien new-yorkais aux nouvelles de Chine populaire. Les autres journaux de l'échantillon, par contre, ne consacrèrent aux nouvelles chinoises, pendant le mois de mars, qu'un espace minime pouvant varier de 11 colonnes mensuelles pour un journal de Cincinnati, dans l'Ohio, à deux colonnes mensuelles pour un journal de Natchez, dans le Mississippi. Dans tous les cas, cependant, l'espace consacré aux nouvelles de Chine continentale était nettement plus important que l'espace consacré aux nouvelles japonaises ou formosanes, par exemple.

(160) Les résultats de Steele permettent de constater que l'intérêt de la presse pour les nouvelles internationales est particulièrement limité. Hohenberg confirme cette impression et indique que fort peu de matériel informatif trouve le chemin des colonnes des quotidiens ou des magazines à grande circulation, excepté en cas de conflits. C'est que l'espace consacré par la presse aux nouvelles internationales découle directement de la manière dont le rédacteur en chef évalue l'intérêt du public. Or, en fait, la majorité des rédacteurs considèrent que le public n'éprouve qu'un intérêt très limité ou même nul pour les affaires internationales, en général, et asiatiques, en particulier. (161)

L'espace consacré aux nouvelles internationales ne dépend pas uniquement de la manière dont l'intérêt ou l'absence d'intérêt du public sont perçus par le rédacteur en chef, mais aussi des questions de répartition et d'allocation de l'espace dans le journal. Walter Lippman, dans son "Public Opinion" qu'il écrivit en 1922, fit une description remarquable et encore valable de nos jours du dilemme auquel est confronté le rédacteur. Un espace donné doit être rempli et ce travail doit être effectué très rapidement. Il s'agit là, dès lors, d'un travail de routine, où le rédacteur sélectionne automatiquement et sans trop chercher à comprendre le matériel de la nouvelle édition:

"Without standarization, without stereotypes, without routine judgments, without a fairly ruthless disregard of subtlety, the editor would soon die of excitement." (162)

Une observation attentive du processus permet de distinguer, nous fait remarquer Bernard C. Cohen, deux éléments essentiels pour la compréhension du phénomène de sélection:

"First, the practitioners do not have the time for serious reflection on the meaning of their choices while they are in the midst of making them. They may give careful thought to the problem in between times, but it takes a substantial effort to replace the reflexive choice with the conscious, deliberate selection of news items meant to illuminate a particular pattern or image of international affairs. Second, the judgments that are made at nearly every point in the editorial process are made on implicit grounds; the editors are generally unable to give meaningful, non-tautological explanations for their choices." (163)

Cohen cite à l'appui de ces deux observations les résultats d'une étude de Ralph D. Casey et Thomas H. Copeland, Jr. Selon ces derniers, les raisons données par les rédacteurs en chef de 19 quotidiens du Minnesota du rejet d'éléments d'information ayant trait à la politique étrangère ou à la situation internationale furent le manque d'espace (20% des rejets), le manque d'intérêt des lecteurs pour la question

(18% des rejets), le manque d'intérêt journalistique pur et simple du sujet (17% des rejets), les autres rejets étant dus essentiellement à des questions techniques, de style ou de "timing". (164)

En plus des aspects réflexes, implicites et routiniers de la sélection effectuée par le rédacteur, Cohen distingue trois autres facteurs influençant profondément le processus de sélection. Le premier de ces facteurs est le critère commercial. Le journal est une entreprise économique cherchant à survivre en offrant à ses lecteurs ce qu'ils désirent et à ses annonceurs un support crédible pour leurs annonces publicitaires. Ces vérités premières font que les rédacteurs cherchent à présenter les nouvelles sensationnelles ou scandaleuses plutôt qu'à rapporter dans le détail les propos de tel ou tel fonctionnaire gouvernemental. D'autre part, les quotidiens ou magazines se gardent bien de prendre des positions susceptibles de leur attirer l'ire des annonceurs, leur principale source de revenus. Le deuxième facteur affectant le processus de sélection de l'information est la coloration politique du rédacteur et de l'éditeur du journal. Les préférences politiques de l'éditeur et du rédacteur font sentir leur influence dans le cadre de ce qui est acceptable pour le succès commercial du journal. Enfin, le troisième facteur est que la formation des individus responsables de la sélection de l'information, leur qualification est souvent discutable. Comme le fait remarquer Cohen:

"Most newspapers are run by men whose interest and experience are confined to regional or state or local affairs, who do not specialize in foreign affairs, and who lack the understanding, the theory, that tells them the foreign policy significance that might attach to particular stories." (165)

Ces personnes chargées de la sélection et du classement par ordre d'importance des nouvelles internationales sont donc incapables de juger par elles-mêmes de l'importance intrinsèque d'un élément d'information particulier. Elles empruntent les idées et les jugements d'autres rédacteurs ou journalistes en qui ils ont placé leur confiance. Ces jugements concernant l'importance relative des nouvelles internationales peuvent provenir de la liste des dépêches fournie par chaque agence de presse. Le rédacteur aura tendance à sélectionner et à publier dans ses colonnes la nouvelle la plus fréquemment mentionnée. Ces jugements peuvent également provenir de l'importance accordée à certains éléments d'information par d'autres journaux jouissant d'une certaine réputation dans le domaine des nouvelles internationales. Certains quotidiens comme le "New York Times" ou le "Christian Science Monitor" remplissent ainsi le rôle de leader d'opinion pour les autres quotidiens américains. En Europe, des journaux comme "Le Monde", la "Neue Zürcher Zeitung", la "Frankfurter Allgemeine", le "Times" de Londres et le "Manchester Guardian", par exemple, remplissent un rôle similaire. (166) Il n'existe pas vraiment de mesure objective de

l'importance relative des nouvelles. Les journalistes et les rédacteurs prêtent attention à ce qui est imprimé pour déterminer quel est l'élément dominant de l'information. En d'autres termes, le rédacteur aura tendance à accorder le plus d'importance à ce qui est imprimé le plus fréquemment dans les autres journaux. Comme le fait remarquer Cohen:

"The news process ... is not linear, but circular. It runs from news to newspaper to news, in a chicken-and-egg-like progression. In other words, the editors and their newsroom staffs have an important, though not always apparent, influence on the shape of reality as it is perceived by the producers of news as well as by the consumers ..." (167)

Les informations qui parviennent au lecteur ont donc fait l'objet d'un processus de sélection mécanique, automatique, routinier, dont les critères ne sont pas une évaluation objective de l'importance relative de l'événement traité, ou de la valeur informative intrinsèque d'une dépêche ou d'un article, mais bien plutôt l'importance accordée par les autres rédacteurs et les agences de presse au sujet en question, l'intérêt commercial du quotidien et les préférences politiques de l'éditeur, aussi bien que des questions techniques de répartition et d'allocation de l'espace.

"Every newspaper when it reaches the reader is the result of a whole series of selections as to what items shall be printed, in what position they shall be printed, how much space each shall occupy, what emphasis each shall have. There are no objective standards here. There are no conventions." (168)

L'importance accordée par la presse aux nouvelles internationales dépend donc de la politique de répartition et d'allocation de l'espace des quotidiens et autres périodiques et des critères de sélection appliqués par le rédacteur. Les quotidiens doivent répartir l'espace entre les nouvelles de toutes sortes et les annonces publicitaires. L'espace consacré aux nouvelles est ensuite réparti entre diverses rubriques: sports, "chiens écrasés", divertissements - théâtre, cinéma, concert, cabaret, etc. - nouvelles locales, politique intérieure, et nouvelles internationales et autres. Ces répartitions d'espace ne sont pas faites quotidiennement, ni même fréquemment. Elles découlent de la politique du journal. En général, les décisions concernant l'allocation de l'espace entre les diverses rubriques sont sujettes à une inertie considérable et sont donc particulièrement stables. Les quotas d'allocation ne sont cependant pas inflexibles. Ils peuvent varier, dans une certaine mesure, au gré des événements et de l'actualité. L'espace total consacré aux nouvelles internationales dans la presse américaine est relati-

vement restreint. L' "International Press Institute", dans une étude du matériel publié par 93 quotidiens américains, pendant quatre semaines séparées, d'octobre 1952 à janvier 1953, constata que seulement 8% environ du matériel informatif était consacré de près ou de loin à la situation internationale et à la politique étrangère. L'espace moyen consacré quotidiennement aux nouvelles internationales (titres, éditoriaux, rubriques humoristiques inclus) était de 4,4 colonnes, le "New York Times" y consacrant 32 colonnes quotidiennes. (169)

Si l'espace alloué par le "New York Times" aux nouvelles internationales, en 1953, était en moyenne de 32 colonnes quotidiennes, en 1965, il n'était plus que de 16 à 20 colonnes quotidiennes. L'allocation variait au gré de l'actualité. Lorsqu'un événement politique important - élections présidentielles, sénatoriales ou autres - ou sportif l'exigeait ou qu'un astronaute était en orbite, le quota des nouvelles internationales diminuait d'autant. Le quota diminuait rarement, cependant, à moins de 16 colonnes. La raison de la diminution du quota des nouvelles internationales fut essentiellement économique. Il s'agit d'augmenter le quota de la publicité, seule susceptible de provoquer un accroissement des revenus du quotidien. (170) Si les nouvelles internationales n'occupaient qu'une proportion restreinte de l'espace total utilisable, les nouvelles asiatiques ne pouvaient obtenir qu'une portion de l'espace alloué aux nouvelles internationales, car elles étaient en compétition avec les nouvelles concernant l'Europe, l'Amérique latine, l'Afrique et les autres régions du monde. John Hohenberg fit une étude systématique de l'espace consacré par sept quotidiens américains aux nouvelles internationales et asiatiques, pendant trois semaines distinctes: du 15 au 21 juin 1964, du 13 au 19 juillet 1964, du 17 au 23 août 1964. (voir page suivante.) La conclusion qui semble s'imposer, dès lors, à la lecture des résultats des diverses études effectuées concernant l'espace total alloué aux nouvelles internationales, est que le public n'était pas en mesure de se tenir au courant des événements internationaux et, à plus forte raison, de porter un jugement sur les développements asiatiques, européens, africains, latino-américains ou autres. Nous verrons que cette conclusion est vérifiée par les divers sondages concernant le niveau d'intérêt des Américains pour les questions internationales et le niveau de leur connaissance en matière de politique étrangère.

Nous venons de constater que la sélection du matériel inséré dans l'espace restreint alloué aux nouvelles internationales s'opère en tenant compte des préférences supposées des lecteurs, des annonceurs et de l'éditeur. Nous eûmes également l'occasion de voir qu'à l'exception de quelques journaux métropolitains, comme le "New York Times" ou le "Washington Post", la grande majorité des quotidiens ont essentiellement recours aux dépêches des agences de presse en ce qui concerne les nouvelles internationales. Le matériel fourni par les agences de presse doit, dès lors, satisfaire un large éventail d'abonnés dont les colorations politiques et idéologiques peuvent varier très sensiblement.

Nouvelles internationales et asiatiques
dans les journaux américains

Journaux analysés: (1) New York Times
(2) Los Angeles Times
(3) Washington Post
(4) Philadelphia Inquirer
(5) St. Louis Post-Dispatch
(6) Chicago Daily News
(7) Christian Science Monitor

	Live news for 3 weeks, total number of columns	Daily average live news, number of columns	Per cent foreign news	Per cent Asia news	
(1)	1,697	80.8	22	20	
(2)	1,307	62.2	15	35	
(3)	1,219	58	12	25	
(4)	944	45	8	26	
(5)	833	40	9	34	
(6)	673	37,2	10	25	
(7)	486	27	37	19	(171)

Le contenu des dépêches sera donc aussi neutre et inoffensif que possible afin de ne provoquer le mécontentement d'aucun abonné, laissant ainsi le soin d'évaluer la signification de l'événement au "gate keeper" dont nous venons de préciser l'inadéquation de la formation et de l'expérience. De plus, la majorité des correspondants de presse installés à Hong Kong ou Tokyo dépendirent, dans la majorité des cas, à l'exception d'Edgar Snow et de quelques autres, de sources secondaires et ne purent vérifier sur place la validité des informations transmises au public américain. De toute façon, le climat de l'opinion aux Etats-Unis étant à l'anti-communisme forcené et fortement anti-chinois à la suite des campagnes mccarthystes et des événements de Corée, les journalistes n'auraient sans doute pas pu présenter une image plus réaliste de la Chine populaire s'ils l'avaient voulu. Les correspondants américains tendirent donc - ils n'eurent sans doute pas à se forcer - à présenter les événements d'une manière susceptible d'obtenir l'approbation des lecteurs, des annonceurs, et de l'éditeur. Enfin, l'espace très restreint alloué aux nouvelles asiatiques ne permettait pas l'insertion de nuances qui auraient atténué l'effet négatif des articles et des commentaires défavorables concernant la Chine populaire. En d'autres termes, la nature du moyen de communication de masse employé affecta de façon irréparable le caractère du message. Les limitations techni-

ques inhérentes au canal utilisé et la nécessité d'y adapter le message firent que les articles et les commentaires eurent tendance à présenter la situation asiatique en termes dichotomiques: le noir et le blanc, le bien et le mal, le pacifique et le belliqueux, l'agresseur et l'agressé.

XIV

Le climat de l'opinion américaine à l'égard de la Chine depuis la fin de la seconde guerre mondiale

Nous venons de constater que la presse américaine ne consacre qu'un espace très restreint aux nouvelles internationales, sauf en cas de guerres ou de conflits potentiels, et qu'elle ne présente qu'une image particulièrement déformée de la situation internationale. Nous verrons que le public américain, dans sa grande majorité, ne se sent concerné par les questions de politiques internationales et n'y prête attention qu'en cas de tensions. Dès lors, son degré d'information concernant la situation internationale et la politique étrangère est particulièrement limité. Nous étudierons également la manière dont le climat de l'opinion américaine à l'égard de la Chine évolua depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

1. Attitudes américaines à l'égard des questions de politique internationale

L'intérêt de l'Américain moyen pour les questions internationales avant la première guerre mondiale et entre les deux guerres eut tendance à être très limité. Le public sembla adopter une attitude d'indifférence à l'égard des développements internationaux. Cependant, lorsque les questions de politique extérieure menacèrent directement la situation intérieure, l'attention générale se tourna généralement vers elles. Comme le fait remarquer Gabriel Almond:

"It is not the foreign or domestic character of the issue which determines the accessibility of public attention, but the intimacy of the impact. From this point of view, foreign policy, save in moments of grave crisis, has to labor under a handicap; it has to shout loudly to be heard even a little." (1)

Almond présente, à l'appui de son observation, les résultats d'une série de sondages d'opinion menés par l'"American Institute of Public Opinion" de George Gallup, entre 1935 et 1949. (voir page suivante)

Almond nous fait remarquer:

"(1) the extreme dependence of public interest in foreign affairs on dramatic and overtly threatening events; (2) the extraordinary pull of domestic and private affairs even in periods of international crisis." (2)

"Percentage who regarded foreign policy issues as the most important problems facing the American people"

<u>Date</u>	<u>% naming foreign problem as most vital</u>	
Nov. 1935	11	
Dec. 1936	26	
Dec. 1937	23	
Jan. 1939	14	
Apr. 1939	35	
Dec. 1939	47	
Aug. 1940	48	
Nov. 1941	81	
Oct. 1945	7	
Feb. 1946	23	
June 1946	11	
Sep. 1946	23	
Dec. 1946	22	
Mar. 1947	54	
July 1947	47	
Sep. 1947	28	
Dec. 1947	30	
Feb. 1948	33	
Apr. 1948	73	
June 1948	50	
Oct. 1949	34	(3)

Les pointes d'intérêt correspondent, en effet, à des événements dramatiques comme la guerre d'Espagne (décembre 1936), l'invasion de la Chine par les Japonais et le coulage du Panay (décembre 1937), la violation du pacte de Munich et l'invasion de la Tchécoslovaquie (printemps 1939), la conquête de l'Europe occidentale par les armées allemandes (août 1940), la crise iranienne (février 1946), l'annonce de la doctrine "Truman" (printemps 1947), la crise électorale et la menace d'une victoire des partis de la gauche en Italie (avril 1948). Les baisses d'intérêt pour la situation internationale, par contre, correspondent à des périodes de calme relatif comme la conclusion de la guerre italo-abyssinienne (novembre 1935), la reddition des loyalistes espagnols (janvier 1939), la fin de la seconde guerre mondiale (octobre 1945), l'annonce du plan Marshall et l'échec des grèves françaises ins-

pirées par la gauche (été et automne 1947), la victoire des partis non communistes aux élections italiennes (juin 1948).

Les sondages d'opinion menés pendant la guerre donnèrent également des résultats très significatifs. Un très faible pourcentage des personnes interrogées considéra, en effet, que les problèmes internationaux, en dehors de la guerre elle-même, étaient d'une importance vitale pour les Etats-Unis. En décembre 1942, seulement 11% de l'échantillon se sentaient concernés par "making a lasting peace", et 6% de l'échantillon étaient préoccupés par les problèmes de reconstruction d'après-guerre. La majorité se sentait concernée par l'inflation, les dangers de dépression, le rationnement et le chômage. En août 1943, 14% des personnes interrogées citèrent les questions de politique internationale comme étant d'une importance vitale pour les Etats-Unis, et, en août 1945, seulement 6%. En d'autres termes, l'intérêt pour les questions de sécurité internationale après la guerre et de règlement des différends fut très faible pendant la guerre, alors que les préoccupations concernant la reconversion des industries de guerre, l'emploi et l'inflation étaient très nettement prédominantes. Les conclusions de Gabriel Almond sont que

"The American attitude toward involvement in foreign affairs is a more complex and elusive phenomenon than is ordinarily supposed. It ... has to be seen in the light of the general American value orientation. The average American is so deeply and tensely involved with immediate, private concerns that any diversion of attention meets with powerful resistance. When political issues impinge, or threaten to impinge, upon these concerns, public attention broadens to include them. But the moment the pressure is reduced there is a swift withdrawal ... The will to participate in world affairs is an intellectual and learned attitude validated by immediate experience and moral pressure. But the acceptance of the implications of America's position in world affairs comes with great reluctance, and it may only be possible to motivate it in response to obvious and overt threats." (4)

Si avant la guerre de Corée, les Américains semblaient ne pas trop savoir quelle importance accorder aux questions internationales, il semble bien que la situation ait été inversée avec le temps. Lloyd A. Free et Hadley Cantril, en effet, menèrent, pendant l'automne 1964, par l'entremise de l'AIPO, une étude du climat de l'opinion qui révéla que les préoccupations dominantes des Américains interrogés avaient trait aux questions internationales. Les questions dominantes consistaient essentiellement comme le font remarquer les auteurs en de "sweeping generalizations":

"... keeping the country out of war, combatting world Communism, keeping our military defense strong, controlling the use of nuclear weapons, maintaining respect for the United States in other countries." (5)

En dépit du fait que les Américains semblaient accorder, en automne 1964, une plus grande importance aux questions de politique internationale qu'avant la seconde guerre mondiale, ceci étant dû, au même titre que l'abandon des attitudes isolationnistes au profit de la conception internationaliste, au climat d'insécurité profonde qui régna aux Etats-Unis pendant la période chaude de la guerre froide, leur degré d'information en la matière resta particulièrement faible.

2. Degré d'information du public américain en matière de politique internationale

Le caractère très limité de l'information du public en matière de politique internationale est une excellente indication de la superficialité des préoccupations américaines en la matière. (6) Un examen de l'incapacité du public à formuler des réponses satisfaisantes à des questions concrètes ayant trait aux affaires internationales peut donc révéler le caractère limité des connaissances du public en ce domaine. John P. Robinson propose de recourir à cinq critères objectifs afin de mesurer l'ignorance du public. Le premier de ces critères est l'"awareness of troubled areas"; le second est la connaissance des caractéristiques des pays étrangers; le troisième est la capacité à localiser géographiquement les pays étrangers; le quatrième est la connaissance des personnalités liées aux questions internationales; et le cinquième est la connaissance des événements et des politiques. (7) Or, il se trouve que les mesures objectives du degré de connaissances et d'ignorance du public en ce qui concerne les questions internationales indiquent que

"... the vast majority of citizens hold pictures of the world that are at best sketchy, blurred, and without detail or at worst so impoverished as to beggar description." (8)

Le "Survey Research Center" de l'Université du Michigan, par exemple, dans une étude menée pour le compte du "Council on Foreign Relations", en mai et juin 1964, alors que les débats au sujet de la question vietnamienne prenaient de l'ampleur en raison de la proximité des élections présidentielles et que les combats au Vietnam, auxquels certaines troupes américaines spécialisées participaient déjà, duraient depuis près de deux ans, posa la question suivante à un échantillon national (N = 1501):

Question:

"Have you happened to hear anything about the fighting in Viet Nam?"

Yes	74%	
No	25%	
Not ascertained	1%	(9)

Un quart de l'échantillon national n'était donc pas au courant de l'un des éléments majeurs de la campagne électorale du candidat républicain, Barry Goldwater, et du candidat démocrate, Lyndon Johnson.

La même étude révéla également que 28% des personnes interrogées ne savaient pas que la Chine continentale était gouvernée par le parti communiste chinois. Parmi les personnes qui savaient que la Chine continentale avait un gouvernement communiste, 39% ignoraient l'existence d'un autre gouvernement, celui des nationalistes à Formose.

Question:

"First, do you happen to know what kind of Government most of China has right now - whether it's democratic, or Communist, or what? (if answer unclear): Do you happen to know if there is any Communist Government in China now?" (N = 1501)

Know Communist Government Controls Most of China	Do Not Know	
72%	28%	(10)

Question:

"Have you happened to hear anything about another Chinese Government besides the Communist one? (if respondent has not mentioned one of the following - Nationalists, Republic of China, Chiang Kai-shek, Formosa, or Taiwan - go on): Do you happen to remember anything about this other Chinese Government - like what it is called or who its leader is, or where it is located?" (N = 1088)

Know About Nationalist Government	Don't Know About Nationalist Government	Not Ascertained	
60%	39%	1%	(11)

Il convient de noter que 56% des personnes interrogées (28% de l'échantillon total et 39% des personnes ayant été capables d'indiquer que la Chine continentale était gouvernée par le parti communiste chinois) ignoraient, totalement ou partiellement, les caractéristiques essentielles de la réalité politique chinoise.

Free et Cantril, dans leur étude de l'automne 1964, arrivent à des résultats similaires. Les personnes interrogées par les enquêteurs de l'"AIPO" durent identifier certaines personnalités politiques mondiales. 29% d'entre elles ne purent correctement identifier Charles de Gaulle, 60% ne purent identifier le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, U Thant, 64% des personnes interrogées furent incapables d'identifier Ludwig Erhard, alors chancelier fédéral allemand, et 86% ne purent identifier le président Sukarno. Robinson, quant à lui, indique que le 54% seulement d'un échantillon national avait entendu parler de Mao Tsé-toung. (12) Free et Cantril constatèrent également que les Américains n'ignoraient pas moins les éléments spécifiques de la politique étrangère américaine. 28% des personnes interrogées, en automne 1964, indiquèrent qu'elles n'avaient jamais entendu parler ou lu à propos de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord. 58%, seulement, indiquèrent que les Etats-Unis étaient membres de l'OTAN et seulement 38% savaient que l'URSS n'en faisait pas partie. 21% des personnes interrogées seulement purent indiquer que la Suède n'était pas membre de l'OTAN. L'OTAN, pourtant, était et est encore un élément-clé de la politique étrangère des Etats-Unis. (13) Free et Cantril, donc, utilisèrent huit éléments (identification de quatre personnalités internationales et quatre questions concernant l'OTAN) pour construire leur échelle d'information du public en matières de politique internationale. Ils conclurent que 26% de l'échantillon était bien informé (ayant répondu correctement à au moins six des huit questions), que 35% de l'échantillon (trois à cinq réponses correctes) était modérément informé et que 39% de l'échantillon (zéro à deux réponses correctes) était mal ou pas informé:

"In short, two-fifths of the American public appear to have too little information about international matters to play an intelligent role as citizens of a nation that is the world's leader, and only one-fourth are really adequately informed." (14)

Les conclusions de Free et Cantril ne sont pas sans rappeler celles de Martin Kriesberg qui analysa une longue série de sondages effectués entre 1944 et 1947 et qui classa l'électorat américain en trois catégories: les "unaware", les "aware" et les "informed":

"About 30 percent of the electorate, on the average, is unaware of almost any given event in American foreign affairs.

About 45 percent of the electorate is aware of important

events in the field but cannot be considered informed. These people retain little information. Although they may follow discussions of the issues of foreign policy, they cannot frame intelligent arguments about them.

Only 25 per cent of the electorate consistently shows knowledge of foreign problems." (15)

Free et Cantril constatèrent également que le niveau des connaissances concernant les questions internationales variait sensiblement en fonction du sexe - les hommes avaient tendance à être mieux informés que les femmes - du revenu, de l'âge - les personnes d'un âge avancé étaient moins bien informées que les personnes jeunes ou d'âge moyen - et surtout en fonction de l'éducation.

"International Information Score By Education"

	<u>Grade School</u>	<u>High School</u>	<u>College</u>	
Well informed	9%	25%	57%	
Moderately informed	26	43	32	
Uninformed	65	32	11	
	<u>100%</u>	<u>100%</u>	<u>100%</u>	(16)

L'étude du "Survey Research Center" dirigée par Martin Patchen indique les mêmes tendances du niveau des connaissances du public à varier en fonction du sexe, du revenu et de l'éducation. (17) L'étude utilisa quatre questions clés pour déterminer le niveau des connaissances et le degré d'information des personnes interrogées. L'une des questions concernait le type de gouvernement existant en Chine continentale, la seconde avait trait à l'existence d'un autre gouvernement chinois à Formose, la troisième cherchait à vérifier si le public américain avait connaissance des événements vietnamiens. La quatrième, abordant le sujet de la connaissance de l'essence de la politique étrangère américaine, était la suivante:

Question:

"Now Russia and China are both Communist countries. Do you happen to know whether the U.S. has been treating Russia and China the same up to now, or whether we've been treating them differently? In what ways would you say we've been treating them differently (the same)?"

(Question posée uniquement aux personnes sachant que la Chine continentale a un gouvernement communiste)

(N = 1088)

- Treating Russia and China the same	9%
- Closer or friendlier to Russia	60
- Closer or friendlier to China	1
- Treating them differently, nature of difference is unclear; or other difference; or not ascertained	5
- Don't know	24
- Not ascertained	1
	<u>100%</u>

(18)

Utilisant les données de Patchen, Robinson identifia six groupes distincts parmi les participants à l'étude: (I) les noirs ne possédant pas de diplôme de fin d'études secondaires et gagnant moins de \$ 7500 par an; (II) les blancs ne possédant pas de diplôme de fin d'études secondaires et gagnant moins de \$ 7500 par an; (III) les personnes ne possédant pas de diplôme de fin d'études secondaires et gagnant plus de \$ 7500 par an et les personnes possédant un diplôme de fin d'études secondaires et gagnant moins de \$ 4000 par an; (IV) les gradués de l'enseignement secondaire gagnant plus de \$ 4000 par an; (V) les personnes ayant bénéficié de quelques années d'études supérieures et les gradués de l'enseignement supérieur occupant un emploi de "blue collar worker"; (VI) les gradués de l'enseignement supérieur occupant un emploi de "white collar worker". Les résultats pour chaque groupe sont présentés dans le tableau suivant:

"Percentage Distribution Of Information Items About The Far East (Spring 1964) For Each Social Group Identified"

Group	% of National Population	Average Information Score	Number of Items Answered Correctly					
			0	1	2	3	4	
I	9%	.6	66%	20	8	4	2	100
II	27%	1.7	30	21	16	15	18	100
III	12%	2.2	16	18	22	19	25	100
IV	29%	2.8	6	12	21	23	38	100
V	13%	3.2	1	5	19	19	56	100
VI	10%	3.6	0	5	4	15	76	100

(19)

Il semble donc que ce sont les éléments les plus favorisés économiquement et les mieux éduqués de la société qui témoignent d'un certain intérêt pour les questions internationales et d'une certaine connaissance de ces problèmes. En dépit de l'intérêt relatif démontré par les classes favorisées, le degré moyen d'information du public apparaît

particulièrement faible. Cette absence d'intérêt du public pour les affaires étrangères et le manque de connaissances des Américains en la matière correspondent au peu d'intérêt témoigné par les rédacteurs en chef de la presse américaine pour ces questions. Dans l'état actuel des choses, le public américain n'est pas en mesure d'être bien informé et de développer un certain degré d'intérêt pour les questions de politique internationale, l'espace consacré par la presse aux nouvelles internationales étant, généralement, particulièrement restreint. Les implications de cet état de choses sont particulièrement graves. La superficialité de l'intérêt du public pour les questions de politique étrangère et l'ignorance générale en la matière confèrent au gouvernement et aux diverses élites - experts, groupes de pression et d'influence et minorités ethniques concernées - un pouvoir impressionnant en ce domaine. Le fait que les décisions de politique étrangère ne peuvent être intelligemment débattues en public présente le grave danger d'une monopolisation et d'une centralisation excessive du pouvoir de décision entre les mains d'un nombre restreint d'"experts" agissant essentiellement en fonction de leurs prédispositions personnelles, des pressions exercées par divers groupes d'intérêt et de la manière dont ils perçoivent le climat de l'opinion publique. Les personnes participant au processus de décision en matière de politique étrangère, en effet, tendent souvent à se laisser influencer par ce qu'ils croient être, bien souvent à tort, l'attitude de l'électorat en la matière. (20) La politique américaine à l'égard du Proche-Orient en est un parfait exemple. Les décisions des administrations Johnson et Nixon en ce qui concerne les événements d'Asie du Sud-Est en sont un autre. Les hésitations extrêmes du gouvernement américain à adopter une politique de conciliation à l'égard de l'URSS et de la Chine populaire doivent également être attribuées à une interprétation contraignante du climat de l'opinion par les membres des cabinets successifs.

En fait, pourtant, le président et ses conseillers jouissent d'une grande liberté d'action dans le domaine des affaires étrangères, en raison même du peu d'intérêt témoigné à ce sujet par la population et de l'ignorance généralisée en la matière. Le public a donc tendance à acquiescer plus ou moins passivement aux initiatives gouvernementales, tout au moins tant que la politique de l'administration semble être couronnée de succès. En cas de crise ou d'échec apparent, les critiques commencent à se manifester plus ouvertement et leurs arguments sont répercutés dans la presse. Le soutien populaire à la politique gouvernement s'effrite. L'administration devient paralysée et le pouvoir de convaincre le public et ses représentants à Washington de la validité des choix politiques, économiques, stratégiques et autres effectués lui échappe peu à peu. C'est ainsi que l'échec relatif de la politique coréenne du président Truman entraîna sa décision de ne pas se représenter aux élections présidentielles de 1952 et que l'échec de la politique vietnamienne - symbolisée par la réussite de l'offensive généralisée du Têt et par les manifestations incessantes des étudiants améri-

calms - força également le président Johnson à renoncer. (21) Si les événements de Corée et d'Indochine provoquèrent la chute ou le renoncement de deux présidents, la politique chinoise des administrations successives obtint généralement - quelle qu'elle ait été - l'assentiment de l'opinion publique.

3. Evolution du climat de l'opinion américaine à l'égard de la Chine depuis la fin de la seconde guerre mondiale

Comme nous eûmes déjà l'occasion de le constater, le climat de l'opinion américaine, à la fin de la seconde guerre mondiale, semblait favoriser un repli et un retour à un isolationnisme modéré. Il convenait de rapatrier les troupes américaines et de se consacrer à la reconversion des industries de guerre. Cette attitude est reflétée dans les résultats d'un sondage effectué immédiatement après la capitulation japonaise et avant la reprise des combats entre communistes et nationalistes chinois par le "Minnesota Poll". 49% des personnes interrogées indiquèrent qu'il fallait laisser les Chinois régler leurs propres affaires et qu'ils étaient en faveur d'un retrait des troupes américaines de Chine. 36% déclarèrent qu'il était préférable de maintenir une présence américaine en Chine et d'y conserver des troupes et 15% demeurèrent indécis quant aux mesures à prendre. (22)

La reprise des combats entre les deux factions rivales en Chine n'affecta pas outre mesure la position prédominante du point de vue favorable au désengagement et au retrait des troupes américaines, comme le démontrent les résultats d'un sondage effectué, pendant l'été 1946, par l'"American Institute of Public Opinion".

Question:

"What do you think the U.S. should do about the situation in China?" (dates d'interviews inconnues, date de publication, 28 août 1946)

- No answer	7%	
- Nothing, stay out, leave them alone	25%	
- Stop sending arms, recall troops - keep diplomatic relations	6%	
- Help bring about a compromise, offer advice	5%	
- Put it before the U.N.	1%	
- Help Chang Kai-shek against the Communists	6%	
- Do something, China needs help	3%	
- Keep Russia out	1%	
- Miscellaneous	3%	(23)

Cette question avait été posée aux personnes ayant indiqué qu'elles étaient au courant du conflit entre les deux factions chinoises - soit 57% d'un échantillon représentatif de la population nationale. Nous constatons que plus de la moitié des opinions exprimées par les personnes "informées" indique une très nette "préférence au désengagement", qu'une très faible proportion des opinions exprimées par les personnes informées indique une position favorable à l'octroi d'une aide quelconque au régime de Chang Kai-chek et que les points de vue favorables au recours à divers modes de conciliation obtiennent un score comparable et tout aussi faible.

Les Américains, exposés qu'ils étaient, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, à des communications essentiellement négatives quant au caractère démocratique du régime de Chang Kai-chek, avaient perdu confiance dans le gouvernement nationaliste. En 1947 et 1948, le "National Opinion Research Center" (NORC) posa la question suivante à un échantillon national:

Question:

"In general, do you have a favorable or unfavorable impression of the present Government of China headed by Chiang Kai-shek?" (Dates d'interviews inconnues, dates de publication non précisées)

	<u>1947</u>	<u>1948</u>	
Impression favorable	31%	26%	
Impression défavorable	25%	33%	
Sans opinion	38%	40%	
Autres, divers	6%	1%	
	<u>100%</u>	<u>100%</u>	(24)

Et, lorsque l'"AIPO" posa une question similaire à un échantillon national, en août 1949, à la veille de la proclamation de la République populaire de Chine, alors qu'il ne faisait plus aucun doute que les nationalistes avaient perdu la partie, l'impression défavorable des Américains à l'égard de Chang Kai-chek fut encore plus marquée.

Question:

"What is your opinion of Chiang Kai-shek?" (Dates d'interviews, 14-19 août 1949)

Impression favorable	21%	
Impression défavorable	35%	
Sans opinion	44%	(25)

L'opinion des personnes informées (36% des personnes interrogées qui savaient que le Département d'Etat venait de publier un livre blanc sur la question) fut encore plus défavorable. En effet, 56% des personnes informées interrogées indiquèrent qu'elles avaient une impression défavorable de Chang Kai-chek, 21% d'entre elles, seulement, ayant une impression favorable du dictateur et 17% demeurant incapables d'exprimer une opinion. (26)

Les Américains ne semblaient donc guère enthousiasmés par la nature peu démocratique du gouvernement nationaliste et étaient peu enclins à octroyer à Cheng Kai-chek une aide quelconque. De plus, pendant les premières phases de la guerre civile, les nationalistes semblaient avoir le vent en poupe et paraissaient contrôler la situation. Il ne semblait donc pas nécessaire de leur porter assistance. Au printemps 1948, cependant, alors que la guerre civile semblait tourner à l'avantage des communistes, mais qu'il paraissait encore possible de redresser la situation, l'"AIPO" posa la question suivante à un échantillon national:

"Do you approve or disapprove of the U.S. giving the Chiang Kai-shek Nationalist Government more military supplies, goods and money?"

55% des personnes interrogées approuvèrent un accroissement éventuel de l'aide américaine au régime de Chang Kai-chek, 32% désapprouvèrent une telle éventualité et 13% n'exprimèrent pas d'opinion. (27)

Au printemps de 1949, par contre, alors qu'il devenait de plus en plus apparent que les nationalistes, en dépit de toute l'aide américaine, ne parviendraient pas à se maintenir au pouvoir et que le secrétaire d'Etat venait d'indiquer quelques mois plus tôt que la politique de l'administration à l'égard de la Chine consistait à attendre et à voir venir, l'"AIPO" posa aux personnes ayant indiqué qu'elles étaient au courant des développements de la situation chinoise, soit 85% d'un échantillon national, la question suivante:

Question:

"What do you, yourself, think the U.S. ought to do about China?" (Dates d'interviews, 2-7 mai 1949)

- | | | |
|---------------------------------------|-----|------|
| - Leave alone, do nothing | 43% | |
| - Too late to do anything, lost cause | 4% | |
| - Help Nationalists somehow - | | |
| food, arms, money | 22% | |
| - Miscellaneous | 2% | |
| - No opinion | 14% | (28) |

Il convient de noter que plus de deux tiers des opinions exprimées par les personnes se disant "informées" indiquent une préférence au désengagement et que la position favorable à l'octroi d'une aide américaine au régime de Chang Kai-chek s'est très nettement affaiblie. Notons également, incidemment, que la proportion des personnes se disant au courant de la situation a très nettement augmenté depuis l'été 1946.

L'évolution du climat de l'opinion d'une attitude d'interventionnisme modéré par l'octroi d'une aide américaine au gouvernement nationaliste à une attitude de désengagement et de retrait est confirmée par les résultats d'une autre enquête, menée du 14 au 19 août 1949 par l'"AIPO", peu après la publication par le Département d'Etat du "livre blanc" concernant la situation chinoise et la politique américaine à l'égard de la Chine. 36% des personnes interrogées, seulement, déclarèrent être au courant de la publication du rapport. Ayant déterminé le faible degré d'information de l'échantillon, les enquêteurs posèrent alors la question suivante:

Question:

"Is there anything the U.S. should do, in your opinion, to stop China from going Communist?" (Dates d'interviews, 14-19 août 1949)

	Echantillon <u>Total</u>	Personnes Informées <u>Seulement</u>
Send aid in general	8%	11%
Send military aid	7	9
Send economic aid	4	6
Use propaganda	2	3
Nothing we can do	36	44
No opinion	45	30
	<u>102%</u>	<u>103%</u>

(Les enquêteurs tolérèrent plus d'une réponse par personne)

En dépit de la manière dont la question fut formulée - l'allusion au communisme suscitant toujours des réactions plus marquées - la majorité des personnes interrogées ayant une opinion exprimèrent un point de vue conforme à la position du Département d'Etat. Un peu plus d'un tiers des opinions exprimées par les personnes "informées" sont favorables à l'octroi d'une aide américaine - au sens large - au régime de Chang Kai-chek. La proportion des opinions émises favorables à l'octroi d'une aide militaire est particulièrement faible pour l'échantillon

total comme pour l'échantillon restreint. Près des deux tiers des opinions émises pour les deux échantillons indiquent une préférence au désengagement.

Lorsqu'une autre question très similaire, sans aucune allusion, cette fois, au communisme, fut posée à l'échantillon, les réponses enregistrées furent encore plus conformes à la position officielle du gouvernement.

Question:

"Do you think the U. S. should or should not try to help Chiang Kai-shek?" (Dates d'Interviews, 14-19 août 1949)

	Echantillon <u>Total</u>	Personnes Informées <u>Seulement</u>	
Should	25%	23%	
Should not	44	60	
No opinion	31	17	
	<u>100%</u>	<u>100%</u>	(29)

Cette tendance à se conformer à la politique du gouvernement en la matière se poursuit après la fuite de Chang Kai-chek à Formose. Une enquête de l'"AIPO" établit, en effet, qu'en janvier 1950, c'est-à-dire bien après la prise du pouvoir par les communistes, l'expulsion des journalistes américains de Chine continentale et certains incidents entre ressortissants américains et communistes chinois, la majorité des personnes "raisonnablement au courant de la situation chinoise" préféraient attendre et voir venir.

Question: "asked of those reasonably well informed - 49% - on the issue")

"The U. S. could take any of the following three steps (on card) concerning the island of Formosa. Which of these steps do you think the Government should take?" (Dates d'interviews, 8-13 janvier 1950)

- Use U. S. armed forces to protect and hold Formosa	10%	
- Give financial aid and war materials to General Chiang Kai-shek to help his army hold the island	14%	
- Do nothing now and wait to see what happens	21%	
- No opinion	4%	
	<u>49%</u>	(30)

Néanmoins, il semble bien que l'opinion publique américaine commençait à évoluer en direction d'une plus grande rigidité de vues à l'égard des communistes chinois, puisque plus d'une moitié des opinions exprimées par les personnes "raisonnablement bien informées" tendaient déjà à favoriser une politique de "containing" de la Chine populaire. C'est cependant la conflagration coréenne qui précipita la transformation de l'attitude américaine à l'égard des communistes chinois et des nationalistes. Un sondage effectué en juillet 1950 par l'"AIPO" révèle que deux semaines après le franchissement par les troupes nord-coréennes de la ligne de démarcation entre les deux Corées, une majorité des personnes interrogées déclarèrent être favorables à l'envoi de matériel militaire à Chang Kai-shek.

Question:

"Do you think the U.S. should or should not send military supplies to Chiang Kai-shek and his Chinese Nationalist troops?" (Dates d'interviews, 9-14 juillet 1950)

Should	48%	
Should not	35%	
No opinion	17%	(31)

En 1951, alors que le conflit coréen faisait rage et que la situation semblait particulièrement difficile pour les troupes des Nations unies, le "NORC" chercha à déterminer la proportion d'Américains favorables à l'octroi d'une aide militaire américaine aux forces nationalistes, afin de permettre à ces dernières d'attaquer les communistes chinois sur le continent. 58% des personnes interrogées approuvèrent une telle mesure, 24% exprimèrent leur désapprobation et 18% furent incapables d'exprimer une opinion. (32) Et, en février 1953, l'"AIPO" révéla qu'une large majorité des Américains interrogés lors d'une enquête approuveraient une éventuelle autorisation accordée aux nationalistes d'attaquer la Chine communiste.

Question:

"Do you approve or disapprove of the plan to permit the Chinese Nationalist Forces on Formosa to make raids on the mainland of Communist China?" (Date de publication, 9 février 1953)

Approve	65%	
Disapprove	14%	
No opinion	21%	(33)

En 1955, alors que le conflit coréen était terminé depuis quelques temps déjà, l'hostilité et l'antagonisme des Américains à l'égard de la Chine communiste subsistaient encore. Un sondage du "NORC" révéla que 73% des personnes interrogées approuvèrent la décision du président Eisenhower, ratifiée par le Congrès, d'utiliser, si le besoin s'en faisait sentir, les forces américaines pour défendre Formose contre les communistes chinois. 18% des personnes interrogées, seulement, exprimèrent leur désapprobation à ce sujet. Le prestige de Chang Kai-chek, entre-temps, était très nettement remonté du niveau particulièrement bas des années 1949-1950. Un sondage du "NORC", effectué en 1955, indique que 54% des Américains interrogés avaient une impression favorable de Chang Kai-chek et que seulement 20% d'entre elles avaient une impression défavorable de l'homme d'Etat chinois. (34) En 1958, cependant, l'"AIPO" posa la question suivante à un échantillon représentatif:

"There's been much discussion whether this country should get into an all-out war with Red China over the Quemoy and Matsu islands and over Formosa itself. How do you feel? Should the U. S. go to war for Quemoy and Matsu ... Should the U. S. go to war for Formosa?"

28% des personnes interrogées répondirent affirmativement à la question de savoir si les Etats-Unis devaient risquer une guerre pour protéger et défendre Formose, 32% d'entre elles répondirent négativement et 40% n'exprimèrent aucune opinion. En ce qui concerne la question des îles Quemoy et Matsou, seulement 18% des personnes interrogées répondirent par l'affirmative, alors qu'une majorité substantielle avait approuvé les mesures prises par Eisenhower en 1955. (35)

Au printemps 1964, le "Survey Research Center" confirma cette évolution de la tendance de l'opinion vers plus de réticence à risquer un conflit armé avec la Chine communiste.

Question:

"Some people say we should give the Nationalists all the help they need to attack the Communists on the mainland of China. Other people say we should protect the Nationalists from a Communist attack, but should not help them to attack the Communists. Do you have an opinion about this or not? (if yes): How do you feel about it?"

(Question posée aux personnes au courant de l'existence de deux gouvernements chinois, soit 44% de l'échantillon total)

(N = 656)

- Against helping Nationalists attack Communists	62%
- In favor of helping Nationalists to attack Communists	10%
- In favor of protecting Nationalists, no indication whether we should help Nationalists to attack Communists	7%
- No opinion	15%
- Other, unclear	4%
- Not ascertained	2%
	<u>100%</u>
	(36)

Nous pouvons constater, qu'au printemps 1964, 10% seulement des personnes interrogées déclaraient être en faveur d'une assistance militaire américaine à une attaque nationaliste sur le continent chinois. 62% d'entre elles pensaient qu'il convenait de protéger Formose, mais qu'il fallait s'abstenir d'aider les nationalistes à attaquer les communistes, une telle assistance américaine risquant d'entraîner les Etats-Unis dans un conflit armé avec la Chine populaire ou même l'URSS.

"Reasons given why U.S. should not help Nationalists to attack Communists" (N = 407)

- Might involve us in a war	45%
(with Communist China	6%)
(with Russia as well as China,	
world war	10%)
(general, non specific	29%)
- Attack by Nationalists couldn't succeed, Communist China is too strong	25%
- Wrong for U. S. to be an aggressor	10%
- Let the Nationalists fight their own battle	9%
- We should protect Formosa and the Nationalists	7%
- Not the right time for an attack now	2%
- Other	9%
- Don't know, no reason given	8%
	<u>115%</u>

(Les enquêteurs tolérèrent plus d'une réponse par personne interrogée) (37)

Les raisons données en faveur d'une assistance américaine à une attaque nationaliste contre les communistes découlent essentiellement, semble-t-il, de l'idéologie des personnes interrogées.

"Reasons given why U.S. should help Nationalists
to attack Communists" (N = 66)

- Should help those fighting Communism	36%
- In order to overthrow Communist Government	12%
- To protect ourselves against Communist China	11%
- Moral superiority of Nationalists or Chiang Kai-shek	8%
- Bad qualities of Chinese Communists or Communism in general	5%
- Other	15%
- Don't know, no reason given	17%
	<u>104%</u>

(Les enquêteurs tolérèrent plus d'une réponse par personne
interrogée) (38)

Le fait que le conflit coréen fut perçu par les Américains comme un conflit global, opposant l'alliance communiste, d'une part, et les tenants de la démocratie, d'autre part, explique en grande partie le changement d'attitude américaine à l'égard de la question chinoise. Deux sondages, l'un conduit peu de temps après le début des hostilités en Corée et l'autre mené quelques jours avant l'intervention massive des troupes communistes chinoises dans le conflit, et au moment où MacArthur et le haut commandement des forces des Nations unies se disaient particulièrement confiants en une issue rapide et heureuse de la guerre, sont particulièrement révélateurs.

Question:

"Do you think the U.S. is now actually in World War III or do you think the present fighting in Korea will stop short of another war?" (AIPO)

	<u>Dates d'interviews</u>		
	<u>30 juillet-4 août</u>	<u>12-17 novembre</u>	
In World War III	57%	55%	
Stop short of war	28	31	
No opinion	15	11	
	<u>100%</u>	<u>97%</u>	(39)

Nous pouvons donc noter que la majorité des personnes interrogées était convaincue que la guerre de Corée marquait le début d'un troisième conflit global où le rôle de l'agresseur était cette fois tenu par l'Union soviétique. Après l'intervention chinoise en Corée, en effet, l'écrasante majorité des personnes interrogées par les enquêteurs de

L' "AIPO" pensait que les Chinois étaient intervenus sur l'ordre de Moscou.

Question:

"Do you think the Chinese entered the fighting in Korea on orders from Russia or not?" (Dates d'interviews, 3-8 décembre 1950)

Yes	81%	
No	5%	
No opinion	14%	(40)

Si la guerre de Corée affecta le climat de l'opinion américaine à l'égard du régime nationaliste installé à Formose et si elle entraîna une plus grande rigidité dans l'attitude du gouvernement et du public à l'égard de la Chine populaire, elle ne provoqua cependant pas une transformation radicale du climat de l'opinion à l'égard du mouvement communiste chinois. C'est que l'attitude américaine à l'égard de ce dernier avait toujours été relativement hostile. Avant même la proclamation de la République populaire, en octobre 1949, la majorité des personnes informées ou se disant informées avait régulièrement indiqué, lors de divers sondages, qu'elle était opposée à une reconnaissance diplomatique par le gouvernement des Etats-Unis d'un éventuel gouvernement communiste chinois. Ce refus d'avoir affaire à un régime communiste ne fut tout d'abord pas inflexible - une bonne partie de l'opinion estimant qu'il convenait de préserver les relations commerciales avec la Chine - mais il se renforça considérablement par la suite.

Questions:

"Have you followed developments in the Chinese civil war? Asked of those who answered in the affirmative: do you think the U.S. should recognize the new Government in China being set up by the Chinese Communist party - that is, do you think we should send an Ambassador and have dealings with this Government in China?" (Dates d'interviews, 11-16 juin 1949, AIPO)

"Have you heard or read about the civil war in China? Asked of those who had heard of the civil war: do you think the U.S. should recognize the new Government in China..." (Dates d'interviews, 30 octobre-4 novembre 1949, 1-8 novembre 1949, AIPO)

"Will you tell me what kind of Government China has today? Asked of those familiar with the present form of Government in China: do you think the U. S. should recognize the new Government in China ... " (Dates d'interviews, 1-6 mai 1950, AIPO)

Dates d'interviews	Pourcentage d'informés	en faveur de la reconnaissance	opposé à la reconnaissance	sans opinion
11-16/6/49	75%	19%	41%	15%
30/10-				
4/11/49	76%	20%	42%	14%
1-6/11/49	76%	20%	42%	14%
1-6/5/50	65%	16%	40%	9%

(41)

Le climat de l'opinion aux Etats-Unis, à cette époque, n'était cependant pas aussi hostile qu'il n'y paraît à la lecture de ces résultats. En effet, si deux tiers des opinions émises par les personnes informées ou se disant informées étaient opposées à la reconnaissance d'un gouvernement communiste, les attitudes étaient nettement plus nuancées en ce qui concerne la question des relations commerciales avec la Chine.

Question:

"If China is taken over completely by the Communists, do you think the U. S. should continue to carry on trade with China, or do you think the U. S. should refuse to have any trade with China?" (Dates d'interviews, 21-26 mai 1949, AIPO)

La même question fut posée, lors d'un sondage effectué par l'"AIPO" du 30 octobre au 4 novembre 1949, aux personnes ayant déclaré être au courant des développements de la guerre civile en Chine - soit 76% d'un échantillon représentatif de la population nationale.

Dates d'interviews	en faveur du maintien des relations commerciales	opposé au maintien des relations commerciales	sans opinion	total
21-26/5/49	34%	46%	20%	100%
30/10-				
4/11/49	29%	33%	14%	76%

(42)

Notons immédiatement que les résultats de ces deux sondages ne sont pas directement comparables, les résultats du premier sondage étant ceux de l'échantillon total, alors que ceux du second sont ceux d'un échantillon restreint. Quoiqu'il en soit, nous sommes en mesure de constater que pour l'un comme pour l'autre des sondages, la proportion des réponses défavorables au maintien des relations commerciales n'obtient qu'une majorité restreinte, indiquant une certaine incertitude quant à la marche à suivre en ce domaine et reflétant l'attentisme du gouvernement de Washington.

L'opposition manifestée par l'opinion américaine à une reconnaissance du régime communiste chinois est confirmée par l'opposition populaire à l'admission de la Chine communiste au sein de l'Organisation des Nations unies.

Questions:

"The Nationalist Government of Chiang Kai-shek in China has had a seat on the U.N. security council ever since the beginning of the U.N. The new Communist Government in China claims that it should have this council seat since it now governs most of China. Do you think the Communist Government of China should or should not be permitted to have the council seat in place of the Nationalist Government?" (Dates d'interviews, 4-9 juin 1950, AIPO)

"Would you approve or disapprove of giving the Communist Chinese a seat on the U.N. security council if the Chinese agree to peace terms in Korea?" (Dates d'interviews, 3-8 août 1951, 30 mai-4 juin 1953, AIPO)

"Would you approve or disapprove of letting Communist China become a member of the United Nations?" (décembre 1953, NORC, dates d'interviews inconnues; mars 1954, NORC, dates d'interviews inconnues; septembre 1956, NORC, idem.)

"Do you think that Communist China should or should not be admitted as a member of the U.N.?" (Dates d'interviews, 2-7 juillet 1954, 16-21 juillet 1954, 12-17 mai 1955, 25-30 août 1955, 7-12 février 1957, 24-29 janvier 1958, 20-25 août 1958, 10-15 mars 1961, 21-26 septembre 1961, 30 janvier-4 février 1964, 6-11 novembre 1964, 19-24 février 1965, 11-16 décembre 1965, 8-13 septembre 1966, 23-28 janvier 1969, 25-28 septembre 1970, AIPO)

Même question, dates d'interviews inconnues, 22 avril 1966, AIPO

Dates et organisme de sondage	en faveur de l'admission	opposé à l'admission	sans opinion	
4-9/6/50, AIPO	11%	58%	31%	
3-8/8/51, AIPO	27	60	13	
30/5 - 4/6/53, AIPO	23	60	17	
15-20/8/53, AIPO	21	68	11	
décembre 53, NORC	12	74	14	
mars 54, NORC	11	79	10	
2-7/7/54, AIPO	7	78	15	
16-21/7/54, AIPO	8	79	13	
12-17/5/55, AIPO	10	67	23	
25-30/8/55, AIPO	17	71	12	
septembre 56, NORC	17	73	10	
7-12/2/57, AIPO	13	70	17	
24-29/1/58, AIPO	17	66	17	
20-25/8/58, AIPO	20	63	17	
10-15/3/61, AIPO	20	64	16	
21-26/9/61, AIPO	18	65	16	
30/1 - 4/2/64, AIPO	15	71	14	
6-11/11/64, AIPO	20	57	23	
19-24/2/65, AIPO	22	64	14	
11-16/12/65, AIPO	22	67	11	
22/4/66, AIPO	25	55	20	
8-13/9/66, AIPO	25	56	19	
23-28/1/69, AIPO	33	54	13	
25-28/9/70, AIPO	35	49	16	(43)

Notons que les sondages effectués par l'"AIPO" entre août 1951 et août 1953 doivent être considérés à part. La manière dont les questions sont formulées, en effet, sur le mode conditionnel, est de nature à susciter un plus grand nombre de réponses favorables à l'admission. En tenant compte de cet état de chose, on constate une étonnante stabilité de l'opinion en ce qui concerne la question de l'admission de la Chine populaire aux Nations unies. On peut également observer que l'opinion eut tendance à évoluer en direction d'un point de vue plus favorable à l'admission et d'un relâchement de l'opposition, vers la fin des années soixante, laissant peut-être présager le changement radical de politique intervenu depuis.

L'opposition à l'admission de la Chine populaire aux Nations unies, tout en étant très nette, n'était cependant pas aussi stricte qu'il ne paraît. Nous avons déjà noté que les questions conditionnelles concernant la guerre de Corée avaient amené une plus large proportion de réponses favorables à l'admission. Un autre sondage de l'"AIPO", mené entre le 8 et le 13 septembre 1966, indiqua que la majorité des personnes interrogées accepterait l'admission de la Chine populaire aux Nations unies si une amélioration des relations sino-américaines devait

s'ensuivre.

Question:

"Would you favor admission of Communist China if it would improve United States-Communist Chinese relations?"
(Dates d'interviews, 8-13 septembre 1966, AIPO)

Yes	55%	
No	30%	
No opinion	15%	(44)

Enfin, l'opposition de l'opinion à l'admission de la Chine populaire aux Nations unies n'impliquait cependant pas un retrait automatique des Etats-Unis de l'organisation internationale si la Chine communiste y était admise.

Questions:

"It has been suggested that if Communist China is given a seat on the UN security council, the U.S. should withdraw from the UN. Would you approve or disapprove of the U.S. taking this step?" (Dates d'interviews, 30 mai-4 juin 1953, AIPO)

"Suppose a majority of the other members of the UN votes to admit Communist China to the UN. Do you think the U.S. should resign its membership in the UN, or not?" (Dates d'interviews, 16-21 juillet 1954, 12-17 mai 1955, AIPO)

Dates d'interviews	en faveur du retrait	opposé au retrait	sans opinion	total	
30/5 -					
4/6/53	19%	62%	19%	100%	
16-21/7/54	25%	59%	16%	100%	
12-17/5/55	17%	57%	26%	100%	(45)

En fait, la majorité des personnes interrogées par les organismes de sondages considérait qu'il valait mieux que les Etats-Unis se rangent au point de vue de la majorité au sein de l'ONU.

Questions:

"Suppose a majority of the members of the United Nations decides to give Communist China a seat on the UN security council if the Chinese agree to stop fighting in Korea. Do you think the U.S. should go along with this UN decision, or not?" (Dates d'interviews, 3-8 décembre 1950, AIPO)

"Suppose a majority of the members of the UN decides to give the Chinese Communists a seat on the security council. Do you think the U.S. should go along with the decision, or not?" (Dates d'interviews, 3-8 août 1951, AIPO. Cette question fut posée aux personnes ayant précédemment indiqué qu'elles étaient opposées à l'admission, même si les Chinois acceptaient les termes d'un accord de paix au sujet de la Corée.)

"Suppose a majority of the members of the UN ... Do you think the U.S. should go along with the decision, or not?" (Dates d'interviews, 25-30 août 1955, 10-15 février 1961, 21-26 septembre 1961, 30 janvier-4 février 1964, 19-24 février 1965, 8-13 septembre 1966, 23-28 janvier 1969, AIPO)

Dates d'interviews	should go along	should not go along	no opinion	total
3-8/12/50	57%	28%	15%	100%
3-8/8/51	19	35	6	60%
25-30/8/55	31	53	16	100%
10-15/2/61	59	25	16	100%
21-26/9/61	46	38	16	100%
30/1 - 4/2/64	42	44	14	100%
19-24/2/65	49	35	16	100%
8-13/9/66	53	33	14	100%
23-28/1/69	56	33	11	100% (46)

Les résultats présentés dans le tableau ci-dessus du sondage d'août 1951 sont ceux d'un échantillon restreint. Si l'on combine les réponses de l'échantillon total à la première question avec celles de l'échantillon restreint à la seconde, on obtient un pourcentage de réponses favorables à l'acceptation du verdict de la majorité (selon toute vraisemblance) de 46% (27% et 19%). (voir p. 440 de ce chapitre) Notons que les pointes négatives (août 1955 et janvier-février 1964) correspondent à des phases de recrudescence des hostilités: détroit de Formose avec la question problématique de la protection de Quemoy et Maïsou; Vietnam avec un nouveau coup d'Etat et des avertissements répétés de Monsieur MacNamara au Nord-Vietnam au sujet de l'agression communiste; événements du Laos; incidents sino-indiens et sino-américains dans le détroit de Formose en 1961-1962.

Ces résultats des sondages de l'"AIPO" sont confirmés par ceux

de l'étude faite par le "Survey Research Center" de l'Université du Michigan, en mai et juin 1964.

Question:

"Some people say that if Communist China gets into the UN, we ought to get out of the UN. Other people say that if Communist China gets into the United Nations, we should stay in and make the best of it. Do you have an opinion about this or not? (if yes): how do you feel about this?"
 (Question posée aux personnes sachant que la Chine continentale à un gouvernement communiste, soit 72% de l'échantillon total) (N = 1088)

- In favor of staying in UN if Communist China gets in	75%
- In favor of getting out of UN if Communist China gets in	5%
- No opinion	14%
- Other, answer not clear	3%
- No reason given	3%
	<u>100%</u> (47)

Nous pouvons constater qu'une quasi-unanimité des personnes informées indiquèrent qu'elles étaient en faveur d'une continuation de la participation des Etats-Unis à l'organisation internationale. 5% des réponses enregistrées, seulement, indiquent une préférence pour un retrait américain et près d'une moitié des raisons fournies de cette attitude ne sont pas liées à la question chinoise proprement dite.

"Reasons given why U.S. should get out of UN if Communist China is admitted" (N = 56)

- General hostility toward UN, unrelated to Communist China's admission	41%
- U.S. would be outvoted, lose our influence	21%
- U.S. couldn't accomplish anything if Communist China was in it	12%
- U.S. shouldn't have anything to do with Communist China	9%
- Financial problem for U.S. or UN connected with Communist China's admission	9%
- Other	9%
- Don't know or no reason given	9%
	<u>110%</u>

{Les enquêteurs tolérèrent plus d'une réponse par personne interrogée}

(48)

Les raisons invoquées en faveur de la continuation de la participation américaine furent les suivantes:

"Reasons given why U.S. should stay in UN
if Communist China is admitted" (N = 821)

- To have a voice, influence in UN	37%
- Support for UN as an organization	22%
- We'd be worse off outside the UN, would be isolated, wouldn't know what's going on, etc.	16%
- Wouldn't accomplish anything to get out	11%
- To get out would be a defeat	10%
- No objection to Communist China being in UN, advantages of having Communist China in UN	9%
- Getting out would be letting allies, other countries down	4%
- Advantage of debate or negotiation by staying in UN	2%
- Other	2%
- Don't know or no reason given	6%
	<u>121%</u>

(Les enquêteurs tolérèrent plus d'une réponse par personne interrogée) (49)

Il apparaît donc que l'opinion publique américaine, tout en étant fermement opposée à l'admission de la Chine populaire aux Nations unies ou à une reconnaissance diplomatique du régime de Pékin par le gouvernement de Washington, était nettement moins dogmatique qu'il n'y paraît à première vue. Free et Cantril constatent également ce phénomène. Leur sondage de l'automne 1964 révéla que les personnes interrogées se répartissaient presque également entre partisans et adversaires d'une éventuelle reconnaissance diplomatique de la Chine populaire.

Question:

"Do you think it would be in the interests of the United States to establish diplomatic relations with Communist China within the next five years or not?"

Would be	36%
Would not be	39%
Don't know	25%

(50)

Le caractère ambigu du climat de l'opinion américaine révélé par les résultats de l'enquête de Free et Cantril fut également constaté

par Patchen et les enquêteurs du "Survey Research Center", en mai et juin 1964. L'opinion des personnes informées concernant la question des relations américaines avec l'un ou l'autre des deux gouvernements chinois sembla singulièrement partagée.

Question:

"Some people say we should deal with Chiang Kai-shek's Nationalist Government on Formosa as the Government of all China, and have nothing to do with Communist China. Other people say we should support the Nationalists as the Government of Formosa, but should deal with the Communists as the rest of China. Do you have an opinion about this or not? (if yes) how do you feel about this?" (Question posée aux personnes au courant de l'existence de deux gouvernements chinois, soit 44% de l'échantillon total.) (N = 656)

- Against having anything to do with Communist China, in favor of dealing with Nationalists only	25%
- In favor of supporting the Nationalists, no direct statement on dealing with Communist China	8%
- In favor of dealing with Communist Government as Government of most of China	34%
- Against supporting Nationalists, no direct statement on dealing with Communist China	2%
- No opinion	22%
- Other, it depends	3%
- Not ascertained	6%
	<u>100%</u>

(51)

Notons qu'un quart des personnes raisonnablement bien informées préférèrent n'avoir affaire qu'avec le gouvernement nationaliste et ne veulent pas traiter avec le gouvernement communiste. 34% des personnes de l'échantillon restreint, cependant, sont désireux de traiter avec le régime de Pékin, sans pour autant abandonner Formose et les nationalistes. Il semble donc que les personnes informées étaient, dans une certaine mesure, favorables à une politique "des deux Chines". Il convient cependant de se souvenir que les "informés" ne représentent qu'une faible partie de l'échantillon total (moins de la moitié). Il eut été intéressant de connaître les résultats de l'échantillon total et de les comparer par la suite à ceux de l'échantillon restreint.

En juin 1966, l'organisme de sondage "Harris" révéla que près de 60% des personnes interrogées étaient opposées au principe de l'admission de la Chine populaire aux Nations unies, mais que, lorsque la question faisait allusion à une éventuelle politique "des deux Chines", une majorité favorable à l'admission se dégageait nettement.

Question:

"It has been suggested that both Communist China and Nationalist China (Formosa) be made members of the United Nations, as two different countries. Would you favor or oppose this as a solution?" (Date de publication, 27 juin 1966, Harris)

Favor	55%	
Oppose	45%	(52)

Le même organisme constata, lors du même sondage, que la majorité des personnes interrogées tendait à être en faveur d'une reconnaissance diplomatique de la Chine populaire, lorsque la question était formulée en termes susceptibles de susciter une telle réponse.

Question:

"It has been argued that we could deal with Red China better if we recognized Communist China. This would allow us to have an ambassador in China as we have in other Communist countries. Do you favor or oppose recognition by the United States of Communist China?" (Date de publication, 27 juin 1966, Harris)

Favor	57%	
Oppose	43%	(53)

Si les 57% des personnes interrogées se déclaraient en faveur d'une reconnaissance diplomatique de la Chine populaire lorsque la question était posée en ces termes, deux tiers d'entre elles, cependant, persistaient à penser qu'il convenait de préserver l'alliance défensive avec Chang Kai-chek et les nationalistes, ce qui semble confirmer cette "préférence à la politique des deux Chines".

L'enquête effectuée au printemps 1964 par le "Survey Research Center" corrobore cette impression de relative flexibilité de l'opinion. Les personnes interrogées eurent l'occasion, après avoir exprimé leur opinion concernant la politique américaine à l'égard de la Chine, de faire part de leurs réactions à d'éventuelles initiatives du président des Etats-Unis en ce domaine. Cinq questions furent posées aux personnes sachant que le gouvernement de la Chine continentale était communiste. Ces questions furent précédées de la formule suivante:

"Now the President of the United States might decide that it was in our best interests to take certain new ac-

tions with regard to Communist China. For each thing I mention, would you tell me how you would feel about it if the President suggested that action?"

Une large majorité des personnes interrogées indiquèrent qu'elles étaient en faveur d'une amélioration des communications entre les deux pays, par l'organisation de visites réciproques de journalistes, par exemple.

Question:

"Suppose the President suggested visits between Americans and people from Communist China - like newspapermen from each country visiting the other?"

Definitely in favor	41%	73%	
Probably in favor	32%		
Probably against	6%	16%	
Definitely against	10%		
No opinion		10%	
Not ascertained		1%	
		<u>100%</u>	(54)

La netteté de la majorité favorable à une amélioration des communications entre les deux pays ne constitue pas une surprise. Des résultats similaires avaient déjà été enregistrés par l'"AIPO" et le "NORC" en 1957 lorsque Chou En-lai avait proposé à certains journalistes américains de se rendre en Chine. Le "NORC" avait posé la question suivante à un échantillon national:

Question:

"Do you think our Government should allow American reporters to visit Communist China or not?" (Dates d'interviews inconnues, date de publication non précisée)

Should	55%	
Should not	23%	
Don't know	12%	(55)

Quant à l'"AIPO", il avait demandé:

Question:

"Should the U.S. permit U.S. newspapermen to visit Red China, or not?" (Dates d'interviews, 6-11 juin 1957)

Should	57%	
Should not	26%	
No opinion	17%	(56)

Il semble également que la majorité des personnes interrogées était prête à soutenir très nettement une éventuelle suggestion présidentielle de discuter des problèmes asiatiques avec les représentants du gouvernement communiste chinois et de négocier un accord avec eux, dans la mesure du possible.

Question:

"Suppose the President suggested that we talk over problems of Asia with Communist China and try to come to some agreements with them?" (N = 1088)

Definitely in favor	37%		
Probably in favor	34%	71%	
Probably against	7%		19%
Definitely against	12%		
No opinion		9%	
Not ascertained		1%	
		<u>100%</u>	(57)

La netteté de la majorité favorable à la négociation ne constitue pas une surprise, non plus. En avril 1955, déjà, la majorité écrasante d'un échantillon national interrogé par le "NORC" avait approuvé la mise sur pieds éventuelle de négociations entre Chinois et Américains.

Question:

"Do you think it would be a good idea or a bad idea for U.S. representatives to meet with Chinese Communist leaders to try to reach an agreement on some of the problems of Asia?" (Dates d'interviews, avril 1955)

Approve	70%	
Disapprove	21%	
Qualified answers	3%	
Don't know	4%	
Other, not ascertained	2%	
	<u>100%</u>	(58)

En février 1957, l'"AIPO" révéla la même tendance favorable à la négociation.

Question:

"Premier Chou En-lai of Communist China has offered to meet with U.S. Secretary of State Dulles to see if better relations can be worked out between the two countries. In your opinion, should Dulles meet with him, or not?" (Dates d'interviews, 7-12 février 1957)

Should	54%	
Should not	30%	
No opinion	16%	(59)

Et, quatre ans plus tard, en février 1961, une majorité se dégagea à nouveau en faveur d'initiatives américaines tendant à permettre une amélioration des relations sino-américaines.

Question:

"Do you think the U.S. should or should not take steps to improve our relations with Communist China?" (Dates d'interviews, 10-15 février 1961, AIPO)

Should	53%	
Should not	32%	
No opinion	15%	(60)

Une troisième suggestion présidentielle éventuelle qui reçut l'approbation des personnes interrogées concernait l'échange d'ambassadeurs avec la Chine communiste.

Question:

"Suppose the President suggested that we exchange ambassadors with Communist China the way we do with other countries?" (N = 1088)

Definitely in favor	24%	
Probably in favor	27%	51%
Probably against	11%	
Definitely against	23%	34%

No opinion	14%	
Not ascertained	1%	
	<u>100%</u>	(61)

Si la majorité des personnes interrogées semblait favorable à l'échange d'ambassadeurs si le président le suggérait, il convient cependant de constater que l'intensité des opinions défavorables était nettement plus marquée que l'intensité des opinions favorables à la suggestion présidentielle, la proportion des "definitely against" par rapport aux "probably against" étant notoirement plus forte que celle des "definitely in favor" par rapport aux "probably in favor". Remarquons également qu'un échange d'ambassadeurs impliquait reconnaissance diplomatique de la Chine populaire par le gouvernement américain. L'ambiguïté de l'attitude américaine est donc pleinement confirmée.

En ce qui concerne la question des relations commerciales avec la Chine, l'opinion se divise presque également entre partisans et adversaires d'une suggestion présidentielle proposant de reprendre les échanges entre les deux pays.

Question:

"Suppose the President suggested selling things like wheat to Communist China?" (N = 1088)

Definitely favor	19%	43%	
Probably favor	24%		
Probably against	14%	47%	
Definitely against	33%		
No opinion		9%	
Not ascertained		1%	
		<u>100%</u>	(62)

Là aussi, il convient de remarquer que l'intensité des opinions défavorables est nettement plus marquée que celle des opinions favorables à la proposition. Les résultats du "Survey Research Center" reflètent assez fidèlement l'ambivalence de l'opinion américaine en ce qui concerne les échanges commerciaux avec la Chine populaire. Nous avons déjà pu noter qu'en 1949, l'opinion était assez partagée à ce sujet. Pendant la guerre de Corée, l'opinion, bien sûr, fut défavorable à la continuation des relations commerciales sino-américaines. Un sondage du "NORC", en septembre 1955, révéla que 55% des personnes interrogées à l'époque considéraient qu'il convenait de reprendre les relations commerciales avec la Chine populaire, pour autant que les pro-

duits concernés ne solent pas d'un intérêt stratégique essentiel pour les Américains. En 1956-1957, l'attitude générale fut à nouveau désapprobatrice. (63) En février 1961, cependant, la majorité des personnes interrogées par l'"AIPO" fut favorable à une reprise des relations commerciales sino-américaines.

Question:

"Do you think the U.S. and Communist China should or should not work out a business arrangement to buy and sell goods to each other?" (Dates d'interviews, 10-15 février 1961)

Should	47%	
Should not	37%	
No opinion	18%	(64)

La proposition qui provoqua une réaction nettement négative de la part des personnes interrogées concernait l'admission éventuelle de la Chine populaire aux Nations unies.

Question:

"Suppose the President suggested that we let Communist China join the United Nations?" (N = 1088)

Definitely favor	13%	
Probably favor	18%	31%
Probably against	13%	
Definitely against	40%	53%
No opinion		15%
Not ascertained		1%
		<u>100%</u>

(65)

Les résultats ci-dessus confirment ceux déjà présentés dans ce chapitre. L'intensité des opinions défavorables à l'admission est beaucoup plus marquée que l'intensité des sentiments favorables à l'admission. Cependant, il convient de rappeler que nous eûmes déjà l'occasion de constater un certain relâchement de l'opposition à partir des années soixante. Il semble bien, en effet, que l'opposition de l'opinion à une éventuelle reconnaissance de la Chine populaire par le gouvernement des Etats-Unis et à l'admission du régime de Pékin aux Nations unies était moins rigide que l'on ne pourrait le supposer à première vue.

Le climat de l'opinion était donc susceptible d'évoluer très rapidement si les données de base des relations sino-américaines venaient à se modifier. Encore fallait-il que les responsables américains se rendent compte de la relative liberté d'action qui leur était accordée par l'apparente flexibilité d'attitude de l'électorat américain. Nous savons, pourtant, que le gouvernement de l'époque se contenta de poursuivre la politique traditionnelle d'antagonisme à l'égard de la Chine et du communisme asiatique, sans chercher à tirer parti de la nature ambiguë du climat de l'opinion.

Il ne faut cependant pas se laisser aller à une interprétation trop optimiste du climat de l'opinion. Le public américain restait, en effet, fermement opposé à la reconnaissance ou à l'admission aux Nations unies de la Chine populaire. S'il avait tendance à être favorable aux initiatives éventuelles susceptibles d'améliorer les relations sino-américaines, il n'en restait pas moins que les raisons de cette relative souplesse de position étaient essentiellement réalistes.

"Reasons given why U.S. should deal with Communists as Government of most of China" (N = 222)

- Facing reality, Communists are the real Government of most of China, Nationalists don't represent Chinese people	67%
- Importance of Communist China	15%
- May lead to cooperation with Communist China, may ease tensions	7%
- Permanence of Communist Government, will control China for indefinite future, Nationalists can't regain control	5%
- To know what's going on in Communist China	4%
- China is Communist like Russia, and we deal with Russia	2%
- Other	5%
- No reason given	8%
	<u>113%</u>

(Les enquêteurs tolérèrent plus d'une réponse par personne interrogée) (66)

Quant aux raisons de l'opposition à l'ouverture de relations avec la Chine populaire, elles sont particulièrement significatives.

"Reasons given why U.S. should not deal with Communist Government, but only with Nationalists" (N = 165)

- Our commitment to Nationalists, virtues of Nationalists, advantages of supporting Nationalists	32%
--	-----

- We should oppose Communist Governments	27%
- Present or future aggressive attitudes or intentions of Communist China	15%
- Negative or dangerous qualities or values of Chinese people or leaders	5%
- We wouldn't gain anything by dealing with Communist China	5%
- Dealing with Communist China means giving in to them	4%
- Don't know	1%
- Other	3%
- No reason given	9%
	<u>106%</u>

(Les enquêteurs tolérèrent plus d'une réponse par personne interrogée) (67)

Nous constatons qu'environ la moitié des raisons données a trait au caractère négatif, dangereux, agressif de la Chine populaire et des gouvernements communistes en général. Un peu plus d'un tiers des raisons données a trait à la nature du gouvernement nationaliste et au fait que les Etats-Unis sont tenus de respecter leurs engagements à l'égard de Formose. Quelle était donc la manière dont les Américains interrogés par les enquêteurs du "Survey Research Center" percevaient la Chine populaire. Il convient tout d'abord de noter que la majorité écrasante des personnes étant au courant de l'existence d'un gouvernement communiste en Chine continentale indiqua que les Etats-Unis devaient être "concerned" à propos de la Chine populaire.

Question:

"Do you think there is any reason for the U.S. to be concerned about Communist China or that we should not be too concerned about Communist China?" (Question posée aux personnes connaissant l'existence d'un gouvernement communiste en Chine continentale) (N = 1088)

Should be concerned	86%	-
Should not	7%	
Don't know	6%	
Not ascertained	1%	
	<u>100%</u>	(68)

La majorité des personnes interrogées mentionna, pour expliquer son inquiétude, les intentions agressives de la Chine populaire, l'énormité du pays et de sa population et sa puissance potentielle.

"Reasons given why the U.S. should be concerned
about Communist China" (N = 1088)

- Aggressive intentions of China suspected:		40%
(- toward U. S. or whole world	21%)	
(- toward specific countries other than U. S.	3%)	
(- target unspecified	16%)	
- China's strength or bigness:		30%
(- present strength	13%)	
(- potential strength	12%)	
- Communism anywhere is bad, bad features of how China is governed		14%
- China may help spread Communism to other countries		8%
- Negative or dangerous qualities or values of Chinese people or leaders (unconcern for human life, don't believe in God ...)		8%
- Have to keep informed about events in China as a part of the world		2%
- Other reasons		5%
- No reason given for concern		18%
		<u>125%</u>

(La totalité des personnes connaissant l'existence d'un gouvernement communiste en Chine continentale fut interrogée par les enquêteurs qui tolérèrent plus d'une réponse par personne. Certaines personnes ayant indiqué précédemment qu'elles n'étaient pas "concerned" par la Chine populaire, indiquèrent cependant par la suite des raisons d'inquiétude.)

(69)

Cette image d'une Chine agressive et dangereuse servit même à expliquer la nature de la politique américaine à son égard. Les enquêteurs posèrent, en effet, aux personnes qui savaient que la politique américaine à l'égard de l'URSS avait été moins antagoniste qu'à l'égard de la Chine populaire, la question suivante:

Question:

"What reasons do you think the U.S. has had for treating Communist China in the way we have?" (N = 653)

- China has made aggressive actions or plans	19%
- U. S. support of Nationalists or non-legitimacy of Communist Government in China	16%

- China has been unfriendly or uncooperative	16%
- Different or bad qualities of Chinese or Chinese government other than Communism or aggression: race, religion, untrustworthy, etc.	12%
- China is Communist, communist ideology is way of life	9%
- Fear of Chinese motives or expansion, wish to keep China from expanding	6%
- China is weaker, we're more afraid of Russia	6%
- U.S. unfriendliness, errors, or stupidity	2%
- Don't know	18%
- Other	5%
- No reason given	5%
	<u>114%</u>

(Les enquêteurs tolérèrent plus d'une réponse par personne interrogée) (70)

Les Américains eurent d'ailleurs de plus en plus souvent tendance à considérer que la Chine représentait le plus grand danger pour la paix mondiale, à plus ou moins longue échéance.

Question:

"Looking ahead to 1970, which country do you think will be the greater threat to world peace - Russia or Communist China?" (Dates d'interviews, 10-15 février 1961, 24-29 avril 1964, 16-21 février 1967, AIPO)

Dates d'interviews	Russia	China	No opinion	total
10-15/2/61	49%	32%	19%	100%
24-29/4/64	27%	58%	17%	100%
16-21/2/67	20%	71%	9%	100%

(71)

Free et Cantril, lors de leur enquête de l'automne 1964, posèrent une question très similaire et obtinrent des résultats analogues.

Question:

"Which do you think will turn out to be the greater threat to the United States - Soviet Russia or Communist China?" (automne 1964, Free et Cantril)

Russia	19%
China	54%
Both	18%
Don't know	9%
	<u>100%</u>

(72)

Aux personnes ayant répondu en février 1961 que la Chine représentait une plus grande menace pour la paix que l'Union soviétique, l'"AIPO" posa la question suivante:

Question:

"Why do you think that Communist China will be the greater threat?"

- Huge population, needs more land, food	33%
- War-like policy, disregard for human life	29%
- Developing industry, will have nuclear weapons	14%
- Backward, ignorant people, can be led into war	11%
- Dislikes U. S., not recognized by U. S.	5%
- Other	8%
	<u>100%</u>

(73)

Les raisons données ci-dessus correspondent à l'image qui ressort d'un sondage effectué en juin 1966 par l'"AIPO".

Question:

"From the list of words on this card, which seem to you to describe the red Chinese people best?" (Date de publication, 26 juin 1966)

hard working	37	quick-tempered	7
ignorant	24	unimaginative	7
warlike	23	brave	7
sly	20	progressive	7
treacherous	19	arrogant	6
intelligent	14	dull	6
religious	14	lazy	5
cruel	13	rude	4
artistic	13	conceited	3
ordinary	12	aristocratic	2
radical	9	honest	0
practical	8	no opinion	14
			<u>274</u>

(74)

Nous pouvons constater que les expressions à connotation défavorable comme "ignorant", "warlike", "sly", "treacherous", "cruel", obtiennent des scores élevés, que seulement deux expressions à connotation favorable - "hard working" et "intelligent" - obtiennent des scores supérieurs à 10. Il semble bien, dès lors, que l'image du communiste chinois ait été particulièrement défavorable.

Cette impression est d'ailleurs confirmée par les résultats obtenus par l'"AIPO", en février 1968.

Question:

"Would you express your opinion on each of the following nations on this scale? The top box represents the highest degree of liking, the lowest box, the lowest degree." (Dates d'interviews, février 1968 (N = 1583))

	<u>Favorable</u>	<u>Unfavorable</u>	<u>No opinion</u>
Canada	94	3	3
Switzerland	90	3	7
Australia	89	4	7
Holland	88	4	7
Norway	88	3	9
Sweden	87	6	7
Denmark	85	5	10
England	85	11	4
Finland	85	7	8
Italy	81	12	7
Brazil	76	15	9
W. Germany	75	19	6
Argentina	74	15	11
Israel	74	19	7
Japan	72	23	5
Greece	71	18	11
Austria	69	21	10
Uruguay	67	16	17
Chile	66	19	15
India	62	29	9
S. Vietnam	62	32	6
Iran	54	30	16
France	49	47	4
Egypt	39	52	9
Russia	19	77	4
N. Vietnam	7	88	5
Cuba	6	90	4
Communist China	5	91	4

(75)

Remarquons que les pays communistes ou communistes obtinrent les scores les plus faibles dans la colonne favorable et les plus forts dans la colonne défavorable et que la Chine populaire fut, de loin, l'état ou le pays le moins apprécié par les personnes interrogées. Le nombre des personnes sans opinion concernant les quatre derniers états par ordre d'appréciation du public fut également très faible, ce qui semble indiquer une certaine rigidité de l'opinion américaine à ce sujet.

Nous venons de constater, nous semble-t-il, que le climat de l'opinion américaine, depuis la fin de la seconde guerre mondiale et jusqu'à la visite du président Nixon à Pékin, tout en étant continuellement opposé à une éventuelle reconnaissance de la Chine populaire par le gouvernement de Washington et à l'admission du régime communiste aux Nations unies, fut cependant relativement instable et susceptible de varier selon les circonstances. L'image de la Chine populaire, telle qu'elle fut perçue par la majorité des personnes interrogées par les divers organismes de sondages, au cours des ans, eut tendance à être profondément défavorable et, en fin de compte, relativement conforme à l'image de la Chine communiste présentée par la presse, les diverses agences gouvernementales intéressées, américaines ou étrangères, et les groupes de pression ou d'influence concernés par les questions asiatiques, depuis la proclamation de la République populaire. La Chine fut généralement perçue comme agressive, expansionniste, dangereusement menaçante pour la paix mondiale, faisant preuve d'un antagonisme exacerbé à l'égard des Etats-Unis. Quant aux communistes chinois, ils étaient, aux yeux des Américains, ignorants, belliqueux, fourbes et cruels.

Nous avons pu également constater un profond manque d'intérêt du grand public pour les questions de politique internationale et une ignorance très marquée de l'Américain moyen en la matière. Cela découle, en partie, de la manière profondément insatisfaisante dont la presse remplit son rôle d'informateur. En contrepartie, les lacunes de la presse en ce qui concerne le traitement des questions internationales résultent du manque d'intérêt du public en la matière. Dans le même ordre d'idées, si le climat de l'opinion tend à refléter les positions officielles de Washington, les responsables américains tiennent compte de ce qu'ils croient être une interprétation valide du climat de l'opinion. Dans une certaine mesure, donc, l'opinion exerce une influence sur les responsables du gouvernement américain et les fonctionnaires du Département d'Etat, mais, comme le fait remarquer Bernard C. Cohen:

"... public opinion can impinge on foreign policy only to the extent that, and in such ways as, policy makers are aware of and/or receptive to it." (76)

Or, il se trouve que le Département d'Etat, depuis le milieu de

la seconde guerre mondiale, possède une section - le "Bureau of Public Affairs" - dont les services principaux sont la division des "Historical Publications", celle des "Public Opinion Studies" dont la fonction est l'analyse du climat de l'opinion, la "Public Liaison Division" qui est chargée de maintenir le contact avec les diverses organisations concernées par les questions internationales et la "News Division" chargée des liaisons avec tous les organismes de presse. Pendant les premières années d'existence du "Bureau of Public Affairs", la division des études d'opinion publique prit une certaine ampleur. A partir de 1952, cependant, elle perdit progressivement de son importance. Peu à peu, en effet, les responsables du Département d'Etat en vinrent à analyser le climat de l'opinion de manière plus ou moins intuitive, en se fiant à la lecture de deux ou trois quotidiens choisis. (77) Le courrier adressé au Département d'Etat ne fait pas non plus l'objet d'une analyse systématique de l'opinion. Le "Public Correspondance Branch" du bureau n'est, en effet, guère plus qu'un organisme de liaison et de distribution du courrier entre les différents services. (78)

En l'absence d'un mécanisme élaboré de recueil des données et d'évaluation de l'opinion, comment les fonctionnaires du Département d'Etat perçoivent-ils le climat de l'opinion américaine? Selon Cohen, c'est l'intuition qui joue le rôle clé dans le processus d'évaluation du climat de l'opinion par les responsables du Département d'Etat. Cette prédominance accordée à la méthode intuitive d'interprétation de l'opinion est révélée, d'une part, par l'évaluation négative, par les membres du Département d'Etat, des méthodes scientifiques d'analyse et, d'autre part, par leur évaluation positive de l'intuition en tant qu'outil d'analyse en la matière. (79) Il résulte de cet état d'esprit au sein du Département d'Etat que

"The 'systematic' treatment of opinion information in the State Department now seems to be limited to the counting of the mail, its separation broadly by issue, and its division into 'favorable' and 'unfavorable' piles - though it is by no means certain that even these simple compilations receive any great distribution within the Department." (80)

En d'autres termes, nous fait remarquer Cohen, les responsables de la politique étrangère américaine déterminent le climat de l'opinion de manière impressionniste, se mettant ainsi à la merci des mécanismes de filtrages perceptuels qui leur sont propres. (81)

Dès lors, il devient particulièrement important d'identifier les divers éléments pris en considération, les diverses sources d'information prises en considération par les fonctionnaires du Département d'Etat pour évaluer le climat de l'opinion. Cohen propose de faire la distinction entre sources identifiables et non identifiables:

"... the first and major distinction to be made with regard to public opinion is between those sources - people and groups - which are known or are identifiable to officials and those sources which are impersonal and faceless." (82)

Les sources identifiables peuvent être subdivisées en trois sous-groupes: les "intimates", les "specialists", les "institutions":

"The category of 'intimates' includes figures not ordinarily understood to be significant bearers of opinion - (1) members of one's family, primary or extended; (2) close friends; (3) colleagues within the State Department who are not involved in one's own policy problems. 'Specialists' have in common a knowledge, experience, or skill in policy areas that not only sets them apart from all other opinion sources but qualifies them to be treated as 'equals' by officials. Among them will be found (4) notables, or 'important people,' many of whom have in fact served in the Department in the past; (5) experts, men of skill or other resource in particular policy areas, many of whom are currently qualified to serve in the Department; (6) advisory boards, composed both of notables and experts who are currently serving the Department in advisory capacities. 'Institutions' comprise the groups, organizations, and enterprises that are so commonly thought to be the significant bearers of public opinion that they are often treated as unofficial branches of government; (7) interest groups and (8) the press. This category also includes an official branch of government, (9) the Congress ..." (83)

Les sources non identifiables, celles que Cohen appelle "faceless" ou "impersonal" sont moins nombreuses, mais concernent un plus grand nombre d'individus. Elles comprennent:

"(10) the mail that comes to the Government on foreign policy questions, most of it ending up in the State Department; (11) audiences which officials see from time to time from the top of a lectern; (12) demonstrative behavior of one sort or another; and (13) public opinion polls." (84)

Il serait erroné, cependant, de croire que le processus d'évaluation du climat de l'opinion prend systématiquement en considération tous les éléments distingués par Cohen. En fait, l'évaluation se fait au "petit bonheur" sans suivre de lignes directrices bien marquées. La validité des évaluations devient, dès lors, pour le moins hasardeuse.

La méthode des politologues est-elle pourtant plus valide que celle des praticiens du Département d'Etat? Les politologues ont tendance, en général, à considérer que l'opinion publique se reflète dans

les résultats des sondages, dans les activités organisées par les divers groupes de pression, dans les éditoriaux de la presse écrite, parlée et télévisée et, quoique moins fréquemment, dans le courrier adressé aux politiciens et aux journaux et magazines. Bien souvent, même, les politologues n'ont recours qu'à une ou deux de ces manifestations de l'opinion pour déterminer sa tendance. Comme le fait remarquer Cohen:

"These forms or categories of external opinion are of course the most clearly visible from the outside, and they also encompass the largest number of articulated viewpoints. But it is not much of an exaggeration to say that these categories, designed to enlarge our vision of nongovernmental participation in policy processes, have become blinders; they have come to delimit artificially the areas in which we look for the content of public opinion and thus for its consequences." (85)

La question de l'évaluation de l'opinion publique reste donc particulièrement épineuse. Comment pouvons-nous, en effet, déterminer sa nature et son caractère de manière suffisamment précise? Au vu des multiples écueils auxquels se heurtent les sondages d'opinion - effets de la formulation des questions, effets de la personnalité de l'enquêteur telle que la perçoit la personne interrogée, tendances de la personne interrogée à exprimer des opinions ou des attitudes socialement ou intellectuellement acceptables, etc. - Il semble bien que les résultats obtenus doivent être maniés avec beaucoup de prudence. En effet, tout comme la tentative de détermination de la position d'une particule par projection d'un rayon lumineux provoque le déplacement - imperceptible, mais réel - de la particule en question, forçant ainsi les physiciens à exprimer les résultats obtenus en termes probabilistes, les méthodes d'évaluation du climat de l'opinion affecte la nature et le caractère de l'opinion entraînant la nécessité de recourir à une interprétation probabiliste, les risques d'erreurs et de distorsions étant particulièrement grands. En dépit des inconvénients et des lacunes de la méthode, il n'en reste pas moins que les résultats des sondages d'opinion constituent souvent une indication précieuse des tendances de l'opinion.

Nous venons de voir que l'interprétation de l'opinion publique, au sein du Département d'Etat, n'est pas systématique et que les responsables ont plutôt tendance à se fier à leur intuition et à combiner un certain nombre d'indices, glanés çà et là, au gré des lectures et des discussions, en un tout cohérent correspondant à leurs prédispositions. L'influence de l'opinion publique sur les prises de décisions est donc particulièrement ambiguë. Il ne fait, cependant, aucun doute que le Département d'Etat interpréta le climat de l'opinion concernant la question chinoise de manière particulièrement contraignante, à la suite des excès de la période mccarthyiste. Ce n'est, en effet, que le

13 décembre 1963, au "Commonwealth Club" de San Francisco que le Département d'Etat lança un ballon d'essai en faveur d'une plus grande souplesse de la politique américaine à l'égard de la Chine populaire, dans un discours de Roger Hillsman, sous-secrétaire d'Etat aux affaires extrêmes-orientales. Bien que les réactions de la presse aient été favorables, dans l'ensemble, l'initiative ne connut pas de lendemain. (86)

L'évolution rapide de l'opinion américaine vers une position nettement plus souple à l'égard de la question chinoise, à la suite de la visite du président Nixon à Pékin, démontre, à notre sens, les faiblesses de cette interprétation contraignante du climat de l'opinion dans ce domaine particulier des relations extérieures américaines.

Images de la Chine dans les arts, les lettres, l'enseignement

L'intérêt pour la Chine et sa culture s'accrut lentement pendant les premières années des relations commerciales sino-américaines. Peu à peu, cependant, les produits de l'artisanat chinois - tissus de soie brodés, laques sculptées, porcelaines, curiosités de toutes sortes - rapportés par les navires revenant de Chine, avec leurs cargaisons de thé, furent introduits dans les familles américaines. Bientôt, la vogue des chiniseries qui avait envahi la France et l'Angleterre au XVIIIème et au XIXème siècle se répandit également aux Etats-Unis. Des expositions d'art chinois furent organisées dont certaines connurent un grand succès. (1) Durant cette période que Harold Isaacs appelle "the age of respect", il semble bien que l'image dominante de la Chine et des Chinois était celle d'un peuple supérieur, doté d'une civilisation remarquable aussi bien par son ancienneté que par la valeur de sa philosophie, de son art et de son artisanat. (2)

La question de l'immigration chinoise aux Etats-Unis provoqua un profond bouleversement des notions acquises et une transformation radicale de cette image:

"Images rooted in the American experience with Chinese in the U.S. itself are almost all images of the Chinese as an inferior people." (3)

Le respect des Américains pour la Chine et son peuple fit place au mépris. C'est ce qui incita Harold Isaacs à intituler la période allant de 1840 à 1905 "the age of contempt". (4)

L'une des indications les plus nettes, selon Robert McClellan, du mépris des Américains pour les immigrants chinois est que certains termes et certaines expressions en vinrent à être automatiquement associés à certaines caractéristiques physiques ou socio-culturelles chinoises. Ces expressions avaient généralement un sens profondément méprisant, évoquant un sentiment de dégoût ou ridiculisant l'aspect physique des Chinois, leur comportement, leurs moeurs et coutumes. Ces termes furent progressivement acceptés par l'usage populaire comme étant une description adéquate des Chinois et de leur comportement. L'une des expressions les plus fréquemment utilisées et qui l'est encore de nos jours fut celle de "Chinaman", évoquant un statut d'infériorité et d'anonymat servile, découlant du refus d'utiliser un nom propre en s'adressant à un individu d'une race inférieure. Certains

termes étaient directement inspirés de certaines caractéristiques physiques. "Moon-eyed leper" et "yellow leper" étaient d'un usage fréquent à l'époque où l'on croyait que les Chinois étaient particulièrement enclins à contracter la lèpre. L'adjectif "yellow" était utilisé en conjonction avec d'autres mots pour indiquer la couardise, l'infériorité ou même le barbarisme comme dans "yellow belly", "yellow boy" et "yellow peril". Des expressions comme "almond eyed" ou "slant eyed" et encore "pig-tail" ridiculisaient l'apparence et les coutumes vestimentaires des Chinois. Le mot "Chinese" était fréquemment utilisé pour donner une impression d'immoralité et le terme "chink" exprimait une violente antipathie pour les Chinois. Les descriptions des quartiers chinois des grandes villes américaines, les "Chinatowns", évoquaient inmanquablement l'anonymat des rassemblements en troupeaux. Les termes "swarm", "mass" et "horde" étaient fréquemment utilisés à cet effet. "Chinatown" en vint à symboliser le secret, le mystérieux, le mal, le criminel. Le film récent de Roman Polansky intitulé, précisément, "Chinatown" en est un parfait exemple. "Chinatown" y est, en effet, le symbole de tout ce qu'il y a de mauvais et de corrompu dans le monde de la politique, de l'administration et de la justice américaines.

Un grand nombre d'expressions argotiques exploitaient également l'image défavorable que les Américains avaient des Chinois. On disait d'un drogué, par exemple, que "he has a Chinaman on his back". Complimenter une personne de manière particulièrement obséquieuse afin de pouvoir mieux la rouler était lui faire "a Chinese compliment". "To give a Chinaman a music lesson" signifiait donner une excuse mensongère pour se tirer d'une situation embarrassante. Quelqu'un qui avait "a Chinaman's chance" se trouvait dans une situation inextricable. Un "Chinese puzzle" était insoluble et la "Chinafication" représentait la situation d'une nation incapable de se défendre par elle-même dans l'arène internationale.

Les pièces de théâtre, les comédies musicales et les chansons de Broadway ridiculisaient les Chinois pour l'amusement des spectateurs. Des productions théâtrales comme "A Trip to Chinatown" qui tint l'affiche pour 650 représentations d'affilée, de novembre 1891 à août 1893, ou encore "A Night in Chinatown", "The King of the Opium Ring", "Chop Suey One Lung", "Chinatown Charlie" et "Queen of Chinatown" connurent d'indéniables succès à la fin du siècle dernier. Les comédies musicales comme "The Singing Girl" ou "A Chinese Honey-moon" popularisèrent nombre de chansons comme "Chin-Chin Chinaman", "Toy Monkey", "China Bogeyman", "China Dragon Blues", "Chinee Soje Man", ou "Chinky China Charleston". (5)

La littérature américaine de la fin du siècle dernier n'accorda pas une grande place aux thèmes chinois, en dépit de l'agitation résultant de leur présence sur la côte Ouest. Les Chinois qui apparaissaient dans les romans et les nouvelles occupaient presque toujours une position subalterne ou jouaient un rôle effacé ou ridicule. Ils ne

participaient guère à l'action et ne furent pour ainsi dire jamais les héros des récits. Quelques auteurs leur consacrèrent quelques pages. La plupart des ouvrages de la fin du siècle mettant en scène des personnages chinois, cependant, à l'exception de quelques nouvelles de Mark Twain à l'humour grinçant, en présentèrent une image défavorable ou ridicule. (6)

Au début du XXème siècle, les attitudes des Américains à leur égard se firent plus tolérantes. Les lois d'exclusion étaient en vigueur depuis longtemps et le problème de l'immigration semblait résolu. Les éditorialistes commençaient à exprimer un point de vue nettement plus favorable aux Chinois. La révolution provoqua un sursaut de sympathie et d'intérêt des Américains pour la Chine. Pendant la période d'émergence du régime nationaliste, un flot d'oeuvres diverses consacrées à la Chine et à ses problèmes envahit les librairies. La publication, en 1931, de l'oeuvre qui allait valoir à son auteur, Pearl Buck, le prix Nobel de littérature, "The Good Earth" corrigea quelque peu l'image perçue jusqu'ici par les Américains. Son adaptation à l'écran qui connut un énorme succès contribua également à présenter une nouvelle image de la Chine et des Chinois. (7)

La guerre de Corée et l'intervention des communistes chinois dans le conflit provoqua une nouvelle transformation de l'attitude américaine à l'égard de la Chine. Les Chinois firent figure d'ennemis aussi bien dans la littérature de l'époque que dans les formes mineures de communication comme les dessins humoristiques ou les bandes dessinées. Alors que Chang Kai-shek fut généralement présenté comme un magicien souriant capable de faire disparaître les fonds fournis par les Etats-Unis au titre de l'assistance économique, les communistes furent présentés comme des monstres menaçants, des bandits sans scrupules, ne reculant devant aucune bassesse ou violence pour arriver à leurs fins. (8)

La même évolution est observable à l'écran. Les premiers films consacrés à la Chine et aux Chinois, entre 1897 et 1907, furent des films d'actualités ou des documentaires. On présentait, par exemple, quelques scènes de rues dans une ville ou un village chinois ou l'arrivée d'un Chinois célèbre à New York ou encore des prises de vues concernant la vie des Chinois en Amérique. A partir de 1910, cependant, le produit principal de l'industrie cinématographique naissante devint le film de fiction. L'un des thèmes chinois essentiel, à l'écran, fut celui de "Chinatown" et de la corruption, du crime et de la misère qui y régnaient. Jusqu'aux années trente, les films présentèrent généralement les aspects sordides des quartiers chinois - le jeu, la contrebande, la prostitution, la drogue, la guerre entre les différents gangs:

"No evil was too devilish to be attributed to the Chinese villains who stalked their victims in dark alleys and through secret passages, who lolled with their opium

pipes, smuggled drugs, slaves, prostitutes, or other Chinese, or hacked away at each other in the tong war version of the crime-and-gangster themes ..." (9)

Le personnage de "Fu Man Chu" fut l'un des caractères principaux de ce genre de films. Il connut un remarquable succès et continue à faire l'objet de "remakes" continus. Un autre thème que l'on retrouve fréquemment pendant les premières années d'existence de l'industrie cinématographique fut celui des romances entre personnages américains et chinois. Le mariage entre individus de races différentes était généralement considéré comme impossible à l'époque. La solution offerte par les scénaristes, dès lors, fut que le personnage que l'on croyait Chinois ne l'était pas vraiment. En conséquence, héros et héroïne pouvaient se marier et être heureux. Lorsque le personnage chinois l'était vraiment, la conclusion était généralement tragique (suicide ou soumission à un destin adverse). Parfois, l'intérêt romantique ressenti par le personnage chinois pour l'Américain prenait un caractère de menace et de danger. Dans ce cas, le personnage américain était toujours sauvé in extremis par un héros de race blanche ou par un groupe de blancs.

A partir des années trente, les cinéastes eurent tendance à présenter une image plus favorable de la Chine et des Chinois. La présentation à l'écran de "The Good Earth" marqua l'émergence au cinéma d'une nouvelle attitude américaine à l'égard de la Chine. Le personnage du détective chinois "Charlie Chan" contribua également à améliorer l'image des Chinois présentée sur les écrans. Ce personnage fictif fut le héros de 48 films, après avoir connu un grand succès dans les colonnes du "Saturday Evening Post", depuis 1925. Il était capable de résoudre les problèmes les plus embrouillés et de se jouer de toutes les intrigues, recourant constamment à une pseudo-philosophie orientale s'exprimant sous forme de vieux proverbes et dictons. Les scénaristes lui firent utiliser une sorte de "pidgin English" d'où les articles, les verbes auxiliaires et la concordance des temps étaient souvent absents. (10) Dans les années quarante, après l'entrée en guerre des Etats-Unis, l'industrie cinématographique présenta une série de films consacrés à l'effort de guerre chinois et à la vaillante résistance offerte par les troupes chinoises à l'envahisseur japonais. Mais, dans bien des cas, ces films décrivirent plutôt les efforts de quelques Américains en vue d'aider les Chinois. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale jusqu'à la prise du pouvoir par les communistes, les films dont le scénario était censé se dérouler en Chine furent des films policière, des films d'action ou d'espionnage ou des histoires d'amour. Après la guerre de Corée, les thèmes traditionnels des premières années de l'industrie cinématographique - trafic illicite de toutes sortes, corruption, crime, cruauté chinoise - firent leur réapparition. Un thème nouveau fut celui de la Chine communiste en tant qu'ennemi implacable des Etats-Unis. Ces tendances subsistèrent jus-

qu'à ces dernières années.

Dorothy B. Jones dont l'ouvrage nous permet d'évaluer quelque peu la manière dont la Chine et les Chinois furent perçus et représentés à l'écran par les cinéastes considère que l'image présentée fut plutôt favorable, si l'on tient compte de la totalité de la production cinématographique jusqu'à 1955. Mandarins et pirates chinois représentaient généralement les vilains, alors que les détectives comme "Charlie Chan" ou les travailleurs - cuisiniers ou blanchisseurs - qui représentaient l'élément comique dans la plupart des scénarios où ils avaient un rôle, symboisaient les bons chinois. (11) Il nous faut cependant constater que les productions américaines ayant trait à la Chine, depuis 1955, tendirent à présenter une image particulièrement défavorable de la Chine et des Chinois. Dans bien des cas, le héros était un blanc en lutte avec des individus sans scrupules, cruels, barbares. Nous pensons à tous les films présentant le point de vue américain concernant la guerre de Corée, à certains films d'espionnage où les vilains sont régulièrement des Chinois communistes, ou à d'autres films comme "Les 55 jours de Pékin".

Si l'impression générale de la Chine que l'on retire des oeuvres littéraires, des productions théâtrales ou cinématographiques, des comédies musicales et des chansons ayant trait, de près ou de loin, à la Chine, aux Chinois et à leur moeurs ne correspond pas à la réalité, celle que l'on obtient à la lecture des manuels scolaires n'est cependant guère plus éclairée. L'étude "Treatment of Asia in American Textbooks", réalisée en 1946, permet de constater que l'espace consacré, à l'époque, aux régions asiatiques dans les manuels de géographie, d'histoire et d'instruction civique était particulièrement restreint. Karl Wernert constata, en effet, que les manuels de géographie destinés à l'enseignement élémentaire ne consacraient que 4% à 8% de l'espace disponible à l'Asie, que les manuels destinés à l'enseignement secondaire de premier cycle ("Junior High School") n'y consacraient que 7% à 9% de l'espace total et que ceux qui étaient destinés à l'enseignement secondaire supérieur ("High School") ne consacraient que de 6% à 11% de l'espace disponible. La Chine, par ailleurs, occupait une position privilégiée, en termes d'espace imparti, par rapport aux autres nations asiatiques.

"Proportion of Asiatic Contents Allotted to China,
Japan, India, Southeast Asia"

	China	Japan	India	Southeast Asia	
Elementary School	39, 8%	25, 3%	21, 8%	13, 1%	
Junior High School	36, 0%	21, 3%	24, 0%	18, 7%	
High School	30, 3%	24, 0%	24, 8%	20, 7%	(12)

Wernert distingue un certain nombre de thèmes communs à tous les manuels de géographie: géographie physique, géographie humaine, histoire et culture. Si les paragraphes consacrés à la géographie physique et humaine ne satisfont guère Wernert, ceux qui sont consacrés à un survol des caractéristiques historiques et culturelles lui semblent particulièrement critiquables. Ces paragraphes, en effet, tendent à présenter une image très discutable des peuples asiatiques. Wernert cite, par exemple, le texte suivant ayant trait à l'histoire et à la culture chinoise:

"Cut off from contact with the rest of the world by land barriers on one hand and water barriers on the other, the Chinese developed a civilization of their own ... During the long period of isolation they invented the wheelbarrow, gunpowder and block-printing, and discovered the use of the mariner's compass; they also learned how to make paper and porcelain ... They had a distinctive art, literature and music and knew something of astronomy and other sciences

...
The keynote of Chinese philosophy came to be a worship of the past, reverence for ancestors, and a satisfaction with their own attainments. China went to sleep about 2000 B.C. and made little progress during the next two thousand years

...
The West came to the East - Marco Polo, the Christian missionaries ... and then about a hundred years ago European nations became interested in the Chinese markets ... In 1911 a revolution occurred in China, and finally, in 1912, a republican form of government was adopted. China was awake ... Our relations with China have always been friendly; and we have helped the Chinese in many ways." (13)

Le ton paternaliste de ce passage correspond à l'image que les Américains, en général, avaient de la Chine. Il est intéressant de noter que la Chine, dans la pensée des auteurs, ne s'éveille au modernisme et à la "démocratie" qu'après avoir été exposée aux méthodes et aux coutumes occidentales. Quelques erreurs flagrantes émaillent le texte comme, par exemple, le condensé particulièrement erroné du caractère de la philosophie chinoise.

Une analyse des manuels d'histoire mondiale fait ressortir les mêmes lacunes - espace restreint alloué à l'histoire des nations asiatiques, interprétation discutable des développements historiques, erreurs et omissions dans la présentation des faits. Harold M. Long constata, par exemple, que quatre manuels à l'usage du cycle élémentaire, totalisant 1635 pages de texte, ne consacraient que 174 pages, soit 11% de l'espace total disponible, à l'histoire asiatique.

"Space Allotted to Asia in Four Elementary Textbooks
on World History"

	<u>Number of pages</u>	
China	95	
India	47	
Japan	24	
Southeast Asia	<u>8</u>	
	174	(14)

Il remarqua également que sept manuels à l'usage du cycle secondaire, totalisant 4537 pages de texte, n'en consacraient que 316, soit 7% de l'espace total disponible, à l'histoire extrême-orientale.

"Space Allotted to Asia in Seven Secondary School Textbooks
on World History"

	<u>Number of pages</u>	
China	136	
India	73	
Japan	94	
Southeast Asia	<u>13</u>	
	316	(15)

Les multiples lacunes des ouvrages analysés par Long, les erreurs géographiques, historiques et culturelles, les confusions entre les religions propres à chaque nation, la prédominance accordée aux relations entre les nations occidentales et asiatiques font que le traitement de l'histoire asiatique par les auteurs de manuels américains semble particulièrement ethnocentrique. Le ton paternaliste de certains ouvrages est révélé dans l'extrait suivant, cité par H.M. Long:

"There was a civilization in Mesopotamia ... in Egypt ... even in China." (16)

Selon Long, par ailleurs, l'histoire de l'impérialisme occidental et japonais en Chine est présentée essentiellement comme l'apport par les nations industrialisées de la civilisation et de la technique moderne à un pays arriéré. En ce qui concerne l'impérialisme en tant que principe de politique étrangère, les différents auteurs expriment des opinions divergentes. L'un d'entre eux écrit, par exemple:

"It is a pity, not that Great Britain at last forced China to engage in open commerce, but that the entering wedge was the opium traffic."

Un autre pose, au contraire, la question suivante:

"How many Europeans do you suppose would be jubilant over giving up their property to some Japanese or Hindu trader in return for a Japanese missionary's promise of salvation?"

Un autre conclut le paragraphe consacré à l'histoire de l'impérialisme des nations industrialisées en Chine en ces termes:

"The world does not belong entirely to the white race." (17)

Les conclusions de Long et Wernert quant au contenu des manuels de géographie et d'histoire mondiale - à savoir que les manuels scolaires présentent une image déformée de la réalité géographique, historique, religieuse, culturelle de la Chine et des autres nations asiatiques et que l'espace consacré à l'histoire et à la géographie de l'Asie est notoirement insuffisant - sont analogues à celles de A. Imrie Dixon qui fit l'examen de 22 manuels d'histoire américaine de niveau élémentaire, secondaire du premier cycle et secondaire supérieur, et trouva que 3,2% de l'espace total seulement était attribué à des sujets ayant trait, de près ou de loin, à l'Extrême-Orient. (18) Dixon constata qu'une large place était faite aux premiers contacts européens avec l'Extrême-Orient - les voyages de Marco Polo et d'autres explorateurs, l'ouverture des routes commerciales terrestres vers l'Asie - et à la recherche d'une route maritime plus directe qui amena la découverte du continent américain. Par contre, l'histoire du commerce américain avec la Chine, la grande influence exercée par l'attrait du marché chinois sur le processus d'acquisition de territoires au nord-ouest des Etats-Unis et dans le Pacifique ne font l'objet que de quelques lignes. Les manuels scolaires tendent également à omettre ou à ne mentionner que très brièvement les premiers contacts diplomatiques - traités de commerce, d'extra-territorialité, d'immigration et autres - avec les nations asiatiques.

En ce qui concerne l'étude de la politique étrangère américaine à l'égard de l'Asie, Dixon nous fait remarquer qu'elle souffre de l'absence d'une approche globale, mettant en lumière tous les éléments qui entrent en ligne de compte dans le processus d'élaboration de la politique extérieure américaine. La politique de la porte ouverte de John Hay et la clause de la nation la plus favorisée, par exemple, sont traitées indépendamment l'une de l'autre, empêchant le lecteur de se rendre compte des liens étroits les unissant et de faire la liaison entre la recherche de la mise en oeuvre de ces deux principes et

l'accroissement de l'intérêt américain dans le Pacifique. En général, d'ailleurs, les manuels indiquent que la tendance de la politique américaine en Asie est essentiellement due à John Hay que l'on décrit comme une sorte de bon samaritain. De plus, la politique de la porte ouverte et la clause de la nation la plus favorisée qui représentent la pierre d'angle de la politique américaine en Asie n'occupent, en moyenne, que deux pages d'un manuel de 785 pages.

La question de l'immigration chinoise aux États-Unis n'est guère traitée de manière plus satisfaisante. Les manuels à l'usage du cycle élémentaire, totalisant en moyenne 411 pages, consacrent généralement un peu plus d'une page à ce sujet. Les livres du niveau secondaire du premier cycle, totalisant en moyenne 610 pages, et les manuels du secondaire supérieur, totalisant en moyenne 785 pages, y consacrent une ou deux pages. Les allusions aux immigrants chinois, nous dit Dixon, sont

"... usually scattered under such headings as 'The Building of the Union Pacific Railroad' where there is often a line or two about the use of Chinese labor, or 'Immigration in the Late Nineteenth Century,' in which case it is noted that 'Chinese and Japanese came over in increasing numbers about this time.' In almost every text there is some discussion of the Chinese Exclusion Act." (19)

Dixon conclut son analyse des manuels en recommandant la correction des erreurs et la rectification des interprétations présentées, ainsi que l'attribution d'une place plus grande à l'Asie dans les manuels d'histoire américaine. Richard W. Burkhardt, dans son analyse de 30 ouvrages d'instruction civique, constata la même distorsion des faits et arriva aux mêmes conclusions que ses trois autres collègues. (20) Quelques 23 ans plus tôt, une analyse de 26 manuels d'histoire mondiale et de 18 ouvrages de géographie, publiés de 1902 à 1917, avait révélé les mêmes lacunes. La majorité des ouvrages examinés consacraient moins d'un pour cent de l'espace attribué au texte aux questions asiatiques. De plus, la présentation et l'interprétation des faits étaient généralement erronées et tendancieuses. (21)

Un examen de 12 manuels d'histoire américaine et mondiale, publiés entre 1961 et 1974 et destinés à l'usage des écoles secondaires du premier cycle et secondaires supérieures, montre que la place faite à l'histoire de la Chine, de sa civilisation et de sa culture n'est pas plus importante de nos jours, et que l'information présentée est tout aussi superficielle qu'en 1923 ou 1946. Les stéréotypes défavorables se sont cependant faits rares. Le contenu des textes de la majorité des manuels examinés ne semble pas péjoratif. Les images négatives concernant les communistes chinois ont quasiment disparu des éditions datant d'après la visite du président Nixon à Pékin, alors que les éditions d'avant 1972 ont encore recours, parfois, à des citations

tronquées de responsables communistes chinois qui transmettent une très nette image de menace et de danger. (22)

Tous les manuels d'histoire mondiale examinés sont destinés aux élèves du niveau secondaire supérieur, deux d'entre eux s'adressent aux "slow learners". Le nombre total de pages est de 4530, le nombre total de pages ayant trait, de près ou de loin, à la Chine n'est cependant que de 180, soit une moyenne de 30 pages pour un manuel de 755 pages. Si l'on se livre à une rapide analyse thématique de ces six manuels, l'on s'aperçoit que les différentes périodes de l'histoire chinoise ne sont qu'effleurées, qu'il est pratiquement impossible d'informer objectivement ou même simplement de sensibiliser un élève à la richesse de l'histoire, de la civilisation et de la culture chinoise. La période de la Chine ancienne n'occupe, selon les manuels, que de trois à 19 pages, celle allant de l'époque médiévale à la déposition de la dynastie mandchoue n'occupe que de quatre à 22 pages et les auteurs ne consacrent qu'une à 8 pages à l'histoire moderne de la Chine.

Les manuels d'histoire américaine ne consacrent que quelques lignes éparses aux sujets ayant trait à la Chine. Le nombre total des pages des six manuels est de 4014, et on peut évaluer le nombre des pages consacrées à l'histoire chinoise ou des relations sino-américaines, en comptant le nombre de lignes et en comparant ce résultat à l'espace total disponible par page, à environ 16. Des six manuels examinés, quatre sont destinés aux élèves de l'enseignement secondaire supérieur dont un aux "slow learners" et deux aux élèves de l'enseignement secondaire du premier cycle ("slow learners").

L'un des manuels (enseignement secondaire du premier cycle), par exemple, consacre un paragraphe de 10 lignes (espace moyen disponible par page: 85 lignes) à la politique de la porte ouverte, un paragraphe de longueur équivalente à la question de la non-reconnaissance diplomatique de la Chine populaire, une ligne à l'influence bénéfique pour les relations soviéto-américaines de la dispute sino-soviétique. Un autre manuel destiné à l'enseignement secondaire du premier cycle consacre un paragraphe de 16 lignes (espace moyen disponible par page: 90 lignes) aux voyages de Marco Polo, un paragraphe de quatre lignes à la question de l'immigration chinoise, une ligne aux "lois d'exclusion", un paragraphe de 15 lignes à la politique de la porte ouverte, un paragraphe de 18 lignes à la prise du pouvoir par les communistes en Chine, un paragraphe de 13 lignes à la nouvelle puissance de la Chine populaire.

Les manuels destinés aux élèves de l'enseignement secondaire supérieur ne font guère mieux. L'un des plus récents (1974) consacre un paragraphe de 9 lignes (espace moyen disponible par page: 40 lignes) à la politique de la porte ouverte, un paragraphe de 8 lignes à la guerre des "Boxers", quatre lignes à l'attaque japonaise contre la Chine, deux lignes à la reprise de la guerre civile, un paragraphe de 12 lignes à la prise du pouvoir par les communistes en 1949, un paragraphe de cinq lignes à la question de la non-reconnaissance de la

Chine populaire par les Etats-Unis, trois lignes à la question de l'immigration chinoise en Amérique, deux lignes aux lois d'exclusion des immigrants chinois, un paragraphe de neuf lignes à la situation économique et à la position internationale de la Chine populaire après son admission au sein de l'Organisation des Nations unies, quatre paragraphes (26 lignes) au voyage du président Nixon à Pékin et aux changements intervenus dans la politique américaine à l'égard de la Chine communiste.

Dès lors, il apparaît que les manuels scolaires ne sont pas en mesure de fournir l'information de base nécessaire et indispensable à la bonne compréhension de la politique américaine à l'égard de la Chine. (23) Si l'enseignement élémentaire et secondaire ne fait pas grande place aux sujets ayant trait à l'Asie et conséquemment à la Chine, l'enseignement supérieur pendant longtemps n'étudia les questions asiatiques, l'histoire, la géographie, les civilisations que de manière très superficielle.

La seconde guerre mondiale força les Etats-Unis à accorder plus d'importance à l'étude de la langue et des caractéristiques d'un pays allié dont on comptait faire une grande puissance. Le traumatisme maccarthyste annihila ces efforts. Pendant les années qui suivirent, les universitaires n'abordèrent la question de la Chine populaire qu'avec des précautions infinies. (24) Depuis la visite du président Nixon à Pékin, la publication d'ouvrages consacrés aux relations entre les Etats-Unis et la Chine populaire, au système politique, économique et social en vigueur en Chine continentale, et présentant sous un jour favorable les réalisations du nouveau régime ou s'abstenant de critiquer les choix politiques, économiques et sociaux de Pékin, s'est accrue très sensiblement, comme si les universitaires n'avaient attendu que le signal d'un assouplissement de la politique américaine à l'égard de la Chine populaire pour exprimer des opinions plutôt favorables, somme toute, à l'oeuvre des dirigeants communistes chinois. Il semble donc que le voyage à Pékin du président Nixon à enfin permis aux experts, universitaires ou journalistes, de soutenir une politique plus réaliste dans le domaine des affaires étrangères et, plus particulièrement, en ce qui concerne les relations avec les nations communistes. Après tout, l'ancien président avait été, en son temps, l'un des plus farouches avocats de la ligne dure à l'égard des communistes de l'intérieur et de l'extérieur. Un tel changement de politique, selon certains, ne pouvait être effectué que par une administration républicaine dirigée par un anti-communiste notoire.

Nous avons pu constater, dans ce chapitre et dans le chapitre consacré à la manière dont la presse aborda et traita les questions d'actualité ayant trait à la Chine, que l'image de la Chine et des Chinois évolua grandement au cours des ans, oscillant entre l'extrêmement défavorable et le favorable. Nous avons également pu constater, croyons-nous, que le contenu des communications concernant la Chine fut directement affecté par le succès du voyage présidentiel en Chine po-

pulaire. Dans le chapitre précédent, nous avons souligné l'influence de cet événement sur le climat de l'opinion publique. Il est encore trop tôt pour déterminer si la tendance générale à l'assouplissement des positions persistera dans les années à venir. Il convient, cependant, de se réjouir déjà du climat de détente qui commence à gagner, semble-t-il, le public. Les stéréotypes utilisés quelques années auparavant, qui présentaient de la Chine une image de cruauté ou d'agressivité, ont presque disparu des éditoriaux de la presse écrite, parlée ou télévisée, ou des discours des politiciens. Les organisations religieuses diffusent aujourd'hui des annonces télévisées incitant à la compréhension et à la tolérance entre les nations du monde et, en particulier, entre la Chine et les Etats-Unis. Le président Ford, quelques temps après son installation, s'adressant aux étudiants, professeurs et administrateurs de l'"Ohio State University" à Columbus, Ohio, cita la détermination, le positivisme et la discipline des Chinois en exemple de l'esprit qui devrait régner aux Etats-Unis et qui permettrait à la nation de surmonter ses difficultés de l'heure. Le discours provoqua quelques très rares objections, la plupart d'entre elles étant le fait de membres d'organisation d'extrême-droite ou d'anciens avocats de la thèse de la conspiration des années cinquante. Il semble bien, dès lors, que le temps de l'hystérie collective, de la guerre froide, de la croyance en l'existence d'un monolithe communiste dirigé par Moscou a enfin fait place au temps de la détente et d'une conception moins paranofaque de la politique internationale.

Notes

Chapitre I

1. Voir, Cohen, America's Response to China, pp. 1-7.
2. Voir, Fairbank, The United States and China, pp. 137-142.
3. Bianco, Les origines de la révolution chinoise, pp. 17-18.
4. Voir, Fairbank, op. cit., p. 140.
5. F.R. Dulles, China and America, p. 3.
6. Cohen, America's Response to China, p. 5.
7. Ibid. p. 6.
8. Messages and Public Papers of the Presidents, Ed. J.D. Richardson, I, 222.
9. Halle, Dream and Reality, p. 13.
10. Voir, pour une étude plus détaillée de la guerre de l'opium, F.R. Dulles, China and America, pp. 19-21; pour les détails du traité de Nankin, Fairbank, The United States and China, pp. 142-145, et F.R. Dulles, op. cit. p. 20; pour une analyse de l'attitude des Américains à Canton, ibid. pp. 18, 21, 22.
11. Voir, Fairbank, op. cit. p. 141.
12. Voir, F.R. Dulles, op. cit. pp. 23-24.
13. John Quincy Adams, cité par C. Julien, L'Empire américain, p. 265.
14. Voir, F.R. Dulles, China and America, pp. 21-29.
15. Voir, Varg, Missionaries, Chinese, and Diplomats, p. 4.
16. Voir, F.R. Dulles, American Policy toward Communist China, p. 10.
17. F.R. Dulles, China and America, p. 30.
18. Voir, Fairbank, The United States and China, pp. 145-146.
19. Voir, F.W. Williams, The Life and Letters of Samuel Wells Williams, p. 127.
20. S.W. Williams, The Middle Kingdom, II, 572-573.
21. Peter Parker, cité par Varg, Missionaries, Chinese and Diplomats, p. 9.
22. Ibid. p. 9.
23. F.R. Dulles, China and America, p. 57; et, Varg, op. cit. p. 9.
24. Varg, op. cit. p. 11.
25. Voir, Cohen, America's Response to China, pp. 8-30, 24 en particulier.

Chapitre II

1. Cité par F. R. Dulles, China and America, p. 74.
2. Voir, par exemple, ibid. pp. 63-67.
3. Voir, McClellan, The Heathen Chinese, p. 1.
4. "Our immigration during 1904", National Geographic (janvier 1905), p. 18.
5. F. R. Dulles, China and America, pp. 78-79.
6. Voir, Pang, "The Chinese in America", Forum (janvier 1902), pp. 598-607.
7. McClellan, The Heathen Chinese, p. 5; voir, aussi, pour une élaboration de ce point, Sandmeyer, The Anti-Chinese Movement in California.
8. Cité par F. R. Dulles, China and America, pp. 84-85.
9. Voir, McClellan, op. cit. p. 6.
10. Voir, F. R. Dulles, op. cit. pp. 85-86.
11. Voir, Holcombe, "The Restrictions of Chinese Immigration", Outlook (23 avril 1904), pp. 971-977.
12. Voir, McClellan, The Heathen Chinese, p. 9.
13. Voir, F. R. Dulles, China and America, pp. 89-90.
14. Voir, Masters, "Our Treaties with China", Californian (juin 1893), pp. 24-32.
15. "The Chinese Question", Review of Reviews, (juin 1892), p. 526.
16. Voir, McClellan, The Heathen Chinese, p. 11.
17. Voir, Geary, "Should the Chinese be Excluded?", North American Review (juillet 1893), pp. 52-57.
18. Geary, "The Law and the Chinaman", Californian Illustrated (juillet 1893), p. 313.
19. Voir, McClellan, The Heathen Chinese, pp. 13-14.
20. "The Chinese and the Geary Bill", (éditorial), Review of Reviews (mai 1893), p. 265.
21. Bryant, "Chinese Exclusion", Arena, (mars 1902), p. 260.
22. Voir, McClellan, The Heathen Chinese, pp. 18-20.
23. Powderly, "Exclude Anarchists and Chinaman", Collier's Weekly (décembre 1901), p. 7.
24. Voir, Fitch, "Races and the Labor Problem in California", Chautauquan (janvier 1897), pp. 427-432.
25. San Francisco Chronicle, (éditorial), (25 janvier 1892); "Chinese Sunday Schools", Rocky Mountain News, 13 décembre 1894.
26. Masters, "Can a Chinaman Become a Christian", Californian (octobre 1892), p. 622.
27. "The New Chinese Exclusion Act", (éditorial), Outlook (18 janvier 1902), p. 153.
28. Voir, Parker, "The Exclusion of the Chinese", Baptist Quarterly Review (octobre 1890), pp. 460-473.
29. Seattle Post-Intelligencer, (éditorial), (10 juillet 1900).
30. Walla Walla Union (23 juillet 1903).

31. Los Angeles Times (9 juillet 1900).
32. Rocky Mountain News, (éditorial), (8 juillet).
33. Los Angeles Times, "The Chinese Character" (1 juillet 1900).
34. Harper's Weekly, "The Chinese Exclusion Bill" (16 avril 1892), p. 362.
35. Phelan, "The Case Against the Chinaman", Saturday Evening Post (21 décembre 1901), p. 4.
36. Voir, Smith, Chinese Characteristics, pp. 90-94.
37. Voir, Isaacs, Scratches on Our Minds, p. 101.
38. *ibid.* p. 71.

Chapitre III

1. Voir, Steele, The American People and China, p. 8.
2. Le sentiment de supériorité culturelle américain découle, dans une certaine mesure, de l'expérience isolationniste. Assurément, le sentiment de supériorité culturelle n'est pas un monopole américain. Les Chinois étaient tout aussi convaincus de la supériorité de leur culture. Les Européens ne le sont pas moins. Mais le sentiment de supériorité culturelle américain découle d'une expérience unique. Il naquit, en effet, du caractère de l'immigration en Amérique et du peuplement du continent, des aspirations des immigrants à s'isoler des misères et des problèmes de leur pays d'origine, de leur sentiment d'avoir enfin trouvé la terre promise et d'y avoir fondé un état idéal, une réponse vertueuse à la corruption des régimes européens.
3. Voir, Spratt, "Earning a Living in China", Lippincott's Magazine (mai 1897), p. 674, et Morse, Glimpses of China and Chinese Homes, pp. 208-209; voir également McClellan, The Heathen Chinese, pp. 73-74.
4. Voir, McClellan, *ibid.* p. 74.
5. Henry Cabot Lodge, cité par McClellan, *ibid.* pp. 69-70.
6. Voir, par exemple, Atlanta Constitution, "Where Life is Cheap", (12 novembre 1894); Washington Post, "Chinese Execution" (29 juillet 1900); Lee, "Chinese Cruelty", Harper's Weekly, (1895), p. 182; Seattle Post-Intelligencer, "Nameless Tortures" (15 juillet 1900); San Francisco Chronicle, "A Ghastly Picture of Mongolian Savagery" (19 décembre 1894). Voir aussi, McClellan, The Heathen Chinese, pp. 77-79.
7. Voir, McClellan, *ibid.* pp. 79-80.
8. *Ibid.* p. 81.
9. Voir à ce sujet, Hofstadter, Anti-Intellectualism in American Life.
10. Fairbank, The United States and China, p. 46.
11. Voir, F. L. K. Hsu, Americans and Chinese, p. 149.
12. Voir, Fairbank, *op. cit.* p. 53.

13. Voir, ibid. pp. 47-49; et F. L. K. Hsu, op. cit. pp. 148-150.
14. Voir McClellan, The Heathen Chinese, pp. 81-82.
15. Voir, Public Opinion, "Surgery in China", (éditorial), (7 décembre 1893), p. 222; Ralph, "Side Notes from the Asiatic War", Harper's Weekly (11 mai 1895), p. 448; McClellan, op. cit. p. 82.
16. Voir, Nature, "A Chinese Brain" (31 mai 1894), p. 111; McClellan, op. cit. p. 83.
17. McClellan, ibid. pp. 90-93; et F. L. K. Hsu, Chinese and Americans, p. 75.
18. Voir, Varg, Missionaries, Chinese and Diplomats, pp. 130-131.
19. Voir, F. R. Dulles, American Policy toward Communist China, pp. 10-11.
20. Voir, F. R. Dulles, Chins and America, p. 41.
21. Voir, Fairbank, The United States and China, pp. 159-160; pour le traitement de toute la rébellion Taiping, voir, pp. 159-166.
22. Bianco, Les origines de la révolution chinoise, p. 19.
23. F. R. Dulles, China and America, p. 50.
24. Voir, ibid. p. 51.
25. Voir, ibid. p. 53.
26. Voir, pour le développement de ces aspects, Varg, Missionaries, Chinese and Diplomats, p. 16.
27. Cité par Varg, The Making of a Myth, p. 17.
28. Voir, pour plus de détails, Brockman, I Discover the Orient, pp. 14-15.
29. Voir, Varg, Missionaries, Chinese and Diplomats, p. 23.
30. Voir, Fairbank, The United States and China, pp. 162, 163; et, Bianco, Les origines de la révolution chinoise, p. 20.
31. Lay, The Chinese as They Are, p. 14. Voir, également, Varg, Missionaries, Chinese, and Diplomats, p. 35.
32. Varg, The Making of a Myth, p. 16.
33. Voir, Cohen, America's Response to China, p. 42.
34. L'influence que la situation économique semble avoir exercé sur le sentiment populaire de l'époque est étudiée dans le troisième volet de ce chapitre.
35. Voir, Varg, Missionaries, Chinese, and Diplomats, pp. 52-53.
36. Stephen L. Baldwin, Foreign Missions of the Protestant Churches, (New York: 1900), p. 13. Cité par Varg, op. cit. p. 15.
37. Varg, ibid. p. 68.
38. Cité par Varg, ibid. pp. 54-55.
39. Henry Van Dyke, "The Necessity and the Needs of Foreign Missions", Outlook (1er février 1896), p. 201. Cité par Varg, op. cit. p. 55.
40. Voir, Varg, The Making of a Myth, p. 16.
41. Voir, McClellan, The Heathen Chinese, p. 134.
42. Voir, Varg, Missionaries, Chinese, and Diplomats, pp. 26-27.
43. Voir, ibid. pp. 32-33.

44. Voir, *ibid.* pp. 37-51.
45. Voir, McClellan, The Heathen Chinese, pp. 100-101.
46. Voir, F. L. K. Hsu, Americans and Chinese, pp. 235-236.
47. Voir, McClellan, *op. cit.* pp. 101-102.
48. Voir, Varg, Missionaries, Chinese, and Diplomats, p. 110.
49. Voir, *ibid.* p. 4.
50. Voir, McClellan, The Heathen Chinese, p. 103.
51. Voir, F. R. Dulles, China and America, pp. 96-99, et, Van Alstyne, The Rising American Empire, pp. 176-177.
52. Charles Denby, ministre des Etats-Unis à Pékin. Cité par Van Alstyne, *op. cit.* p. 181.
53. Walter LaFeber, The New Empire: an Interpretation of American Expansion (Ithaca: 1963). Cité par Isrsel, Progressivism and the Open Door, p. 12.
54. Voir, Cohen, America's Response to China, p. 42.
55. Frederick Jackson Turner, The Frontier in American History, (New York : 1920). Cité par Israel, Progressivism and the Open Door, p. 8.
56. Voir, Varg, The Making of a Myth, p. 15.
57. H. N. Fisher, "The Development of Our Foreign Policy", Atlantic Monthly, LXXXII (octobre 1898), p. 558. Cité par McClellan, The Heathen Chinese, p. 171.
58. Arthur R. Colquhoun, "Eastward Expansion of the United States", Harper's New Monthly, XCVII (novembre 1898), p. 933. Cité par McClellan, *op. cit.* p. 171.
59. Voir, Cohen, America's Response to China, p. 42.
60. Cité par Varg, The Making of a Myth, p. 15.
61. Voir, *ibid.* p. 15-16.
62. Voir, Cohen, *op. cit.* p. 42.
63. Voir, Varg, *op. cit.* p. 36.
64. Cité par Cohen, *op. cit.* p. 43.
65. Voir, Varg, *op. cit.* pp. 37-41.
66. Voir, par exemple, Kotler, Marketing Management, chapitre I.
67. Voir, McClellan, The Heathen Chinese, pp. 189-191.
68. George Anderson, consul américain en Chine. Cité par Varg, The Making of a Myth, p. 50.
69. Beveridge, "Winning the Markets of the Orient", Saturday Evening Post (22 mars 1902), pp. 1-2.
70. McClellan, The Heathen Chinese, pp. 196-197.
71. Charles Denby au secrétaire d'Etat John Sherman. Cité par McClellan, *ibid.* p. 167.
72. Ideas and Diplomacy, ed. N. A. Graebner, pp. 142, 143.
73. Voir, *ibid.* p. 214.
74. James K. Polk. Cité par F. R. Dulles, America in the Pacific, p. 51.
75. Cité par F. R. Dulles, *ibid.* p. 3.
76. William H. Seward. Cité par Van Alstyne, The Rising American

- Empire, p. 146.
77. General Nathaniel P. Banks, Chairman of the Foreign Relations Committee. Cité par Van Alstyne, *ibid.*, p. 177.
 78. C.M. Clay. Cité par F.R. Dulles, America in the Pacific, p. 93.
 79. Cité par F.R. Dulles, *ibid.*, p. 93.
 80. Cité par F.R. Dulles, *ibid.*, p. 93-94.
 81. Alfred Thayer Mahan, "The United States Looking Outward", The Atlantic Monthly, LXVI (décembre 1890), pp. 816-824. Cité dans Creating an American Empire, ed. M. Plesur, pp. 82, 83, 89.
 82. Alfred Thayer Mahan, "Effects of Asiatic Conditions upon International Policies", North American Review, CLXX (novembre 1900), pp. 609-626. Cité par Varg, The Making of a Myth, pp. 18-19.
 83. McClellan, The Heathen Chinese, pp. 164-165.
 84. Voir, Varg, *op. cit.* p. 18, et, McClellan, *op. cit.* pp. 164-166.
 85. Brooks Adams, America's Economic Supremacy. Cité par Van Alstyne, The Rising American Empire, p. 188.
 86. "Enormous Possibilities of the Pacific Coast", (éditorial), Leslie's Weekly, LXXXV(II) (août 1898), p. 82. Cité par McClellan, The Heathen Chinese, p. 167.
 87. Kennan, American Diplomacy 1900-1950, p. 13.
 88. Voir, Schoell, Histoire des Etats-Unis, p. 208, et, Julien, L'Empire américain, pp. 81-96.
 89. Voir, F.R. Dulles, China and America, p. 99.
 90. United States Investor, IX (1898), p. 1177. Cité par Campbell, Special Business Interests and the Open Door Policy, pp. 45-46.
 91. E.H. Conger au secrétaire d'Etat William R. Day, 31 juillet 1898. Cité par Varg, The Making of a Myth, p. 22.
 92. Cité par F.R. Dulles, China and America, p. 101.
 93. Cité par F.R. Dulles, *ibid.*, p. 103.
 94. Cité par F.R. Dulles, *ibid.*, p. 104.
 95. Cité par F.R. Dulles, America in the Pacific, p. 262.
 96. Cité par Griewold, The Far Eastern Policy of the United States, pp. 484, 489.
 97. Cité par F.R. Dulles, China and America, pp. 109-110.
 98. Voir, par exemple, Fairbank, The United States and China, p. 297; F.R. Dulles, *op. cit.* p. 110; Varg, The Making of a Myth, p. 23.
 99. Julien, L'Empire américain, p. 199.
 100. Van Alstyne, The Rising American Empire, pp. 189-190.
 101. Voir, pour une description du service des douanes, Fairbank, The United States and China, p. 147.
 102. Voir, Kennan, American Diplomacy, pp. 21-37; Fairbank, *op. cit.* pp. 296-297; F.R. Dulles, China and America, pp. 108-109; Varg, The Making of a Myth, pp. 22-23.
 103. Voir, Kennan, American Diplomacy, p. 32.
 104. Voir, F.R. Dulles, China and America, pp. 112-113.
 105. Voir, Literary Digest, XX, No. 2 (13 janvier 1900), pp. 35-36.

106. Voir, Literary Digest, XX, No. 14 (7 avril 1900), pp. 415-416.
107. Voir, Literary Digest, XX, Nos. 2 et 14 (13 janvier et 7 avril 1900), pp. 36, 416.
108. Voir, Bianco, Les origines de la révolution chinoise, pp. 28-29.
109. U.S. Department of State, Papers Relating to the Foreign Relations of the U.S., 1900, p. 299.
110. Voir, Steele, The American People and China, pp. 15, 16; Fairbank, The United States and China, p. 298; Kennan, American Diplomacy, p. 34; McClellan, The Heathen Chinese, p. xiii; Isaacs, Scratches on Our Minds, p. 193.
111. Samuel L. Gracey au secrétaire d'Etat adjoint William R. Day, 7 mars 1898. Cité par McClellan, The Heathen Chinese, p. 87.
112. Levi S. Wilcox au secrétaire d'Etat adjoint David J. Hill, 8 septembre 1900. Cité par McClellan, *ibid.* p. 88.
113. Cité par McClellan, *ibid.* p. 169.
114. John Hay à E. H. Conger, 10 juin 1900. Cité par Varg, The Making of a Myth, p. 31.

Chapitre IV

1. John Fowler, "United States Trade at Chefoo", Consular Reports, Commerce, Manufactures, etc., LIX (avril 1899), Nos. 220, 221, 222, 223, (Washington D.C.: Government Printing Office, 1899), 550. Cité par Varg, The Making of a Myth, p. 58.
2. A titre d'information, le budget des Etats-Unis, pour l'année 1901, s'élevait à \$590.063.371.
3. Voir, F. L. K. Hsu, Americans and Chinese, pp. 410-411; et, pour les détails du protocole d'accord, United States Policy toward China, Ed. P. H. Clyde, pp. 218-221.
4. Voir, pour le texte de l'accord, *ibid.* pp. 222-230.
5. Theodore Roosevelt à John Hay, 18 juillet 1903. Letters of T. Roosevelt, Ed. E. E. Morison, III, 520.
6. Theodore Roosevelt à John Hay, 29 juillet 1903, *ibid.* III, 532.
7. Theodore Roosevelt à Theodore Roosevelt, Jr., 10 février 1904, *ibid.* IV, 724.
8. Journal of Commerce, cité par F. R. Dulles, China and America, p. 125.
9. Theodore Roosevelt à Cecil Arthur Spring Rice, 13 juin 1904, *op. cit.*, IV, 831-832.
10. Theodore Roosevelt à Whitelaw Reid, 5 juin 1905, *ibid.* IV, 1206.
11. Theodore Roosevelt à Henry Cabot Lodge, 16 juin 1905, *ibid.* IV, 1230.
12. Voir, Griswold, The Far Eastern Policy of the United States, pp. 119-120, et, Deconde, A History of American Foreign Policy, pp. 368-369.
13. Theodore Roosevelt à John Hay, 28 janvier 1905, The Letters of

- T. Roosevelt, Ed. E.E. Morison, IV, 1112.
14. Voir, Deconde, A History of American Foreign Policy, p. 370, et, Griswold, The Far Eastern Policy of the United States, pp. 125-126. Pour le texte de l'accord Taft-Katsura, voir, America as a World Power, 1872-1945, Ed. R.H. Fernel, pp. 78-80.
 15. Pour le texte de l'accord, voir, United States Policy toward China, Ed. Clyde, pp. 243-244.
 16. Theodore Roosevelt à William Howard Taft, 22 décembre 1910, The Letters of T. Roosevelt, Ed. E.E. Morison, VII, 189-190.
 17. Cf. lettre à Taft, ci-dessus.
 18. The Letters of T. Roosevelt, Ed. E.E. Morison, IV, 1206.
 19. Ibid., IV, 1513.
 20. Theodore Roosevelt à Piedmont Park, Atlanta, Georgie, 20 octobre 1905, Presidential Addresses and State Papers, Ed. T. Roosevelt, IV, 499.
 21. Ibid.
 22. Voir, pour une approche de la position de Roosevelt en ce qui concerne la question de l'immigration chinoise, Varg, The Making of a Myth, p. 136, et, McClellan, The Heathen Chinee, p. 20. Il convient d'être prudent, cependant, car les citations sont tronquées et présentent Roosevelt sous un jour plus sombre qu'il ne convient en réalité.
 23. Voir, Israel, Progressivism and the Open Door, pp. 16, 43-46.
 24. Voir, Varg, The Making of a Myth, p. 137; voir aussi, Braisted, "The United States and the American China Development Company" The Far Eastern Quarterly, (novembre 1951), pp. 147-165.
 25. The Letters of T. Roosevelt, Ed. E.E. Morison, IV, 1326.
 26. Voir, Greene, A Curtain of Ignorance, p. 7.
 27. Voir, Griswold, The Far Eastern Policy of the United States, p. 131.
 28. Voir, Deconde, A History of American Foreign Policy, p. 408.
 29. Voir, Griswold, op. cit. pp. 160-164.
 30. Voir, pour le texte de la proposition de Knox, United States Policy toward China, Ed. Clyde, pp. 245-246.
 31. Voir, pour un récit plus détaillé de la période Taft, Griswold, The Far Eastern Policy of the United States, pp. 133-175; Deconde, A History of American Foreign Policy, pp. 407-412; Israel, Progressivism and the Open Door, pp. 55-56, 64, 93, 97-99; F.R. Dulles, China and America, pp. 128-134.
 32. Voir, Griswold, The Far Eastern Policy of the United States, p. 157.
 33. Voir, Blanco, Les origines de la révolution chinoise, pp. 25-26; Fairbank, The United States and China, pp. 167-170, 179-181; I. C. Y. Hsu, The Rise of Modern China, pp. 423-459.
 34. Pour les détails de la réforme, voir, I. C. Y. Hsu, ibid. pp. 490-492.
 35. Ibid. p. 497.

36. Voir, *ibid.* pp. 498-499, et, Fairbank, The United States and China, p. 189; voir aussi, Bianco, Les origines de la révolution chinoise, pp. 30-31.
37. Voir, Bianco, *ibid.* p. 33.
38. Schiffrin, Sun Yat-sen and the Origins of the Chinese Revolution, p. 27.
39. Voir, Chassin, L'ascension de Mao Tse-tung, p. 11; voir aussi, I. C. Y. Hsu, The Rise of Modern China, p. 543, et, Schiffrin, Sun Yat-sen and the Origins of the Chinese Revolution, p. 41. Les traductions du chinois ne correspondent pas. Hsü et Schiffrin traduisent Hsing-chung hui par "Revive China Society" alors que la traduction fournie par Chassin est "Société d'éducation".
40. Pour le détail des occupations des membres de la société, voir, Schiffrin, *ibid.* p. 54.
41. Voir, Fairbank, The United States and China, p. 191, et I. C. Y. Hsu, The Rise of Modern China, p. 545.
42. Voir, Hsü, *ibid.* p. 546.
43. Voir, *ibid.* pp. 558-563.
44. Voir, Varg, The Making of a Myth, p. 102.
45. Voir, Scanland, "Our Asiatic Missionary Enterprise", Arena (septembre 1900), pp. 258-267.
46. Cité par Varg, Missionaries, Chinese and Diplomats, p. 48.
47. Voir, The Nation, (éditorial), (15 août 1901), p. 122.
48. Twain, "To the Person Sitting in Darkness", North American Review (février 1901), pp. 161-176.
49. Twain, "To My Missionary Critics", North American Review (avril 1901), pp. 520-534.
50. Voir, Varg, Missionaries, Chinese and Diplomats, p. 123.
51. James S. Dennis, Christian Missions and Social Progress: a Sociological Study of Foreign Missions (New York: Fleming H. Revell, 1897).
52. Robert E. Speer, Christianity and the Nations (New York: Fleming H. Revell, 1910), p. 29. Cité par Varg, Missionaries, Chinese and Diplomats, p. 72.
53. Voir, Varg, *ibid.* pp. vii, 76.
54. Fowler, Missionary Addresses, pp. 44-45.
55. John R. Mott, The Decisive Hour of Christian Missions (New York: Student Volunteer Movement, 1911), p. 64. Cité par Varg, Missionaries, Chinese and Diplomats, p. 89.
56. Voir, Varg, *ibid.* p. 89-90.
57. Voir, *ibid.* p. 94.
58. T. Roosevelt, "The Awakening of China", Outlook (28 novembre 1908), p. 666.
59. Missionary Review of the World (février 1916), p. 97.
60. Voir, Varg, The Making of a Myth, pp. 105-106.
61. Voir, *ibid.* pp. 106-111.
62. Cité par Cohen, America's Response to China, p. 82.

63. The Missionary Review of the World, "Signs of the Times", (avril 1906), p. 305.
64. Voir, Varg, Myth, pp. 111-112; The Missionary Review of the World, "Apathy of China Broken" (juin 1906), pp. 405-406; Barnett, "China's Outlook from Within", The Missionary Review (août 1906), p. 583; Hollock, "The Day of Opportunity in China", The Missionary Review (septembre 1906), p. 660; Students and the Modern Missionary Crusade, p. 335.
65. Voir, Smith, China and America To-day.
66. Martin, The Awakening of China.
67. Voir, Jenks, "The Progress China Is Making", The Review of Reviews (mai 1905), p. 595.
68. Ross, The Changing Chinese.
69. Voir, pour la manière dont les missionnaires et les intellectuels perçurent les Chinois et communiquèrent leurs impressions au public américain, Varg, Myth, pp. 112-117.
70. Voir, *ibid.*, p. 118.
71. Outlook, "John Hay's Policy Triumphant", (25 janvier 1908), p. 149. Cité par Varg, *op. cit.* pp. 120-121.

Chapitre V

1. Voir Varg, Myth, p. 167, et, Zabriskie, American-Russian Rivalry in the Far East, pp. 152-160.
2. Voir, Varg, *op. cit.* pp. 167-169.
3. Bianco, Les origines, pp. 39-40.
4. Voir, Bose, American Attitude and Policy to the Nationalist Movement in China, p. 5.
5. Voir, *ibid.* p. 6.
6. Le parti révolutionnaire fondé par Sun Yat-sen, en 1905. Le terme chinois est traduit diversement selon les auteurs. Hsü (Rise, p. 550) traduit l'expression par "Chinese United League". Bose (Attitude, p. 11) et Bianco (Origines, p. 34) donnent une traduction différente. Il s'agit de la "Together Sworn Society" pour Bose et de la "Ligue Jurée" pour Bianco.
7. Bianco, Les origines, pp. 41-42.
8. Voir, The Literary Digest, XLIII, No. 18 (28 octobre 1911), pp. 721-722.
9. The Literary Digest, XLIII, No. 20, (11 novembre 1911), p. 888.
10. Voir, Bose, American Attitude, p. 13.
11. The Literary Digest, XLIV, No. 2, (13 janvier 1912), p. 57.
12. Voir, *ibid.* pp. 57-58.
13. Voir, Bose, American Attitude, p. 18.
14. The Literary Digest, XLIV, No. 7, (17 février 1912), p. 322.
15. Voir, Bose, *op. cit.* p. 18.
16. Voir, The Literary Digest, XLIV, No. 8, (24 février 1912), pp.

- 360-361.
17. Voir, Varg, Myth, p. 169.
 18. M.J. Curnaw et J.O. Curnaw à John F. Goucher, Goucher Papers, Missionary Research Library, Union Theological Seminary. Cité par Varg, Missionaries, p. 136.
 19. Alice Seymour Browne aux étudiants de "Mount Holyoke College", 27 février 1912, Collection of Letters of Alice Seymour Browne, Missionary Research Library. Cité par Varg, op. cit. pp. 136-137.
 20. Cité par Varg, Myth, p. 170.
 21. Varg, *ibid.* p. 170, et Missionaries, p. 137.
 22. James W. Bashford, Diary, Vol. 39, p. 7, Missionary Research Library, Union Theological Seminary. Cité par Varg, Missionaries, p. 137.
 23. Voir, Bose, American Attitude, p. 24; Deconde, A History of American Foreign Policy, pp. 412-413; Griswold, The Far Eastern Policy of the U.S., pp. 171-174.
 24. Voir, The Literary Digest, XLVI, No. 13 (29 mars 1913), pp. 691-693.
 25. Voir, The Literary Digest, XLVI, No. 14 (5 avril 1913), pp. 758-759.
 26. Wall Street Journal '21 mars 1913). Cité par Li, Woodrow Wilson's China Policy, p. 43.
 27. Voir, The Literary Digest, XLVI, Nos. 13 et 14 (29 mars et 5 avril 1913), pp. 691-693 et 758-759.
 28. Voir, Li, op. cit. p. 44.
 29. Voir, Baker, Woodrow Wilson, Life and Letters, IV, 76.
 30. Cité par Li, op. cit. p. 72.
 31. Voir, Bose, American Attitude, pp. 44-45.
 32. Voir, The Literary Digest, XLVI, No. 16 (19 avril 1913), p. 879.
 33. Coupure de presse présentée par William Jennings Bryan à la séance de cabinet du 18 avril 1913. Cité par Bose, op. cit. p. 53.
 34. The Literary Digest, XLVI, No. 19 (10 mai 1913), pp. 1064-1065.
 35. Cité par Li, Woodrow Wilson's China Policy, p. 91.
 36. Voir, *ibid.* pp. 91-132; Bose, American Attitude, pp. 92-96; I.C.Y. Hsu, The Rise of Modern China, pp. 568-569, 582-583; F.R. Dulles, China and America, pp. 140-143.
 37. Cité par Bose, American Attitude, p. 93.
 38. Cité par F. R. Dulles, op. cit. p. 141.
 39. Secrétaire d'Etat par intérim Lansing à Paul A. Reinsch, 4 novembre 1914. Cité par Li, Woodrow Wilson's China Policy, pp. 98-99.
 40. Cité par Clyde, United States Policy toward China, p. 259.
 41. *Ibid.* p. 259, Pour le texte intégral de la note de Bryan, voir *ibid.* pp. 255-262.
 42. Voir, *ibid.* p. 262. Pour le texte intégral de la note, voir, *ibid.*

43. Voir, Blanco, Les origines, pp. 47-48.
44. Pour le récit détaillé des événements chinois pendant la période qui nous occupe, voir, I. C. Y. Hsü, The Rise of Modern China, pp. 564-577.
45. Cité par F. R. Dulles, China and America, p. 143.
46. Voir, *ibid.* pp. 144-145; Griswold, The Far Eastern Policy of the U.S., pp. 214-220. Pour le texte des accords, voir, Clyde, U.S. Policy toward China, pp. 266-269, deux notes échangées entre Ishii et Lansing, et le protocole d'accord.
47. Voir, Bose, American Attitude, p. 149.
48. Voir, pour une étude de toute la politique économique wilsonienne à l'égard de la Chine et les détails de l'activité économique américaine en Chine entre 1913 et 1917, Li, Woodrow Wilson's China Policy, pp. 163-202.
49. Voir, Griswold, The Far Eastern Policy of the U.S., pp. 208-211.
50. Voir, *ibid.* p. 223.
51. Voir, Davids, America and the World of our Time, pp. 96-98.
52. Voir, F. R. Dulles, China and America, pp. 146-147.
53. Voir, Pan, American Diplomacy Concerning Manchuria, pp. 147-150.
54. Pour un excellent résumé du mouvement du 4 mai, de ses origines et de ses conséquences, voir, Blanco, Les origines, pp. 55-94.
55. Wilson, "Democracy and Efficiency", Atlantic Monthly, (1901), p. 297.
56. Voir, pour le texte du traité, Clyde, U.S. Policy toward China, pp. 252-254.
57. The Literary Digest, LXII, No. 5 (2 août 1919), pp. 28-30.
58. Sénateur Henry Cabot Lodge, cité par F. R. Dulles, China and America, pp. 148-149.
59. Voir, *ibid.* p. 151.
60. Voir, *ibid.* pp. 153-156; Deconde, A History of American Foreign Policy, pp. 491-502, 520; I. C. Y. Hsü, The Rise of Modern China, pp. 624-628. Pour un rapport de l'activité chinoise à la conférence, voir, Willoughby, China at the Conference.
61. Cité par F. R. Dulles, China and America, p. 158.

Chapitre VI

1. The Literary Digest, LXXXV, No. 12 (20 juin 1925), pp. 12-14.
2. The Literary Digest, LXXXV, No. 13 (27 juin 1925), pp. 12-13.
3. Voir, Borg, American Policy and the Chinese Revolution, p. 30.
4. Voir, The Literary Digest, LXXXVI, No. 4 (25 juillet 1925), pp. 8-10.
5. Voir, pour une revue de la presse sur ce sujet, The Literary

- Digest, LXXXVI, No. 11 (12 septembre 1925), pp. 13-14.
6. Cité par Deconde, A History of American Foreign Policy, p. 522.
 7. Pour un extrait significatif des recommandations de la commission d'enquête, voir, Clyde, U.S. Policy toward China, pp. 286-288.
 8. Voir, pour le texte de la résolution et des extraits des témoignages des experts, Borg, American Policy and the Chinese Revolution, pp. 242-245.
 9. "Statement concerning United States policy in China. By Secretary of State Kellogg", Washington D. C., 27 janvier 1927. Cité par Clyde, op. cit. pp. 288-291.
 10. Voir, The Literary Digest, XCII, No. 6 (5 février 1927) pp. 7-9.
 11. Borg, American Policy, pp. 258-265.
 12. Voir, ibid.
 13. Voir, ibid. pp. 70-71.
 14. Voir, Varg, Missionaries, pp. 186-187.
 15. Cité par Varg, ibid. p. 183.
 16. Voir, The Literary Digest, LXXXVI, No. 3 (18 juillet 1925), pp. 29-30.
 17. Christian Century (18 juin 1925), p. 788. Cité par Borg, American Policy, p. 71.
 18. Voir, Borg, ibid. 75-76.
 19. Cité par Varg, Missionaries, p. 194.
 20. Voir, ibid. pp. 194-197.
 21. Voir, Borg, American Policy, pp. 90-91.
 22. Voir, Varg, op. cit. pp. 199-202.
 23. New York World (1er avril 1927), p. 1.
 24. New York World (2 avril 1927), p. 1.
 25. New York Herald Tribune (1er avril 1927), p. 1.
 26. New York Herald Tribune (2 avril 1927), p. 1.
 27. Voir, Borg, American Policy, p. 322.
 28. Voir, à ce sujet, l'analyse des éditoriaux concernant la Chine dans un cable de Kellogg au ministre MacMurray, Papers Relating to the Foreign Relations of the U.S., with the Annual Message of the President. U.S. Department of State (Washington D. C.: USGPO, 1927), p. 194. Cité par Borg, op. cit. pp. 323-324.
 29. Voir, Pickens, "Why America Did Not Intervene following Nanking Incident", The China Weekly Review, (11 juin 1927), pp. 28-29.
 30. The Literary Digest, XCIII, No. 3 (16 avril 1927), pp. 8-9.
 31. Pour le texte du discours relatif à la Chine, voir, Borg, American Policy, pp. 321-322.
 32. Voir, The Literary Digest, XCIII, No. 6 (7 mai 1927), pp. 8-9.
 33. Voir, The Literary Digest, XCIII, No. 8 (21 mai 1927) pp. 9-10.
 34. Voir, Borg, American Policy, pp. 325-337.
 35. The Literary Digest, XCIII, No. 2 (9 avril 1927) pp. 5-7.

36. The Literary Digest, XCIII, No. 3 (16 avril 1927), pp. 8-9.
37. Voir, Borg, American Policy, pp. 344-345.
38. Durant les mois de juin, juillet, et août 1927, la China Weekly Review publia un grand nombre d'éditoriaux parus aux Etats-Unis concernant la politique de non-intervention, les réactions des résidents américains à Chang-hai à cette politique, et le conflit entre la Chambre de Commerce et le rédacteur. Voir, The China Weekly Review, XLI, Nos. 1 à 13 (4 juin 1927 à 27 août 1927).
39. Stanford: Stanford Univ. Press, 1951, pp. 148-150.
40. Voir, aussi, à ce sujet, The China Weekly Review, XLI, No. 1 (4 juin 1927), p. 2.
41. Voir, F. R. Dulles, China and America, pp. 173-174, et, Deconde, A History of American Foreign Policy, pp. 524-525.

Chapitre VII

1. Voir, Pan, American Diplomacy Concerning Manchuria, pp. 190-224.
2. Voir, I. C. Y. Hsu, The Rise of Modern China, pp. 640-649; Deconde, A History of American Foreign Policy, pp. 525-530; Griswold, The Far Eastern Policy of the U. S., pp. 400-438; Davids, America and the World of Our Time, pp. 127-132; Pan, American Diplomacy Concerning Manchuria, pp. 225-318.
3. Voir, Tuchman, Stilwell and the American Experience in China, p. 166.
4. Cité par Deconde, A History of American Foreign Policy, p. 527.
5. Voir, pour le texte du message, Clyde, U. S. Policy toward China, p. 298.
6. Voir, *ibid.* pp. 298-303.
7. Voir, Tuchman, Stilwell and the American Experience in China, pp. 174-175.
8. Voir, The Literary Digest, 111, No. 4 (24 octobre 1931), pp. 5-6; et No. 5 (31 octobre 1931), pp. 3-4.
9. Voir, The Literary Digest, 111, No. 10 (5 décembre 1931) pp. 3-4.
10. Voir, The Literary Digest, 112, No. 7 (13 février 1932), pp. 6-8.
11. Voir, The Literary Digest, 112, No. 10 (5 mars 1932), pp. 8-9.
12. Voir, The Literary Digest, 112, No. 11 (12 mars 1932), p. 11.
13. Time, XIX, No. 7 (15 février 1932), pp. 24-25.
14. Time, "Terror in Shanghai", XIX, No. 5 (1er février 1932), pp. 18-19; "Japan-China, Fire", XIX, No. 6 (8 février 1932), pp. 18-19; "Japan-China, Holding On", XIX, No. 7 (15 février 1932), pp. 24-25; "Shanghai, China's Verdun", XIX, No. 8 (22 février 1932), p. 21; "Heroic Upset", *ibid.*; "Japan Shanghaied", XIX, No. 9 (29 février 1932), pp. 19-20; "Shanghai Gestures", XIX,

No. 10 (7 mars 1932), p. 21; "Complete Prostration", XIX, No. 11 (14 mars 1932), pp. 24-25.

15. Voir, Tuchman, Stilwell and the American Experience in China, p. 178.

Chapitre VIII

1. Stanley K. Hornbeck, "Brief Statement of Policy of the United States in and with Regard to the Far East", Hornbeck Papers, Hoover Library, Stanford University. Cité par Varg, The Closing of the Door, p. 1.
2. Voir, F.R. Dulles, America's Rise to World Power, p. 168.
3. Cité par Davids, America and the World of Our Time, p. 162.
4. Voir, Chassin, L'ascension de Mao Tse-lung, pp. 145-148, et, Tuchman, Stilwell and the American Experience in China, pp. 204-205.
5. Voir, Tuchman, *ibid.* pp. 213-215.
6. Voir, F.R. Dulles, China and America, p. 211, et, Tuchman, *op. cit.* pp. 224-228.
7. Voir, I.C.Y. Hsu, The Rise of Modern China, pp. 682-686, et, Guillermaz, Histoire du parti communiste chinois, pp. 281-291.
8. Voir, Guillermaz, *ibid.* p. 279.
9. Voir, *ibid.* pp. 299-352, et, Bianco, Les origines, pp. 250-257.
10. Voir, Guillermaz, *op. cit.* pp. 289 et 310, et, I.C.Y. Hsu, The Rise of Modern China, pp. 692-693.
11. Guillermaz, Histoire du parti communiste chinois, p. 337.
12. Voir, *ibid.* pp. 337-352.
13. Voir, Deconde, A History of American Foreign Policy, pp. 567-570, et, Schoell, Histoire des Etats-Unis, p. 255.
14. Cité par Deconde, *op. cit.* p. 570.
15. F.D. Roosevelt, The Public Papers and Addresses of FDR, pp. 406-411.
16. Voir, F.R. Dulles, China and America, pp. 212-216.
17. Voir, Young, China and the Helping Hand, pp. 206-214, et, I.C.Y. Hsu, The Rise of Modern China, p. 696.
18. Voir, F.R. Dulles, China and America, p. 220.
19. Rosenman, The Public Papers and Addresses of FDR, Vol. de l'année 1941, p. 68.
20. Chang Kai-shek à F.D. Roosevelt. Cité par F.R. Dulles, *op. cit.* p. 222.
21. Voir, Tuchman, Stilwell and the American Experience in China, pp. 284-285; et, pour un point de vue opposé, critiquant les conclusions des experts américains, Young, China and the Helping Hand, p. 145.
22. Voir, Young, *ibid.* pp. 241-245.
23. Voir, Deconde, A History of American Foreign Policy, p. 597.

24. Voir, *ibid.* pp. 603-604.
25. Voir F.R. Dulles, America's Rise to World Power, pp. 204-206, et, China and America, pp. 228-231.
26. Voir, Tuchman, Stilwell and the American Experience in China, p. 299.
27. Voir, I.C.Y. Hsü, The Rise of Modern China, p. 697; F.R. Dulles, China and America, p. 233; Feis, The China Tangle, p. 4.
28. Voir, F.R. Dulles, *op. cit.* pp. 232-238, et, Deconde, A History of American Foreign Policy, pp. 640-642.
29. Voir, Davids, America and the World of Our Time, pp. 284-285.
30. Voir, *ibid.* p. 286; I.C.Y. Hsü, The Rise of Modern China, pp. 698-699; F.R. Dulles, China and America, p. 238.
31. Voir, Schoell, Histoire des Etats-Unis, p. 271; Davids, America and the World of Our Time, pp. 353-354; Deconde, A History of American Foreign Policy, p. 242.
32. Voir, Davids, *op. cit.* pp. 354-357.
33. Voir, Deconde, *op. cit.* p. 632.
34. Roosevelt à Marshall. Cité par Davids, *op. cit.* p. 331.
35. Voir, Tuchman, Stilwell and the American Experience in China, pp. 581-583, et, Varg, The Closing of the Door, pp. 64-65.
36. Service, The Amerasia Papers, pp. 200-215.
37. Voir, Davids, America and the World of Our Time, pp. 331-333, et, Tuchman, *op. cit.* pp. 592-593.
38. Voir, Feis, The China Tangle, p. 170.
39. Voir, *ibid.* p. 172.
40. Voir, Tuchman, Stilwell and the American Experience, p. 611.
41. Cité par Tuchman, *ibid.* p. 615. "G-mo" est une abréviation du mot "Generalissimo".
42. Voir, Feis, The China Tangle, pp. 186-187.
43. Tuchman, *op. cit.* p. 629.
44. Cité par Feis, *op. cit.* p. 191.
45. Cité par Tuchman, *op. cit.* p. 629.
46. Voir, Feis, *op. cit.* pp. 192-193.
47. Voir, *ibid.* pp. 180-181.
48. Voir, *ibid.* pp. 214-215; pour le texte de l'accord entre Mao et Hurley, p. 215.
49. Voir, *ibid.* pp. 214-219.
50. Voir, Varg, The Closing of the Door, pp. 174-175.
51. Voir, I.C.Y. Hsü, The Rise of Modern China, p. 704, et, Guillemaz, Histoire du parti communiste chinois, p. 350.
52. Voir, Varg, *op. cit.* p. 179.
53. Lawrence I. Kramer, Jr., A Study of Editorial Opinion in Eight Newspapers in the United States on the Far Eastern Crisis, 1933-1938, étude non publiée, p. 4. Cité par Borg, The United States and the Far Eastern Crisis, p. 88.
54. Voir, Kramer, cité par Borg, *ibid.* p. 89.
55. Kramer, cité par Borg, *ibid.* p. 89.

56. Voir, Kramer, cité par Borg, *ibid.* p. 90.
57. Voir, Kramer, cité par Borg, *ibid.* pp. 90-92.
58. Kramer, cité par Borg, *ibid.* p. 170.
59. Kramer, cité par Borg, *ibid.*
60. Kramer, cité par Borg, *ibid.* pp. 170-171.
61. Life, 3, No. 4 (26 juillet 1937), pp. 66-67.
62. Life, 3, No. 6 (9 août 1937), pp. 74-75.
63. Life, 3, No. 7 (16 août 1937), pp. 17-21.
64. Life, 3, No. 9 (30 août 1937), pp. 74-75.
65. Voir, Life, 3, No. 10 (6 septembre 1937), pp. 88-94.
66. Life, 3, No. 11 (13 septembre 1937), pp. 23-27.
67. Newsweek, 10, No. 9 (28 août 1937), pp. 5-7.
68. Newsweek, "Shanghai: Night and Day", 10, No. 11 (13 septembre 1937), pp. 5-8.
69. Newsweek, "China's Chances", 10, No. 17 (25 octobre 1937), pp. 20-21.
70. Life, 3, No. 15 (11 octobre 1937), pp. 97 et 103.
71. Life, 3, No. 17 (25 octobre 1937), pp. 97-99.
72. Life, 3, No. 18 (1er novembre 1937), pp. 90 et 100.
73. Life, 3, No. 21 (22 novembre 1937), pp. 96-97.
74. Voir, Borg, The U.S. and the Far Eastern Crisis, pp. 320-323.
75. Kramer, cité par Borg, *ibid.* p. 324.
76. Senator Lewis, Congressional Record, Vol. 81, p. 7918, 75th Congress, 1st session.
77. Kramer, cité par Borg, *op. cit.* p. 339.
78. Kramer, cité par Borg, *ibid.* p. 340.
79. Hull, Memoirs, I, 545.
80. Rosenman, p. 166.
81. Voir, Tuchman, Stilwell and the American Experience, p. 223.
82. Welles, Seven Decisions that Shaped History, p. 13.
83. F.D. Roosevelt, cité par Deconde, A History of American Foreign Policy, p. 571.
84. New York Times (6 octobre 1937). Cité par Borg, The U.S. and the Far Eastern Crisis, p. 387, et par F.R. Dulles, America's Rise to World Power, p. 180.
85. Voir, Borg, *op. cit.* p. 338.
86. Voir, Tansill, Back Door to War, pp. 344-345.
87. Voir, Borg, *op. cit.* p. 391.
88. F.R. Dulles, America's Rise to World Power, p. 180.
89. Voir, Tansill, *op. cit.* pp. 345-346.
90. Voir, Tansill, *ibid.* p. 346; Borg, *op. cit.* p. 390; et, F.R. Dulles, *op. cit.* p. 180.
91. Voir, Borg, The U.S. and the Far Eastern Crisis, pp. 393-397.
92. Voir, *ibid.* p. 392.
93. Voir, *ibid.* pp. 432-435.
94. Kramer, cité par Borg, *ibid.* pp. 502-503.
95. Life, 3, No. 26 (27 décembre 1937), pp. 9-13.

96. Life, 4, No. 2 (10 janvier 1938), pp. 11-17.
97. Voir, ibid. pp. 50-51.
98. Life, 4, No. 20 (16 mai 1938), pp. 11-17.
99. Life, 4, No. 21 (23 mai 1938), pp. 18-19.
100. Life, 4, No. 22 (30 mai 1938), pp. 18-19.
101. Life, 4, No. 25 (20 juin 1938), pp. 9-13.
102. Life, 5, No. 5 (1er août 1938), pp. 18-19.
103. Life, 5, No. 6 (8 août 1938), pp. 26-29.
104. Life, 5, No. 7 (15 août 1938), pp. 18-19.
105. Life, 5, No. 16 (17 octobre 1938), pp. 26-34.
106. Life, 5, No. 19 (7 novembre 1938), pp. 29-31.
107. Life, 5, No. 24 (12 décembre 1938), pp. 15-19.
108. Nelson T. Johnson au secrétaire d'Etat, 28 mars 1933. Cité par Varg, Missionaries, p. 249.
109. "Japan's Losing Battle", Missionary Review of the World (septembre 1938), p. 391. Cité par Varg, op. cit. p. 255.
110. Voir, Varg, ibid. p. 255.
111. "What About the Communists?", Missionary Review of the World, p. 378. Cité par Varg, op. cit. p. 255.
112. "Can Communists Be Christians?", Missionary Review of the World (janvier 1939), p. 57. Cité par Varg, op. cit. p. 256.
113. Frank W. Price, "Christian Morale in War-Torn China", Missionary Review of the World (janvier 1938), p. 30. Cité par Varg, op. cit. pp. 257-258.
114. Voir, The Christian Advocate, "Missionaries Write Home" (6 janvier 1938), p. 7.
115. Ward, "Hell in Nanking", The Christian Advocate (21 avril 1938), p. 376.
116. The Reader's Digest, "We Were in Nanking" (octobre 1938), p. 41.
117. Cité par Varg, Missionaries, p. 261.
118. Charles L. Boynton à A. L. Warnshuis, 6 novembre 1940, Committee on East Asia Bulletin (28 novembre 1940), Cité par Varg, op. cit. p. 262.
119. Voir, Varg, ibid. pp. 263-266.
120. "The President explains our policy concerning the Exportation of oil to Japan. Informal, extemporaneous remarks to volunteer participation committee of the Office of Civilian Defense," 24 juillet 1941. The Public Papers and Addresses of Franklin D. Roosevelt. Ed. Rosenman. Vol. 1941, p. 280.
121. Voir, F. R. Dulles, China and America, pp. 228-229.
122. Voir, Tuchman, Stilwell and the American Experience, p. 359.
123. Voir, ibid. pp. 384-385.
124. Romanus et Sunderland, Stilwell's Mission to China, p. 23; voir aussi, U.S. Department of State, Foreign Relations of the U.S., Diplomatic Papers, China, 1942, pp. 13-16, 19, 24-25, 31, 112, 208, 246, etc.

125. Voir, Isaacs, Scratches on Our Minds, pp. 185-187.
126. Voir, *ibid.* p. 187.
127. Cité par Isaacs, *ibid.*
128. Sumner Welles, The Time for Decision, (New York: 1944), pp. 282-285. Cité par Isaacs, *op. cit.* pp. 184-185.
129. Welles, Seven Decisions that Shaped History, p. 151. Cité par Isaacs, *op. cit.* pp. 184-185.
130. Voir, Tuchman, Stilwell and the American Experience, pp. 448-451.
131. Time (1er mars 1943). Cité par Tuchman, *op. cit.* p. 446.
132. Voir, Tuchman, *ibid.* p. 447.
133. The Public Papers and Addresses of FDR, Ed. Rosenman, Vol. 1943, p. 101.
134. New York Times (31 octobre 1944), p. 1.
135. Gallup, The Gallup Poll/Public Opinion 1935-1971, I, 69, 72, 159.
136. *Ibid.* pp. 80, 160.
137. *Ibid.* p. 70.
138. *Ibid.* p. 90.
139. *Ibid.* p. 160.
140. *Ibid.* p. 177.
141. *Ibid.* p. 208.
142. Public Opinion 1935-1946, Ed. Cantril et Strunk, p. 1076.
143. Gallup, *op. cit.* p. 68.
144. Public Opinion, *op. cit.* p. 1074.
145. Gallup, *op. cit.* p. 85.
146. *Ibid.* p. 168.
147. Public Opinion, *op. cit.* p. 1076.
148. *Ibid.* pp. 1076-1077.
149. *Ibid.* pp. 1077.
150. *Ibid.* pp. 1077-1079, items 41, 46, 48, 49, 50, 52.
151. *Ibid.* p. 499.
152. *Ibid.* p. 369.
153. *Ibid.* p. 285.
154. Bogardus, Immigration and Race Attitudes, p. 24.
155. Adapté de Bogardus, *ibid.* p. 25.
156. Public Opinion 1935-1946, p. 477.
157. Gurvitch, Traité de Sociologie, I, 164.

Chapitre IX

1. Voir, notre chapitre VI, pp. 138-139, 150-151.
2. Voir, par exemple, Putnam Weale (alias Bertram Lenox Simpson), Why China Sees Red, pp. 71-85, chapitre intitulé "Bolshevism". Voir également, Williams, China Yesterday and Today, pp. 538-540, chapitre intitulé "Russian Influence".
- * 3. Voir, Shewmaker, Americans and Chinese Communists, pp. 13-14,

- et, Browder, Civil War in Nationalist China.
4. Voir, Shewmaker, op. cit. pp. 16-17, et, Strong, China's Millions.
 5. Voir, Shewmaker, op. cit. pp. 17-18, et, Sheean, Personal History.
 6. Fairbank, The United States and China, pp. 262-269; I. C. Y. Hsü, The Rise of Modern China, pp. 649-661; Guillermez, Histoire du parti communiste chinois, pp. 149-258; et, Chassin, L'ascension de Mao Tse-tung, pp. 60-144.
 7. Pacific Affairs, "Pacific Items", III (juillet 1930), 676-677.
 8. Ibid. (août 1930), 770-771, et, (septembre 1930), 868-869.
 9. Ibid. IV (juin 1931), 523.
 10. Ibid. 'août 1931), 713-714.
 11. Voir, Shewmaker, Americans and Chinese Communists, pp. 22-23.
 12. Shao-chang Lee, "In the Orient View: a Survey of the Periodical Press of China and Japan", Pacific Affairs, I (mai 1928) 24-25.
 13. David Z. T. Yui, "China and the Pacific World", Pacific Affairs, III (janvier 1930) 35-36, 42.
 14. L. K. Tao, "Social Changes in China", Pacific Affairs, IV (août 1931) 669-670.
 15. T. A. Bisson, "The United States and the Far East: a Survey of the Relations of the United States with China and Japan - September 1, 1930 to September 1, 1931", Pacific Affairs, V (janvier 1932) 67; et, "The United States in the Pacific: a Survey of the Relations of the United States with Pacific Countries from September 1, 1931 to September 1, 1932", ibid. (décembre 1932), 1049.
 16. Pacific Affairs, "The Soviets in Asia", IV (octobre 1931) 910-913.
 17. Voir, Shewmaker, Americans and Chinese Communists, pp. 24-25.
 18. New York: 1932.
 19. Harold R. Isaacs, "Perspectives of the Chinese Revolution: a Marxist View", Pacific Affairs, VIII (septembre 1935), 269-283, citation, p. 283.
 20. Pacific Affairs, "Pacific Affairs Bibliographies: No. III - Literature on the Chinese Soviet Movement", IX (septembre 1936), 421-435.
 21. Hansu Chan (Chi Ch'ao-ting), "Another Perspective", Pacific Affairs, VIII (décembre 1935), 477-481.
 22. Owen Lattimore, "Comment and Opinion: the Inland Gates of China", ibid. pp. 468-473. Cité par Shewmaker, Americans and Chinese Communists, p. 27.
 23. Pour l'analyse des articles publiés dans Pacific Affairs entre 1928 et 1936; voir, Shewmaker, ibid. pp. 22-27.
 24. Voir, Peffer, China: the Collapse of a Civilization, p. 179; Sweetland, "The Strength of Communism in China - II: Banditry in a

- New Guise", Current History (janvier 1931), pp. 526-529; et, Hallet Abend, Tortured China (New York; 1930), cité en note par Shewmaker, Americans and Chinese Communists, p. 28.
25. Voir, MacNair, China's International Relations, pp. 158-169, et, China in Revolution, pp. 188-219; ainsi que, Monroe, China: a Nation in Evolution, pp. 226-227.
 26. Pour un développement de ce point, voir, Shewmaker, Americans and Chinese Communists, pp. 30-33.
 27. Voir, Clubb, Communism in China, ainsi que Borg, The U.S. and the Far Eastern Crisis, pp. 196-234.
 28. Voir, Borg, ibid.
 29. Voir, Yang Chien, The Communist Situation in China (Nanking: 1931), et, Prohme, "Soviet China", New Republic (12 août 1931), pp. 334-335, cités par Shewmaker, Americans and Chinese Communists, p. 34.
 30. Voir, Hanwell, "The Chinese Red Army", Asia (mai 1936), pp. 317-322, "When Chinese Reds Move In", Asia (octobre 1936), pp. 631-634, "Within Chinese Red Areas", Asia (janvier 1937), pp. 58-61; et, Shewmaker, Americans and Chinese Communists, pp. 40-41.
 31. Voir, Otsuka, "Recent Developments in the Chinese Communist Movement", Problems of the Pacific, et, Shewmaker, op. cit. p. 42.
 32. Voir, Abend et Billingham, Can China Survive?, pp. 240-242.
 33. Life, 2, No. 5 (1er février 1937), 42-45.
 34. Life, 2, No. 4 (25 janvier 1937), 9-15.
 35. Pour une liste indicative des publications d'articles par Edgar Snow, voir la bibliographie.
 36. Voir, Shewmaker, Americans and Chinese Communists, p. 55; Steele, The American People and China, p. 172, en note; E. Snow, Red Star Over China.
 37. Voir, Shewmaker, op. cit. pp. 70-75.
 38. Voir, Shewmaker, ibid. pp. 58-59, 75, 76, 81, 83-85; Bertram, First Act in China; Nym Wales (Helen Snow), Inside Red China; E. Snow, Red Star Over China; Bisson, Japan in China.
 39. Voir, Keen, "Chinese Soviet Goes to School", New York Herald Tribune (13 juin 1937), p. 4, "Chinese Soviet's Youthful Army", NYHT (6 juin 1937), p. 5, "China's Reds Offer Olive Branch", NYHT (23 mai 1937), p. 5.
 40. Leaf, "Chinese Reds in Shensi Work and Play Hard", North China Star (26 avril 1937), p. 1; "Persons and Personages", Living Age (mars 1938), pp. 40-42.
 41. Forman, "The Camera's Story of History-in-the-Making", Current History (février 1938), pp. 66-69, et, Report from Red China.
 42. Jaffe, "China's Communists Told Me", New Masses (12 octobre 1937), p. 5, "The Far East at the Crossroads", Amerasia (octobre 1937), pp. 349-354; et, Bisson, "Mao Tse-tung Analyses

- Nanking in Interviews," *ibid.* pp. 360-365.
43. Voir, Shewmaker, Americans and Chinese Communists, p. 89; Sues, Shark's Fins and Millet, p. 55.
 44. Voir, Shewmaker, *op. cit.* pp. 91-95.
 45. Bertram, Unconquered: Journal of a Year's Adventures; Smedley, China Fights Back; Carlson, Twin Stars of China; Hanson, Humane Endeavour.
 46. Voir, Shewmaker, Americans and Chinese Communists, pp. 100-106.
 47. Voir, *ibid.* pp. 106-109; et, Hanson, "The People Behind the Chinese Guerrillas", Pacific Affairs (septembre 1938), pp. 285-298.
 48. Voir, Shewmaker, *op. cit.* pp. 114-115.
 49. Voir, *ibid.* pp. 115-117, et, pour une liste des articles de Heinz Moeller, voir la bibliographie.
 50. Voir, *ibid.* pp. 117-119.
 51. *ibid.* pp. 119-120.
 52. E. Snow, "The Chinese Communists and Wars on Two Continents", China Weekly Review (13 et 20 janvier 1940), pp. 244-246 et pp. 277-280.
 53. Voir, Utley, "A Terse, Authentic Report of the Terror in China", New York Times Book Review (9 mars 1941), p. 9.
 54. Voir, Strong, "The Kuomintang-Communist Crisis in China", Amerasia (mars 1941), pp. 11-23; Jaffe, "The Strange Case of Anna Louise Strong", Survey (octobre 1964), p. 131; Shewmaker, Americans and Chinese Communists, p. 126.
 55. Voir, Barnett, "An Interview with Chou En-lai", Amerasia (mai 1941), pp. 123-127, "China's Expectations", Amerasia (juin 1941), pp. 163-166; et, Sheean, Between the Thunder and the Sun; Shewmaker, Americans and Chinese Communists, pp. 126-128.
 56. Voir, Lautenschlager, Far West in China; et, Shewmaker, *op. cit.* pp. 129-130.
 57. Voir, Lindsay, "The North China Front", Amerasia (31 mars et 14 avril 1944), pp. 100-110 et 117-125, et, North China Front; ainsi que, Shewmaker, Americans and Chinese Communists, pp. 131-135.
 58. Voir, Uhlmann, "Land of Five Withouts", Far Eastern Survey (3 mai 1943), pp. 86-89; et, Shewmaker, *op. cit.* pp. 136-140.
 59. Voir, E. Snow, Journey to the Beginning, p. 225.
 60. Voir, Shewmaker, *op. cit.* pp. 140-144.
 61. Sheean, Between the Thunder and the Sun, pp. 343-349.
 62. Voir, Buck, "A Warning about China", Life (10 mai 1943), pp. 53-54, 56.
 63. Voir, Bisson, "China's Part in a Coalition War", Far Eastern Survey (14 juillet 1943), pp. 135-141.
 64. Voir, Baldwin, "Review of the Chinese Situation", New York Times (20 juillet 1943), p. 7, et, "Too Much Wishful Thinking

- About China", Reader's Digest (août 1943), pp. 63-67.
85. Voir, Peffer, Our Distorted View of China", New York Times Magazine (7 novembre 1943), p. 7.
 86. Voir, U.S. Department of State, Foreign Relations of the U.S.: Diplomatic Papers, 1944, China, pp. 413, 594, 894.
 87. Voir, Fairbank, The United States and China, pp. 119-120.
 88. Severeid, "Censors in the Saddle", Nation (14 avril 1945), p. 415.
 89. Voir, Van Slyke, Enemies and Friends, p. 154; Tong, Dateline-China, pp. 251-252.
 90. Forman, Report from Red China, p. 1.
 91. Voir, Tong, op. cit. pp. 248-250.
 92. Voir, ibid. p. 242.
 93. Voir, Forman, op. cit. p. 2.
 94. Voir, ibid. pp. 1-3; et Tong, op. cit. p. 244.
 95. Shewmaker, Americans and Chinese Communists, pp. 161-162.
 96. Voir, Steele, The American People and China, p. 25.
 97. Voir, Epstein, "Communist Army in China Is Strong", New York Times (1er juillet 1944), p. 6, "China Communists Confer with Rich", NYT (6 août 1944), p. 19, "No Opium Poppies on Way to Yenan", NYT (14 août 1944), p. 5, "China Communists From All Classes", NYT (20 août 1944), p. 23, et, "Light on the Chinese Puzzle", Labour Monthly (juin 1945), pp. 173-178.
 98. Atkinson, "Yenan Is Well Fed with Big Harvest", New York Times (25 septembre 1944), p. 9, et, "Yenan, a Chinese Wonderland on Three Kinds of Time", NYT (6 octobre 1944), p. 12.
 99. Voir, Shewmaker, Americans and Chinese Communists, p. 165.
 100. Voir, Forman, Report from Red China; et, Stein, The Challenge of Red China.
 101. Voir, White et Jacoby, Thunder Out of China, pp. 210-232.
 102. Voir, Shanahan, "The Challenge of Gunther Stein", China Monthly (février 1946), p. 65, et, "China's Communist Puzzle", China Monthly (juin 1945), pp. 9-12.
 103. Voir, Shewmaker, Americans and Chinese Communists, pp. 172-179.
 104. Voir, ibid. pp. 184-190; Carlson, Twin Stars of China, p. 66; Smedley, The Great Road; Nym Wales, Inside Red China, pp. 30-31, 110, 277; Forman, Report from Red China, p. 97; Strong, One Fifth of Mankind, p. 127; Bertram, Unconquered, pp. 106-108, 160; C. et W. Band, Dragon Fangs, p. 242; E. Snow, Red Star Over China, pp. 71, 74, et, Journey to the Beginning, p. 167; Hanson, Humane Endeavour, pp. 170-171, 303-305, 285; Stein, The Challenge of Red China, p. 4; Homer, Dawn Watch in China, p. 235; Leaf, "Mao's Life is Thrilling", North China Star (5 juin 1937), pp. 1, 8; Sues, Shark's Fins and Mittet, pp. 283-284; Smedley, Battle Hymn of China, pp. 168-169, 173, et, China Fights Back, p. 118; Keen, "Chinese Soviet's Youthful Army", New York Herald Tribune (6 juin 1937), p. 5.

85. Voir, Shewmaker, Americans and Chinese Communists, pp. 191-198; White et Jacoby, Thunder Out of China, pp. 201, 207, 210; E. Snow, Red Star Over China, pp. 43, 63, 67, 278-279, 281-283, 304, 306, 313; Wales, Inside Red China, pp. 38-39, 62; Smedley, China Fights Back, pp. 19, 34; Hanson, Humane Endeavour, p. 313; Forman, Report from Red China, pp. 42, 203, 225-228; Keen, "Chinese Youthful Army", New York Herald Tribune (6 juin 1937), p. 5; Homer, Dawn Watch in China, p. 226; Carlson, Twin Stars of China, pp. 110-111, 121, 89.
86. Voir, E. Snow, Red Star Over China, p. 241.
87. Stein, The Challenge of Red China, p. 138.
88. Uhlmann, "Land of Five Withouts", Far Eastern Survey (3 mai 1943), p. 86.
89. Voir, Stein, op. cit. pp. 61-62; et, Atkinson, "Yenan Is Well Fed with Big Harvest", New York Times (25 septembre 1944), p. 9.
90. Voir, Stein, op. cit. p. 260; E. Snow, Red Star Over China, pp. 114-116, 255-256; Wales, Inside Red China, p. 141.
91. Voir, E. Snow, The Battle for Asia, p. 252; Forman, Report from Red China, p. 160; White et Jacoby, Thunder Out of China, pp. 201-202; et, Smedley, China Fights Back, p. 238.
92. Voir, Bertram, Unconquered, pp. 125-126; Hanson, Humane Endeavour, pp. 241, 245; Carlson, Twin Stars of China, pp. 176, 216-217; C. et W. Band, Dragon Fangs, p. 133.
93. Voir, Shewmaker, Americans and Chinese Communists, pp. 199-217.
94. Voir, E. Snow, Red Star Over China, pp. 97, 476-478, 487-488, 492-494.
95. Voir, Bertram, Unconquered, pp. 118, 297; Strong, One Fifth of Mankind, pp. 191-192; et, Carlson, Twin Stars of China, p. 276.
96. Voir, Smedley, Battle Hymn of China, pp. 163-164, et, China Fights Back, p. 18; Wales, Inside Red China, pp. 209-212; et, Bisson, Japan in China, p. 195.
97. Taylor, The Struggle for North China, pp. 96-97; et, Hanson, "The People Behind the Chinese Guerrillas", Pacific Affairs (septembre 1938), pp. 297-298.
98. Voir, Hanson, Humane Endeavour, pp. 349-350; et, Taylor, op. cit. pp. 175-176.
99. Homer, Dawn Watch in China, p. 238; Lautenschlager, Far West in China, p. 21; Fitch, "China's Northwest Life-line", Amerasia (septembre 1940), p. 305.
100. E. Snow, The Battle for Asia, pp. 109-114.
101. Strong, "The KMT/CCP Crisis in China", Amerasia (mars 1941), pp. 11, 21-23; Asiaticus, "The Fascist Axis Versus the United Front in China", Amerasia (février 1941), pp. 543-546, "Autobiography of General Yeh Ting", Amerasia (mars 1941), p. 29, et, "China's Internal Friction Aids Japan", Amerasia (mai 1941), pp. 118-122; Sheean, Between the Thunder and the Sun, pp. 343-

- 345; et, Lindsay, "The North China Front" (Part II), Amerasia (14 avril 1944), pp. 124-125.
102. C. et W. Band, Dragon Fangs, pp. 210-211; et, Uhlmann, "Land of Five Withouts", Far Eastern Survey (3 mai 1943), pp. 86-89.
103. Voir, Atkinson, "Chinese Still Try to Unify Factions", New York Times (26 novembre 1944), p. 43; Forman, Report from Red China, p. 172; et, Stein, The Challenge of Red China, p. 459.
104. Voir, Shewmaker, Americans and Chinese Communists, pp. 218-228.
105. Voir, E. Snow, Red Star Over China, pp. 415-417 (ed. 1961), 479-480 (ed. 1968); Bertram, Unconquered, p. 284; Wales, Inside Red China, p. 70; Hanson, Humane Endeavour, p. 312; Carlson, Twin Stars of China, p. 281; Smedley, Battle Hymn of China, pp. 359-370; Leaf, "Soviet Russia Has Given Chinese Reds No Aid", North China Star (9 juillet 1937), pp. 1. 24.
106. Voir, Forman, Report from Red China, p. 176; Stein, The Challenge of Red China, p. 437; White et Jacoby, Thunder Out of China, p. 240; C. et W. Band, Dragon Fangs, pp. 262-263; et, Atkinson, "Chinese Still Try to Unify Factions", New York Times (26 novembre 1944), p. 43.
107. Voir, Bisson, "China's Part in a Coalition War", Far Eastern Survey (14 juillet 1943), p. 139; et, Utley, China At War, pp. 251-254; Carlson, Twin Stars of China, pp. 176, 210, 299; C. et W. Band, Dragon Fangs, pp. 62, 242, 332, 335; Forman, Report from Red China, p. 177; et, Atkinson, "Chinese Still Try to Unify Factions", New York Times (26 novembre 1944), p. 43.
108. Voir, Lattimore, "American Responsibilities in the Far East", Virginia Quarterly Review (printemps 1940), pp. 164-165; Lautenschlager, Far West in China, p. 19; Homer, Dawn Watch in China, p. 228; Lindsay, "The North China Front (Part II)", Amerasia (14 avril 1944), pp. 124-125; Stein, The Challenge of Red China, pp. 143-147, 179, 230; White, "Inside Red China", Life (18 décembre 1944), pp. 44, 46; White et Jacoby, Thunder Out of China, p. 234; Hanson, "The People Behind the Chinese Guerrillas", Pacific Affairs (septembre 1938), p. 290, et, Humane Endeavour, p. 312, et, "Firebrands and Chinese Politics", Amerasia (avril 1939), p. 82; Strong, One Fifth of Mankind, pp. 188-200; et, Shewmaker, Americans and Chinese Communists, pp. 245-250.
109. Voir, Utley, "Correspondence: China", New Statesman (28 janvier 1939), p. 131, et, "Will Russia Betray China?", Asia (avril 1941), pp. 170-173; Shewmaker, Americans and Chinese Communists, pp. 250-252.
110. Voir, Wales, Inside Red China, pp. 51-52, 62, 223-228, 320-322; E. Snow, "The Chinese Communists and Wars on Two Continents", China Weekly Review (20 janvier 1940), pp. 277-280, Red Star Over China (ed. 1961), pp. 188, 232-233, 455, 488,

The Battle for Asia, pp. 290-292; et, Shewmaker, Americans and Chinese Communists, pp. 253-257.

Chapitre X

1. Guillermaz, Histoire du parti communiste chinois, p. 367.
2. Voir, pour le texte du traité d'alliance et d'amitié entre la Chine et l'URSS, du 14 août 1945, "The Far East", The Dynamics of World Power, Ed. R. Buhite, IV, 113-115.
3. Voir, Latham, The Communist Controversy in Washington, pp. 262-263; Feis, The China Tangle, pp. 265-274; et, Varg, The Closing of the Door, pp. 175-177.
4. Voir, Varg, ibid. p. 227; Latham, op. cit. p. 263; F.R. Dulles, American Policy toward Communist China, p. 27; et, Acheson, Present at the Creation, pp. 187-190.
5. Cité par Latham, The Communist Controversy in Washington, p. 263.
6. Voir, ibid.; et, Varg, The Closing of the Door, p. 179.
7. Voir, pour le texte du message, "The Far East", Dynamics of World Power, IV, 119-121; pour une présentation et une interprétation de l'enquête parlementaire de décembre 1945 par un adepte de la thèse du China Lobby et de McCarthy, voir, Kubek, How the Far East Was Lost, pp. 288-313.
8. Voir, Guillermaz, Histoire du parti communiste chinois, pp. 375-377; Chassin, La conquête de la Chine par Mao Tse-tung, pp. 71-74; et, Davids, America and the World of Our Time, pp. 397-399.
9. Voir, Deconde, A History of American Foreign Policy, p. 693.
10. Voir, pour une analyse historique de la période que nous venons de considérer, Chassin, La conquête de la Chine; Guillermaz, Histoire du parti communiste chinois, pp. 367-427; Deconde, A History of American Foreign Policy, pp. 689-697. Pour les impressions de Marshall à son retour de Chang-hai, dans un message du 7 janvier 1947, voir, "The Far East", The Dynamics of World Power, IV, pp. 124-128; pour des extraits du rapport de Wedemeyer à Truman, ibid. pp. 142-150; pour le texte du traité d'alliance et d'assistance mutuelle entre l'URSS et la République populaire de Chine, ibid., pp. 162-164.

Chapitre XI

1. Voir, Fleming, The Cold War and Its Origins, p. 28.
2. Voir, Stewart, The White Armies of Russia.
3. Voir, Lippmann et Merz, "A Test of the News", New Republic (4 août 1920), supplément spécial, à partir de la page 288.

4. Voir, Schuman, American Policy Toward Russia, pp. 153-154.
5. Voir, *ibid.* pp. 124-125.
6. Voir, Murray, Red Scare, pp. 57-66.
7. Voir, Aronson, The Press and the Cold War, p. 29.
8. Voir, *ibid.* pp. 29-30; et Murray, *op. cit.* pp. 210-222.
9. Voir, Murray, *ibid.* pp. 236-238; et, Jaffe, Crusade Against Radicalism, pp. 143-167.
10. Voir, Levin, Political Hysteria in America, p. 92.
11. Voir, Fleming, The Cold War and its Origins, p. 45.
12. Voir, pour une analyse de la réaction des dirigeants syndicalistes à la période d'hystérie collective, Murray, Red Scare, pp. 267-269.
13. Voir, Schuman, American Policy Toward Russia, p. 325.
14. Voir, Fleming, *op. cit.* p. 46; et, Einaudi, The Roosevelt Revolution, pp. 95-97.
15. Voir, Fleming, *op. cit.* pp. 102-105.
16. Sherwood, Roosevelt and Hopkins, p. 307.
17. Robert A. Taft, cité par F.R. Dulles, The Road to Teheran, p. 232.
18. Voir, Druks, Harry S. Truman and the Russians, pp. 36-37.
19. Voir, Davids, America and the World of Our Time, pp. 365-373.
20. Voir, Fleming, The Cold War and its Origins, p. 334.
21. Voir, *ibid.* p. 335.
22. Cité dans Ideas and Diplomacy, Ed. N.A. Graebner, p. 723.
23. Voir, Fleming, *op. cit.* p. 436.
24. Cité dans Ideas and Diplomacy, *op. cit.* p. 731.
25. "X". Kennan, "The Sources of Soviet Conduct", Foreign Affairs (juillet 1947), pp. 566-582; dans American Diplomacy, pp. 107-124. Voir, également, Spanier, American Foreign Policy Since World War II, pp. 35-38.
26. Voir, Aronson, The Press and the Cold War, pp. 32-38.
27. Voir, Almond, The American People and Foreign Policy, pp. 92-99.

Chapitre XII

1. Voir, F.R. Dulles, American Policy toward Communist China, pp. 70-72.
2. Voir, Acheson, Present at the Creation, pp. 402, 950-952.
3. Voir, F.R. Dulles, *op. cit.* pp. 36-37.
4. Voir, Koen, The China Lobby in American Politics, p. 32.
5. Voir, *ibid.* pp. 33-36.
6. Voir, *ibid.* p. 42.
7. Voir, *ibid.* p. 38; et, The Private Papers of Senator Vandenberg, Ed. A.H. Vandenberg Jr., pp. 526-532.
8. Voir, Koen, *op. cit.* pp. 43-51.

9. Voir, Steele, The American People and China, pp. 114-115.
10. Voir, Tsai, "Now It Can Be Told", China Monthly (septembre 1948), p. 255; et, Koen, The China Lobby in American Politics, p. 55.
11. Ross Y. Koen établit une liste d'articles du "China Monthly" insérés dans le "Congressional Record": "See, for example, the following in the Congressional Record: 79th Cong., 1st sess., Vol. 91, Pt. 12 (Appendix), p. 3444, Cormac Shanahan, "China's Communist Puzzle," inserted by Rep. Judd; *ibid.* p. 3490, Pan Chao-ying (former editor of the China Monthly and Secretary to Archbishop Paul Yu-pin), "China's contribution to the United Nations," inserted by Rep. John W. McCormack; 80th Cong., 1st sess., Vol. 93, Pt. 13 (Appendix), p. 3962, Geraldine Fitch, "Blunder Out of China," inserted by Rep. Judd; *ibid.*, p. 4599, Archbishop Paul Yu-pin, "Report Submitted to the Trustees of the Institute of Chinese Culture", inserted by Rep. Judd; 80th Cong., 2nd sess., Vol. 94, Pt. 10, (Appendix), p. 1909, William R. Johnson, "The United States Sells China Down the Amur," inserted by Senator Elbert Thomas; 81st Cong., 1st sess., Vol. 95, Pt. 13, (Appendix), p. 2185, Anthony T. Bouscaren, "The China Tragedy," inserted by Rep. Clemente; 81st Cong., 2nd sess., Vol. 96, Pt. 14, (Appendix), p. 2577, Alfred Kohlberg, "A Red Dream," inserted by Rep. Lawrence Smith." Koen, The China Lobby in American Politics, pp. 276-277, note bibliographique 96.
12. Voir, Kohlberg, "Owen Lattimore: Expert's Expert", China Monthly (octobre 1945), pp. 10-13; "The Soviet-Chinese Pact", *ibid.* (novembre 1945), pp. 14-17; "Reply to a Reply", *ibid.* (mars 1946), p. 104; "A Red Dream", *ibid.* (janvier 1947), pp. 20-22; "Ten Years After Marco Polo Bridge", *ibid.* (juillet 1947), pp. 227-230; "Stupidity and/or Treason", *ibid.* (juin 1948); "China Via Stilwell Road", *ibid.* (octobre 1948), pp. 283-287; "Who Is Responsible for China's Tragedy?", *ibid.* (décembre 1949), pp. 242-245; "United States Military Aid to China", *ibid.* (mars 1950), pp. 44-47. Voir, également, Koen, The China Lobby in American Politics, pp. 54-56, 277, note bibliographique 101).
13. Voir, Koen, *ibid.*, pp. 56-57.
14. Voir, F.R. Dulles, American Policy toward Communist China, pp. 87-88; Steele, The American People and China, pp. 116-117; et, Koen, *op. cit.* pp. 57-59.
15. Voir, Koen, *ibid.*, pp. 59-61.
16. Voir, *ibid.* p. 61.
17. Voir, Griffith, The Politics of Fear, pp. 12-13; et, Parkes, The United States: a History, pp. 678-679.
18. Voir, Griffith, *op. cit.* pp. 29-30.
19. Cité dans Ideas and Diplomacy, p. 765.
20. Voir, pour une comparaison du discours de Nixon avec celui de

- McCarthy, Griffith, The Politics of Fear, p. 48.
21. Voir, ibid. pp. 50-51, 53.
 22. Felix Wittmer, The Yalta Betrayal - Data on the Decline and Fall of Franklin Delano Roosevelt (Caldwell, Idaho: Caxton, 1953), p. 82. Cité par Koen, The China Lobby in American Politics, p. 64.
 23. Voir, China Monthly, "Russian Security, or a Just and Acceptable Peace?" (avril 1945), p. 4; et, Koen, op. cit. p. 65.
 24. The New York Times (15 mai 1948), p. 12. Cité par Koen, op. cit. p. 65.
 25. Alfred Kohlberg, "Ten Years After Marco Polo Bridge", China Monthly, VIII (juillet 1947), p. 227. Cité par Koen, op. cit. p. 66.
 26. Voir, par exemple, Davids, America and the World of Our Time, pp. 354-355; ou encore, Deconde, A History of American Foreign Policy, pp. 628-629.
 27. Voir, Bullitt, "Report on China", Life (13 octobre 1947), pp. 35-37; "The Bullitt's Report on China", The China Monthly (novembre 1947), pp. 425-427; et, Koen, The China Lobby in American Politics, pp. 66-69.
 28. Cité par Koen, ibid. pp. 71-72; voir, également, Griffith, The Politics of Fear, pp. 37-38.
 29. Voir, Griffith, ibid. pp. 38-40.
 30. Voir, Larsen, "The State Department Espionage Case", Plain Talk (octobre 1946); Koen, op. cit. pp. 73-74; Griffith, op. cit. pp. 35-38, 97-98.
 31. Voir, Griffith, op. cit. pp. 95, 97; et, Koen, op. cit. 73-74.
 32. Cité par Koen, op. cit. p. 72.
 33. Voir, Griffith, op. cit. 93-100.
 34. Voir, F. R. Dulles, American Policy toward Communist China, pp. 80-81; Koen, op. cit. pp. 75-82; Griffith, op. cit. p. 72.
 35. Voir, Kohlberg, "Stupidity and/or Treason?", China Monthly (juin 1948), "Who Is Responsible for China's Tragedy?", ibid. (décembre 1949), et, "United States' Military Aid to China", ibid. (mars 1950); Pirnie, "Who Hamstrings American Military Aid to China?", ibid. (octobre 1948); Bouscaren, "The China Tragedy", ibid. (mars 1949); Johnson, "Falsehoods and Some Truths About China", ibid. (avril 1949); et, Koen, The China Lobby in American Politics, pp. 86-89.
 36. Utley, The China Story, p. 30.
 37. Voir, ibid. pp. 30-54.
 38. Voir, Griffith, The Politics of Fear, pp. 43-45; et, Latham, The Communist Controversy in Washington, pp. 184-194.
 39. Cité par Koen, The China Lobby in American Politics, p. 93.
 40. John Flynn, The Lattimore Story, pp. 32-33. Cité par Koen, op. cit. p. 93.
 41. Kohlberg, "Who Is Responsible for China's Tragedy?", China

- Monthly (décembre 1949), pp. 242-245.
42. Voir, Johnson, China, Key to the Orient; Dresser, How We Blundered into Korean War, et, What Caused the Nation's Crisis; Flynn, The Lattimore Story, et, While You Slept; Utley, The China Story; et, Koen, The China Lobby in American Politics, pp. 94-97.
 43. Voir, Bradford, Foreign Policy and Party Politics, p. 240, 256-257.
 44. Voir, *ibid.* pp. 259-260.
 45. New York Times (25 novembre 1947), p. 18. Cité par Koen, *op. cit.* p. 105.
 46. Voir, China Monthly, "A Realistic China Recovery Plan" (avril-mai 1948), p. 114.
 47. China Monthly, "Too Late for Dollars", (éditorial), p. 113.
 48. Voir, U.S. Congress, Report on the Communist Party of the U.S. as an Advocate of Overthrow of Government by Force and Violence, pp. 88-95.
 49. Voir, Ascoli, Wertebaker et Horton, "The China Lobby", The Reporter (15 avril 1952), p. 19.
 50. Voir, Bradford, Foreign Policy and Party Politics, p. 347.
 51. Voir, *ibid.* pp. 352-353.
 52. Acheson, Present at the Creation, p. 398. Voir, également, Bradford, *op. cit.* pp. 354-355; et, F.R. Dulles, American Policy toward Communist China, pp. 42-44.
 53. Acheson, *op. cit.* p. 398.
 54. Voir, Bradford, *op. cit.* p. 363; et, Acheson, *op. cit.* p. 364.
 55. Cité par Bradford, *op. cit.* p. 364.
 56. Dean Acheson, cité dans Ideas and Diplomacy, p. 758; voir, également, pp. 757-760.
 57. Voir, Acheson, *op. cit.* p. 467.
 58. Voir, Latham, The Communist Controversy, pp. 273-274.
 59. Voir, *ibid.* pp. 275-276; et, Griffith, The Politics of Fear, pp. 75-76.
 60. Voir, Latham, *op. cit.* pp. 276-277.
 61. Latham, *ibid.* p. 278.
 62. McCarthy, cité par Griffith, *op. cit.* p. 78. Voir, également, Latham, *op. cit.* pp. 279-280.
 63. Extrait du rapport du "Tydings Committee", cité dans "The Far East", Dynamics of World Power, pp. 178-179; voir aussi, pp. 173-180.
 64. Voir, Griffith, The Politics of Fear, pp. 79-87; et, Latham, The Communist Controversy, pp. 280-281.
 65. Rapport final du "Tydings Committee", cité dans "The Far East", *op. cit.* p. 179.
 66. Rapport du "Tydings Committee", *ibid.* p. 185; voir aussi, pp. 180-186. Voir, également, Griffith, *op. cit.* pp. 93-100.
 67. Rapport du "Tydings Committee", cité dans "The Far East", *op.*

- cit. pp. 186-190.
68. Voir, Latham, The Communist Controversy, pp. 282-283; Griffith, The Politics of Fear, pp. 100-101, 123, 126-131.
 69. Cité par F.R. Dulles, American Policy toward Communist China, p. 79; voir aussi pp. 78-79. Voir, également, Latham, op. cit., pp. 296-316; et, Koen, The China Lobby in American Politics, pp. 152-177.
 70. Voir, Latham, op. cit. pp. 319-355; et, Griffith, The Politics of Fear, pp. 243-289.
 71. Voir, Hartmann, The Relations of Nations, pp. 438-442.
 72. Voir, Koen, op. cit. pp. 130-135.
 73. Voir, F.R. Dulles, American Policy toward Communist China, pp. 81-82. Voir, aussi, pour le point de vue de G. Kennan concernant le cas de John Paton Davies, Kennan, Memoirs, pp. 250-252. Pour le cas de John Carter Vincent, voir, Terrill, "John Carter Vincent and the American 'Loss' of China", China and Ourselves, pp. 122-154; et, Griffith, The Politics of Fear, pp. 133-135.
 74. Voir, F.R. Dulles, op. cit. p. 84.
 75. Allen Dulles, The Craft of Intelligence, pp. 149-150.
 76. Kubek, How the Far East Was Lost, p. 383; voir, pour un développement de ces points, pp. 363-384. Voir aussi, pour des exemples de littérature exprimant les thèses du "China Lobby" sur ce sujet, Flynn, While You Slept, pp. 22, 59-70; et, Utley, The China Story, pp. 139-163.
 77. Cité par F.R. Dulles, American Policy toward Communist China, p. 117.
 78. Cité par F.R. Dulles, ibid. p. 121.
 79. Voir, par exemple, Almond, The American People and Foreign Policy, chapitre III.
 80. Voir, Hofstadter, The Paranoid Style in American Politics, pp. 3-40; Lipset et Raab, The Politics of Unreason, pp. 5-15; Stouffer, Communism, Conformity, and Civil Liberties; Hyman et Sheatsley, "Trends in Public Opinion on Civil Liberties", Journal of Social Issues (1953), pp. 8-16.
 81. Morgenthau, The Purpose of American Politics, p. 142.
 82. Ibid. p. 143; pour l'exposition de toute l'analyse fournie par Morgenthau du phénomène McCarthy, voir, pp. 134-157.
 83. Voir, Griffith, The Politics of Fear, pp. 2-3, 13-15.
 84. Ibid. p. 106.
 85. Ibid. p. 109.
 86. Cater, The Fourth Branch of Government, p. 68; pour une analyse de la manière dont la presse réagit aux accusations de McCarthy, voir, pp. 70-74.
 87. Ibid. p. 70.
 88. Richard H. Rovere, cité par Aronson, The Press and the Cold War, p. 69.

89. Walter Lippman, cité par Aronson, *ibid.* pp. 69-70.
90. *Ibid.* p. 71.
91. Voir, Cater, The Fourth Branch of Government, pp. 72-73.
92. Cette dernière d'ailleurs est analogue, d'une certaine manière, à l'explication de la faiblesse des collègues du sénateur à son égard. Il est évident qu'un membre du Congrès cherche avant tout à conserver son siège. Pour ce faire, il aura tendance à chercher à évaluer de la manière la plus précise possible le climat de l'opinion et à choisir une position susceptible de lui valoir le soutien de cette opinion. En d'autres termes, le politicien tend à évaluer, non pas l'importance des événements sur le plan stratégique, politique, économique et social, mais dans quelle mesure le public aura tendance à soutenir une option, un choix plutôt qu'un autre. Voir, à ce sujet, Rosenberg, "Attitude Change and Foreign Policy in the Cold War Era", Domestic Sources of Foreign Policy, p. 150.
93. Aronson, The Press and the Cold War, p. 74.
94. Voir, Latham, The Communist Controversy, pp. 408-416.
95. Voir, pour des extraits du rapport de la commission d'investigation parlementaire du "U. S. Senate Committee on Foreign Relations" de 1963, concernant les activités de propagande pro-nationaliste de la "Hamilton Wright Corp.", "The Far East", Dynamics of World Power, pp. 199-207. Pour une étude de l'activité de cette compagnie, voir, Steele, The American People and China, pp. 125-127.
96. Voir, F. R. Dulles, American Policy toward Communist China, pp. 88-89; et, Steele, *op. cit.* pp. 119-125.
97. J. F. Dulles, "A Policy of Boldness", Life (19 mai 1952), pp. 146-157.
98. *Ibid.*
99. Spanier, American Foreign Policy Since World War II, p. 103.
100. *Ibid.* pp. 103-104.
101. *Ibid.* pp. 104-105; et, Morgenthau, The Purpose of American Politics, pp. 189-196.

Chapitre XIII

1. Voir, Isaacs, Scratches on Our Minds, p. 71.
2. Lattimore, Studies in Frontier History, p. 183.
3. *Ibid.*
4. *Ibid.*
5. Voir, Clubb, China and Russia, pp. 151-156, 175-181; Gittings, Survey of the Sino-Soviet Dispute, pp. 12, 17, 43; et, Lattimore, *op. cit.* pp. 125-126, 160-161, 275-295.
6. Voir, Lattimore, *ibid.* pp. 160-162.
7. Voir, *ibid.* pp. 126-127, 183-217.

8. Voir, Clubb, China and Russia, pp. 156-158, 190-199, 280-286, 288-292, 319-321, 323, 365-372, 383; Gittings, Survey of the Sino-Soviet Dispute, pp. 14, 17.
9. Lattimore, Studies in Frontier History, p. 191.
10. Voir, Gittings, op. cit. pp. 158-161, 167-168.
11. Voir, ibid. p. 158.
12. Voir, Fairbank, The United States and China, pp. 81-90.
13. Voir, ibid. pp. 224-225.
14. Voir, I.C.Y. Hsu, The Rise of Modern China, p. 522; Gittings, op. cit. p. 158; et, Clubb, op. cit. pp. 85-88.
15. Voir, I.C.Y. Hsu, op. cit. pp. 482-484; et, Clubb, op. cit. pp. 254-268.
16. Voir, Fairbank, op. cit. pp. 224-225; et, Clubb, op. cit. pp. 268-270.
17. Voir, Gittings, op. cit. pp. 11-12; Clubb, op. cit. 343-344; et, I.C.Y. Hsu, op. cit. p. 706.
18. Voir, Clubb, op. cit. pp. 346-347; et, I.C.Y. Hsu, op. cit. p. 707.
19. Voir, Clubb, China and Russia, pp. 356-357.
20. Voir, Gittings, Survey of the Sino-Soviet Dispute, p. 14; et, Clubb, op. cit. pp. 379-380.
21. Pour une évaluation du discours par Acheson lui-même, voir, Acheson, Present at the Creation, pp. 462-466.
22. Voir, Gittings, op. cit. p. 43; "The Far East", Dynamics of World Power, pp. 162-164; et, Clubb, op. cit. pp. 383-385.
23. Voir, par exemple, l'analyse de cet article par Greene, A Curtain of Ignorance, pp. 84-85.
24. Voir, Clubb, op. cit. p. 385; et, Gittings, op. cit. p. 43.
25. Cité par Greene, op. cit. p. 87.
26. Cité par Greene, ibid. p. 86.
27. Voir, ibid. pp. 87-88.
28. Voir, North, Moscow and Chinese Communists, p. 267.
29. John Foster Dulles, 11 août 1958, Department of State statement of policy. Cité par Bueler, U.S. China Policy and the Problem of Taiwan, p. 22.
30. Cité par Zinn, The Logic of Withdrawal, p. 92.
31. Voir, Barnett, Communist China, p. 14.
32. Reston, New York Times (Review Section), (24 avril 1949).
33. Raymond, New York Herald Tribune (22 janvier 1949).
34. Voir, Gould, "Cross Purposes in China", Christian Science Monitor (9 mai 1949), p. 18.
35. Doyle, "Report on Communist Shanghai", Life (17 octobre 1949), p. 129.
36. Peffer, New York Times (10 août 1952).
37. Voir, Greene, A Curtain of Ignorance, pp. 271-282.
38. John Foster Dulles, cité par Caridi, The Korean War and American Politics, p. 237.

39. Eisenhower, The White House Years, I, 470-471; voir, également, pp. 474-475.
40. Voir, Spanier, American Foreign Policy Since World War II, pp. 113-115.
41. Washington Post (26 janvier 1955).
42. Pour une revue d'articles parus dans la presse américaine sur ce sujet, voir, Greene, A Curtain of Ignorance, pp. 255-262.
43. Voir, par exemple, la série de coupures de presse recueillie par Greene, *ibid.* pp. 263-269, 196-199.
44. Voir, F. L. K. Hsu, Americans and Chinese, p. 398.
45. Cité par Greene, *op. cit.* p. 152.
46. F. L. K. Hsu, *op. cit.* p. 398.
47. Harsch, The Christian Science Monitor (10 décembre 1958).
48. Christian Science Monitor (13 décembre 1958).
49. Voir, Greene, *op. cit.* pp. 157-158.
50. Cité par Greene, *ibid.* p. 156.
51. F. L. K. Hsu, *op. cit.* p. 398; voir, également son chapitre V, pp. 137-154. Pour évaluer la validité des descriptions des conditions de vie dans les communes populaires par la presse, voir le récit d'Edgar Snow, The Other Side of the River, pp. 430-440.
52. Voir, pour un choix de textes divers reflétant ce point de vue, Greene, *op. cit.* pp. 159-162.
53. Isaacs, Scratches on Our Minds, p. 89.
54. Rostow, The Prospects for Communist China, pp. 118-119.
55. Voir, Fitzgerald, "China Visited: a View of the Cultural Revolution", China and Ourselves, pp. 11-29. Voir, également, Wylie, "The Meaning of the Cultural Revolution", *ibid.* pp. 30-48; et, Daubier, Histoire de la révolution culturelle prolétarienne en Chine, en particulier, l'introduction, pp. 29-48.
56. Coupures de presse recueillies par Greene, A Curtain of Ignorance, pp. 95-96.
57. Alsop, "Matter of Fact" (13 septembre 1961).
58. Alsop, "On China's Descending Spiral", China Quarterly (juillet-septembre 1962), pp. 21-37.
59. Walker, China Quarterly (octobre-décembre 1962), p. 45.
60. *Ibid.* p. 29.
61. *Ibid.* p. 40.
62. *Ibid.* pp. 34 et 51.
63. North, Moscow and Chinese Communists, p. 264.
64. Walker, China under Communism, p. xii.
65. Voir, ce même chapitre, p. 368; et, Wu, An Economic Survey of Communist China, p. 3.
66. Walker, *op. cit.* pp. 322-323.
67. New York Times (2 août 1963).
68. Rusk, "U.S. Policy toward Communist China", Department of State Bulletin (2 mai 1966), pp. 688-691, 693.
69. Rostow, The Prospects for Communist China, p. 67.

70. North, Moscow and Chinese Communists, p. 273.
71. New York Times, (éditorial) (24 janvier 1963).
72. Dean, dans Boorman, Eckstein, Mosely, Schwarz, Moscow-Peking Axis: Strength and Strains, p. ix.
73. Johnathan Mirsky au New York Times, 4 décembre 1964. Cité par Chang Hsin-hai, America and China, p. 227.
74. Voir, pour une analyse de l'histoire ancienne de la Corée, Hulbert's History of Korea, Vol. 1; pour une compréhension plus aisée, voir plus particulièrement l'introduction de C.N. Weems, pp. ED 86-ED 127.
75. Voir, par exemple, pour une analyse rapide des quelques années qui précédèrent immédiatement la guerre de Corée, Yoo, The Korean War and the United Nations, pp. 16-22.
76. Voir, *ibid.*, pp. 27-33.
77. Voir, Spanier, American Foreign Policy Since World War II, pp. 84-89; F. R. Dulles, American Policy toward Communist China, pp. 90-108; et, Yoo, *op. cit.* pp. 33-37.
78. Cité dans "The Far East", Dynamics of World Power, p. 366.
79. Voir, de Rivera, The Psychological Dimensions of Foreign Policy, pp. 86-87.
80. Hilsman, "The Foreign Policy Consensus", Journal of Conflict Resolution (1959), pp. 361-382, 364.
81. Cité dans "The Far East", *op. cit.* p. 366.
82. Voir, Bueler, U.S. China Policy and the Problem of Taiwan, pp. 9, 6-7, 11-12.
83. Cité dans "The Far East", *op. cit.* p. 366.
84. Voir, Bueler, *op. cit.* pp. 10-11; et, F.R. Dulles, American Policy toward Communist China, p. 94.
85. Roger Hilsman, cité par F.R. Dulles, *ibid.* p. 95.
86. Pour un récit intéressant du processus de prise de décision, au sein du gouvernement américain, et l'exposition des concepts fondamentaux qui poussèrent les dirigeants américains à interpréter les événements en termes de politique des blocs, voir, Acheson, Present at the Creation, pp. 525-537. Pour une analyse critique des erreurs de perception des dirigeants américains, voir, Kennan, Memoirs, pp. 510-528, et, plus particulièrement, p. 524; voir, également, Morgenthau, The Purpose of American Politics, pp. 136-142.
87. Voir, Yoo, The Korean War and the United Nations, pp. 188-190 et 42-49.
88. Cité par Zelman, Chinese Intervention in the Korean War, p. 8.
89. *ibid.*
90. *ibid.*
91. *ibid.*
92. *ibid.*
93. Voir, Zelman, *op. cit.* p. 5; Lichterman, "To the Yalu and Back", American Civil-military Decisions, p. 590; ainsi que

- Whiting, China Crosses the Yalu, p. 111.
94. Voir, Lichterman, op. cit. p. 595.
95. Voir, New York Times (5 octobre 1950).
96. Truman, Memoirs, II, 365-366.
97. Zelman, Chinese Intervention in the Korean War, pp. 15-16.
98. Pour le texte du message, voir, "The Far East", Dynamics of World Power, pp. 383-386.
99. Whiting, op. cit. pp. 96, 188.
100. Voir, F. R. Dulles, American Policy toward Communist China, p. 101.
101. Cité par Guttman, Korea: Cold War and Limited War, p. 18.
102. Pour le texte du rapport, voir, "The Far East", op. cit. pp. 394-395.
103. F. R. Dulles, op. cit. p. 106.
104. Ibid. pp. 106-107.
105. Voir, Yoo, The Korean War and the United Nations, pp. 70-81; et, F. R. Dulles, op. cit. pp. 109-112.
106. Cité par Isaacs, Scratches on Our Minds, p. 233.
107. Clark, From the Danube to the Yalu, p. 87.
108. Ibid. pp. 100-101.
109. Voir, Isaacs, op. cit. p. 233.
110. Saturday Evening Post (25 avril 1951).
111. Saturday Evening Post (27 janvier 1951).
112. Andrew Geer, The New Breed (New York: 1952), p. 221. Cité par Isaacs, op. cit. p. 235.
113. Voir, Aronson, The Press and the Cold War, p. 117.
114. Ibid.
115. F. R. Dulles, American Policy toward Communist China, p. 109.
116. Voir, Tieh-Tseng Li, The Historical Status of Tibet, pp. 200-209. Pour le texte du traité, voir, Richardson, Tibet and Its History, pp. 275-278.
117. Associated Press, Genève (7 août 1959).
118. Voir, par exemple, le récit fait par George Gale de la comparution du Dalai Lama devant la Commission internationale des juristes et de son témoignage dans le "London Daily Express" du 16 novembre 1959.
119. Voir, pour le texte du traité, Richardson, op. cit. pp. 244-245; voir, également, pour une intéressante description des cérémonies, transposée de sources chinoises, Bacot, Introduction à l'histoire du Tibet, pp. 31-33.
120. Pour un survol des relations sino-tibétaines jusqu'au XIIIème siècle, voir, Tieh-Tseng Li, op. cit. pp. 5-17; voir, également, Richardson, op. cit. pp. 28-35.
121. Voir, Tieh-Tseng Li, op. cit. pp. 19-32; et, Richardson, op. cit. pp. 33-38.
122. Voir, Tieh-Tseng Li, op. cit. pp. 33-69.
123. Voir, ibid. pp. 75-76; ainsi que Richardson, op. cit. pp. 75-76.

124. Pour le texte du traité, voir, Richardson, Tibet and Its History, pp. 253-256.
125. Pour le texte de la convention, voir, *ibid.* pp. 256-258.
126. Pour le texte de la convention, voir, *ibid.* pp. 158-159.
127. Pour le texte de l'accord, voir, *ibid.* pp. 260-265.
128. Pour une analyse historique des relations sino-tibétaines depuis le milieu du XIX^{ème} siècle, voir, *ibid.* pp. 73-106; et, Tieh-Tseng Li, The Historical Status of Tibet, pp. 70-129.
129. Pour le texte de la convention de Simla, voir, Richardson, *op. cit.*, pp. 268-272; pour le texte de l'accord commercial tibéto-britannique qui s'en suivit, pp. 272-275; pour une discussion de la question de la suzeraineté par opposition à la notion de souveraineté, voir pp. 103-104.
130. U.S. Department of State, Foreign Relations of the U.S., 1943, China, p. 728.
131. Voir Tieh-Tseng Li, *op. cit.* p. 215.
132. Voir, E. Snow, The Other Side of the River, pp. 559-564; et, S. et R. Gelder, The Timely Rain.
133. Voir, Greene, A Curtain of Ignorance, pp. 225-228.
134. Sulzberger, New York Times (10 novembre 1962).
135. The Christian Science Monitor, (20 novembre 1962).
136. New York Times, [éditorial], (20 novembre 1962).
137. Pour une interprétation modérée et une évaluation de la signification de la guerre sino-indienne, voir, F.R. Dulles, American Policy toward Communist China, pp. 201-203. Pour une argumentation persuasive tendant à démontrer que la Chine ne se livra pas à une agression contre l'Inde, mais ne fit que réagir à des stimuli extérieurs, voir, Maxwell, India's China War.
138. Roger Hilsman, dans Vo Nguyen Giap, People's War, People's Army, p. xvlii.
139. Cité par Kail, What Washington Said, Administration Rhetoric and the Vietnam War, p. 24.
140. Robert McNamara, cité par Raskin et Fall, The Vietnam Reader, pp. 196-197.
141. Cité dans "The Far East", Dynamics of World Power, pp. 494-498.
142. Cité par Kail, *op. cit.* p. 85.
143. Cité par Kail, *ibid.*
144. *ibid.* p. 86.
145. Cité par Zinn, Viet-Nam, the Logic of Withdrawal, p. 88.
146. Robert Scalapino, 15 mai 1965, "National Teach-in on Viet-Nam Policy". Cité par Raskin et Fall, *op. cit.* p. 303.
147. Cité par Kail, *op. cit.* p. 99.
148. *ibid.*
149. Adapté de Kail, *ibid.* p. 250.
150. Adapté de Kail, *ibid.* p. 251.
151. Voir, par exemple, l'argumentation présentée par Thomas J.

- Dodd, sénateur et proche du président Johnson concernant la menace chinoise sur le Laos, la Thaïlande, la Birmanie, les Philippines et le Congo, dans le Vietnam Reader, par Raskin et Fall, pp. 164-194, plus particulièrement, p. 172. La question vietnamienne est particulièrement bien documentée dans les bibliothèques américaines, surtout en ce qui concerne les erreurs, les illusions, les distorsions opérées par les responsables américains. A ce sujet, voir, par exemple, The Senator Gravel Edition, The Pentagon Papers: the Defense Department History of United States Decision making on Vietnam, ainsi que The Senator Gravel Edition, the Pentagon Papers: Critical Essays, Ed. Chomsky et Zinn.
152. James Aronson, dans The Senator Gravel Edition, the Pentagon Papers, Ed. Chomsky et Zinn, V, 41-59, 49. Voir, également, pour une évaluation et une description des méthodes des journalistes américains pendant la guerre du Vietnam et une critique de leurs écrits, Aronson, The Press and the Cold War, pp. 180-245.
153. Voir, Spanier, American Foreign Policy since World War II, pp. 113-115; F. R. Dulles, American Policy toward Communist China, pp. 149-166; Bueler, U.S. China Policy and the Problem of Taiwan.
154. Voir, E. Snow, The Other Side of the River, pp. 25-28, 697; F. R. Dulles, op. cit. pp. 169-174; Greene, A Curtain of Ignorance, pp. 293-296; Hohenberg, Between Two Worlds, pp. 218-219. Pour une version curieusement distordue de la question des correspondants, voir, Steele, The American People and China, pp. 156-157.
155. Voir, Hohenberg, op. cit. pp. 220-221.
156. Voir, ibid. pp. 226-227, 228; et, Steele, op. cit. p. 146.
157. Voir, ibid. pp. 146-151; et, Hohenberg, op. cit. pp. 228-230.
158. Voir, ibid. p. 220; Steele, op. cit. pp. 153, 160-162, 169-171. Voir, également, pour une description du rôle du "gatekeeper" et de la manière dont la sélection de l'information est effectuée, White, The "Gate Keeper", pp. 383-390.
159. Voir, Steele, op. cit. pp. 160-162.
160. Voir, ibid. pp. 157-158.
161. Voir, ibid. pp. 166-169; et, Hohenberg, op. cit. pp. 43-44.
162. Lippman, Public Opinion, p. 267.
163. Cohen, The Press and Foreign Policy, p. 123.
164. Voir, Casey et Copeland, "Use of Foreign News by 19 Minnesota Dailies, Journalism Quarterly (hiver 1958), p. 88.
165. Cohen, op. cit. p. 127.
166. Voir, ibid. pp. 124-131.
167. Ibid. pp. 112-113.
168. Lippman, op. cit. p. 268.
169. Voir, International Press Institute, The Flow of the News, pp.

22, 219-220.

170. Voir, Hohenberg, Between Two Worlds, pp. 84-86.

171. Adapté de Hohenberg, *ibid.* p. 486.

Chapitre XIV

1. Almond, The American People and Foreign Policy, p. 71.
2. *Ibid.* p. 72.
3. *Ibid.* p. 73.
4. *Ibid.* pp. 76, 72-78.
5. Free et Cantril, The Political Beliefs of Americans, p. 57.
6. Almond, *op. cit.* p. 80.
7. Robinson, Public Information about World Affairs, p. 1.
8. *Ibid.* p. 1.
9. Adapté de Patchen, The American Public's View of U.S. Policy toward China, p. 26.
10. Adapté de Patchen, *ibid.* p. 5; l'on peut constater, incidemment, que le texte de la première question est particulièrement tendancieux dans la mesure où il suggère que le communisme est nécessairement non démocratique.
11. Adapté de Patchen, *ibid.* p. 10.
12. Voir, Free et Cantril, *op. cit.* p. 60; et, Robinson, *op. cit.* p. 1.
13. Free et Cantril, *op. cit.* p. 60.
14. *Ibid.* p. 61.
15. Kriesberg, "Dark Areas of Ignorance", Public Opinion and Foreign Policy, pp. 49-64, 51.
16. Free et Cantril, *op. cit.* p. 61.
17. Voir, Patchen, *op. cit.* pp. 5, 10; et, Robinson, *op. cit.* p. 12.
18. Adapté de Patchen, *op. cit.* p. 8.
19. Adapté de Robinson, *op. cit.* p. 12.
20. Voir, par exemple, Rosenberg, "Attitude Change and Foreign Policy in the Cold War Era", Domestic Sources of Foreign Policy, pp. 150-151.
21. Voir, au sujet du pouvoir présidentiel et de sa nature, Neustadt, Presidential Power, pp. 31 et suivantes.
22. Voir, Opinion News (11 décembre 1945), p. 6; notons que l'échantillon étudié était représentatif de la population du Minnesota seulement.
23. Adapté de Public Opinion, Ed. Cantril et Strunk, p. 953.
24. Adapté de Steele, The American People and China, pp. 46-47.
25. Adapté de Gallup, The Gallup Poll, 11, 852.
26. Voir, *ibid.* p. 852.
27. Voir, Opinion News (15 avril 1948), pp. 8-11.
28. Adapté de Gallup, *op. cit.* p. 818.
29. Adapté de Gallup, *ibid.* p. 852.
30. Adapté de Gallup, *ibid.* p. 887.

31. Adapté de Gallup, The Gallup Poll, II, 932.
32. Voir, Steele, The American People and China, p. 47.
33. Adapté de Gallup, op. cit. p. 1119.
34. Voir, Steele, op. cit. pp. 47-48.
35. Voir, *ibid.* p. 105.
36. Patchen, The American Public's View of U.S. Policy toward China, p. 19.
37. *Ibid.* p. 20.
38. *Ibid.* p. 21.
39. Adapté de Gallup, op. cit. pp. 933, 951.
40. Adapté de Gallup, *ibid.* p. 955.
41. Adapté de Gallup, *ibid.* pp. 831, 868, 880, 915.
42. Adapté de Gallup, *ibid.* pp. 831, 868.
43. Adapté de Gallup, *ibid.* pp. 924, 1010, 1153, 1169, 1255, 1259, 1337, 1365, 1471, 1542, 1569; III, 1710, 1737, 1864, 1909, 1931, 1981, 2032, 2183, 2268; et de Polls, I, No. 2 (été 1965), 76; II, No. 1 (hiver 1966), 74; II, No. 2, 82; ainsi que de Alfred O. Hero, Jr., "The American Public and the UN: 1954-1966", The United Nations, pp. 505-521, 510.
44. Adapté de Gallup, op. cit. III, 2033.
45. Adapté de Gallup, *ibid.* II, 1153, 1259, 1337.
46. Adapté de Gallup, *ibid.* II, 955, 1010, 1365; III, 1710, 1737, 1864, 1931, 2033, 2183.
47. Patchen, op. cit. p. 23.
48. *Ibid.* p. 24.
49. *Ibid.* p. 24.
50. Free et Cantril, The Political Beliefs of Americans, p. 87.
51. Adapté de Patchen, op. cit. p. 14.
52. Free et Cantril, op. cit. p. 88.
53. *Ibid.* pp. 87-88.
54. Patchen, op. cit. p. 27.
55. Steele, op. cit. p. 97.
56. Adapté de Gallup, op. cit. II, 1495.
57. Patchen, op. cit. p. 27.
58. Adapté de Steele, op. cit. p. 99.
59. Adapté de Gallup, op. cit. II, 1471.
60. Adapté de Gallup, *ibid.* III, 1710.
61. Patchen, op. cit. p. 27.
62. Patchen, op. cit. p. 28.
63. Voir, Steele, The American People and China, p. 100.
64. Adapté de Gallup, The Gallup Poll, III, 1710.
65. Patchen, The American Public's View of U.S. Policy toward China, p. 28.
66. Adapté de Patchen, *ibid.* p. 18.
67. Adapté de Patchen, *ibid.* p. 18.
68. Adapté de Patchen, *ibid.* p. 6.
69. Adapté de Patchen, *ibid.* p. 6.

70. Adapté de Patchen, The American Public's View of U.S. Policy toward China, p. 8.
71. Adapté de Gallup, The Gallup Poll, III, 1710, 1881, 2053.
72. Free et Cantril, The Political Beliefs of Americans, p. 89.
73. Adapté de Gallup, op. cit. III, 1710.
74. Polls, II, No. 3, 82.
75. Adapté de Polls, III, No. 4, 79.
76. Cohen, The Public's Impact on Foreign Policy, p. 43.
77. Voir, ibid. pp. 44-47.
78. Ibid. p. 47.
79. Voir, ibid. pp. 64-70.
80. Ibid. p. 69.
81. Ibid. p. 70.
82. Ibid. p. 79.
83. Ibid. pp. 79-80.
84. Ibid. p. 80.
85. Ibid. p. 125.
86. Pour des extraits du discours de Hilsman, voir, "The Far East", The Dynamics of World Power, pp. 267-275.

Chapitre XV

1. Voir, F.R. Dulles, China and America, p. 38.
2. Voir, Isaacs, Scratches on Our Minds, pp. 71, 89.
3. Ibid. p. 109.
4. Ibid. p. 71.
5. Voir, McClellan, The Heathen Chinese, pp. 43-47.
6. Voir, ibid. pp. 47-60.
7. Voir, F.R. Dulles, op. cit. pp. 177-178.
8. Voir, Greene, A Curtain of Ignorance, pp. 76-77.
9. Isaacs, op. cit. p. 117.
10. Pour une parenthèse sur le "Pidgin English" des Chinois, voir, McClellan, op. cit. pp. 56-58.
11. Voir, Jones, The Portrayal of China and India on the American Screen, pp. 13-36.
12. Voir, Wernert, "The Far East in Geography Textbooks", Treatment of Asia in American Textbooks, pp. 12, 15.
13. Cité par Wernert, ibid. p. 26.
14. Adapté de Long, "Asia in World History Textbooks", Treatment of Asia in American Textbooks, p. 40.
15. Adapté de Long, ibid. p. 39.
16. Cité par Long, ibid. p. 44.
17. Cité par Long, ibid. pp. 45-46.
18. Voir, Dixon, "The Far East in American History Textbooks", Treatment of Asia in American Textbooks, pp. 56-57.
19. Ibid. pp. 71-72.

20. Voir, Burkhardt, "The Far East in Modern Problems and Civics Tests", Treatment of Asia in American Textbooks, pp. 79-99.
21. Voir, Lew, "China in American School Text-Books", Special supplement of the Chinese Social and Political Science Review (July 1923)
22. Voir, pour une présentation partisane et tendancieuse de l'histoire chinoise moderne - une exception parmi les manuels examinés - Leinwand, The Pageant of World History, pp. 628-634.
23. Les douze manuels examinés sont: pour l'histoire mondiale, Leinwand, *ibid.* (high school); Habberton, Roth, et Spears, World History (high school); Wallbank et Schrier, Living World History (high school); Roselle, World History: a Cultural Approach (high school); Holt et O'Connor, Exploring World History (high school, slow learners); Reich, Krug, et Biller, Building the Modern World (high school, slow learners); pour l'histoire américaine, Gavian, Hamm, et Freidel, United States History (high school); Frost, Brown, Ellis, et Fink, A History of the United States (high school); Schwartz et O'Connor, Exploring American History (junior high school, slow learners); Abramowitz, Study Lessons in Our Nation's History (junior high school, slow learners); Branson et France, American History for Today (high school, slow learners); Eibling, Jackson, et Perrone, United States History: Two Centuries of Progress (high school).
24. Voir, par exemple, le texte de couverture et la préface de l'édition américaine du petit livre rouge, Quotations from Chairman Mao Tse-Tung, Ed. S. R. Schramm.

Bibliographie

- Abend, Hallel et Anthony J. Billingham. Can China Survive? New York: I. Washburn, 1936.
- Abramowitz, Jack. Study Lessons in our Nation's History. Chicago: Follet Educational Corp., 1970.
- Acheson, Dean. Present at the Creation: My Years in the State Department. New York: Signet, 1969.
- Almond, Gabriel. The American People and Foreign Policy. New York: Praeger, 1960.
- Atsop, Joseph. Matter of Fact, 6 octobre 1958, 13 septembre 1961, 13 avril 1962.
- Atsop, Joseph. "On China's Descending Spiral", China Quarterly, juillet-septembre 1962, pp. 21-37.
- Amerasia: A Review of America and the Far East, 1937-1947.
- America as a World Power, Ed. Robert E. Fernal, Columbia, S. C.: Univ. of South Carolina Press, 1971.
- Aronson, James. The Press and the Cold War. New York: Bobbs-Merril, 1970.
- Ascoli, Max et Charles Wertenbaker, Philip Horten. "The China Lobby", The Reporter, VI, 15 et 22 avril 1952.
- Asiaticus. "Autobiography of General Yeh Ting", Amerasia, V, mars 1941, 24-29.
- Asiaticus. "Behind the Japanese Lines in Central Asia", Amerasia, V, octobre 1941, 355-360.
- Asiaticus. "China's Internal Friction Aids Japan", Amerasia, V, mai 1941, 118-122.
- Asiaticus. "Chou En-lai on the New Stage of the Anti-Japanese War", Amerasia, III, juin 1939, 184-190.
- Asiaticus. "The Fascist Axis vs. the United Front in China", Amerasia, IV, février 1941, 543-546.
- Asiaticus. "New Fourth Army Area Revisited", Amerasia, V, septembre 1941, 287-294.
- Asiaticus. "The Yangtze Triangle Guerrilla War", Amerasia, III, août 1939, 275-281.
- Associated Press, Genève, 7 août 1959.
- Associated Press, Hong Kong, 15 et 19 mai 1962.
- Associated Press, Washington, 12 août 1971, (International Herald Tribune).
- Atkinson, Brooks. "Chinese Still Try to Unify Factions", New York Times, 26 novembre 1944, p. 43.
- Atkinson, Brooks. "Critic at Large: Publication of State Department

- Papers on China of 1943 Evokes Reflections", New York Times, 10 avril 1962, p. 40.
- Atkinson, Brooks. "Long Schism Seen", New York Times, 31 octobre 1944, pp. 1, 4.
- Atkinson, Brooks. "Yenan, a Chinese Wonderland City on 3 Kinds of Time, Has One Clock", New York Times, 6 octobre 1944, p. 12.
- Atkinson, Brooks. "Yenan is Well Fed with Big Harvest", New York Times, 25 septembre 1944, p. 9.
- Allanta Constitution, "Where Life is Cheap", 12 novembre 1894.
- Bacot, Jacques. Introduction à l'histoire du Tibet. Paris: Société Asiatique et Centre National de la Recherche Scientifique, 1962.
- Baker, Ray Stannard. Woodrow Wilson, Life and Letters: President, 1913-1914. New York: Doubleday, Doran, 1931, IV.
- Baldwin, Hanson W. "Review of the Chinese Situation", New York Times, 20 juillet 1943, p. 7.
- Baldwin, Hanson W. "Too Much Wishful Thinking about China", Reader's Digest, XLIII, août 1943, 63-67.
- Band, William et Claire. Dragon Fangs: Two Years with the Chinese Guerrillas. Londres: 1947.
- Barnett, le révérend C. Benson. "China's Outlook from Within", The Missionary Review of the World, août 1906, p. 583.
- Barnett, Doak. Communist China: the Early Years, 1949-1955. New York: Praeger, 1964.
- Barnett, Robert W. "An Interview With Chou En-lai", Amerasia, V, mai 1941, 123-127.
- Bertram, James. First Act in China: the Story of the Sian Mutiny. New York: Viking Press, 1938.
- Bertram, James. Unconquered: Journal of a Year's Adventure Among the Fighting Peasants of North China. New York: 1939.
- Beveridge, Albert J. "Winning the Markets of the Orient", Saturday Evening Post, LXXIV, 22 mars 1902, 1-2.
- Bianco, Lucien. Les origines de la révolution chinoise, 1915-1949. Paris: Gallimard, 1967.
- Bisson, T.A. "China's Part in a Coalition War", Far Eastern Survey, XII, 14 juillet 1943, 135-141.
- Bisson, T.A. Japan in China. New York: MacMillan, 1938.
- Bisson, T.A. "Mao Tse-tung Analyzes Nanking in interview", Amerasia, I, octobre 1937, 360-365.
- Bogardus, E. S. Immigration and Race Attitudes. New York: D.C. Heath, 1928.
- Borg, Dorothy. American Policy and the Chinese Revolution, 1925-1928. New York: MacMillan, 1947.
- Borg, Dorothy. The United States and the Far Eastern Crisis of 1933-1938. Cambridge, Mass.: Harvard Univ. Press, 1964.
- Bose, Nemai Sadhan. American Attitude and Policy to the Nationalist Movement in China (1911-1921). New Delhi: Orient Longmans, 1970.

- Bouscaren, Anthony T. "The China Tragedy", The China Monthly, X, mars 1949.
- Bradford, Westerfield H. Foreign Policy and Party Politics: Pearl Harbor to Korea. New Haven: Yale Univ. Press, 1955.
- Braisted, William R. "The United States and the American China Development Company", The Far Eastern Quarterly, XI, novembre 1951, 147-165.
- Branson, Margaret Stinman et Edward E. France. American History for Today. Lexington, Mass.: Ginn, 1974.
- Brockman, Fletcher S. I Discover the Orient. New York: 1935.
- Browder, Earl. Civil War in Nationalist China. Chicago: Labor Unity Pub., 1927.
- Bryant, R.C. "Chinese Exclusion", Arena, XXVII, mars 1902, 260.
- Bryer, Royce. San Francisco Chronicle, 20 et 26 novembre 1962.
- Buck, Pearl S. "The Darkest Hour in China's History", New York Times Magazine, 17 décembre 1944, pp. 9, 45-46.
- Buck, Pearl S. "A Warning About China: A Great Friend of the Chinese People Points to Dangers That May Lose Us a Valuable Ally", Life, XIV, 10 mai 1943, 53-54, 56.
- Bueter, William M. U.S. China Policy and the Problem of Taiwan. Boulder, Col.: Colorado Associated Univ. Press, 1971.
- Bullit, William C. "Report on China", Life, 13 octobre 1947, 35-37.
- Burkhardt, Richard W. "The Far East in Modern Problems and Civics Tests", Treatment of Asia in American Textbooks. New York: American Council on Education & Institute of Pacific Relations, 1946.
- Campbell, Charles. Special Business Interests and the Open Door Policy. New Haven: Yale Univ. Press, 1951.
- Caridi, Ronald J. The Korean War and American Politics: the Republican Party as a Case Study. Philadelphia: Univ. of Pennsylvania Press, 1968.
- Carlson, Evans Fordyce. The Chinese Army: its Organization and Military Efficiency. New York: 1940.
- Carlson, Evans Fordyce. Twin Stars of China: a Behind the Scenes Story of China's Valiant Struggle for Existence by a U. S. Marine who Lived and Moved with the People. New York: 1940.
- Cater, Douglas. The Fourth Branch of Government. Boston: Houghton Mifflin, 1959.
- Chang, Hsin-Hai. America and China: a New Approach to Asia. New York: 1965.
- Chassin, L.-M. L'ascension de Mao Tse-tung. Paris: Payot, 1953.
- China and Ourselves: Explorations and Revisions by a New Generation. Ed. Bruce Douglass et Ross Terril. Boston: Beacon Press, 1971.
- The China Monthly, "The Bullit's Report on China", VIII, novembre 1947, 425-427.
- The China Monthly, "A Realistic China Recovery Plan", IX, avril-mai 1948, 114.

- The China Monthly, "Russian Security or a Just and Acceptable Peace?", VI, avril 1945, 4.
- The China Monthly, "Too Late for Dollars" (éditorial), IX, avril-mai 1948, 113.
- The China Quarterly, octobre-décembre 1962.
- The China Weekly Review, XLI, nos. 1-13, 4 juin 1927-27 août 1927.
- The Christian Advocate, "Missionaries Write Home", 6 janvier 1938, p. 7.
- Christian Science Monitor, 5 avril 1954, 20 novembre 1962, 29 octobre 1962, 13 mars 1962 (éditorial).
- Clark, Mark W. From the Danube to the Yalu. New York: Harper & Bros., 1954.
- Clubb, O. Edmund. China and Russia: the Great Game. New York: Columbia Univ. Press, 1971.
- Clubb, O. Edmund. Communism in China: as Reported from Hankow in 1932. Princeton, N.J.: Princeton Univ. Press, 1968.
- Cohen, Bernard C. The Press and Foreign Policy. Princeton, N.J.: Princeton Univ. Press, 1963.
- Cohen, Bernard C. The Public's Impact on Foreign Policy. Boston: Little, Brown, 1973.
- Cohen, Warren I. America's Response to China: an Interpretative History of Sino-American Relations. New York: Wiley, 1971.
- Creating an American Empire, 1865-1914. Ed. Milton Plesur. New York: Pitman, 1971.
- Daubier, Jean. Histoire de la révolution culturelle prolétarienne en Chine, 1965-1969. Paris: Maspero, 1970.
- Davids, Jules. America and the World of our Time, United States Diplomacy in the Twentieth Century. New York: Random House, 1970.
- Dean, Arthur H. Moscow-Peking Axis: Strength and Strains. Ed. H. L. Boorman, A. Eckstein, P. E. Mosely, B. Schwarz. New York: Harper & the Council on Foreign Relations, 1957.
- Deconde, Alexander. A History of American Foreign Policy. New York: Charles Scribner's, 1963.
- Dixon, A. Imrie. "The Far East in American History Textbooks", Treatment of Asia in American Textbooks. New York: American Council on Education & Institute of Pacific Relations, 1946.
- Doyle, Robert. "Report on Communist Shanghai", Life, 17 octobre 1949.
- Dresser, Robert B. How We Blundered into Korean War and Tragic Future Consequences. New York: Committee for Constitutional Government, 1950.
- Dresser, Robert B. What Caused the Nation's Crisis - Incompetency or Treachery? New York: Committee for Constitutional Government, 1951.
- Druks, Herbert. Harry S. Truman and the Russians, 1945-1953. New York: Robert Speller, 1966.

- Dulles, Allen. The Craft of Intelligence. New York: 1963.
- Dulles, Foster Rhea. America in the Pacific, a Century of Expansion. 2ème éd. Boston: Houghton Mifflin, 1938.
- Dulles, Foster Rhea. American Policy Toward Communist China, 1949-1969. New York: Crowell, 1972.
- Dulles, Foster Rhea. America's Rise to World Power, 1894-1954. New York: Harper & Bros., 1955.
- Dulles, Foster Rhea. China and America: the Story of their Relations since 1784. Princeton, N.J.: Princeton Univ. Press, 1946.
- Dulles, Foster Rhea. The Road to Teheran. Princeton N.J.: Princeton Univ. Press, 1944.
- Dulles, John Foster. "A Policy of Boldness", Life, 19 mars 1952, pp. 146-157.
- Durdin, Tillman. "Butchery Marked Capture of Nanking", New York Times, 18 décembre 1937.
- Durdin, Tillman. New York Times, 16 octobre 1958.
- Durdin, Tillman. New York Times, 27 mai 1962.
- Edwards, E.H. Fire and Swords in Shansi: the Story of the Martyrdom of Foreigners and Chinese Christians. New York: 1903.
- Eibling, Harold H., Carlton H. Jackson, et Vito Perrone. United States History: Two Centuries of Progress. River Forest, Ill.: Laidlaw Brothers, 1974.
- Einaudi, Mario. The Roosevelt Revolution. New York: Harcourt, Brace, 1963.
- Eisenhower, Dwight D. Mandate for Change, 1953-1958. Vol. I de The White House Years. Garden City: Doubleday, 1963.
- Epstein, Israel. "China Communists Confer with Rich", New York Times, 6 août 1944, p. 19.
- Epstein, Israel. "China Communists from All Classes", New York Times, 20 août 1944, p. 23.
- Epstein, Israel. "Communist Army in China Is Strong", New York Times, 1 juillet 1944, p. 23.
- Epstein, Israel. "Light on the Chinese Puzzle", Labour Monthly, XXVII, juin 1945, 173-178.
- Epstein, Israel. "No Opium Poppies on Way to Yenan", New York Times, 14 août 1944, p. 5.
- Fairbank, John King. The United States and China. Cambridge, Mass.: Harvard Univ. Press, 1971.
- "The Far East", The Dynamics of World Power: a Documentary History of United States Foreign Policy, 1945-1973. Ed. Russel Buhite. Gen. ed. Arthur M. Schlesinger. New York: Chelsea House et McGraw-Hill, 1973, Vol. IV.
- Feis, Herbert. The China Tangle: the American Effort in China from Pearl Harbor to the Marshall Mission. Princeton, N.J.: Princeton Univ. Press, 1953.
- Fitch, George A. "China's Northwest Life-Line", Amerasia, IV, septembre 1940, pp. 301-306.

- Fitch, G.H. "Races and the Labor Problem in California", Chautauquan, XXIV, janvier 1897, 427-432.
- Fitzgerald, Stephen. "China Visited: a View of the Cultural Revolution", China and Ourselves: Explorations and Revisions by a New Generation. Ed. Bruce Douglass et Ross Terril. Boston: Beacon Press; 1971, pp. 11-29.
- Fleming, D.F. The Cold War and Its Origins, 1917-1960. Londres: George Allen & Unwin, 1961.
- Flynn, John T. The Lattimore Story. New York: Devin-Adair, 1951.
- Flynn, John T. While You Slept: Our Tragedy in Asia and Who Made It? New York: Devin-Adair, 1951.
- Forman, Harrison. "The Camera's Story of History in the Making: China's Communists", Current History, LXVIII, février 1938, 66-69.
- Forman, Harrison. Report from Red China. New York: Henry Holt, 1945.
- Fowler, Charles Henry. Missionary Addresses. Cincinnati: Jennings & Graham, 1906.
- Free, Lloyd H. et Hadley Cantril. The Political Beliefs of Americans: a Study of Public Opinion. New York: Clarion Books, Simon & Schuster, et Rutgers Univ. Press, 1968.
- Frost, James A., Ralph Adams Brown, David M. Ellis, et William B. Fink. A History of the United States: the Evolution of a Free People. Chicago: Follet, 1968.
- Gale, George. London Daily Express, 16 novembre 1959.
- Gallup, George. The Gallup Poll/Public Opinion, 1935-1971. 3 vols. New York: Random House, 1972.
- Gaviam, Ruth W., William A. Hamm, et Frank Freidel. United States History. Chicago: D. C. Heath, 1965.
- Geary, Thomas J. "The Law and the Chinaman", Californian Illustrated, IV, juillet 1893, 313.
- Geary, Thomas J. "Should the Chinese Be Excluded?", North American Review, CLVII, juillet 1893, 52-57.
- Gelder, Stuart et Roma. The Timely Rain. Londres: 1964.
- Giap, Vo Nguyen. People's War, People's Army. New York: Praeger, 1962.
- Gittings, John. Survey of the Sino-Soviet Dispute: a Commentary and Extracts from the Recent Polemics, 1963-1967. Londres: 1968.
- Gould, Randall. "Cross Purposes in China", Christian Science Monitor, 9 mai 1949.
- Greene, Felix. A Curtain of Ignorance, How the American Public Has Been Misinformed about China. Garden City: Doubleday, 1964.
- Griffith, Robert. The Politics of Fear: Joseph R. McCarthy and the Senate. Rochelle Park, N.J.: Hayden Book Co., Univ. Press of Kentucky, 1970.
- Griswold, A. Whitney. The Far Eastern Policy of the United States. New York: Harcourt, Brace, 1948.

- Guillermaz, Jacques. Histoire du parti communiste chinois, 1921-1949. Paris: Payot, 1968.
- Gurvitch, George. Traité de Sociologie. 2 vols. Paris: Presses Universitaires de France, 1960.
- Guttman, Allen. Korea: Cold War and Limited Wars. Lexington, Mass.: D. C. Heath, 1972.
- Habberton, William, Lawrence V. Roth, et William R. Spears. World History: the Story of Man's Achievements. River Forest, Ill.: Laidlaw Brothers, 1962.
- Halle, Louis J. Dream and Reality: Aspects of American Foreign Policy. New York: Harper & Bros., 1958.
- Hanson, Haldore. "Firebrands and Chinese Politics", Amerasia, III, avril 1939, 78-82.
- Hanson, Haldore. Humane Endeavour: the Story of the China War. New York: 1939.
- Hanson, Haldore. "The People behind the Chinese Guerrillas", Pacific Affairs, XI, septembre 1938, 285-322.
- Hanwell, Norman. "The Chinese Red Army", Asia, XXXVI, mai 1936, 317-322.
- Hanwell, Norman. "When Chinese Reds Move in", Asia, XXXVI, octobre 1936, 631-634.
- Hanwell, Norman. "Within Chinese Red Areas", Asia, XXXVII, janvier 1937, 58-61.
- Harper's Weekly. "The Chinese Exclusion Bill", (éditorial), XXXVI, 16 avril 1892, 362.
- Harsch, Joseph C. The Christian Science Monitor, 10, 13, et 24 décembre 1958.
- Hartmann, Frederick H. The Relations of Nations. New York: MacMillan, 1957.
- Hero, Alfred O., Jr. "The American Public and the U.N., 1954-1966", The United Nations: International Organization and Administration. Ed. Maurice Waters. New York: MacMillan, 1967.
- Higgins, Marguerite. New York Herald Tribune, 25 novembre 1958.
- Hilsman, R. "The Foreign Policy Consensus: an Interior Research Report", Journal of Conflict Resolution, 3 (1959), 361-382.
- Hofstadter, Richard. Anti-Intellectualism in American Life. New York: Random House, 1962.
- Hofstadter, Richard. The Paranoid Style in American Politics and Other Essays. New York: Vintage Books, 1967.
- Hohenberg, John. Between Two Worlds: Policy, Press, and Public Opinion in Asian-American Relations. New York: Praeger et American Council on Foreign Relations, 1967.
- Holcombe, Chester. "The Restrictions of Chinese Immigration", Outlook, LXXCI, 23 avril 1904, 971-977.
- Hollock, le révérend H. G. C. "The Day of Opportunity in China", The Missionary Review of the World, septembre 1906, p. 660.
- Holt, Sol et John R. O'Connor. Exploring World History. New York:

- Globe, 1969.
- Homer, Joy. Dawn Watch in China. Boston: 1941.
- Hsu, Francis L.K. Americans and Chinese, Reflections on two Cultures and their People. New York: Doubleday, 1972.
- Hsi, I. C. Y. The Rise of Modern China. New York: Oxford Univ. Press, 1970.
- Hulbert's History of Korea. Ed. C. N. Weems. New York: Hillary House, 1962, Vol. 1.
- Hull, Cordell. The Memoirs of Cordell Hull. New York: MacMillan, 1948.
- Hyman, Herbert H. et Paul B. Sheatsley. "Trends in Public Opinion on Civil Liberties", The Journal of Social Issues, IX, No. 3, 1953, 6-16.
- Ideas and Diplomacy, Readings in the Intellectual Tradition of American Foreign Policy. Ed. Norman A. Graebner. New York: Oxford Univ. Press, 1964.
- International Press Institute. The Flow of the News. Zurich: 1953.
- Isaacs, Harold R. Scratches on our Minds: American images of China and India. New York: John Day, 1958.
- Isaacs, Harold R. The Tragedy of the Chinese Revolution. Stanford: Stanford Univ. Press, 1951.
- Israel, Jerry. Progressivism and the Open Door, America and China, 1905-1921. Pittsburgh: Pittsburgh Univ. Press, 1971.
- Jaffe, Julian F. Crusade Against Radicalism: New York during the Red Scare, 1914-1924. New York: National Univ. Publications, Kennikat Press, 1972.
- Jaffe, Philip J. "China's Communists Told Me: A Specialist in Far Eastern Affairs Interviews the Leading Men of Red China in Their Home Territories", New Masses, XXV, 12 octobre 1937, 3-10.
- Jenks, Jeremiah. "The Progress China is Making", The Review of Reviews, XXXI, mai 1905, 595.
- Johnson, William R. China, Key to the Orient - and Asia. Pofo, Ill.: 1950.
- Johnson, William R. "Falsehoods and Some Truths about China", The China Monthly, X, avril 1949.
- Jones, Dorothy B. The Portrayal of China and India on the American Screen, 1896-1955: the Evolution of Chinese and Indian Themes, Locales, and Characters as Portrayed on the American Screen. Cambridge, Mass: Center for International Studies, Mass. Institute of Technology, octobre 1955.
- Julien, Claude. L'Empire américain. Paris: Grasset, 1968.
- Kail, F. M. What Washington Said, Administration Rhetoric and the Vietnam War: 1949-1969. New York: Harper & Row, 1973.
- Keen, Victor. "China's Reds Offer Olive Branch in Belief That Anti-Japan Front is More Vital Than Class Fight", New York Herald Tribune, 23 mai 1937, II, 7, 14.
- Keen, Victor. "Chinese Soviet Goes to School: 60% Politics and 40%

- Education is Recipe in the Mental Diet", New York Herald Tribune, 13 juin 1937, II, 4.
- Keen, Victor. "Chinese Soviet's Youthful Army a Merger of Private Battalions", New York Herald Tribune, 6 juin 1937, II, 5-6.
- Kennan, George. American Diplomacy, 1900-1950. Chicago: Mentor, 1951.
- Kennan, George. Memoirs (1925-1950). New York: Bantam, 1969.
- Kennan, George. "The Sources of Soviet Conduct", Foreign Affairs, XXV, juillet 1947, 566-582. (également dans American Diplomacy, 1900-1950.)
- Koen, Ross Y. The China Lobby in American Politics. New York: MacMillan, 1960.
- Kohlberg, Alfred. "Stupidity and/or Treason?", The China Monthly, IX, juin 1948.
- Kohlberg, Alfred. "Ten Years after Marco Polo Bridge", The China Monthly, VIII, juillet 1947, 2.
- Kohlberg, Alfred. "United States' Military Aid to China", The China Monthly, XI, mars 1950.
- Kohlberg, Alfred. "Who is Responsible for China's Tragedy?", The China Monthly, X, décembre 1949.
- Kotler, Phillip. Marketing Management: Analysis, Planning and Control. 2ème éd. Englewood Cliffs, N.J.: Prentice-Hall, 1972.
- Kriesberg, Martin. "Dark Areas of Ignorance", Public Opinion and Foreign Policy. Ed. Lester Markel. New York: Council on Foreign Relations, Harper & Brothers, 1949.
- Kubek, Anthony. How the Far East was Lost: American Policy and the Creation of Communist China, 1941-1949. Chicago: Henry Regnery, 1963.
- Larson, Emmanuel S. "The State Department Espionage Case", Plain Talk, I, octobre 1946.
- Lash, Joseph P. New York Post, 28 juillet 1958.
- Latham, Earl. The Communist Controversy in Washington: from the New Deal to McCarthy. New York: Atheneum, 1969.
- Lattimore, Owen. "American Responsibilities in the Far East", Virginia Quarterly Review, XVI, printemps 1940, 161-174.
- Lattimore, Owen. "Reply to Mr. Kohlberg", China Monthly, VI, décembre 1945, 15-17.
- Lattimore, Owen. "Report from Red China", Atlantic Monthly, CLXXV, avril 1945, 133.
- Lattimore, Owen. Studies in Frontier History: Collected Papers, 1928-1958. Londres: Oxford Univ. Press, 1962.
- Lautenschlager, Stanton. Far West in China. New York: 1941.
- Lay, G. Tradescant. The Chinese as they are. Londres: 1841.
- Leaf, Earl H. "Chinese Reds in Shensi Work and Play Hard; Soviet Capital Scene of Much Laughter, Fun and Sports", North China Star, 26 avril 1937, pp. 1,6.
- Leaf, Earl H. "Mao Tse-tung's Life is Thrilling, Hectic Story; Has

- Become Almost Legend to Chinese During 10 Years", North China Star, 6 mai 1937, pp. 1, 8.
- Leaf, Earl H. "Persons and Personages: Six Women of China", Living Age, CCLIV, mars 1938, 40-42.
- Leaf, Earl H. "Soviet Russia Has Given Chinese Reds No Aid; Declares Commander-in-Chief Chu Teh of Chinese Communist Forces", North China Star, 9 juillet 1937, pp. 1, 24.
- Lee, A.H. "Chinese Cruelty", Harper's Weekly, XXXIX, 1895, 182.
- Leinwand, Gerald. The Pageant of World History. Boston: Allyn & Bacon, 1961.
- Letters of Theodore Roosevelt. Ed. Elting E. Morrison, 8 vols. Cambridge Mass: Harvard Univ. Press, 1951-1954.
- Levin, Murray B. Political Hysteria in America: the Democratic Capacity for Repression. New York: Basic Books, 1971.
- Lew, Timothy T. China in American School Textbooks: a Problem of Education in International Understanding and Worldwide Brotherhood. supplément spécial de la Chinese Social and Political Science Review. Pékin: juillet 1923.
- Li, Tieh-Tseng. The Historical Status of Tibet. New York: King's Cross Press, Columbia Univ. Press, 1956.
- Li, Tien-Yi. Woodrow Wilson's China Policy, 1913-1917. New York: Octagon Books, 1969.
- Lichterman, Martin. "To the Yalu and Back". American Civil-Military Decisions. Ed. Harold Stein. Birmingham, Ala.: Univ. of Alabama Press, 1963.
- Lieberman, Henry. New York Times, 6 octobre 1949.
- Lieberman, Henry. New York Times (Review Section), 16 janvier 1949.
- Life, Vol. 2, 3, 4, 5, janvier 1937 à décembre 1938.
- Life, 27 mai 1957.
- Lindsay, Michael. North China Front. Londres: 1944.
- Lindsay, Michael. "The North China Front: A Study of Chinese Guerrillas in Action", Amerasia, VIII, 31 mars et 14 avril 1944, 100-110, 117-125.
- Lippman, Walter. Public Opinion. New York: Pelican Books, 1946.
- Lippman, Walter et Charles Merz. "A Test of the News", New Republic, Vol. II, 4 août 1920, supplément spécial à partir de la page 288.
- Lipset, Seymour Martin et Earl Raab. The Politics of Unreason: Right Wing Extremism in America, 1790-1970. New York: Harper & Row, 1970.
- Literary Digest, 1900-1932.
- Long, Harold M. "Asia in World History Textbooks", Treatment of Asia in American Textbooks. New York: American Council on Education, Institute of Pacific Relations, 1946.
- Los Angeles Times, "The Chinese Character", 1 juillet 1900.
- Los Angeles Times, 9 juillet 1900.

- McClellan, Robert. The Heathen Chinese: a Study of American Attitudes Toward China, 1890-1905. Columbus: Ohio State Univ. Press, 1971.
- MacNair, H.F. China in Revolution: an Analysis of Politics and Militarism under the Republic. Chicago: Univ. of Chicago Press, 1931.
- MacNair, H.F. China's International Relations and Other Essays. Chang-hai: Commercial Press, 1926.
- Martin, W.A.P. The Awakening of China. New York: 1907.
- Masters, F.J. "Can a Chinaman Become a Christian?", Californian, II, octobre 1892, 622.
- Masters, F.J. "Our Treaties with China", Californian, IV, juin 1893, 24-32.
- Maxwell, Neville. India's China War. Londres: Jonathan Cape, 1970.
- Messages and Public Papers of the Presidents. Ed. James D. Richardson. 10 vols. Washington D. C.: New York Bureau of National Literature, 1917.
- Miner, Luella. China's Book of Martyrs: a Record of Heroic Martyrdom and Marvelous Deliverances of Chinese Christians during the Summer 1900. Philadelphia: 1903.
- The Missionary Review of the World, "Apathy of China Broken", juin 1906, pp. 405-406.
- The Missionary Review of the World, "Signs of the Times", avril 1906, p. 303.
- The Missionary Review of the World, février 1916, p. 97.
- Monroe, Paul. China: a Nation in Evolution. New York: MacMillan, 1928.
- Morgenthau, Hans J. The Purpose of American Politics. New York: Vintage Books, 1960.
- Morse, Edward S. Glimpses of China and Chinese Homes. Boston: 1902.
- Murray, Robert K. Red Scare: a Study in National Hysteria, 1919-1920. New York: McGraw-Hill, 1964 (Univ. of Minnesota Press, 1955).
- The Nation, (éditorial), 15 août 1901, p. 122.
- National Geographic Magazine, "Our Immigration during 1904", XII, janvier 1905, 16.
- Nature, "A Chinese Brain", L, 31 mai 1894, 111.
- Neustadt, Richard E. Presidential Power: the Politics of Leadership. Boston: 1968.
- Newsweek, Vol. 10, Nos. 9, 11, 17, août à octobre 1937.
- New York Herald Tribune, "Imperialism in China", (éditorial), 27 janvier 1950.
- New York Herald Tribune, "Red China - This Too Will Pass Away", (éditorial), 13 août 1957.
- New York Herald Tribune, 16 juin 1958.
- New York Herald Tribune, 23 septembre 1958.
- New York Herald Tribune, 17 octobre 1962.

- New York Times, 17 décembre 1937.
- New York Times, 1er janvier 1950.
- New York Times, (éditorial), 22 janvier 1950.
- New York Times, (éditorial), 25 janvier 1950.
- New York Times, 31 janvier 1950.
- New York Times, (éditorial), 16 février 1950.
- New York Times, (éditorial), 19 février 1950.
- New York Times, (éditorial), 1er avril 1950.
- New York Times, 5 octobre 1950.
- New York Times, 27 novembre 1950.
- New York Times, 1er décembre 1950.
- New York Times, (éditorial), 8 juillet 1954.
- New York Times, "There Will Be Three Hundred Millions Left", 16 juin 1958.
- New York Times, (éditorial), "Tito Dares the Lightning", 17 juin 1958.
- New York Times, (éditorial), "Ten Years of Red China", 1er octobre 1959.
- New York Times, 30 mai 1962.
- New York Times, 2 août 1963.
- New York Times, (éditorial), 20 novembre 1962.
- New York Times, (éditorial), 24 janvier 1963.
- New York Times, 2 août 1963.
- New York Times, (éditorial), "Peking's Grand Design", 14 septembre 1963.
- New York Times, (éditorial), "The China Danger", 3 août 1973.
- New York World Telegram and Sun, "Will Red China Follow Hungary?", 26 juin 1957.
- North, Robert C. Moscow and Chinese Communists. Stanford: Stanford Univ. Press, 1953.
- Opinion News, Vol. V, No. 12, 11 décembre 1945.
- Opinion News, Vol. X, No. 8, 15 avril 1948.
- Otsuka, Reizo. "Recent Developments in the Chinese Communist Movement", Problems of the Pacific, 1936: Aims and Results of Social and Economic Policies in Pacific Countries, Proceedings of the Sixth Conference of the Institute of Pacific Relations, Yosemite National Park, California, 15-29 August 1936. Ed. W. L. Holland et Kate L. Mitchell. Chicago: 1937.
- Outlook, "The New Chinese Exclusion Act", LXX, 18 janvier 1902, 153.
- Pacific Affairs 1928-1945.
- Pan, Stephen Chao Ying. American Diplomacy Concerning Manchuria. Boston: Bruce Humphries, 1938.
- Pang, Sunyowe. "The Chinese in America", Forum, XXXII, janvier 1902, 598-607.
- Parker, Addison. "The Exclusion of the Chinese", Baptist Quarterly Review, XII, 14 décembre 1901, 7.
- Parkes, Henry Bamford. The United States: a History. New York: Alfred A. Knopf, 1968.

- Patchen, Martin. The American Public's View of U.S. Policy toward China: a Report prepared for the Council on Foreign Relations by the Survey Research Center, University of Michigan. New York: Council on Foreign Relations, 1964.
- Peffer, Nathaniel. China: the Collapse of a Civilization. New York: John Day, 1930.
- Peffer, Nathaniel. "The Chinese Idea of Communism", Current History, XXXVI, juillet 1932, 400-404.
- Peffer, Nathaniel. "Contrasting Yenan and Chungking", New York Times Book Review, 28 octobre 1945, p. 4.
- Peffer, Nathaniel. "Our Distorted View of China", New York Times Magazine, 7 novembre 1943, pp. 7, 40-41.
- Peffer, Nathaniel. New York Times, 10 août 1952.
- Phelan, James D. "The Case against the Chinaman", Saturday Evening Post, CLXXIV, 21 décembre 1901, 4.
- Pickens, Robert S. "Why America did not Intervene following Nanking Incident", The China Weekly Review, XLI, No. 2, 11 juin 1927, 28-29.
- Pirnie, Colonel W. Bruce. "Who Hamstrings American Military Aid to China?", The China Monthly, IX, octobre 1948.
- Polls, Vol. I, No. 2, 1965.
- Polls, Vol. II, No. 1, 1966.
- Polls, Vol. II, No. 3.
- Polls, Vol. III, No. 4.
- Powderly, Terence V. "Exclude Anarchists and Chinamen", Collier's Weekly, XXVIII, 14 décembre 1901, 7.
- Presidential Addresses and State Papers. Ed. Theodore Roosevelt. New York: The Review of Reviews, 1910, Vol. IV.
- The Private Papers of Senator Vandenberg. Ed. Arthur H. Vandenberg Jr. Boston: Houghton Mifflin, 1952.
- Prohme, William. "Soviet China", New Republic, LXVII, 12 août 1931, 334-335.
- Public Opinion, 1935-1946. Ed. Hadley Cantril et Mildred Strunk. Princeton, N.J.: Princeton Univ. Press, 1951.
- Public Opinion. "Surgery in China", (éditorial), XVI, 7 décembre 1893, 222.
- Quotations from Chairman Mao Tse-tung. Ed. Stuart R. Schramm. New York: Bantam Books, 1967.
- Ralph, Julian. "Side Notes from the Asiatic War", Harper's Weekly, XXXIX, 11 mai 1895, 448.
- Rand, Christopher. New York Herald Tribune, 28 avril 1950.
- Raskin, M. G. et B. Fall. The Vietnam Reader. New York: Vintage Books, 1965.
- Raymond, Aiten. New York Herald Tribune, 22 janvier 1949.
- The Reader's Digest. "We Were in Nanking", octobre 1938, p. 41.
- Reich, Jerome R., Mark M. Krug, et Edward L. Biller. Building the Modern World. New York: Harcourt, Brace Jovanovitch, 1972.

- Reston, James. New York Times (Review Section), 24 avril 1949.
The Review of Reviews, "The Chinese and the Geary Bill", (éditorial),
 VII, avril 1893, 265.
- The Review of Reviews, "The Chinese Question", V, juin 1892, 526.
- Richardson, H. E. Tibet and its History. Londres: Oxford Univ. Press,
 1962.
- Rivera, Joseph de. The Psychological Dimensions of Foreign Policy.
 Columbus, Ohio: Charles E. Merrill, 1958.
- Robinson, James P. Public Information about World Affairs. Ann Ar-
 bor: Survey Research Center, Institute for Social Research, Univ.
 of Michigan, mars 1967.
- Rocky Mountain News, "Chinese Sunday Schools", 13 décembre 1894.
Rocky Mountain News, (éditorial), 8 juillet 1900.
- Romanus, Charles F. et Riley Sunderland. Stilwell's Mission to China.
 Vol. I de China-India-Burma Theater. Série IX, The United States
Army in World War II. Ed. Kent Roberts Greenfield. Washington
 D.C.: USGPO, 1952.
- Roosevelt, F.D. The Public Papers and Addresses of Franklin D.
Roosevelt, 1937. New York: MacMillan, 1941.
- Roosevelt, Theodore. "The Awakening of China", The Outlook, 28 no-
 vembre 1908, p. 666.
- Rosenman, Samuel I. The Public Papers and Addresses of Franklin
D. Roosevelt. Vols. 1941 et 1943. New York: Harper & Bros.,
 1950.
- Rosenman, Samuel I. Working with Roosevelt. New York: Harper &
 Bros., 1952.
- Ross, Edward Alsworth. The Changing Chinese: the Conflict of Oriental
and Western Cultures in China. New York: Century, 1911.
- Rostow, W. W. The Prospect for Communist China. New York: John
 Wiley & Sons, Technology Press of the Mass. Institute of Techno-
 logy, 1954.
- Rusk, Dean. "United States Policy toward Communist China", Depart-
ment of State Bulletin, LIV, 2 mai 1966, 688-691, 693.
- Sandmeyer, Elmer Clarence. The Anti-Chinese Movement in Califor-
nia. Urbana: Illinois Univ. Press, 1939.
- San Francisco Call, "Chinese Exclusion", (éditorial), 10 avril 1892.
San Francisco Chronicle, (éditorial), 25 janvier 1892.
San Francisco Chronicle, (éditorial), 15 novembre 1894.
San Francisco Chronicle, "A Ghastly Picture of Mongolian Savagery",
 19 décembre 1894.
- Saturday Evening Post, 27 janvier 1951.
Saturday Evening Post, 25 avril 1951.
- Scanland, J.M. "Our Asiatic Missionary Enterprise", Arena, septem-
 bre 1900, pp. 258-267.
- Schiffrin, Harold Z. Sun Yat-sen and the Origins of the Chinese Re-
volution. Berkeley: Univ. of California Press, 1968.
- Schoell, Frank L. Histoire des Etats-Unis. Paris, Payot, 1965.

- Schuman, F.L. American Policy Toward Russia since 1917. New York: International Publishers, 1928.
- Schwartz, Melvin, et John O'Connor. Exploring American History. New York: Globe, 1968.
- Seattle Post Intelligencer, (éditorial), 10 juillet 1900.
- Seattle Post Intelligencer, "Nameless Tortures", 15 juillet 1900.
- The Senator Gravel Edition, The Pentagon Papers: Critical Essays. Ed. Noam Chomsky et Howard Zinn. Boston: Beacon Press, 1972.
- The Senator Gravel Edition, The Pentagon Papers: the Defense Department History of United States Decision-making on Vietnam. 4 vols. Boston: Beacon Press, 1971.
- Service, John S. The Amerasia Papers: Some Problems in the History of U.S. China Relations. Center for Chinese Studies, Univ. of California at Berkeley, 1971.
- Sevareid, Eric. "Censors in the Saddle", Nation, CLX, 14 avril 1945, 415-417.
- Shanahan, Cormac. "America's Place in the World", China Monthly, VI, novembre 1945, 30-32.
- Shanahan, Cormac. "The Challenge of Gunther Stein", China Monthly, VII, février 1946, 65-66.
- Shanahan, Cormac. "China's Communist Puzzle", China Monthly, VI, juin 1945, 9-12.
- Shanahan, Cormac. "False Solution in Asia", China Monthly, VI, décembre 1945, 22-24, 26.
- Sheean, Vincent. Between the Thunder and the Sun. New York: Random House, 1943.
- Sheean, Vincent. Personal History. Garden City: Doubleday, Doran & Co., 1935.
- Sherwood, Robert E. Roosevelt and Hopkins: an Intimate History. New York: Harper, 1948.
- Shewmaker, K. Americans and Chinese Communists, 1927-1945: a Persuading Encounter. Ithaca, N.Y.: Cornell Univ. Press, 1971.
- Smedley, Agnes. Battle Hymn of China. New York: 1943.
- Smedley, Agnes. China Fights Back: an American Woman with the Eighth Route Army. New York, 1938.
- Smedley, Agnes. China's Red Army Marches. New York: Vanguard Press, 1934.
- Smedley, Agnes. Chinese Destinies: Sketches of Present Day China. New York: Vanguard Press, 1933.
- Smedley, Agnes. "First Pictures of China's Roving Communists", Life, II, 25 janvier 1937, 9-15.
- Smedley, Agnes. The Great Road: the Life and Times of Chu Teh. New York: 1956.
- Smith, Arthur H. China and America To-day: a Study of Conditions and Relations. Londres: Oliphant, Anderson and Ferrier, 1907.
- Smith, Arthur H. China in Convulsion. New York: 1901.
- Smith, Arthur H. Chinese Characteristics. New York: 1894.

- Snow, Edgar. "An Army of Fighting Chinese Communists Takes Possession of China's Northwest", Life, II, 1er février 1937, 42-45.
- Snow, Edgar. Battle for Asia. New York: Random House, 1941.
- Snow, Edgar. "Boyhood of a Chinese Red: The Autobiography of Mao Tse-tung", Asia, XXXVII, juillet 1937, 480-484.
- Snow, Edgar. China Today: the Other Side of the River.
- Snow, Edgar. "China to Lin Yutang", Nation, CLX, 17 février 1945, 180-183. "China to Lin Yutang: II", Nation, CLX, 31 mars 1945, 359.
- Snow, Edgar. "The Chinese Communists and Wars on Two Continents: Interviews With Mao Tse-tung", China Weekly Review, XCI, 13 et 20 janvier 1940, 244-246, 277-280.
- Snow, Edgar. "Chinese Communists and World Affairs: An interview with Mao Tse-tung", Amerasia, 1, août 1937, 263-269.
- Snow, Edgar. "Direct From the Chinese Red Area", Asia, XXXVII, février 1937, 74-75.
- Snow, Edgar. "How the Red Army Began: The Autobiography of Mao Tse-tung", Asia, XXXVII, septembre 1937, 619-623.
- Snow, Edgar. "Interview with Mao", New Republic, CLII, 27 février 1965, 17-23.
- Snow, Edgar. "Interview with Mao Tse-tung: Communist Leader", China Weekly Review, LXXVIII, 14 et 21 novembre 1936, 377-379, 420-421.
- Snow, Edgar. "I Went to Red China: The Inside Story of China's United Front against Japan", Saturday Evening Post, CCX, 6 novembre 1937, 100-103.
- Snow, Edgar. Journey to the Beginning. New York: Random House, 1958.
- Snow, Edgar. "The Long March", Asia, XXXVII, octobre 1937, 689-692; "The Long March: Part II", Asia, XXXVII, novembre 1937, 741-747.
- Snow, Edgar. "The Man Alongside Mao: Deputy Lin Piao's Thoughts and Career", New Republic, CLV, 3 décembre 1966, 15-18.
- Snow, Edgar. "Must China Go Red?", Saturday Evening Post, CCXVII, 12 mai 1945, 9-10, 67-68, 70.
- Snow, Edgar. "The Red Army in Action: The Autobiography of Mao Tse-tung", Asia, XXXVII, octobre 1937, 682-688.
- Snow, Edgar. "Reds and Northwest: A Visitor to Communist Areas Tells His First-Hand Observations", Shanghai Evening Post and Mercury, 3, 4, et 5 février 1937, pp. 10-11.
- Snow, Edgar. Red Star Over China. New York: Random House, 1938.
- Snow, Edgar. "Sixty Million Lost Allies", Saturday Evening Post, CCXVI, 10 juin 1944, 12-13, 44, 46.
- Snow, Edgar. "Schooling of a Chinese Red: The Autobiography of Mao Tse-tung", Asia, XXXVII, août 1937, 570-576.
- Snow, Edgar. "Soviet China I: What the Chinese Communists Want", New Republic, LXXXI, 4 août 1937, 351-354;

- "Soviet China II: The Long March", New Republic, LXXXII, 11 août 1937, 9-11;
- "Soviet China III: Chinese Communist Industry", New Republic, LXXXII, 18 août 1937, 42-44;
- "Soviet China IV: Moscow and the Chinese Communists", New Republic, LXXXII, 8 septembre 1937, 124-125.
- Snow, Edgar. "Soviet Society in Northwest China", Pacific Affairs, X, septembre 1937, 266-275.
- Snow, Edgar. "The Strength of Communism in China: The Bolshevik Influence", Current History, XXXIII, janvier 1931, 521-526.
- Snow, Edgar. "Will Stalin Sell Out China?", Foreign Affairs, XVIII, avril 1940, 450-463.
- Spanier, John. American Foreign Policy Since World War II. New York: Praeger, 1973.
- Spector, Yvar. Seattle Times, 4 juin 1950.
- Spratt, Dora E.W. "Earning a Living in China", Lippincott's Magazine, LIX, mai 1897, 674.
- Steele, A. T. The American People and China. New York: McGraw-Hill, 1966.
- Steele, A. T. New York Herald Tribune, 16 septembre 1956.
- Stein, Gunther. The Challenge of Red China. New York: McGraw-Hill, 1945.
- Stewart, G. The White Armies of Russia. Londres: MacMillan, 1933.
- Stouffer, Samuel A. Communism, Conformity, and Civil Liberties: a Cross Section of the Nation Speaks its Mind. Garden City: Doubleday, 1955.
- Strong, Anna Louise. China's Millions. New York: Coward-McCann, 1935.
- Strong, Anna Louise. "The Kuomintang-Communist Crisis in China", Amerasia, V, mars 1941, 11-23.
- Strong, Anna Louise. One Fifth of Mankind. New York: 1936.
- Strong, Anna Louise. "Political Work of a Chinese Army", Amerasia, II, août 1938, 304-308.
- Strong, Anna Louise. "Why I Came to China at the Age of 72", Peking Review, 20 septembre 1963, pp. 19-22.
- Student Volunteer Movement for Foreign Missions. Students and the Modern Missionary Crusade, Addresses Delivered before the fifth International Convention of the Student Volunteer Movement for Foreign Missions, Nashville, Tennessee, February 28-March 4, 1906. New York: 1906.
- Sues, Ilona Ralf. Shark's Fins and Millet. Boston: Little, Brown and Co., 1944.
- Sulzberger, C. L. New York Times, 14 février 1949.
- Sulzberger, C. L. New York Times, 29 janvier 1950.
- Sulzberger, C. L. New York Times, 15 février 1950.
- Sulzberger, C. L. New York Times, 10 novembre 1962.
- Sweetland, Reginald E. "The Strength of Communism in China - II:

- Banditry in a New Guise", Current History, XXXIII, janvier 1931, 526-529.
- Tansill, Charles Callan. Back Door to War: the Roosevelt Foreign Policy, 1933-1941. Chicago: Henry Regnery, 1952.
- Taylor, George E. The Struggle for North China. New York: Institute of Pacific Relations, 1940.
- Time, Vol. XIX, Nos. 5 à 11, 1er février au 14 mars 1932.
- Time, 1er décembre 1958.
- Tong, Hollington K. Dateline-China: the Beginning of China's Press Relations with the World. New York: Rockport Press, 1950.
- Topping, Seymour. New York Herald Tribune, 6 octobre 1949.
- Truman, Harry S. Years of Trial and Hope. Vol. II de Memoirs. Garden City: 1956.
- Tsai, Mark. "Now It Can Be Told", The China Monthly, IX, septembre 1948, 255.
- Tuchman, Barbara W. Stillwell and the American Experience in China, 1911-1945. New York: Bantam Books, 1972.
- Twain, Mark. "To My Missionary Critics", North American Review, avril 1901, pp. 520-534.
- Twain, Mark. "To the Person Sitting in Darkness", North American Review, février 1901, 161-176.
- Uhlmann, Lieutenant George. "Land of Five Withouts", Far Eastern Survey, XII, 3 mai 1943, 86-89.
- United States Congress, House, 80th Congress, 2nd session, Committee on Un-American Activities. Report on the Communist Party of the United States as an Advocate of Overthrow of Government by Force and Violence. Investigation of Un-American Activities in the United States, House Report No. 1920. Washington D. C.: USGPO, 1948.
- United States Department of State. Foreign Relations of the United States, Diplomatic Papers, China, 1942. Washington D. C.: USGPO.
- United States Department of State. Foreign Relations of the United States, 1943, China. Washington D. C.: USGPO, 1957.
- United States Department of State. Foreign Relations of the United States, Diplomatic Papers, China, 1944. Washington D. C.: USGPO, 1967.
- United States Department of State. Papers Relating to the Foreign Relations of the United States. Washington D. C.: USGPO, 1900.
- U.S. News & World Report, "Communist China in Trouble ... War - Famine - Corruption ... Resistance Spreads", 24 juillet 1953.
- U.S. News & World Report, "From an Expert: 'Communists Have Lost the Chinese'", 6 août 1952.
- U.S. News & World Report, 28 mars 1962.
- U.S. News & World Report, 9 juillet 1962.
- United States Policy Toward China, Diplomatic and Public Documents, 1839-1939. Ed. Paul H. Clyde. Durham, North Carolina: Duke Univ. Press, 1940.

- Utley, Freda. China at War. New York: 1939.
- Utley, Freda. The China Story. Chicago: 1951.
- Utley, Freda. "Correspondence: China", New Statesman and Nation, XVII, 28 janvier 1939, 130-131.
- Utley, Freda. "A Terse, Authentic Report of the Terror in China: Edgar Snow Writes That the Deliberate Degradation of Man Has Been Thoroughly Systemized by the Japanese Army", New York Times Book Review, 9 mars 1941, p. 9.
- Van Alstyne, Richard. The Rising American Empire. New York: Oxford Univ. Press, 1960.
- Van Slyke, Lyman P. Enemies and Friends: the United Front in Chinese Communist History. Stanford: Stanford Univ. Press, 1967.
- Varg, Paul A. The Closing of the Door, Sino-American Relations, 1936-1946. East Lansing, Michigan: Michigan State Univ. Press, 1973.
- Varg, Paul A. The Making of a Myth: the United States and China, 1897-1912. East Lansing, Michigan: Michigan State Univ. Press, 1968.
- Varg, Paul A. Missionaries, Chinese and Diplomats: the American Protestant Missionary Movement in China, 1890-1952. Princeton, N.J.: Princeton Univ. Press, 1958.
- Wales, Nym (Helen Foster Snow). Inside Red China. Garden City: 1939.
- Walker, Richard L. China Under Communism: the First Five Years. Londres: George Allen & Unwin, 1956.
- Walla Walla Union, 23 juillet 1903.
- Wallbank, T. Waller et Arnold Schrier. Living World History. Glenview, Illinois: Scott, Foresman, 1969.
- Ward, Ralph A. "Hell in Nanking", The Christian Advocate, 21 avril 1938, p. 376.
- Washington Post, "Chinese Execution", 29 juillet 1900.
- Washington Post, 26 janvier 1955.
- Weale, Putnam (Bertram Lenox Simpson). Why China Sees Red. New York: Dodd, Mead, 1925.
- Welles, Summer. Seven Decisions that Shaped History. New York: Harper, 1950.
- Wernert, Karl. "The Far East in Geography Textbooks". Treatment of Asia in American Textbooks. New York: American Council on Education, Institute of Pacific Relations, 1946.
- White, David Manning. "The 'Gatekeeper': A Case Study in the Selection of News", Journalism Quarterly, XXVII, No. 4, automne 1950, 383-390.
- White, Theodore H. "Inside Red China", Life, XVII, 18 décembre 1944, 39-40, 42, 44, 46.
- White, Theodore H. "'Life' Looks at China: Through the Blockade One of Its Correspondents Brings This Firsthand Report", Life, XVI, 1er mai 1944, 98-101, 103-104, 106, 109-110.

- White, Theodore H. et Annalee Jacoby. Thunder out of China. New York: William Sloanes, 1946.
- Whiting, Allen S. China Crosses the Yalu. New York: 1960.
- Williams, Edward Thomas. China Yesterday and Today. New York: Thomas Y. Crowell, 1928.
- Williams, Frederick Wells. The Life and Letters of Samuel Wells Williams, LL.D. New York: 1889.
- Williams, Samuel Wells. The Middle Kingdom: a Survey of the Geography, Government, Literature, Social Life, Arts, and History of the Chinese Empire and its Inhabitants. 2 vols. New York: 1914.
- Willoughby, W.W. China at the Conference, a Report. Baltimore: Johns Hopkins Press, 1922.
- Wilson, Woodrow. "Democracy and Efficiency", Atlantic Monthly, 87, 1901, 297.
- Wu, Y. L. An Economic Survey of Communist China. New York: Bookman, 1956.
- Wylie, Ray. "The Meaning of the Cultural Revolution". China and Ourselves: Explorations and Revisions by a New Generation. Ed. Bruce Douglass et Ross Terril. Boston: Beacon Press, 1971.
- Yoo, Tae-ho. The Korean War and the United Nations: a Legal and Diplomatic Historical Study. Louvain: Librairie Desbarax, 1965.
- Young, Arthur N. China and the Helping Hand, 1937-1945. Cambridge, Mass.: Harvard Univ. Press, 1963.
- Zabriskie, Edward H. American-Russian Rivalry in the Far East: a Study in Diplomacy and Power Politics, 1895-1914. Philadelphia: Univ. of Pennsylvania Press, 1946.
- Zelman, W. A. Chinese Intervention in the Korean War: a Bilateral Failure of Deterrence. Securities Studies Project, Univ. of California at Los Angeles, 1967.
- Zinn, Howard. The Logic of Withdrawal. Boston: Beacon Press, 1967.

Table des Matières

Avant-propos	i
<u>Chapitre I</u>	
Premiers contacts: le système tributaire et l'établissement du régime des traités inégaux	1
<u>Chapitre II</u>	
La question de l'immigration chinoise en Amérique	11
<u>Chapitre III</u>	
Les observateurs américains en Chine durant la seconde moitié du XIXème siècle	23
<u>Chapitre IV</u>	
De l'insurrection des "Boxers" à la révolution, 1900-1911	69
<u>Chapitre V</u>	
L'échec de la république et la politique américaine à l'égard de la Chine de 1912 à 1925	99
<u>Chapitre VI</u>	
La tentative d'unification nationale et la prise du pouvoir par les nationalistes (1925-1928)	137
<u>Chapitre VII</u>	
Troubles intérieurs et agression étrangère, 1928-1937	153

<u>Chapitre VIII</u>		
La guerre sino-japonaise et l'évolution de l'attitude américaine à l'égard de la Chine, 1937-1945		163
<u>Chapitre IX</u>		
Observateurs américains et communistes chinois, 1927-1945		235
<u>Chapitre X</u>		
De la mission Marshall à la débâcle nationaliste		261
<u>Chapitre XI</u>		
Les origines de la guerre froide et les fondements de l'anti-soviétisme américain		267
<u>Chapitre XII</u>		
Le "China Bloc", le "China Lobby", et McCarthy		279
<u>Chapitre XIII</u>		
Images de la Chine et presse américaine depuis la fin de la seconde guerre mondiale		331
<u>Chapitre XIV</u>		
Le climat de l'opinion américaine à l'égard de la Chine depuis la fin de la seconde guerre mondiale		419
<u>Chapitre XV</u>		
Images de la Chine dans les arts, les lettres, l'enseignement		463
Notes		475
Bibliographie		517